



UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE L'OCEAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : <http://www.epr974.re/>)



Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
<http://www.unor-reserves.fr/>

BULLETIN N°23 en date du 11 juin 2018

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets	
1 – Lois & Décrets	f) – Renseignement
2 – Nécrologies & Mémoires	g) – Cybersécurité
3 – Décorations & Commémorations	h) – Service du commissariat des armées
4 – Autorités, Etats-Majors	i) – Service des essences des armées
5 – Chroniques & Libres propos	j) – Service d'infrastructure de la défense
6 – Actualités internationales	k) – Forces Prépositionnées
7 – OPEX	l) – Réserves
8 – MISSINT/OPINT	m) – D.G.A.
9 – Défense de par le Monde	11 – France : Armements & Industries
10 – Nos Forces Armées	12 – Le Monde : Modernisations & Equipements
a) – Armée de Terre	13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
b) – Marine Nationale	14 – Livres & Publications
c) – Armée de l'Air	15 – Société
d) – Gendarmerie Nationale	16 – Vie de l'UOROI
e) – Service de Santé	

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

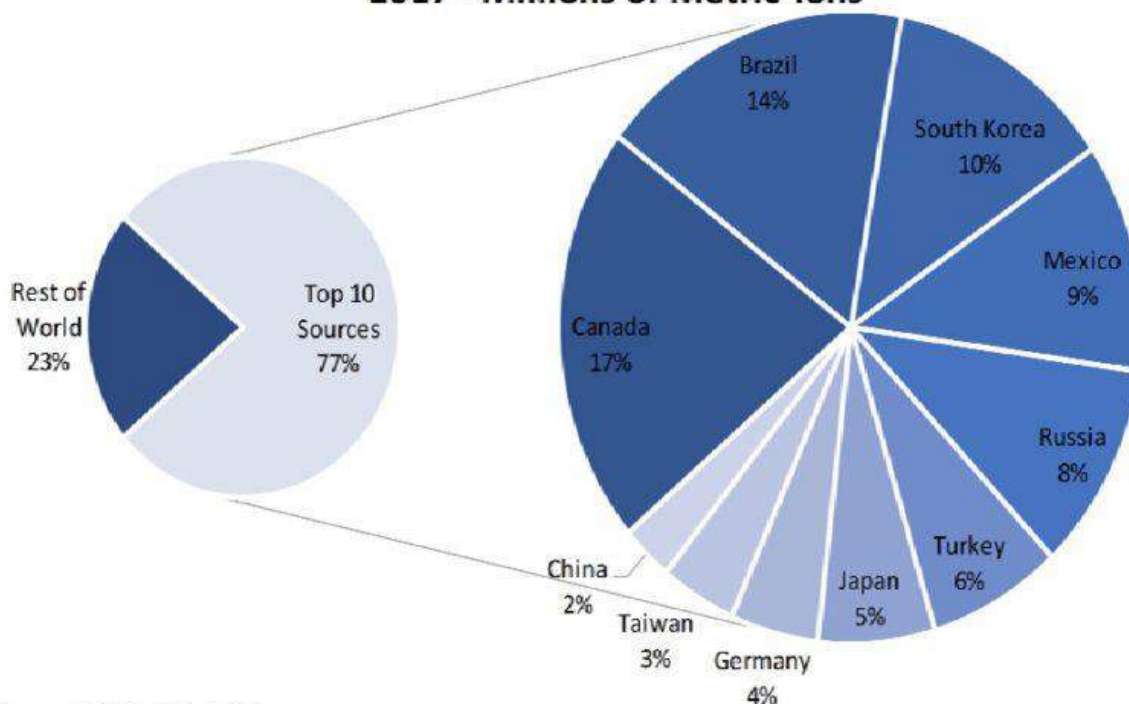
Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

Contenu

Anniversaire du D-Day: l'émotion toujours au rendez-vous 74 ans après le 6-Juin 1944.....	21
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	21
Le 3 ^e RIMA honore ses morts et commémore le 40 ^e anniversaire des combats d'Ati	21
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	21
D-Day : commémorations du Débarquement à Colleville-Montgomery	23
Remise de fourragères, d'insignes et de bérets verts	24
Face aux défis sécuritaires de la région indo-pacifique, Mme Parly défend le multilatéralisme et la coopération.....	24
Adieu aux armes du général de corps d'armée Pierre Chavancy	26
Déplacement du CEMA au commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes	27
Le Directeur des ressources humaines de l'armée de Terre quitte l'uniforme pour rejoindre le privé	28
Armée de l'air : qui va succéder au général Lanata ?	29
Les généraux Taprest et Lavigne sont en courte finale	29
Pensions militaires d'invalidité : Les Blessés sont-ils des assujettis ou des partenaires de l'Administration ?	29
LIBRE OPINION du Général d'armée (2s) Bertrand de LAPRESLE, Vice-président (h) de l'Union des blessés de la face et de la tête.	29
SNU : Service universel ... Chronique annoncée de l'échec d'un coup marketing ?	32
LIBRE OPINION du Général CA (2s) JP HOUDINET.	32
AFRIQUE	33
RCA: mort d'un Casque bleu tanzanien	33
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	33
CONGO	33
La population de gorilles de montagne dépasse 1.000 individus.....	34
L'Éthiopie met fin à son litige frontalier avec l'Érythrée	34
Un conflit qui a fait 80 000 morts	35
Libye: le pari hasardeux de la chasse aux trésors de Kadhafi en Afrique	35
Libye : premières sanctions de l'ONU contre des trafiquants de migrants	39
Neutraliser les filières	39
Libye : Haftar affirme être sur le point de « libérer » Derna	40
Une situation humanitaire alarmante	41
« Crimes de guerre »	41
Libye : l'ONU approuve la tenue des élections avant fin 2018	41
Une rencontre inédite	42
Une date difficile à honorer.....	42
MAROC	42
Maroc : dans les coulisses de la DGST.....	42
Place au renseignement préventif	43
Une institution « normalisée ».....	43

Abdellatif Hammouchi, spécialiste des réseaux jihadistes	44
Une autre facette du soft power marocain	44
Un combat de fond idéologique	44
MOZAMBIQUE	45
Des islamistes frappent le Mozambique.....	45
Une attaque djihadiste a eu lieu dimanche 27 mai dans le nord du Mozambique. Implanté récemment, ce groupe professe un islam salafiste dans une région connue pour son trafic de drogue.	45
La Tanzanie, une zone refuge pour les islamistes	46
Un territoire miné par le trafic de drogue	46
AMÉRIQUES	47
CANADA	47
Le couple Macron-Trudeau plus uni que jamais face à Trump	47
La "bromance" entre les deux jeunes dirigeants résistera-t-elle à la guerre commerciale déclenchée par le président américain?	47
ÉTATS-UNIS	49
34,1% des blessés US d'Irak et d'Afghanistan ne l'ont pas été au combat	49
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	49
Plastron au profit de l'USAF: 280 millions de \$ pour Draken	51
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	51
Plus de 60 Black Hornet pour l'US Army	52
La marine américaine opte pour le Naval Strike Missile norvégien pour ses frégates légères polyvalentes	53
MQ-4C Triton : début des missions opérationnelles.....	53
Chine. Deux diplomates américains atteints d'un mal mystérieux évacués	54
Vertiges et fatigue	54
Trump reçoit le Premier ministre japonais, cinq jours avant son sommet avec Kim Jong-un	55
Le Japon attend beaucoup de la rencontre entre Trump et Kim Jong-un	55
Le Japon « isolé » après Singapour ?	55
Voici les pays qui exportent le plus d'acier vers les Etats-Unis et qui subissent désormais une taxe de 25%	56
Parmi les principaux pays d'origine de l'acier importé, figurent notamment le Canada, le Brésil et la Corée du Sud, ainsi que le Mexique, la Russie et la Turquie.	56
En tonnes, les pays de l'Union européenne exportent peu d'acier vers les Etats-Unis comparé à d'autres nations. L'Allemagne, premier Etat de l'UE, représente 4% des importations américaines.	57

U.S. Steel Imports - Top 10 Sources 2017 - Millions of Metric Tons



Source: IHS Global Trade Atlas

.....57

Les exportations d'acier vers les Etats-Unis des principaux fournisseurs du pays se sont globalement accrues entre 2016 et 2017, notamment pour la Russie et le Brésil. 58

Mais pour la Russie, comme pour la Chine, les Etats-Unis sont loin d'être le premier pays destinataire de leurs exportations d'acier. Pour le Canada, et le Mexique dans une moindre mesure, ils représentent en revanche l'essentiel des exportations. 58

Les Etats-Unis importent plus d'acier qu'ils n'en exportent. Leur déficit commercial a augmenté de 327% depuis 2009, pour atteindre 24,6 millions de tonnes en 2017. 58

L'acier inoxydable est le plus importé, devant les produits semi-finis, les tubes et les tuyaux. Viennent ensuite l'acier long et l'acier plat. 59

La suprématie du billet vert n'est pas éternelle 59

A force de brandir à tort et à travers la menace de sanctions, la Maison-Blanche peut déstabiliser la finance mondiale et, in fine, détrôner la devise américaine......59

Etats-Unis: séparer les enfants de leurs parents migrants, la mesure choc de Trump 60

Cette loi était déjà en vigueur sous l'administration Obama mais rarement appliquée. 60

Plus de 9.500 familles arrêtées.....61

Les ressortissants d'Amérique centrale visés 61

"Coup de bluff" 61

Le Pentagone reconnaît avoir tué 499 civils lors de ses opérations militaires en 2017 62

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 06.06.2018 Par Philippe Chapleau.....62

Le monde selon Super Trump.....62

En version diplomatique, l'obsession de l'"America First" conduit à de périlleux non-sens.....62

Mexique-Canada : très chers voisins.....63

Europe : un culot d'acier.....63

Afrique : *Terra incognita*.....63

Proche et Moyen-Orient : le chéri "Bibi"	64
Russie : le combat de coqs.....	64
Corées : le diktat Nord-Sud	64
Chine : entre géants	65
Iran : l'illusion fatale.....	65
"Trump aurait beau assassiner le patron du FBI, il ne pourrait pas être poursuivi en justice"	65
Son avocat, Rudolph Giuliani explique au HuffPost américain à quel point le président est protégé, tant qu'il n'est pas destitué en tout cas.	65
Vexé, Donald Trump retire son invitation à la Maison Blanche aux Eagles, vainqueurs du Super Bowl.....	66
Certains élus ont immédiatement accusé le président américain de "contraindre au patriotisme", une attitude "fasciste" selon eux.	66
«J'ai le droit absolu de me gracier»: le tweet surréaliste de Trump sur l'enquête russe	70
Éventualité «scandaleuse».....	71
Trump et le sorcier Mueller	71
Donald Trump tente de décrédibiliser l'enquête sur une collusion présumée entre son équipe de campagne et la Russie.	71
19 personnes inculpées	72
Perturber le travail du FBI	72
Limoger Mueller ?	73
Pour les États-Unis, il est "légal et nécessaire" de séparer les enfants clandestins de leurs parents	73
L'ONU dénonce une "violation grave" des droits de l'Enfant.	73
ASIE	74
CHINE	74
Début de la production en (petite) série du drone hypersonique chinois ?	74
Nucléaire : la Chine met en route le premier EPR au monde	76
"Une excellente nouvelle pour toute la filière" (EDF)	76
Partenariat franco-chinois productif	76
Raid chinois sur le chêne français.....	77
Les scieries de chêne françaises ont peur de mettre la clé sous la porte, car la Chine s'accapare leur matière première.	77
Les Chinois font flamber les prix.....	78
Pas question de renoncer à cette manne	78
Un filière en manque de cohésion	79
Lancement réussi du satellite multi-spectral GF-6.....	79
Le lancement.....	79
Le satellite multi-spectral GF-6	81
Statistique historique	82
Lancement du dernier satellite météorologique FY-2H.....	83
Le lancement.....	83
Le satellite FY-2H.....	85

Statistique historique	86
CORÉES	87
Bachar al-Assad va rencontrer Kim Jong-un en Corée du Nord, une première pour un chef d'État étranger.....	87
Des relations étroites entre la Syrie et la Corée du Nord	87
Le premier chef d'État à se rendre en Corée du Nord	87
Sommet de Singapour: Qui va payer le très luxueux hôtel de la délégation de Corée du Nord ?...88	
Pas les États-Unis, car ils violeraient ainsi leurs propres sanctions économiques contre le régime de Pyongyang... ..	88
Donald Trump est prêt à inviter Kim Jong-un aux Etats-Unis si leur sommet se passe bien	89
Il a aussi révélé ce que contenait la lettre apportée par le n°2 nord-coréen le 1er juin.....	89
PAKISTAN	90
La marine pakistanaise signe pour deux autres frégate Type 054A.....	90
SINGAPOUR	92
Trump-Kim : rendez-vous au sommet sur l'île de Sentosa	92
TAÏWAN	93
Taïwan, une île cernée.....	93
[ÉPISE 1] Sous la pression croissante de Pékin, Taipei apparaît plus isolée que jamais. Et les jeunes quittent le pays... ..	94
L'étau chinois	94
Pas de consensus, pas de dialogue	94
Une démocratie modèle	95
L'unification, sujet toxique	95
AUSTRALIE	96
La Grande barrière de corail est l'un des endroits les plus spectaculaires du monde — voici à quoi elle ressemble en disparaissant	96
Selon une étude récente publiée dans la revue Nature, la Grande barrière de corail est composée de 3 863 récifs coralliens, avec plus de 400 variétés de coraux qui construisent ces récifs.	97
Les coraux sont des animaux — des créatures translucides qui forment d'énormes colonies et créent une variété de structures.	97
Les environnements créés par ces créatures sont cruciaux — un quart des espèces de poissons passent une partie de leur cycle de vie dans les récifs, ce qui signifie que leur disparition pourrait avoir des effets catastrophiques sur les populations de poissons et les nombreuses personnes qui s'en nourrissent ou qui en vivent.	97
La Grande Barrière de corail abrite au moins 1500 espèces de poissons, 4000 espèces de mollusques, 240 espèces d'oiseaux et des milliers d'autres créatures marines.	97
Le gouvernement australien a déclaré que le récif contribue à hauteur de 6,4 milliards de dollars à l'économie et qu'au moins 64.000 personnes ont des emplois qui dépendent du récif.	98
Les estimations de la valeur économique globale des récifs suggèrent qu'ils contribuent entre 30 milliards de dollars et plus de 375 milliards de dollars à l'économie mondiale chaque année, bien que certains scientifiques affirment que ces chiffres sont encore bien loin de ce qu'il en est réellement.	98

Les activités locales ont contribué à la dégradation de la Grande barrière de corail et d'autres récifs.....	98
Mais les récifs coralliens souffrent encore plus du changement climatique.....	98
À mesure que le changement climatique augmente la température de l'eau et que les mers deviennent plus acides en absorbant le dioxyde de carbone, le corail perd ses algues dans un processus qu'on appelle le blanchiment.	98
Le blanchiment ralentit la croissance des coraux et les rend vulnérables face aux types d'algues nuisibles, aux maladies et à la mort.	99
Un tiers de la Grande Barrière de Corail est mort après un épisode de blanchiment extrême provoqué par une vague de chaleur catastrophique en 2016.	99
Un autre épisode de blanchiment en 2017 a aggravé les dégâts, tuant la moitié du récif en deux ans.....	99
Selon certaines estimations, des conditions similaires dans le monde ont tué près de la moitié des récifs coralliens du monde au cours des 30 dernières années.....	99
D'ici 2030, 60% de tous les récifs coralliens devraient être fortement ou gravement menacés, et 98% des récifs seront exposés à des conditions potentiellement mortelles tous les ans.....	99
Le gouvernement australien a récemment annoncé un budget de 379 millions de dollars alloué à la limitation des écoulements agricoles des fermes et à l'élimination des étoiles de mer à couronne d'épine qui dévorent les coraux, ce qui liquéfie les organismes coralliens.....	100
EUROPE.....	100
EUROPE (Union européenne).....	100
Un nouvel entrepôt pour les missions de gestion de crises de l'UE. C'est signé.....	100
Le Fonds européen de défense mis à contribution pour le transport aérien militaire stratégique?	101
Initiative européenne d'intervention : entre Paris et Berlin, un crouton dans le potage	103
Paris entend lancer son Initiative européenne d'intervention d'ici la fin juin, malgré les bémols de Berlin	105
UE-US : la guerre des tweets fait rage	106
L'UE va plafonner le prix des appels entre voisins	107
UE : vers un plafonnement du prix des appels entre pays.....	107
Accélérer le déploiement du très haut débit	108
Réforme de la zone euro : Angela Merkel répond enfin à Emmanuel Macron	108
Favorable à la création d'un Fonds monétaire européen	109
Force militaire européenne.....	109
ALLEMAGNE	110
Le système antimissile américain THAAD bientôt déployé en Allemagne?	110
ESPAGNE	111
Espagne : Sanchez mise sur les femmes et l'Europe	111
Démonstration de féminisme.....	111
Une logique de translation	112
Déminer le terrain catalan.....	112
Carmen Calvo	113
Nadia Calviño.....	113

Josep Borrell	113
Meritxell Batet	114
FRANCE	114
Attentats du 13 Novembre: un suspect belge inculpé pour complicité en France.....	114
Yassine Atar clame son innocence	115
Des proches de victimes du Bataclan portent plainte contre l'État pour «non-assistance à personne en péril»	115
Les plaignants «se heurtent à un mur»	116
Des victimes des attentats de Paris portent plainte pour « non-assistance à personne en péril ».....	116
La France et le Canada vont créer un conseil ministériel conjoint de Défense	117
L'hydrogène, un gaz aux multiples atouts pour la transition énergétique	118
Réforme de l'audiovisuel public. Des économies comprises entre 300 et 400 millions d'euros d'ici 2022.....	120
Des économies avec le rapprochement de France 3 et France bleu	120
Le Brexit coûtera 4 milliards d'euros par an aux entreprises françaises.....	120
Les apiculteurs mobilisés pour sauver leurs abeilles	122
Mauvaises conditions climatiques	122
Cinq choses à savoir sur le miel français, cette filière à l'agonie	123
• 600 grammes consommés par Français et par an.....	123
• 50.000 apiculteurs français pour 1.316.000 ruches	123
• Une production divisée par deux en 25 ans	124
• 43% des miels de supermarché importés non-conformes.....	124
Que fait le législateur?.....	124
Comment vraiment lutter contre la pollution plastique dans l'océan ?	124
Paris : les deux derniers grands campements de migrants en cours d'évacuation	126
Aymen, le héros sans-papiers tunisien, n'est plus menacé d'expulsion	127
Jérôme Fourquet : «La France devrait méditer sur l'exemple italien».....	127
Droit au retour des djihadistes: une provocation signée Libération	132
On cherche à nous apitoyer sur le sort des égorgeurs de Daech.....	132
« Quand on va à Mossoul en 2016, c'est pour combattre ».....	133
Salauds d'Irakiens !.....	133
Pas de pitié pour les croisés !	133
Balance ton Kouchner	134
Tout est pardonné ?.....	134
Général Meyer : «Les entreprises françaises sont encore trop absentes des pays post-crise»....	134
Comment la réforme de l'audiovisuel public pourrait bouleverser le PAF	137
France 3, France 4, France Ô, France Bleu et Le Mouv' pourraient être sérieusement impactées par les décisions annoncées lundi par Françoise Nyssen.	137
Audiovisuel public: Pourquoi François Hollande est remonté contre la réforme d'Emmanuel Macron	138
Le débat se concentre sur le pouvoir de nomination du CSA.....	138

Le téléphone portable ne sera finalement pas interdit aux enseignants, seulement aux élèves ...	139
Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer s'est opposé en pointant les "effets pervers" de ce type d'interdiction.	139
Les comptes de la Sécu "quasiment à l'équilibre" en 2018, une première depuis 17 ans.....	140
Terrorisme : qui sont les détenus condamnés bientôt libérés ?	140
« Revenants » du djihad, velléitaires ou soutiens logistiques et financiers... Des dizaines de détenus condamnés pour terrorisme sont amenés à être libérés dans les deux prochaines années.	140
Des hommes impliqués dans des filières connues.....	141
Et des « primo-délinquants ».....	141
Un réfugié irakien, cadre présumé de l'EI, arrêté et écroué en France.....	141
Administrateur de l'EI.....	142
Réfugié irakien soupçonné d'avoir appartenu à l'EI : Collomb défend ses services	143
Soupçonné d'implication dans un massacre à Tikrit	143
GRANDE-BRETAGNE	144
Le F-35B s'installe au Royaume-Uni.....	144
Royaume-Uni. Un partisan de l'État islamique visait le prince George	144
Il comptait aussi empoisonner des clients de supermarchés.....	145
ITALIE	145
Leonardo contrôle un drone grâce à un satellite.....	145
L'Italie ne peut pas être « le camp de réfugiés de l'Europe », avertit Matteo Salvini.....	146
Montée des tensions entre pro et anti-migrants.....	146
Des propos légèrement nuancés de la part du nouveau ministre.....	146
Salvini a rencontré des migrants	147
Limiter les départs.....	147
L'Italie va obliger la zone euro à plus de cohésion et de solidarité	147
Déficit : l'Europe ne peut oublier le coût pour l'Italie de la crise migratoire	148
Aider l'Italie, un enjeu de pérennité pour la zone euro.....	148
Immigration, austérité, Russie : en Italie, Conte assume la rupture	149
Réformes économiques et sociale	149
MADAGASCAR	150
Galériens sur des bateaux français.....	150
Plusieurs marins malgaches qui se disent exploités ont porté plainte contre un armateur de La Réunion.....	151
Salaire mensuel: 48,50 euros	151
Vivre sur les bateaux	151
L'or blanc de la mer.....	151
Madagascar : le président refuse de nommer un Premier ministre d'opposition.....	152
Une nomination au plus tard le 12 juin	152
Madagascar : l'accord de la dernière chance qui a conduit Christian Ntsay à la Primature	153
Longues négociations.....	153

« Grand commis de l'État »	153
Madagascar : un parfum de fin de règne pour Rajaonarimampianina	154
Nouveau Premier ministre	154
Tenir l'agenda électoral	154
L'heure des défections	155
Corruption et pauvreté	155
Ravalomanana en embuscade	156
MOYEN-ORIENT	156
Moyen-Orient: la tentation atomique	156
Le naufrage de l'accord nucléaire iranien pourrait inciter les puissances régionales à se doter de l'arme absolue.....	157
Les Iraniens tentés de franchir la ligne rouge	157
La menace de l'Arabie saoudite	157
Egypte, Emirats arabes unis, Turquie... les candidats officieux sont nombreux.....	158
IRAK	159
Irak : la Française Mélina Boughedir condamnée pour appartenance à l'État islamique.....	159
«La justice irakienne est légitime»	159
Une «ingérence inacceptable»	160
IRAN	161
Iran : Nétanyahou veut attirer Macron dans sa croisade	161
Éviter le scénario cauchemar	162
Ali Khamenei exclut toute concession sur les missiles	162
ISRAËL	163
Benjamin Netanyahu reçu par Emmanuel Macron pour évoquer deux sujets: "l'Iran et l'Iran"	163
Les deux dirigeants ont exprimé des divergences majeures à ce sujet, notamment depuis le retrait américain de l'accord international.	163
QATAR	164
Le Qatar dit avoir l'ambition d'adhérer à l'Otan	164
SYRIE	165
Syrie : l'alliance russo-iranienne bat de l'aile.....	165
Syrie: Amnesty international dénonce l'ampleur des pertes civiles à Raqqa	166
39 membres d'une même familles tués dans des frappes	166
Syrie/Turquie : Les milices kurdes syriennes annoncent leur retrait de la ville stratégique de Manbij	168
TURQUIE	169
Élections en Turquie : Erdogan peut-il perdre le pouvoir ?	169
ORGANISATIONS INTERNATIONALES	171
M. Macron presse les donateurs de la Force conjointe du G5-Sahel de débloquent les fonds promis	171
G7 Finances. Le sommet s'achève sur une « une inquiétude unanime ».....	173
Bruno Le Maire réclame des efforts de la part des États-Unis	173

Guerre commerciale : les États-Unis isolés lors du G7 Finances	173
Plus un «G6+1» qu'un G7, selon Bruno Le Maire	174
Deux tweets de Trump en guise de conclusion	174
L'OMC et la Chine dans l'équation	175
Au G7, Macron face à la double inconnue populiste incarnée par Trump et Conte.....	175
Alors que le nouveau premier ministre italien fait ses premiers pas diplomatiques, le ton ne cesse de monter avec Washington sur fond de guerre commerciale.	175
G7: ce que Trump a en tête.....	177
A l'approche du G7, réuni au Canada, le président des Etats-Unis exaspère ses alliés. De quel monde veut-il, au juste?	177
Guerre des tweets.....	177
"Avec les tripes".....	178
Le coup du mépris.....	178
Souveraineté	178
Cavalier seul	179
G7. Russie, commerce... Donald Trump provoque ses alliés au Canada	179
Un tête-à-tête avec Emmanuel Macron.....	180
Retour de la Russie ? Les Européens contre, les États-Unis pour	180
Les tarifs douaniers sont « illégaux »	181
« L'Union européenne nous traite très mal »	181
Une déclaration finale ?	182
Au sommet du G7, sourires sur la forme, tensions sur le fond.....	182
Donald Trump avait jeté un pavé dans la mare en proposant, le matin depuis Washington, de réintégrer la Russie au groupe.....	182
Pas de G8.....	183
Compromis en vue ?	183
Jean-Pierre Lacroix : « Une mission de maintien de la paix ne peut durer éternellement ».....	184
Les quatre "30" de l'Otan dans le cadre de la nouvelle "Readiness Initiative"	186
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	186
Otan : Le général Lanata nommé à la tête du Commandement Allié Transformation.....	187
Les différends commerciaux entre Alliés risquent d'avoir des « conséquences délétères » sur l'Otan	188
L'Otan salue la volonté de l'Allemagne de porter ses dépenses militaires à 1,5% du PIB d'ici 2025	189
RUSSIE	191
À Kaliningrad, les Russes regardent vers l'Ouest.....	191
70 % des gens ont un visa Schengen	191
Propagande stérile	192
SANTÉ	192
CANCER	192
Contre le cancer, l'aube d'une ère sans chimiothérapie	192

Moins d'effets secondaires graves	193
DENGUE	194
368 nouveaux cas en une semaine	194
Nouveau marché antiterroriste : le Forensic.....	195
EN FRANCE	196
Un nouveau plan de lutte contre le terrorisme va s'intéresser aux jihadistes bientôt libérés de prison.....	196
Depuis le Sahel, « pas d'agenda de projection d'attentat en Europe », estime l'Elysée.....	197
Financement et départ en Syrie : trois femmes arrêtées à Toulouse	198
Des financements issus du deal ?.....	198
Une première	199
Une terre très radicalisée.....	199
Un Irakien ayant le statut de réfugié en France soupçonné d'être un cadre de l'État islamique ...	199
À L'ÉTRANGER	200
Contre-terrorisme : L'usage des drones s'est intensifié durant la première année de mandat de M. Trump.....	200
Points de situation des opérations du 1er au 7 juin.....	201
Chammal : le C-130J se pose pour la première fois sur la base aérienne projetée en Jordanie ..	204
Chammal : les canons de la Task Force Wagram engagés pour éliminer les dernières emprises de Daesh	205
Daman : exercice de prise en charge de blessés	206
Daman : visite d'une délégation des affaires étrangères.....	206
Daman : entraînement conjoint des chefs de patrouille de reconnaissance français et libanais...	207
Lynx : exercice multinational d'artillerie Flaming Thunder.....	208
Lynx : exercice multinational de prise en charge médicale	208
Otan : innovation et transformation	209
Mission de police du ciel au Monténégro	211
Les pays d'Europe de l'Est demandent à l'Otan de déployer plus de moyens navals et aériens sur son flanc oriental	211
Mission Jeanne d'Arc 2018.....	213
Barkhane : à Fort Diffa, le détachement français participe à la formation de jeunes recrues nigériennes.....	214
Barkhane : formation des forces armées maliennes à l'appui feu hélicoptère.....	215
Barkhane : formation tactique d'un régiment malien de Tessalit.....	216
Barkhane : don de livres à l'institut de formation des maîtres de Gao	217
Barkhane : échange avec la force conjointe G5 Sahel à Niamey	217
Défilé : tout se confirme, rien ne se transforme	218
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	218
Service national universel : 15 organisations de jeunesse étrillent le projet	219
«Cadre obligatoire, rigide et contraignant»	219
«La mixité sociale ne se décrète pas».....	220

La jeunesse bientôt «consultée»?	220
La fronde monte contre le service national obligatoire	220
Surprise, surprise ! La Suède rappelle 22 000 réservistes de la Home Guard.....	221
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	221
La Suède convoque 22.000 réservistes pour un exercice d'une ampleur inédite depuis 1975	222
Améliorer la sécurité de l'espace aérien balte	223
Belgique et Pays-Bas lancent l'achat de 16 bâtiments dont 4 frégates	224
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	224
Au profit des blessés des armées: un concert Unisson, le 10 juin, à Brest.....	224
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	224
En 2017, le budget « exécuté » des Armées aura finalement été de 33,5 milliards d'euros	225
Les prix Schoendoerffer à Dorothée Olliéric.....	226
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	226
Catamaran 2018: la force amphibie débarquera à Quiberon.....	226
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	226
Le tiercé du Challenge Damien Boiteux	227
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 8 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	227
Un peloton du 1 ^{er} Régiment de Chasseurs défend les couleurs françaises au Strong Europe Tank Challenge.....	227
SCORPION : 1 ^{er} bâtiment livré à Bourges	228
Le premier bâtiment destiné aux véhicules « Scorpion » a été inauguré aux Écoles militaires de Bourges.....	229
À Lyon, un militaire du 28e Régiment de Transmissions a sauvé un enfant suspendu à un balcon	230
Dorothée Olliéric, lauréate du prix Schoendoerffer 2018	231
Barkhane et le territoire national primés.....	231
Le Centre militaire de formation professionnelle de Fontenay le Comte a 60 ans.....	232
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	232
En mémoire de l'ADC Stéphane Grenier.....	233
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	233
Un peloton allemand remporte l'édition 2018 du Strong Europe Tank Challenge avec ses chars Leopard 2A6.....	234
Colonel Legrand : « Représentant la réalité du terrain, la concertation dispose d'une forte légitimité politique »	235



1 - Mon colonel, en quoi consiste la concertation de l'armée de Terre ?.....	235
2 - Les travaux sont-ils suivis des faits ?.....	235
3 - Quels sont les points d'attention actuels des membres du CFMT ?.....	236

1re édition du concours d'éloquence du ministère des Armées : victoire pour Saint-Cyr	236
Article publié sur le site internet du ministère des Armées :	236
Montluçon, nouveau port d'attache de la frégate Auvergne.....	238
Echanges avec des lycéens	238
La PMM de Vichy-Cusset présente à la cérémonie militaire	238
Signature d'une charte de parrainage	238
Marine nationale contre British Army: ballon oval et choc féminin à Cherbourg le 9 juin	238
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	238
La Marine nationale s'associe à 42, Thales et Matrice pour le Hackathon 2018	239
Un hackathon, c'est quoi ?	239
<i>A propos de l'innovation dans la Marine</i>	239
Les stagiaires de la PMM d'Evian et du Chablais brevetés	240
<i>A propos des PMM</i>	240
La BAN de Lann-Bihoué ouvre ses portes le dimanche 10 juin	241
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	241
Un 6 juin dans le sillage de Geneviève Darrieussecq.....	241
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	241
Fin de la mission de guerre des mines Open Spirit 18	242
Coopération franco portugaise pour le Beautemps-Beaupré.....	243
Hackathon Marine 2018 : Remise de prix	243
Signature d'un partenariat entre le porte-avions et la Fondation Charles De Gaulle.....	244
Le Primauguet commémore les opérations de Narvik	245
Semaine explosive pour le GPD Manche !	246
Sécurisation côté mer et côté terre	246
Plusieurs étapes pour un bon déroulement de la mission.....	246
A propos du GPD Manche.....	247
L'armée de l'Air étrenne son premier C-130J Hercules en Jordanie et à Djibouti.....	247
Deux E-3F déployés à Évreux	248
« APROC 2018 » : les hélicoptères Fennec répondent présents	248
Un Rafale s'est posé en urgence à Rodez après avoir percuté un oiseau	249
L'Armée de l'Air s'exerce en Asie du Sud-Est	250
Les essais de ravitaillement en vol du Rafale par un A400M Atlas sont « concluants ».....	251
Des Rafale bientôt déployés dans la région Indo-Pacifique.....	251
Visite du général Rony Lobjoit à Cognac	253
Les Hawk du 100 Squadron de la RAF dans le ciel français	254
Stage de reconstruction par le sport des blessés de guerre à Saintes	255
Le CEMAA à Bruges pour une rencontre de l'EAG	256
Les volleyeuses françaises à la 3 ^e place au championnat du monde militaire	256
Un deuxième C-130J pour Orléans-Bricy	257
Memorial Day des Marines au bois de Belleau : surveiller, contrôler, renseigner.....	258

Les Marines s'illustrent au bois de Belleau en 1918	259
La gendarmerie de Château-Thierry sécurise cette commémoration	259
Principales autorités présentes lors des commémorations :	260
En savoir plus :	260
Une bougie de plus pour le Cnisag et le PGHM de Chamonix-Mont-Blanc !	260
La gendarmerie, lauréate au Prix Armées-Jeunesse 2018	261
Les officiers de la gendarmerie auront une obligation de « mobilité » dans une autre administration, voire dans le privé	261
Cette mafia géorgienne qui pille la France	263
Trente-quatre "Voleurs dans la loi" sont jugés à Nancy. Plongée dans une organisation codée et ritualisée à l'extrême.	263
Mythes et codes	263
"Pourquoi on vit si on ne vole pas ?"	263
Les rois du vol à l'étalage	264
Un considérable trésor de guerre	264
Les honneurs rendus aux Vors	264
Nier, ne rien lâcher	265
La couverture mobile, talon d'Achille de NeoGend?	265
La nouvelle caserne du groupement du Var prend le nom du gendarme Duchatel, héros de la résistance	266
Fusillé au garde-à-vous!	266
74 ^e anniversaire du Débarquement en Normandie	267
Un nouveau logiciel intensifie la lutte contre la cybercriminalité	268
De 1000 à 8500 images	269
Perceval, la plateforme de signalement des fraudes à la carte bancaire, officiellement lancée	269
Les quatre enseignements de l'opération de maintien de l'ordre à Notre-Dame-des-Landes	270
Une préparation poussée	271
Des moyens spéciaux	272
Une action de police judiciaire ciblée	272
Un premier drone intercepté lors d'une opération	272
Le SSA présent au salon Eurosatory	273
Espionnage en France: l'Elysée reconnaît l'activisme des services étrangers	273
Des cyber-espions chinois auraient volé d'importantes données relatives aux capacités sous- marines de l'US Navy	274
Prix de l'audace 2018 : le SEA à l'honneur	275
POLMAR 2018 à Fort-de-France	277
Rencontre avec le lieutenant de vaisseau Rodolphe, chef de la cellule anti-pollution de la base navale de Fort-de-France.	278
Rencontre avec le maître principal Mickaël, commandant le RPC Maïto basé à Fort-de- France.	278
Deux tapouilles interceptées dans une opération de police des pêches	279
Croix du Sud 2018 : Visite de la ministre de la Défense australienne	280

A propos des relations franco-australiennes	280
Pour naviguer plus loin.....	281
Les nouveaux auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale accueillis au Département	281
Signature du premier protocole général entre l'armée et les pompiers	282
FFCI : exercice Touraco 2018.....	282
FFDj : réhabilitation de deux passages à gué par les sapeurs du 5 ^e RIAOM	283
FFDj : réfection d'un centre d'accueil pour enfants	284
EFS : formation de marins togolais aux techniques d'intervention opérationnelles rapprochées..	285
Essais concluants pour la capacité de l'A400M à ravitailler en vol le Rafale	286
AccorHotels prêt à acheter les parts de l'Etat dans Air France-KLM.....	286
Intérêt depuis de longs mois	287
Trois options.....	287
Libye et Libor : Société Générale règle ses deux litiges pour 1,3 milliard de dollars.....	287
Plaidé coupable dans le dossier de corruption en Libye	288
Violation d'embargos : dernier litige à régler	289
ÉDITORIAL. La dette, une bombe à retardement	289
Lucidité et responsabilité.....	290
Station F, immersion dans le plus grand incubateur du monde	290
La vie à portée de main.....	291
Les bonnes connexions	292
Comment intégrer Station F ?.....	292
Horaires sur mesure	292
Parlez-vous Station F ?.....	293
Le transport aérien confronté à la hausse du pétrole et des salaires (IATA)	294
Des profits qui devraient être 12,7% moins élevés	294
La demande est extrêmement dynamique.....	294
L'Europe se porte bien	295
Pas d'éclaircie pour les compagnies africaines.....	295
Coup dur pour Airbus : les premiers A380 vendus en pièces détachées	295
Un marché de l'occasion difficile	296
Retour de lease	296
Airbus assure qu'il y a un marché.....	296
L'Euroflir 410 bientôt qualifiée	297
Safran-Massy a 70 ans	297
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 4 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	297
Bientôt plus de mordant pour les Cougar et Caracal	298
STX France seul à la barre pour assurer la maintenance des frégates de surveillance de type « Floréal ».....	298
Vaylon : chronique d'une PME française	299
Thales propose de l'IA pour le pod Reco NG	300

8,3 Mds d'€ de livraisons à l'export de matériels de guerre en 2017	301
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	301
Thales va lancer une première offre de « Cloud de Défense » pour les forces armées	302
"Avec Trump, le mercantilisme devient la règle au détriment du multilatéralisme"	304
Voiture électrique : peut-on enfin y croire ?	305
Autonomie : de 150 km à 450 km.....	306
Les budgets des constructeurs et l'impulsion de l'État	306
Des millions d'emplois en jeu	307
La Chine donne le "la"	308
Les promesses de la batterie solide.....	308
Faudra-t-il construire 14 centrales nucléaires supplémentaires ?.....	309
La charge par induction.....	309
EN CHIFFRES.....	309
Auto électrique : le jeu des 100.000 bornes	309
Les incitations publiques sont cruciales	310
Passer de 23.000 à plus de 100.000 bornes accessibles	310
"Gestion de crise et adaptation de la réponse des services de l'Etat": pompiers et policiers invitent à la réflexion	311
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	311
L'héroïsme sera le thème de la 2 ^e édition de "A la croisée des Mondes" à l'Ecole militaire, le 28 juin.....	312
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	312
Conférence « Espace et Défense » le 8 juin à la Cité de l'espace de Toulouse	312
"Le ciel en guerre", c'est avec le SHD à partir du 28 mai	314
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	314
Des dems à Eurosatory	314
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 4 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	314
Top 14 : Castres champion !.....	315
Vainqueurs 29–13 face à des Montpelliérains ultra-favoris, les Castrais ont réussi leur finale pour s'adjuger le cinquième titre de leur histoire	315
Raids 383: petite mise en bouche avant Eurosatory	316
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	316
AceS n° 7 fait la part belle au P-38 Lightning	316
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.06.2018 Par Philippe Chapleau.....	316
Julien Wosnitza, 24 ans, pense que le monde va s'effondrer et son pessimisme n'est pas à prendre à la légère	317
Ce jeune Français ne voit aucune solution pour sauver la planète.	317
Sciences	319
Les cyclones ralentissent et ce n'est pas rassurant	319
Sur Mars, le mystère du méthane	320

Il gambade à la surface de la Planète rouge depuis 2012. L'astromobile Curiosity vient enfin de livrer de nouveaux résultats.....	320
Océan Indien.....	321
Mayotte : un séisme de magnitude 5 ressenti	321
"L'activité sismique reste toujours anormale" selon la préfecture	321
Une baleine meurt après avoir avalé 80 sacs en plastique.....	322
Les sacs l'ont empêché de se nourrir	323
Pas de panique, le Piton de la Fournaise ne va pas exploser	323
Océan Pacifique	325
Il va nager 8 800 km du Japon aux États-Unis.....	325
Une voiturette sans permis contrôlée avec... neuf adolescents à bord près de Lyon	326

1 – Lois et décrets

PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 1er juin 2018 portant promotion

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976488&dateTexte=&categorieLien=id>

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 1er juin 2018 portant création d'une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents civils non titulaires du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037018822&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 5 juin 2018 conférant la qualité d'auditeur de la 70e session nationale « politique de défense », de la 54e session nationale « armement et économie de défense », et de la 3e session nationale « enjeux et stratégies maritimes » de l'Institut des hautes études de défense nationale (cycle 2017-2018)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037019411&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 5 juin 2018 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2017 portant désignation des auditeurs de la 70e session nationale « politique de défense », de la 54e session nationale « armement et économie de défense » et de la 3e session nationale « enjeux et stratégies maritimes » de l'Institut des hautes études de défense nationale (cycle 2017-2018)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037019413&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 1er juin 2018 portant cessation de fonctions de la secrétaire générale des Terres australes et antarctiques françaises

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976890&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2018-440 du 4 juin 2018 relatif au recrutement de certains officiers supérieurs de la gendarmerie nationale dans le corps des sous-préfets



<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037001667&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 5 juin 2018 portant nomination du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française - M. REQUET (Eric)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037003179&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 5 juin 2018 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion - M. AUDEBERT (Sébastien)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037003185&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 30 mai 2018 fixant le nombre de congés pour convenances personnelles, non rémunérés, susceptibles d'être attribués aux militaires de la gendarmerie nationale en 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037018929&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 30 mai 2018 fixant le nombre d'officiers de carrière de la gendarmerie nationale susceptibles de se trouver en situation de disponibilité en 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037018946&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 30 mai 2018 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours prévu à l'article 6-4 du décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie (OG TITRES) - session 2018

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037019416&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de vacance d'un poste d'expert juridique dans le domaine de l'immobilier et du logement à la direction générale de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037019700&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 28 mars 2018 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours prévu à l'article 8-2 du décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie (OG OA) - session 2018

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037032562&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 28 mars 2018 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours prévu à l'article 5-2 du décret 2012-1456 du 24 décembre 2012 portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale (OCTA SD/CAT. B) - session 2018

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037032564&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 30 mai 2018 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours prévu à l'article 5-3 du décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale (OCTA TITRES) - session 2018

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037038911&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 4 juillet 2011 portant création du comité technique de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976572&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 30 mai 2011 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976582&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 31 mai 2018 désignant les services chargés de réaliser la cession de certains matériels du ministère des armées et fixant les modalités de leur cession

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976608&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 31 mai 2018 modifiant l'arrêté du 7 juin 2011 portant création du comité technique de l'Ecole polytechnique

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976621&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 1er juin 2018 portant affectation d'un officier général

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036976893&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 21 mai 2018 abrogeant l'arrêté du 8 novembre 2002 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatif au suivi du temps de travail du personnel et au contrôle et à la gestion des accès dans les établissements de la direction du service national

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036985410&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 1er juin 2018 modifiant la décision du 3 juillet 2014 instituant une commission consultative paritaire compétente à l'égard de certains agents non titulaires de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036985416&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 1er avril 2018 portant nomination et cessation de fonctions au comité ministériel du contrôle a posteriori

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036985882&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 30 mai 2018 portant cessation de fonctions et nomination de membres du Conseil supérieur de la réserve militaire

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037032676&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 31 mai 2018 portant nomination de membres au conseil restreint du Conseil supérieur de la réserve militaire

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037032678&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 9 mai 2018 portant attribution du niveau de qualification de praticien professeur agrégé à des praticiens des armées

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037038973&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DES OUTRE-MER

Décret n° 2018-457 du 6 juin 2018 portant convocation des électeurs et organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037019230&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

3 – Décorations & Commémorations

Anniversaire du D-Day: l'émotion toujours au rendez-vous 74 ans après le 6-Juin 1944

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 04.06.2018 Par Philippe Chapleau



Belle photo de Thomas Brégardis, du pôle images d'Ouest-France, prise dimanche à Sainte-Mère-Eglise, lors du parachutage dans le cadre du 74e anniversaire du D-Day.

Depuis samedi, nos éditions Normande ont largement couvert les animations et cérémonies, à l'image de cet extrait de la page locale de Saint-Mère-Eglise parue ce lundi:

Sainte-Mère-Eglise Ouest-France
Lundi 4 juin 2018

Émotion partagée en souvenir des héros de 1944

Sainte-Mère-Eglise (Sainte-Mère-Eglise) — Il y avait du monde, ce week-end, pour les commémorations du 74^e anniversaire du Débarquement en Normandie. Retour en images.

« Ici, de jeunes hommes se sont levés et ont combattu parce que la liberté ne se discute pas, elle se conquiert. Il en a fallu, des sacrifices, pour la retrouver », a rappelé Jean Quélier, maire de Sainte-Mère-Eglise, lors de la cérémonie qui s'est déroulée, dimanche après-midi, au monument Iron Mike, en hommage aux parachutistes de juin 1944.

Un peu plus tôt dans la journée, des milliers de personnes s'étaient retrouvées sur le site des marais de la Flée pour assister aux traditionnels parachutages des commémorations. Il faisait beau et c'est dans un ciel parfaitement dégagé que plusieurs centaines de parachutistes, de différentes nationalités, ont sauté, comme l'avaient fait de jeunes soldats américains il y a soixante-quatorze ans.

En fin d'après-midi, les troupes ont rejoint le bourg de Sainte-Mère-Eglise pour un défilé dans les rues, sous les yeux de la foule.

Emile MICHEL

Regarder les articles, les photos et les vidéos sur ouestfrance.fr/Sainte-Mère-Eglise

La foule était au rendez-vous de l'arrivée des troupes dans le bourg de Sainte-Mère-Eglise, dimanche, en fin d'après-midi. (OUEST-FRANCE, THOMAS BRÉGARDIS)

Lors du parachutage de la Flée, les militaires sont salués par le public. (OUEST-FRANCE, THOMAS BRÉGARDIS)

Le vétéran androïde Jack Hamlin. (OUEST-FRANCE, THOMAS BRÉGARDIS)

Parachutage militaire à la Flée. (OUEST-FRANCE, THOMAS BRÉGARDIS)

La foule publie ses vifs soutiens aux parachutistes. (OUEST-FRANCE, THOMAS BRÉGARDIS)

Le 3^e RIMA honore ses morts et commémore le 40^e anniversaire des combats d'Ati

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 05.06.2018 Par Philippe Chapleau

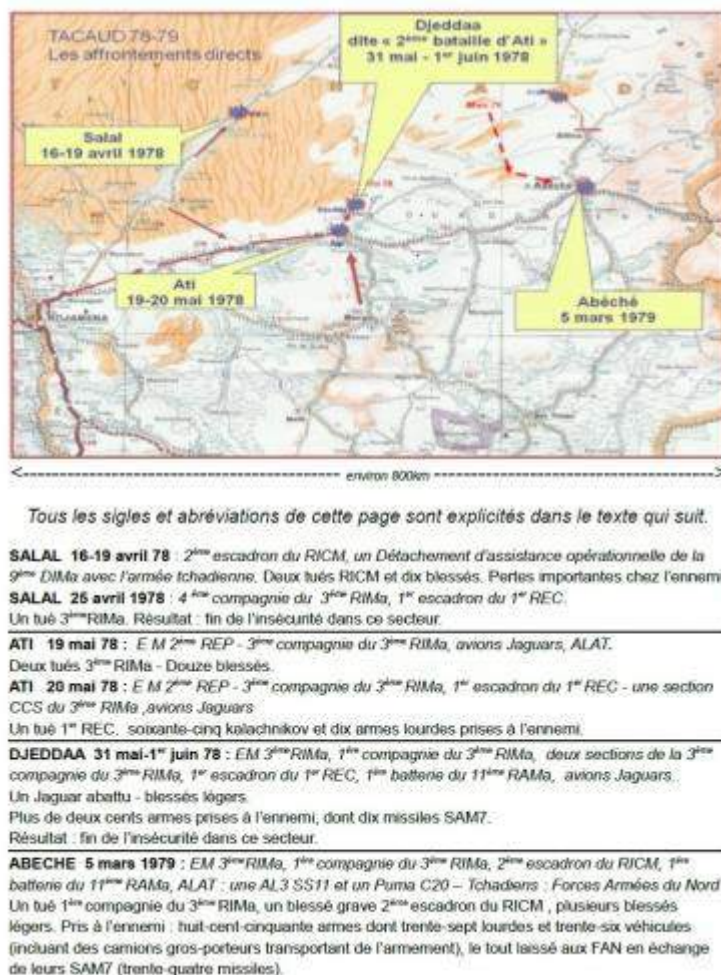
Vendredi 8 juin, au quartier Foch-Delestrain de Vannes aura lieu une cérémonie régimentaire afin de rendre hommage aux disparus du 3^e RIMa et plus particulièrement à célébrer le quarantième anniversaire des combats d'Ati (Tchad) en mai et juin 1978.

Présidée par le colonel Danigo, cette cérémonie se déroulera en présence d'anciens chefs de corps du régiment et des vétérans des combats d'Ati.

Une exposition photographique retraçant les combats d'Ati sera inaugurée dans la salle d'honneur du régiment.



On se souviendra, par ailleurs, qu'un ancien capitaine du 3^e RIMa (1975-1980), Yves Cadiou, a publié il y a une dizaine d'années un récit sur l'opération Tacaud. On peut se le procurer sur le site de l'éditeur. Ci-dessous une carte et la chronologie des combats entre avril 1978 et mars 1979:



MINISTÈRE DES ARMÉES



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le jeudi 07 juin 2018

100 ans de la disparition de Roland Garros :

commémoration pour la finale « hommes » au Stade français

Roland Garros est mort à bord de son SPAD XIII le 5 octobre 1918, la veille de ses 30 ans, dans un combat aérien au-dessus des Ardennes. La Fédération française de tennis (FFT) et l'armée de l'air ont voulu commémorer les 100 ans de sa disparition au Stade français qui porte son nom, à l'occasion de la finale « hommes », ce dimanche 10 juin.

L'hommage à cet aviateur passionné et héros de guerre sera marquée par deux rendez-vous : une course-relais de jeunes tennismen licenciés du Stade français et d'élèves de l'École d'enseignement technique de l'armée de l'air (EETAA) reliera l'Arc de Triomphe et le stade Roland Garros le matin, avant une courte cérémonie qui, l'après-midi, précèdera le début du match entre les deux finalistes. Celle-ci sera clôturée symboliquement par le survol du stade par la Patrouille de France et une patrouille de quatre *Mirage* 2000-5 de la SPA26 du groupe de chasse 1/2 « Cigognes », dans lequel avait servi Roland Garros et qui porte aujourd'hui son nom.

Programme

Arc de Triomphe > Stade Roland-Garros

10.30 Cérémonie de prise de la Flamme en présence du président de la FFT, Bernard Giudicelli, du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général André Lanata, et du président du Comité de la Flamme, le général Bruno Dary

10.35 Départ de la course-relais par de jeunes binômes tennismen-aviateurs (arrivée estimée à 12.05 à la porte I)

Stade Roland-Garros

14.45 Début de la cérémonie / arrivée des autorités officielles sur le court, suivies de la Flamme portée par un jeune binôme tennisman-aviateur et de membres du Comité de la Flamme / transmission de la Flamme au porteur du Relais sacré et allumage de la vasque par le président de la FFT et le chef d'état-major de l'armée de l'air / sonnerie aux morts et minute de silence / Marseillaise interprétée par la Musique de l'air

14.50 survol du stade par la Patrouille de France avec ruban fumigène tricolore, suivie (+40 sec.) d'une patrouille de 4 *Mirage* 2000-5 du groupe de chasse 1/2 « Cigognes » – plus ancienne unité d'aviation de chasse française, l'une des plus prestigieuses aussi, dans laquelle ont servi parmi les plus grands noms de l'aéronautique militaire : Fonck, Guynemer, Dorme, Heurteaux, Deullin... et bien sûr Garros

15.10 début de la finale « hommes »

D-Day : commémorations du Débarquement à Colleville-Montgomery

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le 6 juin, à Colleville-Montgomery, la cérémonie de commémoration du débarquement de Normandie, présidée par Madame Geneviève Darreussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, s'est déroulée en présence du chef d'état-major de la Marine, l'amiral

Christophe Prazuck, sous un ciel semblable à celui d'il y a 74 ans. L'école des fusiliers marins était sur les rangs.

Remise de fourragères, d'insignes et de bérets verts

Plusieurs moments forts ont rythmé cette matinée : la remise des fourragères, le baptême du cours QMF (quartiers maîtres de la flotte) 49 du nom du lieutenant de vaisseau Augustin Hubert, mort au champ d'honneur le 6 juin 1944 (une délégation du commando Hubert était présente pour l'occasion) puis la remise d'insignes à la nouvelle promotion de la Préparation militaire marine (PMM) Kieffer.



Douze nouveaux commandos Marine ayant réussi le stage commando ont reçu leur béret vert. Le premier commando breveté de la promotion s'est vu remettre son béret par son oncle, ancien chef de mission du commando de Montfort, le second des mains de Léon Gautier et le troisième de l'amiral Prazuck. Un autre commando a reçu, quant à lui son béret des mains de son père, très ému, et également ancien membre du commando de Montfort.



Cette année marque également un anniversaire particulier, celui du commando Kieffer, créé il y a 10 ans, et nommé en l'honneur du capitaine de corvette Philippe Kieffer, qui débarqua à la tête de son détachement de 177 français le 6 juin 1944 sur les plages de Normandie.



En savoir plus sur les commandos

De Kieffer à Kieffer <http://www.colsbleus.fr/articles/2070>

Fusiliers marins et commandos – Une force engagée <http://www.colsbleus.fr/articles/10249>

De la protection à la projection - Fusiliers marins et commandos
<http://www.colsbleus.fr/exemplaires/10220>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

4 – Autorités, États-Majors

Face aux défis sécuritaires de la région indo-pacifique, Mme Parly défend le multilatéralisme et la coopération

<http://www.opex360.com/> Posté dans Asie-Pacifique par Laurent Lagneau Le 04-06-2018



Pour décrire la situation de la région indo-pacifique lors de son intervention [ndlr, prononcée en anglais, n'y avait-il pas de traducteur français/anglais?] au forum Shangri-La Dialogue, organisé chaque année à Singapour par l'International Institute for Strategic Studies [ISS], Florence Parly, la ministre des Armées, est allée trouver l'inspiration dans l'Histoire de la guerre du Péloponnèse, l'ouvrage de l'historien athénien Thucydide. Plus précisément, elle a cité le concept qu'en a tiré le professeur Graham Allison.

« La question des prochaines décennies est de savoir comment la Chine et les États-Unis pourront échapper au 'piège de Thucydide', autrement dit au conflit résultant de la rivalité entre une puissance émergente et une puissance régnante, comme entre Athènes et Sparte au Ve siècle av. J.-C., ou entre l'Allemagne et ses voisins, à la fin du XIXe siècle », avait ainsi résumé l'historien américain lors d'un entretien donné au quotidien La Croix, en 2013. Et de préciser : « L'émergence rapide de toute nouvelle puissance perturbe le statu quo. Historiquement, dans 11 cas sur 15, depuis 1500, cela s'est terminé par une guerre. »

Mais Mme Parly ne fait pas sien ce concept. Toutefois, selon elle, « quand l'équilibre de la puissance change, ce n'est pas la puissance que l'on perd mais l'équilibre ». Et « les risques sont trop importants pour les accepter passivement ».

Or, la ministre française a déploré que les dynamiques observées dans la région indo-pacifique étaient davantage marquées par la compétition entre pays que par la coopération régionale, notamment sur au moins trois défis qui concernent directement cette partie du globe.

S'agissant de la prolifération nucléaire, et en particulier de la Corée du Nord, Mme Parly a déploré que les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies ne soient pas strictement appliquées.

« Il semble que des tankers nord-coréens aient régulièrement des rendez-vous avec d'autres tankers d'origine inconnue, puis reviennent en Corée du Nord après avoir été chargés », a relevé la ministre des Armées. Ce qui est une pierre envoyée dans le jardin de la Chine, qu'elle n'a nommée à aucun moment lors de son allocution.

Toujours au sujet du dossier nord-coréen, Mme Parly se veut prudente. « Nous devons nous assurer de la robustesse de la mise en œuvre des sanctions jusqu'au démantèlement complet, vérifiable, irréversible » du programme nucléaire de la Corée du Nord », a-t-elle dit, avant de mettre en garde contre le risque de « douche froide » dans cette affaire. « Il semble qu'une armée de distingués plombiers soit à l'œuvre sur les deux rives du Pacifique pour remettre en marche le chauffe-eau, et peut-être que le chaud reviendra. C'est ce que nous espérons », a-t-elle dit.

Un autre enjeu cité par Mme Parly est le respect des lois maritimes internationales. La ministre des armées a évoqué la situation en mer de Chine méridionale, région revendiquée dans sa quasi-totalité par Pékin alors que d'autres pays riverains y ont des prétentions. Sur ce point, elle a fait valoir que « le fait accompli n'est pas un fait accepté ». Sur ce point, elle a plaidé pour que ces différends territoriaux soient réglés par la négociation, dans le respect du droit international. Et, évidemment, rien ne doit remettre en cause la liberté de navigation.

Le terrorisme est le troisième enjeu cité par Mme Parly. Mais là encore, elle a déploré le manque de coopération régionale.

« Personne n'avait vraiment anticipé l'incroyable prise d'assaut de Marawi [par l'EI, au Philippines, en mai 2017 ndlr]. Lorsque nous nous attaquons à ce phénomène, nous devons également prendre en considération différentes perspectives dans la région. Bien sûr, tout le monde a ses terroristes, mais ils ne sont pas toujours les mêmes. C'est une limite sérieuse à la coopération. Qu'est-ce qu'un Taliban? Si vous me le demandez, dans la plupart des cas, c'est un terroriste. Demandez à quelqu'un d'autre, ce pourrait être une sorte de combattant de la liberté ou peut-être même un proxy. Où est donc l'espace de coopération? », a déploré Mme Parly, qui, sans le dire explicitement, vise le Pakistan (qui a une relation très ambiguë avec le mouvement taleb afghan) et, par extension, la Chine, qui son partenaire le plus proche.

Après avoir rappelé les coopérations que la France s'attache à conduire dans la région indo-pacifique, que ce soit avec l'Australie, l'Inde, le Japon, le Vietnam et Singapour, Mme Parly a cité une phrase que le président Reagan mettait en exergue.

« Il n'y a pas de limite à ce qu'un homme peut accomplir s'il ne se soucie pas de qui obtient le crédit », a-t-elle en effet dit. « C'est, en un sens, la façon dont nous voyons les défis dans la région » car « face à tant de nuages, seul un effort patient, collectif et désintéressé peut freiner les passions, prouver que Thucydide a tort, défendre les règles [...] et montrer que nous pouvons relever la barre [de la coopération] plutôt que le drapeau », a-t-elle conclu.

Lire : Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap? – Graham Allison

Adieu aux armes du général de corps d'armée Pierre Chavancy

Mise à jour : 04/06/2018

Le 31 mai 2018 à Lyon, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) a présidé la cérémonie d'adieu aux armes du général de corps d'armée Pierre Chavancy, gouverneur militaire de Lyon, officier général de zone de défense et de sécurité sud-est et commandant de la zone Terre sud.



Dans son ordre du jour le CEMA a salué le parcours exemplaire du général de corps d'armée Pierre Chavancy, qui « *participe de cette formidable continuité, essentielle à la défense de notre pays et à la pérennité de ses valeurs. [...]*

A toutes les étapes d'une carrière particulièrement riche, le général Chavancy n'a pas cherché d'autre gloire que celle de se comporter en soldat au milieu de ses soldats. [...]

Mon général, au moment où vous vous apprêtez à quitter le service actif, nos regards – comme le vôtre – se tournent vers ceux qui se destinent à vous succéder dans la carrière des armes que vous avez tant aimée et pour laquelle vous avez tant donné.

Dans la jeunesse que vous affectionnez parce que vous la comprenez, vous voyez la relève. Vous connaissez ses qualités, vous savez de quoi elle est capable pour être si souvent allé à sa rencontre. Vous la savez digne d'assurer la continuité de ce à quoi vous avez voué votre vie : le succès des armes de la France.»

Saint-cyrien de la promotion Montcalm, le général a choisi de servir dans l'infanterie et en particulier au sein de la légion étrangère à Nîmes où il commande une compagnie de combat. Il participe alors à différentes opérations extérieures au Tchad, en Centrafrique et à la guerre du

Golfe. Nommé colonel en 2002, il commande la 13^e demi-brigade de légion étrangère stationnée à Djibouti.

Général en 2009, il prend le commandement de la 3^e brigade légère blindée à Limoges et prend part à l'opération PAMIR en Afghanistan à la tête de la brigade La Fayette.

Après une affectation à Paris, à partir de 2011 comme chef de la division « emploi des forces » de l'état-major des armées, il est nommé le 1^{er} août 2014 Gouverneur militaire de Lyon et officier général de zone de défense et de sécurité sud-est.

Au terme d'une brillante carrière au service de la nation, le général de corps d'armée Pierre Chavancy a quitté le service actif ce jour avec la reconnaissance des armées pour son engagement.

En savoir plus sur les missions du gouverneur militaire de Lyon : <http://www.defense-lyon.fr/logzds-se/>

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Déplacement du CEMA au commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes

Mise à jour : 05/06/2018

Le 31 mai 2018, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est rendu au commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA). Il y a été accueilli par le général de corps aérien Jean-Christophe Zimmermann, commandant le CDAOA.



L'après-midi a débuté par une présentation générale des missions du commandement et s'est poursuivie par la visite de la brigade aérienne des opérations (BAO). Cette brigade a pour mission de garantir l'aptitude permanente de l'armée de l'air à planifier, programmer, conduire ou coordonner les opérations aériennes, qu'elles soient permanentes ou de circonstance, contribuant aux missions intérieures ou aux opérations extérieures, dans un cadre national, interministériel ou multinational, sur et hors du territoire national.

À l'issue de la visite, le CEMA a remercié le général Zimmermann et l'ensemble de ses équipes pour lui avoir présenté les fonctions éminemment opérationnelles du centre en général et de la brigade en particulier. À l'occasion de ce déplacement et des échanges qu'il a occasionnés, le général Lecointre a pu mesurer le professionnalisme et l'implication, des hommes et des femmes du CDAOA qui œuvrent au quotidien pour la sécurité et pour le succès des armes de la France



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le Directeur des ressources humaines de l'armée de Terre quitte l'uniforme pour rejoindre le privé

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 06-06-2018



La liste des généraux ayant quitté l'uniforme avant la limite d'âge (63 ans) pour exercer leurs talents n'en finit pas de s'allonger. Ces derniers mois, plusieurs ont en effet franchi le pas, comme le général Denis Favier, recruté par Total alors qu'il était encore directeur de la Gendarmerie nationale, l'ex-patron de la Direction du renseignement militaire [DRM], le général Christophe Gomart (57 ans), parti chez Unibail-Rodamco, le général (air) Antoine Creux (Société générale) ou encore, plus récemment, l'ex-chef d'état-major des armées (CEMA), le général Pierre de Villiers, devenu consultant au Boston Consulting Group.

Cette fois, c'est le directeur des ressources humaines de l'armée de Terre (DRHAT), le général Hervé Wattecamps, 59 ans, qui a cédé aux sirènes du secteur privé.

En effet, le groupe ADP [Aéroports de Paris], qui a déjà recruté, par le passé, le préfet Alain Zabulon, alors qu'il était encore coordonnateur national du renseignement à l'Élysée, a annoncé que le général Wattecamps le rejoindrait à compter du 9 juillet prochain, en qualité de directeur des ressources humaines et de membre du Comité exécutif.

Nommé à la tête de la DRHAT le 31 juillet 2015, le général Wattecamps a eu à piloter la remontée en puissance de la Force opérationnelle terrestre (FOT), qui prévoyait de porter les effectifs de 66.000 à 77.000 soldats. Une « bataille » qui n'était pas évidente à mener, dans la mesure où il a fallu augmenter les flux de recrutement (+80% entre 2015 et 2017) tout en faisant en sorte de limiter le taux de dénonciation de contrats au cours des six premiers mois de service.

Comme le souligne la biographie de ce saint-cyrien passé par les Troupes de Montagne, la carrière militaire du général Wattecamps s'est articulée « autour de deux grandes dominantes intimement liées : la préparation et l'engagement opérationnel d'une part, et les ressources humaines d'autre part. »



MINISTÈRE DES ARMÉES

DÉLÉGATION À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION DE LA DÉFENSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le jeudi 07 juin 2018,

COMMUNIQUE DE FLORENCE PARLY

Florence Parly, ministre des Armées, salue la désignation par le Conseil de l'Atlantique Nord (CAN) du général d'armée aérienne André Lanata, actuel chef d'état-major de l'armée de l'air, comme prochain Commandant suprême allié pour la transformation (Supreme allied commander for transformation, SACT) de l'OTAN.

Il remplacera à cette fonction le général d'armée aérienne Denis Mercier, que la ministre félicite pour ses remarquables états de service.

Le commandement allié de la transformation, auquel la France est particulièrement attachée, joue un rôle clé pour assurer la capacité de l'Alliance à anticiper et préparer les défis technologiques et opérationnels auxquels elle sera confrontée.

Il est, avec SACEUR (Supreme allied commander in Europe), l'un des deux commandants stratégiques de l'OTAN.

Le général d'armée aérienne Lanata apportera à l'OTAN son expérience, notamment en matière opérationnelle, et ses qualités personnelles pour porter les lourdes responsabilités alliées qu'il assumera à compter de septembre prochain, et pour lesquelles il pourra compter sur le plein soutien de la France.

Armée de l'air : qui va succéder au général Lanata ?

<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> 07 Juin 2018 à 16h05 Par Jean-Dominique Merchet

Les généraux Taprest et Lavigne sont en courte finale

La ministre des armées Florence Parly « salue la désignation » par l'Otan du général André Lanata au poste de SACT (Supreme Allied Commander Transformation) à Norfolk. Il y succèdera à l'été au général Denis Mercier.

Ce poste de SACT semble devenir le point de chute des chefs d'état-major de l'armée de l'air (Cemaa) puisqu'André Lanata est la quatrième à y être nommé après Stéphane Abrial, Jean-Paul Palomeros et Denis Mercier. Un marin, l'amiral Hervé de Bonaventure, a un temps été partant pour ce poste.

L'armée de l'air va donc avoir un nouveau chef d'état-major. Deux généraux restent en lice pour le poste et les entretiens de sélection se déroulent en ce moment. Il s'agit du général Olivier Taprest, major général de l'AA et du général Philippe Lavigne, chef de cabinet du chef d'état-major des armées.

Tous les deux sont des chasseurs : il semble que l'heure n'est pas encore venue de voir un transporteur prendre la tête de l'AA.

Un autre poste de premier plan du ministère des armées reste à pourvoir dans les prochaines semaines, celui de Directeur général des relations internationales et de stratégies, laissé vacant par Philippe Errera, parti crapahuter outre-Atlantique. Plusieurs candidats, essentiellement des diplomates, sont sur les rangs. Pour la première fois, une femme pourrait y être nommée.

Dernière incertitude de ce mercato, le poste de Directeur du renseignement et de la sécurité et de la défense (DRSD, ex-DPSD). Si le général Jean-François Hogard change à l'été, cela aura forcément des conséquences sur plusieurs postes sensibles, y compris à la DGSE.

5 – Chroniques & Libres propos

Pensions militaires d'invalidité : Les Blessés sont-ils des assujettis ou des partenaires de l'Administration ?

LIBRE OPINION du Général d'armée (2s) Bertrand de LAPRESLE, Vice-président (h) de l'Union des blessés de la face et de la tête.

www.asafrance.fr Posté le jeudi 03 mai 2018



Ancien gouverneur des Invalides, le général Bertrand de Lapresle retrace la genèse de la refonte du code des pensions militaires d'invalidité et explique le litige qui oppose actuellement à ce sujet les principales associations de grands invalides de guerre à l'administration du ministère des Armées.

La loi de programmation militaire (LPM) 2014-2018 prévoyait la refonte du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (CPMIVG) devenu obsolète. Dès lors s'est mis en place un groupe de travail (GT) regroupant les principales associations de grands invalides de guerre avec l'Association de Soutien à l'Armée Française (ASAF), l'Union Nationale des Combattants (UNC), et la Fédération Maginot (FNAM). Ce GT, assisté de l'indispensable conseil juridique de Maître de Tienda-Jouhet, a réussi à nouer un dialogue constructif et permanent avec l'administration du ministère de la Défense de l'époque. C'est à ce dialogue que l'on doit plusieurs améliorations importantes du projet initial de refonte du code, faite à « droit constant ».

« Tout a été fait pour faire passer insidieusement cette réforme qui entraînera d'incontestables effets négatifs pour les pensionnés »

Cependant, certaines demandes de grande importance pour les pensionnés formulées par le GT n'ont pas été retenues dans le code entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017, dont la partie législative, parue sous forme d'ordonnance, restait à ratifier par le Parlement. Le GT fondait de grands espoirs dans ce rendez-vous avec la représentation nationale pour que soient finalement adoptées par le législateur les mesures non retenues par l'administration et par le gouvernement. Malheureusement, le projet de loi déposé à cette fin au Sénat, en juin 2016 n'a jamais été inscrit au calendrier de la législature qui s'est achevée avec l'élection du Président Macron.

Depuis lors, l'administration, passant du mode de la consultation ouverte et confiante à celui de l'information ponctuelle et précipitée, s'est exclusivement attachée à convaincre sans discussion quelques associations considérées comme « représentatives du monde combattant » du bien fondé de ses choix. Nous avons d'abord appris très tardivement que la ratification du code des pensions entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ne se ferait plus dans le cadre d'une discussion spécifique, mais serait intégrée dans la LPM 2019-2025. Nous avons aussi été informés que cette loi prescrirait le transfert très rapide du contentieux des pensions vers les juridictions administratives de droit commun, entraînant *de facto* la suppression des juridictions spéciales centenaires. Ces deux mesures ont été inscrites respectivement aux articles 36 et 32 de la LPM 2019-2025. L'administration dit en attendre une simplification du droit très particulier des pensions qui concerne aussi les victimes civiles des attentats terroristes, et espérer, contre toute évidence raisonnable, une accélération rapide du traitement de son contentieux.

Face à cette évolution, nos objections et propositions principales peuvent être sommairement résumées en deux points.

1- Nous estimons d'abord inadapté le fait que la ratification de ce code, quasi centenaire, soit inscrite dans le vote d'une loi de programmation militaire dont les enjeux géostratégiques sont tels que les mesures que nous contestons n'y apparaissent que comme des appendices mineurs. Les conditions du vote des articles 32 et 36, effectué le 23 mars 2018 en séance de nuit par une poignée de députés, montrent bien que tout a été fait pour faire passer insidieusement cette réforme qui entraînera d'incontestables effets négatifs pour les pensionnés. Telle est la conviction de nos associations, qui, par vocation, sont très proches de leurs tourments quotidiens.

S'aggravera ainsi le constat qui nous avait amenés à dédier notre étude de 2013, dite « des trente propositions », de façon un peu provocatrice, mais délibérée, aux « Blessés pour la France, blessés par la France ».

2- Comme d'autres associations du monde combattant et comme les trop rares juristes spécialistes du droit des PMI, nous demandons avec insistance que le contentieux associé ne soit pas transféré de manière autoritaire, et sans consultations préalables approfondies avec les pensionnés qui nous font confiance et avec leurs conseils qui nous aident à défendre leurs droits imprescriptibles, vers les tribunaux administratifs de droit commun. Quelques-unes de nos objections majeures sur ce sujet, auxquelles des échanges sérieux avec l'administration devraient permettre d'apporter des solutions acceptables, portent notamment sur la composition du tribunal, la procédure retenue, et le fonctionnement envisagé de la commission du rapport administratif préalable obligatoire (RAPO).

« Aucune chambre spécialisée n'étant envisagée, ceci conduira inexorablement à une banalisation du traitement des contentieux »

Nous contestons aussi le fait que les tribunaux administratifs, créés pour juger des contentieux entre l'État et ses administrés, se saisissent de droits liés au code de souveraineté nationale que devrait rester le code des PMI-VG qui spécifiait explicitement que les militaires avaient droit à la reconnaissance du pays pour leur engagement et bénéficiaient d'un guide barème particulier. Nous notons aussi qu'aucune chambre spécialisée n'est envisagée, ce qui conduira inexorablement à une banalisation du traitement des contentieux des PMI contraire à l'esprit des droits séculaires imprescriptibles que la République a reconnus depuis la création du CPMI-VG aux pensionnés militaires d'invalidité et victimes de guerre.

Il est bien tard pour que le Parlement s'attache à rendre à la LPM 2019-2025 son éminente spécificité en s'opposant à ce qu'elle soit chargée artificiellement de « passagers clandestins » relevant de thèmes aussi nobles et spécifiques que la reconnaissance et la réparation dues aux victimes de guerre, qui méritent absolument, eux aussi, un traitement particulier. Face au rouleau compresseur de la représentation parlementaire de la majorité présidentielle, notre action auprès de quelques députés, pourtant acquis à notre cause, mais totalement dénués de capacité d'initiative dissonante face à la discipline de parti, est restée sans effet ! Il en sera probablement de même lors des prochaines discussions de ce projet de loi au Sénat. Nous poursuivons cependant sans désespérer notre action de sensibilisation des autorités exerçant les pouvoirs exécutif et législatif. Nous espérons, en maintenant ainsi la pression, pouvoir agir ultérieurement en bonne intelligence avec cette administration pour que les décrets d'application des articles de la loi qui concernent nos ressortissants prennent aussi largement en compte que possible nos objections, et surtout nos propositions de mise en œuvre de textes réglementaires dans le détail desquels nous essaierons de déloger le diable qui s'y cache trop souvent !

Nous aurions évidemment d'autant plus de chances de réussir que le monde combattant, toutes associations confondues, se montrerait acquis à cette noble cause. Il reste hélas de lourds obstacles à surmonter en ce sens !

Avec ce code refondu, et alors que nous nous apprêtons à célébrer le centenaire de l'emblématique loi Lugol du 31 mars 1919^[1], une opportunité historique est offerte au monde combattant de manifester son unité et à la représentation nationale de prolonger et renouveler, sans l'altérer par des considérations subalternes, l'expression de l'engagement reconnaissant et irréversible du Pays au service de ceux qui ont acquis, sous ses couleurs, droit à « Pension Militaire d'Invalidité ».

Un tel résultat sera atteint si les autorités en charge du sort des Blessés pour la France considèrent ces derniers, et ceux qui se battent pour alléger leur sort, comme des partenaires à part entière, et non comme des assujettis, soumis aux décisions qui leur seraient imposées.

Général d'armée (2s) Bertrand de LAPRESLE
Vice-président (h) de l'Union des blessés de la face et de la tête
Rediffusé sur le site de l'ASAF : www.asafrance.fr

SNU : Service universel ... Chronique annoncée de l'échec d'un coup marketing ?

LIBRE OPINION du Général CA (2s) JP HOUDINET.

www.asafrance.fr Posté le samedi 05 mai 2018



De « aux armes citoyens » à ... rien

Le service militaire suspendu en 1996 n'était pas conçu pour « éduquer » les jeunes mais pour défendre la nation par les armes. Obligatoire initialement que pour certains (le tirage au sort), il devient universel en 1905. Outre les savoir-faire minimaux du combat on va s'efforcer d'inculquer des valeurs comme celle du sacrifice au bénéfice de l'intérêt commun dans l'esprit citoyens et défenseurs de la Patrie. En 1965, il devient national incluant en plus du service militaire, la coopération, l'aide technique dans les DOM-TOM, le service scientifique à l'étranger... Le service à la nation ne passe donc plus par le seul service des armes mais par celui de l'État. L'ancien service s'est effondré rapidement en 1996. Le refus d'engager des soldats appelés pendant la guerre du Golfe, la fin de l'URSS ont consacré qu'il n'y aurait plus d'engagement de conscrits. Personne n'a donc vraiment défendu le maintien d'un service militaire malgré ses vertus supposées, les attentats islamistes de 1995 ou les troubles au « vivre ensemble » déjà largement constatés.

Le service universel au service de la nation ou rien

Le service était un impôt physique permettant de développer les fonctions régaliennes de l'État par un apport de temps de travail à « bas coût ». Remettre en place un service ne peut donc se concevoir que pour soulager l'État et il n'est acceptable que s'il apporte plus qu'il ne retire de ressources à la nation. Le SNU ne pourra donc être réellement utile qu'en engageant massivement les 800 000 jeunes d'une classe d'âge dans tous les services de l'État pas seulement en « éducation » qui est un investissement mais bien par un travail utile et immédiat. Un service ne sera enfin profitable que s'il s'inscrit dans la durée, autrement dit avec une réserve que l'on pourra solliciter en cas de besoin. On aura alors quelque chose d'acceptable pour les finances publiques. On pourra même, en plus, constater ensuite qu'effectivement cela entraîne quelques bienfaits pour la formation de nos jeunes citoyens. Il n'empêche que ce service sera d'abord ressenti comme une charge et que beaucoup essaieront d'y échapper.

Le service universel ... un projet présidentiel en pleine confusion

Comme pour un certain nombre de points de son « *programme en marche* » seul le président de la République, et encore, sait ce qu'il a en tête. La cacophonie gouvernementale règne en particulier sur son caractère obligatoire donc contraignant. On évoque un parcours citoyen en trois étapes avec un enseignement moral et civique renforcé ainsi qu'une semaine annuelle de la défense et de la citoyenneté (obligatoire) et une incitation à l'engagement dans des dispositifs éprouvés, service civique, garde nationale, engagement associatif... Autrement dit, une forme de rattrapage du devoir d'éducation abandonné par ailleurs dans la société. Les parlementaires ont, eux, exprimé d'importantes réserves tenant à la fois à son caractère obligatoire, l'importance des moyens matériels et humains à mobiliser pour encadrer toute une classe d'âge, aux doutes exprimés sur la possibilité d'obtenir un résultat significatif au regard des objectifs affichés. Le président ajoute au chaos en proclamant que ce service n'est pas un service militaire, même s'il prévoit l'ouverture à la chose militaire et qu'il souhaite qu'il puisse être obligatoire.

Le service universel ... le mauvais traitement d'un bon diagnostic

Oui, la jeunesse est trop souvent en déficit d'éducation à la maison comme dans l'éducation nationale, oui le civisme et le patriotisme sont en chute libre, oui les jeunes issus de l'immigration ont besoin d'être aidé dans leur démarche d'intégration mais le SNU sera une fausse bonne réponse s'il n'est pas obligatoire, d'une durée suffisante, douze mois pour un service dans la défense, seize pour un service dans le milieu civil, si l'état n'y consacre pas un budget très lourd (encadrement, logement, alimentation, défraiement, habillement, matériels, véhicules...) dilapidés à la suspension en 1996. Et si la France avait d'autres priorités au lieu de faire diversion comme l'a fait monsieur Hollande avec le mariage pour tous ?

Général CA (2s) JP HOUDINET

Diffusé sur le site : www.asafrance.fr

6 – Actualités internationale

AFRIQUE

CENTRAFRIQUE

Opérations

RCA: mort d'un Casque bleu tanzanien

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 05.06.2018 Par Philippe Chapleau



Une attaque a été perpétrée dimanche 3 juin par des éléments armés contre une patrouille de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), dans l'ouest du pays. L'attaque a conduit à la mort d'un Casque bleu de Tanzanie et en a blessé sept autres.

Cela porte à quatre le nombre de Casques bleus tués dans des attaques ciblées en République centrafricaine depuis janvier 2018.

200 Casques bleus tanzaniens sont actuellement déployés dans la région de Barbarati et de Mbaki.

CONGO

Environnement

La population de gorilles de montagne dépasse 1.000 individus



Reuters 1 juin 2018 Fiston Mahamba; Jean-Stéphane Brosse pour le service français



La population des gorilles de montagne, l'une des espèces les plus menacées au monde, a augmenté d'un quart depuis 2010 pour s'élever à plus de 1.000 individus. /Photo prise le 9 janvier 2018/REUTERS/Thomas Mukoya

GOMA, République démocratique du Congo (Reuters) - La population des gorilles de montagne, l'une des espèces les plus menacées au monde, qui survit sur les pentes forestières des volcans d'Afrique centrale, a augmenté d'un quart depuis 2010 pour s'élever à plus de 1.000 individus, selon l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).

Les gorilles de montagne sont menacés par les braconniers et les groupes armés présents dans le massif des Virunga, qui s'étend sur le flanc ouest de la vallée du Rift, sur les territoires de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda et du Rwanda.

Le dernier recensement en date fait état de 1.004 individus : 604 dans le parc national des Virunga et 400 dans le parc national de la forêt impénétrable de Bwindi, en Ouganda, a déclaré à Reuters Joel Wenga Malembe, porte-parole de l'ICCN.

La dernière enquête, effectuée en 2010, recensait 786 gorilles, dont 480 dans les Virunga.

"Ces chiffres sont vraiment remarquables et dépassent de loin nos attentes. C'est le résultat de la collaboration entre trois Etats où tous les gouvernements et tous les partenaires ont joué un rôle important", s'est félicité Mike Cranfield, de l'ONG Gorilla Doctors.

Le gorille de montagne, l'une des deux sous-espèces des gorilles de l'Est, constitue une source de revenu touristique importante pour les trois pays en raison de sa rareté.

Mais l'animal est constamment sous la menace de l'homme, qui le chasse pour sa viande ou en fait des trophées vendus à l'étranger, dans l'une des régions rurales d'Afrique les plus densément peuplées.

La RDC a également invité des compagnies pétrolières à entamer des travaux de forage dans le parc des Virunga, une initiative décriée par les écologistes.

ÉTHIOPIE

Diplomatie

L'Éthiopie met fin à son litige frontalier avec l'Érythrée

<http://www.jeuneafrique.com/> 06 juin 2018 à 09h51 | Par Jeune Afrique avec AFP



Abiy Ahmed, le nouveau Premier ministre éthiopien, en novembre 2017. © STR/EPA/MAXPPP

La coalition au pouvoir en Éthiopie a annoncé le 5 juin avoir décidé de mettre en œuvre pleinement les conclusions d'une commission internationale indépendante qui avait délimité en

2002 le tracé de la frontière commune avec l'Érythrée, source de vives tensions militaires entre les deux pays.

« Le gouvernement éthiopien a décidé de mettre en œuvre pleinement l'accord d'Alger [signé en 2000 pour mettre fin au conflit entre les deux pays] et [les conclusions] de la commission sur la démarcation de la frontière et nous travaillons à leur mise en œuvre complète sans hésitation », a annoncé le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF, coalition au pouvoir en Éthiopie) dans un communiqué.

« Le gouvernement érythréen devrait adopter la même position sans condition préalable et accepter notre appel à restaurer la paix trop longtemps perdue entre les deux pays frères, comme c'était le cas auparavant », poursuit l'EPRDF dans son communiqué.

Un conflit qui a fait 80 000 morts

Le nouveau premier ministre Abiy Ahmed avait promis lors de son discours d'investiture en avril de travailler à restaurer la paix avec l'Érythrée. Après que l'Érythrée ait accédé à l'indépendance en 1993, privant le pays de son accès à la mer rouge, les deux voisins s'étaient affrontés entre 1998 et 2000, en raison de divergences sur la démarcation de la frontière.

Ce conflit qui avait fait plus de 80 000 morts s'était achevé avec la signature d'un accord de paix signé en 2000 à Alger, tandis qu'une commission d'arbitrage soutenu par l'ONU avait tranché sur le tracé de la frontière. Bien que la localité de Badme ait été attribuée à l'Érythrée, l'Éthiopie avait continué à l'occuper.

Depuis, les deux pays maintiennent de nombreuses forces de long de leur frontière de 1.000 km de long et des affrontements périodiques ont laissé craindre une reprise d'un conflit à grande échelle, notamment en 2016.

LIBYE

Economie

Libye: le pari hasardeux de la chasse aux trésors de Kadhafi en Afrique

<https://www.agenceecofin.com/> La Une de l'Hebdo vendredi, 01 juin 2018 15:50 Walid Kéfi



(Ecofin Hebdo) - Le gouvernement d'union nationale libyen a lancé la traque des largesses distribuées par le fantasque ex-«roi des rois d'Afrique», qui s'est longtemps payé amis et influence sur le continent. L'enjeu de la chasse au trésor est double: renflouer les caisses de l'Etat libyen, asséchées par le tarissement de la manne pétrolière, et exercer des pressions sur les pays débiteurs pour influencer leurs positions. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Eclipsé depuis environ un an par l'ascension fulgurante du maréchal Khalifa Haftar, chef de l'autoproclamée «armée de libération nationale», qui ne cesse d'obtenir une reconnaissance à l'international au fur et à mesure que ses troupes reprennent des bastions djihadistes dans l'Est du pays, le chef du gouvernement d'union nationale libyen, Fayez al-Sarraj, a défrayé la chronique récemment, en annonçant une vaste opération de rapatriement des fonds placés en Afrique par le régime de Mouammar Kadhafi au temps de sa splendeur.

Ce fils de Mostafa al-Sarraj, l'un des pères fondateurs de l'État libyen, au lendemain de l'indépendance en 1951, a déjà mis sur pied un comité regroupant des experts du ministère des Finances et de la banque offshore Libyan Foreign Bank (LFB), et l'a autorisé à faire appel à tous les moyens juridiques et les canaux diplomatiques possibles pour mettre la main sur ces fonds.

Ce fils de Mostafa al-Sarraj, l'un des pères fondateurs de l'État libyen, au lendemain de l'indépendance en 1951, a déjà mis sur pied un comité regroupant des experts du ministère des Finances et de la banque offshore Libyan Foreign Bank.

«Nous collaborons avec les pays africains concernés. Le remboursement peut être échelonné, les intérêts revus, mais c'est de l'argent public qui doit être restitué aux Libyens», a expliqué Mohamad Taher Siala, le ministre libyen des Affaires étrangères dans le gouvernement d'union nationale, au cours d'un entretien accordé le 2 mai à RFI.

L'enjeu est de taille pour Favez al-Sarraj et son gouvernement. En Libye, l'or noir ne coule plus à flot, en raison des combats qui éclatent régulièrement autour des sites pétroliers et d'une lutte d'influence entre groupes rivaux souhaitant mettre la main sur la principale ressource du pays. Résultat: les caisses de l'Etat se vident à rythme inquiétant. Le déficit budgétaire du pays a atteint 7,7 milliards de dollars en 2017, tandis que la dette publique a culminé à 68 milliards de dollars.

Bien qu'elles aient progressé en 2017, les recettes budgétaires ne couvrent pas les faramineuses dépenses publiques. En effet, la masse salariale et les coûts liés aux subventions des produits de base représentent respectivement 33% et 18% du PIB. De même, étant donné que ce pays, couvert à 90% par le désert, importe 80% de sa consommation domestique, la hausse des exportations de brut enregistrée durant l'année écoulée ne permet pas de combler l'important déficit commercial.



Favez al-Sarraj a annoncé une vaste opération de rapatriement des fonds libyens placés en Afrique.

«Depuis 2011, les ressources libyennes se sont réduites. L'année dernière, nous produisons seulement 500 000 barils et une partie de la production est absorbée par la consommation intérieure. La quantité exportée ne répondait pas aux besoins financiers de la Libye», a souligné le chef de la diplomatie libyenne.

Dans le cadre de la traque des avoirs libyens en Afrique, le gouvernement d'union nationale basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, s'appuie essentiellement sur des documents qui proviennent des archives de plusieurs banques et fonds souverains libyens.

Un trésor disséminé partout sur le continent

Comme les trésors légendaires, celui de Kadhafi est largement entouré d'une part de mystère. Tripoli ne s'est pas, jusqu'ici, hasardé à avancer des données chiffrées. Des informations de presse ont cependant estimé les avoirs libyens en Afrique subsaharienne et dans le monde arabe à quelque 67 milliards de dollars.

Le Conseil national de transition (CNT), une autorité politique de transition créée en 2011 à l'issue du renversement de Kadhafi par une insurrection armée, avait, quant à lui, estimé les actifs libyens en Afrique (investissements, prêts, actifs immobiliers, comptes bancaires, prêts etc), à environ 35 milliards de dollars.

Le Conseil national de transition (CNT) avait, quant à lui, estimé les actifs libyens en Afrique (investissements, prêts, actifs immobiliers, comptes bancaires, prêts etc), à environ 35 milliards de dollars.

De son vivant, le *«guide de la Révolution»* de la Grande Jamahiriya arabe libyenne était un généreux bailleur de fonds pour l'Afrique. Son engagement pour le continent remonte à la fin des

années 80. Déçu par le soutien apporté par les pays arabes à l'embargo commercial imposé à la Libye par les Etats-Unis en 1986, Kadhafi renonça alors, en deux temps trois mouvements, au panarabisme pour se convertir au panafricanisme.

Son engagement politique, qui s'est notamment matérialisé par une forte contribution à la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA) en 2001, était largement soutenu par son implication dans le financement des programmes de développement économique et social.



Le couronnement du « roi des rois d'Afrique ».

A la différence des trésors légendaires, celui de l'ancien dictateur libyen n'est pas caché à un seul endroit. Il est disséminé un peu partout sur le continent. Selon un rapport rendu public par le ministère des Affaires étrangères en 2014, le «*roi des rois d'Afrique*», titre dont il s'était lui-même affublé en 2009, a servi des prêts, souvent sans intérêt, à une quarantaine de pays, dont plus d'une trentaine sont situés en Afrique. Le rapport cite parmi ces pays emprunteurs le Soudan (1,3 milliard de dollars), l'Ethiopie (249 millions) et le Mozambique (211 millions). L'Afrique du Sud, le Tchad, la Tanzanie, la Zambie, la Côte d'Ivoire, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie figurent aussi parmi les pays les plus «*gâtés*» par la générosité de l'ex-colonel.

Le rapport cite parmi ces pays emprunteurs le Soudan (1,3 milliard de dollars), l'Ethiopie (249 millions) et le Mozambique (211 millions). L'Afrique du Sud, le Tchad, la Tanzanie, la Zambie, la Côte d'Ivoire, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie figurent aussi parmi les pays les plus «*gâtés*» par la générosité de l'ex-colonel.

Outre les prêts et les dépôts dans les banques, plusieurs fonds d'investissements libyens ont pris des participations dans des entreprises florissantes dans les autres pays du Maghreb et au Sud du Sahara. Ainsi le fonds souverain Libyan Investment Authority (LIA) dispose, entre autres, d'actifs dans les télécommunications en Côte d'Ivoire, au Niger et en Guinée, ainsi que dans les secteurs de l'hôtellerie (Ouganda), du textile, de l'agriculture (une ferme de 100 000 hectares au Mali) ou du commerce de détail (Kenya, Ouganda). La Libyan Arab African Investment Company (LAAICO) compte, pour sa part, 23 unités hôtelières dans 15 pays du continent, dont le Togo, le Mali, la Centrafrique, le Ghana et le Gabon, ainsi que des projets industriels, dont une usine de caoutchouc située dans la ville de Gbanga au Liberia.

Une tâche titanesque et très hypothétique

L'ex-président de l'Union africaine (2009-2010) n'hésitait pas également à sortir son chéquier ou à transporter des mallettes bourrées de billets verts, lors de ses «*visites de travail et d'amitié*» sur le continent pour «*soutenir*» des amis de longue date ou s'en faire de nouveaux. Mais tous les amis du «*Guide*» ont gardé jalousement le secret de ces cadeaux sonnants et trébuchants à l'exception Dadis Camara. Lors d'une conférence de presse organisée en septembre 2009 à Conakry, le capitaine Camara, alors chef de la junte militaire guinéenne qui a pris le pouvoir après la mort du président Lansana Conté, avait fièrement exhibé publiquement un chèque signé de la main de Kadhafi, ainsi que les clés d'un véhicule tout terrain offert par le dirigeant libyen.

L'ex-homme fort de Tripoli aurait exfiltré des dizaines de milliards de dollars sous forme d'argent liquide et de lingots d'or vers des pays africains avant sa mort.

Un rapport publié en juin 2017 par le groupe d'experts sur la Libye du Conseil de sécurité des Nations unies a par ailleurs révélé que l'ex-homme fort de Tripoli aurait exfiltré des dizaines de milliards de dollars sous forme d'argent liquide et de lingots d'or vers des pays africains avant sa mort. Une partie de ce trésor a été repérée à au Burkina Faso. Le rapport mentionne également, avec des photos à l'appui, la présence à Accra «*de piles de boîtes estampillées du logo de la Croix-*

Rouge et qui contiendraient une partie des avoirs de Kadhafi». Il indique aussi que des factions libyennes ont tenté en 2013 de négocier avec le gouvernement sud-africain *«l'utilisation des avoirs libyens cachés dans ce pays»* pour l'achat d'armes et d'équipements militaires pour un montant de plusieurs milliards de dollars. Le rapport onusien contient même une lettre de la ministre sud-africaine de la Défense, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, accordant son feu vert cette transaction.

Quoi qu'il en soit, l'issue de la chasse au trésor mirifique du défunt potentat libyen s'annonce très hypothétique. Les Etats africains disposent d'un argument en béton pour rejeter toute demande libyenne de récupération de ce magot: l'absence d'un gouvernement libyen démocratiquement élu. *«En Libye, il ya encore deux gouvernements qui se disputent la légitimité, des dizaines de milices rivales et de nombreux centres de pouvoir. Dans de telles conditions, rien ne garantit que les fonds que Tripoli souhaite rapatrier ne tomberont pas entre les mains de milices»*, a argumenté Seidik Abba, journaliste et écrivain nigérien, cité par la radio allemande Deutsche Welle.

Argument très recevable en droit international car une dette est dite odieuse si elle a été contractée non dans l'intérêt de la population mais contre son intérêt ou dans l'intérêt personnel des dirigeants et des personnes proches du pouvoir, avec la complicité du prêteur.

D'autre part, les actuels dirigeants des pays africains concernés par le rapatriement des avoirs libyens pourraient refuser de rembourser des prêts accordés à leurs prédécesseurs corrompus dans les années 90 ou 2000, au prétexte qu'il s'agit d'une dette odieuse. Argument très recevable en droit international car une dette est dite odieuse si elle a été contractée non dans l'intérêt de la population mais contre son intérêt ou dans l'intérêt personnel des dirigeants et des personnes proches du pouvoir, avec la complicité du prêteur.

Une manœuvre visant à influencer les positions ?

Sur un autre plan, plusieurs sociétés à participation libyenne, qui avaient naguère pignon sur rue sur le continent, ont déposé le bilan ou ont été nationalisées. Ainsi, le Rwanda, le Tchad, la Zambie et le Niger ont nationalisé ces dernières années des opérateurs télécoms détenues par la compagnie libyenne LAP Green Networks, une filiale du fonds souverain Libyan Investment Authority (LIA).

Autre écueil : les investissements sont souvent réalisés via des sociétés écrans, avec des montages financiers complexes. Les services du contentieux de l'Etat qui ont tenté de retracer les investissements des fonds souverains ont, par exemple, découvert que la Libyan African Portfolio (LAP) compte quelque 600 filiales opaques et aux intérêts souvent croisés ! Ces filiales possèdent chacune un compte bancaire et nouent des partenariats avec d'autres sociétés libyennes ou avec des Etats et des sociétés publiques ! Un labyrinthe inextricable dont seul le clan Kadhafi détenait le secret.

Les services du contentieux de l'Etat qui ont tenté de retracer les investissements des fonds souverains ont, par exemple, découvert que la Libyan African Portfolio (LAP) compte quelque 600 filiales opaques et aux intérêts souvent croisés !

Au vu de ces complexités, Fayez al-Sarraj est-il en train de prêcher dans le grand désert africain ? Selon plusieurs analystes, cet architecte, dont l'élection en 2014 au Parlement lui a permis de perpétuer la tradition d'une famille impliquée de longue date dans la vie politique du pays, sait pertinemment que les chances de rapatriement du magot de Kadhafi sont extrêmement minces.



L'homme fort de l'Est, Khalifa Haftar, soutenu par la Russie, l'Italie, la France, mais aussi l'Egypte ou encore le Tchad.

Le véritable enjeu de sa manœuvre serait ailleurs. Il s'agirait de faire pression sur certains pays africains pour influencer leurs positions dans un contexte de lutte d'influence avec l'homme fort de l'Est, Khalifa Haftar. Homme de terrain, ce dernier est dans les bonnes grâces de la communauté internationale depuis le 6 juillet 2017 lorsqu'il annonce la «libération totale» de la ville de Benghazi des djihadistes, après plus de trois ans de combats meurtriers. Il a notamment reçu l'appui de la Russie, de l'Italie et de la France.

En Afrique, il est ouvertement soutenu par deux importants pays voisins de la Libye, en violation de la charte de l'Union Africaine (UA): l'Égypte et le Tchad.

Le véritable enjeu de sa manœuvre serait ailleurs. Il s'agirait de faire pression sur certains pays africains pour influencer leurs positions dans un contexte de lutte d'influence avec l'homme fort de l'Est, Khalifa Haftar.

Fayez al-Sarraj peine, lui, à asseoir son autorité sur Tripoli, qui est sous la coupe de dizaines de milices aux allégeances mouvantes. Soutenu par l'Algérie, cet architecte de formation ne cesse aussi de perdre des terminaux pétroliers au profit des forces pro-Haftar, et se montre incapable d'alléger les difficultés quotidiennes des Tripolitains, exaspérés par une inflation galopante et des pénuries de liquidités, de vivres, d'eau et d'électricité.

Faire miroiter aux habitants de Tripoli la perspective de la récupération de plusieurs milliards de dollars, et rappeler en même temps à plusieurs pays du continent que des fonds libyens prospèrent dans leurs systèmes financiers, pourrait se révéler utile alors qu'un nouveau round de dialogue inter-libyen s'est ouvert fin mai à Paris.

Immigration

Libye : premières sanctions de l'ONU contre des trafiquants de migrants

<http://www.jeuneafrique.com/> 08 juin 2018 à 09h20 | Par Jeune Afrique avec AFP



Des migrants après leur sauvetage en Méditerranée par Proactiva Open Arms, en mai 2018 au large de la Libye. © Felipe Dana/AP/SIPA

Le Conseil de sécurité a sanctionné jeudi 7 juin six chefs de réseaux de trafiquants de migrants actifs en Libye. Ce processus qui représente une première pour l'ONU avait été retardé par une demande de précisions de la Russie, selon des diplomates.

Les sanctions du Conseil de sécurité qui consistent au gel de comptes bancaires et à une interdiction de voyager, visent deux Érythréens, Ermias Ghermay et Fitiwi Abdelrazak, ainsi que quatre Libyens, Ahmad Oumar al-Dabbashi, Musab Abu-Qarin, Mohammed Kachlaf et Abd al Rahman al-Milad, le chef d'une unité de garde-côtes.

Cette décision a été possible, grâce à la « levée des réserves de la Russie sur la proposition des Pays-Bas d'inclure ces six individus sur une liste de personnes sanctionnées », a indiqué un diplomate. Ces mesures » s'appliquent immédiatement », a-t-il précisé.

Le 8 mai, la Russie avait suspendu le processus en demandant des précisions sur ces désignations, réclamant notamment un partage des « preuves abondantes », évoquées dans des documents de l'ONU, venant de « sources de confiance » et qui accusaient ces six individus. Moscou avait aussi relevé que des documents parlaient de réseaux « s'étendant à plusieurs pays européens et aux États-Unis », s'interrogeant sur la pertinence de sanctionner six individus africains sans remonter ces réseaux.

Neutraliser les filières

Selon un diplomate s'exprimant sous couvert de l'anonymat, des sanctions contre des trafiquants de migrants représentent une « première » pour le Conseil de sécurité. L'objectif de cette désignation d'individus est de neutraliser des filières ayant été jusqu'à vendre des migrants sur des marchés d'esclaves en Libye, a-t-il ajouté.

Un autre diplomate a souligné que la décision prise jeudi par le Conseil de sécurité, plus que de s'en prendre aux actifs des individus sanctionnés, avait une valeur dissuasive. « C'est un signal important » contre les responsables étatiques qui soutiennent ces trafics et contre les trafiquants eux-même, a-t-il estimé.

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, s'est aussitôt félicitée de ces sanctions jeudi.



[Nikki Haley](#)

✓ [@nikkihaley](#)

RT @USUN: Today, supported by the US, the UN Security Council took decisive action, sanctioning 6 individuals for human trafficking & smuggling in Libya, and sending the message that there is no place in our world for such abuses of human rights & dignity.

<https://go.usa.gov/xQsnS>

[00:15 - 8 juin 2018](#)

Il n'y a pas de place dans notre monde pour de telles atteintes aux droits de l'Homme et à la dignité humaine

« L'automne dernier, des images de migrants vendus comme esclaves en Libye avaient choqué nos consciences et le Conseil de sécurité s'était engagé à entrer en action. Les sanctions d'aujourd'hui envoient un message clair sur l'unité de la communauté internationale (autour du fait de) chercher à sanctionner les auteurs et réseaux de trafics d'êtres humains », a-t-elle dit dans un communiqué. « Il n'y a pas de place dans notre monde pour de telles atteintes aux droits de l'Homme et à la dignité humaine », a-t-elle ajouté.

Fin 2017, un documentaire choc de la chaîne CNN montrant des migrants africains vendus comme des esclaves avait provoqué l'indignation internationale. En mars, la justice libyenne avait annoncé l'émission de plus de 200 mandats d'arrêt contre des trafiquants libyens et étrangers impliqués dans un réseau d'immigration clandestine vers l'Europe.

Dans un document confidentiel remis début février au Conseil de sécurité, des experts de l'ONU avaient estimé que le trafic d'êtres humains était en augmentation en Libye.

Opérations

Libye : Haftar affirme être sur le point de « libérer » Derna

<http://www.jeuneafrique.com/> 05 juin 2018 à 16h28 | Par Jeune Afrique avec AFP



L'Est libyen sera bientôt entièrement contrôlée par les forces du maréchal Haftar, affirmé ce dernier lundi. Après une offensive menée depuis un mois, Derna, la seule zone encore aux mains des jihadistes, va bientôt être « libérée », a-t-il assuré.

« La victoire est proche à Derna » a déclaré le maréchal Khalifa Haftar, lundi 4 juin. Cette ville côtière, située à plus de 1 000 km à l'est de Tripoli et à environ 300 km à l'est de Benghazi, est sous la coupe d'une coalition hétéroclite de milices islamistes et jihadistes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

Les forces loyales à Haftar mènent depuis le mois dernier une offensive militaire pour « libérer » Derna, la seule zone de l'Est libyen à échapper au contrôle de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) qu'il dirige.

Dans une vidéo diffusée sur Youtube, le maréchal Haftar, en uniforme militaire, a indiqué que ses forces avaient déjà « nettoyé » les banlieues de Derna. L'ANL, dont les forces au sol sont appuyées par des raids aériens et des bombardements à l'artillerie lourde, assiégeait la ville depuis près de deux ans.

Une situation humanitaire alarmante

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué la semaine dernière que la situation humanitaire à Derna était « critique » et que plus de 2 000 personnes avaient fui à cause des bombardements et des raids aériens.

La mission des Nations unies en Libye affirmait vendredi qu'au moins 17 civils avaient été tués dans les combats en deux semaines et déplorait le fait que les affrontements « empiètent de plus en plus sur des zones densément peuplées ».

Le maréchal Haftar a affirmé lundi qu'une fois Derna « libérée », ses forces se déploieront dans la ville pour prendre le « contrôle total » des infrastructures. Il a également indiqué son intention de dresser des barrages de sécurité, dans le but affiché d'assurer la sécurité des habitants et des bâtiments.

« Crimes de guerre »

Khalifa Haftar a par ailleurs demandé à ses troupes de « respecter les procédures légales relatives aux prisonniers et (de) les livrer aux organes compétents », prévenant qu'il n'accepterait aucune « mesure de vengeance à leur encontre ».

Des membres des forces loyales à Haftar ont été mis en cause pour des actes criminels présumés lors de précédents combats, à l'image du commandant Mahmoud Al-Werfalli qui fait l'objet depuis août 2017 d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour des accusations de « crimes de guerre » lors de la bataille de Benghazi.

Politique

Libye : l'ONU approuve la tenue des élections avant fin 2018

<http://www.jeuneafrique.com/> 07 juin 2018 à 09h26 | Par Jeune Afrique avec AFP



Khalifa Haftar, Aguila Saleh Issa et Fayez al-Sarraj, à l'Élysée le mardi 28 mai, lors de la signature d'un accord en vue des élections en Libye le 10 décembre. © Etienne Laurent/AP/SIPA

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé mercredi 6 juin un texte endossant la Déclaration de Paris de mai sur la Libye prévoyant des élections présidentielle et législatives avant fin 2018, sans toutefois mentionner la date du 10 décembre pour ces scrutins.

« Le Conseil salue l'engagement pris (par les parties libyennes), tel qu'il est énoncé dans la déclaration de Paris, d'œuvrer de manière constructive avec l'Organisation des Nations unies en vue d'organiser des élections législatives et présidentielle crédibles et pacifiques et d'en respecter les résultats », souligne le texte adopté.

Le Conseil de sécurité de l'ONU « se félicite de la dynamique créée par la conférence internationale sur la Libye organisée à Paris, le 29 mai 2018, par le président Emmanuel Macron, sous l'égide de l'Organisation des Nations unies », indique aussi sa déclaration rédigée par la France.

Une rencontre inédite

La réunion organisée le 29 mai dernier à Paris avait pour la première fois réuni le Premier ministre d'union nationale Fayez al-Sarraj, son rival, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est du pays, le président de la Chambre des représentants, Aguila Salah, basé à Tobrouk (est) et celui du Conseil d'Etat à Tripoli, Khaled al-Mechri.

Les quatre principaux protagonistes du conflit libyen s'étaient alors engagés à organiser des élections le 10 décembre pour sortir leur pays du chaos, sept ans après l'intervention occidentale de 2011 et la chute de Mouammar Kadhafi. Ils s'étaient notamment engagés sur l'évolution des institutions vers une seule Banque centrale et qu'un seul Parlement et un travail d'unification des forces armées dans le pays.

Une date difficile à honorer

Dans la négociation du texte du Conseil de sécurité, des pays se sont cependant opposés à mentionner « explicitement » la date du 10 décembre, selon des sources diplomatiques. Ils veulent une Constitution et une loi électorale claires et approuvées par toutes les parties libyennes avant de fixer une date pour des scrutins, selon les mêmes sources. L'émissaire de l'ONU, Ghassan Salamé, tente depuis longtemps d'obtenir un accord des parties sur une nouvelle Constitution et un calendrier pour son adoption.

A Paris, les quatre responsables libyens s'étaient engagés à trouver une « base constitutionnelle » pour les élections d'ici au 16 septembre 2018, sans décider si cela passerait par un référendum. Cette date n'est pas non plus mentionnée dans la déclaration adoptée mercredi par le Conseil de sécurité.

La question constitutionnelle suscite des approches antagonistes en Libye. Ce processus, qui doit notamment définir les pouvoirs du futur président, pourrait conduire à « retarder les élections », avait admis lors de la conférence de Paris une source proche du dossier.

MAROC

Terrorisme

Maroc : dans les coulisses de la DGST

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 04 juin 2018 à 09h44 — Mis à jour le 04 juin 2018 à 10h21
Par François Soudan



A la pointe de la lutte contre le terrorisme régional, le service de renseignements ouvre pour la première fois les portes de son siège. Visite guidée.

À quelques jours du ramadan, les Marocains n'y ont guère prêté attention, comme s'ils avaient intégré l'idée que vivre sur la ligne de front invisible du combat contre le terrorisme était une sorte de mal du siècle. Les 8 et 14 mai, le Groupe d'intervention rapide (GIR) de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), dont les hommes cagoulés de noir sont le bras opérationnel du Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ), a démantelé leurs 56e et 57e cellules jihadistes depuis 2015, portant à 829 le nombre des arrestations d'activistes pro-Daesh dans le royaume sur la même période.

Les images, les lieux, les profils, les objectifs des apprentis terroristes, tous interpellés avant leur passage à l'acte, sont désespérément répétitifs. Beaucoup sont originaires du nord du Maroc, stockent chez eux des armes blanches ou des pistolets de petit calibre, s'activent sur les réseaux sociaux et visent des cibles identiques : hôtels, night-clubs, festivals, événements sportifs, touristes, chaînes de télévision.

Place au renseignement préventif

Même l'aspect, souvent transfrontalier, de ces opérations (le chef du réseau a été arrêté ce même 8 mai par la police espagnole à Bilbao) ne surprend plus. La routine a un avantage : elle protège d'autant plus efficacement de l'angoisse que les Marocains, dans leur grande majorité, ont confiance en leur police – tout au moins dans les unités qui, en son sein, sont chargées de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Restructurés, recadrés et nettoyés au Kärcher depuis trois ans, les quelque 70 000 agents de la sûreté nationale – la police classique en uniforme, visible quotidiennement dans les rues – n'ont pas encore achevé leur mue. Ripoux et tourmenteurs continuent d'y sévir, même s'ils sont de plus en plus rares et de plus en plus sévèrement sanctionnés. Les 7 000 hommes que compte la DGST n'ont, eux, plus rien à voir avec la sinistre réputation de leur corps jusqu'au début des années 2000. Le temps des rafles massives, des interrogatoires expéditifs et des séances de torture des années de plomb appartient au passé.

Place au renseignement préventif, aux arrestations ciblées, au respect des normes judiciaires, à la pénétration en profondeur des réseaux islamistes et à la déradicalisation. Si le siège ultrasécurisé du BCIJ à Salé, inauguré en mars 2015, est désormais connu des Marocains pour sa politique d'ouverture soigneusement calibrée en direction des médias nationaux et étrangers sous la houlette de son responsable, le très communicatif Abdelhak Khiame, 60 ans, ancien patron de la police judiciaire, il n'en va pas de même de la « maison mère ».

Une institution « normalisée »

Installé au cœur de la forêt de chênes-lièges de Dar es-Salam, non loin du golf du même nom, à la limite de Rabat et de la commune de Témara, cet ensemble de bâtiments partiellement entouré de murs recouverts de barbelés a longtemps été l'un des centres sécuritaires les plus secrets du royaume. À l'époque où Driss Basri régnait sur ce qui s'appelait alors la DST, Témara était le lieu de tous les fantasmes et de tous les cauchemars, centre de détention et d'interrogatoire, « site noir » souvent comparé à Tazmamart et à Kelaat M'Gouna.

À partir de 2005, passé la vague d'arrestations qui a suivi les attentats meurtriers de Casablanca, la DGST s'est « normalisée » sur le modèle des grandes agences occidentales, ouvrant ses portes à des délégations de parlementaires et du Conseil national des droits de l'homme. Objectif : démontrer que les cellules souterraines, les chambres de torture et le bagne clandestin relevaient désormais du mythe. Opération réussie : plus aucune plainte sérieuse n'a été déposée contre ce service depuis plus de dix ans.

Deux hommes sont à l'origine du lifting d'une institution à part en ce qu'elle se situe au cœur d'un paradoxe sécuritaire unique : le Maroc est à la fois l'un des pays qui « produit » le plus de

terroristes et l'un de ceux qui leur résistent le mieux. Le roi Mohammed VI d'abord, qui a saisi très tôt les limites d'une politique uniquement répressive et prôné un islam du juste milieu, et Abdellatif Hammouchi, 52 ans, juriste, pur produit de la maison DGST, au sein de laquelle il a fait toute sa carrière avant d'en assumer la direction à partir de 2005, poste qu'il cumule depuis trois ans avec celui de directeur de la sûreté nationale.

Abdellatif Hammouchi, spécialiste des réseaux jihadistes

Depuis son vaste bureau ultrafonctionnel au deuxième étage du centre des opérations de la DGST, à Témara, ce haut fonctionnaire, qui n'a pas pris de vacances depuis vingt ans, n'accorde jamais d'interviews et s'abstient de toute vie mondaine, coordonne chaque opération antiterroriste avec un soin de moine copiste. Ce spécialiste des réseaux jihadistes a une connaissance intime des différentes strates de l'islamisme radical marocain depuis les années 1980 : Beurs des banlieues européennes, « Afghans », sectateurs de l'État islamique, salafistes dévoyés et loups solitaires n'ont aucun secret pour lui. Il pourrait en parler des heures, cas par cas, ainsi que des effets du renseignement, de la prévention, du maillage sécuritaire étroit et d'une législation antiterroriste particulièrement draconienne sur le climat de vigilance permanente qui règne au Maroc.

Très apprécié de ses homologues américains et européens (« Tu as sauvé la France », lui a confié le Français Patrick Calvar, patron de la Direction générale de la sécurité intérieure, au lendemain des attentats de Paris de novembre 2015, après qu'un renseignement marocain a permis de localiser le terroriste Abdelhamid Abaaoud et ses complices), Hammouchi n'a pas oublié l'offense subie en février 2014, quand des policiers français sont venus frapper à la porte de la résidence de l'ambassadeur du Maroc, à Neuilly, porteurs d'une convocation de justice à son nom.

Ce jour-là, Abdellatif Hammouchi était dans son bureau de Témara et non à Paris, comme on l'a dit. Patrick Calvar, Manuel Valls, alors Premier ministre, et même le président Hollande lui ont par la suite juré qu'ils n'étaient pas au courant de l'initiative de la juge Sabine Kheris. Lui en a tiré une leçon : nul n'est à l'abri d'une dénonciation calomnieuse, surtout quand on dirige un service que les ONG et la justice françaises s'obstinent à observer, trente ans après la parution de *Notre ami le roi*, avec les lunettes obsolètes de Gilles Perrault.

Une autre facette du soft power marocain

À deux pas du QG d'Abdellatif Hammouchi, un institut de formation professionnelle des agents et cadres de la DGST a été inauguré le 24 avril par Mohammed VI. Cinquante-sept commissaires issus de l'Institut royal de police de Kenitra y apprennent les techniques du renseignement pendant douze à dix-huit mois. L'objectif est d'en former 500 par an, tout en accueillant des stagiaires venus d'une douzaine de pays africains – une autre facette du soft power marocain sur le continent.

Les enseignants sont des cadres de la DGST et des professeurs des facultés de Rabat et de Casablanca. L'ambiance est monacale, aseptisée. Les « étudiants », en costumes quasi identiques et rasés de près, bénéficient d'un environnement à la fois technologique et intellectuel rare sous ces latitudes : salles de monitoring, ordinateurs omniprésents, bibliothèque dans laquelle ouvrages religieux, précis juridiques et livres d'espionnage cohabitent avec Sigmund Freud et Edgar Morin.

Un peu à l'écart, sous un hangar qui jouxte l'inévitable parcours du combattant, fraîchement repeint, le GIR, unité d'élite de la DGST, s'entraîne au tir. L'arsenal dont dispose ce groupe de 300 hommes chargé des interventions à haut risque est impressionnant : fusils à lunettes américains pour snipers, pistolets-mitrailleurs allemands, armes de poing autrichiennes, fusils à pompe italiens, caméras thermiques françaises, identificateurs à rayons X...

Un combat de fond idéologique

Ces agents sont susceptibles d'être appelés sur n'importe quel théâtre d'opérations, de Tanger à Dakhla, l'unicité de commandement DGSN-DGST sous le képi du seul Abdellatif Hammouchi

permettant d'éviter toute guerre des polices entre les différents services. Seul le contre-espionnage (Direction générale des études et de la documentation, DGED), que dirige depuis treize ans le très discret Yassine Mansouri, ancien condisciple du roi au Collège royal de Rabat, évolue indépendamment de cette structure.

À Témara comme à Salé, lorsqu'on écoute Abdellatif Hammouchi et celui qui, à la tête du BCIJ, est l'un de ses principaux collaborateurs – le préfet Khiame – décrire leur veille permanente, on comprend : l'éradication du jihadisme radical au Maroc n'est pas pour demain, même s'il demeure un objectif à long terme. On est ici dans la prévention, le renseignement, l'anticipation et le traitement des symptômes, conscient du fait que l'ennemi est une hydre en constante mutation.

En février, l'agresseur d'un touriste britannique à Fès a ainsi déclaré aux policiers qu'il avait agi après avoir vu sur Al Jazeera un reportage sur les Palestiniens de Gaza et sans en référer à aucune filière organisée. Contre cet émiettement des charges explosives du terrorisme, le combat de fond ne peut être qu'idéologique. Et il ne se gagne pas en une décennie.

MOZAMBIQUE

Rébellions

Des islamistes frappent le Mozambique

<https://www.la-croix.com/> Laurent Larcher, le 30/05/2018 à 17h01

Une attaque djihadiste a eu lieu dimanche 27 mai dans le nord du Mozambique. Implanté récemment, ce groupe professe un islam salafiste dans une région connue pour son trafic de drogue.



Patrouille de soldats en mars dans les rues de Mocimboa da Praia (Mozambique), quelques mois après l'attaque islamiste d'octobre 2017. / Adrien Barbier/AFP

Pour la deuxième fois en sept mois, l'extrême nord du Mozambique a été le théâtre d'une attaque meurtrière d'un groupe djihadiste récemment apparu dans la région, Al-Chehbab. « *C'est ainsi que la population le nomme en faisant référence aux islamistes somaliens. Mais son véritable nom est Ansar al-Sunna* », précise Thierry Vircoulon, de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Dimanche 27 mai, à la manière de Boko Haram au Nigeria, Ansar al-Sunna a attaqué le village de Monjane (province du Cabo Delgado), décapitant dix personnes, dont deux adolescents. En octobre, ce même groupe avait pris d'assaut un commissariat et une caserne de Mocimboa da Praia, dans la même province. La police les avait délogés après deux jours de combat.



Au Nigeria, l'attentat de Boko Haram ravive l'enjeu sécuritaire

La Tanzanie, une zone refuge pour les islamistes

À ce jour, on sait peu de chose sur ces nouveaux venus dans la galaxie djihadiste. Le noyau originel est issu d'un quartier de Mocimboa, où un groupe de jeunes se serait radicalisé à la suite de contacts en Tanzanie, en Somalie, au Soudan et en Arabie saoudite.

Ces jeunes ont commencé à se faire connaître en 2014, en professant un islam de type salafiste, en exhortant les musulmans à une plus grande rigueur, en dénonçant l'impiété de la société et encore plus, du régime.

« *La Tanzanie est un foyer et une zone refuge pour les islamistes. La province de Cabo Delgado touche ce pays : les mêmes communautés habitent de part et d'autre de la frontière* », précise Thierry Vircoulon.

Un territoire miné par le trafic de drogue

À la suite de l'attaque du mois d'octobre, la réaction du gouvernement a été brutale : arrestations massives, destruction de la mosquée construite par ces jeunes. Mais comme pour Boko Haram, loin d'éradiquer le mouvement, la violence de la riposte a plus fortifié qu'affaibli ce groupe en lui faisant gagner de nouvelles recrues.

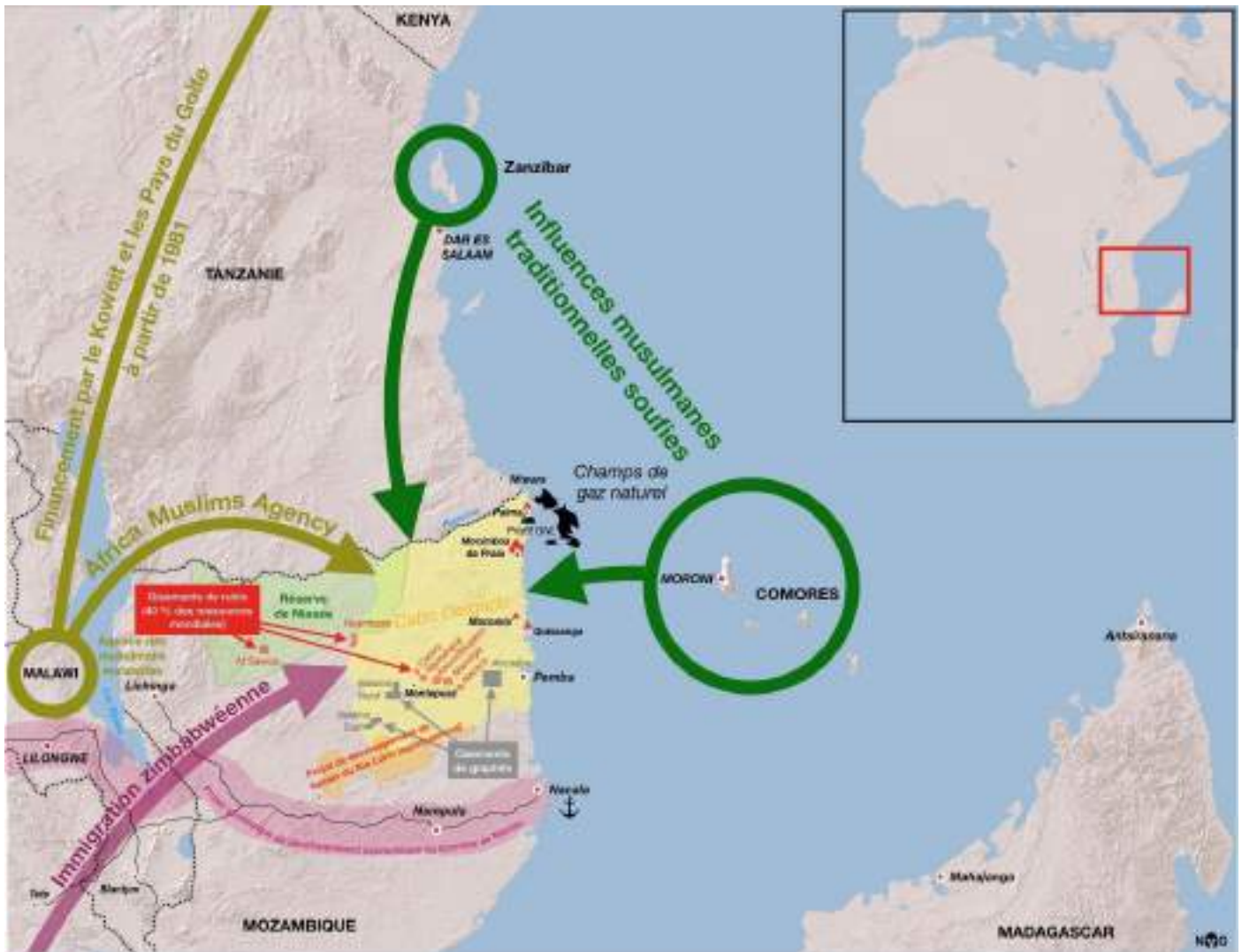
« *Cette province est une zone de relégation. Les populations se sentent abandonnées par le pouvoir central. Et une zone de trafic : de drogue, en particulier l'héroïne qui vient du Pakistan* », souligne Thierry Vircoulon qui voit, dans ce nouveau groupe islamiste, un acteur comparable aux ADF du Nord-Kivu : un groupe qui sème la terreur pour contrôler le territoire et ses trafics.

Ces attaques, une première en Afrique australe, en annoncent-elles d'autres dans la sous-région ? « *L'islam, minoritaire en Afrique australe, n'a pas quitté la côte*, note Thierry Vircoulon. *Si le phénomène djihadiste se diffuse dans cette région, il aura du mal toutefois à pénétrer l'intérieur des terres.* »

Un nouveau « Boko Haram » dans le nord du Mozambique ?

Source LinkedIn Nicolas GRAFF

L'émergence d'un mouvement sectaire fondamentaliste violent dans la région du Cabo Delgado connue pour sa tolérance trouve son origine dans les turbulences sociales provoquées par l'actuel développement économique. En effet, les emplois créés par les importants investissements en cours pour l'exploitation des gisements (gaz, rubis, graphite, ...) profitent essentiellement aux immigrés zimbabwéens et ne reviennent pas à la jeunesse locale qui, privée de ressources, ne peut constituer la dot exigée par la tradition pour se marier. Par ailleurs les grands projets d'extraction et d'agro-business (ProSavana, Companhia de Desenvolvimento do Vale do Rio Lúrio, ...) font que les petits agriculteurs et éleveurs subissent des pressions de plus en plus fortes pour renoncer à leurs terres et à leurs ressources en eau, sans une compensation adéquate de leur expropriation. Construits sur l'humiliation et l'injustice, les ressentiments ainsi exacerbés font un terreau favorable aux messages d'une idéologie extrémiste qui prône l'établissement d'un Etat swahili «plus moral» régi par la charia. Les réactions policières (et les rumeurs associées d'exécutions extrajudiciaires) parachèvent ce processus de radicalisation.



AMÉRIQUES

CANADA

Diplomatie

Le couple Macron-Trudeau plus uni que jamais face à Trump

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 06/06/2018 18:19 CEST | Actualisé il y a 6 heures
Rédaction du HuffPost avec AFP

La "bromance" entre les deux jeunes dirigeants résistera-t-elle à la guerre commerciale déclenchée par le président américain?



POLITIQUE - Au début du quinquennat, leur "bromance" avait inspiré les internautes des deux côtés de l'Atlantique. Depuis, le couple franco-canadien incarné par Emmanuel Macron et Justin Trudeau résiste tant bien que mal à l'usure du pouvoir et aux coups de menton de leur imprévisible allié commun, Donald Trump.

Le président français et le Premier ministre canadien se sont retrouvés justement ce mercredi 6 juin à Ottawa pour resserrer leurs liens, juste avant un sommet du G7 au Québec qui s'annonce fracturé par la guerre commerciale déclenchée par le président américain.

Avant ces retrouvailles délicates qui s'annoncent riches en négociations de couloirs et rencontres bilatérales, les deux jeunes dirigeants, unis par leur jeune âge (40 et 46 ans) autant que par leurs convictions libérales et un sens aigu de la communication, entendent accorder leurs violons pour tenter de faire entendre raison à Washington.

Entente cordiale au bord du lac

Pour ce faire, Paris et Ottawa entendaient mettre en scène leur entente cordiale en préambule du sommet du G7.

"A l'approche du G7, on doit s'assurer comme toujours de se coordonner", a déclaré Justin Trudeau en retrouvant son hôte au Parlement fédéral d'Ottawa pour une séance de travail à deux. Le président français a évoqué pour sa part un "G7 qui intervient à un moment critique". Les deux hommes ont aussi défendu "un multilatéralisme fort".

Dans leur déclaration commune transmise à l'AFP, les deux dirigeants ont souligné leur engagement à "œuvrer ensemble" pour "apporter des réponses" dans "un contexte géopolitique complexe, marqué par des enjeux cruciaux pour l'avenir de la planète et de l'ordre international".

Signe de la proximité entre les deux pays, ils s'engagent notamment dans cette déclaration à tenir un conseil ministériel franco-canadien en matière de défense d'ici fin 2018.



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Le G7 intervient à un moment critique pour notre action collective. Les enjeux internationaux sont considérables, que ce soit sur la sécurité, le commerce, le dérèglement climatique ou la promotion des femmes. Je suis heureux de la vraie convergence entre la France et le Canada.

[01:54 - 7 juin 2018](#) · [Ottawa, Ontario](#)



POOL New / Reuters



Chris Wattie / Reuters

Après cela, les deux dirigeants ont retrouvé leurs épouses Brigitte Macron et Sophie Grégoire Trudeau pour un dîner privé dans un cadre typiquement canadien: un chalet en bois, au bord d'un lac.

Le président français se rendra ensuite à Montréal pour rencontrer le Premier ministre québécois Philippe Couillard, avec qui il devrait notamment parler francophonie, intelligence artificielle et échanges commerciaux et culturels.

Bras de fer avec Trump

Rappelons ici qu'Emmanuel Macron et Justin Trudeau ont pour point commun d'avoir tenté, en vain, d'amadouer Donald Trump pour le convaincre de renoncer à son projet d'augmentation des droits de douane.

Lors de sa très médiatique visite d'Etat à Washington en avril, Emmanuel Macron avait ardemment courtoisé son homologue américain, plaidant auprès de lui la cause du traité nucléaire iranien comme celle des exportations européennes. Justin Trudeau avait lui aussi joué la carte de la cordialité virile avec son grand voisin et assurait en mars que le président américain lui avait promis d'épargner les Canadiens.

Tous deux ont dû se rendre à l'évidence et mettre de côté leur diplomatie conciliante pour un discours beaucoup plus ferme. Alors que des élections se profilent d'ici un an et demi, Justin Trudeau a singulièrement haussé le ton, n'hésitant pas à invoquer la mémoire des anciens combattants canadiens et américains pour qualifier "d'injurieuse" la décision de Donald Trump.

De son côté, Emmanuel Macron s'est refusé à dévoiler l'ambiance de sa conversation téléphonique de jeudi soir avec Donald Trump, mais Washington l'a jugée "très mauvaise" à en croire la presse américaine. L'Elysée avait indiqué que le président français avait indiqué à son homologue que sa décision était "illégale" ainsi qu'une "erreur" qui serait suivie d'une riposte "ferme".

Le chef du gouvernement canadien a été le premier à passer à l'attaque en annonçant des taxes de 16,6 milliards de dollars canadiens (11 milliards d'euros) sur des produits américains. L'Europe devrait suivre d'ici le mois de juillet, a annoncé ce mercredi la Commission européenne. Concrètement, la Commission européenne propose aux Etats membres des taxes additionnelles, généralement à hauteur de 25%, sur une liste de produits fabriqués aux Etats-Unis, qu'elle avait préalablement présentée à l'OMC en prévision de la décision américaine.

Au-delà de leur "bromance", c'est aussi leur crédibilité sur la scène internationale que les deux jeunes dirigeants engagent aujourd'hui.

ÉTATS-UNIS

Défense

34,1% des blessés US d'Irak et d'Afghanistan ne l'ont pas été au combat

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 04.06.2018 Par Philippe Chapleau



Une étude américaine intitulée "A 12-Year Analysis of Nonbattle Injury Among US Service Members Deployed to Iraq and Afghanistan" a été publiée le 30 mai sur le site *JAMA Surgery*.

Elle montre qu'un tiers des quelque 30 000 soldats blessés en Irak et en Afghanistan entre 2003 et 2014 n'ont pas été blessés au combat.

Les blessures non liés au combat représentent précisément 34,1% du total des blessures. A noter que la proportion des décès hors combat était, elle, de 11,5%. Le chiffre global n'est pas surprenant mais le détail des causes des blessures est instructif et pourrait permettre de mieux les prévenir, selon les auteurs.

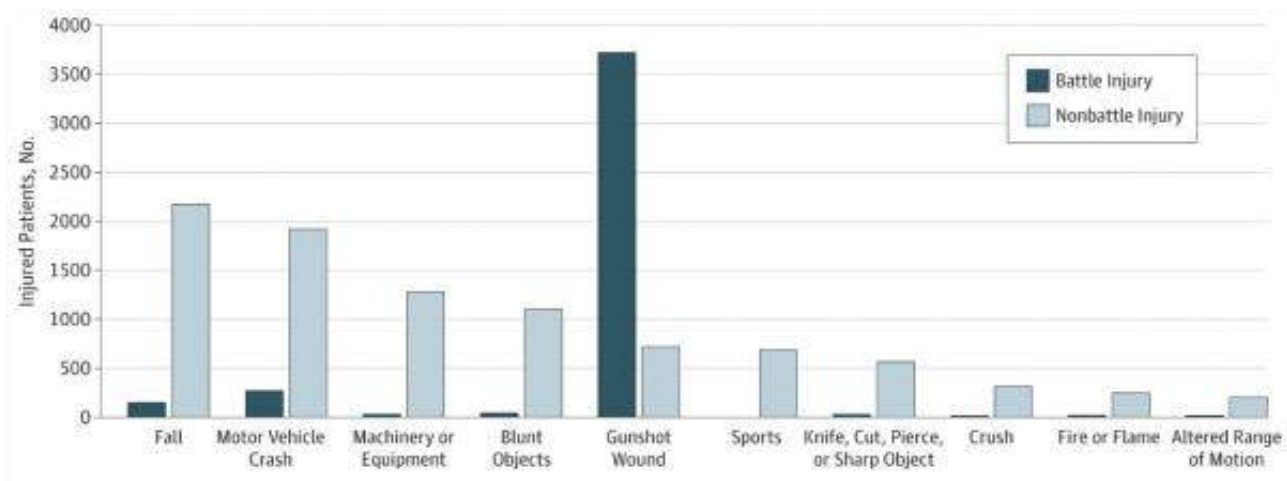
L'étude porte sur 29 958 cas recensés (29 003 hommes et 955 femmes) dont l'âge médian était de 24 ans. 75,3% appartenaient à l'US Army, 15,5% à l'USMC, 5,5% à l'USAF et 3,9% à la Navy.

Par rapport aux effectifs totaux déployés, le taux de blessure était de

- 66,3% dans Air Force (2 soldats blessés sur 3 déployés!)
- 48,3% dans la Navy
- 34,7% dans l'US Army
- 25,7% dans l'US Marine Corps (1 sur 4)

Parmi les causes des blessures non liés au combat figurent :

- les chutes (21,3%),
- les accidents de voiture (18,8%),
- les accidents liés à l'utilisation d'outils et de machines (12,6%),
- les blessures causées par des objets contondants (10,8%)
- les blessures liés à de mauvaises manipulations d'armes (7,1%)
- le sport (6,9%)...



Voici un tableau récapitulatif visible dans l'article (voir le lien plus haut); y sont précisées les parties du corps affectées par les blessures:

Characteristic	All (N = 29 958)	Battle injury (n = 19 755)	Nonbattle injury (n = 10 203)	P Value ^b
Sex				
Male	29 003 (96.8)	19 404 (98.2)	9599 (94.1)	<.001
Female	955 (3.2)	351 (1.8)	604 (5.9)	
Age at injury, median (IQR), y	24 (21-29)	24 (21-28)	25 (21-31)	<.001
Race/ethnicity ^c				
White	11 625/16 512 (70.4)	7645/10 402 (73.5)	3980/6110 (65.1)	<.001
Black	1725/16 512 (10.4)	826/10 402 (7.9)	899/6110 (14.7)	
Hispanic	878/16 512 (5.3)	557/10 402 (5.4)	321/6110 (5.3)	
Other	2284/16 512 (13.8)	1374/10 402 (13.2)	910/6110 (14.9)	
Theater of operation				
OEF	11 204 (37.4)	7954 (40.3)	3250 (31.9)	<.001
OIF	18 334 (61.2)	11 679 (59.1)	6655 (65.2)	
OND	420 (1.4)	122 (0.6)	298 (2.9)	
Branch of service ^d				
US Army	22 154 (74.0)	14 474 (73.3)	7680 (75.3)	<.001
US Air Force	810 (2.7)	273 (1.4)	537 (5.3)	
US Marine Corps	6169 (20.6)	4585 (23.2)	1584 (15.5)	
US Navy	815 (2.7)	421 (2.1)	394 (3.9)	
Primary mechanism of injury				
Explosion	15 414 (51.5)	15 178 (76.8)	236 (2.3)	<.001
Gunshot wounds	4447 (14.8)	3719 (18.8)	728 (7.1)	
Motor vehicle crash	2196 (7.3)	275 (1.4)	1921 (18.8)	
Helicopter or plane crash	267 (0.9)	98 (0.5)	169 (1.7)	
Other or unknown	7634 (25.5)	485 (2.5)	7149 (70.1)	
Primary type of injury				
Penetrating	11 958 (39.9)	10 010 (50.7)	1948 (19.1)	<.001
Blunt	16 266 (54.3)	9186 (46.5)	7080 (69.4)	
Burn	994 (3.3)	479 (2.4)	515 (5.0)	
Other or unknown	740 (2.5)	80 (0.4)	660 (6.5)	
Dominant body region ^e				
Head and neck	10 965 (36.6)	8412 (42.6)	2553 (25.0)	<.001
Face	5836 (19.5)	4727 (23.9)	1109 (10.9)	<.001
Thorax	3694 (12.3)	2838 (14.4)	865 (8.5)	<.001
Abdomen	4427 (14.8)	3607 (18.3)	820 (8.0)	<.001
Extremities	14 798 (49.4)	9271 (46.9)	5527 (54.2)	<.001
External	20 397 (68.1)	15 531 (78.6)	4866 (47.7)	<.001
Injury Severity score, median (IQR)				
Civilian (ISS)	5 (2-10)	6 (2-14)	4 (1-5)	<.001
Military (mISS)	5 (2-13)	6 (2-18)	4 (1-5)	<.001
Mortality	1788 (6.0)	1582 (8.0)	206 (2.0)	<.001

Abbreviations: IQR, interquartile range; ISS, injury severity score; mISS, military injury severity score; OEF, Operation Enduring Freedom; OIF, Operation Iraqi Freedom; OND, Operation New Dawn.

^a Data are presented as number (percentage) of patients unless otherwise indicated.

^b P values were calculated with the use of a χ^2 , t test, or Wilcoxon Mann-Whitney test as appropriate.

^c A total of 13 446 patients (44.9%) had no race/ethnicity data available.

^d Missing data (n = 10).

^e A total of 1 to 6 injured body regions per patient. For battle injuries and nonbattle injuries, dominant body region categories were tested as mutually exclusive categorical variables.

Plastron au profit de l'USAF: 280 millions de \$ pour Draken

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 04.06.2018 Par Philippe Chapleau



Draken s'implante encore plus à Nellis AFB (Air Force Base): l'USAF vient de lui attribuer un contrat de services ADAIR (adversary air aggressor services) d'une valeur de 280 millions de \$ (56 millions par an sur 5 ans). Fin du marché: décembre 2023 (photos Draken et USAF).

Ce marché a été attribué à l'issue d'un appel d'offres du 3 mars dernier (Solicitation FA486118RC003 for Nellis Adversary Air (ADAIR) II services) mais la pré-solicitation date du 30 octobre 2017.

Le nombre d'avions "Contractor-Owned Contractor-Operated (COCO)" n'est pas spécifié mais il tourne autour d'une douzaine d'appareils capables de voler 5 600 heures par an au total.



Voici l'avis d'attribution publié vendredi soir :

Draken International, Lakeland, Florida, has been awarded a \$280,000,000 indefinite-quantity contract for adversary air aggressor services. ADAIR services provides tactical fighter jet aircraft flight operations flown by contractor-owned, contractor-operated aircraft simulating non-western aggressor air for the 57th Adversary Tactics Group. The contractor will furnish, operate, equip, support and maintain tactically-relevant aircraft for air-to-air tracking, targeting, and ADAIR operations. Aggressor sorties are generated by COCO flight operations, to provide combat air training services that include tactical profiles, to include beyond-visual-range engagements, operational test support, dissimilar air combat maneuvers, offensive and defensive within-visual-range maneuvers, multi-ship tactics, merges, and flight. ADAIR sorties will integrate as part of the Air Force aggressor force in support of ADAIR requirements. Work will be performed at Nellis Air Force Base, Nevada, and is expected to be complete by December 2023. This award is the result of a competitive acquisition, and two offers were received. Fiscal 2018 operations and maintenance funds in the amount of \$10,000,000 are being obligated at the time of award. The 99th Contracting Squadron, Nellis Air Force Base, Nevada, is the contracting activity (FA4861-18-D-C002).

Plus de 60 Black Hornet pour l'US Army

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 4 juin

2018 | Par Justine BOQUET **APPS&DRONES** Apps & Drones



Plus de soixante Black Hornet devraient équiper les soldats de l'US Army. © US Army

L'armée américaine a annoncé vouloir acquérir 61 drones Black Hornet III pour ses forces.

Le 29 mai, l'US Army a annoncé son souhait de doter ses unités de drones Black Hornet III. 61 aéronefs devraient être prochainement acquis, avec l'ambition d'en avoir 57 en service d'ici le troisième trimestre 2019.

Ces drones permettront de doter les soldats américains d'outils de reconnaissance. Le Black Hornet III n'a « pas été conçu pour des missions de surveillance de long-terme. Il a été imaginé pour permettre aux soldats d'avoir rapidement une vision de ce qui se trouve devant eux, derrière une colline ou de l'autre côté d'un immeuble ou d'un mur », explique l'US Army. Pour cela, le drone peut prendre des photos et des vidéos et les transmettre en temps réel. Il est également doté d'une caméra infrarouge, lui permettant de mener ses missions de jour comme de nuit.

Le Black Hornet, doté d'une autonomie de 25 minutes et capable de parcourir jusqu'à 2 km, se caractérise également par sa légèreté. Pesant un peu plus de 50 grammes, il peut facilement être emporté et déployé par les forces armées. Sa taille est également un atout sur les théâtres d'intervention car elle lui permet d'être extrêmement discret. Enfin, la sécurité du système rend le Black Hornet parfaitement compatible avec les opérations militaires. « La commande sans fil et les

données envoyées entre le soldat et le Black Hornet III sont encryptées, afin d'assurer que le système ne puisse pas être piraté », précise l'US Army.

La marine américaine opte pour le Naval Strike Missile norvégien pour ses frégates légères polyvalentes

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales, Industrie par Laurent Lagneau Le 05-06-2018



Le groupe norvégien Kongsberg a indiqué, le 4 juin, que son missile anti-navire longue portée « Naval Strike Missile » avait été retenu par la marine américaine dans le cadre d'un programme visant à doter ses frégates légères polyvalentes de type LCS [Littoral Combat Ship] d'une telle capacité.

Ce marché était également disputé par Boeing, qui présentait le missile Harpoon Block II Plus (à portée étendue), et Lockheed-Martin, qui espérait placer une version navale de son LRASM [Long Range Anti-Ship Missile]. Seulement, l'un et l'autre décidèrent d'abandonner la compétition en mai 2017.

Cela étant, Kongsberg s'est associé à un autre groupe américain, en l'occurrence Raytheon, pour soumettre son offre. Le contrat initial qui lui a été attribué a une valeur de seulement 14,86 millions de dollars. Mais il ne s'agit que d'une mise en bouche puisqu'il comporte des options qui, si elles sont levées, porteraient sa valeur à près de 850 millions d'euros.

Avec une portée de 100 nautiques, le NSM est en mesure de frapper des cibles terrestres et maritimes « fortement défendues », grâce « à une technologie avancée d'identification des cibles », explique le groupe norvégien.

« Raytheon et Kongsberg vont fournir à la marine [américaine] une solution éprouvée, prête à l'emploi, qui dépasse les exigences de la mission « au-delà de l'horizon », a commenté Taylor W. Lawrence, le président de Raytheon Missile Systems. « Le NSM fait économiser aux États-Unis des milliards de dollars en coûts de développement et crée de nouveaux emplois dans le secteur de la haute technologie dans ce pays », a-t-il encore fait valoir.

A priori, c'est surtout Raytheon qui va tirer profit de ce contrat puisque les missiles et les lanceurs seront en grande partie fabriqués dans son usine de Louisville [Kentucky]. Et une douzaine de sous-traitants américains seront impliqués. Cependant, ce marché obtenu auprès de l'US Navy pourrait en annoncer d'autres pour Kongsberg étant donné que, selon les analystes, le marché des missiles mer-mer devrait augmenter dans les années à venir.

MQ-4C Triton : début des missions opérationnelles

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Drones 6 juin 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



La carrière opérationnelle du MQ-4C Triton débute sur la base navale de Base Ventura © Northrop Grumman

Le drone de surveillance maritime MQ-4C Triton est désormais apte aux opérations sur la base de l'US Navy de Point Mugu. Le système sera déployé à Guam au cours de l'année 2018.

Le **Triton** a été officiellement admis au service au sein de l'US Navy le 31 mai à l'occasion d'une cérémonie organisée sur la base aéronavale de Ventura County à Point Mugu en Californie.

Le **MQ-4C Triton** est un drone HALE (Haute Altitude Longue Endurance) de Northrop Grumman dérivé du Global Hawk. Il peut voler pendant 24 heures et atteindre l'altitude de 55 000 pieds. Il est équipé d'un radar de surveillance maritime, d'un capteur AIS, d'un système ESM et d'une tourelle électro optique.

L'escadron VUP-19 (Unmanned Patrol Squadron) opère l'appareil. L'US Navy a fait rénover un hangar spécifiquement pour accueillir le Triton sur la base de Ventura County. Celui-ci pourra accueillir quatre appareils à terme. Deux sont actuellement présents.

Si les opérations aériennes du Triton au profit de l'US Navy vont débuter, l'appareil n'a pas encore été déclaré opérationnel. La capacité opérationnelle initiale n'est attendue que pour 2021. Dans le cadre de la montée en puissance du système, deux véhicules seront déployés à Guam dans le Pacifique d'ici la fin de l'année 2018.

Diplomatie

Chine. Deux diplomates américains atteints d'un mal mystérieux évacués

Accueil Monde Chine <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Publié le 07/06/2018 à 08h31



Deux diplomates ont été évacués. (Photo illustration) | LARRY DOWNING / REUTERS

Au moins deux personnes qui travaillaient au consulat des États-Unis en Chine ont été rapatriées à cause de maux inexpliqués, révèle la presse américaine.

Le département d'État américain a évacué un groupe de diplomates travaillant au consulat américain en Chine qui souffraient de symptômes médicaux inhabituels ressemblant à un traumatisme cérébral, a annoncé sa porte-parole mercredi.

Une équipe médicale a été envoyée au consulat américain de Canton, dans le sud du pays, afin de faire passer des examens médicaux à des employés et à leurs proches, a précisé Heather Nauert.

Vertiges et fatigue

Le *New York Times* a rapporté un peu plus tôt mercredi qu'au moins deux ressortissants travaillant au consulat américain de Chine avaient été évacués parce qu'ils ressentaient des maux inhabituels après avoir entendu des bruits anormaux.

En octobre dernier, les États-Unis avaient rappelé 22 diplomates touchés à Cuba par ce mal mystérieux, causant des pertes d'audition, des vertiges et des fatigues chroniques.

Le secrétaire d'État, Mike Pompeo, a annoncé mardi dans un communiqué la mise en place par le département d'État le mois dernier d'un groupe de travail destiné à « **mener une réponse inter-agences à ces incidents médicaux inexpliqués** ».

Trump reçoit le Premier ministre japonais, cinq jours avant son sommet avec Kim Jong-un

Accueil Monde États-Unis Donald Trump <https://www.ouest-france.fr/> Publié le 07/06/2018 à 07h49



Donald Trump reçoit ce jeudi le premier ministre japonais. | SAUL LOEB / AFP

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe espère un rapprochement avec le locataire de la Maison Blanche à quelques jours du sommet historique entre Donald Trump et Kim Jong-un.

Moins d'une semaine avant son tête-à-tête avec le leader nord-coréen Kim Jong-un, Donald Trump reçoit jeudi le Premier ministre japonais Shinzo Abe, qui tente de faire entendre sa voix dans les intenses tractations diplomatiques en cours autour de la péninsule coréenne.

Les deux hommes, qui participeront à partir de vendredi au Canada à un G7 sous haute tension en raison des droits de douane imposés par Washington à ses alliés, s'exprimeront lors d'une conférence de presse commune à la Maison Blanche en début d'après-midi.

Le Japon attend beaucoup de la rencontre entre Trump et Kim Jong-un

Depuis l'annonce d'une possible rencontre Trump-Kim, le Japon ne cesse de souligner l'impérieuse nécessité de ne pas baisser la garde face au régime de Pyongyang, qui fait peser une menace concrète sur l'archipel avec ses missiles de courte et moyenne portée.

Au moment de quitter Tokyo, M. Abe a souligné que sa halte à Washington avait pour objectif de coordonner « **étroitement** » son approche avec celle du locataire de la Maison Blanche.

Et il a clairement posé les conditions pour que le sommet de Singapour du 12 juin « **soit un succès** » : des progrès tangibles sur la question du nucléaire et des missiles mais aussi sur celle des ressortissants japonais enlevés par la Corée du Nord dans les années 1970 et 1980.

Lors de leur dernière rencontre en date en Floride il y a moins de deux mois, M. Trump avait promis au dirigeant nippon d'aborder, dans les négociations avec Pyongyang, cette question politiquement très sensible sur l'archipel.

Mais le sujet n'est pas --loin s'en faut-- une priorité pour le magnat de l'immobilier, dont la stratégie reste entourée d'un certain flou mais qui ne cache pas son enthousiasme à l'idée d'être le premier président américain en exercice à engager un dialogue direct avec un héritier de la dynastie des Kim.

La multiplication des rencontres sur l'épineux dossier nord-coréen a un goût amer pour Shinzo Abe, jusqu'ici tenu à l'écart : Donald Trump prépare son sommet et le président chinois Xi Jinping et son homologue sud-coréen Moon Jae-in ont chacun rencontré à deux reprises Kim Jong Un.

Le Japon « isolé » après Singapour ?

Pour Richard Armitage, ancien haut diplomate sous l'administration George W. Bush, il existe un réel risque que le Japon « **se retrouve isolé** » à l'issue du sommet de Singapour.

« **Il faut absolument éviter de dissocier la sécurité du Japon et celle des États-Unis** », met-il en garde. « **C'est, depuis longtemps, l'objectif de la Chine et de la Corée du Nord et nous ne pouvons nous permettre de tomber dans ce terrible piège** ».

MM. Trump et Abe ont longtemps affiché une forme de complicité, qui a cependant montré ses limites lors de leur dernier tête-à-tête. Ils devraient lors de leur rencontre aborder la question

désormais ultra-sensible des droits de douane mis en place par Washington au nom de la défense des travailleurs américains.

« **J'insisterai sur le fait que toute mesure visant à restreindre le commerce mondial ne sert les intérêts d'aucun pays** », a mis en garde le Premier ministre japonais avant son départ.

La Japon, qui pensait pouvoir convaincre son proche allié américain d'être exempté des nouvelles taxes douanières instaurées sur l'acier et l'aluminium, n'a pas caché sa déception et son amertume après l'échec des discussions.

Le gouvernement nippon a mis en garde contre le « **grave impact** » de cette mesure, non seulement sur la coopération économique entre Tokyo et Washington mais aussi sur le système de commerce multilatéral mondial.

Economie

Voici les pays qui exportent le plus d'acier vers les Etats-Unis et qui subissent désormais une taxe de 25%

<http://www.businessinsider.fr/> Thomas Chenel 1 Juin 2018, 15:17 Économie



REUTERS/Yves Herman

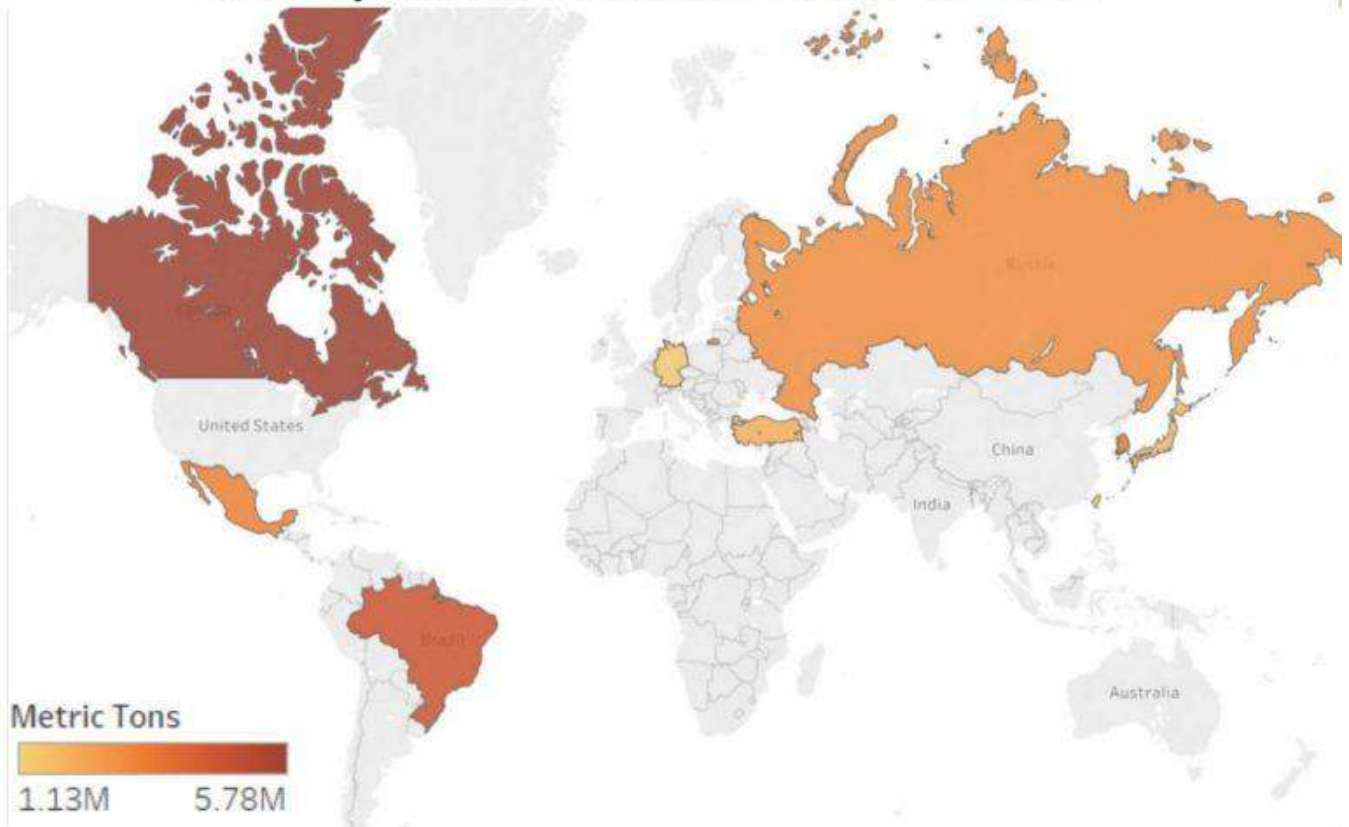
Depuis le 1^{er} juin, l'Union européenne, le Canada et le Mexique sont soumis comme les autres pays à la taxe à 25% sur les importations d'acier aux Etats-Unis. Avec 34,6 millions de tonnes importés en 2017, pour un montant de 29 milliards de dollars, le pays est le premier importateur d'acier au monde.

Depuis 2009, ses importations ont décollé de 134%. Elles proviennent de 85 pays et territoires au total. Mais neuf Etats représentent à eux seuls 75% de l'acier importé sur le sol américain. Quelles sont donc les nations qui vont être le plus pénalisées par la taxe instaurée par l'Amérique de Trump?

Réponse en carte, chiffres et graphiques.

Parmi les principaux pays d'origine de l'acier importé, figurent notamment le Canada, le Brésil et la Corée du Sud, ainsi que le Mexique, la Russie et la Turquie.

U.S. Imports of Steel Mill Products - 2017

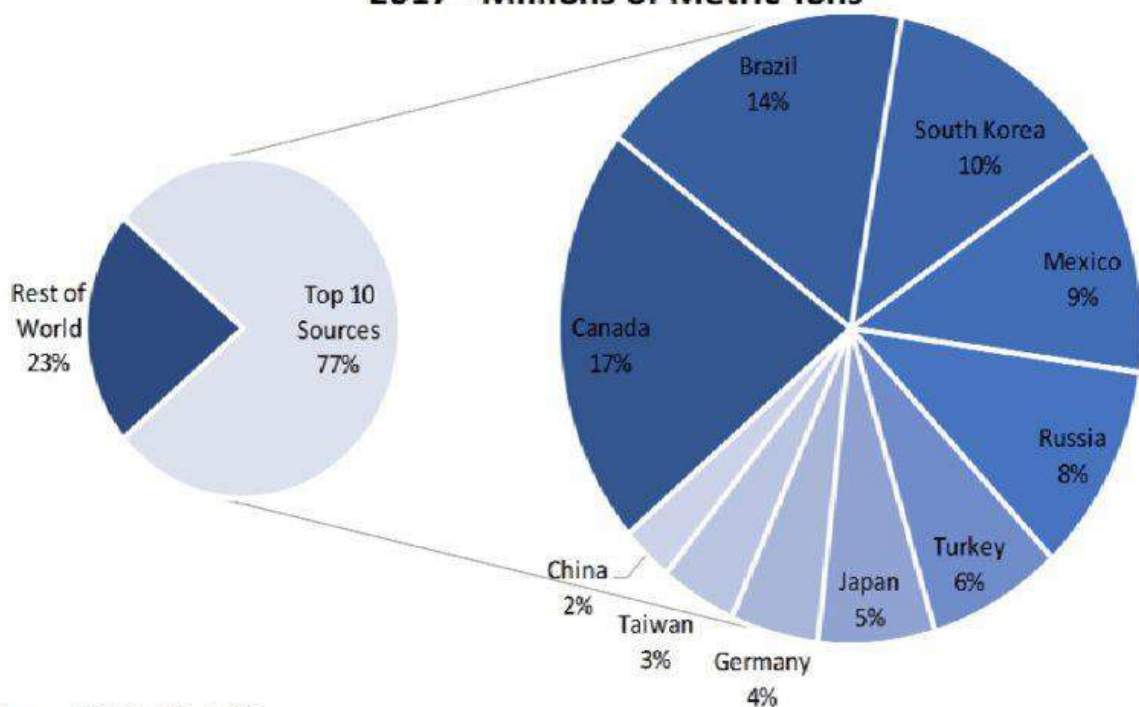


Data Source: Global Trade Atlas; Copyright © IHS Global Inc. 2017. All rights reserved.

En tonnes, les pays de l'Union européenne exportent peu d'acier vers les Etats-Unis comparé à d'autres nations. L'Allemagne, premier Etat de l'UE, représente 4% des importations américaines.

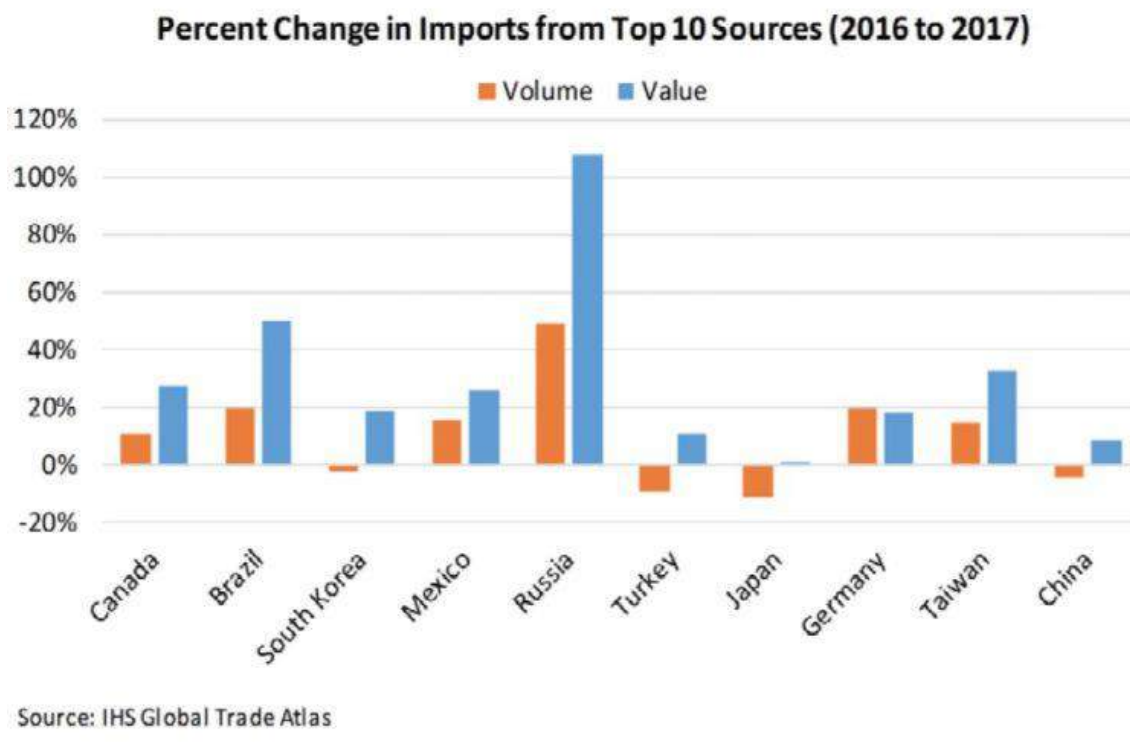
U.S. Steel Imports - Top 10 Sources

2017 - Millions of Metric Tons



Source: IHS Global Trade Atlas

Les exportations d'acier vers les Etats-Unis des principaux fournisseurs du pays se sont globalement accrues entre 2016 et 2017, notamment pour la Russie et le Brésil.



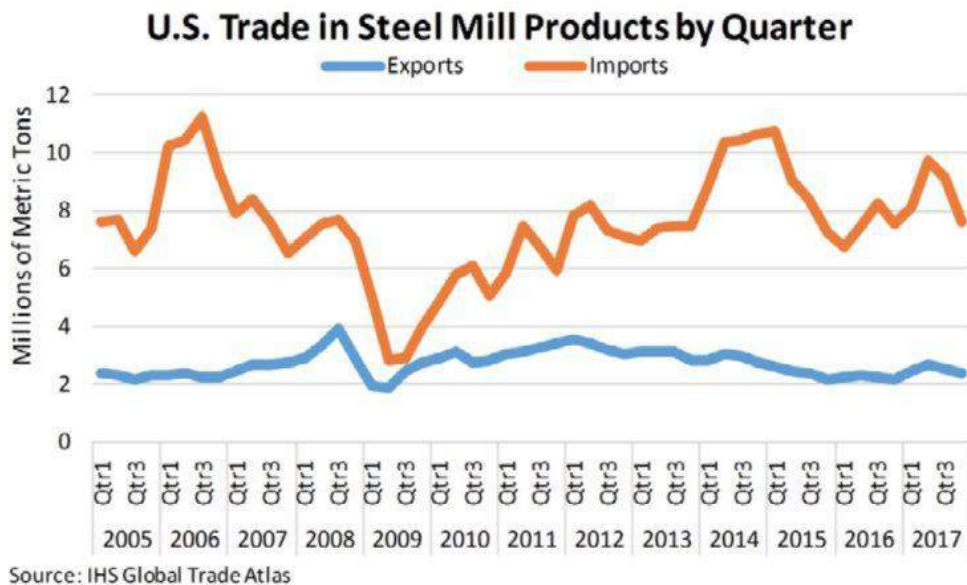
Mais pour la Russie, comme pour la Chine, les Etats-Unis sont loin d'être le premier pays destinataire de leurs exportations d'acier. Pour le Canada, et le Mexique dans une moindre mesure, ils représentent en revanche l'essentiel des exportations.

U.S. Steel Export Market Share				
Top 10 Import Sources	Share of Exports to U.S - 2016	U.S.'s Rank In 2016	Share of Exports to U.S. - 2017	U.S. Rank In 2017
Canada	87.7%	1	89.9%	1
Brazil	34.0%	1	32.8%	1
South Korea	12.1%	2	11.2%	3
Mexico	72.9%	1	65.0%	1
Russia	2.3%	11	N/A	0
Turkey	15.0%	1	10.7%	1
Japan	4.9%	7	4.7%	8
Germany	4.0%	9	N/A	0
Taiwan	9.2%	3	9.6%	3
China	0.8%	25	1.1%	26

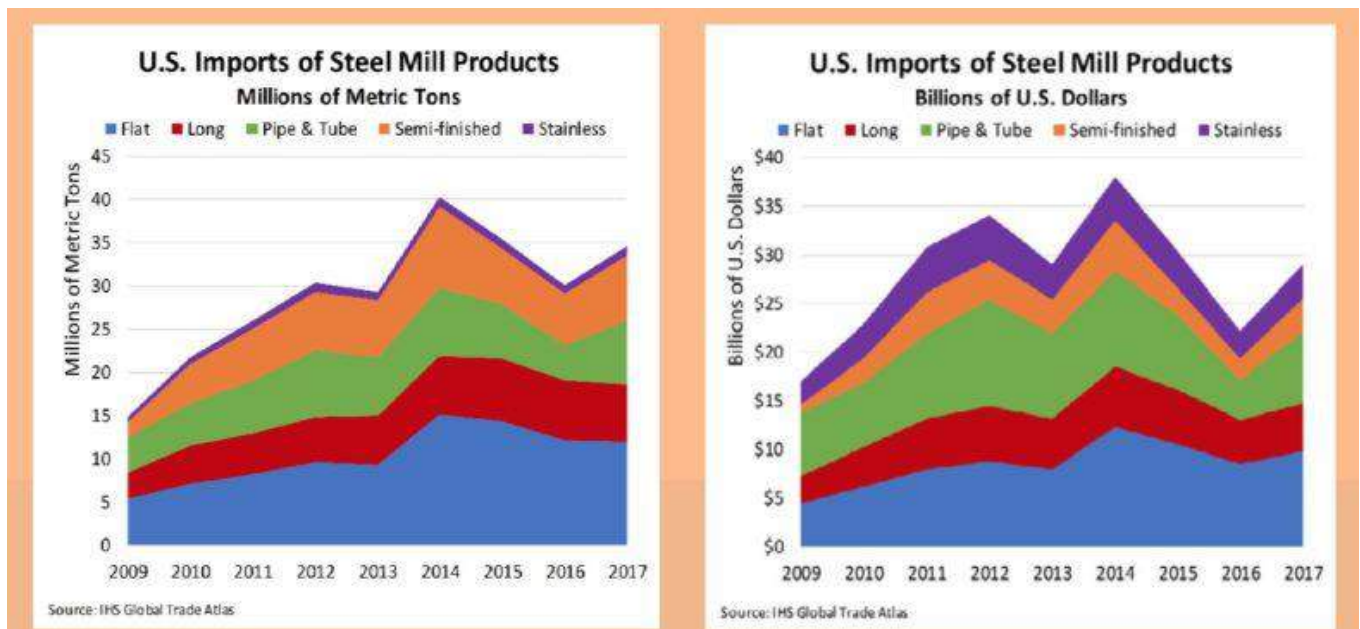
Source: IHS Global Trade Atlas, based on import data per reporting country

2017 Data not available for Russia and Germany

Les Etats-Unis importent plus d'acier qu'ils n'en exportent. Leur déficit commercial a augmenté de 327% depuis 2009, pour atteindre 24,6 millions de tonnes en 2017.



L'acier inoxydable est le plus importé, devant les produits semi-finis, les tubes et les tuyaux. Viennent ensuite l'acier long et l'acier plat.



La suprématie du billet vert n'est pas éternelle

<https://www.challenges.fr/> Challenges Monde États-Unis Par The Economist le 03.06.2018 à 06h00 Abonnés

A force de brandir à tort et à travers la menace de sanctions, la Maison-Blanche peut déstabiliser la finance mondiale et, in fine, détrôner la devise américaine.



A force de brandir à tort et à travers la menace de sanctions, la Maison-Blanche peut déstabiliser la finance mondiale et, in fine, détrôner la devise américaine. AFP

Nerf du commerce international, le dollar est utilisé comme une arme par Washington. Parfois de façon justifiée. Mais la brandir à tort et à travers est une erreur. La puissance financière des Etats-Unis est si grande qu'elle a du mal à calibrer l'application de ses politiques. Alors qu'il n'est quasiment pas présent sur le marché américain, un gros producteur russe d'aluminium, Rusal, s'est ainsi retrouvé au bord de la faillite après le renforcement des sanctions contre Moscou en avril. La Maison-Blanche a dû faire machine arrière et lui accorder un sursis pour se mettre en règle.

Son incohérence n'arrange pas les choses. En avril, le département américain du Commerce interdisait aux entreprises américaines de commercer avec le géant des télécoms chinois ZTE, accusé de violer le régime de sanctions imposé à l'Iran et à la Corée du Nord. Du coup, son action a très vite dévié. Aussitôt, Donald Trump, dont le groupe est lié à des entreprises d'Etat chinoises par le biais d'un énorme projet touristique aux environs de Jakarta, a volé à la rescousse de ZTE. Des messages aussi contradictoires ne peuvent que saper l'efficacité des sanctions. Les risques à long terme pour l'Amérique elle-même sont tout aussi sérieux.

Aujourd'hui, l'alternative crédible au dollar n'existe pas. La zone euro reste fragile et la Chine ne dispose pas d'un système bancaire stable ni d'une balance ouverte des mouvements de capitaux. Du coup, seuls les Etats-Unis peuvent assurer la circulation des flux financiers et commerciaux. Mais le règne du billet vert ne sera pas éternel. Plus la part des Etats-Unis dans la production mondiale diminuera, plus il deviendra nécessaire de recourir à un panier de monnaies de réserve. Savoir si cette transition s'effectuera de manière ordonnée ou non dépendra en partie de la façon dont la politique de la Maison-Blanche sera perçue, par ses alliés comme par ses adversaires. Les pays européens souhaiteraient par exemple continuer à honorer le traité nucléaire avec l'Iran, dont Donald Trump s'est unilatéralement retiré début mai 2018. Mais face à la menace d'être interdites d'accès aux marchés et aux banques américaines, les entreprises du Vieux Continent n'auront probablement pas d'autre choix que d'emboîter le pas à Washington. La Maison-Blanche estimera sans doute qu'elle a remporté là une victoire.

Ce succès risque pourtant d'être coûteux à long terme. La domination du dollar s'explique par la confiance du monde envers les institutions américaines et par le fait que les alliés des Etats-Unis considèrent que leurs intérêts convergent avec ceux de l'Amérique. Si les alliances deviennent purement transactionnelles, il faut s'attendre à ce que certains pays cherchent de plus en plus à s'affranchir du dollar, ce qui aura des conséquences sur le plan militaire et dans le domaine du renseignement. Car il y a une autre réponse à la question de savoir ce qui confère sa puissance à l'Amérique : c'est son engagement en faveur d'un système fondé sur des règles.

Immigration

Etats-Unis: séparer les enfants de leurs parents migrants, la mesure choc de Trump

<https://www.bfmtv.com/> BFMTV International Amérique du Nord 02/06/2018 à 11h27



Donald Trump en février 2016 - Jim Watson - AFP

Cette loi était déjà en vigueur sous l'administration Obama mais rarement appliquée.

Donald Trump a décidé de séparer les enfants de leurs parents arrêtés après avoir passé clandestinement la frontière avec le Mexique au nom de la "tolérance zéro" face à l'immigration illégale. Une perspective qui provoque le malaise aux Etats-Unis, où certaines voix s'élèvent pour dénoncer une mesure cruelle, inutile et inefficace.

Des dizaines de manifestations étaient ainsi organisées à travers le pays vendredi. La politique migratoire du gouvernement Trump "est un crime et elle est immorale", a lancé notamment Gustavo Torres, responsable d'une organisation d'aide aux immigrés latinos dans l'Etat du Maryland, CASA, lors d'un rassemblement devant le ministère de la Justice à Washington.

Plus de 9.500 familles arrêtées

Le nombre de traversées illégales a augmenté depuis quelques mois à la frontière mexicaine alors que le Donald Trump a fait de la lutte contre les clandestins une priorité. En avril, près de 51.000 personnes dont plus de 9.500 familles, ont été arrêtées sur le sol américain, selon la police aux frontières.

Pour stopper le flot, le ministre de la Justice Jeff Sessions a annoncé le 7 mai une nouvelle "tolérance zéro" pour les clandestins arrêtés qui seront systématiquement inculpés pour entrée illégale avant même de pouvoir déposer une demande d'asile.

"Si vous faites passer (illégalement, ndlr) un enfant, nous vous poursuivrons. Et cet enfant sera séparé de vous, comme requis par la loi", avait notamment déclaré le ministre.

Les ressortissants d'Amérique centrale visés

La mesure vise notamment les ressortissants des pays d'Amérique centrale qui déposent des demandes d'asile en raison d'une "peur crédible" pour leur vie. La plupart des candidats viennent du Guatemala, du Salvador et du Honduras, trois pays gangrenés par la violence des groupes criminels. Les enfants sont placés en famille d'accueil ou chez des proches pendant que leurs parents déposent une demande d'asile. Selon les chiffres officiels, plus de 90% d'entre elles sont approuvées après un examen qui peut durer plusieurs mois.

Pour sa défense, Donald Trump a rendu la précédente administration démocrate de Barack Obama responsable de ces mesures de détention, ainsi que l'opposition démocrate au Congrès, pourtant dominé par les républicains.

"Mettez la pression sur les démocrates pour mettre fin à la loi horrible séparant les enfants de leurs parents quand ils ont passé la frontière", a-t-il tweeté la semaine dernière.



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

Put pressure on the Democrats to end the horrible law that separates children from there parents once they cross the Border into the U.S. Catch and Release, Lottery and Chain must also go with it and we MUST continue building the WALL! DEMOCRATS ARE PROTECTING MS-13 THUGS.

[17:59 - 26 mai 2018](#)

"Coup de bluff"

Il a lié la fin de cette mesure au financement d'un mur à la frontière mexicaine pour stopper les clandestins. La loi était en effet déjà en vigueur sous l'administration Obama, mais rarement appliquée. Selon l'éditorialiste du *Washington Post* Greg Sargent, "le changement n'est pas qu'une nouvelle règle a provoqué la séparation des familles (mais que) l'administration inculpe délibérément plus de familles en sachant parfaitement que plus d'enfants seront séparés de leurs parents".

La puissante organisation de défense des droits civiques ACLU a quant à elle dénoncé jeudi l'utilisation des familles "comme monnaie d'échange contre un mur à la frontière et d'autres mesures répressives".

Dans le *Washington Post*, trois anciens responsables de la police aux frontières ont fustigé vendredi "une menace qui est, en fait, un coup de bluff (et qui) va faire du tort à la sécurité aux frontières", citant le manque de financement, de juges et de lieux de détention adéquats.

Opérations

Le Pentagone reconnaît avoir tué 499 civils lors de ses opérations militaires en 2017

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 06.06.2018 Par Philippe Chapleau

Le 22 mai, le DoD (*Department of Defense*) a diffusé un rapport intitulé "*Annual Report on Civilian Casualties in Connection With United States Military Operations*".

Il s'agit d'une première, en vertu de la Section 1057 du *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2018* qui oblige le Secrétaire d'Etat à la Défense à communiquer au Congrès les données sur les pertes civiles provoquées par les interventions militaires létales des forces US dans le monde.

Selon le rapport "*Department of Defense Report on Civilian Casualties in Connection With United States Military Operations in 2017*", dans le cadre des opérations en Irak et en Syrie (ops *Inherent Resolve*), en Afghanistan, au Yémen, en Somalie et en Libye, 499 civils non combattants ont trouvé la mort du fait des actions militaires US.

169 autres civils ont été blessés.

Ces chiffres sont ceux qui ont été établis, selon le DoD, après enquêtes.

Toutefois, le document précise que "plus de 450 rapports portant sur des pertes civiles en 2017 sont encore en cours d'instruction" mais qu'en vertu du Defense Act, il fallait donner les chiffres disponibles avant le 1er mai 2018.

Ce rapport peut être consulté [ici](https://fas.org/man/eprint/civcas2018.pdf). <https://fas.org/man/eprint/civcas2018.pdf>

Politique

Le monde selon Super Trump

Actualité [Monde](https://www.lexpress.fr/) <https://www.lexpress.fr/> Par Vincent Hugué, publié le 03/06/2018 à 07:00 , mis à jour à 13:54



Donald Trump et Vladimir Poutine, juste avant la "photo de famille" du forum de l'Asie-Pacifique, le 10 novembre 2017. M. KLIMENTYEV/SPUTNIK/KREMLIN VIA REUTERS

En version diplomatique, l'obsession de l'"America First" conduit à de périlleux non-sens.

Sur l'échiquier mondial, il y a bien une "méthode Trump". La seule que connaît et maîtrise -plus ou moins- l'ancien flibustier de l'immobilier. Celle du bulldozer ou, pour s'en tenir au bestiaire cher aux Républicains, de l'éléphant. Foncer, tout écraser sur son passage - à commencer par [les accords et traités "horribles"](#) hérités du passé -, puis renégocier pied à pied, imprécations et ultimatums à l'appui. Et ce, guidé par la double obsession martelée au fil de la campagne électorale: restaurer la crédibilité et la primauté des Etats-Unis ; revigorer son économie, quitte à abuser de la martingale protectionniste.

Un exemple éclatant : [les taxes sur les importations d'acier \(25%\) et d'aluminium \(10%\)](#) infligées depuis le 1^{er} juin à l'Union européenne, au Canada et au Mexique. Dans l'esprit du tombeur de Hillary Clinton, coraqué par le superfaucou [John Bolton](#), prophète du "*regime change*", il suffit de cogner fort et de tenir bon pour faire céder le pouvoir iranien, amener à résipiscence le Nord-Coréen Kim Jong-un, le Chinois Xi Jinping, le Russe Vladimir Poutine ou le Palestinien Mahmoud Abbas. Pas si simple, bien sûr. Revue de détail.

Mexique-Canada : très chers voisins

Donald Trump a juré de mettre un terme à ce qu'il assimile à une infamie : le déficit commercial colossal que creusent les échanges avec Mexico et Ottawa. Et il tient parole. Pour preuve, la dénonciation de l'[Alena](#), le "catastrophique" traité de libre-échange nord-américain. Rupture un rien hâtive: son administration s'est aperçue sur le tard que la mise au pilori du pacte risque de s'avérer préjudiciable aux intérêts de l'agriculture américaine, précieux vivier électoral. De même, la riposte des voisins du Nord et du Sud à la taxation accrue de leurs ventes d'acier et d'aluminium pourrait doucher l'euphorie des cols bleus trumpolâtres.



Le président mexicain Enrique Peña Nieto et Donald Trump en marge du sommet du G 20 à Hambourg (Allemagne), le 7 juillet 2017. S. LOEB/AFP.COM

Europe : un culot d'acier

Le sort réservé à l'accord sur le nucléaire iranien le prouve éloquent. S'il feint de ménager [Emmanuel Macron](#) et Angela Merkel, Trump, que hérisse la notion même de multilatéralisme, tient l'Union européenne pour un nain politique aux prétentions exorbitantes, mais aussi pour un rival économique-commercial qu'il convient de museler. Comblé par le Brexit, le héraut de l'Amérique profonde n'a nullement épargné ses partenaires d'Outre-Atlantique -pas plus que le Japon ou le Brésil- à l'heure de la foire aux surtaxes du 1^{er} juin. Quitte à monnayer le moment venu quelques exemptions ciblées. Et au risque là encore de s'exposer aux représailles d'un Vieux Continent enfin ressoudé. Las de "payer pour la sécurité des autres", il somme aussi les chefs de file des "28 moins 1" d'accroître leurs dépenses militaires, histoire de "partager le fardeau".



Le président et la chancelière allemande Angela Merkel, lors du G 20 à Hambourg (Allemagne), le 8 juillet 2017. S. LOEB/AFP.COM

Afrique : *Terra incognita*

On se souvient de la sortie -théoriquement privée- sur ces "[pays de m...](#)", fournisseurs de migrants indésirables, que ceux-ci soient africains, haïtiens ou salvadoriens. Au-delà de l'anathème raciste, révélateur d'une inculture crasse, il est clair que Trump, [fils d'un adepte du Ku Klux Klan](#), fait l'impasse sur le berceau de l'humanité et son 1,2 milliard d'âmes. S'il maintient, du moins à ce stade, le dispositif militaire déployé au Sahel afin d'y combattre l'hydre djihadiste, le "mâle blanc" du bureau Ovalaire considère, comme ses prédécesseurs d'ailleurs, que cet enjeu peut être sous-traité aux Européens. Sur un autre front du combat contre l'islamo-terrorisme, notons que le chantre de l'"*America First*" a bien vite renié sa promesse de "retrait rapide et total" de l'Afghanistan, avant de durcir le ton avec le Pakistan, partenaire jugé à bon droit peu fiable en la matière.



Au côté de son homologue nigérian Muhammadu Buhari, le président lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, le 30 avril 2018. S. LOEB/AFP.COM

Proche et Moyen-Orient : le chéri "Bibi"

Avec Israël, Benjamin Netanyahu et son cabinet d'ultradroite. A 150%, sans état d'âme et jusqu'à l'aveuglement, comme l'atteste le récent [transfert à Jérusalem de l'ambassade des Etats-Unis](#), reflet d'un mépris total de l'identité palestinienne. Et tant pis si cet alignement inconditionnel ruine par avance le "plan de paix" concocté, paraît-il, par Jared Kushner, gendre et conseiller de Donald Trump. Lequel rêve de l'émergence d'un axe israélo-égypto-saoudien, tendu vers un seul et même but : affaiblir la théocratie chiite iranienne. On notera néanmoins à sa décharge que, contrairement à son prédécesseur démocrate Barack Obama, lui a châtié le régime syrien, coupable d'avoir piétiné la "ligne rouge" -l'usage de l'arme chimique. Châtiment au demeurant ponctuel et limité, Washington s'accommodant fort bien du maintien sur son trône du criminel de guerre Bachar el-Assad.



Le président et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, à Jérusalem (Israël), le 23 mai 2017. M. KAHANA/AFP.COM

Russie : le combat de coqs

Tout porte à croire que le tandem [Donald Trump-Vladimir Poutine](#) enrichira le musée mondial de la "love-hate relationship". Mélange, entre ces deux Narcisse enclins à surjouer la virilité, de fascination réciproque et de dédain mutuel. Gageons cependant que les scènes de ménage l'emporteront sur les roucoulades. Entouré de vétérans de la génération Guerre froide au dogmatisme d'airain, le 45^e président des Etats-Unis affiche pour l'heure une fermeté sans faille sur divers dossiers hypersensibles. Qu'il s'agisse de la souveraineté de l'Ukraine, destinataire d'armements "made in USA" ou de celle des pays Baltes.



Le président et son homologue russe Vladimir Poutine, lors du sommet de l'Apec, à Danang (Vietnam), le 11 novembre 2017. M. KLIMENTYEV/AFP.COM

Corées : le diktat Nord-Sud

Ira, ira pas ? Au-delà des incertitudes quant à la tenue, à Singapour, d'un sommet avec le satrape de Pyongyang [Kim Jong-un](#), la "stratégie" nord-coréenne de Washington procède d'une logique éprouvée sur d'autres fronts. Brandir le poing puis tendre la main. Menacer de déchaîner "le feu et la fureur", afin d'engager un hypothétique marchandage en position de force. Avec, si possible, le concours des cadors asiatiques, à commencer par la Chine, marraine contrariée de la dynastie Kim. Pour autant, Trump ne ménage guère son allié et obligé sud-coréen, jugé suffisamment dépendant de l'"US Army" pour se soumettre aux oukases commerciaux de son protecteur. A preuve, la renégociation à la hussarde de l'accord bilatéral de libre-échange Korus, avec, à la clef, un doublement des quotas garantis aux constructeurs automobiles américains.



Donald Trump et le Nord-Coréen Kim "Rocket Man" Jong Un se retrouveront-ils à Singapour ? Allez savoir...
afp.com/Mandel Ngan, -

Chine : entre géants

Considéré, à l'instar de la Russie, comme une "puissance révisionniste" -en clair, résolue à contester le leadership de l'Oncle Sam-, l'Empire du Milieu doit être traité tout à la fois en ennemi idéologique, en rival économique et en partenaire géopolitique. Equation acrobatique, qui conduit parfois à d'insolites contresens. Témoin, le retrait américain, en janvier 2017, du traité transpacifique (TPP), instrument précieux d'endiguement des appétits de l'équipe [Xi Jinping](#) sur le front du business global. Reste que, à l'instant T, la tactique consistant à brandir le spectre de la guerre commerciale à outrance semble porter ses fruits : publiquement, Pékin promet de cuisantes représailles ; en coulisse, ses émissaires envisagent quelques concessions. Une certitude : les négociations seront aussi âpres que longues.



En compagnie du Chinois Xi Jinping, le 9 novembre 2017 à Pékin. [afp.com/Nicolas ASFOURI](#)

Iran : l'illusion fatale

Rangée parmi les "Etats voyous", au même titre que la Corée du Nord, la République islamique doit, selon la Maison Blanche, rentrer dans le rang et renoncer à ses ambitions géopolitiques régionales. En filigrane, cette chimère : le régime des mollahs et des pasdaran, étranglé par les sanctions, finira par transiger, tant sur son arsenal balistique que sur ses ingérences en Syrie, au Liban et au Yémen.

Calcul inepte : en torpillant le [compromis nucléaire de Vienne](#), l'administration trumpiste saborde le mécanisme de contrôle antiprolifération le plus strict jamais instauré, sape l'assise du président élu Hassan Rohani et conforte l'emprise des faucons téhéranais. Le *"better deal"* qu'elle appelle de ses vœux étant l'autre nom de la reddition.

Trancher d'abord, réfléchir ensuite : il y a bien une méthode Trump.



Donald Trump signe le document formalisant le retrait des Etats-Unis du JCPOA, le compromis nucléaire de Vienne, le 8 mai à la Maison-Blanche. [REUTERS/Jonathan Ernst](#)

Société

"Trump aurait beau assassiner le patron du FBI, il ne pourrait pas être poursuivi en justice"

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 04/06/2018 02:51 CEST | Actualisé il y a 6 heures
Par Paul Guyonnet

Son avocat, Rudolph Giuliani explique au HuffPost américain à quel point le président est protégé, tant qu'il n'est pas destitué en tout cas.



Leah Millis / Reuters "Trump pourrait assassiner le patron du FBI, il ne pourrait pas être poursuivi en justice."

ÉTATS-UNIS - L'offensive médiatique se poursuit. Depuis qu'il a été élu à la présidence des États-Unis, Donald Trump voit régulièrement revenir un caillou dans sa botte: la possible ingérence russe dans sa campagne victorieuse vers la Maison Blanche. Alors pour tenter de s'en débarrasser définitivement, il a ajouté l'ancien maire de New York Rudolph -ou Rudy pour le diminutif- Giuliani à son équipe d'avocats.

Et depuis son embauche, ce dernier ne cesse de squatter les plateaux de télévision, les antennes des radios et les colonnes des journaux pour défendre son client et minorer l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'affaire. Pour ce faire, alors qu'il était interrogé par *Le HuffPost* américain dimanche 3 juin, c'est un exemple pour le moins surprenant qu'a employé Rudolph Giuliani.

Un président vraiment intouchable?

"Dans aucun cas il ne pourra être cité à comparaître ou poursuivi en justice", affirme-t-il auprès de nos confrères, faisant référence à l'ampleur des pouvoirs d'un président américain. "Je ne sais pas comment vous pourriez le poursuivre tant qu'il est en fonction. Qu'importe ce qu'il aurait fait." Et de poursuivre avec le fameux exemple, expliquant que même si Donald Trump avait tué par balle James Comey, l'ancien patron du FBI, au lieu de le renvoyer, le milliardaire aurait été protégé par la constitution américaine.

Pour Rudy Giuliani, à moins d'une destitution a priori par le parlement des États-Unis, il n'y aucun moyen pour que le président puisse être la cible de poursuites et encore moins d'un procès, tant qu'il est en exercice. Une défense qui fait écho à une sortie particulièrement controversée d'un Donald Trump alors simple candidat à la Maison Blanche et au cours de laquelle ce dernier avait expliqué qu'il pourrait abattre un homme dans un lieu public sans que cela ne rebute le moindre de ses supporters.

"Le simple fait de le dire montre à quel point c'est faux"

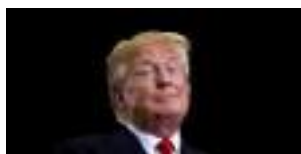
Pour autant, *Le HuffPost* américain ne semble pas convaincu par les arguments du conseil de Donald Trump, qui semblent prendre l'allure de vœux pieux. Citant Norm Eisen, l'avocat en charge des questions d'éthique à la Maison Blanche sous Barack Obama, il explique que l'équipe légale entourant le président américain fait totalement fausse route. "Un président ne pourrait pas être poursuivi pour meurtre? Vraiment?", s'étonne le juriste. "C'est l'un des arguments complètement absurdes sur lesquels ils n'arrêtent pas de s'appuyer. Le simple fait de le dire montre à quel point c'est faux."

Norm Eisen et d'autres universitaires spécialisés en droit constitutionnel américain ont effectivement conclu que la constitution des États-Unis n'offrait aucune protection en matière criminelle au président du pays. "À la fondation même de l'État américain, il y a cette idée que personne n'est au-dessus des lois. Un président peut, dans des circonstances extrêmes, être poursuivi. Et nous sommes face à des circonstances extrêmes." Reste maintenant à savoir à qui les enquêtes menées outre-Atlantique donneront raison à l'avenir.

Vexé, Donald Trump retire son invitation à la Maison Blanche aux Eagles, vainqueurs du Super Bowl

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 05/06/2018 02:54 CEST | Actualisé il y a 5 heures
Par Paul Guyonnet

Certains élus ont immédiatement accusé le président américain de "contraindre au patriotisme", une attitude "fasciste" selon eux.



Leah Millis / Reuters Vexé, Donald Trump retire son invitation à la Maison Blanche aux Eagles, vainqueurs du Super Bowl.

ÉTATS-UNIS - Pour Donald Trump, c'était tout ou rien. Vraiment rien. Ce mardi 5 juin, le président des États-Unis devait recevoir, comme il est de coutume dans le sport américain, les champions de la saison écoulée, et en l'occurrence les joueurs de foot US des Eagles de Philadelphie, vainqueurs du 52e Super Bowl le 4 février dernier.

Or depuis qu'il est entré en fonction et qu'il s'est installé à la Maison Blanche, le milliardaire s'est mis à dos une vaste partie des sportifs du pays, dont de très nombreux afro-américains, largement majoritaires dans les championnats professionnels de football américain et de basket notamment. Ainsi, les champions NBA 2017, les Warriors de Golden State avaient refusé l'invitation à se rendre à Washington pour serrer la main d'un dirigeant coupable de nombreuses sorties controversées à leur endroit.

Un communiqué amer et malhonnête

Mais en ce qui concerne les Eagles, c'est tout simplement Donald Trump qui a pris les devants, retirant sa traditionnelle invitation, à quelques heures seulement de la visite. Une décision qui survient alors que, selon de nombreux journalistes proches de l'équipe, la quasi-totalité de l'équipe et en tout cas tous les joueurs afro-américains avaient de toute façon annoncé à leur encadrement qu'ils n'iraient pas. Et la Maison Blanche a profité de l'occasion pour se fendre d'un communiqué remarquablement amer et relativement malhonnête.

THE WHITE HOUSE
Office of the Press Secretary

FOR IMMEDIATE RELEASE
JUNE 4, 2018

Statement by the President

The Philadelphia Eagles are unable to come to the White House with their full team to be celebrated tomorrow. They disagree with their President because he insists that they proudly stand for the National Anthem, hand on heart, in honor of the great men and women of our military and the people of our country. The Eagles wanted to send a smaller delegation, but the 1,000 fans planning to attend the event deserve better. These fans are still invited to the White House to be part of a different type of ceremony—one that will honor our great country, pay tribute to the heroes who fight to protect it, and loudly and proudly play the National Anthem. I will be there at 3:00 p.m. with the United States Marine Band and the United States Army Chorus to celebrate America.



[Daniel Dale](#)

✓ [@ddale8](#)

Trump has just issued this statement about the Philadelphia Eagles' visit tomorrow:

[3:01 AM - Jun 5, 2018](#)

En effet, le texte offre une lecture orientée du refus des joueurs de rencontrer Donald Trump. Selon le communiqué, ces derniers ne voudraient pas se rendre à la Maison Blanche par crainte de devoir se lever au moment de l'hymne américain. Or, si ce geste est devenu une manière de militer pour davantage d'égalité et réclamer des droits civiques dans les stades de football américain, aucun des joueurs n'a expliqué qu'il s'opposait à l'hymne en tant que tel, qu'il était contre l'armée, les États-Unis ou antipatriotique, et qu'il aurait refusé de se lever en cas de visite à la Maison Blanche.

"Désolé!"

Le communiqué continue d'ailleurs à faire des raccourcis par la suite, expliquant que "Les Eagles ne voulaient envoyer qu'une petite délégation, mais le millier de fans attendus méritent mieux." Et de préciser qu'une cérémonie d'un autre genre sera organisée à la place de la visite des joueurs, "qui honorera notre grand pays, rendra hommage aux héros qui se sont battus pour le défendre et jouera très fort notre hymne national."



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

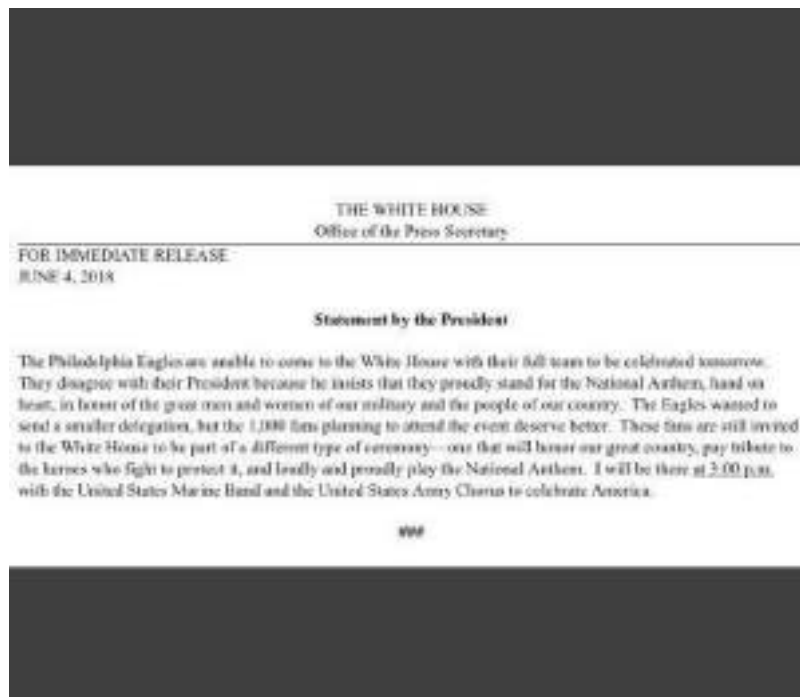
The Philadelphia Eagles Football Team was invited to the White House. Unfortunately, only a small number of players decided to come, and we canceled the event. Staying in the Locker Room for the playing of our National Anthem is as disrespectful to our country as kneeling. Sorry!

[6:55 AM - Jun 5, 2018](#)

Une version que Donald Trump a confirmée personnellement sur Twitter quelques heures après le communiqué de la Maison Blanche. "L'équipe de football des Eagles de Philadelphie était invitée à la Maison Blanche. Malheureusement, seul un faible nombre de joueurs ont décidé de venir et nous avons annulé l'événement. Rester au vestiaire alors que notre hymne national est joué est un manque de respect pour notre pays, tout comme de s'agenouiller pendant. Désolé!"

"Dire que c'est lié à l'hymne est complètement idiot"

Et les réactions ne se sont pas faites attendre, que ce soit du côté des joueurs de football comme de représentants politiques. Le *wide receiver* Torrey Smith, titré avec Philadelphie en février et donc invité à la cérémonie, a par exemple tweeté sa déception face à "tant de mensonges". Et de préciser: "Voici les faits: 1) Peu de monde allait de toute façon y aller, 2) Personne n'a refusé d'y aller au motif que Trump voulait absolument qu'on se lève pendant l'hymne, 3) Le président continue de véhiculer l'idée erronée selon laquelle les joueurs sont anti-armée."



[Torrey Smith](#)

✓ [@TorreySmithWR](#)

So many lies smh

Here are some facts

1. Not many people were going to go
2. No one refused to go simply because Trump "insists" folks stand for the anthem
3. The President continues to spread the false narrative that players are anti military

[3:48 AM - Jun 5, 2018](#)

Dans un second tweet, le joueur de 29 ans transféré aux Panthers de la Caroline après le titre des Eagles ajoute: "Il y a de nombreuses personnes dans cette équipe, avec des tonnes d'opinions différentes. Les hommes et les femmes qui voulaient y aller auraient dû le pouvoir. C'est un acte lâche que d'annuler cette cérémonie, simplement parce que la majorité des gens ne veulent pas vous voir. Et de dire que c'est lié à l'hymne est complètement idiot."

"C'est du fascisme, pas du patriotisme"

Le maire de Philadelphie, Jim Kenney, s'est quant à lui permis une sortie bien plus virulente et directe à l'égard du chef de l'État américain. Dans un communiqué, il qualifie ainsi Donald Trump de "maniaque égocentrique obsédé par la taille de la foule face à lui et terrifié par la gêne que pourrait causer une cérémonie à laquelle personne ne prendrait part." Et sa cheffe de cabinet à la mairie d'abonder dans son sens photos à l'appui avec un moqueur "notre fête était plus grande que la votre".



[Jane Slusser @janeslusser](#)

Our party was bigger than yours [#FlyEaglesFly](#)

[4:12 AM - Jun 5, 2018](#)

De la même manière, bien qu'un peu plus policé, l'élus démocrate de Pennsylvanie, l'État où se trouve Philadelphie, Brendan Boyle a interpellé le président américain. "Hey Donald Trump, c'est une chose de se tromper en politique, mais c'en est une autre de s'en prendre à mon équipe. Vous transformez même la visite d'une équipe championne en un truc qui tourne autour de votre personne. Mais qu'est-ce qui cloche chez vous? Sérieusement, qu'avez-vous comme problème ?"



[US Rep Brendan Boyle](#)

✓ [@RepBrendanBoyle](#)

Hey [@realDonaldTrump](#) it's one thing to be wrong on policy, but to take on my [@Eagles](#) is a whole new level.

You even make a championship team visiting the White House all about you. What is wrong with you ? Seriously, what condition do you have ?
[https://twitter.com/abcpolitics/status/1003774917027000321 ...](https://twitter.com/abcpolitics/status/1003774917027000321)

[3:27 AM - Jun 5, 2018](#)

Un autre élu de Pennsylvanie, le sénateur démocrate Bob Casey a quant à lui proposé aux joueurs des Eagles de visiter le Congrès des États-Unis, quitte à se trouver à Washington. "Je suis fier de tout ce qu'ont accompli les Eagles cette année. Oublions cette manœuvre politique de la Maison Blanche, et à la place invitons simplement les Eagles au Congrès. Alors @Eagles, que dites-vous d'une vous d'une visite du Capitole ?"



[Senator Bob Casey](#)

✓ [@SenBobCasey](#)

I'm proud of what the [@Eagles](#) accomplished this year. I'm skipping this political stunt at the White House and just invited the Eagles to Congress. [@Eagles](#) How about a tour of the Capitol ? <https://twitter.com/KDKA/status/1003780812905631744> ...

[3:37 AM - Jun 5, 2018](#)

Pour Ruben Gallego, élu démocrate dans l'Arizona et également ancien soldat et vétéran de la guerre d'Irak, Donald Trump se trompe même totalement en tentant d'imposer sa célébration de l'Amérique. "Encore une fois... Le patriotisme contraint, qu'il soit imposé par nos dirigeants ou des entreprises privées à cause de la pression mise par le gouvernement, c'est du fascisme, pas du patriotisme."



[Ruben Gallego](#)

✓ [@RubenGallego](#)

One more time... coerced patriotism whether it is the government or private business because of pressure from the government is fascism not patriotism. [#TheMoreYouKnow](#) <https://twitter.com/SimonMaloy/status/1003777047741771778> ...

[3:18 AM - Jun 5, 2018](#)

Cette décision de Donald Trump intervient alors que la NFL, qui gère le championnat de football américain du même nom, a annoncé qu'elle obligerait à partir de la saison prochaine, qui débute le 6 septembre, les joueurs à se lever au moment de l'hymne. Une décision controversée puisque manquant aux libertés fondamentales, contraignant à un patriotisme forcé et allant même à l'encontre de la constitution de certains États.

Une chose est sûre, la nouvelle passe d'armes entre Donald Trump et le monde du sport américain est loin d'être l'épilogue de l'histoire...

«J'ai le droit absolu de me gracier»: le tweet surréaliste de Trump sur l'enquête russe

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Etienne Jacob Mis à jour le 04/06/2018 à 18:09
Publié le 04/06/2018 à 15:42

Le président Donald Trump en 12 tweets



Sur un ton souvent direct, parfois virulent, Donald Trump distille sa pensée sur le réseau social. Il s'en sert aussi pour gouverner, provoquant de nombreux incidents diplomatiques. Florilège.

VIDÉO - Dans un nouveau tweet matinal, le président américain a affirmé lundi avoir le «droit absolu» de s'accorder à lui-même la grâce présidentielle, tout en assurant, dans la même phrase, n'avoir rien à se reprocher.

Il était à peine sept heures à Washington quand Donald Trump s'est fendu d'une nouvelle salve de tweets, lundi matin. Pour son 500e jour à la Maison-Blanche, le président américain s'est d'abord félicité d'avoir accompli plus que n'importe quel autre de ses prédécesseurs, entre baisse du crime, de l'immigration illégale, bonne santé de l'économie et baisse du chômage. Puis le chef de l'État a ensuite publié un tweet au ton surréaliste: «Comme cela a été stipulé par de nombreux spécialistes du droit j'ai le droit absolu de me GRACIER, mais pourquoi le ferais-je alors que je n'ai rien à me reprocher».

Les mots du président font référence à l'enquête sur la possible ingérence russe dans la présidentielle de 2016, dans laquelle Donald Trump a toujours clamé son innocence. «En attendant, la chasse aux sorcières sans fin, dirigée par treize démocrates en colère, se poursuit», a-t-il déploré. Nommé procureur spécial en mai 2017 quelques jours après le limogeage du directeur du FBI James Comey, Robert Mueller tente de vérifier si le président a illégalement tenté de faire obstruction à l'enquête. Ce à quoi le chef de l'État s'est toujours vivement opposé, demandant la fin de ces investigations. Lundi encore, il a jugé cette nomination «ANTICONSTITUTIONNELLE».

Éventualité «scandaleuse»

Ces propos font par ailleurs échos à ceux de Rudolph Giuliani, l'un des conseils de Donald Trump, interviewé dimanche par ABC. Les présidents ont «probablement» le pouvoir de se gracier», avait-il déclaré, tout en assurant que son client n'en avait pas l'attention. «Je pense que les ramifications politiques seraient difficiles. Gracier d'autres personnes est une chose, se gracier soi-même en est une autre», avait-il admis.

Cette éventualité avait suscité l'indignation générale. «Il n'y a pas moyen que cela arrive. Si le président se graciait, il serait destitué», a déclaré l'ex-gouverneur du New Jersey, Chris Christie. Le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a lui aussi dit sur CNN qu'aucun président ne devrait se gracier. Quant à Preet Bharara, ex-procureur à New York, il a jugé cette éventualité «scandaleuse». Ce qui n'a pas empêché Donald Trump d'effectuer une nouvelle sortie médiatique.

Trump et le sorcier Mueller

Actualité Monde Amérique du Nord <https://www.lexpress.fr/> Par Clément Daniez, publié le 05/06/2018 à 17:00



Le procureur spécial Robert Mueller, à Washington, le 20 juin 2017. [afp.com/ALEX WONG](https://www.afp.com/ALEX WONG)

Donald Trump tente de décrédibiliser l'enquête sur une collusion présumée entre son équipe de campagne et la Russie.

"Chasse aux sorcières". Donald Trump a utilisé une quinzaine de fois en mai sur Twitter cette expression pour évoquer l'enquête du FBI, le service de renseignement intérieur, menée par le procureur spécial Robert Mueller. Cet ex-directeur du FBI (2001-2013), à l'impeccable réputation, a été nommé par le ministère de la Justice, le 17 mai 2017, afin de faire la lumière sur une possible collusion entre l'équipe de campagne du candidat républicain et le gouvernement russe.

"L'enquête russe" obsède Donald Trump. "Inutile, dégoûtante et illégale" : il n'a pas de mots assez durs contre elle. Lundi 4 juin, son travail de sape est allé encore plus loin. Dans un nouveau tweet, le président a jugé toute la procédure "INCONSTITUTIONNELLE". En lettres capitales.

Son message faisait suite à une tribune publiée plus tôt par le *Wall Street Journal*, le quotidien des affaires, dans laquelle Steven Calabresi, juriste conservateur, mettait en cause la légalité de l'enquête, son responsable n'ayant pas été confirmé à son poste, selon lui, par le Sénat.

Plus tôt, Donald Trump avait déjà surpris en assurant, sur la foi de l'expertise de "nombreux juristes éminents", qu'il avait, selon lui, "le droit absolu de (se) GRACIER". Ou, pour le dire autrement, qu'il était au-dessus des lois.

Avec cette avalanche de messages, le président des Etats-Unis donne la nette l'impression de se sentir menacé. Pourtant, rien n'est venu accréditer, jusqu'à présent, la thèse d'une collusion directe entre le Kremlin et le magnat de l'immobilier pour faire perdre la démocrate Hillary Clinton.

19 personnes inculpées

De telles révélations seraient de nature à nourrir une destitution du président par le Congrès. Le lancement de cette procédure d'"impeachment" avait acculé Richard Nixon à la démission, en 1974, lors de la célèbre affaire du Watergate.

Dix-neuf personnes et trois sociétés ont été inculpées dans le "Russiagate". Quatre membres de la campagne de Trump sont concernés : son ex-directeur de campagne, Paul Manafort, et son associé, Richard Gates, ainsi que deux ex-conseillers, George Papadopoulos et Michael Flynn. Les trois derniers ont accepté de coopérer avec la Justice. Mais leurs mises en accusation ne relèvent pas, pour l'heure, d'une collusion directe avec la Russie.

Alors qu'il vient d'entamer sa deuxième année d'investigation, Robert Mueller garde la plus grande discrétion sur ses découvertes. Donald Trump n'a cependant pas attendu qu'il dévoile son jeu pour sonner la charge et tenter de faire disparaître par tous les moyens légaux cette épée de Damoclès.

Pour ruiner l'enquête russe, les républicains espèrent beaucoup du rapport que doit bientôt rendre le patron des "bœufs-carottes" du ministère de la Justice, l'inspecteur général Michael Horowitz. Cet homme à la réputation impeccable - comme Robert Mueller - doit dévoiler quelles libertés les équipes du FBI ont prises avec la réglementation, et si elles peuvent être de nature à saper le bien-fondé d'investigations lancées dès 2016.

L'un des plus haut placés de ses enquêteurs, Peter Strzok, et une avocate du "Bureau", Lisa Page, liés par une relation extraconjugale, ont ainsi échangé des centaines de messages révélant un possible biais politique. Ils évoquent, entre autres, la nécessité de "protéger le pays de la menace" représentée par les "acolytes" du magnat, traité de "crétin". Afin de préserver son enquête, Mueller les en a exclus en juillet dernier.

Perturber le travail du FBI

Le camp Trump bataille pour soumettre les limiers eux-mêmes à des enquêtes et à d'éventuelles poursuites. Sous la pression de parlementaires républicains qui ne réclamaient pas moins que la nomination d'un procureur spécial en parallèle de Mueller, le ministre de la Justice, Jeff Sessions, a confié en mars à un procureur fédéral de l'Utah, John Huber, le soin d'examiner les éventuels manquements commis par le FBI. Son autorité judiciaire s'ajoute à celle, plus administrative, de Michael Horowitz, avec lequel il échange.

Donald Trump ne rate aucune occasion de perturber le travail du FBI. Il a ainsi crié mi-mai à l'"assassinat politique" : la presse venait de révéler qu'un informateur de la CIA, agissant dans le cadre de l'enquête du FBI, avait approché des membres de son équipe de campagne. Le président a dans la foulée convoqué manu militari le ministre adjoint de la Justice, Rod Rosenstein, et obtenu qu'il élargisse à de telles accusations l'inspection menée par Horowitz.

Rien ne dit que les investigations d'Horowitz et d'Huber profiteront à Trump. Loin de mettre tous ses œufs dans le même panier, le businessman n'a pas oublié d'engager une équipe d'avocats prêts à contester la moindre requête de Robert Mueller. Si ce dernier tente de l'assigner à comparaître, en tant que simple témoin, devant un grand jury, le président pourrait opposer son refus en faisant valoir que cela entame sa capacité à diriger le pays. Les textes sont si imprécis que seule la Cour suprême pourrait, en dernier recours, trancher la validité d'une telle requête.

Donald Trump devrait plutôt être entendu dans le cadre d'un entretien négocié. L'un de ses avocats, l'ex-maire de New York, Rudy Giuliani, prétend qu'il serait prêt à l'accepter, s'il se limite à deux volets : la collusion et l'obstruction. Robert Mueller cherche en effet à déterminer si le limogeage avec fracas, en mai 2017, de l'ex-patron du FBI James Comey, relève d'une entrave au travail de la Justice de la part du président - ce renvoi a mené à la nomination comme procureur spécial de Mueller.

Limoger Mueller ?

L'immunité et l'inviolabilité du président des Etats-Unis, à la différence de son homologue français, ne sont pas inscrites noir sur blanc dans la Constitution. La question de savoir si le président peut être mis en accusation divise les plus éminents juristes américains. Deux mémos du ministère de la Justice, rédigés lors du scandale du Watergate et de l'affaire Monica Lewinsky, du nom de cette stagiaire avec laquelle Bill Clinton avait eu des relations sexuelles dans le bureau Oval, concluent que le président ne peut pas faire l'objet de poursuites. Mais ils n'ont pas l'autorité d'une décision de la Cour suprême.

Comme Bill Clinton avant lui, Donald Trump pourrait faire l'objet d'un impeachment : seul un vote du Sénat a permis de mettre fin, en 1999, à la procédure visant le démocrate. Si les républicains perdent la majorité au Congrès lors des élections de novembre, une destitution n'est pas à exclure... à supposer que l'enquête du FBI se révèle accablante.

Pour éviter un tel engrenage, le président pourrait limoger Mueller et le remplacer par un homme lige. Cela ne risque pas d'être nécessaire. Et pour cause : à peine 44 % des Américains estiment l'enquête russe "justifiée", et 53 % sont convaincus qu'elle possède des "motivations politiques", selon un sondage réalisé pour CBS. Contre la "chasse aux sorcières", Donald Trump a gagné la bataille de l'opinion. Pour le moment.

Pour les États-Unis, il est "légal et nécessaire" de séparer les enfants clandestins de leurs parents

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 06/06/2018 01:38 CEST | Actualisé il y a 5 heures
Le HuffPost avec AFP

L'ONU dénonce une "violation grave" des droits de l'Enfant.



Bloomberg via Getty Images Pour les États-Unis, il est "légal et nécessaire" de séparer les enfants clandestins de leurs parents.

ÉTATS-UNIS - L'administration Trump a défendu mardi 5 juin la séparation des enfants de migrants clandestins de leurs parents, malgré les appels de l'ONU à cesser immédiatement cette "violation grave" des droits de l'enfant.

Le président américain Donald Trump, qui a ordonné il y a un mois la mise en œuvre de cette pratique pour décourager l'immigration illégale, a rendu l'opposition démocrate responsable de cette situation, alors que les critiques se multiplient aux États-Unis et à l'étranger. "La séparation des familles à la Frontière est la faute des mauvaises lois passées par les Démocrates. Les lois sur la Sécurité à la Frontière devraient être changées mais les Démocrates n'y arrivent pas!", a-t-il tweeté mardi.

La loi était en effet déjà en vigueur sous l'administration de son prédécesseur Barack Obama, mais rarement appliquée. Son ministre de la Justice, Jeff Sessions, a réaffirmé mardi que le fait de séparer les enfants de leurs parents était légal et nécessaire. "Si les gens ne veulent pas être séparés de leurs enfants, alors ils ne devraient pas les amener avec eux", a-t-il lancé sur une émission de radio conservatrice, le "Hugh Hewitt Show".

Les États-Unis devraient "immédiatement mettre fin" à cette pratique

A Genève, les Nations unies ont exhorté Washington à cesser immédiatement de séparer les enfants de leurs parents arrêtés après avoir passé clandestinement la frontière avec le Mexique.

"Nous sommes profondément préoccupés par le fait que la politique de tolérance zéro récemment mise en place le long de la frontière sud des États-Unis ait fait en sorte que des personnes prises

en flagrant délit d'entrée irrégulière dans le pays fassent l'objet de poursuites pénales et que leurs enfants -y compris des enfants extrêmement jeunes- leur soient retirés", a déclaré une porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse.

"Les États-Unis devraient immédiatement mettre fin à cette pratique de séparer des familles et cesser de criminaliser ce qui devrait tout au plus être une infraction administrative, celle de l'entrée ou du séjour irrégulier aux États-Unis", a-t-elle ajouté, expliquant que séparer des familles et détenir des enfants étaient une "violation grave des droits de l'enfant".

Elle a en outre rappelé que les États-Unis restaient le seul pays au monde à ne pas avoir ratifié la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a répliqué en accusant le Haut-Commissariat d'"hypocrisie" car "il critique les États-Unis alors qu'il ferme les yeux sur le passif répréhensible en termes de droits de l'Homme de plusieurs membres de son propre conseil des droits de l'Homme". "Nous sommes aussi un pays souverain, avec des lois qui décident de la meilleure manière de contrôler nos frontières et protéger notre peuple", a-t-elle ajouté.

Un enfant d'un an séparé de ses parents

Plusieurs centaines d'enfants ont été séparés de leurs parents à la frontière depuis octobre, y compris un enfant d'un an, selon l'ONU, qui cite des informations de groupes de la société civile américaine. Le nombre de traversées illégales a augmenté depuis quelques mois à la frontière mexicaine. Jeff Sessions avait annoncé le 7 mai une nouvelle "tolérance zéro" pour les clandestins arrêtés, qui seront systématiquement inculpés pour entrée illégale avant même de pouvoir déposer une demande d'asile.

La mesure vise notamment les ressortissants des pays d'Amérique centrale qui déposent des demandes d'asile en raison d'une "peur crédible" pour leur vie. La plupart des candidats viennent du Guatemala, du Salvador et du Honduras, trois pays gangrénés par la violence des groupes criminels. "On ne peut donner l'immunité à des gens qui amènent avec eux des enfants, de manière imprudente et illégale", a dit Jeff Sessions. "Beaucoup d'entre eux n'ont pas du tout de raisons légitimes (de venir)", a-t-il ajouté.

Pour des élus et des organisations de la société civile, cette politique est allée trop loin. Le sénateur démocrate Jeff Merkley, qui s'est rendu dans des centres de détention pour migrants la semaine dernière, a ainsi affirmé que cette pratique provoquait des "traumatismes" chez les enfants. Ces derniers, a-t-il raconté, sont gardés dans des unités clôturées ouvertes ressemblant aux "cages d'un chenil", et on ne leur a donné "que des couvertures de survie". "Il n'est pas nécessaire de les séparer de leurs parents pendant qu'ils attendent l'asile", a-t-il dit aux journalistes. "Ce n'est pas une politique de tolérance zéro. C'est une politique d'humanité zéro".

ASIE

CHINE

Défense

Début de la production en (petite) série du drone hypersonique chinois ?

<http://www.eastpendulum.com/> Air By Henri KENHMANN 2018-06-04



Un fuselage central entièrement réalisé en titane par l'impression 3D, un processus de fabrication qui a duré six mois au total... Voici les quelques nouveaux éléments rendus publiques la semaine dernière qui pourraient avoir un lien direct avec les programmes de drone hypersonique chinois.

Selon un article paru ce samedi sur un site spécialisé dans l'impression 3D – appelée de préférence « Fabrication additive » au milieu industriel – la « structure principale » d'un « engin volant à très grande vitesse » a récemment été livrée par le groupe chinois TSC (鑫精合) à un client dont le nom n'a pas été dévoilé.

Le texte indique que la pièce en question mesure 7 xxx mm de long, 2 xxx mm de large et 1 xxx mm de haut. Sa fabrication a nécessité six mois de travail, contre « deux ans si cela avait été fait par des procédés normaux ».

On apprend aussi que cette « structure principale » devrait supporter de fortes contraintes mécaniques et répondre aux exigences élevées sur ses dimensions, pour cause de l'environnement délicat lié au vol à très grande vitesse (hypersonique ?).

TSC Beijing a dû réaliser alors de nombreuses études fondamentales et expérimentations, notamment autour des technologies comme LMD (Laser Metal Deposition), WAAM (Wire + Arc Additive Manufacturing) et LW (Laser Welding), pour que le produit final puisse atteindre le niveau attendu, comme une déformation globale de cette structure entièrement faite en titane qui ne devrait pas dépasser les 0,5 mm.

L'article souligne aussi à la fin que cette livraison a permis de bâtir une base théorique et pratique solide pour « la production en série à venir », sans donner plus de détails.



TSC-S4510, la plus grande imprimante 3D au monde
conçu par le groupe TSC



La « structure principale » en cours de livraison.

Les éléments révélés par cet article suggèrent que l'appareil, puisqu'il s'agit d'un engin volant, est de taille réduite comparé à un avion piloté. On pense aussi qu'il est de petite envergure, conformément à son domaine de vol « très grande vitesse », supposé hypersonique, et aussi la forme de la jointure de cette structure avec la voilure.

Au milieu de la pièce figure une conduite cylindrique de diamètre d'environ un mètre, ce qui suggère aussi que l'appareil est propulsé. Compte tenu du domaine de vol auquel il évolue et la maturité actuelle des différents systèmes de propulsion en Chine permettant à l'engin d'atteindre le domaine hypersonique, on peut supposer qu'il s'agisse soit d'un RBCC ou un ramjet.

Et la forme générale de cette pièce intégrale fait surtout penser à l'image d'un drone hypersonique conçu par l'Institut 611 Chengdu, parue dans plusieurs brevets déposés fin Décembre 2015 par ce bureau d'études qui a développé plusieurs avions de chasse chinois comme le J-10 et le J-20, ou encore les drones comme l'EA-03.

C'est ce même drone qui a déjà fait l'objet de notre étude dans le dossier « Hypersonique : la compétition au-delà des nuages ? », rédigé l'an dernier, ou encore « Le drone hypersonique chinois enfin révélé ? » en 2016.

Mais étant donné l'aspect qui semble être encore expérimental de cette pièce fabriquée, il est plausible qu'il s'agisse d'une première pièce prototype destinée à subir de nombreux tests afin de faire valider les procédés par le client ou les entités compétentes.



Une recherche rapide sur TSJ Beijing montre que l'entreprise est non seulement certifiée GJB 9001B-2009 (国军标质量管理体系认证), un standard de gestion de qualité militaire chinois, mais a aussi obtenu la Certification nationale de confidentialité (国家保密资格认证), la licence de recherche et de développement des armes et des équipements militaires (武器装备科研生产许可) ainsi que la qualification officielle de fournisseur d'armes (武器资格承制单位).

Autrement dit le groupe chinois est qualifié pour développer et produire des équipements militaires pour l'Etat ou d'autres entités homologuées.

On attendra désormais d'autres éléments à venir pour en découvrir plus sur ce ou ces drones hypersonique chinois, notamment sur l'objectif de leur développement et leur doctrine d'utilisation. On aura certainement l'occasion d'y revenir.

Economie

Nucléaire : la Chine met en route le premier EPR au monde

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement Par latribune.fr | 07/06/2018, 8:30



EDF détient une part de 30% du projet et CGN 70%. En Chine, les deux énergéticiens EDF et CGN sont associés dans la construction de deux réacteurs EPR. (Crédits : CGN)

La Chine remporte donc la bataille de l'ouverture mondiale du premier EPR, devant Flamanville (France), Olkiluoto (Finlande), Hinkley Point (Royaume-Uni), Jaitapur (Inde). EDF détient une part de 30% du projet et CGN 70% et participe à la construction d'un deuxième EPR en Chine.

La première réaction en chaîne contrôlée du réacteur nucléaire de la centrale EPR chinoise de Taishan a été lancée, ce qui permettra de lancer les tests permettant sa mise en service, a déclaré mercredi EDF, qui opère ce projet aux côtés du maître d'œuvre China General Nuclear Power (CGN).

C'est donc la Chine qui remporte la bataille de l'ouverture mondiale du premier EPR, alors que les retards continuent de s'accumuler sur les chantiers du même type aux quatre coins de la planète : Flamanville (France), Olkiluoto (Finlande), Hinkley Point (Royaume-Uni), Jaitapur (Inde).

"Une excellente nouvelle pour toute la filière" (EDF)

L'autorité chinoise de sûreté nucléaire avait autorisé en avril dernier le chargement de combustible dans la centrale.

"L'EPR de Taishan vient d'avoir sa première réaction en chaîne et donc de démarrer, c'est une excellente nouvelle pour l'ensemble de la filière nucléaire", écrit sur son compte twitter Xavier Ursat, qui dirige la division ingénierie et projets nouveaux nucléaires d'EDF.

Un porte-parole du groupe a précisé que le réacteur n'était pas à ce stade connecté au réseau. CGN avait indiqué auparavant qu'il avait pour objectif d'y parvenir d'ici la fin de l'année. EDF détient une part de 30% du projet et CGN 70%.

Partenariat franco-chinois productif

En Chine, les deux énergéticiens sont associés dans la construction de deux réacteurs EPR. Pour mémoire, comme tous les autres EPR, ceux construits en Chine ont eux aussi accumulé les

retards. Le premier réacteur devait démarrer "au second semestre 2017" au lieu du premier semestre, tandis que la mise en service du second devait intervenir durant "la première moitié de 2018" au lieu du second semestre 2017, avait indiqué CGN dans un communiqué publié fin février 2017.

Au Royaume-Uni, CGN et EDF sont déjà associés dans le pharaonique projet d'Hinkley Point C qui a obtenu le feu vert du gouvernement britannique en septembre 2016, après avoir fait l'objet de nombreuses controverses, en France comme au Royaume-Uni.

Raid chinois sur le chêne français

Économie Actualité économique <https://lexpansion.lexpress.fr/> Par Laurent Martinet, publié le 07/06/2018 à 07:30, mis à jour le 08/06/2018 à 10:25



Le chêne est l'essence la plus répandue de la forêt française, et recouvre 10% du territoire. Getty Images/iStockphoto

Les scieries de chêne françaises ont peur de mettre la clé sous la porte, car la Chine s'accapare leur matière première.

Bois de Quincy, à une dizaine de kilomètres de Vierzon, dans le Cher. Compas forestier en main, Victor Steenwinckel se baisse pour mesurer la circonférence d'un chêne récemment abattu. Ce solide quadra exploite cette parcelle broussailleuse pour Unisylva, une coopérative qui gère les biens de 12 000 propriétaires privés à travers la France. "Cet arbre, il sera découpé dans le Loiret par une scierie qui travaille pour Leroy-Merlin", explique-t-il sans prêter gare aux nombreux et voraces moustiques alentour. En voilà toujours un que les Chinois n'auront pas, serait-on tenté de dire ! En 2017, une grume - tronc entier et non écorcé - sur quatre est partie à l'étranger, et dans 70% des cas pour prendre la direction de la Chine. La tendance s'accélère encore en 2018, alerte la Fédération nationale du bois (FNB).



Ce chêne abattu dans le bois de Quincy sera transformé en France contrairement à nombre de ses congénères qui partiront vers la Chine. Laurent Martinet/L'Express

Quel succès pour cet arbre qui couvre 10% du territoire français ! La balance commerciale de la filière chêne est d'ailleurs excédentaire, alors que la filière bois, dans son ensemble, perd de l'argent. Le problème, c'est que les industriels français qui transforment ce bois noble ne trouvent plus rien à se mettre sous la scie. Il en manque actuellement 400 000 mètres cube dans les scieries, estime la FNB.

"Malgré un carnet de commande plein, faute de matière première nous ne travaillons plus le vendredi", se désole depuis la Haute-Saône Valérie Deschaseaux, qui fabrique des traverses de chemin de fer pour toute l'Europe. Du chiffre d'affaires en moins, et des angoisses en plus. Notamment celle de mettre la clé sous la porte, comme la SETB, une petite scierie dans la Meuse qui a dû fermer boutique faute de matériau. Toute la filière, soit quelque 500 scieries représentant 26 000 emplois directs, craint de subir le même sort.

Les Chinois font flamber les prix

La raison de la pénurie ? "Les Chinois, qui lors des ventes aux enchères organisées pour vendre le bois des forêts privées surenchérissent systématiquement, enrage Jean-Bernard Bahier, un scieur de l'Eure. A un moment on ne peut plus suivre". Ce qui contribue d'ailleurs à la flambée du cours du chêne : rien qu'en 2017, il a augmenté de 38% pour atteindre en moyenne 170 euros au mètre cube, selon les chiffres de la FNB. En quatre ans son prix a carrément doublé. Si les Chinois ne regardent pas à la dépense, c'est qu'en 2014 Pékin a interdit le bûcheronnage dans ses forêts du nord-ouest, dont les ressources sont épuisées. En 2016, elle a même élargi cette interdiction à tout le pays. Les industriels du bois locaux sont donc obligés de se fournir à l'étranger pour répondre à la forte demande intérieure.

Comment faire dans ces conditions pour que la majorité des chênes français ne finissent pas dans des cargos, direction l'empire du Milieu ? Pour les scieurs, la solution est toute trouvée : appliquer aux forêts privées le label UE, qui interdit depuis 2015 à l'ONF de vendre des grumes de chêne non-transformées à l'extérieur de l'Union européenne. Voire carrément privilégier les scieries hexagonales lors des ventes. "En Allemagne, les entreprises locales sont servies les premières. Qu'est-ce qui empêche la France de faire de même ?", maugrée le député PS de Meurthe-et-Moselle Dominique Potier.

Pas question de renoncer à cette manne

Mais les forestiers privés sont du genre durs de la feuille. "Depuis 10 ans, on leur a littéralement donné notre bois", vitupère Antoine d'Amecourt, président de Fransylva, la fédération qui regroupe leurs syndicats. De fait, le marché du chêne sort d'une longue crise, avec des prix qui se sont effondrés après la crise financière de 2008. La hausse actuelle ne lui a finalement fait retrouver que son cours des années 1980, tandis que dans l'intervalle, les coûts d'entretien de la forêt grandissaient aussi régulièrement que les arbres. "80% de notre chiffre d'affaires passe en réinvestissement et il faut trois générations pour produire un chêne", poursuit le représentant des propriétaires.

Pas question donc pour eux de se priver des tarifs alléchants proposés par les acheteurs chinois. "Au lieu d'essayer systématiquement de faire baisser le cours du chêne, les scieurs français feraient mieux d'essayer de se mettre au niveau de la concurrence", lâche David Caillouel, un exploitant forestier qui, déçu par les velléités protectionnistes de la FNB, a fait sécession pour fonder en 2016 le syndicat de la filière bois (SFB), fort de 217 adhérents et de 80% du chiffre d'affaires des exploitants forestiers. Pour eux, si les transformateurs français ne peuvent pas suivre, c'est qu'ils n'ont pas assez investi pour améliorer la rentabilité de leurs scieries.

Des critiques qui mettent hors de lui Samuel Deschaumes, scieur depuis quatre générations, établi dans le Cher, tout près de la forêt de Tronçais. Des investissements ? "Je n'arrête pas d'en faire, regardez autour de vous". Dans un des immenses hangars de sa société, les grumes écorcées sont scannées l'une après l'autre au laser avant de passer et de repasser sous la scie, commandée depuis une cabine de pilotage en surplomb. Les planches débitées seront transformées sur place en lames de parquet ou en plans de travail pour les cuisines.



Dans la scierie de Samuel Deschaumes, des grumes de différentes tailles sont débitées en planches. Laurent Martinet/L'Express

La scierie va jusqu'à vernir ses productions, qui sont vendues en direct sur internet. Son entreprise vivote pourtant à 60% de ses capacités depuis plus d'un an. Le cours du chêne ? "Nous ne voulons pas qu'il soit moins cher, nous voulons qu'il soit à son prix de marché", proteste-t-il.

Selon lui, les surenchères de la Chine ont pour but d'étrangler les scieries françaises en les privant de leurs ressources, au bénéfice de ses propres entreprises de transformation du bois.

Un filière en manque de cohésion

"Finalement, cette crise est un révélateur du manque criant de cohésion de la filière", résume Maurice Chalayer, président de l'Observatoire de la scierie. Mais il n'est peut être pas trop tard. Acheteurs comme vendeurs ont pris conscience qu'il était temps de recoller les morceaux, plutôt que de livrer la matière première à un client qui pourrait bien se tourner du jour au lendemain vers un autre pays, et les abandonner en rase campagne. Il est ainsi envisagé de délaissé les enchères pour passer à des contrats renouvelés chaque année. Le moyen, enfin, de sécuriser l'approvisionnement des scieurs tout en donnant aux propriétaires des perspectives stables sur leurs revenus. Ce qui offrirait à ces derniers la visibilité et les moyens nécessaires pour ouvrir de nouveaux chemins afin d'exploiter leurs parcelles enclavées. Tous les rapports officiels alertent en effet sur la sous-exploitation de la forêt française.

Espace

Lancement réussi du satellite multi-spectral GF-6

<http://www.eastpendulum.com/> Espace By Henri KENHMANN 2018-06-02



La Chine a lancé avec succès, ce midi à 12h13 heure de Pékin, le nouveau satellite GF-6 pour son programme d'observation terrestre *China High-Resolution Earth Observation System* (CHEOS).

Ce premier lancement spatial du mois de Juin et le 16e de l'année a eu lieu au centre spatial de Jiuquan (JSLC). C'est la fusée CZ-2D qui s'est chargée de livrer le satellite GF-6 et un autre petit satellite expérimental en orbite héliosynchrone de 645 km.

Au moins deux autres lancements chinois sont encore attendus ce mois-ci, avec le satellite météorologique FY-2-09 dans trois jours au centre spatial de Xichang (XSLC), et deux satellites de navigation Beidou-3 toujours à Xichang.

Le lancement

Conçu par l'Institut SAST (Shanghai Academy of Spaceflight Technology), filiale du groupe d'aérospatiale chinois CASC, le CZ-2D est une fusée de 2 étages à ergols liquides dont le design est dérivé directement d'un autre lanceur chinois **CZ-4A**.

Cette fusée d'ancienne génération est principalement utilisée dans les lancements en orbite basse (LEO) et en orbite héliosynchrone (SSO), avec une capacité de 3 500 kg en LEO circulaire de 200 km x 28°, ou 1 300 kg en SSO à 645 km d'altitude.

Son premier vol remonte au mois d'Août 1992 pour le lancement d'un satellite espion chinois avec capsule de retour. Depuis sa mise en service, le CZ-2D a connu une seule anomalie en 40 tirs, survenu lors du lancement des deux satellites **Superview-1** en Décembre 2016.

La défaillance technique a été rapidement corrigée et la fusée est repartie de plus belle en réalisant sa mission de come-back en Octobre 2017. Les modifications correctives semblent apporter ses fruits puisque 7 lancements ont eu lieu depuis et sans aucun incident.

Ce lancement du satellite GF-6 et d'un autre petit satellite porte le code de mission 01-92. « 01 » est le nom code du JSLC, car ce centre est appelé autrefois « Base 01 », ou « Base Dong Feng », et le chiffre 92 désigne le nombre de lancements civils effectués sur place depuis 1979 (bien qu'il y avait eu 12 autres lancements à ce centre entre 1970 et 1978), ce sans prendre en compte les

nombreux tirs d'essai balistiques menés à ce site, car le JSLC est avant tout une base administrée directement par l'armée chinoise.

A noter qu'il s'agit du 5e lancement de CZ-2D depuis le début de l'année. La fusée utilisée porte le numéro de série 20 (Y-20), ce qui signifie qu'elle a été fabriquée il y a au moins 5 ans si ce n'est pas encore plus tôt.



Selon le communiqué du groupe CASC, maison mère du constructeur de la fusée SAST, un nouveau mode de guidage mixte a été appliqué au deuxième étage du CZ-2D pour la première fois dans ce lancement. L'équipe de tests du lanceur a aussi inauguré un nouveau processus d'intégration au centre spatial qui ne dure que de 15 jours, réduisant significativement la durée de la préparation et le nombre de personnels impliqués.

Un seul message aux navigateurs aériens (NOTAM) a été publié pour indiquer la présence de trois segments aériens interdits d'accès qui se trouvent sur le chemin du vol de la fusée lors de la fenêtre de tirs, entre 04h03 et 04h35 UTC. En revanche aucune zone de retombée n'a été signalée cette fois-ci.

A2003/18

Q) ZLHW/QARLC/IV/NBO/E/000/999/3423N09819E113

A) ZLHW B) 1806020403 C) 1806020435

E) FLW SEGMENT OF ATS RTE CLSD :

1. Y1: MEPEP – N3507.6E10005.6.

2. Y2: MEPEP – N3356.9E09829.3.

3. L888: LUVAR – MUMAN.



En jaune les 3 segments aériens fermés pour le lancement du satellite GF-6 (Image : East Pendulum)

Les données de NORAD ont répertoriés pour le moment un seul objet dans l'espace issu de ce lancement, sur une orbite de $635 \text{ km} \times 647 \text{ km} \times 98,054^\circ$, avec une périodicité de 97,53 minutes, qui fait un peu moins de 15 tours par jour autour de la Terre.

2018-048A

1 43484U 18048A 18153.29652824 -.00000052 00000-0 00000+0 0 9997

2 43484 98.0540 228.3290 0008392 269.8393 133.0353 14.76341331 11

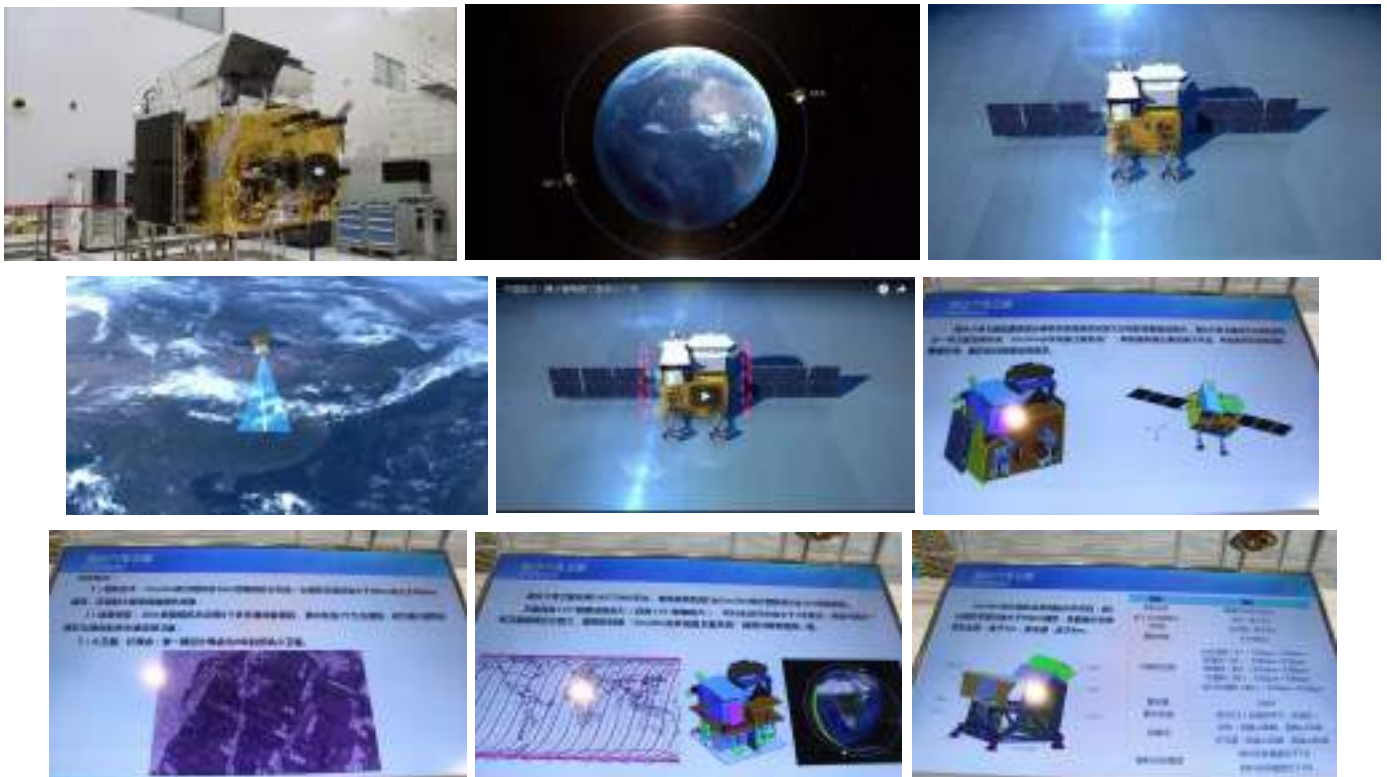
Le satellite multi-spectral GF-6

D'une certaine manière, le satellite GF-6 peut être considéré comme une version complémentaire et mise à jour du GF-1, dont le premier a été lancé en Avril 2013 suivi par trois autres satellites portant la même référence en fin Mars cette année.

Mais contrairement aux quatre GF-1 déjà en opération, le GF-6 dispose de caméras de concept différent. Les caméras co-axiales de haute résolution de GF-1 par exemple ont été remplacés par une seule caméra à trois miroirs asphériques hors axe (TMA, Three Mirror Anastigmat), avec une précision de 2 mètres en panchromatique ou de 8 mètres en multi-spectral (13 canaux), le tout sur une fauchée de 95 km. D'ici s'ajoute une autre caméra de grand champ à quatre miroirs asphériques hors axe (FMA, Four Mirror Anastigmatic), d'une fauchée allant jusqu'à 860 km, pour une résolution de 16 mètres. Le quantificateur des images visé serait de l'ordre de 12 bits.

Le satellite, selon le communiqué de l'Académie des Sciences qui est responsable du développement des caméras embarquées, sera utilisé notamment par le Ministère chinois de l'agriculture dans le suivi agricoles, par exemple.

Développé sur la base de la plateforme satellite CAST2000 de l'Institut CAST, également filiale du groupe CASC, la durée de vie théorique de GF-6 est de 8 ans, la plus longue parmi les satellites utilisant la même plateforme. La masse au décollage du satellite est donnée pour 1 064 kg.





Quant à l'autre passager du vol, le petit « Luo Jia 1 » (珞珈一号), ce satellite d'environ 10 kg est conçu par l'Université de Wuhan et servira à expérimenter essentiellement une nouvelle caméra de nuit à haute sensibilité d'une résolution de 100 mètres.

Il est également équipé des charges utiles permettant de tester le renforcement des signaux de navigation, afin de mener des expériences de navigation des satellites en basse orbite par les systèmes comme Beidou placés en orbite plus haute.



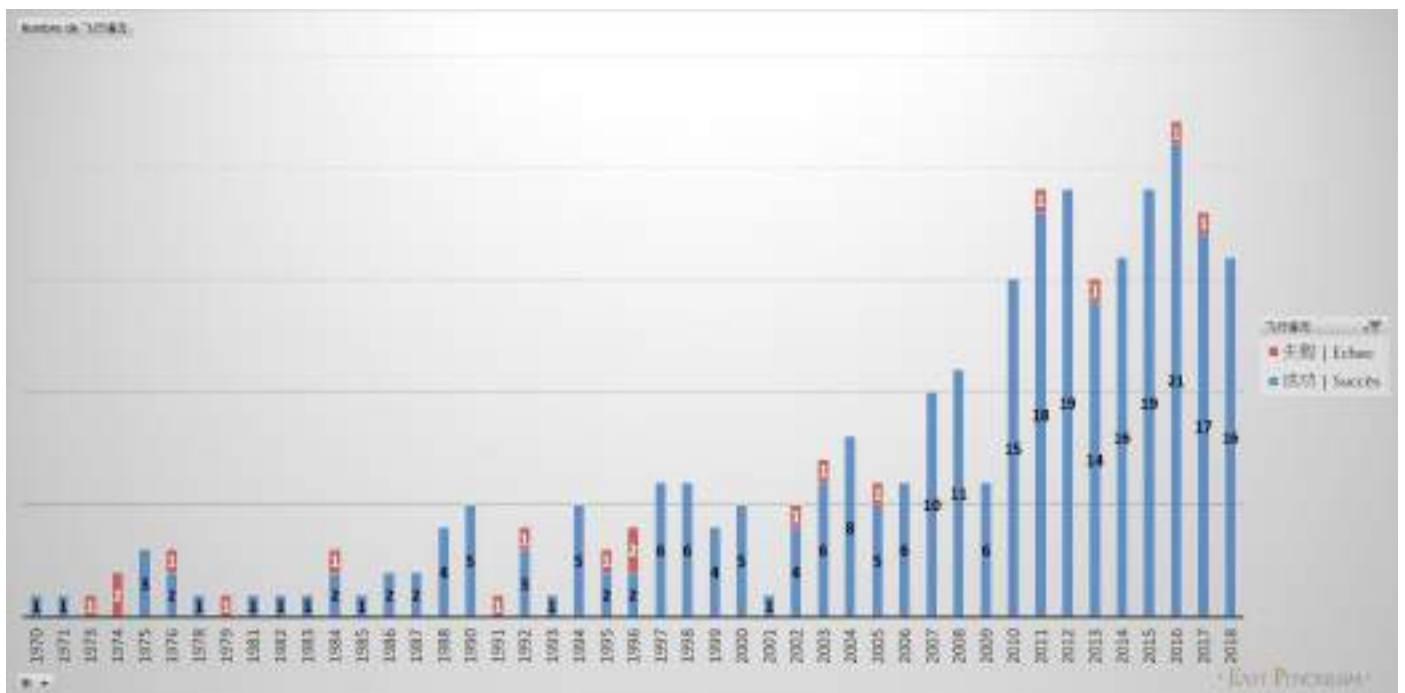
La maquette du petit satellite Luo Jia 1

Statistique historique

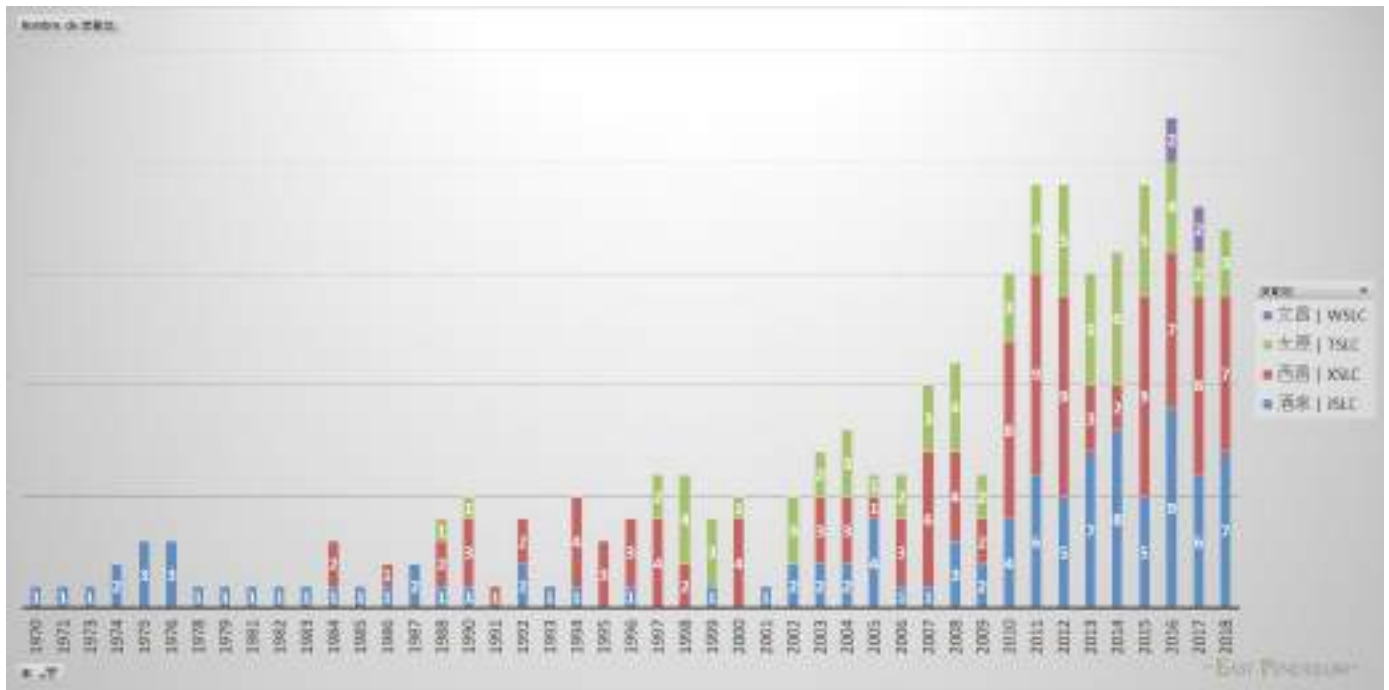
Statistiquement, ce lancement de GF-6 est le 16^e lancement spatial chinois en 2018, le 40^e pour le lanceur CZ-2D, et le 276^e pour la famille de lanceurs Longue Marche.

Pour l'heure, les fusées Longue Marche du groupe CASC totalisent 265 succès et 11 échecs, soit un taux de réussite de 96,01%.

Voici le nombre et le statut de lancements spatiaux chinois effectués depuis 1970, incluant aussi ceux qui ne sont pas réalisés par les lanceurs Longue Marche, et le nombre de lancements par centre spatial chinois –



Le nombre de lancements spatiaux chinois par an (Image : East Pendulum)



Le nombre de lancement par centre spatial chinois (Image : East Pendulum)

Lancement du dernier satellite météorologique FY-2H

<http://www.eastpendulum.com/> Espace By Henri KENHMANN 2018-06-06



Une fusée cryogénique chinoise CZ-3A s'est décollé, ce mardi 5 Juin à 21h07 heure de Pékin, du centre spatial de Xichang (XSLC) pour mettre en orbite de transfert géostationnaire le satellite météorologique FY-2H, le dernier d'une famille de satellites chinoise vieille de 36 ans.

Appelé aussi le FY-2-09, la réussite de son lancement hier tourne définitivement la page de la première génération de satellites météorologiques géostationnaires chinois FY-2, dont trois sont toujours opérationnels en orbite aujourd'hui et font partie des satellites officiels de l'Organisation météorologique mondiale (WMO).

Le lancement

Conçu par *China Academy of Launch Vehicle Technology* (CALT), filiale du groupe d'aérospatiale chinois CASC, le CZ-3A est développé sur la base du CZ-3 de l'un et du vieux CZ-2C de l'autre.

Cette fusée cryogénique à trois étages, qui mesure plus de 52,52 mètres de haut et 241 tonnes au décollage, est capable de placer 2 600 kg de charges utiles en orbite de transfert géostationnaire (GTO), ou 7 200 kg en orbite basse (LEO).

Volé pour la première fois en Février 1994 pour mettre en orbite deux satellites expérimentaux, le lanceur CZ-3A n'a pas encore connu d'échec en 25 lancements et il est servi comme modèle de base pour le développement du CZ-3B et du CZ-3C pour des missions nécessitant davantage de capacité d'emport.

Pour cette mission immatriculée 07-88, la fusée CZ-3A Y25 (qui signifie le 25e de série de production) a décollé précisément à 21:07:03.898 heure locale. Selon HE Zhao Wei (何兆伟), l'un des ingénieurs de conception générale du lanceur, l'équipe technique a profité de l'occasion de ce lancement pour mesurer le taux d'évaporation du carburant cryogénique en orbite, une grande première en Chine.

Les concepteurs ont également réduit la consommation électrique à bord de la fusée, renforcé la protection thermique des conduites de moteurs de contrôle et changé la position de certains capteurs, le tout dans l'objectif de préparer aux futures missions où les derniers étages de fusée seront restés beaucoup plus longtemps dans l'espace que maintenant.



Deux messages aux navigants aériennes (NOTAM) ont été publiés pour signaler la présence de deux zones de retombée des débris.

A1981/18

Q) ZPKM/QRTCA/IV/BO/W/000/999/2654N10714E012

A) ZPKM B) 1806051259 C) 1806051356

E) A TEMPORARY RESTRICTED AREA ESTABLISHED BOUNDED BY :

N265636E1072734-N270302E1070427-N265240E1070054-N264616E1072358

BACK TO START.

VERTICAL LIMITS:GND-UNL.

F) SFC G) UNL

A1982/18

Q) ZGZU/QRTCA/IV/BO/W/000/999/2437N11426E026

A) ZGZU B) 1806051301 C) 1806051402

E) A TEMPORARY RESTRICTED AREA ESTABLISHED BOUNDED BY :

N243642E1145423-N245353E1140424-N243839E1135811-N242130E1144804

BACK TO START.

VERTICAL LIMITS:GND-UNL.

F) SFC G) UNL



En plus de plusieurs stations sol en Chine et à l'étranger, le pays a également déployé deux de ses navires de suivi et de contrôle spatial dans l'océan Pacifique pour ce lancement.

Les données de NORAD montrent que deux nouveaux objets en orbite ont été répertoriés, dont l'un d'eux correspond au satellite FY-2H qui a été injecté sur une GTO de 292 km × 36 371 km.

2018-050A

1 43491U 18050A 18156.78327409 -.00000179 00000-0 00000+0 0 9993

2 43491 24.5571 80.7852 7300606 180.8850 181.1682 2.27194401 17

2018-050B

1 43492U 18050B 18156.77716880 -.00000180 00000-0 00000+0 0 9990

2 43492 24.5576 80.7374 7300506 181.5503 173.2879 2.23514557 18

Le satellite FY-2H

C'est en 1982 après un comité qui s'est tenu à Wuxi que la Chine a lancé officiellement le développement de son premier programme de satellites météorologiques géostationnaires.

Le programme FY-2 a connu un début plutôt houleux, avec notamment le premier satellite qui a explosé en Avril 1994 dans sa salle de préparation à Xichang à cause d'une fuite de carburant. Le futur ingénieur en chef de vaisseaux habités chinois Shenzhou, QI Fa Ren (戚发轫), a également été blessé durant cet accident.

Le premier satellite FY-2, appelé FY-2A ou FY-2-02 (01 étant détruit dans l'explosion), a été mis en orbite le 16 Juin 1997 et devient le premier satellite météorologique géostationnaire du pays. Depuis cette date, six autres FY-2 ont été lancés dont le FY-2H de ce mardi.

Les satellites FY-2 sont de type spinné et de forme cylindrique de 2,1 mètres de diamètre pour 1,6 mètre de haut. D'une masse au décollage de 1 380 kg environ, la charge utile principale du satellite – un radiomètre à balayage développé par l'Académie chinoise des Sciences – dispose de cinq canaux qui permettent de fournir des images complètes en lumière visible (1) et infrarouge (4).

La durée de vie du satellite FY-2H, qui fait partie du Batch 3 et sera le dernier de la série, est donnée pour quatre ans contre trois ans pour ses prédécesseurs.

Une fois les tests en orbite terminés, FY-2H sera déplacé de sa position initiale 86,5°E à 79°E, et sera mis en réseau avec FY-2E, 2F et 2G ainsi que quatre autres satellites météorologiques chinois actuellement en orbite.



Le satellite FY-2H en essais au sol (Photo : CASC)

Le radiomètre à balayage du FY-2H, à l'Académie chinoise des Sciences :



A noter que le premier satellite expérimental du FY-4, successeur du programme FY-2, a été lancé avec succès en Décembre 2016 par une fusée CZ-3B à Xichang. Le deuxième de série est prévu pour 2019 et le troisième en 2021.

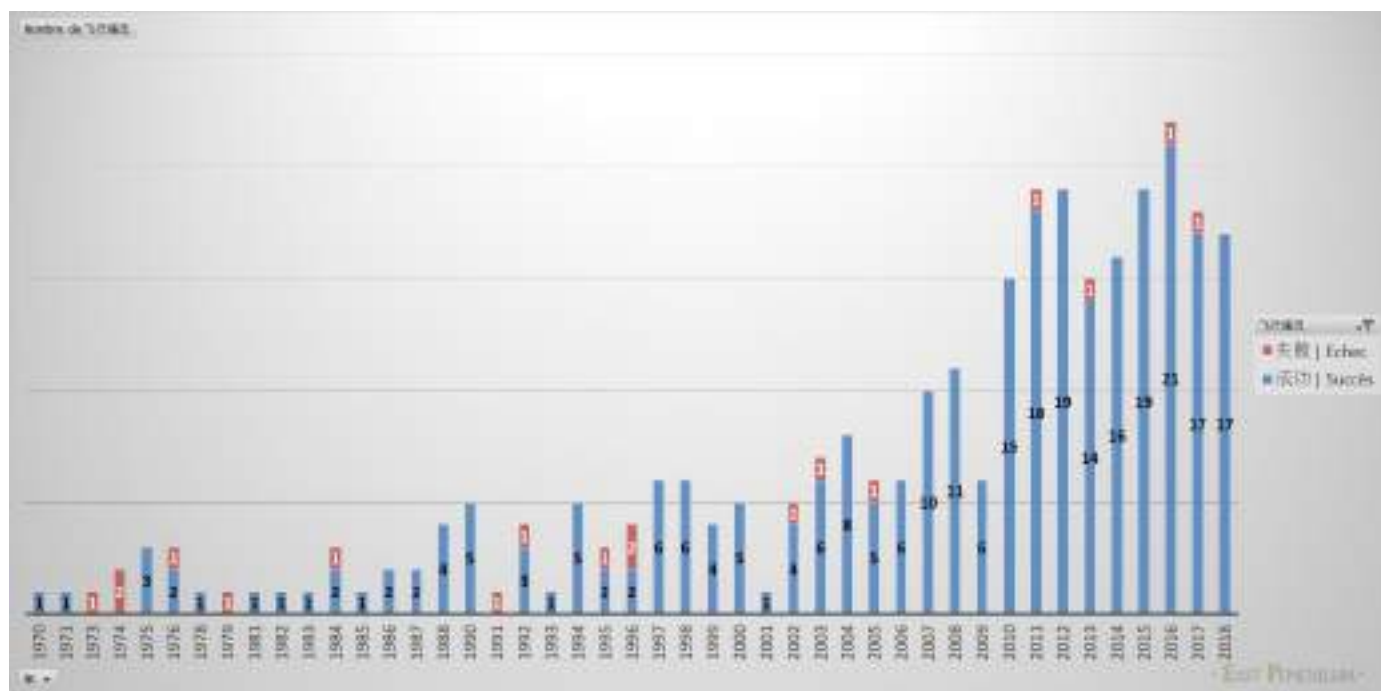


Statistique historique

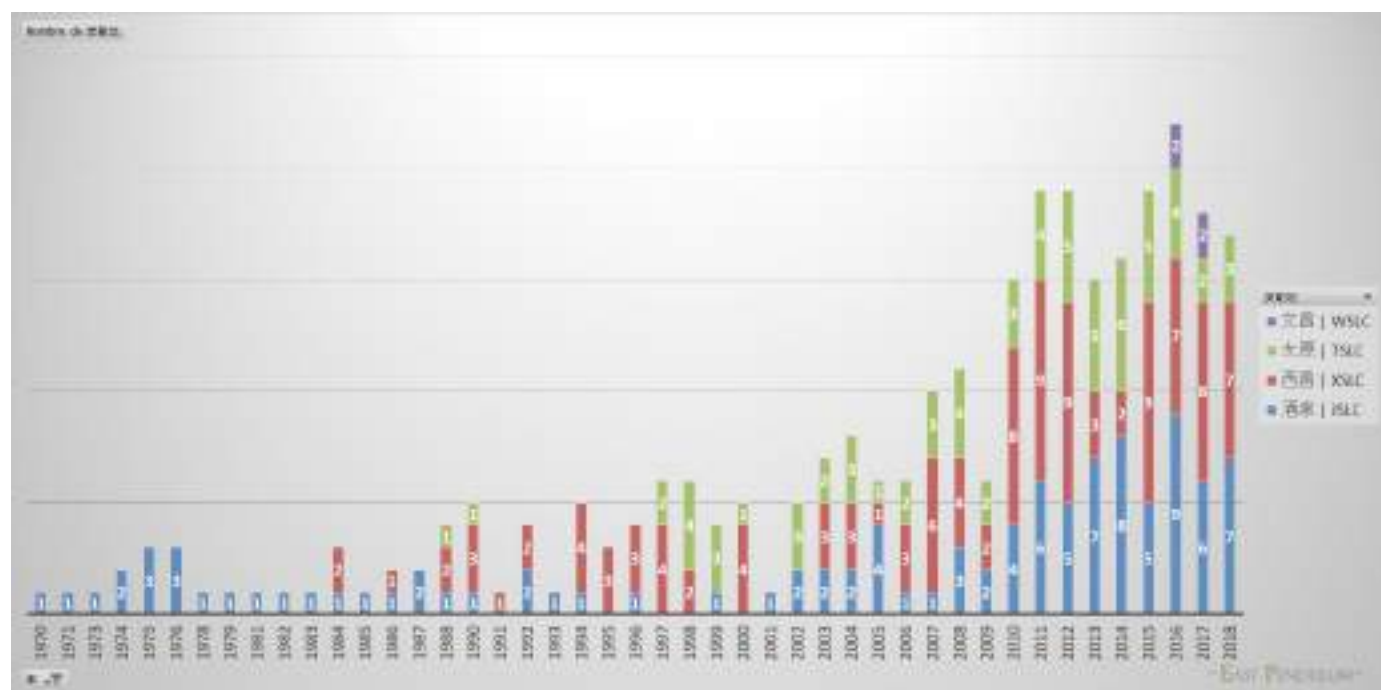
Statistiquement, ce lancement du satellite FY-2H est le 17^e lancement spatial chinois en 2018, le 25^e du lanceur CZ-3A, et le 277^e pour la famille des lanceurs Longue Marche.

Pour l'heure, les fusées Longue Marche du groupe CASC totalisent 266 succès et 11 échecs, soit un taux de réussite de 96,03%.

Voici le nombre et le statut de lancements spatiaux chinois effectués depuis 1970, incluant aussi ceux qui ne sont pas réalisés par les lanceurs Longue Marche, et le nombre de lancements par centre spatial chinois –



Le nombre de lancements spatiaux chinois par an (Image : East Pendulum)



Le nombre de lancement par centre spatial chinois (Image : East Pendulum)

CORÉES

Corée du Nord

Diplomatie

Bachar al-Assad va rencontrer Kim Jong-un en Corée du Nord, une première pour un chef d'État étranger

Accueil Monde Corée du Nord <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Publié le 03/06/2018 à 17h15



Le président syrien Bachar al-Assad va se rendre en Corée du Nord pour rencontrer Kim Jong-un. | SANA / REUTERS

Le président syrien a déclaré ce dimanche qu'il se rendrait en Corée du Nord pour rencontrer le leader nord-coréen. Une visite diplomatique qui marquerait un tournant alors qu'aucun chef d'État ne s'est encore rendu en Corée du Nord depuis l'ascension au pouvoir de Kim Jong-un.

Le président syrien Bachar al-Assad a l'intention de se rendre en Corée du Nord pour y rencontrer le dirigeant de ce pays, Kim Jong-un, a annoncé ce dimanche l'agence officielle nord-coréenne KCNA, ce qui en ferait le premier chef d'État à être reçu par le leader nord-coréen dans son pays reclus.

« **Je vais me rendre en RPDC et rencontrer [...] Kim Jong Un** », a déclaré Bachar al-Assad, utilisant l'acronyme du nom officiel de la Corée du Nord, la République populaire démocratique de Corée.

Cette annonce intervient alors que le président américain Donald Trump a confirmé vendredi la tenue à Singapour le 12 juin de son sommet historique avec Kim Jong-un, organisé après une intense activité diplomatique.

« **Le monde salue les événements remarquables survenus récemment dans la péninsule de Corée grâce à l'envergure exceptionnelle et la sagesse du leadership de Kim Jong Un** » a déclaré le président syrien, cité par l'agence KCNA, lors d'une rencontre avec l'ambassadeur nord-coréen Mun Jong Nam mercredi.

Des relations étroites entre la Syrie et la Corée du Nord

Pyongyang et Damas maintiennent de bonnes relations depuis des décennies. Des soupçons de commerce d'armes chimiques entre les deux pays ont été évoqués dans le passé par l'ONU et la Corée du Sud.

La Corée du Nord a été soupçonnée d'avoir aidé la Syrie à construire une installation nucléaire, qui a été détruite par Israël en 2007.

Les deux pays ont été isolés par les Occidentaux sur la scène diplomatique : la Corée du Nord pour son projet de se doter de l'arme atomique et la Syrie pour les massacres commis pendant la guerre civile.

Le premier chef d'État à se rendre en Corée du Nord

Depuis son accession au pouvoir en 2011, Kim n'a rencontré aucun chef d'État dans son pays. Il ne s'est rendu officiellement à l'étranger comme dirigeant que cette année, pour rencontrer le président chinois Xi Jinping, un allié de son régime.

Le dirigeant nord-coréen a été invité en Russie, à l'occasion d'une visite à Pyongyang du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov la semaine dernière.

De son côté, le président syrien s'est rendu à deux reprises depuis novembre à Sotchi, en Russie, pour y rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine.

Sommet de Singapour: Qui va payer le très luxueux hôtel de la délégation de Corée du Nord ?

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 02/06/2018 23:08 CEST | Actualisé 02/06/2018 23:08 CEST Par Paul Guyonnet

Pas les États-Unis, car ils violeraient ainsi leurs propres sanctions économiques contre le régime de Pyongyang...



Edgar Su / Reuters Sommet de Singapour : Qui va payer le très luxueux hôtel de la délégation de Corée du Nord ?

INTERNATIONAL - C'est une banale question organisationnelle qui dissimule pourtant de complexes ressorts géopolitiques. À l'occasion du sommet de Singapour, qui aura finalement lieu le 12 juin prochain et permettra enfin à Kim Jong-un et Donald Trump de discuter de visu du programme nucléaire nord-coréen, les délégations sont à pied d'œuvre pour contenter leurs dirigeants et magnifier l'image que renverra leur pays.

Et du côté de la Corée du Nord, une vieille habitude a ressurgi, comme le raconte *le Washington Post*. Depuis le début des années, ce régime démuni et accablé par les sanctions internationales refuse de payer lui-même sa nourriture et ses hébergements lors de sommets diplomatiques.

En Corée du Nord, les invités payent leur repas

Un vieux réflexe né au cours de rencontres avec le Sud où le Nord avait accepté de discuter tout en spécifiant que le régime était en revanche "trop pauvre pour régler lui-même des frais de voyage hors de ses frontières."

Lors des Jeux olympiques d'hiver, qui se déroulaient à Pyeongchang, en Corée du Sud, c'est ainsi Séoul qui a dû mobiliser 2,6 millions de dollars pour couvrir les frais de ses voisins et s'assurer que les officiels, mais aussi une troupe de pom-pom girls et une autre d'artistes soient nourris, logés et blanchis. Et le Comité international olympique qui a pris en charge les besoins des athlètes envoyés par Pyongyang.

Et le régime nord-coréen pousse même le vice à faire payer ses invités, les rares fois où il accepte d'en recevoir sur son sol. *Le Washington Post*, toujours, relate par exemple qu'en 2014, le directeur d'alors du renseignement américain, James Clapper Junior, avait dû payer le repas gastronomique composé de douze plats qui lui avait été servi alors qu'il se trouvait dans le Royaume ermite pour rapatrier deux prisonniers politiques.

Les goûts de luxe des Nord-Coréens

Dès lors, pour le sommet de Singapour, la question de savoir qui va payer pour la délégation de Kim Jong-un s'est imposée. D'autant que le leader et son entourage ont des exigences très strictes, puisqu'ils ont exigé d'être logés à l'hôtel Fullerton, un palace situé à l'embouchure de la rivière de Singapour et où les plus grandes suites se réservent pour plus de 6.000 dollars par nuit. Or si les États-Unis semblent disposés à s'acquitter de ces frais de logement, il s'avère qu'ils ne peuvent le faire, au risque de violer... leurs propres sanctions contre Pyongyang.

En effet, pour effectuer ce genre de transaction, les Américains devraient la faire approuver par l'Organisation des Nations Unies ou demander une exemption, ce qui risquerait d'envoyer un

message de complaisance à l'égard de Pyongyang. Résultat: il pourrait finalement revenir à l'hôte singapourien de la rencontre de financer le séjour des Nord-Coréens sur son sol, pour que toutes les parties gardent la face avant cette rencontre cruciale. Un dossier complexe, donc... Et il ne s'agit pour l'instant que de savoir où et comment les négociateurs vont pouvoir dormir dans la cité-État.

Donald Trump est prêt à inviter Kim Jong-un aux Etats-Unis si leur sommet se passe bien

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 07/06/2018 21:39 CEST | Actualisé 07/06/2018 21:39 CEST HuffPost avec AFP

Il a aussi révélé ce que contenait la lettre apportée par le n°2 nord-coréen le 1er juin.



Kevin Lamarque / Reuters Donald Trump est prêt à inviter Kim Jong-un aux Etats-Unis si leur sommet se passe bien.

INTERNATIONAL - Le président américain Donald Trump s'est dit prêt jeudi à inviter le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un aux Etats-Unis si leur rencontre historique, prévue le 12 juin à Singapour, se passe bien, en ajoutant espérer une "normalisation" des relations entre les deux pays.

"La réponse est oui (...), assurément si ça se passe bien", a dit Donald Trump à un journaliste qui lui demandait s'il envisageait d'inviter le dirigeant nord-coréen aux Etats-Unis. "Nous aimerions voir une normalisation, oui", a-t-il par ailleurs déclaré à la presse à la Maison Blanche aux côtés du Premier ministre japonais Shinzo Abe, en visite à Washington.

Donald Trump a aussi dit que la lettre que lui avait envoyée Kim Jong Un était "chaleureuse et aimable". "Je l'ai beaucoup appréciée", a-t-il dit. La lettre ne disait "rien d'autre que 'nous avons hâte de vous voir et nous avons hâte pour le sommet et nous espérons que des choses formidables vont se passer' Nous avons donc apprécié", a-t-il poursuivi.

"Je suis prêt à m'en aller"

Le président américain a dit croire qu'un "grand succès" découlerait de la rencontre avec le dirigeant nord-coréen, tout en se disant tout à fait préparé à se retirer.

"Je suis prêt à m'en aller (...). J'espère que ce ne sera pas nécessaire. Je pense vraiment que Kim Jong Un veut faire quelque chose de formidable pour son peuple et aussi pour sa famille et pour lui-même", a-t-il dit.

Le président américain s'est enfin engagé à soulever, pendant son sommet avec Kim Jong Un, la question des ressortissants japonais enlevés dans les années 1970 et 1980 par la Corée du Nord.

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe s'est de son côté dit prêt à parler directement à la Corée du Nord. "Je souhaite faire directement face à la Corée du Nord et lui parler afin que le problème des enlèvements soit rapidement résolu", a dit M. Abe lors de la conférence de presse.

Il n'y a pas de changement dans la politique japonaise visant à réaliser "une vraie paix dans l'Asie du Nord-Est", a-t-il ajouté, affirmant que si la Corée du Nord était "désireuse de faire un pas" dans la bonne direction, elle aurait "un avenir radieux".

PAKISTAN

Défense

La marine pakistanaise signe pour deux autres frégate Type 054A

<http://www.eastpendulum.com/> Géopolitique, Mer By Henri KENHMANN 2018-06-03



Il était question pour la marine pakistanaise d'acquérir quatre frégates F-22P supplémentaires après que le 4e de série, PNS *Aslat*, soit lancé en June 2011 au chantier naval Karachi, alors que les trois premiers exemplaires sont tous construits en Chine à Shanghai. Mais le choix des forces navales du Pakistan est finalement porté sur le Type 054A, la frégate multi-rôles de la marine chinoise dont la production est sur le point de se terminer après une série de 30 navires.

Selon le compte Twitter de Pakistan Navy (PN) en date du 1^{er} Juin, un contrat d'acquisition portant sur deux frégates Type 054A a été signé au Ministère pakistanais de la production de défense (MoD-P), à Rawalpindi, avec la société d'exportation chinoise *China Shipbuilding Trading Company Ltd* (CSTC), et ce en présence du vice-amiral Faisal Rasul Lodhi, adjoint au chef d'état-major de la PN, ainsi que de plusieurs hauts responsables industriels et militaires chinois.



Cérémonie de signature de deux frégates Type 054A pour la marine pakistanaise (Photo : Pakistan Navy)

Le texte indique que la marine pakistanaise devrait recevoir les quatre bâtiments dans ses flottes d'ici 2021, et que ces derniers vont améliorer considérablement ses capacités de combat, tout en contribuant efficacement aux opérations de sécurité maritime dans la région. Tout porte donc à croire qu'un autre accord avait déjà été contracté auparavant, et que cette nouvelle signature consisterait en une commande supplémentaire.

Cela confirme d'ailleurs ce qu'a dit un commandant de frégate pakistanais l'an dernier sur l'achat de Type 054A.



[East Pendulum @HenriKenmann](#)

Interviewé par une chaîne de télévision Shanghaienne, le colonel Shahzad Iqbal, commandant de la frégate PNS Saif, indique que la marine pakistanaise va acquérir les frégates chinoises Type 054A.

25 bâtiments de cette classe sont actuellement en service dans la marine chinoise.

[20:17 - 1 déc. 2017](#)

Conçu par l'Institut 701 du groupe CSIC, la frégate Type 054A a pour mission primaire « la lutte anti-sous-marine de flotte » comme mentionné dans le cahier de charge de l'état-major de la marine chinoise. Le bâtiment déplaçant 3 600 tonnes (standard) est donc équipé d'un bon nombre de systèmes d'arme pour cette fonction, comme les systèmes de lutte acoustiques Type 183, le système de lutte anti-torpille Type 562, le sonar de coque Type 307 et le sonar remorqué Type 206 (mis à jour vers le Type 311 plus tard), les lance-torpilles Yu-7, les roquettes anti-sous-marines WHH-003A ainsi que des missiles de lutte anti-sous-marine Yu-8.

Le navire est également doté de huit missiles anti-navire YJ-83J, un canon H/PJ-26 de calibre 76 mm, deux systèmes CIWS H/PJ-12 (mis à jour vers H/PJ-11 à partir du 17^e de série), ainsi qu'un système de lancement vertical de 32 silos capable de lancer à la fois les missiles anti-aériens HQ-16 et l'ASROC Yu-8.

Depuis l'admission au service actif du 1^{er} bâtiment en Janvier 2008, il y a 10 ans, un total de 26 frégates Type 054A a déjà rejoint les forces navales chinoises et elles mènent activement des missions hauturières allant de la baie de Bohai jusqu'au golfe d'Aden, en passant par l'Ouest du Pacifique, la mer de Chine méridionale et l'océan Indien. Aujourd'hui 4 exemplaires sont toujours construction ou agencement aux chantiers navals Hudong à Shanghai et Huangpu à Guangzhou, et verront bientôt arriver ses successeurs le Type 054B de propulsion électrique.



Rechargement des silos VLS d'une frégate Type 054A



Deux frégates Type 054A de la flotte de l'Est dans un exercice naval



L'un des deux CIWS H/PJ-11 pour la dernière défense « Hard Kill » du Type 054A



Le tir quasi-instantané de 4 missiles anti-aériens HQ-16



La frégate 578 Yangzhou de Type 054A en escale en France l'an dernier

On ignore pour le moment du prix des quatre futurs Type 054A pour la marine pakistanaise, mais les anciens F-22P, plus petits, ont coûté chacun environ 200 millions de dollar américain au Pakistan et la marine chinoise se dote du Type 054A au prix de 218 millions USD (environ 187 M€).

Au niveau des équipements à bord, il est pratiquement certain que tous les systèmes utilisés par la marine chinoise seront remplacés par les versions exportables, potentiellement rétrogradées ou tout du moins modifiées. Ainsi, les HQ-16 ou HQ-16C pourraient laisser leur place au LN-80, l'H/PJ-11 au Type 730B, le Yu-8 au ET80...etc, et ce sans parler des systèmes de combat et des senseurs.

Malgré cela, les quatre nouveaux Type 054A devraient constituer l'un des pivots les plus importants des flottes de surface pakistanaises, et pourrait travailler de pair avec les futurs sous-marins S20 d'origine chinoise pour les diverses missions également.

Pour la Chine, la dotation de plus en plus nombreuse des équipements militaires chinois par le Pakistan va continuer à approfondir la relation politico-militaire entre les deux pays, et permettra de consolider davantage le positionnement chinois dans cette partie cruciale pour sa route de Soie maritime.

Annexe : le texte du communiqué de la marine pakistanaise

Contract for acquisition of 2 x warships for Pakistan Navy was signed with M/s China Shipbuilding Trading Company Ltd (CSTC), at Ministry of Defence Production, Rawalpindi. Deputy Chief of Naval Staff (Operations), Rear Admiral Faisal Rasul Lodhi was also present on the occasion.

With the conclusion of this contract, Pakistan Navy will have a total of 4 x Type 054A ships in its Fleet by 2021. The induction of these Ships will substantially enhance Pakistan navy's war fighting capabilities while effectively contributing towards Maritime Security Operations in the region.

Type 054A is an extremely potent and state of the art warship equipped with latest weapons including long range missiles and Hi-tech sensors, capable to undertake operations in all domains of naval warfare. The acquisition of these modern ships is certainly a value addition in Pakistan Navy which is an ardent defenders of National Maritime Interests of Pakistan.

The ceremony was attended by high ranking officials and dignitaries from China, Pakistan Navy and Government authorities.

SINGAPOUR

Diplomatie

Trump-Kim : rendez-vous au sommet sur l'île de Sentosa

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Chloé de Saint-Laurent Mis à jour le 06/06/2018 à 19:20 Publié le 06/06/2018 à 18:30



L'île de Sentosa accueille près de 5 millions de visiteurs par an. Wong Maye-E/AP

Cette île singapourienne accueillera la rencontre historique du 12 juin. Cette destination touristique, temple du loisir et du luxe, est également connue pour son histoire tragique.

Le sommet tant attendu entre le président américain Donald Trump et le dictateur nord-coréen Kim Jong-un aura lieu le 12 juin à partir de 9 heures, à l'hôtel cinq étoiles Capella, a confirmé mardi la Maison-Blanche. Cet établissement de luxe est situé sur l'île singapourienne de Sentosa, un lieu touristique de rêve au sombre passé.

Selon le quotidien de Singapour *Straits Times* , les deux hommes résideront dans des hôtels séparés, au Shangri-La pour le milliardaire américain et au St Regis Singapour pour le jeune dictateur.

Sommet Trump-Kim : quels sont les enjeux ?



Le sommet va-t-il vraiment se tenir ? Que peuvent se dire les deux dirigeants ? Quels sont les enjeux pour les Etats-Unis et pour la Corée-du-Nord ? L'éclairage de L. Mandeville, (Qui est vraiment Donald Trump ?), et de S.Falletti, (La Piste Kim).

Un cadre bucolique pour une première rencontre

La cité-État de Singapour a souvent accueilli de grands sommets internationaux comme la rencontre en 2015 entre le président chinois Xi Jinping et son homologue taïwanaise Ma Ying-Jeou. Mais ce tête à tête entre les leaders américain et nord-coréen sera une première pour l'île de Sentosa et l'hôtel Capella, où les préparatifs ont déjà commencé. L'hôtel de luxe n'annulera pas les réservations déjà effectuées, mais n'en prendra pas de nouvelles. Les autorités singapouriennes ont déclaré l'île «zone d'évènement spécial», avec un important dispositif de sécurité.

Composé de 500 hectares dédiés au jeu et au luxe, l'île de Sentosa où se retrouveront les deux leaders haut en couleur est principalement consacrée aux loisirs. Ce haut lieu touristique accueille près de 5 millions de visiteurs par an. On y trouve un parc à thème Universal Studios, des complexes hôteliers, de luxueuses villas, des parcours de golf, un casino et des marinas privées. Un décor qui ne devrait ni dépayser Donald Trump, ni déstabiliser le dictateur nord-coréen.

La petite île de Sentosa est reliée par un pont à l'île principale ce qui la rend facile à sécuriser.

Une histoire peu glorieuse

Le passé de l'île est cependant moins joyeux que ses infrastructures touristiques. Au XVIIe siècle, l'île était nommée «Pulau Belakang Mati» signifiant «île de la mort par-dérrière» en malais, en raison des pirates qui la fréquentait et qui y ont commis plusieurs exactions. À la fin du XIXe siècle, une épidémie de malaria a touché Sentosa. En 1942, les Japonais l'envahissent et y installent un camp de prisonniers de guerre pour les soldats alliés, majoritairement australiens et britanniques.

Un lieu de mémoire de la Seconde Guerre mondiale

Sous l'occupation japonaise, la plage de sable fin de l'île où bronzent aujourd'hui les touristes est teintée de sang. Les Japonais y auraient exécuté tous les hommes d'origine chinoise entre 18 et 50 ans avant de jeter leurs corps à la mer. Les occupants ont renommé l'île «Syonan», c'est-à-dire «Lumière du Sud». De leur hôtel, Kim et Trump auront vue sur la plage où a eu lieu ce massacre.

Attention, tourisme mortel

Dans les années 60, le gouvernement malais, dont dépendait à l'époque Singapour, renomme l'île «Sentosa», «île de la tranquillité» dans le but d'y construire un site touristique. En 1983, deux cabines du téléphérique touristique sont tombées dans la mer après avoir été heurtées par un navire de forage pétrolier, faisant sept morts. En 2000, le nouveau parc aquatique Fantasy Island a reçu de nombreuses plaintes concernant la sécurité, notamment suite au décès d'une fillette de huit ans après que son radeau s'est renversé. Le parc a fermé en 2002.

TAÏWAN

Diplomatie

Taiwan, une île cernée

Actualité <https://www.lexpress.fr/> De notre envoyé spécial, Charles Haquet, publié le 09/06/2018 à 07:30 , mis à jour à 14:11



Touristes chinois au pied de la tour 101 à Taipei. TA-LEI CHOU / POLARIS POUR L'EXPRESS

[ÉPISODE 1] Sous la pression croissante de Pékin, Taïpei apparaît plus isolée que jamais. Et les jeunes quittent le pays...

Les dollars de Taïwan n'auront pas suffi. Le 24 mai, le président du Burkina Faso, Christian Kaboré, a annoncé que son pays rompait ses relations diplomatiques avec Taïpei. Durant vingt-quatre ans, les Taïwanais avaient pourtant soigné leur "allié" africain : bourses, construction d'hôpitaux et d'écoles... Mais la pression du gouvernement chinois était trop forte. D'une main, la carotte - Ouagadougou pourrait bénéficier des fameuses "routes de la Soie", ces projets d'infrastructure lancés un peu partout dans le monde par Pékin. De l'autre, le bâton - Pékin a fait comprendre qu'il ne financerait pas le G5, cette force créée par cinq pays du Sahel pour lutter contre le terrorisme, tant que le Burkina Faso "fréquenterait" les Taïwanais. Comment résister ?

L'étau chinois

C'est, du reste, la question que doit se poser Mswati III. Le souverain du Swaziland est désormais le dernier dirigeant africain à entretenir des relations officielles avec Taïwan. Mais les émissaires de la Chine sont déjà à pied d'oeuvre. Le 27 mai dernier, le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, a exprimé le vœu que ce petit royaume d'Afrique australe rejoigne "le plus vite possible la grande famille de l'amitié sino-africaine".

De toutes parts, l'étau chinois se resserre sur Taïwan. "La pression s'est intensifiée ces derniers mois, constate un diplomate. Pékin "détricote" peu à peu le réseau d'alliés constitué par Taïpei. Il n'en reste que 18, dont le Vatican et le Honduras. Tous les moyens sont bons pour isoler l'île." Pour la première fois depuis huit ans, Taïwan n'a pu assister au grand raout annuel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). "En vertu d'un accord qu'ils avaient signé en 2005 avec l'agence onusienne, les Chinois ont opposé leur veto, fulmine le ministre taïwanais des Affaires étrangères, Joseph Wu. Les Chinois nous mènent la vie dure..."

A leur tour, les compagnies aériennes internationales sont "fortement incitées" à présenter Taïwan comme une destination chinoise. Résister, c'est risquer de perdre l'accès au marché chinois. Lufthansa et British Airways, suivis par Air France, ont déjà cédé... A cela s'ajoutent les intimidations militaires : depuis le début de l'année, l'île a été survolée à 47 reprises par des chasseurs et bombardiers chinois, contre 12 l'an dernier.

Pas de consensus, pas de dialogue

Pourquoi une telle offensive ? En grande partie parce que Pékin n'a jamais digéré l'élection de Tsai Ing-wen à la tête du pays, en mai 2016. Issue du Parti démocrate progressiste (PDP), la première femme présidente de Taïwan a commis un péché originel : elle a rejeté le "consensus de 1992", cet accord ambigu, noué entre Pékin et Taïpei, qui décrète qu'il n'y a "qu'une Chine", chacune des parties étant libre d'interpréter cette définition à sa guise... La réaction chinoise a été sans appel : "Pas de consensus, pas de dialogue."



Jeune candidate du KMT pour les prochaines élections locales, Chiao-Hsin Hsu veut incarner la relève politique. TA-LEI CHOU / POLARIS POUR L'EXPRESS

En réalité, l'intransigeance de Pékin est à la hauteur de son dépit. En 2008, le parti taïwanais du Kuomintang (KMT) revient au pouvoir et opère un rapprochement avec Pékin - un revirement historique pour les héritiers du leader nationaliste Tchang Kaï-chek, qui a fui les troupes communistes en 1949. "Les Chinois caressent l'espoir d'un rapprochement entre les deux rives", souligne Tanguy Le Pesant, professeur à l'Université nationale centrale de Taïwan. En mars 2014, le KMT tente de faire passer au forceps un accord de libre-échange avec Pékin. Des étudiants taïwanais, redoutant l'ingérence chinoise, envahissent le Parlement. C'est la "révolution des

tournesols". Elle se soldera par l'abandon de l'accord. Deux ans plus tard, le KMT perd l'élection présidentielle.

Une démocratie modèle

Une fois au pouvoir, la nouvelle présidente se garde bien de parler l'indépendance - ce qui serait considéré comme un casus belli avec son puissant voisin. Mais elle prône le maintien d'un statu quo. Embarras du président chinois, Xi Jinping. Car la démocratie taïwanaise, l'une des mieux classées au monde, selon l'ONG américaine Freedom House, pose un problème existentiel au "nouveau timonier". Elle montre qu'il y a une alternative au modèle autoritaire et constitue donc un facteur de déstabilisation. Ce n'est pas un hasard si les débats sur le statut de Taïwan sont interdits en Chine continentale...

Que faire ? "Les Chinois sont dans une position délicate, estime Stéphane Corcuff, enseignant-chercheur à Sciences po Lyon. Ils n'ont pu empêcher l'élection de Tsai Ing-wen et en sont réduits à exercer toutes sortes de pressions. Mais cette stratégie est contre-productive, car les bruits de bottes n'effraient pas les Taïwanais. Au contraire, ils font progresser le sentiment identitaire." Déjà, avant les élections de 1996, les Chinois avaient tiré des missiles au large de l'île afin de dissuader les Taïwanais d'élire Lee Teng-hui, candidat jugé trop indépendantiste pour Pékin. Résultat, la population avait voté en masse pour lui ! Rebelote en 2016 : le jour du scrutin, les Chinois contraignent une jeune chanteuse taïwanaise de K-pop, Chou Tzu-yu, à s'excuser sur les réseaux sociaux, parce qu'elle avait agité un petit drapeau taïwanais dans l'un de ses clips. Tout un peuple s'était senti humilié. Cet épisode avait, dit-on, fait perdre des milliers de voix au KMT, réputé prochinois...

L'unification, sujet toxique

Deux ans plus tard, celui-ci a, d'ailleurs, infléchi sa position. Plus question de cautionner l'irrédentisme chinois. "Beaucoup de gens pensent que nous sommes en faveur de l'unification, mais c'est faux, nous voulons le maintien du statu quo", déclare Hsu Chiao-hsin, jeune candidate du KMT aux prochaines élections municipales, qui auront lieu en novembre. Tee-shirt à l'effigie de son parti, regard volontaire, la jeune femme l'a bien compris : elle n'a aucune chance de gagner si elle ne s'aligne pas sur la position des démocrates au pouvoir. Et tant pis pour les nostalgiques d'un rapprochement avec Pékin.



Un membre du Parti de l'unification, à Taipei, le 7 mai dernier, revendique le rapprochement avec la "grande Chine".
Charles Haquet

Ceux-là peuvent toujours, s'ils le veulent, aller grossir les rangs du minuscule Parti de l'unification. Tous les matins, quelques militants se retrouvent au pied de la tour Taipei 101, le plus haut gratte-ciel de la ville, et clament leur amour pour la "mère patrie". "Si tu veux des sous, demande-le à Mao, il te remplira les poches !" chante à tue-tête un vieux Chinois, à la grande joie des touristes. Dans ses mains, l'immense drapeau rouge du Parti communiste chinois. Il ne mesure pas sa chance. Contrairement à la pauvre chanteuse de K-pop, personne ne lui demandera de faire son autocritique.

Retrouvez demain la suite de notre reportage et la façon dont la jeunesse taïwanaise réagit aux menaces chinoises.

AUSTRALIE

Environnement

La Grande barrière de corail est l'un des endroits les plus spectaculaires du monde — voici à quoi elle ressemble en disparaissant

<http://www.businessinsider.fr/> Business Insider 2 Juin 2018, 09:50



Pixabay/alicia3690

- **La Grande barrière de corail est l'un des endroits les plus riches en biodiversité du monde, et cela vaut des milliards de dollars.**
- **Mais elle est réellement menacée, à cause des émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent l'eau et l'acidifie, ce qui provoque le blanchiment des coraux et peut les tuer.**
- **Il y a de vrais risques pour que la Grande barrière de corail soit tuée dans les deux prochaines décennies, laissant une structure morte qui pourrait prendre des milliers d'années à se reconstruire, si cela est encore possible.**

Un des environnements naturels les plus spectaculaires est aussi le plus vulnérable, et si les gens ne font pas attention; il y a de grands risques pour qu'elle soit bientôt entièrement détruite.

Située au large de la côte nord-est de l'Australie, la Grande Barrière de Corail — composée de plus de 3860 récifs coralliens séparés, selon certaines mesures — est une structure naturelle si massive qu'elle peut être vue depuis l'espace.

Elle abrite de nombreux organismes vivants et c'est un énorme attrait pour le tourisme. Parmi tous les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, c'est le plus riche en biodiversité et l'écosystème de récifs coralliens le plus vaste de la planète.

Mais comme tous les récifs coralliens, il est vulnérable face à l'activité humaine, ce qui signifie qu'il risque réellement de mourir.

Ce ne pas seulement les activités locales, comme la pêche et la pollution, qui endommagent les coraux qui composent la Grande barrière de corail, bien qu'ils aient des effets néfastes aussi. La plus grande menace du monde pour la santé des récifs — à la fois au large de l'Australie et dans le monde entier — vient des émissions de dioxyde de carbone qui provoquent le changement climatique.

Les conséquences générales de la disparition des récifs sont dévastatrices, à la fois pour les milieux naturels et pour les êtres humains qui en dépendent.

Selon une récente étude de la revue Nature Geosciences, la Grande Barrière de Corail a vécu des expériences de mort-imminente et en est revenue — à cinq reprises au cours des 30 000 dernières années. Cela prouve que la récupération est au moins théoriquement possible, mais dans ces cas, cela a pris des centaines ou des milliers d'années.

Voici ce qui rend la Grande barrière de corail si fragile:

Selon une étude récente publiée dans la revue Nature, la Grande barrière de corail est composée de 3 863 récifs coralliens, avec plus de 400 variétés de coraux qui construisent ces récifs.



Pixnio/ Jim E Maragos, USFWS Source : Nature

Les coraux sont des animaux — des créatures translucides qui forment d'énormes colonies et créent une variété de structures.



Catlin Seaview Survey / Underwater Earth

Certains types d'algues peuplent les structures, ce qui donne aux récifs des couleurs vives et les aide à tirer de l'énergie du soleil ainsi que des nutriments et du plancton de l'eau.

Les environnements créés par ces créatures sont cruciaux — un quart des espèces de poissons passent une partie de leur cycle de vie dans les récifs, ce qui signifie que leur disparition pourrait avoir des effets catastrophiques sur les populations de poissons et les nombreuses personnes qui s'en nourrissent ou qui en vivent.



Catlin Seaview Survey / Underwater Earth

La Grande Barrière de corail abrite au moins 1500 espèces de poissons, 4000 espèces de mollusques, 240 espèces d'oiseaux et des milliers d'autres créatures marines.



Publicdomainpictures/Petr Kratochvil Source : UNESCO

Le gouvernement australien a déclaré que le récif contribue à hauteur de 6,4 milliards de dollars à l'économie et qu'au moins 64.000 personnes ont des emplois qui dépendent du récif.



Pixabay/DivineProductionsLismore

Les estimations de la valeur économique globale des récifs suggèrent qu'ils contribuent entre 30 milliards de dollars et plus de 375 milliards de dollars à l'économie mondiale chaque année, bien que certains scientifiques affirment que ces chiffres sont encore bien loin de ce qu'il en est réellement.



REUTERS/HO/Great Barrier Reef National Park Authority Source : Business Insider

Les activités locales ont contribué à la dégradation de la Grande barrière de corail et d'autres récifs.



REUTERS/David Loh

Le ruissellement des eaux et la pollution provenant de l'agriculture ont endommagé le récif, ce qui a permis à des espèces nuisibles d'algues et d'étoiles de mer prédatrices d'envahir certaines parties.

Mais les récifs coralliens souffrent encore plus du changement climatique.



David Gray/Reuters

À mesure que le changement climatique augmente la température de l'eau et que les mers deviennent plus acides en absorbant le dioxyde de carbone, le corail perd ses algues dans un processus qu'on appelle le blanchiment.



REUTERS/Handout

Le blanchiment ralentit la croissance des coraux et les rend vulnérables face aux types d'algues nuisibles, aux maladies et à la mort.



David Gray/Reuters

Un tiers de la Grande Barrière de Corail est mort après un épisode de blanchiment extrême provoqué par une vague de chaleur catastrophique en 2016.



Max Pixel

Un autre épisode de blanchiment en 2017 a aggravé les dégâts, tuant la moitié du récif en deux ans.



REUTERS/David Gray

Selon certaines estimations, des conditions similaires dans le monde ont tué près de la moitié des récifs coralliens du monde au cours des 30 dernières années.



ARC Centre of Excellence for Coral Reef Studies/ Mia Hoogenboom

D'ici 2030, 60% de tous les récifs coralliens devraient être fortement ou gravement menacés, et 98% des récifs seront exposés à des conditions potentiellement mortelles tous les ans.



REUTERS/David Gray Source : World Resources Institute

Le gouvernement australien a récemment annoncé un budget de 379 millions de dollars alloué à la limitation des écoulements agricoles des fermes et à l'élimination des étoiles de mer à couronne d'épine qui dévorent les coraux, ce qui liquéfie les organismes coralliens.

EUROPE

EUROPE (Union européenne)

Défense

Un nouvel entrepôt pour les missions de gestion de crises de l'UE. C'est signé

<https://www.bruxelles2.eu/> 5 Juin 2018 entrepôt, Missions civiles, missions PSDC



La signature de la convention entre D. Eliasson (à gauche) et H. Hardeman (à droite) (crédit : MSB)

(B2) L'évènement est passé plutôt inaperçu dans le maelstrom de la situation internationale. Mais c'est une petite brique dans ce qu'on appelle « *l'opérationnalisation* » de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne qui vient d'être posée.

Un nouvel accord signé avec la Suède

Hilde Hardeman, la directrice du Service des instruments de politique étrangère (FPI) de la Commission européenne et Dan Eliasson, le directeur général de l'Agence suédoise pour la protection civile (MSB), ont signé lundi dernier (28 mai), un contrat confiant à MSB la gestion de l'entrepôt stratégique de l'UE pour les missions civiles de gestion de crises comme pour les représentants spéciaux de l'UE. Objectif : stocker du matériel, l'acquérir éventuellement et l'acheminer vers le lieu de la mission aussi rapidement que possible. « *Afin de lancer une mission rapidement et de la gérer de manière efficace et sûre, il est essentiel de disposer du bon équipement, de raccourcir le temps de réponse et de s'assurer que le personnel des missions dispose des conditions nécessaires pour travailler efficacement et en toute sécurité* » souligne-t-on du côté européen.

Un premier essai en forme d'échec

Cette signature est l'aboutissement assez lent d'une réflexion au niveau européen. Un premier contrat pour un entrepôt avait été signé en 2013 avec une société allemande (lire : L'Union européenne aura son entrepôt permanent pour la gestion de crises). Mais cette première version s'est avérée loin d'être efficace. Ce dispositif n'a été utilisé qu'une fois... (pour la mission européenne EUBAM Libya à la mi 2013). Et encore. Les questions alors sont nombreuses : Est-ce que le contrat était trop limité ? Les conditions mises au déploiement trop strictes ? Le fournisseur pas adapté au contrat ou peu sérieux ? ... sans doute un peu de tout, selon nos informations (lire :

Faut-il revoir le fonctionnement de l'entrepôt ?). Le choix d'un fournisseur privé était sans doute une erreur. Tout comme toutes les conditions entourant son utilisation (uniquement pour les nouvelles missions, pour certains matériels uniquement...). En réalité, tout avait été prévu pour... ne pas vraiment utiliser l'entrepôt.

Un opérateur plus expérimenté

Une leçon a été tirée de ces erreurs. Les Européens ont désormais choisi un opérateur public, expérimenté, qui a un certain rayon d'action au niveau international : la Suède et son bras opérationnel pour les interventions de sécurité civile, MSB (lire : *Un nouvel entrepôt pour les missions de gestion de crises, en Suède (V2)*). « *Créée en 2009, l'agence MSB a acquis, stocké, géré et transporté des équipements de et vers des opérations en Suède et dans le monde entier, pour entre autres l'UE et l'ONU* » indique son directeur Dan Eliasson. « L'année dernière, en 2017, nous avons effectué 125 missions internationales (et 39 nationales). » « *C'est grâce à leur expérience, leurs connaissances et leurs capacités que nous avons décidé de confier à MSB la gestion de l'entrepôt de l'UE pour les opérations civiles et de gestion des conflits* » confirme Hilde Hardeman, la chef du service des instruments de politique étrangère (FPI) de la Commission européenne. « *C'est une mission très importante.* »

Tout le matériel ou presque pour une mission

Le nouvel entrepôt stratégique contiendra, entre autres équipements, des véhicules, des équipements informatiques, des téléphones satellitaires, des fournitures médicales, des médicaments et des casques. Il aura ainsi la capacité de lancer une nouvelle mission de 200 personnes dans les 30 jours. Il sera situé à Kristinehamn, où MSB a déjà mis en place des entrepôts de stockage et de logistique pour les opérations suédoises de protection civile dans le pays ou dans le monde. Sa superficie totale sera de 5000 mètres carrés. MSB favorisera également une « *prise en compte accrue de l'environnement à prendre dans les missions* », précise son directeur. L'accord signé avec l'UE prévoit en effet que « *MSB pourra recevoir des déchets toxiques et les éliminer de façon écologique* ».

(Nicolas Gros-Verheyde)

Lire notre fiche détaillée (B2 pro) L'entrepôt de gestion de crises (fiche)

Nicolas Gros-Verheyde

Le Fonds européen de défense mis à contribution pour le transport aérien militaire stratégique?

<http://www.opex360.com/> Posté dans Défense européenne, Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 05-06-2018



Photo : Richard W.M. Jones

Actuellement, deux tiers des besoins en transport aérien pour la projection des forces françaises sur des théâtres extérieurs dépendent de l'affrètement d'avions de transport civils via une procédure dite « à bons de commande » ou dans le cadre du contrat SALIS [Solution intérimaire pour le transport aérien stratégique], attribué à l'Otan aux compagnies Volga-Dnepr [Russie] et Antonov DB [Ukraine].

En matière de transport, les capacités de l'armée de l'Air sont limitées, avec, au niveau tactique, 14 C-130H Hercules, 1 C-130J (et bientôt deux), 18 Transall C-160 et 14 A400M « Atlas » (et éventuellement, 27 CN-235 pour le transport tactique léger). En outre, elle dispose de 5 appareils A-340 et A-310 pour le transport stratégique, auxquels on peut ajouter ses 14 avions ravitailleurs C-135FR/KC-135.

D'ici 2025, la capacité de transport de fret de l'armée de l'Air devrait bondir de 77% (et de 51% pour le transport de passagers) grâce à la mise en service de 11 A400M supplémentaires. En outre, 12 avions ravitailleurs A330 MRTT « Phénix » et 2 autres KC-130J auront été livrés (sur 15). Et les deux A-340 resteront en dotation.

En clair, ce saut capacitaire sera possible par la mise en œuvre d'appareils nouveaux (ou modernisés, comme le seront les C-130H), aux performances nettement supérieures par rapport à la plupart des avions actuellement en service. Qui plus est, il est attendu une meilleure disponibilité des différentes flottes.

Selon le général Laurent Marbœuf, commandant de la Brigade aérienne d'appui et de projection (BAAP), l'objectif en 2030 est que l'armée de l'Air soit en mesure de transporter 6.000 tonnes et 2.300 passages chaque semaine.

Pour autant, et sous réserve que le plan se déroule comme prévu, les forces françaises auront toujours besoin d'affréter des avions « hors gabarit », capables de transporter en un coup d'ailes 100 à 120 tonnes d'équipements sur un théâtre extérieur. Ce qui est primordial lorsqu'une opération commence. En un mot, le transport aérien stratégique est une question « d'autonomie stratégique ».

Seulement, cette autonomie stratégique est remise en question. si les marchés attribués dans le cadre de la procédure « à bons de commande » font l'objet d'une enquête du l'enquête du Parquet national financier en raison de locations jugées « excessivement coûteuses » de gros-porteurs, le contrat SALIS bat de l'aile, avec le retrait annoncé de la compagnie russe Volga-Dnepr à compter du 1er janvier 2019. Désormais, seule Antonov DB est en piste, ce qui n'est jamais bon pour la concurrence. En outre, sa fiabilité interroge...

Une solution passerait par l'adhésion à une autre initiative de l'Otan qui, appelée « Capacité de transport stratégique » [SAC], repose des avions américains C-17 (d'une capacité de 77 tonnes), mis en œuvre par l'escadre de transport lourd (HAW) basé à Pápa, en Hongrie.



[Fr Cornut-Gentille](#)

✓ [@FCornutGentille](#)

Transport militaire stratégique (2/2) : la réponse de [@florencia_parly](#) à [@Cdganay](#) : on est encore loin de l'indépendance stratégique. [@PhChapleau](#) [@VincentLamigeon](#) [@nathalieguibert](#) [@hernandezn2012](#) [@MCABIROL](#) [@jdomerchet](#)

[10:47 - 5 juin 2018](#)

Lors d'une audition devant la commission des Finances, à l'Assemblée nationale, dans le cadre du « printemps de l'évaluation », la ministre des Armées, Florence Parly, a été interpellée au sujet du transport aérien stratégique par le député Claude de Ganay.

« Nous sommes en train d'examiner avec nos Alliés les moyens de remédier à cette question », a répondu Mme Parly en évoquant le retrait de Volga-Dnepr du contrat SALIS. « J'ajoute quand

même qu'une autre compagnie, ukrainienne cette fois-ci, a indiqué qu'elle était en mesure de mettre plus d'avions à disposition », a-t-elle continué.

Mais, selon elle, la solution au problème devrait être européenne. « Je pense que les Européens n'ont sans doute pas suffisamment insisté sur la dimension stratégique en terme de souveraineté de ce type d'avions [les gros porteurs, ndlr] », a dit Mme Parly. Aussi, « cela pourrait être un projet [susceptible] d'être utilement financé par le Fonds européen de défense, puisque celui-ci à vocation à voir le jour », a-t-elle conclu.

Ce fonds, a expliqué la Commission européenne au moment de son lancement, « fournira des incitations destinées à encourager les États membres à coopérer en matière de développement et d'acquisition conjoints d'équipements et de technologies de défense, sous la forme de cofinancement par le budget de l'Union. » Selon le projet de budget de l'UE pour la période 2021-2027, il serait doté de 7 milliards pour l'industrie de la défense et de 3,5 milliards pour la recherche et le développement conjoints de technologies et d'équipements.

Dans le domaine des gros porteurs, l'A380-800F cargo, pouvant transporter 150 tonnes de fret, aurait pu être une solution européenne à ce problème de transport aérien stratégique. Mais le développement de cette version a été annulée en 2007. Reste la possibilité d'acquérir des C-5 Galaxy américains. Une piste qui fut un temps étudiée par l'Agence européenne de défense (AED).

Initiative européenne d'intervention : entre Paris et Berlin, un crouton dans le potage

<https://www.bruxelles2.eu/> 6 Juin 2018 Angela Merkel, couple franco-allemand, Défense UE, Emmanuel Macron, Initiative européenne d'intervention, PESCO

(B2) L'initiative européenne d'intervention aurait dû être lancée le 4 juin. Délai reporté. Quelques détails encore à affiner, disent les officiels.

En fait de détail, il y a un gros problème qui s'appelle Berlin. Certes, dans son entretien au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, la chancelière Angela Merkel a semblé approuver l'initiative européenne d'intervention, de façon franche et claire (1). Mais elle y a posé une condition importante qui a été très peu commentée (lire : Initiative d'intervention, Asile, Zone euro... Le 'Oui mais' de Angela Merkel aux propositions d'Emmanuel Macron). Chacun préférant voir le « Ja » (oui) là où il y avait surtout un « Aber » (mais).

Un hic nommé Angela

Cette condition, c'est l'insertion de l'initiative européenne d'intervention (EI2 dans le jargon) dans la Coopération structurée permanente (PESCO). Certes, vu de loin, on pourrait inclure la proposition française dans la PESCO. A priori, rien d'impossible. Mais ce qui n'apparaît que comme une simplification logique aboutit en fait à une remise en cause profonde. Un point auquel s'est toujours refusé Paris.

Une remise en cause des fondamentaux de la proposition

En effet, c'est l'essence même de la proposition faite par Emmanuel Macron en septembre dernier, lors du discours de la Sorbonne qui se retrouve ainsi mise en cause (Lire : « L'initiative européenne d'intervention » d'Emmanuel Macron ? Explications). Cette proposition avait été faite justement car les Français trouvaient la Coopération structurée permanente trop peu ambitieuse, pas assez tournée vers l'opérationnel, et trop inclusive. Si on veut agir, on doit le faire avec un petit groupe d'États, qui ont les capacités et la volonté d'intervenir, souligne-t-on à Paris. Et Florence Parly, la ministre de la Défense, l'a dit clairement encore tout récemment (Lire : L'initiative européenne d'intervention (EI2) sera « non inclusive », je l'assume (Florence Parly).

Berlin adepte du mou, Paris adepte du dur

De fait, la proposition d'Angela Merkel est une torpille lancée dans le pré carré français. Une manière de réintroduire de l'inclusif là où les Français voulaient de l'exclusif, du 'mou' là où Paris

voulait du 'dur'. Une position assez logique de la Chancelière obligée de composer avec une coalition peu encline à la chose militaire. En l'espèce, les propos de la Chancelière, quand on les examine mot par mot, sont étonnants, voire détonants, car ils sont à la limite de la réalité... et du droit. On a connu Angela Merkel plus rigoureuse et respectueuse des traités (notamment pour la Zone Euro).

Trois points où la Chancelière chancelle sur le droit

L'initiative européenne d'intervention associe en effet normalement le Danemark. Or, opt-out oblige, celui-ci ne peut faire partie d'aucun des projets militaires de l'UE. Seul un référendum pourrait revenir sur ce point.

Ensuite, associer la Grande-Bretagne comme le propose A. Merkel pourrait être possible, avec un peu de volonté. Mais, d'un commun accord, France et Allemagne ont convenu que tout ce qui avait trait à cette possibilité devrait être examiné plus tard, d'ici la fin de l'année, quand la négociation sur le Brexit aura abouti à quelques résultats. Inutile de donner un point aux Britanniques alors que la négociation tourne au véritable bras de fer.

Enfin, la Chancelière mentionne la possible intervention du Fonds européen de défense pour permettre un rééquipement de la Bundeswehr. La solidarité européenne venant au secours de la pauvre Allemagne qui répugne à mettre un peu plus d'argent dans son armée ? Une approximation pour le moins étonnante, à moins que Berlin ne souhaite ce qui serait une révolution : c'est-à-dire le financement en commun des équipements opérationnels par les Européens, en passant par-dessus bord l'interdiction précisée dans le Traité. On a rarement connu les Allemands aussi audacieux... On croit rêver !

Une manière de miner l'initiative ?

Sur le fond, la proposition allemande est aussi détonante. Il est un fait que la PESCO a une portée plus politique, capacitaire qu'opérationnelle... Inutile de le nier. La faute en partie à Berlin qui a voulu l'ouvrir au maximum à tous les pays (2). Or, aujourd'hui, l'Union européenne ne dispose d'aucun instrument opérationnel permettant de remplir ses objectifs minimaux sécuritaires : par exemple, monter rapidement une opération de secours pour des citoyens européens, ou une mission d'interposition en Afrique ou en Asie (3). Et les récentes avancées en matière de défense l'ont été surtout au niveau capacitaire et industrie, peu au niveau opérationnel. La défense européenne marche à cloche pied. Et l'autre pied, la Chancelière vient d'essayer de le flinguer.

Manger son chapeau, négocier ou faire du troc

Maintenant que va-t-il se passer ? Emmanuel Macron accepte-t-il de manger son chapeau... Difficile. Angela Merkel, mettra-t-elle de l'eau dans son vin de la défense, pour être plus dur sur l'économie et la Zone Euro. C'est plausible. Mais cela pourrait retarder l'agenda français qui voulait signer le MoU de l'initiative européenne d'intervention d'ici la fin juin. Dernière solution : se passer de l'Allemagne. D'un point de vue opérationnel, cela paraît possible, du moins au niveau terrestre. En matière aéronautique ou de satellites, c'est beaucoup plus délicat. Et en matière politique, ce serait un aveu sérieux d'échec du couple franco-allemand. Difficile à afficher aujourd'hui en plein Brexit, alors que plusieurs États membres affichent clairement une force d'euroscepticisme assumé.

(Nicolas Gros-Verheyde)

(1) Elle l'avait déjà fait mais de manière plus détournée lors du salon aéronautique de Berlin.

(2) Un seul pays a choisi de rester en dehors : Malte. On ne peut pas dire que la défense européenne va en subir une perte énorme...

(3) Il existe bien les battlegroups, répondront les âmes charitables, mais leur inutilisation depuis plus de dix ans, malgré plusieurs demandes, les rend quasiment inopérants.

Nicolas Gros-Verheyde

Paris entend lancer son Initiative européenne d'intervention d'ici la fin juin, malgré les bémols de Berlin

<http://www.opex360.com/> Posté dans Défense européenne par Laurent Lagneau Le 07-06-2018



Photo : Thibault Champetier (c) armée de l'Air

Lors de son discours sur la construction européenne prononcé à la Sorbonne, en septembre 2017, le président avait proposé une « Initiative européenne d'intervention » [IEI] afin de faire émerger une culture stratégique commune et de doter les Européens d'une capacité d'action et de prévention autonome, en mutualisant la planification, le soutien et le renseignement.

« Je propose ainsi à nos partenaires d'accueillir dans nos armées nationales – et j'ouvre cette initiative dans les armées françaises – des militaires venant de tous les pays européens volontaires pour participer, le plus en amont possible, à nos travaux d'anticipation, de renseignement, de planification et de soutien aux opérations. Au début de la prochaine décennie, l'Europe devra ainsi être dotée d'une Force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir », avait en effet expliqué M. Macron.

L'Union européenne [UE] compte déjà des groupements tactiques (GTUE) susceptible d'être déployés dans un préavis de 10 jours, pour une période comprise entre 30 et 120 jours. Seulement, ils n'ont jamais été sollicités depuis leur création (en 2005). D'où la raison d'être de cette IEI.

Le lancement de cette initiative aurait formellement dû être fait au début de ce mois. « Il a été question de cette échéance », mais « il y a eu des changements de gouvernements en Europe ces derniers jours, et il leur faut un peu de temps pour prendre la mesure de l'adhésion de leur pays à une telle initiative », explique-t-on dans l'entourage de Florence Parly, la ministre des Armées, selon l'AFP.

Aussi, Paris espère désormais qu'une lettre d'intention relative à cette IEI soit signée d'ici la fin juin par les 9 pays intéressés, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Portugal, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et l'Estonie.

L'IEI est ouverte aux pays volontaires. Normalement, elle se fera « hors cadre » de l'UE. En effet, dans le cadre du traité de Maastricht, le Danemark bénéficie de clauses d'exemption, en particulier dans le domaine de la défense. Ce qui fait que Copenhague ne participe pas aux projets militaires de l'Union, pas plus qu'aux missions conduites sous la bannière de cette dernière. Et ce sera bientôt la même chose pour le Royaume-Uni, Brexit oblige.

La participation de l'Allemagne à cette IEI a été confirmée par la Angela Merkel, la chancelière allemande, lors d'un entretien donné au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Cependant, comme le souligne Nicolas Gros-Verheyde, elle y a mis des conditions passées inaperçues. L'une d'elles est d'inclure cette initiative dans la coopération structurée permanente [PESCO], laquelle vise à permettre aux membres de l'UE qui le souhaitent de « développer conjointement des capacités de défense, d'investir dans des projets communs et de renforcer l'état de préparation opérationnelle et la contribution de leurs forces armées. » Ce qui fait que le Danemark ne pourrait plus y participer.

En outre, Mme Merkel a mis un autre bémol : toute participation de la Bundeswehr à des opérations militaires devra obtenir l'accord du Bundestag, c'est à dire la chambre basse du Parlement allemand.

Cependant, a précisé l'entourage de Mme Parly, pour qu'il « est certain qu'on n'a pas toujours la même vision avec les Allemands », il n'est pas question, pour le moment, d'une « force d'intervention » car « n'y aura pas d'unités dédiées prêtes à être déployées ». Et d'ajouter : « L'idée est celle d'un canal qui relie directement les états-majors de l'IEI », pour accomplir « des travaux de planification conjoints sur des scénarios jugés probables de crises potentielles pouvant menacer la sécurité européenne. »

Diplomatie

UE-US : la guerre des tweets fait rage

<https://www.bruxelles2.eu/> 8 Juin 2018

(B2) Entre les Européens et le président américain Trump, la guerre des tweets fait rage. En arrivant au G7 à Charlevoix, au Québec (Canada), c'est le président français Emmanuel Macron qui a entamé les hostilités.

« *La guerre commerciale n'est bonne pour personne, à commencer par les travailleurs américains ! Rénovons le cadre mondial du commerce. Mais respectons les règles du jeu collectif* », déclare-t-il sur twitter.



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

A trade war is not good for anyone, starting with the American workers!
Let us renew the global trade framework. But let us all follow the same rules.

[https://twitter.com/emmanuelmacron/status/1004744433592602625 ...](https://twitter.com/emmanuelmacron/status/1004744433592602625...)

[21:15 - 7 juin 2018](#)

Avant d'ajouter « *Peut-être que cela est égal au Président américain d'être isolé, mais cela nous est aussi égal d'être à 6 si nécessaire* ».



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Peut-être que ça est égal au Président américain d'être isolé mais ça nous est aussi égal d'être à 6 si besoin était.

[21:48 - 7 juin 2018](#)

Donald Trump qui s'est fait surprendre dans le jeu où il est précurseur d'habitude a alors balancé l'artillerie lourde, attaquant tour à tour les Européens et les Canadiens : « *Dites au premier ministre Trudeau et au président Macron qu'ils facturent des tarifs massifs aux États-Unis et créent des barrières non monétaires. L'excédent commercial de l'UE avec les États-Unis est de 151 milliards de dollars, et le Canada empêche nos agriculteurs et les autres de s'en sortir.* »



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

Please tell Prime Minister Trudeau and President Macron that they are charging the U.S. massive tariffs and create non-monetary barriers. The EU trade surplus with the U.S. is \$151 Billion, and Canada keeps our farmers and others out. Look forward to seeing them tomorrow.

[00:04 - 8 juin 2018](#)

Et d'ajouter : « *Pourquoi l'Union européenne et le Canada n'informent-ils le public que depuis des années, ils utilisent des tarifs de commerce massifs et des barrières commerciales non monétaires contre les États-Unis. [C'est] totalement injuste envers nos agriculteurs, nos travailleurs et nos entreprises. Abattez vos tarifs et barrières ou nous ferons plus que vous répondre !* »



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

Why isn't the European Union and Canada informing the public that for years they have used massive Trade Tariffs and non-monetary Trade Barriers against the U.S. Totally unfair to our farmers, workers & companies. Take down your tariffs & barriers or we will more than match you!

[04:15 - 8 juin 2018](#)

Nicolas Gros-Verheyde

Economie

L'UE va plafonner le prix des appels entre voisins

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec Reuters Mis à jour le 06/06/2018 à 07:09 Publié le 06/06/2018 à 07:06

Le Parlement et les Etats membres de l'Union européenne ont conclu un accord préliminaire sur une loi limitant le coût des appels téléphoniques d'un pays du bloc à un autre, espérant ainsi obtenir un nouveau succès populaire après avoir supprimé les frais d'itinérance ("roaming"). L'accord a été obtenu dans la nuit de mardi à mercredi après 12 heures de négociations, dans le cadre d'une refonte plus large des lois sur les télécommunications vieilles de 15 ans.

Cette refonte vise à encourager les opérateurs à investir dans les réseaux de fibre optique et à ouvrir des fréquences radio pour les services 5G. Mais contrairement à la proposition initiale, le Parlement européen a poussé pour que les prix des appels internationaux au sein de l'UE soient plafonnés, estimant que ces prix étaient souvent disproportionnés.

Dans le cadre de l'accord provisoire, les appels émis d'un Etat membre de l'UE vers un autre seront limités à 19 centimes d'euro par minute. L'envoi de SMS sera plafonné à six centimes d'euro. "Finis, les appels et SMS trop coûteux ! Aujourd'hui nous avons décidé de plafonner les prix si vous appelez ou envoyez un SMS depuis votre pays vers un autre pays de l'UE", s'est réjoui une députée impliquée dans les négociations, Miapetra Kumpula-Natri, dans un message sur Twitter.

UE : vers un plafonnement du prix des appels entre pays

Technos & Medias Par latribune.fr avec AFP | 06/06/2018, 16:44



L'accord prévoit également des mesures afin d'accélérer le déploiement de réseaux très haut débit fixe, tels que la fibre optique, en intégrant notamment la possibilité de faire du co-investissement afin de réduire la facture pour les opérateurs, une pratique déjà en partie adoptée en France. (Crédits : Francois Lenoir)

Les institutions européennes sont parvenues, dans la nuit de mardi à mercredi, à un pré-accord pour plafonner le prix des appels d'un pays de l'UE à l'autre. Les opérateurs télécoms européens historiques ont, quant à eux, critiqué ce paquet télécom le qualifiant d'"écran de fumée politique", cachant l'échec de l'UE à s'accorder sur des mesures beaucoup plus importantes.

Après la fin des frais d'itinérance, Bruxelles poursuit sur sa lancée. Les institutions européennes sont parvenues mercredi à un pré-accord pour plafonner le prix des appels d'un pays de l'UE à l'autre, un paquet de mesures porté par les eurodéputés mais qui laisse les opérateurs télécoms sur leur faim. Cet accord politique survient un an après la suppression des frais d'itinérance ("roaming"), ces surcoûts payés par l'utilisateur lorsqu'il téléphonait, envoyait des SMS ou surfait sur internet depuis un autre pays de l'UE que le sien.

A partir du 15 mai 2019, le coût d'un appel passé d'un pays de l'UE vers un autre sera plafonné à 19 cents par minute, et celui de l'envoi d'un SMS, à 6 cents, au terme de cet accord atteint dans la nuit de mardi à mercredi après douze heures de discussions entre les négociateurs du Parlement européen et des 28 pays de l'UE, à Bruxelles.

"Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que les opérateurs ne peuvent pas facturer des frais excessifs aux utilisateurs lorsqu'ils appellent ou envoient un SMS depuis leur pays d'origine vers un autre État membre de l'UE via un téléphone portable ou un téléphone fixe", a déclaré l'Espagnole Pilar del Castillo, l'une des négociatrices du Parlement.

Accélérer le déploiement du très haut débit

L'accord prévoit également des mesures afin d'accélérer le déploiement de réseaux très haut débit fixe, tels que la fibre optique, en intégrant notamment la possibilité de faire du co-investissement afin de réduire la facture pour les opérateurs, une pratique déjà en partie adoptée en France.

L'Union européenne souhaite par ailleurs préparer l'arrivée commerciale de la prochaine génération mobile 5G, avec notamment la possibilité donnée aux États d'accorder aux opérateurs des licences sur une durée minimale de 20 ans pour l'usage des bandes de fréquence nécessaires, afin de leur donner plus de visibilité.

Les opérateurs européens historiques ont, quant à eux, critiqué ce paquet télécom adopté cette nuit, le qualifiant d'"écran de fumée politique", cachant l'échec de l'UE à s'accorder sur des mesures beaucoup plus importantes qui faciliteraient des investissements indispensables pour la 5G et d'autres innovations de haute technologie.

"L'objectif principal de la proposition initiale de la Commission européenne était d'améliorer sensiblement le climat d'investissement pour le déploiement de nouveaux réseaux et d'habiliter les utilisateurs de tous les services de communication", a déclaré l'ETNO, la fédération européenne qui compte parmi ses membres Orange ou Deutsche Telekom, dans un communiqué.

Cette *"occasion unique en dix ans... a été manquée "*, a-t-elle dit. Cet accord préliminaire doit encore être approuvé définitivement par les 28 États-membres et le Parlement européen.

Politique

Réforme de la zone euro : Angela Merkel répond enfin à Emmanuel Macron

Économie Union européenne Par latribune.fr | 03/06/2018, 15:20



La chancelière allemande Angela Merkel a détaillé sa vision d'une réforme de la zone euro. (Crédits : Hannibal Hanschke)

Angela Merkel a pour la première fois détaillé dimanche sa réponse à Emmanuel Macron sur la réforme de la zone euro, en acceptant un budget d'investissement et en prônant la création d'un Fonds monétaire européen.

Angela Merkel a enfin répondu à Emmanuel Macron sur sa vision de la réforme de la zone euro post-Brexit. Le président français avait détaillé la sienne en septembre 2017. La chancelière allemande a attendu juin 2018 mais elle a fini par se plier à l'exercice dans une interview donnée au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Verdict : Angela Merkel lâche un peu de lest. *"Nous avons besoin d'une plus grande convergence économique entre Etats membres au sein de la zone euro"*, déclare la chancelière allemande, au moment où un gouvernement anti-austérité s'installe au pouvoir en Italie.

"Nous avons pour cette raison proposé un budget d'investissement pour la zone euro dans le contrat de coalition" du nouveau gouvernement allemand entre conservateurs et sociaux-démocrates *"et j'y suis favorable"*, ajoute Angela Merkel.

Favorable à la création d'un Fonds monétaire européen

La chancelière a mentionné pour son montant un chiffre *"limité à deux chiffres en milliards d'euros"*, soit quelques dizaines de milliards d'euros. Très loin des souhaits de départ du président français, à l'origine de la proposition d'un budget de la zone euro. Emmanuel Macron avait l'an dernier appelé de ses vœux un budget équivalant à *"plusieurs points du PIB de la zone euro"*, soit plusieurs centaines de milliards d'euros.

Par ailleurs, Angela Merkel a détaillé la proposition allemande de création d'un Fonds monétaire européen (FME), qui viendrait en aide aux pays aux difficultés, en échange toutefois de strictes conditions et d'une surveillance étroite de pays ainsi épaulés. *"Nous voulons nous rendre un peu indépendants du Fonds monétaire international"*, a-t-elle expliqué.

Ce FME reprendrait d'une part les prérogatives du Mécanisme européen de stabilité (MES), chargé aujourd'hui d'aider à financer la dette de pays en crise comme la Grèce, en leur accordant des prêts de long terme. Mais il irait plus loin.

"A côté de cela, je peux m'imaginer la possibilité d'une ligne de crédit à plus court terme, cinq ans par exemple", a souligné la chancelière. Ces prêts seraient destinés *"à soutenir des pays confrontés à des difficultés d'origine extérieure"*, a-t-elle ajouté.

En contrepartie, les pays concernés devraient accepter - comme pour le FMI qui peut imposer des mesures d'austérité en échange de ses prêts - que ce FME ait un droit de regard et d'intervention dans leurs politiques nationales.

Ce FME serait chargé d'*"évaluer la solvabilité des Etats membres"* et à l'aide *"d'instruments adaptés"* pourrait *"rétablir"* cette solvabilité si elle n'est plus assurée, a-t-elle dit. Car pour Angela Merkel, il ne peut être question de créer *"une Union de l'endettement"* en zone euro.

Force militaire européenne

Angela Merkel a lancé une autre branche d'olivier à Emmanuel Macron dans le domaine militaire sur les réformes, en se disant être *"favorable"* à sa proposition de force commune européenne d'intervention.

Berlin s'est montré pendant longtemps sceptique sur le sujet, en raison de son atlantisme traditionnel et du mauvais état de son armée nationale, chroniquement sous-équipée.

Le système antimissile américain THAAD bientôt déployé en Allemagne?

<http://www.opex360.com/> Posté dans Défense antimissile, Europe, Otan par Laurent Lagneau Le 03-06-2018



Régulièrement, à l'occasion de manœuvres ou quand le contexte international se tend, la Russie déploie des missiles balistiques SS-26 « Iskander » dans l'enclave de Kaliningrad, coincée entre la Pologne et la Lituanie. D'une portée d'environ 500 km et susceptible d'emporter une tête nucléaire, ces engins peuvent théoriquement atteindre Berlin.

En février dernier, la présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, a accusé Moscou d'avoir installé des missiles Iskander de façon permanente à Kaliningrad. Ce qui n'était pas surprenant étant donné qu'une telle mesure avait déjà été envisagée par les responsables russes afin de répondre au renforcement de l'Otan dans les pays baltes et la Pologne.

Cela étant, pour Vilnius, cela pouvait justifier la présence permanente, sur son territoire, d'au moins une batterie de défense aérienne (et antimissile) américaine Patriot PAC-3. Mais tel n'est pas, a priori, le plan du Pentagone.

En effet, selon l'agence Reuters, qui fait toutefois référence à la menace que représentent les missiles Shahab-3 iraniens, Washington envisagerait plutôt le déploiement du système antimissile THAAD [Terminal High Altitude Area Defense] en Allemagne, précisément sur la base de Ramstein.

Les systèmes THAAD peuvent neutraliser des missiles de portée inférieure à 800 km ayant des trajectoires dites à énergie minimale ou bien des missiles de portée d'au plus 1.500 km ayant des trajectoires dites « tendues ».

« Interceptant entre 20 et 80 km d'altitude, ces systèmes interceptent les missiles balistiques faisant des manœuvres terminales dans les basses couches de l'atmosphère tels les SS26 Iskander, M9 et Fateh 110 qui mettent en défaut, non seulement les systèmes Exo mais aussi les systèmes bas endo-atmosphérique », précise en outre un rapport du Sénat, publié en 2011.

Cependant, Eric Pahon, un porte-parole du Pentagone, n'a pas confirmé l'information de l'agence Reuters. « Il n'est actuellement pas prévu de déployer le système THAAD en Allemagne. Nous ne discutons pas de nos planifications militaires futures car nous ne voulons pas signaler nos intentions aux adversaires potentiels. L'Allemagne reste parmi nos partenaires les plus proches et nos alliés les plus forts », a-t-il déclaré.

Toutefois, un responsable militaire américain a affirmé à Reuters que des « discussions préliminaires » étaient en cours avec Berlin au sujet de ce déploiement du système THAAD à Ramstein. « Ce serait un message politique supplémentaire aux Européens pour dire que nous prenons au sérieux la protection de nos alliés », a-t-il assuré.

« L'évaluation initiale est que l'Allemagne n'aura probablement pas de problème avec un déploiement du THAAD », a même déclaré le général Curtis Scaparrotti, le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR).

Un autre raison plaiderait en faveur de l'envoi d'une ou plusieurs batteries THAAD en Allemagne [où le projet de remplacer les batteries Patriot par le système MEADS est à l'arrêt, ndlr] : les performances de leurs radars, dont la portée est d'au-moins 1.000 km. C'est d'ailleurs en partie pour cette raison que la Chine s'était opposée au déploiement de ce système en Corée du Sud.

Il s'agirait ainsi de remédier au retard pris dans la construction, à Redzikowo [Pologne], du deuxième site de défense antimissile Aegis Ashore de l'Otan, le premier ayant déjà été inauguré à Deveselu [Roumanie] en mai 2016.

ESPAGNE

Politique

Espagne : Sanchez mise sur les femmes et l'Europe

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Mathieu de Taillac Mis à jour le 06/06/2018 à 21:27 Publié le 06/06/2018 à 20:26



Pedro Sanchez, le nouveau premier ministre espagnol, a prêté serment, samedi dernier, au palais de la Zarzuela, en présence de son prédécesseur Mariano Rajoy (à droite) et du roi Felipe VI (à droite, au premier plan). FERNANDO ALVARADO/AFP

En Espagne, le nouveau gouvernement, exclusivement socialiste, compte onze femmes pour six hommes.

La première caractéristique du gouvernement de Pedro Sánchez saute aux yeux. Sur 17 ministres, il y a 11 femmes. Un record en Espagne et probablement dans le reste du monde. La parité arithmétique est largement dépassée et la qualité des portefeuilles n'est pas en reste. Carmen Calvo est nommée vice-présidente du gouvernement, ministre de la Présidence et de l'Égalité hommes-femmes. La ministre de l'Égalité hommes-femmes est donc, après Sánchez, la personne de plus haut rang protocolaire au Conseil des ministres. Le ministère de l'Économie et celui des Finances sont également attribués à deux femmes. De même que la Défense, la Justice, la Transition écologique - Environnement et Énergie -, le Travail, ou encore le très stratégique ministère des Collectivités territoriales, principal interlocuteur des dirigeants indépendantistes de la Catalogne.

Démonstration de féminisme

«C'est évidemment une démonstration de féminisme qui veut répondre à la grève des femmes du 8 mars dernier et aux mobilisations qui ont suivi, juge Ana María Ovejero, professeur de droit constitutionnel et vice-doyenne de l'Université européenne de Madrid. Au-delà du symbole, la vice-présidence est un organe de coordination interministériel. C'est précisément l'outil idéal pour mobiliser des ministères très variés, tels que ceux de l'Économie, du Travail ou de la Justice.» D'autant que, le gouvernement héritant d'un budget voté par une autre majorité, le ministère de l'Égalité n'aura pas de fonds propres mais devra demander aux autres ministères de financer ses actions dans leurs domaines de responsabilité.

« Les sujets économiques et sociaux sont tellement conditionnés par l'Europe et les marchés que les sujets de société sont à peu près les seuls sur lesquels se différencier »

Joan Marcet, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone

Le féminisme et l'écologie pourraient être deux des grands marqueurs de gauche d'un gouvernement qui dépend notamment du soutien de Podemos (gauche radicale) au Parlement. «Les sujets économiques et sociaux sont tellement conditionnés par l'Europe et les marchés que les sujets de société sont à peu près les seuls sur lesquels se différencier», confirme Joan Marcet, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone.

Une logique de translation

Une autre évidence s'impose, à la lecture de la liste des ministres. Si la plupart sont des politiques encartés au Parti socialiste (PSOE), ce sont aussi des spécialistes de leur domaine de compétence. La ministre de l'Économie, Nadia Calviño, était jusqu'à maintenant directrice générale du budget à la Commission européenne. Un signe de l'engagement du gouvernement, annoncé dès les débats parlementaires de la motion de censure contre Mariano Rajoy, à respecter les objectifs de déficit. Avant même l'officialisation de sa nomination, Calviño a reçu sur Twitter la bénédiction de la dirigeante de la principale banque du pays, le puissant Banco Santander.

Le travail de Calviño sera complété au ministère des Finances par María Jesús Montero, qui exerçait jusque-là les fonctions homologues au gouvernement régional d'Andalousie.

Selon cette même logique de translation, la ministre régionale de Valence à la Santé, Carmen Montón, investit le ministère de la Santé, de la Consommation et des Affaires sociales, tandis que le ministère de l'Éducation sera occupé par une ancienne responsable de ce secteur au gouvernement régional du Pays basque, Isabel Celaá. «C'est aussi pour Sánchez une manière de dire aux barons, les puissants dirigeants des fédérations régionales, qu'il les prend en compte, analyse la professeur Ovejero. Ce sont eux qui, il y a un an à peine, avaient provoqué son départ de la direction du PSOE.»

Espagne : qui est Pedro Sanchez, nouveau chef du gouvernement ?



Le chef du gouvernement conservateur espagnol Mariano Rajoy, au pouvoir depuis 6 ans, a été renversé par une motion de censure vendredi 1er juin. Dès jeudi soir, le sort du gouvernement Rajoy était scellé. Le socialiste Pedro Sanchez a obtenu a

D'autres ministères sont occupés par des professionnels experts de leurs secteurs respectifs: la Justice revient à une procureure spécialiste du terrorisme, Dolores Delgado, tandis que la Science, l'Innovation et les Universités échoient à un astronaute, Pedro Duque.

Aux Affaires étrangères arrive un europhile enthousiaste, l'ex-président du Parlement européen Josep Borrell. Il avait déjà été ministre dans les gouvernements de Felipe González (1982-1996) et s'était engagé récemment contre le processus indépendantiste de sa région d'origine, la Catalogne.

Déminer le terrain catalan

«Il faut commencer par lever les obstacles au dialogue» Joan Marcet

Mais la question sécessionniste devrait occuper davantage l'autre Catalane du gouvernement, la ministre des Collectivités territoriales, Meritxell Batet. Représentante pur jus du Partit dels socialistes de Catalunya (PSC), une formation autonome qui intègre les instances du PSOE, elle défend une troisième voie entre le statu quo et l'indépendantisme. «Elle connaît parfaitement son sujet, témoigne Joan Marcet, qui fut par le passé député socialiste. J'ai participé à des sessions où elle devait défendre la voie fédéraliste des socialistes et je faisais l'avocat du diable.»

Mais le gouvernement Sánchez, en étroite minorité au Parlement et dont le terme arrivera au plus tard dans deux ans, n'aura sans doute pas le temps de développer un projet aussi ambitieux.

Peut-être pourra-t-il au moins déminer le terrain en Catalogne. «Il faut commencer par lever les obstacles au dialogue, indique Marcet. Le PSOE doit concrétiser son engagement à apporter une réponse politique au-delà de la riposte judiciaire de ses prédécesseurs. Il ne peut en aucun cas influencer sur les affaires déjà ouvertes. Mais le rapprochement vers la Catalogne des responsables politiques en détention provisoire à Madrid est de son ressort, par exemple.» Les indépendantistes attendent également du gouvernement Sánchez qu'il lève le veto imposé par le cabinet Rajoy à des lois régionales de caractère social. À peine nommé, le gouvernement Sánchez sait que le temps lui est compté.

Espagne : Mariano Rajoy quitte le pouvoir, le socialiste Pedro Sanchez le remplace



Le chef du gouvernement a annoncé sa défaite aujourd'hui peu avant l'adoption de la motion de censure par le Parlement espagnol. Celle-ci a rassemblé une majorité de voix. Pedro Sanchez, chef du PSOE, va devenir premier ministre.

Carmen Calvo



Carmen Calvo sera la vice-présidente du gouvernement et ministre de l'Égalité. Ministre de la Culture du gouvernement Zapatero en 2004, Carmen Calvo, native d'Andalousie, s'était alors fait remarquer pour sa défense de «l'exception culturelle». Elle a ensuite continué dans la culture, dans sa région natale. Son nouveau titre vise clairement pour le nouveau premier ministre à faire la promotion des femmes. Mais en tant qu'unique vice-présidente, elle a également la charge nettement plus importante des relations avec le Parlement.

Nadia Calviño



La nomination de Nadia Calviño au poste de ministre de l'Économie, l'un des plus importants du nouveau gouvernement espagnol, a tout pour rassurer Bruxelles et les milieux économiques espagnols. La présidente du Banco Santander, la principale banque espagnole, Ana Botín, montre clairement que le message envoyé par le nouveau président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a été entendu: «Avoir Nadia Calviño comme nouvelle ministre de l'Économie permettra à l'Espagne d'augmenter (son) poids en Europe.»

Josep Borrell



L'ancien président du Parlement européen Josep Borrell dirigera la diplomatie espagnole en tant que ministre des Affaires étrangères. Borrell, 71 ans, est un vétéran de la politique espagnole aux fermes convictions proeuropéennes. Il est considéré comme très proche de Pedro Sánchez, dont il a soutenu l'accession à la tête du PSOE. Il est aussi et surtout un poids lourd politique en Catalogne, sa région d'origine. Sa nomination, après ses déclarations récentes et très fermes contre l'indépendance catalane, est un signal envoyé au mouvement indépendantiste dans la région.

Meritxell Batet



Meritxell Batet, en tant que chargée de l'administration territoriale, sera confrontée à l'un des problèmes les plus délicats pour le gouvernement de Pedro Sanchez: la question catalane. Depuis le référendum contesté du 1er octobre dernier sur l'indépendance de la Catalogne, les relations entre Madrid et Barcelone sont plus que tendues. Pour cette femme originaire de Barcelone, renouer le dialogue avec les indépendantistes catalans est indispensable afin de sortir de l'impasse. Son atout: le départ de l'inflexible Mariano Rajoy pourrait adoucir la position du nouvel exécutif catalan.

FRANCE

Attentats

Attentats du 13 Novembre: un suspect belge inculpé pour complicité en France

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Yohan Blavignat AFP agence Mis à jour le 06/06/2018 à 11:13 Publié le 05/06/2018 à 20:09



Les attentats du 13 novembre 2015 avaient fait 130 morts à Paris et Saint-Denis. MARTIN BUREAU/AFP

Yassine Atar, 31 ans, est accusé d'avoir eu entre les mains la clé d'une planque à Schaerbeek où avaient été constituées les ceintures explosives utilisées dans les attaques à Paris et Saint-Denis. Mis en examen et incarcéré ce mardi en France, il a toujours clamé son innocence.

Un suspect belge remis à la France ce mardi a été inculpé pour complicité dans la préparation des attentats djihadistes du 13 novembre 2015 à Paris et écroué, a indiqué le parquet de Paris. Arrêté en mars 2016 en Belgique, Yassine Atar, 31 ans, est le frère d'Oussama Atar, un vétéran du djihad soupçonné d'avoir piloté ces attaques depuis la Syrie et qui n'a jamais été interpellé.

Transféré en France en vertu d'un mandat d'arrêt des juges antiterroristes, Yassine Atar a été inculpé pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle», et pour des «complicités» de séquestration, d'assassinats et de tentatives d'assassinats terroristes en bande organisée pour les attentats de Paris et dans sa banlieue, qui avaient fait 130 morts, a précisé le parquet. Il est également poursuivi pour la fabrication d'explosifs et la détention et le transport d'armes, selon le

parquet. Selon une source proche du dossier, il a été incarcéré dans la foulée à la prison de Fresnes, au sud de Paris.

Yassine Atar est soupçonné d'avoir eu entre les mains la clé d'une planque de la cellule djihadiste dans la commune bruxelloise de Schaerbeek, où avaient été constituées les ceintures explosives utilisées à Paris, selon une autre source proche de l'enquête. Cette planque est une de celles où s'était réfugié Salah Abdeslam, le seul membre encore vivant des attentats du 13-Novembre, durant sa cavale de quatre mois. Les frères Atar sont des cousins des frères El Bakraoui, qui se sont fait exploser dans le métro et à l'aéroport de Bruxelles le 22 mars 2016 (32 morts). Yassine Atar avait été arrêté dans la capitale belge cinq jours après.

Yassine Atar clame son innocence

L'enquête a établi la grande proximité de Yassine Atar, qui clame son innocence, avec Ibrahim El Bakraoui ainsi qu'avec Mohamed Bakkali. Arrêté fin novembre 2015 à Bruxelles, ce dernier est mis en examen (inculpé) et écroué en France depuis fin janvier, pour sa responsabilité dans les attentats du 13-Novembre et dans l'attaque avortée du train Thalys de 2015, attribués à la même cellule djihadiste.

Dans le volet belge de l'enquête, Yassine Atar avait été inculpé en juin 2017 pour «assassinats terroristes» et «participation aux activités d'un groupe terroriste en qualité de dirigeant».

Des proches de victimes du Bataclan portent plainte contre l'État pour «non-assistance à personne en péril»

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Esther Paolini Mis à jour le 08/06/2018 à 15:55 Publié le 08/06/2018 à 12:59



Les attentats au Bataclan le 13 novembre 2015 ont fait 90 morts et des dizaines de blessés. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

VIDÉO - Dix-sept victimes ou ayants droit ont déposé une plainte contre X. Ils critiquent la non-intervention des militaires de l'opération Sentinelle lors de la prise d'otages dans la salle de concert.

«Le temps n'atténue pas leur souffrance», explique l'avocate Samia Maktouf. Deux ans et demi après l'attentat du Bataclan, 17 victimes et proches de défunts ont déposé plainte contre l'État pour «non-assistance à personne en péril». Ils cherchent à comprendre pourquoi, le soir de l'attaque, l'équipe de militaires située à proximité de la salle de concert a reçu l'ordre de ne pas intervenir, alors que 90 personnes ont perdu la vie ce soir-là.

Le 13 novembre 2015, de 21h30 à minuit et demi, trois terroristes sèment la terreur dans la salle de concert parisienne du Bataclan. Durant cette prise d'otages, une équipe de huit soldats de l'opération Sentinelle est dans la rue, à quelques mètres. Elle reçoit l'ordre de ne pas entrer dans la salle de spectacle. Les premiers agents à pénétrer sont des policiers de la brigade anticriminalité (BAC), moins équipés que les soldats.

Pourtant, les militaires reçoivent comme seconde consigne de ne prêter ni armes - en l'occurrence, leurs fusils d'assaut -, ni matériels de secours. Deux éléments qui auraient pu, selon eux, être utiles aux policiers de la BAC pour faire face aux terroristes et tenter de sauver des vies. L'assaut final n'est donné que trois heures plus tard, par des membres de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI).

Les plaignants «se heurtent à un mur»

«Ils sont censés protéger la population, pourquoi les a-t-on empêchés d'intervenir ?», interroge au téléphone Me Maktouf, qui représente les victimes avec Me Bimbeau et son associée. Elle précise «qu'en aucun cas» elle ne souhaite remettre la faute sur les militaires, qui «sont dévoués à la protection de la population». En revanche, l'avocate pointe du doigt une responsabilité de la hiérarchie: «On ne cherche pas de nom. Mais nous voulons faire prendre conscience qu'en matière de terrorisme, on réalise toujours après coup.» Depuis l'attentat, c'est une «interrogation qui taraude les victimes», d'après elle, mais les plaignants «se heurtent à un mur» pour faire reconnaître cette erreur décisionnelle.

La question avait déjà été soulevée dans le livre *Bataclan - L'Enquête vérité* de Georges Fenech, président de la commission parlementaire sur les attentats de 2015. «Pourquoi n'a-t-on pas donné l'autorisation aux militaires de la force "Sentinelle", pourtant présente devant le Bataclan, d'engager le feu contre les terroristes?», se questionnait déjà l'ancien député de droite en novembre dernier.

En 2016, une plainte avait été déposée par le pénaliste Gérard Chemla pour ce même motif mais avait été classée sans suite. En parallèle de ce dossier pénal, Me Maktouf a déposé une plainte au tribunal administratif afin de mettre en cause la responsabilité de l'État français. Sa requête sera examinée à Paris le 4 juillet. «On tentera tout», assure-t-elle.

Contactés par *Le Figaro* dans la matinée, les services de communication de l'Armée n'étaient pas encore en mesure de répondre à nos questions.

Des victimes des attentats de Paris portent plainte pour « non-assistance à personne en péril »

<http://www.opex360.com/> Posté dans Opérations, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 08-06-2018



L'on pensait que le débat était clos et que toutes les explications avaient été données. Visiblement, il n'en est rien. En effet, ce 8 juin, les avocats de victimes et de familles de personnes tuées lors des attentats de Paris et de Saint-Denis, le 13 novembre 2015, ont déposé une plainte contre X pour « non-assistance en personne en péril ».

Les trois avocats à l'origine de cette plainte, à savoir Me Jean Sannier, Me Océane Bimbeau et Me Samia Maktouf, ont expliqué à l'AFP que cette procédure vise à faire ouvrir une enquête pour « établir les responsabilités des décisions prises » lors de cette funeste soirée du 13 novembre. Et il s'agit également de faire en sorte que « l'État clarifie les missions de l'opération Sentinelle », lancée en janvier 2015.

« Moins d'un an après, [Sentinelle] se retrouve dans son rôle de protection des populations civiles en cas de menace terroriste et on nous explique que c'était normal de ne pas intervenir. Il faut qu'on nous explique à quoi sert cette force », a fait valoir Me Bimbeau.

Effectivement, quand les terroristes de l'État islamique [EI ou Daesh] ont attaqué les terrasses et pris en otage les personnes assistant à un concert au Bataclan, des militaires de l'opération Sentinelle étaient arrivés rapidement sur les lieux. Étant donné qu'ils étaient armés de fusils d'assaut (FAMAS), nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi ils ne sont pas intervenus dans la salle de spectacle. D'autres, et c'est une question récurrente, veulent savoir pourquoi aucun des soldats présents n'a consenti à « prêter » son arme aux policiers.

Or, a continué Me Bimbeau, « on sait que ce sont dans les dix premières minutes qu'il y a eu le plus grand nombre de victimes. »

Pourtant, des réponses à ces questions ont déjà été données. Ministre de la Défense, à l'époque, Jean-Yves Le Drian s'était rendu à Thierville-sur-Meuse, pour rencontrer les militaires du 1er Régiment de Chasseurs (RCH) présents sur les lieux le soir des attentats.

« Rue de Charonne, vous apportez immédiatement et spontanément votre concours aux forces de sécurité intérieure et vous établissez un premier périmètre de sécurité salubre. Un mode d'action éprouvé en opérations extérieures, qui montre le lien et la continuité. Un mode d'action qui protège et rassure la population, et permet de sécuriser l'intervention des services de secours – sapeurs-pompiers et urgentistes. Certains d'entre vous appuient l'action de ces derniers, en dispensant ponctuellement des soins et en participant à l'évacuation de blessés », avait-il rappelé, en février 2016. Même chose pour le Bataclan, à la différence qu'une prise d'otage était encore en cours.

En clair, dans l'incertitude qui régnait au moment des faits, les militaires ont donc protégé l'action des secours, le risque d'un « sur-attentat », c'est à dire une attaque visant ces derniers, n'étant alors pas exclue.

« Sous l'autorité du préfet de police », nos soldats ont contribué « à la sécurisation de la zone, notamment en appuyant et en protégeant leurs interventions et, en même temps, en portant secours aux victimes. Telle est la mission que leur assigne la préfecture de police », expliquera, à nouveau, M. Le Drian, lors de son audition par la commission d'enquête parlementaire sur les moyens mis en œuvre par l'Etat pour lutter contre le terrorisme.

Qui plus est, ce n'est pas parce que l'on est un militaire armé d'un fusil d'assaut que l'on est forcément compétent pour intervenir sur les lieux où une prise d'otage est en cours. Cela demande un entraînement particulier auquel sont rompues les unités spécialisées. D'où une autre raison expliquant la non-intervention de la patrouille Sentinelle au Bataclan.

Cependant, et M. Le Drian l'avait aussi rappelé, quatre militaires prirent position au passage Saint-Pierre-Amelot, à la demande des forces de police, afin de « sécuriser » l'intervention de la BRI. Et ils reçurent « l'ordre oral, le cas échéant, de neutraliser un terroriste qui sortirait » du Bataclan par cet accès. Un ordre qu'ils auraient exécuté « sans état d'âme et sans inhibition », avait ajouté le ministre.

Quant au refus des militaires de prêter leurs armes aux policiers, il s'explique aisément : un soldat ne doit jamais se séparer de son arme. S'il le fait, alors il se rend coupable d'une faute professionnelle grave. En outre, avait souligné M. Le Drian, un FAMAS ne se manipule pas aussi aisément, « sauf après entraînement, même pour un professionnel des forces de l'ordre. »

Reste que si il y a une question à poser, c'est bien celle sur le parcours des terroristes. Comment ont-ils fait pour se rendre à Paris depuis la Syrie, sans être inquiétés ?

Défense

La France et le Canada vont créer un conseil ministériel conjoint de Défense

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie par Laurent Lagneau Le 07-06-2018



En février 2015, à l'occasion d'une visite à Paris du ministre canadien de la Défense, qui était à l'époque Rob Nicholson, la France et le Canada signèrent un accord portant sur la création d'un « Conseil franco-canadien de coopération en matière de Défense », avec l'objectif de renforcer le dialogue stratégique et opérationnel entre les deux pays, en « plus de cimenter leur coopération en matière de sécurité et de défense en s'attaquant à différentes questions prioritaires.

Sur le plan militaire, les forces françaises et canadiennes ont l'habitude de travailler ensemble, notamment dans le cadre de l'Otan. En outre, le Canada a offert un soutien logistique au moment du lancement de l'opération Serval, au Mali, en engageant un avion de transport C-17.

Récemment, Ottawa a annoncé son intention de déployer 6 hélicoptères (2 CH-47 Chinook et 4 Griffon) au Mali, dans le cadre de la MINUSMA [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali, ndlr]. Ce qui devrait donner lieu à davantage d'interactions entre les militaires canadiens et français, ces derniers conduisant l'opération Barkhane.

Mais il est question d'aller encore plus loin. « Dans un contexte géopolitique complexe, marqué par des enjeux cruciaux pour l'avenir de la planète et de l'ordre international, la France et le Canada sont déterminés à œuvrer ensemble pour y apporter des réponses », ont dit le président Macron et le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, dans une déclaration commune faite le 6 juin, à Ottawa.

Aussi, les deux responsables ont annoncé la création d'un « Conseil de défense conjoint ministériel », lequel devrait être convoqué « d'ici la fin de l'année 2018. » Cette initiative permettra « de mieux coordonner les actions des armées canadiennes et françaises », a précisé un haut responsable canadien, d'après l'AFP.

Toujours selon cette source, il serait « envisagé de mener des opérations franco-canadiennes de maintien de la paix sous les auspices des Nations-Unies. »

Ce conseil devra se réunir « au minimum » tous les deux ans « pour faire un bilan de cette coopération renforcée et développer des actions conjointes », a encore expliqué le haut responsable canadien.

Economie

L'hydrogène, un gaz aux multiples atouts pour la transition énergétique



Marie HEUCLIN AFP 1 juin 2018



Le japonais Toyota a déjà commencé à produire en série des véhicules à hydrogène, comme son compatriote Honda et le sud-coréen Hyundai

Paris (AFP) - Utilisé depuis longtemps dans l'industrie, l'hydrogène suscite un nouvel intérêt ces dernières années, beaucoup voyant en lui le chaînon manquant pour réussir la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique.

A décarboner dans l'industrie

L'industrie française consomme chaque année 900.000 tonnes d'hydrogène dans le raffinage de carburants ou la fabrication de produits chimiques comme l'ammoniac ou le méthanol.

Le géant français Air Liquide est un des principaux producteurs mondiaux de cette molécule, aujourd'hui à 95% issue des hydrocarbures (qui contiennent des atomes d'hydrogène), notamment via le vaporéformage du gaz naturel.

Ces techniques conduisent toutefois à l'émission de 10 millions de tonnes de gaz à effet de serre par an en France, soit 7,5% de l'ensemble des émissions du secteur industriel.

Un outil de stockage de l'électricité

Une autre technique de production de l'hydrogène est l'électrolyse de l'eau. Elle consiste à décomposer l'eau, qui contient deux atomes d'hydrogène et un atome d'oxygène (H₂O) grâce à un courant électrique, pour récupérer la molécule d'hydrogène.

Cette technique est considérée comme un moyen de stocker l'électricité et intéresse particulièrement les acteurs de l'énergie pour accompagner le développement des énergies renouvelables, en récupérant les surplus de courant issus du solaire et de l'éolien, qui dépendent du vent et du soleil et ne produisent donc pas forcément de l'électricité quand on en a besoin.

L'hydrogène a l'avantage de permettre un stockage de longue durée, dit inter-saisonnier, ce que ne peuvent pas faire des batteries classiques. Cela le rend particulièrement pertinent dans les régions où le réseau électrique est peu développé, comme les îles et certains pays émergents, qui recherchent l'autonomie énergétique.

Maîtrisée depuis longtemps, l'électrolyse reste encore coûteuse, même si ce coût a baissé ces dernières années pour atteindre entre 4 et 6 euros par kilogramme d'hydrogène, contre entre 1 et 5 euros par kilogramme pour l'extraction à partir des énergies fossiles, hors transport et selon les techniques. Son rendement doit aussi être amélioré pour réduire les déperditions d'énergie durant le processus.

Une alternative aux batteries dans les véhicules

Transformer l'hydrogène en courant, via des piles à combustible, permet d'utiliser ce gaz comme source de carburant pour les véhicules. D'autant qu'1 kg d'hydrogène permet de produire trois fois plus d'énergie qu'1 kg d'essence. Par ailleurs, une pile à combustible ne libère aucun CO₂ ni particules durant son fonctionnement, mais uniquement de la vapeur d'eau.

Cette technologie semble particulièrement pertinente pour les camions, les bus ou les utilitaires, mais Alstom a également développé un modèle de train roulant à l'hydrogène, déjà expérimenté en Allemagne.

Vendredi, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, a annoncé que le gouvernement voulait lever les freins pour pouvoir expérimenter rapidement un premier train en France.

L'aéronautique peut également être une piste de déploiement, par exemple dans des configurations hybrides. L'équipementier Safran travaille à un projet de pile à combustible.

Verdir la consommation de gaz

A moyen terme, l'hydrogène pourra être mélangé au gaz naturel transporté dans le réseau de gaz et ainsi contribuer à verdir par exemple la production de chaleur. Mais pour l'instant, un obstacle important demeure: savoir exactement combien d'hydrogène il est possible d'injecter sans causer de dommages au réseau et aux équipements qui consomment du gaz en bout de chaîne. Les estimations actuelles oscillent entre 6 et 20%.

Enfin, en combinant l'hydrogène et le dioxyde de carbone (CO₂), on peut produire du méthane, dont les propriétés sont proches de celles du gaz naturel, permettant une injection dans le réseau. Mais cette technologie reste très coûteuse.

Tous ces nouveaux usages de l'hydrogène impliquent également d'adapter la réglementation pour maîtriser les risques liés à l'usage de ce gaz, particulièrement inflammable et explosif.

Réforme de l'audiovisuel public. Des économies comprises entre 300 et 400 millions d'euros d'ici 2022

Accueil Médias France Télévisions <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Publié le 07/06/2018 à 08h19



Le gouvernement lance une nouvelle réforme de l'audiovisuel public accompagnée d'économies drastiques. | DANIEL FOURAY / OUEST-FRANCE

Le gouvernement souhaiterait que l'audiovisuel public fasse entre 300 et 400 millions d'euros d'économies supplémentaires d'ici 2022.

Dans le cadre de la réforme de l'audiovisuel public, les groupes concernés devront faire un effort d'économies situé entre 300 et 400 millions d'ici à 2022, en grande partie supporté par France Télévisions, selon une source proche du dossier mercredi.

Selon cette source, les économies réclamées par Bercy étaient plus importantes mais le ministère de la Culture a obtenu gain de cause en les limitant à environ 300 millions d'euros.

Toutefois, en prenant en compte la hausse mécanique de certaines charges, estimée à 160 millions d'euros selon cette source, l'effort réel d'économies demandé aux groupes avoisine les 400 millions d'euros d'ici à 2022.

Des économies avec le rapprochement de France 3 et France bleu

Sans préciser le montant des économies, la ministre Françoise Nyssen avait indiqué mardi sur CNews qu'elles seraient nettement inférieures à 500 millions d'euros, chiffre qui circulait dans la presse.

La fourchette de 300 à 400 millions s'entend hors France Médias Monde, car l'audiovisuel public extérieur fera l'objet d'une réflexion ad hoc, avait indiqué la ministre lors de la présentation des premières pistes de la réforme.

Cette réforme prévoit notamment le basculement de France 4 en numérique, un rapprochement de France 3 et France Bleu qui testeront des matinales communes à la rentrée et la hausse des investissements dans le numérique avec le lancement de plusieurs offres communes.

Outre France Télévisions et Radio France, l'audiovisuel public comprend Arte France, l'Ina (Institut national de l'audiovisuel) et Tv5 Monde.

Le Brexit coûtera 4 milliards d'euros par an aux entreprises françaises

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Louis Delatronchette Publié le 06/06/2018 à 19:59

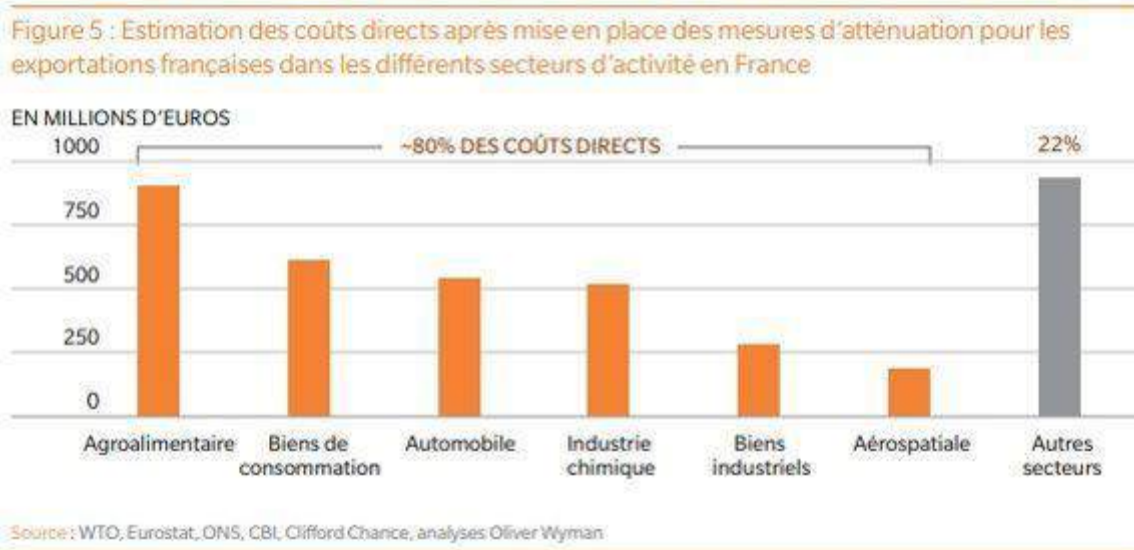


EMMANUEL DUNAND/AFP

En 2016, le Royaume-Uni était «le 5ème client de la France et son 8ème fournisseur», l'Hexagone y exportait 38 milliards d'euros de biens et de services. En cas de Brexit dur, les PME seraient les entreprises les plus vulnérables face aux barrières douanières.

Si l'économie britannique s'attend à un ralentissement post-Brexit, certains secteurs de l'industrie française pourraient quant à eux subir des dommages collatéraux. Selon une étude des cabinets Oliver Wyman et Clifford Chance publiée mercredi, le Brexit coûtera près de 4 milliards d'euros par an aux entreprises françaises. Les secteurs les plus touchés seront l'agroalimentaire, l'industrie automobile et les biens de consommation, indique l'étude. Basée sur un scénario «hard Brexit», c'est-à-dire une sortie du Royaume-Uni sans aucuns accords avec l'Union Européenne, le rapport propose «une estimation des coûts les plus directs et immédiats de la mise en place de barrières tarifaires et non-tarifaires par secteur, après l'entrée en vigueur du Brexit». Pour effectuer ces estimations, Oliver Wyman et Clifford Chance se sont basés sur des travaux de recherche académique, mais également sur des entretiens menés auprès de dirigeants d'entreprises.

Ainsi, après le Brexit, l'étude affirme que «la France serait le troisième pays le plus impacté de l'UE», après l'Allemagne et la Hollande. Parmi les secteurs qui seront les plus touchés figure en premier lieu l'agroalimentaire, «avec des coûts directs totaux de près de 900 millions d'euros par an» soulignent les auteurs du rapport, touchant principalement les boissons alcoolisées comme le vin et les spiritueux, puis les produits laitiers et les préparations céréalières.



Capture Oliver Wyman et Clifford Chance. Capture Oliver Wyman et Clifford Chance

L'étude rappelle qu'en 2016, le Royaume-Uni était «le 5ème client de la France et son 8ème fournisseur». Elle précise également que l'Hexagone exportait 38 milliards d'euros de biens et de services au Royaume-Uni, notamment dans l'agroalimentaire et les biens de consommation, tandis qu'elle importait environ 32 milliards d'euros, principalement en services financiers et services professionnels.

Les entreprises inégalement impactées

Face au Brexit, les entreprises ne sont pas toutes armées de la même manière. «Les PME disposent de ressources plus limitées pour gérer les lourdeurs administratives supplémentaires et ont généralement moins d'expérience dans les exportations hors de l'UE et donc moins l'habitude de faire face aux barrières douanières et réglementaires», explique les auteurs de l'étude. «Toutefois, si les PME tant européennes que britanniques sont particulièrement exposées, les PME exportatrices françaises ont l'avantage de déjà exporter hors de l'UE pour une grande partie d'entre elles», précise-t-il.

Les PME françaises «sont particulièrement vulnérables et leurs défaillances auraient [...] un impact direct sur l'économie française». Rapport Oliver Wyman et Clifford Chance, Les entreprises françaises face au Brexit

Le rapport adresse un message aux autorités françaises les appelant à accompagner les PME: elles «sont particulièrement vulnérables et leurs défaillances auraient non seulement un impact direct sur l'économie française, mais également des conséquences indirectes sur les chaînes

d'approvisionnement de plus grandes entreprises». Le Royaume-Uni doit quitter l'UE en mars 2019 tout en restant dans l'union douanière pendant une période de transition jusqu'à fin 2020, le temps de mettre en place un nouveau partenariat.

Environnement

Les apiculteurs mobilisés pour sauver leurs abeilles

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Éric de La Chesnais Mis à jour le 07/06/2018 à 09:33
Publié le 07/06/2018 à 06:00



122381262/Magalice - stock.adobe.com

Face à une mortalité exceptionnelle des abeilles, les apiculteurs organisent, ce jeudi, à Paris et dans douze départements français, une journée nationale pour obtenir un soutien des pouvoirs publics. Dans certaines régions, les pertes peuvent atteindre 80 à 90% du nombre de ruches.

Ce jeudi matin, à partir de 10 heures, les apiculteurs professionnels et amateurs se sont donné rendez-vous sur l'Esplanade des Invalides à Paris et devant douze préfectures départementales. L'objectif de cette journée de mobilisation nationale, lancée à l'appel de cinq syndicats professionnels (1) - fait exceptionnel - est d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la disparition anormale de leurs abeilles. «Nous avons fait le constat, en sortie d'hiver, du taux de mortalité catastrophique des abeilles, note dans un communiqué l'intersyndicale. Malgré de nombreuses interpellations, l'État n'a, pour l'heure, apporté aucune réponse à ce désastre tant économique qu'écologique». En effet la valeur de l'activité des pollinisateurs dans le monde s'élevait en 2017 à 178,6 milliards d'euros dont 1,9 milliard rien qu'en France.

Dans certaines régions, comme en Bretagne, la perte des colonies peut atteindre 80 à 90% du nombre de ruches. «Cet hiver, nous avons perdu 170 ruches sur les 190 de notre cheptel», confie à *Ouest France*, Claire Prieur, apicultrice à Ploërdut, dans le Morbihan. Au total, ce sont 20.000 colonies qui ont disparu cet hiver en Bretagne. Une perte qui concerne aussi les apiculteurs amateurs bretons. «Mes abeilles avaient de quoi se nourrir pendant l'hiver, on a retrouvé du miel dans les ruches, constate Yvonnick Houitte, apiculteur amateur à Epiniac, en île-et-Vilaine. Quand elles sont sorties au printemps, la plupart ne sont pas revenues. J'ai perdu quatre ruches sur cinq et on ne comprend pas pourquoi. J'ai pourtant mis un piège à frelons et traité contre le varroa.»

Mauvaises conditions climatiques

«La Bretagne apparaît aujourd'hui être la région la plus affectée par la mortalité exceptionnelle des abeilles, remarque Paul Fert, fils d'apiculteur dans le Béarn, auteur de plusieurs ouvrages sur les abeilles et consultant dans le domaine. La Dordogne, l'Aveyron et la Creuse sont également particulièrement touchés par ce phénomène.»

Trois facteurs pourraient expliquer cette mortalité exceptionnelle. Il s'agit tout d'abord du climat. «L'an dernier, à cause des mauvaises conditions climatiques pendant l'été trop humide, les abeilles ont accumulé des réserves de nettement moins bonne qualité, indique Paul Fert. L'hiver rigoureux et long alors que les besoins en pollen des abeilles étaient importants a fragilisé un peu plus encore les abeilles». Pourtant les apiculteurs ont déjà connu d'autres années compliquées en ce qui concerne la météo sans pour autant que la mortalité des abeilles ne soit affectée.

Les néonicotinoïdes, pourtant interdits depuis cette année en France, mais encore tolérés pour certaines cultures, désorientent les abeilles

Deuxième piste: les pratiques intensives agricoles. Elles se caractérisent par la disparition progressive des haies, véritable garde-manger pour les abeilles, et par l'emploi massif de traitements chimiques. Parmi eux, les néonicotinoïdes, pourtant interdits depuis cette année en France, mais encore tolérés pour certaines cultures, désorientent les abeilles. «Ce produit agit sur le système nerveux central des insectes. Les abeilles à la recherche de pollen ne retrouvent plus le chemin des ruchers et finissent par mourir. Par ailleurs, même s'ils sont interdits, les néonicotinoïdes ont des effets qui se prolongent dans le temps au-delà d'une année», ajoute Paul Fert.

Enfin, les prédateurs actuels des abeilles, comme le frelon asiatique ou le varroa, pourraient aussi expliquer cette perte exceptionnelle des abeilles. Leur nombre ne semble toutefois pas avoir varié de façon significative d'une année à l'autre.

En attendant de comprendre ce qui leur arrive, les apiculteurs demandent à l'État et au Président de la République en particulier «de déclencher de toute urgence, un plan de soutien exceptionnel aux apiculteurs sinistrés». En Bretagne, sans aides des pouvoirs publics, la région pourrait perdre 10 à 15 des 70 apiculteurs professionnels que compte le territoire.

Les apiculteurs exigent aussi le rétablissement d'«un environnement viable pour les colonies d'abeilles et les pollinisateurs». L'enjeu de la survie des abeilles est majeur: 84% des espèces cultivées en Europe dépendent directement des pollinisateurs et plus particulièrement des abeilles et 75% des cultures dépendent de l'activité des abeilles.

(1) *Syndicat national d'apiculture, Fédération française des apiculteurs professionnels, Union nationale de l'apiculture française, Fédération nationale des organisations sanitaires apicoles départementales, Confédération paysanne.*

Cinq choses à savoir sur le miel français, cette filière à l'agonie

Économie Consommation <http://www.lefigaro.fr/> Par Charles Daisay Mis à jour le 07/06/2018 à 09:30 Publié le 07/06/2018 à 05:45



La production de miel français est passée de 35.000 tonnes dans les années 1990 à 16.100 en 2016. Regis Duvignau/REUTERS

Les Français sont particulièrement friands de miel, avec près de 45.000 tonnes consommées chaque année. Une denrée majoritairement importée, la production nationale peinant à atteindre les 16.000 tonnes. En outre, derrière sons image de produit sain, naturel et local, se cache souvent une réalité nettement plus contrastée.

• 600 grammes consommés par Français et par an

Un Français consomme 600 grammes de miel par an, soit plus du double de la moyenne mondiale. Le produit est principalement distribué dans les grandes surfaces (55% des ventes), où il est vendu aux alentours de 11€ le kilogramme, et par la vente directe (27%). Plus demandé sous sa forme liquide (57%) que crémeuse (43%), il est surtout dégusté tel quel, l'achat direct par les particuliers représentant 86% des ventes, contre 9% pour l'industrie agroalimentaire.

• 50.000 apiculteurs français pour 1.316.000 ruches

Parmi ceux-ci, une faible proportion d'apiculteurs professionnels (environ 2000) détient la moitié du cheptel français. La filière génère un chiffre d'affaires global oscillant autour de 100 millions d'euros (dont 90 millions pour le miel seul). Une multitude de produits sont proposés: des miels tirés de diverses fleurs (acacia, tournesol, lavande, châtaignier...), de la gelée royale, du pollen...

La production est avant tout axée sur la qualité: 12% du miel produit en France est issu de l'agriculture biologique et près de 6% des apiculteurs sont certifiés. Une qualité consacrée par des exportations représentant un tiers de la production, en nette majorité vers des pays à haut revenu comme la Suède, les États-Unis, l'Allemagne ou encore l'Espagne. Le miel français est d'ailleurs vendu nettement plus cher que la moyenne, entre 15 et 30 euros par kilo lorsqu'il est distribué en grande surface.

• Une production divisée par deux en 25 ans

Bien que réputée, la production française de miel fait face à des menaces environnementales et commerciales qui la grèvent lourdement. Elle a été divisée par plus de deux en un quart de siècle, passant de 35.000 tonnes dans les années 1990 à 16.100 en 2016. La monoculture, qui nuit à la diversité des pollens, le Varroa, parasite importé d'Asie ravageur et coûteux à traiter, l'utilisation massive de pesticides dans l'agriculture (dont les néonicotinoïdes massivement utilisés jusqu'à récemment), ou encore les ravages provoqués par les frelons asiatiques dans les colonies sont diverses causes pouvant expliquer l'affaiblissement des ruches en France, la disparition progressive des abeilles, et, de fait, la chute de la production. On dénombre en effet, en 2015, une mortalité moyenne dans les colonies de 30%, atteignant dans les cas extrêmes 80%.

• Un déficit commercial de 80 millions d'euros

Outre ces problèmes environnementaux, le secteur apicole français est soumis à une pression économique sans précédent. La filière française, produisant des miels chers en petite quantité, est écrasée par une production étrangère à bas coût, fournissant un miel en moyenne deux fois plus économique et répondant à une demande près de trois fois supérieure à l'offre nationale.

• 43% des miels de supermarché importés non-conformes

En outre, les pratiques de nos principaux fournisseurs (Chine, Espagne, Ukraine, Argentine) laissent à désirer sur la qualité du miel importé: 43% des miels premier prix, donc importés, analysés par la DGCCRF dans son rapport datant de début 2015, ont été déclarés non-conformes en raison de critères de qualité (surchauffage, mensonge sur le type de miel), d'étiquetages faux ou même, pour un tiers des miels rejetés, d'ajouts délibérés de sirops de sucre (pouvant constituer parfois près de la moitié du produit).

Que fait le législateur?

La filière française peut-elle compter sur le législateur pour espérer contrer ce déclin programmé? Outre l'interdiction progressive récente par les instances européennes des insecticides les plus nocifs aux abeilles, les néonicotinoïdes mis en cause dans leur disparition massive, un regain d'attractivité pourrait être favorisé par un amendement au projet de loi agriculture et alimentation, voté le mardi 29 mai. Celui-ci va obliger les producteurs à indiquer clairement la provenance de leurs produits sur les emballages, en précisant les États de provenance. Aujourd'hui, seuls de vagues messages tels que «mélange de miels originaires et non originaires de l'UE» sont présents sur les pots de miel. Espérons qu'ainsi sera mise en lumière l'origine souvent plus lointaine - et parfois moins prestigieuse - du miel que nous trouvons dans nos rayons de supermarché.

Comment vraiment lutter contre la pollution plastique dans l'océan ?

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Environnement jeudi 7 juin 2018 Par Jeff Ghiglione, directeur de recherche en écotoxicologie au CNRS, et Romain Troublé, directeur général de la Fondation Tara Expéditions



Les images-chocs de sacs plastique, bouteilles et autres filets flottants en mer suscitent l'indignation. Mais le pire, c'est ce qu'on ne voit pas : ces milliards de microplastiques en suspension dans l'eau, qui contaminent la chaîne alimentaire marine et rendent illusoire tout projet de « nettoyage de l'océan ».

À l'occasion de la Journée mondiale de l'Océan le 8 juin et du sommet du G7, les scientifiques engagés avec la Fondation Tara ont souhaité rappeler que face à la pollution plastique en mer, les vraies solutions sont à terre : limiter les plastiques à usage unique, mieux gérer les déchets pour qu'ils ne finissent pas dans la mer et inventer de nouveaux matériaux réellement biodégradables.



L'équipe de scientifiques de Tara, atterrée devant l'accumulation d'autant de déchets en mer. (Photo : Eric Röttinger / Kahi Kai / Fondation Tara Expéditions)

Elles font aujourd'hui le tour des réseaux sociaux comme aucun autre sujet lié à la mer. Les images-chocs de sacs plastique, bouteilles et autres filets de pêche flottants en mer suscitent l'indignation, tandis que de nombreuses initiatives fleurissent à la surface et à la faveur de l'océan.

Que doit-on véritablement comprendre de ce fléau, né il y a à peine cinq décennies ? Quelle réalité au-delà du bruit médiatique devenu peu à peu brouhaha ? À la lumière des recherches scientifiques, la solution ne sera pas trouvée en mer...

Pas de solution « miracle »

Ici des bateaux-poubelles ou bateaux-recycleurs, là des collectifs citoyens, ou encore des filets géants pour récupérer à la surface les plastiques flottants. La mobilisation et les idées se multiplient à travers le monde. Elles mettent bien en évidence les enjeux et contribuent ainsi à la sauvegarde de l'océan.

Mais au-delà de l'effet d'image et de la nécessaire médiatisation de cet enjeu, ce brouhaha agit comme un écran de fumée. À force de trop communiquer sur des « continents de plastique » qu'on pourrait nettoyer par des solutions-miracles, nous passons à côté de l'essentiel.

Pour les scientifiques engagés avec la Fondation Tara, il est urgent de mettre en lumière cette pollution invisible au pouvoir de nuisance le plus important : les microplastiques. Plus petites qu'un grain de riz, ces particules entrent en interaction avec un très grand nombre d'organismes marins et représentent un danger potentiel – encore très peu documenté – pour toute la chaîne alimentaire marine. Du plancton jusqu'à notre assiette.



Dans cet échantillon d'eau de mer prélevé par les scientifiques des expéditions Tara, on aperçoit de minuscules débris de plastique en suspension. (Photo : Maéva Bardy / Fondation Tara Expéditions)



Le voilier océanographique Tara, actuellement en mission dans le Pacifique, est un véritable « laboratoire flottant ». (Photo : Corinne Bourbeillon)

À mieux regarder les chiffres, 250 milliards de particules flottent à l'échelle toute relative de la mer Méditerranée. On se demande comment se débarrasser d'une pollution aussi diffuse à l'échelle planétaire. Et les chercheurs de montrer que, contrairement à l'idée de plus en plus répandue d'un seul « continent de plastique » tel un conglomerat, en fait il y a des microplastiques partout, y compris en Arctique.

Ces microplastiques ne pourront bien entendu pas être collectés. Et les marins qui connaissent l'immensité de l'océan savent bien que le « ramassage » est vain face à l'étendue du fléau. Les solutions devront venir de la terre.

Mieux gérer les déchets à terre

À bord de *Tara*, les scientifiques étudiant la dégradation et les interactions avec le vivant, ne voient pas d'autre solution que de limiter drastiquement les plastiques à usage unique, de mieux gérer les déchets à terre, d'empêcher qu'ils atteignent la mer et d'inventer de nouveaux matériaux. Car aujourd'hui, rares sont les plastiques dits « biodégradables » qui se dégradent réellement en mer.

Bien sûr, ce que nous nettoierons sur les plages ou dans l'océan sont des symboles aussi forts que pédagogiques. Mais il est fondamental de soutenir la recherche et l'innovation sur les plastiques biodégradables, les emballages de demain et l'éco-conception des produits.

Pour la Fondation Tara – engagée sur cette question depuis dix ans – la science doit permettre de réelles prises de décisions politiques et convaincre les industriels comme les consommateurs. Car loin des clichés d'une mer-poubelle, des tortues qui s'étranglent ou des oiseaux marins morts sur les plages, c'est aussi dans les hémicycles qu'il faut innover pour une économie circulaire. À l'instar de la mobilisation internationale pour régler le problème de la couche d'ozone, c'est au G7, à l'Onu et à l'Union Européenne d'en faire une question de santé publique internationale.

Immigration

Paris : les deux derniers grands campements de migrants en cours d'évacuation

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 04/06/2018 à 08:06 Publié le 04/06/2018 à 06:48

Des évacuations sont actuellement en cours sur les deux derniers grands campements insalubres de migrants à Paris, cinq jours après une opération très attendue qui avait permis la mise à l'abri d'un millier de personnes.

L'opération a débuté dans le calme aux alentours de 6h30 sur le campement du canal Saint-Martin, où environ 550 personnes avaient été recensées avant le week-end, a constaté un journaliste de l'AFP.

Une évacuation est également en cours près de la porte de la Chapelle, où quelque 450 personnes étaient installées, ont indiqué la préfecture d'Ile-de-France et la préfecture de police dans un communiqué.

Les personnes mises à l'abri feront l'objet d'un examen complet et approfondi de leur situation administrative par les services de l'État, précisent les mêmes sources. Cet examen déterminera leur orientation dans des structures d'hébergement adaptées à leur situation.

Aymen, le héros sans-papiers tunisien, n'est plus menacé d'expulsion

Actualités Actu France Société <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 05/06/2018 à 08:02, Mis à jour le 05/06/2018 à 09:22 Société - Val-d'Oise



Aymen, le héros sans-papiers tunisien, n'est plus menacé d'expulsion

Aymen est un héros trop discret. Ce sans-papiers tunisien qui avait sauvé deux enfants des flammes en 2015 dans le Val-d'Oise, est sous le coup d'une mesure d'expulsion. Il n'a pas eu la chance de Mamoudou Gassama, régularisé après avoir secouru un enfant à Paris fin mai.

Aymen Latrous, 25 ans, est arrivé en France fin 2013. Il est hébergé chez son oncle, à Fosses (Val-D'Oise). Sans papiers et bien que titulaire d'un diplôme d'informatique, il n'a pas le droit de travailler.

Dans la soirée du 10 avril 2015, alors qu'il se promène avec deux amis, il entend une mère de famille appeler au secours. Des flammes s'échappent de la cuisine de l'appartement. Les trois amis se précipitent à l'étage. Aymen Latrous s'empare du bébé de 19 mois, qu'il protège de son mieux des fumées toxiques, tandis que ses compagnons s'occupent de mettre à l'abri son grand frère et d'éteindre le feu. Leur acte de bravoure accompli, les trois hommes disparaissent rapidement.

Le jeune sans-papiers tunisien avait cependant été distingué par le maire communiste de Fosses qui lui avait remis la médaille de la Ville quelques semaines plus tard. Puis, en 2017, l'édile avait appuyé sa demande d'un titre de séjour. D'après son avocate, Me Philippine Parastatis, la préfecture lui avait répondu que M. Latrous pouvait demander son «admission exceptionnelle au séjour» en raison du service qu'il avait rendu à la collectivité. Las, en janvier, la préfecture lui avait signifié un «refus de séjour» et délivré une «obligation de quitter le territoire français» (OQTF). Son avocate avait formé aussitôt un recours devant le tribunal administratif, qui suspendait l'OQTF.

Les autorités ont annoncé hier que le jeune homme n'était plus sous la menace d'une expulsion. Le préfet du Val-d'Oise a annoncé avoir «décidé de procéder à un réexamen de la situation de l'intéressé», le jeune homme s'étant vu promettre récemment une embauche «en CDI à temps plein dans une société du Val-d'Oise».

Opinions

Jérôme Fourquet : «La France devrait méditer sur l'exemple italien»

VOX Vox Monde <http://www.lefigaro.fr/> Par Alexandre Devecchio Mis à jour le 01/06/2018 à 19:31
Publié le 01/06/2018 à 17:57



PHILIPPE HUGUEN/AFP

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Selon l'analyste de l'IFOP, la coalition entre la Ligue et le M5S qui arrive au pouvoir en Italie illustre bien l'émergence d'un nouveau clivage politique, dans une Europe fracturée où les partis traditionnels semblent incapables d'endiguer la montée des crises.



Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'IFOP, mais aussi historien et politologue. Il a récemment publié Le nouveau clivage (éd. du Cerf, avril 2018), essai dans lequel il analyse le remplacement du clivage traditionnel droite/gauche par celui des souverainistes contre les partisans de la mondialisation et de l'intégration européenne.

FIGAROVOX.- Dans votre dernier livre, Le nouveau clivage, vous montrez la disparition du traditionnel clivage droite/gauche et faites apparaître de nouvelles lignes de partage. En quoi le résultat des élections italiennes s'inscrit-il dans cette recomposition?

Jérôme FOURQUET.- L'opposition droite/gauche n'a pas disparu ni France ni en Italie. Les partis qui s'en réclament existent encore et toute une partie de l'électorat se reconnaît encore dans cette topographie politique. Pour autant, et c'est là une vraie nouveauté, le clivage que l'on pourrait appeler souverainistes versus proeuropéens, qui n'est certes pas nouveau, apparaît de plus en plus puissant et de plus en plus structurant. Ainsi, s'il s'était déjà exprimé avec force en France lors des référendums sur Maastricht en 1992 et sur le Traité constitutionnel européen en 2005, jamais il n'avait polarisé une présidentielle. Or l'année dernière, ce sont bien deux représentants symptomatiques de cette nouvelle opposition qui se sont retrouvés au second tour en lieu et place du traditionnel duel gauche/droite.

Les questions qui sont aujourd'hui déterminantes pour les électeurs (crise migratoire, niveau d'intégration européenne et degré de souveraineté nationale en matière économique, protectionnisme versus libre-échange) ont engendré des débats qui se sont organisés et structurés autour d'un nouveau clivage. Le clivage gauche/droite et les partis qui s'en réclament ne sont pas morts mais ils ne sont tout simplement plus centraux car ils n'intègrent pas cette nouvelle ligne de faille majeure. Moralité, ces partis sont relégués en seconde division en France comme en Italie.

Le cas italien est de ce point de vue particulièrement éclairant. Le Parti démocrate de Renzi et Forza Italia de Berlusconi, c'est-à-dire la gauche et la droite de gouvernement, ont enregistré un grave échec au profit de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles. Par ailleurs, nonobstant la présence du Mouvement 5 étoiles, assez inclassable, les dernières législatives s'étaient encore déroulées selon un ordonnancement gauche versus droite. Forza Italia et la Lega avaient constitué une coalition électorale de droite quand le Parti démocrate avait rassemblé ses petits alliés dans une coalition de gauche. Or, l'alliance euro-critique Ligue + M5S faisant face à une coalition pro-européenne composée par les ennemis d'hier, Forza Italia et le PD, symbolise de manière parfaite l'imposition de ce nouveau clivage comme paradigme dominant en lieu et place de la vieille opposition gauche/droite.

Rassemblement national : est-ce si choquant ?



Retour sur le plateau de Points de Vue sur le changement nom du Front National

Dans votre livre, vous analysez les résultats du Brexit, des présidentielles en Amérique, en Autriche et en France. Vous faites même un détour par la Corse. En quoi ces élections sont-elles comparables? Les résultats des élections italiennes et l'alliance de circonstance entre la Ligue et le M5S ne sont-ils pas davantage liés au système institutionnel italien?

Bien entendu chacune de ces élections était différente ne serait-ce que par le mode de scrutin: élection à un tour ou deux tours, référendum, etc... De la même façon, le contexte local a imprimé sa marque dans chacun des pays. Pour autant, on a vu émerger cette fameuse nouvelle ligne de faille qui est venue concurrencer voire se substituer à la traditionnelle opposition gauche/droite un peu partout.

En Italie, du fait de la pression migratoire et des conséquences très douloureuses de la crise économique qui se font encore sentir, le paysage politique traditionnel a été bouleversé en profondeur avec une percée de la Ligue, d'une part, et du Mouvement 5 étoiles, d'autre part. La montée en puissance de ces forces dites populistes doit également beaucoup à la décomposition du système politique italien, processus amorcé au milieu des années 1990, avec l'opération Mani pulite (mains propres) qui se solda par le naufrage de la Démocratie chrétienne, pilier de la vie politique italienne. Dans ce vide ainsi créé, Silvio Berlusconi s'est engouffré avant d'être lui aussi rattrapé par la justice. Tout cela a nourri un climat de défiance particulièrement prononcé, qui a constitué le soubassement psychologique à la percée de ces forces populistes émergentes.

Si elles ont donc en partage le rejet du système, leur alliance, assez inattendue, tient par ailleurs au fait qu'aucune des deux coalitions (de droite et gauche) ni le Mouvement 5 étoiles n'ont atteint le seuil de 40 % des voix, seuil légalement nécessaire pour pouvoir constituer un gouvernement.

L'état du système politique italien, combiné à la crise économique et migratoire et à la loi électorale, ont abouti à cette alliance. Il s'agit donc d'un faisceau de causes propres à ce pays. Pour autant, on retrouve de manière plus ou moins identique les mêmes ressorts un peu partout en Europe.

À l'instar du géographe Christophe Guilluy ou de l'essayiste britannique David Goodhart, vous montrez que les nouveaux clivages politiques sont aussi liés à des clivages sociaux et territoriaux. Est-ce aussi le cas en Italie? Peut-on parler d'une Italie périphérique? Rome est gouvernée par le M5S...

On pourrait dire que le charbon vote populiste quand le silicium soutient le camp libéral-réformiste

Dans *Le nouveau clivage*, j'essaye de montrer que l'on observe les mêmes lignes de fracture dans les électorsats des démocraties occidentales, et ce, en dépit des contextes locaux. On constate ainsi que le niveau éducatif structure puissamment les comportements électoraux sur cette nouvelle ligne de faille. Les plus diplômés ont en moyenne nettement privilégié le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE, Clinton et Macron. Inversement, les Brexiter, Trump et Marine Le Pen ont été soutenus par les catégories les moins diplômées. De la même façon, les habitants des grandes métropoles connectés à l'économie mondialisée, des littoraux touristiques et des pôles universitaires et des foyers de la nouvelle économie ont voté pour le «Remain» (maintien dans l'UE), Clinton et Macron. À l'inverse, les zones péri-urbaines et rurales mais aussi les vieux centres industriels ont voté à l'opposé. Pour parodier André Siegfried, on pourrait dire que le charbon vote populiste quand le silicium soutient le camp libéral-réformiste. Le Brexit et Trump triomphent dans les «vieux pays noirs» (Yorkshire et Appalaches) et Le Pen dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. À l'inverse, Cambridge et Oxford ont massivement soutenu le maintien dans l'UE tout comme la Silicon Valley l'a fait pour Clinton et le plateau de Saclay pour Macron (quelques semaines plus tard, cette zone constituant le principal cluster de recherche français a élu comme député le mathématicien En Marche! Cédric Villani).

Le livre présente aussi des graphiques montrant comment, plus on s'éloigne de Paris, Londres et New York, et plus le vote «populiste» prend de l'ampleur dans les territoires périphériques. Certaines de ces lois de la nouvelle géographie électorale s'appliquent également au cas italien même si l'organisation économique de la péninsule ne répond pas à un schéma centralisé qui

opposerait Rome à l'Italie périphérique. En Italie, la périphérie existe mais elle se situe essentiellement au sud, dans ce Mezzogiorno, historiquement moins développé et dans les îles (Sicile et Sardaigne). Or ces territoires constituent le fief du Mouvement 5 Étoiles qui avoisine les 50 % dans toute cette vaste région, où son discours anti-élite et sa promesse d'instaurer un revenu universel ont rencontré un vrai écho. Dans le nord de l'Italie, beaucoup plus prospère, ce parti marque davantage le pas au profit de la Ligue qui se situe autour de 30 % dans les campagnes de Lombardie, du Piémont et de Vénétie, très sensibles au discours identitaire et anti-migrants. Le Parti Démocrate parvient à surnager uniquement dans les métropoles universitaires (Milan, Bologne). Et si Rome, contrairement aux capitales occidentales (Londres, Vienne, New-York, Paris...) n'a pas résisté à la vague populiste, c'est en partie pour des raisons locales (scandale de corruption impliquant des responsables politiques locaux) mais c'est également un symptôme de l'ampleur de la décomposition du système politique italien traditionnel qui a totalement implosé y compris en son centre.

La recomposition s'explique aussi par l'effondrement de la social-démocratie. Celle-ci est-elle en train de disparaître en Italie?

La social-démocratie est partout en crise en Europe.

En effet, on a vu que la déstabilisation du système politique italien était un phénomène désormais ancien qui remontait au milieu des années 1990 avec le naufrage de la Démocratie chrétienne. À peu près à la même époque, c'est le puissant Parti communiste italien, autre pilier de la vie politique transalpine, qui disparaissait. Il semble que nous assistions maintenant à une nouvelle phase dans la décomposition avec la fin du berlusconisme et le déclin du Parti Démocrate et plus globalement de la gauche italienne, qui toutes tendances confondues, rassemble péniblement 25 % des suffrages. L'assise géographique de la gauche est réduite aux acquêts et des fiefs rouges historiques comme l'Emilie-Romagne ont basculé dans le giron du Mouvement 5 Étoiles. Démographiquement, la situation est également des plus préoccupantes pour le Parti Démocrate et ses alliés qui obtiennent leur meilleur score parmi les seniors (30 % des voix contre seulement 20 % pour les moins de 35 ans et les 35-50 ans).

Cet affaiblissement n'est pas sans rappeler celui du Parti socialiste en France, qui n'est toujours pas sorti du laminoir de la présidentielle et des législatives. Plus globalement, la social-démocratie est partout en crise en Europe. Son logiciel d'État social redistributif dans le cadre d'une économie nationale relativement protégée est au plan macroéconomique percuté de plein fouet par la mondialisation et au plan microéconomique battu en brèche par la montée en puissance de l'individualisme. L'exacerbation de la question identitaire, thème que les partis sociaux-démocrates ont les plus grandes peines du monde à aborder et appréhender, achève de les déstabiliser partout en Europe.

La France avec l'élection surprise de Macron est-elle à contrecycle? Est-elle en avance ou en retard sur les autres pays européens?

Après le Brexit et la victoire de Trump, tous les regards se sont tournés vers la France et la large victoire d'Emmanuel Macron a rassuré les marchés financiers et les tenants du «cercle de la raison» cher à Alain Minc. Un jeune candidat talentueux était parvenu à donner un coup d'arrêt à la marée populiste. Est-ce à dire que la France est à l'écart de cette vague de fond et de la montée en puissance de ce nouveau clivage? Je ne le crois pas. On rappellera tout d'abord que pour beaucoup de ses électeurs, Macron incarnait la dernière chance de se donner un président présentable.

Ces électeurs de droite et de gauche qui soutiennent par raison plus que par enthousiasme Emmanuel Macron le font car ils redoutent qu'en cas d'échec, « les extrêmes prennent le pouvoir ».

Et quand dans la dernière ligne droite de la campagne, l'hypothèse d'un duel Mélenchon/Le Pen est devenue statistiquement possible au regard des sondages et de la dynamique portant le candidat de la France insoumise, on a alors vu les intentions de vote en faveur de Macron remonter pour conjurer ce péril. De la même façon, s'il bénéficie aujourd'hui d'un soutien non

négligeable dans l'électorat des Républicains (dont près de 40 % des sympathisants se disent satisfaits de sa politique) et du PS (30 %), c'est parce que toute une partie du pays, qui n'est pas forcément totalement en phase avec lui sur tous les sujets, souhaite pour autant qu'il réussisse. Ces électeurs de droite et de gauche qui soutiennent par raison plus que par enthousiasme Emmanuel Macron le font car ils redoutent qu'en cas d'échec, «les extrêmes prennent le pouvoir».

Ceci explique que, contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau Président bénéficie encore d'un certain crédit en même temps à droite et à gauche. Mais s'il parvient donc à neutraliser partiellement le clivage gauche/droite, l'analyse des données de sondages nous révèle qu'il a réactivé dans une proportion sans commune mesure avec Sarkozy ou Hollande le clivage de classe. On constate en effet aujourd'hui une très forte polarisation en termes de classes sociales. Un an après son élection, selon le Baromètre Ifop / JDD, 59 % des cadres se disent satisfaits de Macron contre seulement 34 % des ouvriers, soit un écart de 25 points. Ce différentiel n'était que de 9 points à la même période pour Hollande (29 % chez les cadres vs 20 % parmi les ouvriers) et de -1 point pour Sarkozy (29 % vs 30 %). Si Macron a réussi à brouiller et à estomper le traditionnel gauche/droite en agrégeant autour de lui un vaste bloc central amalgamant d'anciens électeurs de gauche, de droite et du centre, la première année de son mandat semble marquée par le retour en force d'un autre clivage, le clivage de classes, que d'aucuns croyaient totalement obsolète.

Au regard de ces données, la France n'apparaît donc pas vraiment dans une situation contracyclique par rapport à d'autres pays européens. Le nouveau clivage travaille bien en profondeur la société française et les forces antisystèmes ont recueilli près de 50 % au premier tour de la présidentielle. Seulement, ces forces sont très divisées et si le système parlementaire italien rend possible une coalition entre la Ligue et le Mouvement 5 Étoiles, notre modèle d'élection présidentielle à deux tours rend pour l'heure impossible un tel accord. Marine Le Pen l'a bien vu quand, en dépit de tous ses efforts, elle n'est parvenue qu'à capter une part résiduelle de l'électorat mélenchoniste au second tour de la présidentielle. Les institutions de la Vème République constituent donc un solide verrou technique. Ce bouclier donne du temps à Emmanuel Macron qui s'ingénie, jour après jour, à élargir son assise électorale vers la droite pour constituer un bloc que l'on pourrait qualifier «d'orléaniste 2.0» (mon confrère Jérôme Sainte-Marie parlant quant à lui de bloc «bourgeois» ou «élitaire»). Tout se passe comme si une course contre la montre était engagée, les ouvriers du macronisme travaillant d'arrache-pied à maçonner la digue devant résister aux assauts de la vague populiste. Pour ce faire, on élargit le môle central (les 24 % du premier tour de la présidentielle), penchant légèrement à gauche, en venant y adjoindre, parpaing après parpaing, des pans entiers du centre-droit. Dans le même temps, l'architecte en chef veille à tout faire pour que la seule alternative à son projet politique soit représentée par la France Insoumise et le FN, oppositions radicales et inconciliables l'une avec l'autre.

Macron peut-il connaître le même sort que Matteo Renzi?

C'est une bonne question! Si Emmanuel Macron apparaît aujourd'hui auréolé d'un prestige international important, on rappellera que c'est Matteo Renzi qui bénéficiait il y a encore deux ans du statut de sauveur de l'Europe face aux populismes. Depuis, la roue a tourné pour lui et l'on sait depuis toujours à Rome qu'il n'y a jamais très loin du Capitole à la Roche Tarpéienne!

L'Union européenne est entrée depuis quelques années dans une situation de crise durable.

Cela étant dit, Macron est, comme on l'a vu, protégé par les institutions de la Vème République et le mode de scrutin mais également par les divisions profondes qui traversent son opposition. De surcroît, l'état de décomposition politique prévalant en Italie était bien plus avancé qu'en France et l'Italie a souffert d'un choc migratoire et d'une crise économique autrement plus violents qu'en France. Ces trois facteurs ont considérablement boosté la poussée populiste de l'autre côté des Alpes. Nous n'en sommes pas ici à ce stade mais l'exemple italien doit faire réfléchir. Il faut garder en tête que si les manifestations syndicales et insoumises ne font pas le plein, la France d'en bas est insensible au charme du macronisme et que les catégories populaires regardent avec inquiétude la transformation du pays initiée par le nouveau Président (beaucoup de «flexi» et pas

de «sécurité» pour les salariés). Les classes moyennes, quant à elles, se disent majoritairement insatisfaites mais une part encore substantielle (autour de 40 %) le soutient encore. Si les CSP+ semblent durablement et massivement acquises à Macron, l'enjeu sera pour lui de ne pas perdre le soutien de cette fraction significative des classes moyennes. En Italie, le Mouvement 5 étoiles est arrivé en tête parmi les chômeurs et les ouvriers (37 %), mais il également obtenu des scores très élevés auprès des employés et cadres intermédiaires (36 %) et des petits patrons et indépendants (32 %), beaucoup plus nombreux qu'en France et qui constituent le cœur de la société italienne.

La plupart des «populistes» sont hostiles à la construction européenne actuelle. S'ils devenaient majoritaires en Europe, celle-ci pourrait-elle s'effondrer? La crise italienne marque-t-elle le début de la fin?

Je pense que l'Union européenne n'est pas à la veille de son effondrement mais qu'elle est entrée depuis quelques années dans une situation de crise durable. Pour définir cette situation de crise, on peut reprendre (Italie oblige!), la formule de Gramsci: *«La crise consiste dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître: pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés»*. On constate en effet que le discours fédéraliste européen est battu en brèche partout en Europe et que toutes les avancées sont au point mort. La crise de l'euro et celle des migrants ont par ailleurs mise à mal la solidarité européenne et le chacun pour soi est de plus en plus de rigueur. Nous risquons d'ailleurs d'en avoir très prochainement une nouvelle illustration, quand chaque capitale européenne tentera de négocier avec Trump des conditions privilégiées dans la guerre commerciale qui se profile.

Le narratif pro-européen traditionnel tourne de plus en plus à vide et le projet démiurgique d'une convergence et d'une harmonisation des niveaux de vie dans l'ensemble de la zone euro apparaît comme une chimère. De ce point de vue, l'exemple italien aurait dû être médité à Bruxelles. En dépit d'une langue et d'une culture communes, plus de cent ans d'unité italienne ne sont jamais venus à bout du fossé économique béant opposant l'Italie du Nord au Mezzogiorno... Mais en même temps, même dans les pays les plus eurosceptiques, il n'y a pas aujourd'hui de majorité pour sortir de l'euro. Le prix à payer apparaît trop élevé. Si les Brexiter ont gagné, rappelons que leur victoire a été courte et que, point majeur, la Grande-Bretagne n'appartenait pas à la zone euro. Marc Lazar a récemment souligné que la proportion d'Italiens se disant prêts à quitter l'euro avait reflué ces dernières semaines. Si le ressentiment contre l'Europe et les partenaires européens qui ne font pas preuve de solidarité face à la crise migratoire est très fort notamment dans le Nord de l'Italie, les salariés et les patrons des prospères PME lombardes et piémontaises ne sont pas, pour autant, prêts à faire sauter la banque en abandonnant l'Euro.

On peut donc penser, à la lueur de l'exemple italien, que la crise européenne va se poursuivre. Emmanuel Macron n'a pas de partenaire pour relancer le projet européen. Angela Merkel constate avec effroi que de la Pologne à l'Italie en passant par la Hongrie, la République Tchèque et l'Autriche, tout l'hinterland allemand a viré au national-populisme... Mais ces forces sont divisées et en dépit de la colère populaire qui gronde contre les technocrates de Bruxelles et l'augmentation des flux migratoires, peu sont prêts aujourd'hui pour le grand saut, l'interdépendance des différentes économies nationales et l'Euro jouant le rôle de corde de rappel.

Droit au retour des djihadistes: une provocation signée Libération

On cherche à nous apitoyer sur le sort des égorgeurs de Daech

<https://www.causeur.fr/> par Régis de Castelnau - 6 juin 2018



Melina Boughedir. ©capture d'écran Youtube

Depuis quelques jours, la bien-pensance a adopté une nouvelle cause : le retour des Français et des Françaises partis faire la guerre en Irak et en Syrie. *Libération* est en première ligne de ce mauvais combat, utilisant ses armes habituelles : arrogance et mauvaise foi. En publiant un article assez sidérant, ce journal veut à toute force faire pleurer dans les chaumières sur le sort d'une djihadiste partie en Syrie en 2016. C'est-à-dire lorsque l'on savait tout de l'invraisemblable barbarie qu'imposait là-bas l'organisation qu'elle a rejointe. Le texte est accompagné d'un dessin présentant Mélina Boughedir comme une pauvre petite chose brutalisée par la soldatesque. Monsieur le directeur de la publication Joffrin, cet aplomb dans l'inversion des faits et des responsabilités est simplement obscène. Jusqu'à nouvel ordre, on sait que Madame Boughedir est, en toute connaissance de cause, partie rejoindre les bandes d'égorgeurs.

« Quand on va à Mossoul en 2016, c'est pour combattre »

S'est ainsi organisé chez nous une petite cohorte de beaux parleurs pointilleux sur le respect des normes judiciaires chez les autres. Et avec quelle extraordinaire arrogance. « Nous on fait comme ça, comment se fait-il que ces barbares ne fassent pas pareil ? » En se servant de la seule version de l'avocat français de Melina Boughedir, William Bourdon – connu par ailleurs comme infatigable défenseur des intérêts américains partout. Sa version est seule relayée par tous les médias où il a ses entrées. En oubliant, bien sûr, que l'Irak, pays martyrisé depuis l'agression américaine il y a 15 ans, et toujours en guerre, a décidé de juger les criminels ayant commis des atrocités sur son sol. Il le fait en fonction de sa situation exceptionnelle et des normes que celle-ci lui impose. Le comprendre et le respecter relève du simple bon sens. En évitant aussi l'emphase ridicule de qualifier « *d'ingérence inacceptable* » la phrase, elle aussi de simple bon sens, prononcée par Jean-Yves le Drian sur LCI : « *Madame Boughedir est une combattante. Quand on va à Mossoul en 2016, c'est pour combattre et donc elle est jugée sur les lieux de ses exactions. C'est la logique normale.* »

Salauds d'Irakiens !

Sentant bien cette cause du retour des criminels très impopulaire, nos militants vont finasser et tenter de faire vibrer la fibre compassionnelle avec une totale absence de vergogne. Ce sont pourtant les mêmes qui, au nom de leur idéologie d'ingérence droits-de-l'homme, ont acclamé les agressions américano-britanniques contre l'Irak, franco-britanniques contre la Libye, et franco-américaines contre la Syrie entraînant la mort de centaines de milliers de personnes. Sans que cela leur arrache le moindre regret. Mais, brusquement, puisqu'il faut prendre la pose, et alors qu'on les a pourtant toujours connus muets sur les atteintes aux libertés publiques dans leur propre pays, ils avancent l'argument du non-respect en Irak des principes qui guident le procès pénal. Situation qui, selon eux, imposerait à l'État français de tout faire pour rapatrier ses ressortissants.

« Il faut mettre en place un droit au retour des djihadistes français, et ils doivent être jugés en France », clament-ils. À l'appui de cette revendication, on entend toutes sortes d'âneries et d'approximations juridiques, qui imposent de revenir sur quelques règles.

Pas de pitié pour les croisés !

Tout d'abord, prétendre que la France doit protection à tous ses nationaux et devrait par conséquent exiger que les criminels présumés arrêtés sur le territoire de l'Irak lui soient remis, n'est pas sérieux. Lorsque des citoyens français ayant commis des infractions sur le territoire d'un pays étranger sont arrêtés, ils doivent être jugés par les institutions judiciaires de ce pays en application de ses lois (compétence *ratione loci*). Les autorités consulaires françaises doivent alors simplement leur apporter un soutien matériel et moral. La compétence éventuelle des tribunaux français pour juger un ressortissant pour des faits délictueux commis à l'étranger ne se réfère qu'à l'hypothèse où la personne poursuivie a été arrêtée en France. Dans la mesure où cette dernière n'extrade pas ses nationaux, elle peut alors être jugée en France. C'est ce qui s'est passé par exemple avec les deux chauffards qui avaient provoqué un accident mortel en Israël et qui étaient rentrés en France avant d'être arrêtés.

Ensuite, on appelle le gouvernement français à obtenir que les djihadistes condamnés en Irak puissent effectuer leur peine en France. On rappellera que cette possibilité existe pour des pays avec lesquels nous avons signé des conventions qui le prévoient, comme cela s'est passé pour Bertrand Cantat. Nous n'avons pas d'accord de ce type avec l'Irak. Il n'y a donc actuellement aucun support juridique pour une telle demande. Et également aucune raison particulière pour la France de prendre la lourde charge de l'exécution de longues peines pour des ressortissants qui, brûlant leurs vaisseaux en partant, ont déclaré la guerre à leur propre patrie.

Balance ton Kouchner

L'empathie pour les barbares égorgeurs, dont Daech a complaisamment fait circuler les vidéos, étant probablement assez faible, nos belles âmes ont utilisé les enfants. Bernard Kouchner a, sur ce point, atteint des sommets en disant, en substance, que les femmes sont moins responsables car, dans la barbarie guerrière, elles se seraient contentées de s'occuper des enfants !



L'ancien proconsul du Kosovo instrumentalise ces derniers pour essayer de faire pleurnicher. Cette présentation est profondément déplaisante. Outre que toutes les études ont démontré que les femmes parties faire le djihad étaient tout aussi violentes, sinon parfois plus, que les hommes, rappelons qu'il s'agirait de faire revenir des personnes condamnées, pour exécuter leur peine chez nous. Quel intérêt pour les enfants qu'on rapatrierait, d'un retour d'une mère enfermée à perpétuité en centrale ? Au regard du vrai problème posé par le sort de ces enfants, cette instrumentalisation est détestable. Tous les services de l'État qui sont en charge de cette question savent bien qu'en dehors de ceux qui sont en très bas âge, tous les autres ont été immergés dans une barbarie d'une violence folle. Les pédopsychiatres consultés et sollicités sont plutôt pessimistes sur la possibilité de leur faire surmonter ce traumatisme.

Tout est pardonné ?

Irresponsabilité et vulgarité morale, nos belles âmes font fort. On rappellera ici l'étonnante maîtrise des Français face au terrorisme islamiste et à ses massacres successifs. Jusqu'à présent, le Français a gardé son sang-froid, et, de Charlie au meurtre d'Arnaud Beltrame en passant par le Bataclan, l'Hyper Cacher, Saint-Étienne-du-Rouvray, Magnanville, Marseille, Nice, etc., il n'y a eu aucun véritable débordement. Cette campagne relayée par *Libération* pour un droit au retour des terroristes, les mêmes que ceux qui ont fait ça, est simplement une nouvelle provocation destinée à dire combien on méprise les Français.

Et c'est aussi l'expression de la même suffisance méprisante vis-à-vis de ceux qui ont subi et continuent de subir la barbarie en grand. On rappellera que nous n'avons pas su empêcher des milliers de criminels français de partir porter la mort sur le territoire des Irakiens. Le coût qu'ils ont déjà payé pour s'en débarrasser a été terriblement élevé. Et ce n'est malheureusement pas fini. Il serait peut-être décent de rester modeste, et surtout discret, au lieu de donner avec cette morgue des leçons de maintien à ce malheureux pays.

Général Meyer : «Les entreprises françaises sont encore trop absentes des pays post-crise»

Économie Entreprises <http://www.lefigaro.fr/> Par Gilles Boutin Publié le 09/06/2018 à 07:30



Un pont détruit par des djihadistes dans la région de Gao, au Mali, en 2013. KAMBOU SIA/AFP

INTERVIEW - Après avoir été ravagé par une guerre ou une catastrophe environnementale, un pays doit se reconstruire. Un marché important existe, financé par des institutions comme l'ONU, l'UE ou l'AFD, sur lequel les entreprises françaises peinent à se positionner, explique au Figaro le général Meyer, fondateur de l'association Auraction-France.

Jean-Pierre Meyer est général de division. Il est le cofondateur et président du Cercle K2, un cercle de réflexion spécialisé dans l'accompagnement opérationnel en matière de stratégies économiques offensives et d'anticipation des risques. Il préside l'association Auraction-France, composée d'entreprises ayant la volonté de se développer sur les marchés de la reconstruction des pays post-crise.

Le Figaro.fr.- Vous dirigez Auraction-France, une association qui accompagne des entreprises voulant répondre à des appels d'offres dans des pays ravagés par la guerre, des crises humanitaires ou encore environnementales. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce «business post-crise» ?

Général Jean-Pierre Meyer : Une crise se déroule toujours en plusieurs phases. D'abord l'action violente sur le terrain, qui nécessite l'intervention de militaires, comme ce fut le cas dans les Balkans, au Mali ou en Centrafrique. Pendant cette phase et juste après, intervient l'action humanitaire, principalement menée par les ONG pour soulager les souffrances des populations. Et enfin, une fois que le calme est rétabli, arrive le moment de reconstruire. Cette dernière phase est généralement organisée et financée par les institutions internationales - ONU, UE, US Aid, AFD... - et consiste à remettre en place les fondamentaux de la vie économique et sociale du pays. Cela passe par des élections, le rétablissement de l'État de droit, mais aussi le volet économique. Il faut refaire les routes, les ponts, l'aéroport, la distribution d'eau, etc. Cette phase doit, si tout se passe bien, déboucher sur celle du développement. Autrement dit, nous parlons ici d'aider des pays sortis d'une crise à revenir à la normale.

À combien évaluez-vous ce marché ?

«En moyenne, seuls 20% de ces sommes sont dépensés»

À Sarajevo par exemple, où j'ai exercé en tant que militaire pendant 18 mois, nous savons que les fonds consacrés à la reconstruction s'élevaient à 5 milliards de dollars sur 5 ans. Au Mali actuellement, ils se situent autour de 9 milliards à peu près sur la même période. Mais ce que nous savons surtout, c'est qu'en moyenne, seuls 20% de ces sommes sont dépensés, selon une information qui nous a été transmise par l'Aide Française au Développement (AFD). Les facteurs sont multiples: le temps d'élaboration des projets, les délais de réflexion, la crainte de la part des organismes internationaux d'avoir affaire à des entreprises malhonnêtes... Le président Macron a d'ailleurs récemment demandé que le processus soit accéléré au Sahel.

Quel est votre constat sur le terrain ?

À titre personnel, j'ai constaté à Sarajevo que la France avait beau se montrer très présente dans la gestion de la crise, ses entreprises étaient globalement absentes au moment de passer à la phase de reconstruction. Idem pour les théâtres de guerre récents en Afrique: nous voyons des Allemands, des Italiens, des Britanniques ou encore des Américains participer aux chantiers de reconstruction, mais très peu de Français.

Comment expliquer le retard des entreprises françaises sur le marché de la reconstruction post-crise ?

Avec plusieurs membres du Cercle K2 que j'ai cofondé, nous avons mené un groupe de réflexion en collaboration avec le Medef et la CPME de Lyon pour tenter de comprendre pourquoi les entreprises sont absentes sur ces marchés. La plupart du temps, elles ont peur d'y aller. D'autres pensent que c'est à l'État de leur confier les contrats, les protéger... alors qu'en réalité cela ne fonctionne pas du tout ainsi. C'est donc par une quasi-méconnaissance des structures, et notamment de ce concept de reconstruction financée par des fonds internationaux, que nos entreprises «restent à la maison».

Quelles sont les prestations d'Auraction-France ?

Nous faisons de la recherche d'information sur des marchés potentiels, mais ce n'est qu'une partie de notre

«Nous ne sommes pas une ONG»

action. Des entreprises sont directement intégrées dans Auraction-France, prêtes à intervenir, un peu à la façon d'une force d'action rapide dans l'armée! Et je rappelle que nous ne sommes pas une ONG. Nous n'apportons pas de financements. Nous répondons aux appels d'offres dans l'intérêt local, certes, mais il faut aussi que les entreprises y trouvent leur compte.

Quelles entreprises accompagnez-vous ?

Nous avons identifié les besoins dans les pays post-crise. Nous nous sommes aperçus qu'il s'agissait essentiellement de travaux publics - bâtiments, infrastructures, eau, énergie - et de tout ce qui a trait à la fabrication du pain, tout particulièrement en Afrique. Nous avons donc réuni une trentaine d'entreprises qui répondent à ces besoins. Nos entreprises «piliers» sont TGL Group (construction et immobilier), Brunet (installations dans l'énergie) qui est déjà très présente à l'internationale, Locabri qui fabrique des structures de toutes sortes, Logelis qui propose des maisons individuelles ou collectives résistantes aux cyclones et tempêtes...

«Nous ne voulons pas être un corps expéditionnaire à la chinoise qui vient construire une route et puis s'en va !»

En tant qu'association, quelles sont vos motivations ?

Rétablir la présence des entreprises françaises dans les pays post-crise est une motivation en soi. Les entreprises y voient des débouchés commerciaux supplémentaires, avec en outre la satisfaction d'apporter quelque chose à la population. C'est la raison pour laquelle nous voulons mener toutes nos actions en collaboration avec les entreprises locales et fournir de la formation. Nous sommes déjà en contact avec des acteurs économiques locaux pour éventuellement apporter des réponses communes aux appels d'offres. Nous ne voulons pas être un corps expéditionnaire à la chinoise qui vient construire une route et puis s'en va !

Comment vous rémunérez-vous ?

L'association a prévu d'honorer ses frais de fonctionnement en prenant un pourcentage sur les différents projets. Tout en sachant que ce n'est pas l'association qui répond aux appels d'offres, mais bien les entreprises membres d'Auraction.

Dans quelle mesure l'initiative d'Auraction se greffe-t-elle à l'action diplomatique et militaire de la France ?

«Auraction-France génère des officiers de réserve opérationnels spécialisés»

Auraction s'était initialement donné pour mission d'assister des entreprises de la région Auvergne-Rhône-Alpes, d'où son nom. Nous avons rapidement dépassé le cadre régional, c'est pourquoi nous sommes devenus Auraction-France. Nous avons des relations avec le Quai d'Orsay, l'AFD, Bercy, la Banque mondiale, l'UE ainsi que les autorités et la société civile des pays post-crise. Notre lien avec l'armée est fort: Auraction-France génère des officiers de réserve opérationnels spécialisés qui peuvent partir en reconnaissance en même temps que les forces sont déployées, notamment au travers du Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE). Sur le terrain, ils identifient les futurs chantiers de reconstruction, ce dans l'intérêt de l'armée dans le cadre de sa mission et de celui des entreprises françaises.

Comment la réforme de l'audiovisuel public pourrait bouleverser le PAF

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 03/06/2018 18:19 CEST | Actualisé il y a 3 heures Par Alexandre Boudet

France 3, France 4, France Ô, France Bleu et Le Mouv' pourraient être sérieusement impactées par les décisions annoncées lundi par Françoise Nyssen.



AFP Comment la réforme de l'audiovisuel public voulue par Emmanuel Macron et Françoise Nyssen pourrait bouleverser le paysage.

TÉLÉVISION - "On ne doit pas avoir de tabou", a prévenu Aurore Bergé, porte-parole des députés LREM, à propos de la réforme de l'audiovisuel public. Il ne serait donc pas étonnant que dans les décisions annoncées ce lundi 4 juin par la ministre de la Culture Françoise Nyssen, certaines fassent largement polémique.

"L'audiovisuel public sera-t-il la prochaine ZAD ?", s'est déjà interrogé la CGT de France Télévisions après avoir découvert les pistes apparues dans la presse depuis plusieurs mois. Ce n'est pas tant la possible réforme du mode de nomination des dirigeants qui a entraîné cette réaction. Ce sont surtout les évolutions attendues sur les chaînes de télévision et les stations de radio qui pourraient déclencher le plus de protestation.

Le programme présidentiel d'Emmanuel Macron était clair à ce sujet. "Nous renforcerons le secteur public de l'audiovisuel pour qu'il réponde aux attentes de tous les Français et accélère sa transformation numérique, en concentrant les moyens sur des chaînes moins nombreuses mais pleinement dédiées à leur mission de service public", envisageait-il.

France Ô et France 4 en sursis

Au sujet de la réduction du nombre de chaînes, France 4 et France Ô ont été souvent évoquées. La disparition de la chaîne des outre-mer apparaissait dans un document de travail du ministère de la Culture révélé par *Le Monde* à l'automne. Elle restait d'actualité il y a quelques jours selon *L'Opinion* qui évoquait un redéploiement des effectifs vers le réseau "1ère" qui diffuse dans les territoires ultramarins, et la diffusion de certains contenus sur France 3.

Quant à France 4, sa diffusion à la télévision semble condamnée ce qui libérerait un canal TNT que Franceinfo serait ravi de récupérer pour être diffusée avant ses rivaux BFMTV et CNews.

Deux options subsistent toutefois: une fusion entre France 4 et France 5 pour garder une partie des programmes en direction de la jeunesse (surtout dans le domaine de l'animation), avec le risque de dérouter les téléspectateurs de "C dans l'air" et "C à vous", ou un redéploiement total sur Internet. Cela permettrait au gouvernement de "créer un champion numérique", expression utilisée récemment dans *L'Opinion* par Gabriel Attal, le monsieur audiovisuel public du groupe LREM. Cette migration pourrait également concerner Le Mouv, l'une des stations musicales du groupe.

L'exécutif qui prend souvent exemple sur ce qui se fait outre-Manche est en effet tenté de réserver à France 4 le même traitement que celui administré à BBC Three en 2016. Cela avait alors permis d'économiser 60 millions d'euros; si la somme serait moindre dans l'Hexagone (le gouvernement espère pourtant économiser plusieurs centaines de millions), une belle somme pourrait tout de même être trouvée ici pour financer d'autres priorités.

Une fusion télé-radio pour les régions?

Un autre axe de la réforme devrait concerner la représentation des territoires. Avec une question: comment est-il possible de tirer le meilleur des réseaux de France 3 (télévision) et France Bleu (radio)? "Il faut plus de synergies", estime Gabriel Attal.

Début mai, *Le JDD* évoquait des journaux co-réalisés le matin dans huit régions dès la rentrée de septembre ainsi que des programmes communs "sur l'emploi et les services de proximité, notamment".

De quoi renforcer l'inquiétude des syndicats qui doutent de la faisabilité de cette mesure. "L'objectif est bien évidemment de réaliser des économies d'échelle conséquentes en fusionnant les équipes", dénonce plus largement la CGT. Ce "rapprochement" était bien évoquée par le document de travail révélé à l'automne et il fait partie des propositions formulées durant l'hiver par les dirigeants du secteur.

Audiovisuel public: Pourquoi François Hollande est remonté contre la réforme d'Emmanuel Macron

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 03/06/2018 13:04 CEST | Actualisé il y a 19 heures Par Alexandre Boudet

Le débat se concentre sur le pouvoir de nomination du CSA.



AFP Pourquoi Hollande est remonté contre la réforme de l'audiovisuel voulue par Macron.

POLITIQUE - Il n'y a pas que l'avenir de France 4 qui se joue dans la réforme de l'audiovisuel public préparée par Emmanuel Macron. Alors que la ministre de la Culture Françoise Nyssen doit en dévoiler les contours ce lundi 4 juin, le sort du CSA est également dans les mains de l'exécutif.

Ce n'est pas son existence qui est en jeu mais ses prérogatives, notamment une que François Hollande lui a octroyée lors du précédent quinquennat. Et l'ancien président de la République de mettre en garde son successeur dans le livre qu'il a publié en avril. "Revenir d'une façon ou d'une autre au système antérieur ne serait un progrès ni pour l'indépendance ni pour la performance de l'audiovisuel public", écrit l'ex-chef de l'Etat dans *Les leçons du pouvoir* (Ed. Stock).

De quoi parle-t-il? Du pouvoir de nomination des dirigeants de l'audiovisuel public par les sages. Promesse de sa campagne de 2012, elle a été tenue en 2013 et est entrée en application en 2014. C'est par le CSA que Matthieu Gallet avait été nommé président de Radio France et c'est par cette instance qu'il en a été révoqué en 2018. Ce sont aussi les membres du gendarme de l'audiovisuel qui ont nommé Delphine Ernotte à la tête de France Télévisions en 2015.

"Il est toujours possible de critiquer leur gestion mais au moins leur lien avec le pouvoir ne peut servir de prétexte", met en avant François Hollande pour défendre sa réforme.

Une promesse de campagne

Emmanuel Macron aimerait en finir avec cette manière de faire pour, dit-il, que les dirigeants aient davantage de comptes à rendre.

Dans un récent entretien à *L'Opinion*, Gabriel Attal, le Monsieur audiovisuel public dans le groupe LREM à l'Assemblée, a en effet estimé qu'il fallait "regarder" le pouvoir de nomination du CSA. Le gouvernement souhaite que les dirigeants soient désormais nommés par le Conseil d'administration de chaque entité, conformément à la promesse de campagne du candidat En Marche.



Reste à savoir qui composerait ce conseil; une proposition de loi d'un sénateur LREM évoquait en 2017 la possibilité d'accroître le nombre de personnes qualifiées qui y siègeraient après avoir été nommées par le premier ministre.

Le chef du gouvernement aurait donc, d'une certaine manière, la main sur le choix du futur patron de France Télévisions ou de Radio France. Cela ferait presque revenir la situation à l'époque Sarkozy quand le chef de l'Etat revendiquait de le choisir lui-même. Il n'est cependant pas sûr qu'Emmanuel Macron ait réellement envie de mettre ses pas dans ceux de son prédécesseur.

Le téléphone portable ne sera finalement pas interdit aux enseignants, seulement aux élèves

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 07/06/2018 15:16 CEST | Actualisé 07/06/2018 16:21 CEST Par Geoffroy Clavel

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer s'est opposé en pointant les "effets pervers" de ce type d'interdiction.



Assemblée nationale Le ministre Jean-Michel Blanquer a tranché: les députés LREM renoncent à interdire le téléphone portable aux enseignants.

POLITIQUE - Fin de la récréation. Le ministre de l'Education nationale s'y étant opposé, les députés de la majorité ont finalement renoncé à interdire le téléphone portable à l'ensemble de la communauté éducative tout en adoptant la proposition de loi prohibant les téléphones pour les élèves.

La veille, le groupe LREM, ainsi que son président Richard Ferrand, avaient défendu un amendement visant à étendre l'interdiction des portables aux professeurs, surveillants et tous les personnels éducatifs en pointant le devoir "d'exemplarité" du corps enseignant face aux enfants. Mais faute de consensus, les députés avaient indiqué qu'ils s'en remettraient à l'arbitrage du ministre.

Prenant la parole dans l'hémicycle ce jeudi, Jean-Michel Blanquer a certes salué une "question importante" portant sur la nécessité de sensibiliser au juste usage des téléphones "sur les bancs de cette Assemblée et dans la société". Mais "je ne pense pas qu'il soit opportun d'aller jusqu'à une interdiction de l'usage du téléphone par les adultes", a-t-il estimé, avant de reprendre à son compte les arguments de la rapporteure LREM du texte, Cathy Racon-Bouzon, opposée à cet amendement.

"Il est important de faire une distinction entre les règles qui s'appliquent aux élèves et celles qui s'appliquent aux adultes", a appuyé Jean-Michel Blanquer en appelant à éviter "les effets pervers d'une mesure de ce type", notamment en matière de sécurité.

Après cette intervention, le député Cédric Roussel, orateur du groupe LREM sur le sujet, a annoncé qu'il retirait son amendement.

Enjeux éducatifs

Au terme de plusieurs heures de discussions, le texte a été adopté à main levée en première lecture. Il a obtenu les voix des élus de la majorité LREM et MoDem, ainsi que de l'UDI-Agir, mais tous les autres groupes ont dénoncé une proposition "inutile" voire une "tartufferie" (LR), qui revient à une "simple opération de communication".

En préambule de la discussion autour du texte, qui a occupé les députés toute la matinée, Jean-Michel Blanquer avait salué "une loi du XXI^e siècle, une loi d'entrée dans la révolution numérique".

C'est "un signal à la société française sur cet enjeu de société" qui "répond à des enjeux éducatifs clé", dont la protection des mineurs, a ajouté cet ancien directeur général de l'enseignement scolaire auprès du ministre Luc Chatel de 2009 à 2012.

"Être ouvert aux technologies du futur ne signifie pas que nous devons les accepter dans tous les usages", a-t-il défendu, ajoutant que "les mauvais usages nous ne les connaissons malheureusement que trop", cyber-harcèlement, consultation de sites pornographiques, addiction aux écrans...

Santé

Les comptes de la Sécu "quasiment à l'équilibre" en 2018, une première depuis 17 ans

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 05/06/2018 à 16:37 Publié le 05/06/2018 à 16:32

Le déficit global de la Sécurité sociale devrait se réduire "fortement" en 2018, à moins de 300 millions d'euros au lieu des 2,2 milliards inscrits en loi de financement, grâce à une croissance "meilleure que prévu", selon un rapport publié ce mardi. Avec trois branches bénéficiaires (vieillesse, famille, accidents du travail) et un déficit de l'Assurance maladie divisé par dix, à moins de 500 millions d'euros, le régime général afficherait même un solde positif pour la première fois depuis 2001, précise la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Terrorisme

Terrorisme : qui sont les détenus condamnés bientôt libérés ?

<http://www.leparisien.fr/> Faits divers|Timothée Boutry, Éric Pelletier et Jérémie Pham-Lê| 06 juin 2018, 6h16 |50



Les autorités sont confrontées à la libération prochaine de plusieurs dizaines de radicalisés. LP/Philippe de Poulpiquet

« Revenants » du djihad, velléitaires ou soutiens logistiques et financiers... Des dizaines de détenus condamnés pour terrorisme sont amenés à être libérés dans les deux prochaines années.

Ils sont majoritairement âgés de 20 à 30 ans, de sexe masculin et purgent des peines de cinq ans de prison en moyenne. Voilà le portrait-robot des détenus condamnés pour des infractions terroristes et potentiellement libérables dans les deux prochaines années, selon des chiffres compilés par le Centre d'analyse du terrorisme (CAT).

Pour aboutir à une liste d'une quarantaine de profils, le think-tank a calculé les dates de sortie théorique des personnes jugées devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris entre 2014 et

2017 – époque « filières syro-irakiennes » –, en prenant en compte les éventuelles remises ou réductions de peines.

Quatre catégories se dégagent : les premiers « revenants » du djihad, les velléitaires, les individus impliqués dans des réseaux de soutiens logistiques ou financiers et les participants à un projet d'attentat. « Ceux partis en zone irako-syrienne sont les plus inquiétants : ils ont appris à manier des armes et sont capables de recruter, auréolés de leur statut de combattants, observe Jean-Charles Brisard, président du CAT. Les velléitaires représentent aussi une menace puisqu'ils ont pu mûrir en prison une frustration d'avoir été empêchés de partir. »

Des hommes impliqués dans des filières connues

Les femmes djihadistes y sont sous-représentées, car la majorité d'entre elles ont été placées sous contrôle judiciaire ou n'ont pas été l'objet de poursuites judiciaires. Lorsque le phénomène Daech est apparu, elles ont été considérées comme des personnages secondaires, cantonnées à des tâches ménagères ou familiales. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Parmi les futurs « sortants » figurent des hommes impliqués dans des filières djihadistes connues. Comme ce jeune converti de 25 ans, condamné dans l'affaire Cannes-Torcy, un groupe d'islamistes radicaux responsables de l'attentat contre une épicerie casher de Sarcelles (Val-d'Oise) en 2012. Il a vécu une détention particulièrement agitée, entre « attitude prosélyte », tentatives d'entrer en contact avec des complices et violences contre des gardiens de prison. Il est libérable en 2018.

On retrouve aussi des individus proches de djihadistes médiatiques, comme le Niçois Omar Diaby ou Salim Benghalem, originaire du Val-de-Marne. L'un d'eux s'était illustré en ayant tenté de gagner la Syrie... sous bracelet électronique. Il avait aussi demandé à prier dans le box des prévenus lors de son procès.

Et des « primo-délinquants »

Les parcours de certains détenus méconnus n'en restent pas moins inquiétants. En témoigne le cas d'un adolescent de 18 ans, interpellé en février 2016 à Châteaurenard (Bouches-du-Rhône) et libérable en 2019.

Il avait publié sur la messagerie chiffrée Telegram le message suivant : « Tu sais je vais pas faire la hijra j'ai prévu autre chose, je connais la ville j'ai déjà le matériel et je sais à quel moment. Tkt j'ai pas besoin d'acheter les a... (armes ?) J'ai déjà ».

A l'inverse, des profils moins lourds sont recensés, comme celui d'un converti de 23 ans libérable en 2018, décrit par la justice comme « immature » et guidé « plus par l'affectif que la raison ». Selon le CAT, la majorité de ces détenus sont « primo-délinquants ».

Un réfugié irakien, cadre présumé de l'EI, arrêté et écroué en France

Actualité Société Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 08/06/2018 à 09:35 Publié le 07/06/2018 à 22:18



Ahmed H. a été arrêté le 6 mars dernier à Lisieux, en Normandie. CHRISTOPHE SIMON/AFP

VIDÉOS - Ahmed H., âgé de 33 ans, avait obtenu en juin 2017 un statut de réfugié politique et une carte de résident de dix ans. Il a été mis en examen le 9 mars dernier, puis placé en détention provisoire, pour des soupçons sur sa participation à des massacres en Irak.

Réfugié politique en France et possiblement ancien cadre du groupe État islamique (EI): un Irakien a été arrêté et mis en examen en mars à Paris, soupçonné notamment d'avoir participé à un massacre dans son pays pour le compte de l'organisation djihadiste. Arrivé en France à l'été 2016, Ahmed H. avait obtenu en juin 2017 le statut de réfugié politique auprès de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) lui donnant ainsi une carte de résident de 10 ans, a-t-on appris jeudi de source proche du dossier. L'État lui a retiré ce statut protecteur dans la foulée de son incarcération.

Sa mise en cause par la justice pour ses liens présumés avec l'EI illustre de nouveau le fait que des jihadistes ont pu profiter de la crise migratoire pour pénétrer en Europe, une des plus grandes craintes des services de renseignement occidentaux. Cet homme de 33 ans est soupçonné par la justice antiterroriste française d'avoir participé en juin 2014 au massacre du camp militaire de Speicher, à Tikrit, au nord de Bagdad. Des hommes armés avaient alors enlevé des centaines de jeunes recrues de l'armée, essentiellement chiïtes, qu'ils avaient exécutées un par un, tuant jusqu'à 1700 personnes dans cette ville alors occupée par les jihadistes de l'EI.

À l'été 2017, peu après l'obtention de son statut de réfugié, Ahmed H. avait été identifié et suivi par les services de renseignement, qui l'avaient ensuite signalé aux autorités judiciaires. En novembre, le parquet de Paris décidait d'ouvrir une information judiciaire le concernant, confiée pour la première fois conjointement à des juges antiterroristes et à un de leurs collègues du pôle «crimes de guerres et crimes contre l'humanité» du tribunal de Paris, a indiqué le parquet. Le 6 mars, les policiers de la DGSI (Direction général de la sécurité intérieure) l'ont finalement arrêté à Lisieux, dans le Calvados, selon une source proche de l'enquête.

Administrateur de l'EI

Après deux journées d'audition en garde à vue, Ahmed H. a été mis en examen le 9 mars pour «assassinats en relation avec une entreprise terroriste» et «crimes de guerre», puis placé en détention provisoire, a annoncé le parquet de Paris, confirmant une information de TF1/LCI. Ahmed H. est également poursuivi pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle», «crimes de guerre par traitements inhumains et dégradants», «crimes de guerre par l'usage de moyens et de méthodes de combats prohibés». Selon une source proche du dossier, cet homme qui menait une vie discrète en France a nié toute implication dans les faits. Contacté par l'AFP, son avocat, Me Mohamed El Monsaf Hamdi, n'a souhaité faire aucun commentaire dans l'immédiat.

L'individu fait également l'objet d'une procédure judiciaire en Irak, où les autorités le soupçonnent d'avoir administré la région de Samarra, au nord de Bagdad, pour le compte de l'organisation jihadiste, a ajouté la source proche de l'enquête. La France refuse d'extrader les ressortissants passibles de la peine de mort dans le pays où ils sont recherchés. Avant lui, d'autres membres de l'EI ont emprunté les routes des migrants dans les Balkans pour pénétrer en Europe en se mêlant au flot des réfugiés fuyant la guerre en Syrie. Une large partie de la cellule jihadiste qui a frappé la France et la Belgique, lors des attentats de 2015 et 2016 revendiqués par l'EI, était en effet parvenue à rentrer des zones de combat irako-syriennes en se mêlant aux civils.

L'enquête sur les attentats du 13-Novembre à Paris et à Saint-Denis, qui ont fait 130 morts, s'attache d'ailleurs encore à retracer leur parcours et les soutiens dont ils ont bénéficié sur leur route, passée par la Grèce et les Balkans. La France a enregistré plus de 100.000 demandes d'asile en 2017, selon des chiffres officiels qui confirment un bond des dossiers albanais devant les pays comme l'Afghanistan ou la Syrie.

Réfugié irakien soupçonné d'avoir appartenu à l'EI : Collomb défend ses services

Actualité Société Par Le figaro.fr Mis à jour le 08/06/2018 à 21:57 Publié le 08/06/2018 à 19:05



Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le 8 juin 2018 à Saint-Astier dans le sud-ouest. NICOLAS TUCAT/AFP

Ahmed H., qui serait un ancien cadre de Daech coupable de crime de guerre, avait obtenu l'asile politique en France en juin 2017. Le ministre de l'Intérieur a loué, ce vendredi, le travail «extrêmement rapide» des services de renseignement français ayant abouti à son arrestation.

Arrivé en France à l'été 2016, protégé par l'Ofpra en juin 2017, un Irakien de 33 ans serait en réalité un ancien cadre de Daech qui s'est rendu coupable de crime de guerre. En mars dernier, Ahmed H. a été mis en examen pour «assassinats en relation avec une entreprise terroriste» et «crimes de guerre», puis placé en détention provisoire. Son statut de réfugié et sa carte de séjour de 10 ans lui ont été retirés dans la foulée de son incarcération. Dans ces conditions, peut-on parler de raté des services de renseignements?

Soupçonné d'implication dans un massacre à Tikrit

«La personne n'a jamais cessé d'être suivie par nos services de renseignement depuis cette période.» Gérard Collomb

«Les services ont fait, je crois, leur travail de manière extrêmement rapide», a au contraire estimé Gérard Collomb. «Nous le suivions avec la DGSI dès le mois suivant» l'acceptation de sa demande d'asile, a-t-il souligné en marge d'un déplacement à Périgueux (Dordogne). Et «la personne n'a jamais cessé d'être suivie par nos services de renseignement depuis cette période», a-t-il ajouté. «Nous essayons de cribler toutes les personnes qui peuvent demander l'asile et nous renforçons d'ailleurs ce dispositif», a poursuivi le ministre en référence à l'article 4 du projet de loi asile-immigration qui sera examiné au Sénat du 19 au 22 juin.

Dans cet article, «nous renforçons à la fois le criblage et le “rétrocriblage” de l'ensemble des personnes qui ont pu, à un moment donné, demander l'asile ou le demandent», a-t-il précisé. Par ailleurs, «lorsque des événements comme celui-ci se produisent, ce n'est plus simplement le passé de la personne qui est exploré mais aussi le passé de toutes celles et tous ceux qui auraient pu venir dans la même cohorte en France», a dit Gérard Collomb. Interrogé sur le cas précis de Ahmed H., il explique que «c'est aujourd'hui le pôle judiciaire qui est chargé du dossier». De son côté, le directeur de l'Ofpra, Pascal Brice, n'a pas commenté le cas d'Ahmed H. Il a simplement assuré que «ce sont des situations sur lesquelles nous sommes extrêmement vigilants, en lien avec les services compétents».

Selon une source proche du dossier, la DGSI avait obtenu, au cours de l'été 2017, une information indiquant qu'un certain Ahmed H., suspecté d'avoir été membre de l'EI, pourrait avoir trouvé refuge en France en profitant de la crise migratoire. Cet homme de 33 ans est soupçonné par la justice antiterroriste française d'avoir participé en juin 2014 au massacre du camp militaire de Speicher, à Tikrit, au nord de Bagdad. Des hommes armés avaient alors enlevé des centaines de jeunes recrues de l'armée, essentiellement chiites, qu'ils avaient exécutées un par un, tuant jusqu'à 1.700 personnes dans cette ville alors occupée par les djihadistes de l'EI.

Le F-35B s'installe au Royaume-Uni

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de combat Actualité Défense 7 juin 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



Quatre F-35B se sont posés sur la base de Marham. © Crown

Quatre F-35B de la Royal Air Force sont arrivés au Royaume-Uni pour y être basés. Ils étaient auparavant aux Etats-Unis où ils ont été produits et où les pilotes ont été formés.

Le 6 juin 2018, quatre chasseurs à décollage court et atterrissage vertical F-35B sont arrivés sur la base aérienne de Marham à Norfolk au Royaume-Uni. Les appareils ont traversé l'Atlantique avec l'assistance de ravitailleurs en vol A330 MRTT Voyager de la RAF et d'un A400M équipé pour pouvoir larguer des kits de survie en mer en cas d'éjection.

Les appareils appartiennent au 617 Squadron, les célèbres "Dambusters". La base de Marham qui les accueille a bénéficié d'un investissement de 550M£ afin d'être adapté au F-35B. Des aires d'atterrissage verticale ont notamment été aménagées.

Les F-35B britanniques étaient déjà venus au Royaume-Uni mais de façon temporaire. Ce vol transatlantique marque leur installation officielle au Royaume-Uni. Londres prévoit de commander 138 F-35B au total. Ils seront opérés par la RAF et la Royal Navy. Ils pourront notamment embarquer sur les porte-aéronefs Queen Elizabeth et Prince of Wales.

Terrorisme

Royaume-Uni. Un partisan de l'État islamique visait le prince George

Accueil Europe Grande-Bretagne <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 03/06/2018 à 07h22
Publié le 02/06/2018 à 21h06



Le prince George aurait été la cible d'un partisan de l'Etat islamique. | RICHARD POHLE / AFP

Arrêté en novembre, le terroriste présumé a avoué lors de son procès à Londres, jeudi, avoir voulu s'en prendre au fils de Kate et William.

Un homme affilié à l'État islamique a avoué jeudi, après plusieurs jours de procès, avoir l'intention de s'attaquer au prince George, âgé de 4 ans, révèle *The Guardian*.

L'homme de 32 ans visait plus particulièrement l'école où est scolarisé le petit garçon, l'établissement Thomas's Battersea à Londres.

Husnain Rashid aurait même posté le 13 octobre dernier, sur un forum extrémiste, une photo de l'école du fils de Kate Middleton et du prince William superposée à une image de deux djihadistes cagoulés encadrant l'héritier de la Couronne. En dessous, un message indiquait : « **Même la famille royale ne sera pas laissée tranquille. Les cours commencent tôt** ».

Il comptait aussi empoisonner des clients de supermarchés

L'homme qui prévoyait de se rendre en Syrie pour rejoindre les soldats de l'État islamique avait été arrêté le 22 novembre dernier. Il avait prévu de faire d'autres victimes en plus du petit George. Il avait notamment projeté d'empoisonner des fruits et des légumes dans les supermarchés.

La justice devra se prononcer sur son cas le 28 juin prochain. Il encourt la perpétuité.

ITALIE

Défense

Leonardo contrôle un drone grâce à un satellite

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 5 juin 2018 | Par Justine BOQUET **APPS&DRONES** Apps & Drones



Leonardo est parvenu à opérer le drone P.1 HH grâce à une liaison satellitaire. © Piaggio Aerospace

Leonardo est parvenu à contrôler un drone MALE à partir d'une connexion satellitaire.

Le 23 mai, Leonardo a annoncé avoir opéré un drone MALE P.1 HH HammerHead grâce à une technologie satellitaire. Cette expérimentation représente une avancée de taille pour le pilotage de drone, qui peut désormais s'effectuer « au-delà de la couverture radio au sol », explique Leonardo.

Pour mettre en œuvre le P.1 HH, la station sol a communiqué avec un satellite Athena Fidus, permettant « d'opérer l'aéronef, ses systèmes embarqués et ses capteurs », détaille l'industriel italien. Cette connexion satellitaire a également permis de récolter les données collectées par le drone.

Cette campagne ouvre de belles perspectives pour l'industrie du drone, qui voit ses possibilités se multiplier. « Ses activités représentent également un pas en avant vers un futur où les aéronefs sans pilote peuvent être utilisés pour soutenir les services publics, lors de missions telles que le suivi environnemental, la surveillance et la gestion des situations d'urgence », ajoute Leonardo.

Le drone P.1 HH HammerHead de Piaggio Aerospace a été imaginé pour mener des missions ISR, (renseignement, surveillance et reconnaissance). Il a été conçu afin de pouvoir réaliser un vol de 16 heures, lui conférant donc une autonomie importante. Doté de deux points d'emport, il peut emporter jusqu'à 500 kilos d'armement.

Immigration

L'Italie ne peut pas être « le camp de réfugiés de l'Europe », avertit Matteo Salvini

Accueil Europe Italie <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 03/06/2018 à 21h46 Publié le 03/06/2018 à 20h06



Le nouveau ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini. | ORIETTA SCARDINO / EPA/MAXPPP

À peine nommé ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, a déjà annoncé une ligne dure pour lutter contre l'arrivée de migrants sur le sol italien.

Matteo Salvini, le très populaire patron de l'extrême droite italienne devenu ministre de l'Intérieur, a averti ce dimanche que l'Italie ne pouvait pas être « **le camp de réfugiés de l'Europe** », promettant toutefois du « **bon sens** » pour éviter les naufrages et limiter les arrivées de migrants.

« **L'Italie et la Sicile ne peuvent être le camp de réfugiés de l'Europe** », a martelé le chef de la Ligue, venu d'abord soutenir des candidats locaux de son parti, qui militait il y a quelques années encore pour la sécession du nord du pays et n'avait pas de mots assez durs contre le Sud.

Montée des tensions entre pro et anti-migrants

« **Le bon temps pour les clandestins est fini : préparez-vous à faire les valises** », avait-il lancé samedi. « **Nous n'aurons pas une ligne dure mais une ligne de bon sens** », a toutefois voulu rassurer dimanche le nouveau ministre, accueilli à chacune de ses étapes par des sympathisants enthousiastes mais aussi par des contre-manifestants de gauche, nettement moins nombreux.

Sous un soleil de plomb devant le centre d'accueil de Pozzallo, un port de la pointe méridionale de la Sicile, et au milieu de curieux en tenue de plage, les deux camps en sont presque venus aux mains.

« **Nous avons été migrants nous aussi en Amérique, et nous n'avons pas fait tout ce bazar là-bas** », « **Ce n'est pas de l'accueil à ce stade, c'est de la colonisation** », ont ainsi crié des partisans du nouveau ministre aux militants locaux dénonçant le cauchemar des migrants bloqués en Libye.

Des propos légèrement nuancés de la part du nouveau ministre

Tout en gardant le ton combatif qui a fait son succès, M. Salvini a pour sa part légèrement nuancé ses propos, revenant par exemple sur son attaque frontale de samedi contre les navires de secours affrétés par des ONG, qu'il avait accusées d'agir en « **vice-passeurs** ».

« **Personne ne m'enlèvera la certitude que l'immigration clandestine est un business [...] et voir des gens se faire de l'argent sur des enfants qui meurent ensuite me met en colère** », a-t-il expliqué, alors qu'on avait appris ce dimanche la mort d'au moins 35 migrants au large de la Tunisie, neuf autres, dont six enfants, au large de la Turquie et encore un au large de l'Espagne.

« **Donc je pense qu'il vaut mieux dépenser l'argent dans les pays d'origine. Maintenant, s'il y a des ONG qui veulent faire leur travail gratuitement, c'est bien** », a-t-il déclaré, en référence autant aux associations engagées dans l'accueil en Italie qu'à celles secourant les migrants en mer.

Salvini a rencontré des migrants

Pozzallo est en première ligne : c'est principalement dans ce port et dans ceux de l'est de la Sicile (Augusta, Catane, Messine) qu'accostent les navires militaires et humanitaires chargés de migrants secourus au large de la Libye.

À l'intérieur du centre, où la presse n'a pas pu le suivre, M. Salvini a pu rencontrer une centaine de migrants, dont des femmes et des enfants, arrivés vendredi soir, quelques heures après sa prestation de serment au gouvernement.

Cette grande structure en béton entourée de grilles en bord de mer est l'un des « **hotspots** » installés depuis 2015 en Italie, sur insistance de l'Union européenne, pour s'assurer que les nouveaux arrivants soient bien enregistrés en Italie et ne puissent donc pas déposer une demande d'asile dans un autre pays européen.

Les ministres de l'Intérieur de l'UE doivent discuter de la révision de cette règle lors d'une réunion mardi à Luxembourg, mais M. Salvini a annoncé qu'il n'y serait pas : ce jour-là, il sera au Parlement italien pour le vote de confiance de son gouvernement d'union avec le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème).

Limites des départs

Mais il a d'ores et déjà annoncé qu'il s'opposerait à la réforme en cours, qui selon lui « **condamne** » les pays méditerranéens.

Et l'idée déjà tentée par Rome de faire débarquer les migrants secourus en mer ailleurs qu'en Italie ? « **Mon objectif n'est pas de les déplacer en Europe mais de réduire les départs** », a-t-il répondu, tout en évoquant « **un déséquilibre évident de la gestion, des nombres et des coûts** ».

Grâce à des arrangements controversés de l'ancien gouvernement de centre gauche avec la Libye, les arrivées ont déjà chuté de plus de 75 % depuis l'été 2017. Mais malgré une augmentation de 12 %, les expulsions n'ont pas dépassé 6 500 l'an dernier et leur augmentation coûtera cher.

Pour trouver rapidement des fonds, M. Salvini réclame « **un bon coup de ciseaux** » dans l'accueil des quelque 170 000 demandeurs d'asile actuellement hébergés à travers tout le pays. Mais plusieurs voix se sont élevées pour rappeler que ces fonds, lorsqu'ils sont bien utilisés, créent des emplois pour des Italiens et redonnent vie à des zones rurales en déshérence.

Opinion

L'Italie va obliger la zone euro à plus de cohésion et de solidarité

Opinions Tribunes <https://www.latribune.fr/> Par Stéphanie Villers, Humanis | 04/06/2018, 7:07



Stéphanie Villers. (Crédits : DR)

Les dirigeants italiens ont maintes fois alerté contre la menace que constitue le flux de migrants sur leur territoire. Or, la zone euro est restée muette, mettant en exergue une incohérence insoutenable entre la nécessité de poursuivre la rigueur budgétaire et les conséquences notamment financières de l'arrivée massive de réfugiés en provenance d'Afrique et du Proche-Orient. Par Stéphanie Villers, chef économiste, Humanis

Il serait bien malhabile de croire que l'Italie risque de subir le sort de la Grèce. Bien au contraire, la Péninsule a, aujourd'hui, les cartes en main pour imposer davantage de souplesse dans les traités

et plus de solidarité face aux défis exogènes. Ainsi, la coalition « improbable » entre un mouvement antisystème M5S et un parti populiste de la Ligue, dispose d'un pouvoir de nuisance et de persuasion vis-à-vis de Bruxelles, que les partis traditionnels et les petits pays de la zone n'ont pas. Rappelons que la victoire de cette coalition résulte de l'incapacité de la zone euro de s'emparer du problème migratoire que subit l'Italie.

Les dirigeants italiens ont, pourtant, maintes fois, alerté contre la menace que constitue le flux de migrants sur leur territoire et des risques encourus à moyen terme. Or, la zone euro est restée muette, mettant en exergue une incohérence insoutenable entre la nécessité de poursuivre la rigueur budgétaire et les conséquences notamment financières de l'arrivée massive de réfugiés en provenance d'Afrique et du Proche-Orient.

Déficit : l'Europe ne peut oublier le coût pour l'Italie de la crise migratoire

En toute logique, il semble difficilement conciliable d'imposer le respect des règles en matière de déficits alors que le pays connaît une croissance atone depuis près de deux décennies et fait face à une vague migratoire exponentielle, imposant de nouvelles dépenses de structure et d'accueil.

Cette attitude de Bruxelles est d'autant plus inappropriée que le pays a réalisé de réels efforts pour maintenir son excédent primaire depuis la crise de 2011. En clair, en dépit du ralentissement économique, le solde budgétaire hors intérêts de la dette est resté positif. L'Italie perçoit des recettes (impôts et taxes) supérieures à ses dépenses.

Ses partenaires européens ne peuvent donc pas accuser l'Italie de mener un train de vie disproportionné. Seule la dette publique demeure à des niveaux inquiétants. Représentant plus de 130% du PIB, elle est le résultat des politiques passées et ne préjugent en rien des efforts actuels fournis.

Dans ce contexte, Bruxelles ne pourra pas contraindre l'Italie, 3^e puissance économique de la zone euro, comme ce fut le cas pour la Grèce. Le rapport de force n'est plus le même et le risque de contagion est tel qu'il va obliger la Commission européenne à se montrer plus souple et plus conciliante. Il en va de la légitimité de la zone euro et de sa pérennité. Bruxelles et la BCE ne peuvent se permettre de laisser se développer une crise tous les 5 ans.

En revanche, les solutions européennes au problème italien demeurent limitées. La BCE a déjà injecté près de 4000 milliards d'euros sur les marchés obligataires européens. Compte tenu de l'amélioration globale de la situation économique de la zone, l'Institut a annoncé la fin progressive de son Quantitative Easing (QE). Il serait, dès lors, malvenu d'annoncer un prolongement de sa politique monétaire ultra-accommodante au-delà de 2018. L'Allemagne s'y opposerait catégoriquement.

Aider l'Italie, un enjeu de pérennité pour la zone euro

Au demeurant, l'Italie, qui dégage un excédent primaire, conserve des petites marges de négociation sur le front budgétaire. Bruxelles pourrait ainsi accepter temporairement de laisser filer les déficits publics italiens afin de soutenir la croissance. Cet ajustement conjoncturel pourrait apporter une bouffée d'oxygène à l'économie locale et relancer progressivement la machine. Ajoutons toutefois que la réforme des retraites avec l'abaissement de l'âge de départ ne paraît pas acceptable, compte tenu de la déformation de la courbe démographique et du vieillissement de la population.

La zone euro doit, de même, proposer des solutions pour sortir de l'impasse migratoire. L'absence de réponse politique lors du prochain conseil européen, en juin, aurait des conséquences dévastatrices pour l'Italie mais aussi l'Europe. Le projet du budget de l'Union Européenne pour la période 2021-2027 prévoit une allocation de 13 milliards d'euros pour la défense et la protection des frontières. Même si c'est une première, ce montant reste clairement insuffisant, compte tenu de l'ampleur des enjeux. Les partenaires de la zone euro, ceux qui partagent le pacte de stabilité et ses contraintes, doivent offrir une issue financière pour que l'Italie puisse sortir de l'impasse.

Ne rien faire sur le problème migratoire et arc-bouter sur le respect des critères de Maastricht vis-à-vis de l'Italie, qui s'est montrée jusqu'à présent bon élève dans la gestion de la crise de la dette

souveraine, serait pour les pays membres de la zone euro une prise de risque imprudente et insouciante. Elle pourrait remettre en cause la pérennité de la zone euro.

Politique

Immigration, austérité, Russie : en Italie, Conte assume la rupture

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Richard Heuzé Mis à jour le 06/06/2018 à 10:31
Publié le 05/06/2018 à 19:48



Le nouveau président du Conseil, Giuseppe Conte, entouré par Luigi Di Maio et Matteo Salvini, lors de son premier discours devant le Parlement, mardi. ALESSANDRO BIANCHI/REUTERS

Le nouveau chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte, a défendu mardi avec ardeur devant le Parlement la politique «populiste» qu'il entend désormais mener et a obtenu la confiance du Sénat.

Rome

Entouré de ses deux puissants vice-présidents, Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), et Matteo Salvini, patron de la Ligue (extrême droite), le nouveau président du Conseil, Giuseppe Conte, a prononcé mardi son premier discours au Parlement, en sollicitant la confiance du Sénat, qu'il a obtenue à une majorité de 26 voix, «pour ce gouvernement et pour son programme de changement». Pendant 75 minutes, une durée inhabituellement longue pour cet exercice, il s'est porté «garant» du «contrat de gouvernement» signé par les deux partis de la coalition devant quelque 300 sénateurs.

Migrants : que faire face au défi italien ?



Sans les détailler, ni jamais parler de couverture budgétaire pour des réformes évaluées par de nombreux experts entre 100 et 120 milliards d'euros, ce professeur de droit privé de 54 ans, novice en politique, en costume bleu nuit, pochette blanche et cravate mauve, s'est présenté comme «l'avocat de tout le peuple italien». «Si le populisme est la capacité d'écouter les besoins du peuple, alors nous nous en revendiquons», a-t-il affirmé, tout en se déclarant «pragmatique: écouter, exécuter et contrôler seront les piliers de notre action».

En politique étrangère, Giuseppe Conte a réaffirmé «l'appartenance avec conviction de l'Italie à l'Alliance atlantique» et le maintien de «relations privilégiées avec les États-Unis». Tout en confirmant que son gouvernement favoriserait «une ouverture à la Russie en se faisant l'initiatrice d'une révision des sanctions économiques» adoptées par l'Europe.

Réformes économiques et sociale

Définissant l'Union européenne comme «notre maison», il a encore déclaré que «l'Italie, en tant que pays fondateur, a le droit de revendiquer une Europe plus forte et plus équitable». Soulignant la nécessité de garantir «la stabilité financière et la confiance des marchés», il a ajouté que la

dette publique italienne (131,5% du PIB), la deuxième de la zone euro après la Grèce, était «pleinement soutenable: nous voulons la réduire avec de la croissance et pas avec des mesures d'austérité». Il estime pour cela qu'une réforme fiscale équitable - allusion à la «flat tax» qui serait mise en place en 2019 pour les entreprises et en 2020 pour les particuliers - est une mesure «propice à promouvoir la croissance». Comme le sont, a-t-il poursuivi, le «revenu et la retraite de citoyenneté» nécessaires pour rétablir l'équité sociale: «Comblant le différentiel de croissance entre l'Italie et l'Europe sera notre objectif.»

Passant en revue les réformes économiques et sociales qu'il entend promouvoir, il a cité l'introduction d'un salaire horaire minimum, la prison pour les grands fraudeurs du fisc, une lutte sévère contre la corruption «avec des méthodes inédites», une loi sur la légitime défense, une sur les conflits d'intérêts, des peines rigoureuses contre les violences sexuelles, une réforme des délais de prescription, une lutte sans concession contre toute forme d'exploitation économique et la marginalisation sociale dont sont victimes jeunes et chômeurs.

«Nous ne sommes pas racistes et nous ne le serons jamais, mais l'Italie ne peut pas rester seule face au problème de l'immigration!» Giuseppe Conte

Au chapitre des flux migratoires, Giuseppe Conte a haussé le ton pour affirmer sa volonté de «combattre avec détermination les trafics d'êtres humains qui prospèrent sous le couvert d'une fausse solidarité». Il a ajouté, en scandant ses mots: «Nous ne sommes pas racistes et nous ne le serons jamais, mais l'Italie ne peut pas rester seule face au problème de l'immigration!»

«Nous demanderons avec force le dépassement du règlement de Dublin pour obtenir le respect effectif d'une répartition équitable des responsabilités et pour réaliser des systèmes automatiques de répartition obligatoire des demandeurs d'asile», a-t-il déclaré. Ce chapitre, a-t-il insisté, constituera «le premier test de notre volonté de dialogue», soulignant que «l'échec de l'Europe (à promouvoir ce dialogue) a conduit de nombreux États européens à se refermer sur eux-mêmes», allusion aux pays du pacte de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) avec lesquels le vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, parlait lundi soir de resserrer les liens.

Toujours sur l'immigration, Giuseppe Conte a rendu hommage à Soumaila Sacko, syndicaliste agricole malien de 29 ans, tué samedi dernier sur un chantier en Calabre dans un attentat probablement mafieux. «C'était l'un des mille travailleurs agricoles avec un permis de séjour en règle qui se rendent chaque jour dans les champs de notre pays pour travailler dans des conditions qui sont en dessous du seuil de dignité», a-t-il dit, visiblement ému. À l'évocation de ce drame, l'ensemble des sénateurs, opposition comprise, s'est levé pour applaudir longuement.

Le Sénat a voté mardi soir sa confiance au gouvernement de Giuseppe Conte à une majorité de 26 voix, nettement plus large que prévu. 171 sénateurs lui ont accordé leur confiance tandis que 117 l'ont refusé, 25 s'étant abstenus. Le Président du Conseil se présentera ce mercredi à la Chambre des Députés pour le deuxième et dernier vote de confiance.

MADAGASCAR

Economie

Galériens sur des bateaux français

Actualité Société Justice <https://www.lexpress.fr/> Par Anne Vidalie, publié le 07/06/2018 à 17:50



Sur la jetée du Port, à la Réunion. L'Organisation internationale du travail a fixé la rémunération minimum des marins à 614 dollars, soit 523 euros. AFP

Plusieurs marins malgaches qui se disent exploités ont porté plainte contre un armateur de La Réunion.

Andy* en a assez. Ce marin malgache est entré en rébellion contre l'esclavage moderne dont il s'estime victime de la part de son employeur français, l'armement Enez, basé à La Réunion. Auprès du procureur de la République de l'île, il vient de déposer une plainte visant cette entreprise, ainsi que la société malgache Extramar, pourvoyeuse de main d'œuvre pour les navires. Deux autres matelots ont décidé de se joindre à sa démarche, appuyée par la CFDT. Les accusations que portent ces hommes sont lourdes: mise en danger de la vie d'autrui; rémunération insuffisante; conditions de travail et d'hébergement indignes. "Cela fait tache dans un département français!" s'emporte un responsable syndical local.

Salaire mensuel: 48,50 euros

Voilà plusieurs années qu'Andy trime sur les bateaux d'Enez, qui pêchent le thon et l'espadon dans l'océan Indien. "Il n'y a pas de travail à Madagascar, confie-t-il. Ou très mal payé." Pourtant, la politique salariale de l'armateur ne fait pas rêver... Les marins malgaches reçoivent un salaire fixe mensuel de 48,50 euros, versé par Extramar. Auquel s'ajoute une kyrielle de primes payées, elles, par leur patron français. Au total, ils estiment toucher 350 à 400 euros net par mois - soit bien moins que le salaire minimum fixé par l'Organisation internationale du travail (OIT) à 614 dollars, soit 523 euros. En outre, ce maigre pécule inclut le "vivre à quai": 7 euros par jour pour la nourriture et les dépenses du quotidien. "C'est scandaleux que cette somme soit considérée comme une prime, s'emporte un bon connaisseur du secteur. Les hommes sont censés être nourris et logés par l'armateur !"

Sébastien Camus, le président du groupe Réunioner, auquel appartient l'armement Enez, réfute ces accusations. "Dans notre contrat avec Extramar, une clause nous engage à vérifier que le montant total payé aux marins est bien supérieur à celui fixé par les conventions internationales, souligne-t-il. D'ailleurs, à la suite d'accusations de même nature, nous avons subi en 2017 un contrôle de nos rémunérations sur trois ans. Il est resté sans suite."

Vivre sur les bateaux

Andy et ses camarades se plaignent également de leurs conditions de vie entre deux campagnes de pêche. Faute de visa leur permettant de fouler le sol français, ils ne sont pas autorisés à quitter le port et doivent donc vivre sur les bateaux. Une vidéo de 3 minutes, tournée à bord et jointe à la plainte, montre des sanitaires dégingués, un espace-couchettes exigu et plongé dans la pénombre, où un ventilateur est arrimé par une corde. Deux minuscules ouvertures laissent entrer un peu de lumière dans la zone de vie. Un frigo hors d'âge trône dans un cagibi où sont remisés de vieux appareils électroniques. "Cet hébergement est très éloigné des exigences fixées par l'OIT, et même incompatible avec la dignité humaine", juge Joseph Brehm, l'avocat parisien des Malgaches. Est-ce la première conséquence de leur mutinerie? Un lave-linge vient d'être mis à leur disposition, comme ils le réclamaient depuis des lustres. En revanche, ils doivent toujours se débrouiller eux-mêmes pour s'équiper en cirés et bottes. "On en trouve dans les bacs à ordures des gros navires", précise un matelot.

Troisième grief, la sécurité. Impossible à assurer, selon Andy et ses collègues, avec cinq hommes d'équipage sur une embarcation de 13 mètres qui navigue parfois quinze jours d'affilée. "Les hommes ne sont pas assez nombreux pour garantir une veille permanente, s'inquiète un observateur avisé. La nuit, ces coquilles de noix, des bateaux vieillissants de pêche côtière transformés pour la pêche hauturière, dérivent donc pendant plusieurs heures à 200 milles des côtes, sur la route des cargos." Sébastien Camus, lui, s'abrite derrière les autorisations officielles : "La direction des affaires maritimes a validé la composition de nos équipages, le nombre de marins, la durée de travail et les conditions de vie et de sécurité à bord", affirme-t-il.

L'or blanc de la mer

Pour le patron de Réunioner, pas de doute, son groupe est visé par une cabale. "L'an dernier, à la même époque, nous avons déjà subi une campagne de dénigrement", pointe-t-il. A l'entendre, la cause de ses ennuis porte le nom d'un poisson des mers australes et antarctiques : la légine, dite

"l'or blanc" de la mer en raison de son prix très élevé. Les quotas de pêche de cette espèce menacée sont l'objet de toutes les convoitises. Or le consortium contrôlé par Enez a forcé, voilà deux ans, les portes de ce marché, au grand dam des armateurs historiques peu désireux de partager cette manne. Sébastien Camus les soupçonne de comploter contre son groupe. Hasard du calendrier ? Les quotas de pêche à la légine pour la prochaine saison seront attribués à la fin de l'été. Mais cet enjeu est le cadet des soucis des matelots malgaches, essentiellement préoccupés, eux, par leurs conditions de travail. "Nous sommes beaucoup moins bien payés que les marins français aux côtés desquels nous bossons. Et ça, c'est de l'exploitation!"

*Prénom d'emprunt

Politique

Madagascar : le président refuse de nommer un Premier ministre d'opposition

<http://www.jeuneafrique.com/> 03 juin 2018 à 10h21 Par AFP



Hery Rajaonarimampianina a été élu à la présidence de Madagascar en 2014. © Sandra Rocha pour Jeune Afrique

La bataille pour le choix du futur Premier ministre de "consensus", censé mettre fin à la crise politique qui secoue Madagascar depuis fin avril, s'est engagée samedi, avec le refus du président malgache Hery Rajaonarimampianina d'accepter les candidats présentés par l'opposition.

« On a désigné les députés Christine Razanamahasoa, Roberto Tinoka et Hanitriniaina Razafimanantsoa [tous membres du parti Mapar, dirigé par l'ancien président Andry Rajoelina] pour être Premier ministre mais ils ont tous été rejetés par Hery Rajaonarimampianina », a annoncé le député Arnaud Tody à la foule réunie sur l'emblématique place du 13-mai, au centre de la capitale Antananarivo.

Dans un arrêt rendu il y a une semaine, la Haute cour constitutionnelle a ordonné la nomination d'un nouveau chef du gouvernement dont la composition de l'équipe doit refléter les résultats des élections législatives de 2013. Cette décision suscite un vif débat entre le régime et ses adversaires, qui revendiquent tous les deux la majorité d'un Parlement où de nombreux élus ont changé de camp depuis leur entrée en fonctions.

« Tant le Premier ministre ne sera pas parmi les 73 députés qui dirigent la manifestation du 13-mai, rien ne sera résolu », a affirmé samedi la députée Hanitriniaina Razafimanantsoa ce samedi.

Une nomination au plus tard le 12 juin

De son côté, le parti présidentiel HVM a indiqué ne pas avoir soumis de nom au chef de l'État. « Nous espérons que le président de la République nommera une personnalité politique neutre parce que c'est ça que l'on appelle un consensus, quelqu'un qui ne vient ni de l'un, ni de l'autre camp », a déclaré à l'AFP le président du Sénat et chef du HVM, Rivo Rakotovao.

Selon une décision rendue vendredi 25 mai par la plus haute instance judiciaire du pays, l'actuel Premier ministre doit quitter ses fonctions au plus tard mardi et son successeur être nommé au plus tard le 12 juin.

Partie fin avril du rejet par l'opposition des nouvelles lois électorales, la crise politique actuelle a dégénéré en vaste fronde contre le chef de l'État. Toutes les médiations, aussi bien nationale qu'internationale, ont jusque-là échoué.

Des élections générales étaient prévues en novembre et décembre 2018 mais la HCC a imposé qu'elles se déroulent dès la « saison sèche », c'est-à-dire entre mai et septembre prochains.

Madagascar : l'accord de la dernière chance qui a conduit Christian Ntsay à la Primature

<http://www.jeuneafrique.com/> 05 juin 2018 à 16h15 | Par Olivier Caslin



Des manifestants à Antananarivo, le 25 avril 2018. © REUTERS/Clarel Faniry Rasoanaivo

Christian Ntsay a été nommé Premier ministre lundi 4 juin, à la surprise générale et au terme de longues négociations. Il devrait nommer un gouvernement de « techniciens » à même de sortir de la crise et de conduire le pays jusqu'à l'élection présidentielle.

Après un dernier week-end de négociations, le président Hery Rajaonarimampianina a nommé, dans l'après-midi du 4 juin, Christian Ntsay pour être son nouveau Premier ministre. Il succède à Olivier Mahafaly Solonandrasana, en place depuis avril 2016 et qui avait annoncé sa démission le matin même.

« J'ai nommé un homme expérimenté et ayant les compétences pour l'apaisement », a déclaré le chef de l'État pour expliquer son choix et ainsi mettre un terme à une attente qui commençait à inquiéter de nombreux observateurs. Car « Hery » n'a pas hésité à dépasser l'ultimatum fixé au 1^{er} juin, par les sages de la Haute cour constitutionnelle (HCC) qui, lors de leur décision du 25 mai, l'ont sommé de nommer un Premier ministre « de consensus », proposé par « le parti ou groupement de partis majoritaire lors des élections législatives de 2014 », soit le Mapar d'Andry Rajoelina.

Longues négociations

Les noms qui circulaient jusqu'aux dernières heures du 3 juin n'avaient rien de consensuel pour le président qui a refusé de choisir entre Florent Rakotoarisoa, Jean Brunel Razafindrahofa ou Christine Razanamahasoa, anciens ministres de la transition ou actuels députés de l'opposition, mais tous membres du premier cercle des fidèles d'Andry Rajoelina.

Selon les observateurs présents lors des négociations entre la mouvance présidentielle et l'opposition, il a fallu attendre le lundi matin pour qu'un accord « de la dernière chance » ne se dessine autour de Christian Ntsay, à la surprise générale.

Son nom a bien été proposé par le Mapar, alors que son parcours reste plus proche du TIM de Marc Ravalomanana, dont il a été ministre du tourisme de 2002 à 2003. Il vient surtout de passer dix ans en tant que directeur du bureau régional de l'Organisation internationale du travail (OIT), installé à Antananarivo.

« Grand commis de l'État »

Né en 1961, ce diplomate de formation, ancien directeur général des sociétés publiques Secren (chantiers maritimes) puis Solima (secteur pétrolier) et aujourd'hui sans étiquette, a une réputation de « grand commis de l'État, selon un fonctionnaire onusien qui le connaît bien, capable de rester au-dessus de la mêlée pour le bien de son pays ».

Madagascar attend donc de ce spécialiste internationalement reconnu sur les questions d'emplois et de management, la mise en place d'un gouvernement de « techniciens », dont la tâche principale sera d'emmener le pays jusqu'à l'élection présidentielle attendue dans les tous prochains mois.

Reste à savoir s'il aura les moyens de sa mission et de quelle équipe il disposera pour la remplir. Les négociations continuent de faire rage entre le HVM présidentiel, le Mapar et le Tim pour se distribuer les portefeuilles et l'identité des ministres ne devrait pas être dévoilée avant le 6 juin.

Il sera alors temps, pour Christian Ntsay de justifier l'unanimité qu'il vient de recueillir et d'œuvrer pour sortir le pays de la crise politique dans lequel il s'enfonce chaque jour un peu plus depuis la manifestation du 21 avril, qui avait fait au moins deux morts.

Madagascar : un parfum de fin de règne pour Rajaonarimampianina

<http://www.jeuneafrique.com/> 06 juin 2018 à 14h54 | Par Olivier Caslin



Hery Rajaonarimampianina, lors d'une conférence de presse au palais d'Iavoloha, le 29 avril. © RIJASOLO/AFP

Si la Haute Cour constitutionnelle n'a pas osé déchoir le très contesté chef de l'État, le rappel à l'ordre qu'elle lui a signifié a ouvert de facto la course à sa succession. Et la nomination, lundi 4 juin, de Christian Ntsay au poste de Premier ministre ne change rien au parfum de fin de règne qui flotte sur Antananarivo.

Hery Rajaonarimampianina est bien victime d'un « coup d'État ». Pas militaire, comme le furent certains de ses prédécesseurs, et encore moins populaire, contrairement à ce que le président malgache avait un peu vite affirmé, au soir du 22 avril, quand il s'agissait de parer au plus pressé après la mort de plusieurs manifestants, mais bien constitutionnel.

Nouveau Premier ministre

Le 18 avril, en lui imposant la formation d'un nouveau gouvernement, la Haute Cour constitutionnelle (HCC) a bousculé le jeu politique et donné le coup d'envoi de la campagne électorale de la prochaine présidentielle. Lundi, au terme d'un week-end d'après négociations, Hery Rajaonarimampianina a nommé Christian Ntsay au poste de Premier ministre. Charge à lui de nommer un gouvernement capable de sortir de la crise et de conduire le pays jusqu'à l'élection présidentielle.

En allant au-delà de ses responsabilités, [la Haute Cour constitutionnelle] oblige les politiciens à prendre les leurs

En mettant ainsi la pression sur le président, la HCC « est incontestablement sortie de son rôle, mais en allant au-delà de ses responsabilités, elle oblige les politiciens à prendre les leurs, résume un représentant de la communauté internationale dans la capitale malgache. Elle force au dialogue des gens qui ne voulaient pas se parler. » Dans son viseur, les deux derniers présidents de la République et l'actuel titulaire du poste : Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina et Hery Rajaonarimampianina.

Jusqu'à présent, chacun semble surtout s'être évertué à trouver les préalables qui empêcheront toute discussion, et c'est pour sortir de cette impasse que la HCC, après s'être empressée d'annoncer une décision attendue avec nervosité par tout le pays, a sommé majorité et opposition de trouver « en dix jours » un accord politique qui sortirait Madagascar de l'impasse.

Tenir l'agenda électoral

Réunis autour de leur président, Jean-Eric Rakotoarisoa, les neuf sages de la HCC n'ont pas osé déchoir le président, même s'ils reconnaissent ses manquements, à quelques mois seulement d'un scrutin prévu avant la fin de 2018. Ils ont en revanche sérieusement rebattu les cartes en exigeant la nomination d'un Premier ministre « de consensus », chef d'un gouvernement dont la principale mission sera d'organiser le premier tour du scrutin dans les nouveaux délais impartis.



REUTERS/Clarel Faniry Rasoanaivo

L'objectif est clair : sortir les gens de la rue en leur faisant miroiter les urnes

La HCC demande en effet que les élections soient organisées avant la prochaine saison humide, soit fin octobre au plus tard, alors que la date la plus communément avancée jusqu'alors était le 25 novembre.

« L'objectif est clair : sortir les gens de la rue en leur faisant miroiter les urnes », estime Christine Razanamahasoa. Cette députée du Mapar – l'une des principales voix des manifestations organisées quotidiennement par les parlementaires de l'opposition sur la place du 13-Mai – figure parmi les trois noms le plus souvent évoqués comme premier-ministrables.

C'est en effet au mouvement d'Andry Rajoelina que revient le droit de proposer le prochain chef du gouvernement, en tant que « parti ou groupement de partis majoritaire lors des élections législatives de 2014 », selon la terminologie de la HCC. « Comme si les sages rendaient implicitement caduc tout ce qui s'est passé depuis cette date sur la scène politique malgache », constate Hajo Andrianainarivelo, président du MMM, un autre parti d'opposition.

L'heure des défections

À commencer par l'existence même du HVM, la formation présidentielle créée au lendemain des législatives pour donner une majorité parlementaire à un Hery Rajaonarimampianina alors fraîchement élu et déjà en froid avec Andry Rajoelina, qui lui avait pourtant fait la courte échelle pour accéder au pouvoir.

Pour s'émanciper de son mentor, le « troisième homme » de l'époque avait rassemblé les indépendants et débauché des députés élus sous les étiquettes du Mapar et du TIM, de Marc Ravalomanana.

À l'heure des comptes et des premières défections, le président risque de se retrouver encore un peu plus seul dans son grand palais d'Iavoloha, situé à l'extérieur d'une capitale où tout s'est joué. « Il a commis trop de maladresses. Il n'a pas su imposer les décisions qui lui auraient permis d'apparaître comme un rassembleur », regrette l'un de ses propres conseillers.

Début mai, déjà, il a été désavoué par la HCC, qui estimait anticonstitutionnelles certaines des lois électorales qui avaient poussé l'opposition dans la rue. Dépouillé de son groupe parlementaire et obligé de composer avec un gouvernement de coalition, « Hery » doit se demander sur qui il va bien pouvoir compter pour tenter de remporter cette « campagne de la saison sèche ».

Corruption et pauvreté



Schalk van Zuydam/AP/SIPA

La population attend toujours de récolter les fruits de la croissance, pourtant honorable

Plombé par les promesses non tenues et par des affaires de corruption impliquant certains de ses proches, celui qui n'est toujours pas officiellement candidat à sa succession ne peut même pas s'appuyer sur une croissance économique pourtant honorable mais dont la population attend toujours de récolter les fruits. Cette dernière semble d'ailleurs prête à tourner la page, « et il est

aujourd'hui beaucoup trop tard pour espérer inverser la tendance », constate un diplomate étranger de la place.

Obligé de démissionner deux mois avant la date du premier tour, Hery pourrait être contraint de laisser son fauteuil dès la fin du mois de juin. « Certains parlent même du 22 juin au Mapar, croit savoir l'un des médiateurs internationaux, pour pousser le président dehors avant la fête nationale qui a lieu quatre jours plus tard. » Comme une humiliation supplémentaire prêtée à un Andry Rajoelina qui apparaît comme le grand vainqueur de cette nouvelle donne.

Absent de la scène politique malgache ces dernières années, il a fait une rentrée éclatante au pays. Auréolé par la réussite du premier forum de son Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM), organisé les 24 et 25 mai dans la capitale, le voici maître du calendrier de la présidentielle en même temps que du gouvernement, qui les organise.

L'ancien président de la transition semble avoir mis son éclipse politique à profit pour se forger une image de politicien responsable, à l'écoute des besoins de son pays. « S'il manœuvre bien, il dispose d'une voie royale devant lui », pronostique notre diplomate.

Ravalomanana en embuscade



Jerome Delay/AP/SIPA

Marc Ravalomanana n'a rien perdu de sa superbe, et la décision de la HCC semble même l'avoir remis dans la course. Sans amis et sans argent, selon ses adversaires, le président du TIM semble encore disposer d'un crédit suffisant auprès des couches populaires pour jouer un rôle aux prochaines échéances électorales.

Et pas seulement celui de simple « faiseur de rois » que la rumeur lui prête : seul candidat aujourd'hui déclaré, il a d'abord tenté de monnayer son soutien à « Hery » avant de se rapprocher de celui qui l'avait pourtant évincé en 2009 avec l'aide de l'armée. De là à envisager une alliance entre lui et Rajoelina, il y a pourtant un pas que personne ne franchit.

« Il subsiste beaucoup de rancœur entre eux », confirme un parlementaire. Faute de réconciliation, les deux principaux acteurs du « ni-ni » de 2013 pourraient avoir enfin l'occasion d'en découdre à travers les urnes, cinq ans plus tard. Avec peut-être à la clé la fin de la crise qui frappe le pays depuis bientôt une décennie.

MOYEN-ORIENT

Défense

Moyen-Orient: la tentation atomique

Actualité Monde <https://www.lexpress.fr/> Par Charles Haquet, publié le 05/06/2018 à 16:30 , mis à jour à 19:34



Le président iranien Hassan Rohani, avec Ali Akbar Salehi, chef de l'organisation de l'Energie atomique iranienne, dans la salle de contrôle de la centrale nucléaire de Bushehr. Photo non datée. MOHAMMAD BERNO / AFP

Le naufrage de l'accord nucléaire iranien pourrait inciter les puissances régionales à se doter de l'arme absolue.

Les diplomates européens ont dû se pincer pour y croire. Ce 28 mai, à Bruxelles, tandis qu'ils s'échinent à sauver l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, le chef de la délégation polonaise prend subitement la parole pour prier ses homologues de "faire preuve d'une plus grande empathie" à l'égard de Donald Trump. Souci de ménager l'allié américain face au puissant voisin russe ? Sans doute. Mais l'intervention polonaise n'en est pas moins mal vécue par l'assemblée.

Car de l'empathie, il en faut une sacrée dose pour comprendre la décision - calamiteuse - du président américain. Vingt jours plus tôt, Trump avait annoncé le retrait des Etats-Unis de "l'horrible" compromis. Cette décision a provoqué un séisme, dont on ne mesure pas encore les effets.

Âprement négocié durant douze ans, l'accord, signé en juillet 2015, avait au moins le mérite de geler le programme de la République islamique. Peut-il encore être sauvé ? Rien n'est moins sûr. "Les Américains considèrent qu'il faut traiter de façon globale toutes les menaces iraniennes : le dossier nucléaire, mais aussi les tentatives de déstabilisation régionale et le sujet des missiles, explique un proche du dossier, à Bruxelles. Mais, pour l'heure, ils n'offrent aucune alternative. Le risque de prolifération est donc plus intense que jamais..." La nouvelle vague de sanctions infligées à l'Iran a même eu des effets pervers : "L'Organisation de l'énergie atomique d'Iran, qui veillait, sous l'égide des Russes et des Chinois, au démontage des installations nucléaires, vient ainsi d'être frappée d'embargo, poursuit cette source. Du coup, le démantèlement est stoppé. C'est absurde !"

Les Iraniens tentés de franchir la ligne rouge

Ainsi défiés, alors même qu'ils respectaient à la lettre leurs engagements, les Iraniens pourraient être tentés de franchir la ligne rouge : celle de la course à la bombe. D'un point de vue technique, ils en sont capables, et ce n'est pas le régime très dur de sanctions promis par le président américain qui les en empêchera. Pour preuve, le régime iranien, pourtant sous embargo, avait réussi à se doter de 20 000 centrifugeuses entre 2003 et 2013. Aujourd'hui, seules 5 000 machines sont en service. Contrôlées par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), elles permettent d'enrichir de l'uranium pour les centrales nucléaires. Mais elles pourraient très bien servir à fabriquer un combustible de qualité militaire, tout comme les milliers d'autres actuellement désactivées...

Si les autorités iraniennes le décidaient, il ne leur faudrait, selon les experts, qu'un an pour fabriquer une bombe. Sont-elles prêtes à courir un tel risque ? "Ce scénario d'une militarisation à marche forcée n'est pas très réaliste, estime Benjamin Hautecouverture, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. Téhéran se retrouverait sous pression de toute la communauté internationale, et la population est fatiguée de ce bras de fer permanent. En outre, aucune grande puissance n'a intérêt à favoriser l'émergence d'un Iran prééminent, pas même la Russie, qui cherche à s'enraciner dans la région." "N'oublions pas que Téhéran cherchait de longue date à acquérir une capacité d'armement nucléaire, rappelle Mark Fitzpatrick, directeur exécutif de l'Institut international d'études stratégiques de Londres. En réponse au retrait de Trump, ils vont probablement reprendre leurs travaux en ce sens. Vont-ils pour autant se retirer du traité de non-prolifération. ? Difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est qu'ils vont devoir faire preuve de prudence pour ne pas provoquer de frappes américaines ou israéliennes."

La menace de l'Arabie saoudite

D'autres initiés craignent que les Iraniens ne se réfugient dans une "zone grise". "Téhéran pourrait, par exemple, mettre fin aux contrôles de l'AIEA, dit l'un d'eux, et masquer ses véritables intentions." Avec, là encore, des conséquences potentiellement vertigineuses. En l'occurrence, une "réaction en chaîne" des autres puissances régionales, à commencer par l'Arabie saoudite, qui n'acceptera jamais que son grand rival régional s'octroie un tel leadership militaire. Lors d'un voyage aux Etats-Unis, en mars dernier, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, l'a

d'ailleurs clairement dit : "Si l'Iran développe une bombe nucléaire, mon pays fera de même, et le plus tôt possible."



Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, à Londres le 7 mars 2018 afp.com/Tolga AKMEN

Comment s'y prendrait-il ? En lançant un programme... civil. "Ça commence toujours comme ça", soupire Bernard Laponche, physicien nucléaire et fin connaisseur des risques de prolifération. C'est, du reste, déjà le cas. Le régime wahhabite planche en effet sur la construction de deux réacteurs civils. En parallèle, il a exprimé sa volonté d'enrichir lui-même de l'uranium. Mais comment les croire ? "Un Etat qui agit ainsi ne peut être animé d'intentions pacifiques, assène Bernard Laponche. D'ailleurs, il peut difficilement le justifier sur le plan économique ! Il est en effet bien plus rentable de signer un contrat de long terme avec un fournisseur de combustible, d'autant que les prix de l'uranium sont très bas..." En décembre dernier, Turki al-Fayçal, membre éminent de la famille royale, l'a d'ailleurs admis à demi-mot, dans un entretien à l'agence Reuters. Si l'Arabie saoudite doit enrichir son propre combustible, argue-t-il, c'est que "les puissances mondiales autorisent l'Iran à le faire..."

Egypte, Emirats arabes unis, Turquie... les candidats officiels sont nombreux

Qu'il s'agisse de Téhéran, l'ennemi, ou de Riyad, l'allié, les Américains sont farouchement opposés à cette idée. Pour les convaincre, les Saoudiens pourraient jouer sur l'ambiguïté, comme l'ont fait, pendant des années, les Iraniens. A moins de décider d'aller plus vite. "Ils sont en mesure d'obtenir l'arme nucléaire sur le marché noir", remarque Mark Fitzpatrick. Au risque de se brouiller avec le parrain américain, le royaume peut dans ce cas se tourner vers le Pakistan, les deux pays entretenant d'excellentes relations. Selon plusieurs analystes, les Saoudiens auraient ainsi financé le programme nucléaire pakistanais dans les années 1980. En échange, Islamabad aurait promis d'aider Riyad à accéder à l'arme atomique, le jour où... Encore plus simple : livrer des bombes atomiques clefs en main.

Une certitude : la tentation risque de gagner d'autres puissances régionales. "Prenez une carte du Moyen-Orient, soulignait voilà peu l'ancien vice-chancelier allemand Joschka Fischer : tous les Etats qui poursuivent un soi-disant programme nucléaire civil veulent certes produire de l'électricité, mais leur intention réelle est tout autre." Parmi eux, l'Egypte. En 2005, les inspecteurs de l'AIEA avaient - déjà - déniché des indices montrant que les Egyptiens avaient cherché à produire du plutonium. Ceux-ci avaient alors déclaré que leurs travaux n'avaient rien d'illégal, mais qu'ils avaient juste "oublié" de les déclarer... Autre *usual suspect* : les Emirats arabes unis. En 2015, leur ambassadeur aux Etats-Unis, Yousef al-Otaiba, avait déclaré que son pays avait, "comme l'Iran", le droit d'enrichir de l'uranium... Et que dire de la Turquie, qui, dans un tel scénario, ne resterait certainement pas passive ? Selon des estimations convergentes, il faudrait entre deux et trois ans à tous ces pays pour fabriquer une bombe. Scénario que la plupart des chercheurs en géopolitique ne tiennent pas pour le plus probable. Du moins à ce stade. "Le monde devrait toutefois s'inquiéter d'une prolifération en cascade au Moyen-Orient, conclut Mark Fitzpatrick. Un effet domino pourrait très bien se produire si l'ordre nucléaire mondial s'effondrait. Et ce pourrait être le cas si l'accord de Vienne trépassait."

Irak : la Française Mélina Boughedir condamnée pour appartenance à l'État islamique

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Aude Bariéty AFP agence Mis à jour le 03/06/2018 à 14:03 Publié le 02/06/2018 à 15:53

« Cafouillage » sur le sort des femmes djihadistes



La France va devoir clarifier sa position pour mettre fin au « cafouillage » sur le sort des femmes djihadistes et de leurs enfants détenus en Irak et en Syrie. Ces personnes, « en danger » selon leur avocat qui ont décidé de porter plainte aujourd'hui

Jugée à Bagdad, la Française de 27 ans, qualifiée par le ministre des Affaires étrangères français de «terroriste de Daech», a été condamnée à la prison à perpétuité.

Enfermée depuis l'été 2017, Mélina Boughedir a été condamnée ce dimanche à Bagdad à la prison à perpétuité - soit vingt ans d'emprisonnement en Irak - pour appartenance à l'Etat islamique. Cette Française de 27 ans, qui avait quitté la région parisienne en 2015 avec son mari et ses quatre enfants pour rejoindre la Turquie, la Syrie puis l'Irak, risquait la peine capitale en vertu de la loi antiterroriste.



[Georges Malbrunot](#)

✓ [@Malbrunot](#)

La djihadiste Mélina Boughedir condamnée à la perpétuité en Irak : Bagdad fait plaisir à la France qui ne voulait ni de la peine de mort, ni la voir revenir dans l'Hexagone. Depuis des mois, en coulisses, les messages officiels français aux Irakiens allaient dans ce sens.

[13:24 - 3 juin 2018](#)

Selon nos informations, pendant le procès, la Française - accompagnée de son plus jeune enfant - a assuré qu'elle était «contre» l'idéologie de l'Etat islamique. «Je suis innocente», a-t-elle lancé au juge en français. «Mon mari m'a dupée et ensuite il a menacé de partir avec les enfants». Des affirmations qui n'ont pas convaincu le président de la Cour, qui expliquait en mai à l'envoyé spécial du *Figaro* à Bagdad Thierry Oberlé que «venir sciemment dans un territoire sous le contrôle de Daech est une preuve de culpabilité».

Avant le verdict de ce dimanche, Mélina Boughedir avait écopé en février de sept mois de prison pour séjour illégal en Irak, mais les faits avaient ensuite été requalifiés. Le 30 avril, peu avant une audience devant la Cour d'appel, elle s'était confiée au *Figaro* au cours d'un bref entretien. «Je ne comprends pas ce qui arrive. C'est psychologiquement difficile à vivre», avait-elle alors glissé.

«La justice irakienne est légitime»

Les avocats français de l'accusée, Me Martin Pradel, Me William Bourdon et Me Vincent Brengarth, ont déclaré qu'ils étaient «soulagés» que leur cliente n'ait pas été condamnée à mort.

«Angoissée et effondrée», Mélina Boughedir va néanmoins interjeter appel, a indiqué Me William Bourdon.

«La justice irakienne est légitime à juger, elle a pris sa décision», a estimé après le verdict Christophe Castaner, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement et délégué général LaREM. «Je fais confiance à la justice irakienne», a ajouté l'invité du Grand Rendez-vous sur Europe 1 et CNews.

A propos d'un éventuel retour en France de Mélina Boughedir pour purger sa peine, Christophe Castaner a considéré qu'«il existe des procédures», mais qu'«elles seront longues». Interrogée sur le même sujet, Marine Le Pen, invitée du Grand Jury LCI/RTL/Le Figaro, a lancé un clair «c'est non».



[Le Figaro](#)

✓ [@Le_Figaro](#)

[En réponse à @Le_Figaro et 3 autres](#)

🗣️ Après la condamnation de Mélina Boughedir, [@MLP_officiel](#) ne veut pas d'un retour en France. «C'est non.»

👉 <http://lefigaro.fr> #LeGrandJury

[14:04 - 3 juin 2018](#)

Une «ingérence inacceptable»

Jeudi, le ministre des Affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian a estimé que Mélina Boughedir était «une terroriste de Daech». «Quand on va à Mossoul en 2016, c'est pour combattre et donc elle est jugée sur les lieux de ses exactions. C'est la logique normale», a insisté le ministre, rappelant toutefois que la France condamnait «totalement» la peine de mort.

Ces déclarations ont ulcéré les trois avocats français de l'accusée, qui ont prévenu Jean-Yves Le Drian dans une lettre publiée sur les réseaux sociaux que «si une peine lourde était prononcée [ce dimanche], celle-ci serait immédiatement mise en relation avec l'ingérence inacceptable dont vous vous êtes rendu responsable». Après le verdict, Me Martin Pradel a estimé que «la position de la France» avait «pesé très lourd» dans la décision.



[Martin PRADEL @MartinPradel](#)

● Avec William Bourdon et Vincent Brengarth, nous sommes indignés des propos tenus par le Ministre des Affaires Étrangères de la France en violation de la plus essentielle présomption d'innocence.

Nous avons voulu le lui faire savoir dans une lettre ouverte. [#Melina](#) [#Irak](#)

[14:19 - 2 juin 2018](#) · [Irak](#)

Les avocats ont insisté sur leur «indignation» après les propos du ministre «en violation de la plus essentielle présomption d'innocence» et ont dénoncé «une pression inacceptable sur la justice irakienne, [...] illustration de la volonté [de Jean-Yves Le Drian, NDLR] à tout prix, et au sacrifice des principes fondamentaux, que notre cliente ne revienne pas en France.

IRAN

Diplomatie

Iran : Nétanyahou veut attirer Macron dans sa croisade

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Georges Malbrunot Mis à jour le 06/06/2018 à 10:57 Publié le 05/06/2018 à 18:16

Le nucléaire iranien au cœur de l'entretien Macron-Netanyahou



VIDÉO - En recevant le leader israélien, qui prône « une coalition militaire » anti-Iran, le chef de l'État a appelé Tel-Aviv à la retenue.

«L'Iran et l'Iran!» Après la chancelière allemande Angela Merkel, lundi, c'est auprès d'Emmanuel Macron que Benyamin Nétanyahou est venu prôner un «durcissement» de la position européenne face à Téhéran. Mais si Paris - comme Berlin et Londres, où se rend mercredi le premier ministre israélien - partage le même «diagnostic» sur les dangers de la politique iranienne au Moyen-Orient, de sérieuses divergences existent sur les moyens d'y remédier. Et d'abord sur l'après accord nucléaire (JCPOA) que Donald Trump, grand allié de Nétanyahou, a annulé, il y a un mois.

L'État hébreu, qui considère la République islamique comme «une menace directe» à sa sécurité, n'a eu de cesse de critiquer l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien. La France, et les autres pays signataires (Chine, Russie, Royaume-Uni et Allemagne) tentent au contraire de préserver ce texte et de convaincre Téhéran de rester dans ce cadre, seul à même, selon eux, d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Macron a demandé à Nétanyahou, d'après un proche du chef de l'État, «de (lui) expliquer comment il voit la suite» de cet accord que Téhéran - contrairement à ce qu'affirment Israël et les États-Unis - a respecté.

Nucléaire iranien : Nétanyahou affirme détenir les preuves d'un programme nucléaire secret en Iran



Lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv, le premier ministre israélien a dévoilé ce qu'il a décrit comme «les copies exactes» de dizaines de milliers de documents iraniens qui prouveraient que l'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire.

Pour apaiser son hôte israélien, le chef de l'État a répété que Paris voulait compléter l'accord nucléaire par «trois accords ou cadres stratégiques» sur les activités balistiques de l'Iran et le rôle de Téhéran au Moyen-Orient. Mais la fin de non-recevoir, opposée à la veille de la rencontre Nétanyahou-Macron par le numéro un du régime iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, n'a pas aidé Macron dans son exercice de persuasion vis-à-vis du chef du gouvernement israélien.

Éviter le scénario cauchemar

Face à l'urgence qu'il y a à traiter l'après-JCPOA, Paris et Tel-Aviv cherchent tous les deux à mobiliser, mais pas dans la même direction.

Face à l'urgence qu'il y a à traiter l'après-JCPOA, Paris et Tel-Aviv cherchent tous les deux à mobiliser, mais pas dans la même direction. Si, avec les Européens, Macron veut engager les Iraniens dans un élargissement de l'accord nucléaire, l'État hébreu réclame, de son côté, «une coalition armée» contre l'Iran, si celui-ci se désengage à son tour de l'accord, et se mettrait à enrichir l'uranium à des fins militaires. Ce qui n'est pas encore le cas, malgré l'annonce, à ce sujet, du guide suprême (voir ci-dessous).

Sur l'implantation de Téhéran ou de ses alliés comme le Hezbollah, en Syrie, Macron reconnaît que cette présence à la frontière nord de l'État hébreu constitue «une menace pour la sécurité régionale». Mais là où Paris prône le dialogue avec Téhéran, «Israël a une position beaucoup plus directe», regrette-t-on à l'Élysée, où l'on rappelle que «Nétanyahou a indiqué à plusieurs reprises (avant leur entretien, NDLR) que dès que cette menace deviendrait trop réelle contre Israël, Israël agirait, et il y a eu des actions menées ces derniers mois dans ce cadre-là». Une allusion aux attaques meurtrières contre des positions iraniennes en Syrie.

Devant Macron, Nétanyahou a évoqué «des moyens de bloquer les aspirations nucléaires et l'expansion iranienne au Moyen-Orient». Que ferait la France en cas d'attaque israélienne contre un site nucléaire iranien? Pourrait-elle condamner une telle attaque? C'est pour éviter ce genre de cauchemar qu'Emmanuel Macron cherche à calmer le jeu. Mais face au chef de l'État qui a lancé «un appel à la retenue», son hôte israélien a voulu, au contraire, l'attirer dans une croisade anti-iranienne, derrière Trump et les dirigeants saoudiens et émiriens. Une véritable obsession pour le chevronné chef du gouvernement israélien: l'ancien chef des services secrets de l'État hébreu, Tamir Pardo, a révélé la semaine dernière qu'en 2011, «Bibi» lui avait ordonné, ainsi qu'au chef d'état-major de Tsahal, de préparer dans les 15 jours une attaque contre l'Iran, qui n'a finalement pas eu lieu.

Ali Khamenei exclut toute concession sur les missiles

«C'est un rêve qui ne se réalisera pas» Ali Khamenei à la télévision en parlant de la «limitation» du développement des missiles balistiques

Dans un discours à la télévision, le guide suprême et numéro un du régime iranien, Ali Khamenei, a catégoriquement exclu toute «limitation» du développement des missiles balistiques, comme le réclament les pays européens, qui cherchent à sauver l'accord nucléaire de 2015. «C'est un rêve qui ne se réalisera pas», a martelé lundi Ali Khamenei. Accusant les États-Unis de «mener une guerre économique et psychologique» contre Téhéran parce qu'ils ne veulent pas «d'un Iran indépendant dans la région», l'ayatollah Khamenei a prévenu que son pays «attaquerait dix fois plus s'il est attaqué».

«Nous allons continuer de soutenir les nations opprimées», a-t-il ajouté, appelant «la jeunesse arabe à agir [...] pour prendre le contrôle de son avenir». Dans son discours, le leader iranien a également appelé l'Organisation iranienne à l'énergie atomique (OIEA) à «se préparer rapidement» à augmenter sa capacité de production d'uranium enrichi. Peu après, Ali Akbar Salehi, qui dirige l'OIEA, déclarait mardi que Téhéran avait notifié à l'Agence internationale à l'énergie atomique la mise en route d'un plan pour augmenter sa capacité à enrichir l'uranium en

accroissant le nombre de ses centrifugeuses. «Ce que nous faisons ne viole pas l'accord» de 2015, a précisé Salehi. (REUTERS)

ISRAËL

Diplomatie

Benjamin Netanyahu reçu par Emmanuel Macron pour évoquer deux sujets: "l'Iran et l'Iran"

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 05/06/2018 04:24 CEST | Actualisé il y a 4 heures
Le HuffPost avec AFP

Les deux dirigeants ont exprimé des divergences majeures à ce sujet, notamment depuis le retrait américain de l'accord international.



Philippe Wojazer / Reuters Benjamin Netanyahu rencontre Emmanuel Macron à Paris pour évoquer le nucléaire iranien.

INTERNATIONAL - Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu poursuit ce mardi à Paris son offensive pour tenter de créer un front commun contre l'Iran, lors d'une visite controversée trois semaines après les affrontements sanglants à Gaza.

Benjamin Netanyahu a d'ores et déjà mis en garde lundi 4 juin Angela Merkel contre un nouvel afflux de réfugiés syriens en Allemagne si rien n'est fait pour contenir l'influence croissante de l'Iran au Moyen- Orient. Au premier jour à Berlin de sa tournée européenne, le chef du gouvernement israélien a insisté sur un dossier politiquement très sensible pour la chancelière allemande.

Il a accusé Téhéran d'organiser le déploiement massif en Syrie de milices chiites, originaire notamment d'Afghanistan et du Pakistan, sous commandement militaire iranien, avec un "objectif militaire mais aussi religieux". L'objectif de l'Iran est "de mener une guerre de religion en Syrie, en majorité sunnite", a-t-il assuré, "cela risque de provoquer une nouvelle guerre de religion -cette fois une guerre de religion à l'intérieur de la Syrie- et la conséquence sera beaucoup plus de réfugiés et vous savez exactement où ils iront". Ceci "devrait être une source de préoccupation pour l'Allemagne", a-t-il ajouté.

Macron veut sauver l'accord nucléaire

La chancelière a reconnu que l'influence iranienne en Syrie, au Yémen ou au Liban était "préoccupante" et qu'il convenait "de restreindre fortement" les "activités régionales" de Téhéran. Mais elle a dans le même temps campé sur sa volonté de maintenir en vie l'accord sur le nucléaire iranien, malgré le récent retrait des États-Unis et l'opposition farouche de l'État hébreu à ce texte. "Nous n'avons pas sur tous les dossiers des convergences de vues", a-t-elle diplomatiquement dit à Benjamin Netanyahu à ce sujet.

"Nous avons, comme vous pouvez parfois le voir, des désaccords mais ils ne portent pas vraiment sur l'objectif, ils portent plutôt sur la méthode", lui a répondu le chef du gouvernement israélien, qui doit donc se rendre ce mardi à Paris puis le lendemain à Londres pour marteler un message identique. Après la chancelière allemande, le président français Emmanuel Macron va quant à lui réitérer à son tour la nécessité de sauvegarder l'accord sur le nucléaire iranien qui, à défaut d'être parfait, offre aux yeux des Européens le seul garde-fou contre la prolifération nucléaire dans la région.

Emmanuel Macron et Benjamin Netanyahu -qui se rencontrent pour la troisième fois à Paris depuis la prise de fonction du président français en 2017- devraient constater une nouvelle fois leurs divergences sur les moyens de ramener la stabilité dans la région, tout en faisant la même analyse des menaces. Le "diagnostic est partagé sur le fait que la présence militaire de l'Iran ou de groupes pro-iraniens en Syrie représente une menace durable", relève la présidence française. Mais Paris appelle à compléter l'accord existant en discutant avec l'Iran de ses activités balistiques et de son influence régionale, là où Israël est sur une approche beaucoup plus frontale pour forcer Téhéran à renégocier l'accord nucléaire.

Macron a condamné les violences contre les Palestiniens

Benjamin Netanyahu a déjà été accueilli à l'Élysée le 10 décembre dernier. Depuis, les deux dirigeants ont exprimé leurs divergences sur la décision de Donald Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien et à la suite de la mort de plus de 100 Palestiniens de Gaza tués par des tirs de soldats israéliens alors qu'ils manifestaient contre la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël par les États-Unis le 14 mai.

Emmanuel Macron a depuis condamné "les violences des forces armées israéliennes" tout en rappelant "son attachement à la sécurité d'Israël", une position jugée trop simpliste dans l'État hébreu et trop complaisante à gauche de l'échiquier politique en France. Les deux dirigeants veulent de leur côté mettre à profit la Saison culturelle croisée France-Israël qu'ils lanceront mardi soir, à l'occasion des 70 ans de l'État d'Israël, pour montrer ce qui rassemble les deux pays.

"Macron a une approche extrêmement pragmatique, avec une volonté de découpler le sujet du conflit israélo-palestinien du volet de la coopération bilatérale", estime Laurent Khalfa, chercheur associé à l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE) à Paris, en notant l'intérêt du président pour le modèle israélien de "start-up nation". Le président et le Premier ministre inaugureront d'ailleurs une exposition retraçant les innovations technologiques israéliennes, israel@lights, au Grand Palais.

QATAR

Diplomatie

Le Qatar dit avoir l'ambition d'adhérer à l'Otan

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, Otan par Laurent Lagneau Le 06-06-2018



Cela fait maintenant près d'un an que le Qatar n'a plus de relations diplomatiques avec les autres monarchies sunnites du golfe arabo-persique et l'Égypte, en raison de sa proximité avec la confrérie des Frères musulmans, accusée d'être organisation terroriste, et de ses rapports avec l'Iran.

Bien que proche de la Turquie (qui dispose d'une base militaire dans l'émirat, tout comme, d'ailleurs, les États-Unis), Doha pratique la diplomatie du chèque pour éviter l'isolement.

D'où les commandes d'armement négociées au cours de ces derniers mois auprès des industriels occidentaux (notamment français, italiens, américains et britanniques). Et l'on se demande ce que la force aérienne qatarie fera des 96 nouveaux avions de combat qu'elle recevra dans les années qui viennent (36 Rafale, 24 Eurofighter Typhoon et 36 F-15EQ).

Par ailleurs, le Qatar s'est rapproché aussi de la Russie, en signant des accords de coopération militaire et en négociant l'achat du système de défense aérienne S-400.

Dans le même temps, en mars dernier, l'émirat a signé un accord de sécurité avec l'Otan. Ce dernier sert désormais de « cadre pour la protection des échanges d'informations classifiées », ce qui doit permettre « une mise en œuvre aussi efficace que possible des programmes individuels de partenariat et de coopération [IPCP] conclus » avec l'Alliance au titre de l'Initiative de coopération d'Istanbul [ICI].

Pour rappel, l'ICI a été lancée en 2004 par l'Otan afin d'établir un partenariat avec quatre pays du golfe arabo-persique, à savoir Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis.

En outre, cet accord de sécurité vise aussi à permettre au personnel de l'Otan d'entrer et de transiter par le Qatar et d'y utiliser la base d'al-Udeid. Il « facilitera les missions et les opérations de l'Otan dans la région, y compris la mission d'appui en Afghanistan », avait alors commenté Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique.

Mais, visiblement, Doha entend aller encore plus loin. « Le Qatar est devenu l'un des pays les plus importants de la région en termes de qualité de l'armement », a affirmé Khaled ben Mohammed al-Attiyah, le ministre qatari de la Défense, dans le magazine *Altalaya*. « Nous sommes un allié principal hors Otan [des Occidentaux] », a-t-il ajouté. Aussi, « l'ambition est de devenir membre à part entière si notre partenariat avec l'Otan se développe et si notre vision est claire », a-t-il affirmé.

En attendant, le responsable qatari, en soulignant les relations « croissantes » avec l'Alliance atlantique, a estimé que l'émirat pourrait accueillir des « unités de l'Otan ou l'un de ses centres spécialisés. »

Cela étant, le Qatar n'a aucune chance d'adhérer à l'Otan. Conformément à l'article 10 de l'Atlantique-Nord, « tout pays européen susceptible de favoriser le développement des principes du Traité de Washington et de contribuer à la sécurité de la région euro-atlantique peut devenir membre de l'Alliance à l'invitation du Conseil de l'Atlantique Nord », rappelle l'organisation.

Qui plus est, « les pays candidats à l'adhésion [...] doivent aussi respecter certains objectifs politiques, économiques et militaires pour être à même de contribuer à la sécurité de l'Alliance et pour en bénéficier. »

En revanche, le Qatar peut espérer obtenir le statut de « partenaire mondial » de l'Otan, comme l'Australie, le Japon et, plus récemment, la Colombie.

SYRIE

Diplomatie

Syrie : l'alliance russo-iranienne bat de l'aile

<https://www.ttu.fr/> 7 juin 2018Catégories Stratégie et politique



Les responsables israéliens misent sur une rupture de l'alliance entre la Russie et l'Iran en Syrie. Des signes de tensions entre ces deux pays sont en effet devenus évidents.

Début avril, lorsque l'aviation israélienne a attaqué la base aérienne syrienne T-4, les autorités russes avaient immédiatement réagi en condamnant l'Etat hébreu. En revanche, lors du raid mené il y a un mois contre 70 objectifs iraniens en Syrie, elles sont restées muettes.

Quelques minutes avant l'attaque, l'état-major israélien avait averti le commandement des forces russes en Syrie que Tsahal s'apprêtait à réagir, sans préciser les objectifs visés, conformément à un protocole militaire établi au printemps 2015, lors d'une des multiples rencontres entre Benjamin Netanyahu et Vladimir Poutine. Ce protocole prévoit que l'Etat hébreu annonce à l'avance son intention de frapper dans l'espace aérien syrien et qu'en retour, la Russie s'abstienne de toute riposte à l'aide de son aviation ou de ses batteries de défense aérienne de type S-300 et S-400.

«Les dirigeants russes commencent à s'apercevoir que leur alliance avec les Iraniens pourrait constituer pour eux un fardeau», estime un officier. Au début de leur intervention en Syrie, les Russes avaient besoin de l'aide des 2 000 militaires iraniens, des 7 000 combattants du Hezbollah et des 10 000 membres de milices chiites pour mener les opérations terrestres contre les groupes djihadistes que leur aviation bombardait. Mais depuis que l'armée syrienne a repris une grande partie du terrain perdu, l'appui de l'Iran devient moins crucial, alors que sa présence militaire en Syrie risque de provoquer une guerre avec Israël. Sans compter que la Russie dispute à l'Iran une partie du marché de la reconstruction en Syrie.

En visite à Moscou la semaine dernière, le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, s'est monté à son retour très satisfait du niveau de coordination militaire entre Moscou et l'Etat hébreu et optimiste sur un prochain retrait des forces iraniennes et pro-iraniennes du sud de la Syrie.

Opérations

Syrie: Amnesty international dénonce l'ampleur des pertes civiles à Raqqa

Actualité International Par Le figaro.fr Mis à jour le 05/06/2018 à 10:51 Publié le 05/06/2018 à 06:00



Les corps sont évacués des décombres de la ville de Raqqa, le 23 avril 2018 en Syrie. DELIL SOULEIMAN/AFP

VIDÉO - Dans un rapport publié ce mardi, l'organisation estime que «la guerre d'anéantissement» menée par la coalition de juin à octobre 2017 a eu des «conséquences désastreuses» sur les populations civiles, par ailleurs utilisées comme des boucliers humains par les terroristes de l'Etat islamique.

Dans la bataille dantesque menée par la coalition internationale pour reprendre Raqqa aux terroristes de l'Etat islamique, les civils syriens ont payé un tribut bien trop lourd, estime Amnesty international dans un rapport publié mardi. «Peu avant le lancement de la campagne militaire, le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, avait promis une «guerre d'anéantissement» contre l'EI», rappelle l'organisation internationale dans son rapport. «Les conséquences pour les populations civiles ont été désastreuses», dénonce-t-elle.

«La présence de civils dans la ville n'a pas été suffisamment prise en compte par les forces de la coalition, qui n'ont pas pris les précautions nécessaires pour réduire au maximum les dommages infligés aux civils et aux biens de caractère civil», peut-on lire dans la version française du rapport publié en anglais. Ce document est le fruit d'une enquête de deux membres d'Amnesty qui se sont rendus à Raqqa pendant deux semaines en février dernier. Ils ont visité 42 sites touchés par les frappes et interrogé 112 témoins et victimes.

39 membres d'une même familles tués dans des frappes

Les histoires de quatre familles ont été mises en exergue par l'ONG qui estime qu'elles sont révélatrices «d'une situation générale». Selon l'organisation, «ces cas fournissent des éléments qui attestent que le droit international humanitaire a été violé lors de plusieurs attaques de la coalition ayant fait des morts et des blessés parmi les civils». Amnesty reconnaît que les procédés de l'Ei, opérant parmi les civils et les utilisant comme bouclier humain, rendaient l'intervention particulièrement compliquée. «Mais ses méthodes étaient connues bien avant l'offensive de Raqqa», tranche le rapport.

Amnesty développe notamment l'épreuve de la famille Hashish, qui a perdu 18 de ses membres dans la bataille. Neuf sont morts dans une frappe aérienne de la coalition, sept en tentant de fuir une route minée par les terroristes de l'Etat islamique et deux autres par un tir de mortier vraisemblablement opéré par les FDS. «Ceux qui sont restés sont morts et ceux qui ont essayé de s'enfuir sont morts. Nous n'avions pas les moyens de payer des passeurs ; nous étions piégés», a raconté Munira Hashish dans un témoignage recueilli par Amnesty International. Ils ont finalement réussi à s'échapper «en marchant dans le sang de ceux qui avaient explosé en essayant de fuir avant nous».

«Nous pensions que les forces qui venaient chasser Daech savaient ce qu'elles faisaient et s'en prendraient à Daech en épargnant les civils. Nous étions naïfs.» Rasha Badran, habitant de Raqqa

Le rapport cite également le cas de la famille Badran, «peut-être celui qui illustre le mieux le calvaire vécu par les civils à Raqqa pendant les opérations militaires». Selon Amnesty, 39 membres de cette famille et 10 voisins ont été tués dans quatre frappes distinctes de la coalition, alors qu'ils s'efforçaient de s'éloigner systématiquement de la ligne de front sans cesse changeante. «Nous pensions que les forces qui venaient chasser Daech savaient ce qu'elles faisaient et s'en prendraient à Daech en épargnant les civils. Nous étions naïfs. Quand nous avons réalisé à quel point la situation était devenue dangereuse partout, il était trop tard ; nous étions piégés», a déclaré l'un des survivant de cette famille, Rasha Badran, à Amnesty.

L'ONG conteste donc les allégations du général de corps d'armée américain, Stephen Townsend, commandant sortant de la coalition, selon qui il n'y avait «jamais eu une campagne aérienne plus précise dans toute l'histoire des conflits armés». Pour l'organisation, «les frappes de la coalition décrites dans ce rapport semblent avoir été menées de façon disproportionnée ou aveugle ou bien les deux, et, considérées à ce titre comme illégales et comme des crimes de guerre présumés».

Dans ses recommandations, Amnesty demande donc aux États membres de la coalition de respecter le droit humanitaire, «notamment en annulant les attaques qui risquent d'être aveugles», bannir l'usage des bombes à large impact sur les zones densément peuplées, prévenir les civils lorsque les circonstances le permettent à l'approche d'une attaque imminente, ou encore prévoir des plans d'évacuation concrets pour ces populations, suffisamment en amont des opérations militaires.

Mais surtout, Amnesty exhorte les États responsables de violations du droit international à «enquêter et accorder des réparations aux victimes». Et s'il existe des éléments de preuves en rapport avec des crimes de guerre, «les États sont tenus d'engager des poursuites».

Syrie/Turquie : Les milices kurdes syriennes annoncent leur retrait de la ville stratégique de Manbij

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 05-06-2018



En août 2016, les Forces démocratiques syriennes [FDS], c'est à dire l'alliance formé par les milices kurdes des YPG [Unités de protection du peuple, ndlr] et des groupes arabes armés et soutenu par la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis, portèrent un coup sévère à l'État islamique (EI ou Daesh) en le chassant de la ville de Manbij, située dans le nord de la Syrie.

En effet, cette localité était alors un verrou stratégique entre la frontière turque et Raqqa, c'est à dire la capitale du « califat » auto-proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de Daesh. Seulement, cette victoire des FDS – et surtout des milices kurdes – entraîna une réaction de la Turquie, qui lança dans la foulée l'opération « Bouclier de l'Euphrate », avec les groupes rebelles qu'elle soutenait.

Dans un premier temps, l'armée turque et ses alliés attaquèrent les positions de l'EI à Jarabulus (que les cadres jihadistes avaient précédemment quittée) et obtinrent un succès rapide. Puis ce fut au tour de Dabiq de passer sous leur contrôle. Les choses se compliquèrent à al-Bab, où les jihadistes opposèrent une vive résistance pendant plusieurs semaines.

Cependant, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » visait plus à empêcher les Kurdes syriens d'établir une continuité territoriale le long de la frontière turque que de « nettoyer » la région de la présence de Daesh. Et, après la prise d'al-Bab, Ankara ne cacha plus ses intentions de lancer une offensive en direction de Manbij.

Mais ce projet fut mis en échec. Comme la bataille de Raqqa restait à mener, les États-Unis apportèrent leur soutien aux FDS en déployant des forces spéciales à Manbij. En outre, la Russie s'y opposa également. Aussi, en mars 2017, Ankara mit un terme à son opération, considérant qu'elle avait finalement atteint trois objectifs essentiels : les Kurdes syriens ne purent faire la jonction entre les différents cantons passés sous leur contrôle, l'EI était chassé de la frontière et une zone de sécurité fut instaurée.

Dix mois plus tard, l'EI ayant été chassé de Raqqa, la Turquie revint à la charge en lançant l'offensive « Rameau d'olivier » contre le canton kurde d'Afrin, le plus isolé. Et cela, probablement avec l'accord de la Russie. Et, le président turc, Recep Tayyip Erdogan menaça à plusieurs reprises d'envoyer ses troupes et leurs obligés marcher sur Manbij. Et à nouveau, il y eut un bras de fer entre Ankara et la coalition anti-jihadiste (notamment avec les États-Unis et la France).

Ainsi, et alors que l'opération « Rameau d'olivier » à Afrin détournait les FDS du combat contre l'EI, Washington et Paris envoyèrent leurs forces spéciales à Manbij afin d'y dissuader toute offensive turque.

Finalement, le 4 juin, Washington a indiqué que, s'agissant du sort de Manbij, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, et Mevlüt Çavuşoğlu, avaient « approuvé une feuille de route et souligné leur engagement mutuel à sa mise en œuvre ». Sans plus de détails.



[Maya Gebeily](#)

✓ [@GebeilyM](#)

4h

[#BREAKING](#): Syria's YPG announce final group of military advisors will pull from Manbij - via [@AFP](#)



[Maya Gebeily](#)

✓ [@GebeilyM](#)

"Now, after more than two years of continuous work & with the Manbij Military Council being self-sufficient in their training, the YPG has decided to pull its military advisors from Manbij." - [@DefenseUnits](#)

[15:48 - 5 juin 2018](#)

A priori, les discussions auraient porté sur un plan en trois étapes prévoyant le retrait des milices kurdes syriennes de Manbij, la mise en place d'une administration locale et la supervision de la sécurité régionale par les forces turques et américaines.

Et visiblement, l'on se dirige effectivement vers ce dénouement puisque les Unités de protection du peuple ont annoncé, ce 5 juin, leur retrait de Manbij. Pour justifier cette décision, elles ont expliqué que leurs « conseillers militaires » avaient rempli leur mission qui consistait à former des combattants anti-jihadistes locaux après « deux plus de deux de travail continu avec le Conseil militaire de Manbij ».

Reste maintenant à voir ce que feront les forces spéciales françaises, qui avaient récemment été renforcées en Syrie pour épauler leurs homologues américaines dans ce secteur.

Après l'offensive turque contre Afrin, a récemment expliqué le quotidien Le Monde, les militaires avaient « convaincu Emmanuel Macron de se redéployer à Manbij, la cible suivante d'Ankara, avec des renforts américains » car « pour les Français, il n'était ni moralement, ni stratégiquement souhaitable que la coalition lâchât les FDS, seules capables de tenir le nord-est syrien dans la durée. »

TURQUIE

Politique

Élections en Turquie : Erdogan peut-il perdre le pouvoir ?

Actualité Internationale <http://www.lefigaro.fr/> Par Anne Andlauer Mis à jour le 08/06/2018 à 18:56
Publié le 08/06/2018 à 18:07



Recep Tayyip Erdogan lors d'un meeting à Diyarbakir, dimanche dernier. KAYHAN OZER/AFP

À deux semaines des législatives et de la présidentielle anticipées en Turquie, le «reis» risque de pâtir de ses erreurs et de ses faiblesses.

À Istanbul

Recep Tayyip Erdogan n'est pas tranquille. Dans deux semaines, le 24 juin, les Turcs iront élire leurs députés et leur président, et l'actuel titulaire du poste cache mal ses inquiétudes. «Il est moins bon», constate, comme beaucoup d'autres, le politologue Ahmet Insel. Devant les foules, qu'il harangue une à deux fois par jour, le tribun se répète, s'énerve, traîne en longueur et peine parfois à galvaniser l'auditoire, qu'il réprimande alors pour son manque d'enthousiasme.

Ses mots contre ses adversaires sont plus virulents que jamais. Dans la même journée, il compare son principal rival à Hitler et qualifie de «terroriste» le candidat du parti prokurde, emprisonné depuis 19 mois. Ceux qui seraient tentés de l'élire président mais de voter aux législatives pour un autre parti que le sien (l'AKP, Parti de la justice et du développement) sont traités de «munafiq», un terme normalement réservé aux incroyants se prétendant musulmans.

«Pour satisfaire son allié ultranationaliste, Erdogan a ouvert la boîte de Pandore. Il a permis aux partis d'opposition de former une alliance... et ils l'ont fait. Il ne s'y attendait pas»

Seyfettin Gürsel, directeur du Centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahçesehir

Sa campagne manque de souffle et Recep Tayyip Erdogan rabat ses prétentions. «Il nous faut plus de 300 députés», soit la majorité absolue, expliquait récemment celui qui, autrefois, réclamait les trois quarts des sièges à l'Assemblée nationale turque. Le «reis» a deux craintes: ne pas être réélu au premier tour le 24 juin (un second tour se tiendrait alors le 8 juillet) et perdre sa majorité absolue aux élections législatives, qui se joueront à un seul tour.

Ces législatives s'annoncent d'autant plus risquées que Recep Tayyip Erdogan ne peut plus compter, comme il l'a fait pendant seize ans, sur les divisions de l'opposition. En levant l'interdiction des alliances électorales, le chef de l'État a même aidé ses adversaires à resserrer les rangs. À l'origine, cette mesure visait à offrir un cadre législatif au pacte conclu entre l'AKP et les ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP). Le texte voté en mars permet aux partis réunis au sein d'une alliance d'envoyer des députés dans l'hémicycle même s'ils obtiennent séparément un nombre de voix inférieur au seuil électoral de 10 % - ce qui sera sans doute le cas du MHP.

Turquie: un député pugnace pour affronter Erdogan aux élections



Le Parti républicain du peuple (CHP), principale formation d'opposition en Turquie, désigne l'un de ses plus féroces orateurs en la personne du député Muharrem Ince comme candidat à l'élection présidentielle anticipée de juin pour porter le fer contr

«Pour satisfaire son allié ultranationaliste, Erdogan a ouvert la boîte de Pandore, estime Seyfettin Gürsel, directeur du Centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahçesehir. Il a permis aux partis d'opposition de former une alliance... et ils l'ont fait. Il ne s'y attendait pas.» Les sociaux-démocrates du Parti républicain du peuple (CHP), les islamistes du Parti de la félicité (Saadet), les ultranationalistes du Bon Parti et les conservateurs du Parti démocrate feront front commun le 24 juin. Les prokurdes du Parti démocratique des peuples (HDP) ont certes été exclus de l'accord, mais s'ils dépassent 10 % et si l'alliance d'opposition séduit un nombre suffisant de déçus du chef de l'État, ce dernier pourrait perdre sa majorité absolue.

«Il ne peut plus accuser ses rivaux d'être des suppôts de l'étranger, des laïcistes qui ont fait fermer des mosquées parce qu'en face, dans l'alliance, il y a le vrai parti islamiste, le Saadet !» Ahmet Insel, politologue

«La situation est d'autant plus compliquée pour Erdogan que cette alliance d'opposition perturbe énormément la stratégie de clivage culturel sur laquelle il a bâti son discours, observe le

politologue Ahmet Insel. Il ne peut plus accuser ses rivaux d'être des suppôts de l'étranger, des laïcistes qui ont fait fermer des mosquées parce qu'en face, dans l'alliance, il y a le vrai parti islamiste, le Saadet!» L'absence du parti prokurde au sein du bloc d'opposition empêche aussi le président de reprocher à l'alliance rivale de «soutenir le terrorisme», ainsi qu'il dénigre tous ceux qui fréquentent le HDP.

«Pour Erdogan, l'enjeu principal est de viser le parti kurde pour qu'il ne franchisse pas le seuil électoral, souligne Ahmet Insel. Avec le risque, s'il joue trop du clivage Turcs-Kurdes, de s'aliéner davantage son propre électorat.» Traditionnellement, la moitié des Kurdes - les plus conservateurs - donnaient leur voix à l'AKP. Mais l'alliance d'Erdogan avec les ultranationalistes du MHP, ses opérations militaires contre les forces kurdes en Syrie et son refus de relancer le processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont détourné de lui une partie de ses électeurs, qui pourraient ne pas voter ou soutenir l'alliance où figurent les islamistes.

Quant au scrutin présidentiel, si Recep Tayyip Erdogan devance ses adversaires dans tous les sondages, la quasi-totalité d'entre eux lui prédisent le second tour tant redouté. Sa victoire est probable, mais pas assurée. «Il peut y avoir une surprise car les électeurs voteront au second tour en fonction des résultats des législatives», explique Kemal Can, éditorialiste au quotidien d'opposition *Cumhuriyet*. «Erdogan regrette sans doute beaucoup d'avoir organisé, pour la première fois, un scrutin présidentiel et législatif le même jour, tout en limitant les législatives à un tour», abonde Ahmet Insel.

À quoi le «reis» peut-il s'attendre en cas de scénario «catastrophe» le 24 juin, s'il perd sa majorité absolue au Parlement et doit affronter un second tour à la présidentielle? «Il peut y avoir deux scénarios totalement opposés, poursuit Ahmet Insel. Soit les électeurs déçus par Erdogan, mais effrayés par un trop grand changement, se mobiliseront au second tour pour sauver sa présidence. Soit ils constateront qu'il a perdu son pouvoir et lui retireront son soutien. Pour l'heure, c'est l'indétermination totale.»

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

G5 SAHEL

M. Macron presse les donateurs de la Force conjointe du G5-Sahel de débloquer les fonds promis

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 04-06-2018



La Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), dont les 5.000 soldats sont fournis par le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie, aurait dû être pleinement opérationnelle en mars dernier. Et les conférences de la Celle-Saint-Cloud (en décembre 2017) et de Bruxelles (en février) avaient permis de recueillir assez de promesses de dons pour financer sa mise en place et assurer une année de fonctionnement (soit 420 millions d'euros).

Seulement, le compte n'y est toujours pas. Fin avril, le commandant de la force française Barkhane, le général Guibert, s'en était inquiété dans les colonnes de L'Express. « J'observe que la communauté internationale fait beaucoup de promesses, mais peine à les concrétiser. On parle de la nécessité de réunir 400 millions d'euros. Hormis ce qu'a donné la France sous forme d'équipements, il n'y a pas grand-chose qui a été fait », avait-il en effet déploré.

Dans le même temps, relayant une demande du Niger, le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Opérations de paix, le diplomate français Jean-Pierre Lacroix, avait appelé les pays donateurs à « concrétiser leurs engagements » afin de pouvoir mettre « des ressources à la disposition de MINUSMA [Mission des Nations unies au Mali, ndlr] et de la Force du G5-Sahel aussitôt que possible. »

Et, depuis, ce dossier n'a pas pratiquement pas avancé. D'où les propos tenus par le président Macron, ce 4 juin, lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion d'une visite à Paris de Mahamadou Issoufou, son homologue nigérien.

« Ce sur quoi il nous faut accélérer, ce sont les financements internationaux », a dit M. Macron. « Le financement de l'Union européenne nous a permis de payer des primes et des équipements mais nous devons accélérer sur les autres engagements qui avaient été pris à la fois en décembre à la Celle-Saint-Cloud et en février à la conférence de Bruxelles », a-t-il ajouté.

« Le chemin parcouru depuis un an est satisfaisant et doit maintenant se traduire par des résultats opérationnels », a continué l'locataire de l'Élysée. « Sur le terrain aujourd'hui nous n'avons pas accusé de retard. Il nous faut simplement accélérer pour qu'on puisse à la fin de l'été mener les opérations attendues, en particulier sur le fuseau central », a-t-il insisté.

Le président nigérien n'a pas dit autre chose. « Nous attendons le décaissement des ressources promises lors de la réunion de février », a déclaré M. Issoufou, avant de révéler qu'« une opération (de la force conjointe) est en cours, ceci avec les propres ressources des États ». Pour rappel, deux ont déjà été menée par la FC-G5S, grâce à l'appui de Barkhane : Haw Bi en octobre 2017 et Pagnali, au début de cette année.

Lors d'un entretien donné à France24, le président nigérien a cependant confirmé que l'Arabie Saoudite venait de débloquer les fonds qu'elle avait promis (environ 100 millions d'euros). Ces « ressources [...] qui serviront à acheter des équipements pour les différents bataillons », a-t-il dit.

Cependant, ces ressources de 420 millions d'euros [ce qui correspond à environ une année du budget total des cinq armées réunies, ndlr] ne suffiront pas pour inscrire les opérations de la FC G5S dans le long terme. Elles « permettront de financer le fonctionnement de la force pendant un an », a relevé M. Issoufou. « Il faut avoir le souci de chercher des sources de financement pour les autres années », a-t-il expliqué, lors de la conférence de presse conjointe avec M. Macron.

« La focalisation sur le budget de la force a fini par faire oublier une autre question : celle de son financement futur et de sa pérennité dans le temps. Le refus américain et britannique de financer la force au travers d'un mécanisme onusien régulier et durable met le G5 à la merci d'une insécurité budgétaire permanente », avait d'ailleurs prévenu l'International Crisis Group, dans une étude récente.

Cette difficulté à réunir les fonds promis peut avoir plusieurs explications. La première tient aux doutes que certains peuvent avoir sur les capacités de cette FC-G5S dans les mesures où les armées qui fournissent ses effectifs sont « rincées » par des années de surengagement (comme celle du Tchad) ou, au contraire, peu aguerrie (comme celle de la Mauritanie). Se pose également des questions relatives aux droits de l'Homme, comme celles récemment soulignées par Human Rights Watch au Burkina Faso ainsi que le risque de corruption.

« Rien ne dit que cet afflux d'argent ne sera pas un accélérateur de la corruption qui a miné les armées des pays du G5 au cours des années passées, exacerbé les divisions au sein de celles-ci et entre les pays de la région, et attisé les manipulations parmi des élites politiques intéressées par la captation d'une partie de cette manne soudaine », avait analysé l'ICG au sujet de ces 420 millions d'euros promis à cette FC-G5S.

G7 Finances. Le sommet s'achève sur une « une inquiétude unanime »

Accueil Économie Banques - Finance <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 03/06/2018 à 08h13 Publié le 02/06/2018 à 21h26



Photo de groupe du sommet du G7 des finances au Canada. | BEN NELMS / REUTERS

À la sortie du G7, qui réunit les sept ministres des finances du groupement au Canada, Bruno Le Maire a demandé ce samedi aux États-Unis de faire des efforts, alors même que Donald Trump a imposé de nouvelles taxes douanières sur l'acier et l'aluminium.

Le G7 Finances s'est achevé samedi au Canada sur une « **inquiétude unanime et une déception** » en raison de la décision des États-Unis d'intensifier leur offensive commerciale sur leurs alliés et partenaires commerciaux, a déclaré le ministre canadien des Finances.

« **Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales ont demandé au secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin de faire part (à la Maison Blanche) de leur inquiétude unanime et de leur déception** », a dit Bill Morneau lors d'une conférence de presse.

Dans un tweet, M. Morneau a appelé « **à faire preuve de bon sens** » lors du sommet des chefs d'État, la semaine prochaine au Québec.

Bruno Le Maire réclame des efforts de la part des États-Unis

La France a exhorté ce samedi les États-Unis à envoyer un message positif à leurs alliés européens et partenaires du G7, et ce immédiatement pour éviter une guerre commerciale.

« **Je veux dire clairement [...] qu'il revient à l'administration américaine de prendre les bonnes décisions pour apaiser la situation et alléger les difficultés. La semaine prochaine dépendra de la décision que l'administration est prête à prendre dans les prochains jours et dans les prochaines heures, je ne parle pas de semaines à venir** », a déclaré le ministre français des Finances Bruno Le Maire, à l'issue du G7 Finances au Canada.

Guerre commerciale : les États-Unis isolés lors du G7 Finances

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 03/06/2018 à 11:20 Publié le 03/06/2018 à 11:17



« Nous croyons au G7 », a déclaré Steven Mnuchin (à droite), tout en reconnaissant qu'il y avait eu « un consensus unanime sur l'inquiétude » exprimée par les six autres partenaires de Washington en matière de conflit commercial.

BEN NELMS/REUTERS

Le G7 Finances s'est achevé samedi avec des États-Unis plus isolés que jamais, les alliés de Washington ayant unanimement fustigé la politique commerciale de l'administration Trump.

Le cadre idyllique de Whistler, station de ski de l'ouest du Canada, n'aura pas suffi à apaiser les tensions. Le G7 Finances s'est achevé samedi sur une protestation unanime contre la politique commerciale agressive américaine, les principaux alliés de Washington exhortant Donald Trump à revenir sur sa décision d'imposer des taxes sur l'acier et l'aluminium la semaine prochaine lors du sommet des chefs d'État qui se tiendra les 8 et 9 juin à Charlevoix, au Québec.

L'administration Trump est en effet montée d'un cran vendredi dernier en mettant en application de nouvelles taxes douanières sur l'acier (à 25%) et l'aluminium (à 10%) en provenance de l'Union européenne (UE), du Canada et du Mexique. Les États-Unis menacent en outre de taxer les importations de voitures, jusqu'à 25%, ce qui serait un coup dur pour des pays exportateurs comme l'Allemagne et le Japon.

Plus un «G6+1» qu'un G7, selon Bruno Le Maire

Signe de la grande discorde, le G7 Finances n'a pas donné lieu à une déclaration commune mais à une succession de conférences de presse séparées. «Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales ont demandé au secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin de faire part (à la Maison Blanche) de leur inquiétude unanime et de leur déception», a déclaré le ministre canadien des Finances Bill Morneau à l'issue de trois jours de réunions entre l'Allemagne, le Canada, la France, le Japon, l'Italie et les États-Unis (la Russie étant exclue depuis 2014).

L'économie de la planète affichant un taux de croissance (+3,9%) solide et inédit depuis la crise financière de 2008, les discussions auraient pu porter sur la meilleure manière de tirer parti de cette conjoncture favorable. Cependant, ont déploré Canada, France et Allemagne, ces discussions ont été largement éclipsées par le spectre d'une guerre commerciale. Ces taxes «compromettent un commerce ouvert et sapent la confiance en l'économie mondiale», a également commenté Bill Morneau, qui a exprimé à son homologue américain Steven Mnuchin dans «des mots durs», selon ses propres termes, le «complet désaccord» d'Ottawa avec Washington.

Le G7 a été «tendu et difficile», a résumé de son côté le ministre français Bruno Le Maire, estimant que cette réunion avait plutôt été un «G6 + 1» avec des États-Unis «seuls contre tous, qui font courir le risque de déstabilisation économique à la planète». «La semaine prochaine dépendra de la décision que l'administration (américaine) est prête à prendre dans les prochains jours et dans les prochaines heures, je ne parle pas de semaines à venir», pour éviter une guerre commerciale, a-t-il estimé.

Deux tweets de Trump en guise de conclusion

«Nous croyons au G7», a rétorqué Steven Mnuchin, tout en reconnaissant qu'il y avait eu «un consensus unanime sur l'inquiétude» exprimée par les six autres partenaires de Washington en matière de conflit commercial. Il a assuré qu'il en avait fait part au président Donald Trump à l'approche du sommet des chefs d'État et de gouvernement qui va se dérouler vendredi et samedi prochains.

Au moment où les discussions s'achevaient à Whistler, le président des États-Unis s'est fendu, comme il en a l'habitude, de nouveaux tweets fustigeant le libre-échange: «Si nous taxons à hauteur de 0 un pays pour qu'il nous vende ses marchandises et qu'en retour, il taxe à 25, 50 ou 100% les nôtres (...) ce n'est pas un commerce libre et équitable, c'est du commerce stupide!», a-t-il écrit.



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

The United States must, at long last, be treated fairly on Trade. If we charge a country ZERO to sell their goods, and they charge us 25, 50 or even 100 percent to sell ours, it is UNFAIR and can no longer be tolerated. That is not Free or Fair Trade, it is Stupid Trade!

[21:51 - 2 juin 2018](#)

Et dans un second tweet, il a une nouvelle fois martelé qu'avec un déficit de biens de quelque 800 milliards de dollars, les Etats-Unis avaient été «arnaqués par les autres pays depuis des années». En incluant les services, le déficit américain avec le reste du monde s'est élevé à 566 milliards en 2017.



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

When you're almost 800 Billion Dollars a year down on Trade, you can't lose a Trade War! The U.S. has been ripped off by other countries for years on Trade, time to get smart!

[01:23 - 3 juin 2018](#)

L'OMC et la Chine dans l'équation

L'Union européenne et le Canada ont d'ores et déjà saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tandis que le Mexique a adopté des représailles sur des produits américains. Mais de l'avis de tous, la guerre commerciale n'est toutefois pas encore déclarée tant que Donald Trump ne met pas à exécution ses menaces d'imposer des taxes sur l'automobile, un des secteurs au coeur des échanges du commerce mondial.

Reste à savoir aussi comment va évoluer l'autre grand front commercial ouvert contre la Chine par Donald Trump. Son secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross, est arrivé à Pékin samedi pour trois jours de nouvelles discussions. La Chine a d'ores et déjà prévenu qu'aucun compromis commercial ne serait possible en cas de sanctions douanières américaines.

Au G7, Macron face à la double inconnue populiste incarnée par Trump et Conte

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 08/06/2018 03:11 CEST | Actualisé 08/06/2018 03:28 CEST Par Geoffroy Clavel

Alors que le nouveau premier ministre italien fait ses premiers pas diplomatiques, le ton ne cesse de monter avec Washington sur fond de guerre commerciale.



Jim Bourg / Reuters Emmanuel Macron et son homologue américain Donald Trump.

G7 - Après la lune de miel canadienne, le plat de résistance du G7 s'annonce corsé pour Emmanuel Macron. Le président français, comme ses alliés Justin Trudeau et Angela Merkel, s'apprête à passer un moment particulièrement tendu lors du sommet annuel des pays riches du "Groupe des Sept" qui se déroule vendredi et samedi à La Malbaie, au Québec. Champion affiché du multilatéralisme, Emmanuel Macron aura fort à faire pour parvenir à s'entendre avec le président américain Donald Trump, très isolé après sa décision unilatérale de sortir du traité nucléaire iranien et de relever les droits de douane de l'aluminium et de l'acier.

En jeu: l'existence même du G7 qui, malgré des divergences récurrentes, repose sur le principe d'un accord commun de favoriser le libre-échange et des règles communes entre les principales puissances économiques de la planète. Or, dans les capitales, le sommet s'est préparé comme un

match à six contre un, l'escalade tarifaire décrétée par Donald Trump étant vécue comme la négation même de la raison d'être du G7.

Trump et "l'art de l'accord"

Le conflit sur les taxes est tel que le sommet pourrait ne pas accoucher d'une déclaration finale commune, au-delà de parties consensuelles sur la pollution des océans ou l'égalité hommes-femmes. L'Elysée a noté après un long dîner entre les dirigeants français et canadien qu'ils s'étaient accordé "pour dire que s'il n'y avait pas d'autre option ils n'hésiteraient pas à isoler les Etats-Unis".

Toute la question est de savoir si le président américain, auteur du célèbre livre "Art of the deal", parviendra à forcer ses interlocuteurs à négocier directement avec lui. "Trump va utiliser toutes les ficelles pour fissurer les six autres, pour qu'ils craquent, et fassent ce que veut Trump, à savoir des négociations bilatérales, dit Laurence Nardon, de l'Institut français des relations internationales. Jusqu'à présent les six ont tenu bon, mais Trump n'en a pas terminé".

Plusieurs rencontres bilatérales sont justement au menu des rencontres du G7 mais le couple Macron-Trudeau, en pointe dans la riposte contre Washington, ont affiché leur unité pour dénoncer l'attitude de Donald Trump. Emmanuel Macron a averti qu'Européens et Japonais ne sont "pas prêts à renoncer à tout pour avoir cette signature" de Donald Trump sur un communiqué commun. Ce serait "une erreur" de "renoncer à tout pour avoir cette signature" et cela mettrait en danger "la pertinence de ce G7", a-t-il prévenu.

"Le marché des six autres pays du G7 est plus grand que le marché américain", a encore souligné le président français, prévenant ainsi que les Etats-Unis seraient les premiers à souffrir d'une escalade tarifaire.

L'inconnu italien

L'attitude qu'adoptera Donald Trump dans le jeu diplomatique qui s'ouvre au Québec n'est pas la seule inconnue du sommet. Fraîchement adoubé par les parlementaires italiens, le nouveau premier ministre Giuseppe Conte, à la tête d'un gouvernement populiste liant le M5S et La Ligue (extrême droite), profitera de cette réunion des puissances pour faire ses premiers pas sur la scène internationale.

Encore très largement inconnu dans son propre pays, ce juriste a promis de se faire "un porte-parole des intérêts des citoyens italiens" au G7 tout en reconnaissant que sa "première mission sera de se faire connaître". Et aussi "respecter".

Le programme anti-austérité de l'alliance populiste italienne ne prétend pas remettre en cause l'ordre économique mondial: lors de son discours de confiance devant les députés, Giuseppe Conte a écarté l'objectif un temps évoqué de quitter l'euro, défendu "l'appartenance convaincue" de l'Italie à l'OTAN et défendu l'alliance "privilégiée" de son pays avec les États-Unis tout en affichant son "ouverture" à la Russie.

Ses alliés européens l'attendent néanmoins au tournant sur le volet communautaire de son programme, notamment sur la question des migrants. Le nouveau ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, patron du mouvement d'extrême droite La Ligue, a averti dimanche que son pays ne pouvait pas être "le camp de réfugiés de l'Europe". "Le bon temps pour les clandestins est fini: préparez-vous à faire les valises", avait-il déjà lancé samedi.

"Notre souhait est de poursuivre le dialogue avec l'Italie", a assuré lundi dernier Emmanuel Macron. En indiquant qu'il discuterait de tous les sujets d'urgence lors de sa première rencontre avec le nouveau chef du gouvernement italien Giuseppe Conte en marge du G7.

G7: ce que Trump a en tête

Actualité Monde Amérique du Nord <https://www.lexpress.fr/> Par Marc Epstein, publié le 08/06/2018 à 00:00, mis à jour à 18:06



A l'approche de la réunion du G7, le président des Etats-Unis, Donald Trump, concentre toutes les critiques de ses alliés. AFP/NICHOLAS KAMM

A l'approche du G7, réuni au Canada, le président des Etats-Unis exaspère ses alliés. De quel monde veut-il, au juste?

Jamais un G7 ne s'est annoncé aussi tendu. Les dirigeants du "Groupe des Sept" seront accueillis ce vendredi par le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, à La Malbaie, pittoresque petite ville québécoise, dans un grand hôtel dominant le majestueux fleuve Saint-Laurent. Mais les sourires seront peu nombreux, sur la photo souvenir : l'ambiance s'annonce exécration, sur fond de guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs alliés.

Jamais Washington n'a été aussi isolé au sein de cette instance regroupant, outre les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon, le Canada et l'Italie. En utilisant la sidérurgie américaine comme étendard de sa politique protectionniste, Donald Trump a achevé d'exaspérer les alliés traditionnels de son pays. Au point qu'ils ne s'en cachent plus.

Guerre des tweets

Emmanuel Macron, qui a longtemps joui d'une relation privilégiée avec Trump, a diffusé jeudi un message au ton inhabituel, sur son compte Twitter : "Peut-être que ça est égal au Président américain d'être isolé mais ça nous est aussi égal d'être à 6 si besoin était."



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Peut-être que ça est égal au Président américain d'être isolé mais ça nous est aussi égal d'être à 6 si besoin était.

[21:48 - 7 juin 2018](#)

Quant à Justin Trudeau, il a jugé la décision de Trump "insultante" et "totalement inacceptable", avant de promettre la loi du talion.

Le président des Etats-Unis a répliqué, comme à son habitude, avec un tweet lapidaire : "Merci de dire au Premier ministre Trudeau et au président Macron qu'ils imposent aux Etats-Unis des taxes massives et créent des barrières non-tarifaires." La formule lancée l'an dernier lors du précédent sommet, à Taormine (Italie), décrit désormais une évidence : "Il ne s'agit plus d'un G7, mais d'un G6 + 1."

Comment expliquer le cavalier seul américain ? Que veut Donald Trump ? A-t-il une vision pour l'avenir, hormis la destruction plus ou moins méthodique de l'ordre mondial existant ? Pour le

comprendre, il faut observer le personnage tel qu'il est. Assis derrière son bureau du Bureau ovale, Trump conserve gouverne à la manière d'un businessman.

"Avec les tripes"

Certains patrons d'entreprise développent une stratégie à long terme : ils cultivent un réseau d'alliances dans l'espoir d'acquérir ou de consolider une position durablement gagnante. D'autres agissent à l'instinct : ils négocient chaque contrat "avec les tripes", les yeux dans les yeux. Ancien magnat de l'immobilier et adepte des gros coups, qui créent la surprise, Donald Trump appartient résolument à cette dernière catégorie.

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil sur son agenda. Mardi prochain, à Singapour, il espère déclarer que la paix est revenue sur la péninsule coréenne, à l'issue de sa rencontre avec Kim Jong-un, le maître de Pyongyang. La perspective l'enthousiasme, comme en témoignent ses tweets.



Tweet de Donald Trump, le 27 avril 2018, annonçant le retour de la paix sur la péninsule coréenne.

A contrario, l'idée de retrouver ses alliés du G7 l'ennuie au dernier degré. Signe des temps : le président des Etats-Unis sera le premier dirigeant à quitter la réunion, dès samedi matin, quelques heures avant ses homologues, afin de s'envoler directement vers Singapour pour son sommet du 12 juin avec le dirigeant nord-coréen.

Le coup du mépris

En affichant son mépris pour le G7 - un club informel, certes, mais qui s'apparente peu ou prou à un comité de pilotage des démocraties libérales - le président des Etats-Unis est cohérent avec lui-même. Depuis son arrivée à la Maison Blanche, il y a seize mois, Donald Trump ne cesse de tourner le dos à la coopération internationale et de s'essuyer les pieds sur une série d'accords, diplomatiques ou économiques, longuement négociés par ses prédécesseurs.

Critique de l'Organisation des Nations Unies, ce "club où les gens se retrouvent, papotent et prennent du bon temps", Trump a désengagé son pays de l'accord de Paris sur le climat ainsi que de l'accord de partenariat transpacifique (TPP). Ayant remis en cause l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna), il a aussi reconnu de manière unilatérale Jérusalem comme capitale d'Israël et, surtout, dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien. Au mépris des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il a imposé des barrières douanières sur de nombreux produits chinois, mais aussi sur l'acier et l'aluminium européens, mexicains et canadiens. Mises bout à bout, ces décisions unilatérales, parfois improvisées en quelques heures, contribuent à jeter le doute sur tous les engagements antérieurs des Etats-Unis.

Souveraineté

Certes, le conseiller économique de la présidence, Larry Kudlow, a assuré, mercredi, que Trump restait un "leader sur la scène internationale", qu'il se voyait comme un "partisan du libre-échange" et que ses récentes décisions n'étaient qu'une réponse à des "pratiques injustes". Mais ses propos peinent à convaincre. John Bolton, conseiller à la sécurité nationale, nommé il y a peu, ne cesse d'évoquer la "souveraineté" de son pays et fustige toute autorité supranationale.

La semaine dernière, à Paris, les Etats-Unis ont refusé de signer la déclaration finale de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et dénoncé les négociations multilatérales comme "des palabres interminables et inefficaces".

Cavalier seul

Il faut se rendre à l'évidence. Encouragée par ses performances économiques, confortée par sa puissance militaire sans équivalent et appuyée par une large partie de la société, l'Amérique de Trump entend faire cavalier seul. Confrontée à l'émergence du géant chinois, perçu comme son seul vrai rival, elle entend tourner le dos à un ensemble d'institutions multilatérales nées il y a près de soixante-quinze ans, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Sous les yeux parfois incrédules du reste du monde, l'administration américaine remet en cause un système de libre-échange que les Etats-Unis ont largement contribué à créer. Surtout, Trump et son équipe détricotent un réseau d'alliances et tentent de hâter l'avènement d'un monde post-multilatéral - une sorte de jungle transactionnelle, comparable à la jungle économique et financière de la fin du XIXe siècle, dans laquelle Washington serait débarrassé des règles qui, aujourd'hui, s'appliquent aux Etats-Unis comme aux autres. Dans ce nouveau désordre mondial, négociation bilatérale après négociation bilatérale, les Américains, forts de leur puissance, auraient toujours le dessus. Ou presque toujours...

Ce monde-là répond à une vision logique et cohérente, surtout pour l'auteur de *The Art of the Deal*, le plus gros succès de librairie de Donald Trump, vendu à plus d'un million d'exemplaires. Mais c'est un monde qui déplaît aux alliés de l'Amérique, bien sûr, ainsi qu'aux milieux d'affaires. Aux Etats-Unis, même, les patrons redoutent une fragmentation de l'économie et du commerce mondialisés, qui pénaliserait inévitablement la croissance.

Résultat : une grande confusion. D'autant que la Chine, pendant ce temps-là, met en oeuvre son programme mondial d'infrastructures, les nouvelles routes de la soie, et tente de créer ses propres organisations internationales, plus proches de ses intérêts.

Les démocraties libérales, porteuses de valeurs humanistes universelles, survivront-elles à de pareilles attaques, venues de l'extérieur comme de leur propre camp ? A lire l'un des plus récents tweets d'Emmanuel Macron, c'est tout l'enjeu.



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Le risque : créer un monde de la loi du plus fort. Ce n'est ni bon pour nous ni pour aucun de nos pays amis dans le monde. C'est pourquoi nous continuerons à nous battre.
<https://twitter.com/emmanuelmacron/status/1004855830041235457?s=21> ...
00:42 - 8 juin 2018 · Montréal, Québec

G7. Russie, commerce... Donald Trump provoque ses alliés au Canada

Accueil Monde <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 09/06/2018 à 00h14 Publié le 08/06/2018 à 23h08



De gauche à droite : Donald Tusk, Theresa May, Angela Merkel, Donald Trump, Justin Trudeau, Emmanuel Macron, Shinzo Abe, Giuseppe Conte et Jean-Claude Juncker. | GEOFF ROBINS / AFP

Au sommet du G7, Donald Trump, loin d'être sur la défensive face à des partenaires à bout de patience, imprime son rythme. Le président américain n'a pas caché qu'il s'intéressait bien plus à sa rencontre de la semaine prochaine avec le leader nord-coréen Kim Jong Un qu'à cette réunion de famille avec le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

Donald Trump a imposé ce vendredi son propre ordre du jour au sommet du G7 au Canada en proposant la réintégration de la Russie, exclue en 2014, et en retournant l'accusation de protectionnisme à l'Union européenne et au Canada.

Le président américain a été accueilli comme si de rien n'était par le Premier ministre Justin Trudeau au début du sommet, dans la petite ville québécoise de La Malbaie, dans un grand hôtel à la vue imprenable sur le fleuve Saint-Laurent.

C'est sa première confrontation collective avec les dirigeants des six autres pays depuis qu'il a frappé leur acier et leur aluminium de tarifs douaniers.

Un tête-à-tête avec Emmanuel Macron

Cela n'a pas empêché le milliardaire de participer, souriant, à la traditionnelle photo de famille sous un ciel radieux. Malgré des échanges de tweets acerbes depuis 24 heures, il a aussi vu Emmanuel Macron en tête-à-tête quelques minutes dans un salon dès son arrivée à La Malbaie, pour un échange décrit par l'Elysée comme « **cordial** ». Leur entretien bilatéral formel aura lieu vers 21 h 40 heure locale.

Sa sortie sur la Russie est néanmoins un pavé dans la mare. « **Ils ont expulsé la Russie, ils devraient réintégrer la Russie. Parce que nous devrions avoir la Russie à la table de négociations** », a déclaré M. Trump avant de quitter Washington, fidèle à sa position que Moscou ne peut être simplement ignoré dans les grands dossiers internationaux.

La Russie de Vladimir Poutine avait été exclue après l'annexion de la Crimée, après 16 ans d'appartenance au groupe.

Cette suggestion provocatrice a d'abord semblé fissurer le front commun européen. « **Je suis d'accord avec le président Trump : la Russie devrait revenir dans le G8. C'est dans l'intérêt de tous** », a tweeté Giuseppe Conte, le chef du nouveau gouvernement italien populiste, dont c'est la première réunion internationale.



[GiuseppeConte](#)

✓ [@GiuseppeConteIT](#)

Sono d'accordo con il Presidente [@realDonaldTrump](#): la Russia dovrebbe rientrare nel G8. È nell'interesse di tutti.

[14:55 - 8 juin 2018](#)

Retour de la Russie ? Les Européens contre, les États-Unis pour

Mais les dirigeants européens présents au sommet, dont M. Conte, réunis séparément dans une démonstration d'unité, se sont rapidement entendus sur une position commune : les Européens restent opposés au retour de la Russie... Mais sont ouverts à un « **dialogue** » avec Vladimir Poutine, appelé à changer d'abord de politique.

La chancelière allemande Angela Merkel a d'ailleurs assuré que la « **position commune** » des pays européens du G7 (Allemagne, Italie, France, Royaume-Uni) était de s'opposer à une réintégration de la Russie en l'absence de « **progrès substantiel** » dans le dossier ukrainien. « **Nous sommes d'accord pour dire qu'un retour de la Russie dans le format G7 n'est pas possible tant que nous ne verrons pas de progrès substantiels en relation avec le problème ukrainien. C'est notre position commune** », a-t-elle dit en marge du sommet au Canada.

« **La Russie devrait être dans cette réunion. Pourquoi allons-nous avoir une réunion sans la Russie ?** », a lancé le Donald Trump à son départ de la Maison blanche se rendre au sommet. Le dirigeant américain est arrivé le dernier au sommet du club des sept économies les plus développées du monde, saint des saints de la coordination multilatérale.

Et il sera le premier à quitter La Malbaie, samedi matin, pour rallier Singapour où se déroulera le 12 juin son sommet historique avec Kim Jong Un, sa priorité affichée depuis des semaines.

Les tarifs douaniers sont « illégaux »

Sur le commerce, Emmanuel Macron et les autres membres du G7 veulent dissuader Donald Trump de frapper d'autres secteurs industriels de tarifs douaniers.

« **Je suis convaincu que l'Europe tiendra son unité et la tiendra dans la durée sur ces sujets** », a affirmé Emmanuel Macron.

Les tarifs douaniers imposés par Donald Trump sur l'acier et l'aluminium sont « **illégaux** », a martelé la ministre canadienne du Commerce Chrystia Freeland. « **C'est une décision illégale. C'est absolument injustifié** », a-t-elle dit lors d'une conférence de presse à propos de cette décision du président américain.

Mais reste à savoir jusqu'où ira le Japon, qui tente par ailleurs de ne pas être marginalisé dans les négociations entre Washington et la Corée du Nord, et l'Allemagne, plus exposée aux représailles commerciales que d'autres Européens.

Côté italien, Giuseppe Conte a déclaré, en marge du sommet, qu'il serait « **porteur d'une position modérée** ».

« L'Union européenne nous traite très mal »

« **L'Union européenne nous traite très mal, le Canada, très mal** », a accusé Donald Trump sur Twitter, en pointant par exemple les hauts tarifs canadiens sur les produits laitiers et en sommant les Européens d'ouvrir leurs marchés en abattant des barrières non-tarifaires.



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

Canada charges the U.S. a 270% tariff on Dairy Products! They didn't tell you that, did they? Not fair to our farmers !

[12:16 - 8 juin 2018](#)



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

Why isn't the European Union and Canada informing the public that for years they have used massive Trade Tariffs and non-monetary Trade Barriers against the U.S. Totally unfair to our farmers, workers & companies. Take down your tariffs & barriers or we will more than match you !

[04:15 - 8 juin 2018](#)

Il s'en est pris nommément à MM. Trudeau et Macron, mais ceux-ci seront les seuls homologues qu'il rencontrera en tête-à-tête au cours du sommet.

Une déclaration finale ?

L'Union européenne a déposé une plainte contre les États-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce, et préparé des droits de douane contre des produits américains comme le bourbon, le beurre de cacahuète ou les motos.

Mais ces représailles ne sont pas encore entrées en vigueur, les États membres devant s'entendre sur la liste... Or l'Allemagne pourrait préférer la prudence, craignant que Donald Trump ne surtaxe prochainement les automobiles étrangères.

Il est « **hautement improbable** » qu'une déclaration finale soit adoptée à l'issue du sommet du G7 compte tenu de l'absence de consensus, a-t-on appris auprès de plusieurs responsables au sein du G7.

Au sommet du G7, sourires sur la forme, tensions sur le fond

A La Une Politique International <https://www.sudouest.fr/> Publié le 09/06/2018 à 7h20. Mis à jour à 7h21 par **SudOuest.fr avec AFP**.



Le président américain a strictement respecté le protocole du sommet et a participé avec le sourire à la traditionnelle photo de famille. GEOFF ROBINS AFP or licensors

Donald Trump avait jeté un pavé dans la mare en proposant, le matin depuis Washington, de réintégrer la Russie au groupe.

Du commerce au retour de la Russie dans le club, **Donald Trump a défié vendredi ses alliés du G7** au Canada mais, sourires et accolades à l'appui, tous ont voulu donner l'image d'une franche explication entre amis.

Les dirigeants passent vendredi et une partie de samedi dans un manoir de la petite ville de La Malbaie, au Québec, leur première confrontation à sept depuis l'imposition par Washington de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium étrangers.

Le président américain **a strictement respecté le protocole du sommet**, même s'il le quittera samedi quelques heures avant les autres dirigeants pour rallier Singapour où se déroulera le 12 juin son sommet historique avec Kim Jong Un, sa priorité affichée depuis des semaines.

Il a participé avec le sourire à la traditionnelle photo de famille et on l'a vu bavarder avec les autres dirigeants, dont Angela Merkel, et le nouveau président du Conseil italien Giuseppe Conte, qu'il a félicité pour sa "grande victoire".



Crédit photo : IAN LANGSTON AFP or licensors

Aux côtés de Justin Trudeau, il a affirmé – contre toute évidence – que la relation américano-canadienne **n'avait "jamais été aussi bonne"** et qu'il pensait que les sept se mettraient d'accord sur un communiqué conjoint, sans donner aucune indication spécifique sur un éventuel terrain d'entente.

Même ton positif et mêmes propos vagues lors du tête-à-tête avec Emmanuel Macron. "Les choses avancent dans ce G7", a affirmé le président français, se félicitant que le dialogue ne soit pas rompu.

"C'est mon ami", a dit Donald Trump, qui a là encore promis un mystérieux résultat "positif".



Crédit photo : SAUL LOEB AFP or licensors

Pas de G8

Le sujet de la Russie n'a pas été évoqué, selon lui, alors qu'il avait enflammé le début du sommet.

Donald Trump avait jeté un pavé dans la mare en proposant, le matin depuis Washington, de réintégrer la Russie à ce groupe dont elle avait été exclue en 2014 après l'annexion de la Crimée.

"Ils ont expulsé la Russie, ils devraient réintégrer la Russie. Parce que nous devrions avoir la Russie à la table des négociations", a déclaré M. Trump, fidèle à sa position selon laquelle Moscou ne peut être simplement ignoré dans les grands dossiers internationaux.

Mais rapidement, les Européens ont enterré l'idée. "Un retour de la Russie dans le format G7 n'est pas possible tant que nous ne verrons pas de progrès substantiels en relation avec le problème ukrainien", a déclaré Angela Merkel.



Crédit photo : AFP or licensors

Même le chef du gouvernement populiste italien, favorable à un rapprochement avec la Russie, a approuvé cette position commune.

Un haut responsable de la Maison Blanche a finalement expliqué que la suggestion du président américain "n'était pas prévue"... et que les diplomates américains **n'en faisaient pas un sujet de discussion avec leurs homologues.**

Compromis en vue ?

Les questions de libre-échange sont bien, quant à elles, à l'ordre du jour, et représentent le vrai point d'achoppement du sommet.

La séance de travail collective sur le sujet s'est déroulée comme prévu. Donald Trump **a retourné l'accusation de protectionnisme** contre l'Union européenne et le Canada, sur les produits laitiers, l'agriculture ou les barrières non-tarifaires auxquels se heurteraient les produits américains, dénonçant à nouveau des échanges "inéquitables".

Selon l'Elysée et une autre source ayant suivi la séance, les six ont alors réfuté les chiffres de Donald Trump, et donné des exemples de marchés américains où les Européens ne pouvaient pas librement entrer, comme les marchés publics.



Crédit photo : LUDOVIC MARIN AFP or licensors

Les six leaders **veulent éviter une guerre commerciale** et convaincre le locataire de la Maison Blanche que les tarifs nuiront in fine à l'économie des Etats-Unis et à la croissance mondiale.

Mais Donald Trump entend les forcer à importer plus de produits Made in America, comme il tente de le faire en ce moment individuellement avec la Chine, le Mexique et le Japon.

C'est sur un langage commun que négocieront les dirigeants jusqu'à samedi, et probablement lors de leur feu de camp et dîner vendredi soir. **Il faudra composer avec le Japon**, engagé avec Washington dans le dossier nord-coréen, l'Allemagne, plus exposée que ses voisins à d'éventuelles représailles contre le secteur automobile, et l'Italie, qui veut porter une "position modérée", a prévenu Giuseppe Conte.

Une issue, proposée selon l'Elysée par la chancelière allemande, **consisterait à lancer un "dialogue" entre Etats-Unis et UE** afin de résoudre le conflit sur l'acier et l'aluminium, et en éviter un dans d'autres secteurs comme l'automobile.

Selon un responsable américain, les négociations se poursuivront toute la nuit de vendredi à samedi.



Crédit photo : LUDOVIC MARIN AFP or licensors

ONU

Jean-Pierre Lacroix : « Une mission de maintien de la paix ne peut durer éternellement »

<http://www.jeuneafrique.com/> 06 juin 2018 à 12h09 | Par Pierre Boisselet Mis à jour le 06 juin 2018 à 19h22



Le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, à Paris le 4 juin 2018. © Vincent Fournier pour J.A.

Élections en RDC et au Mali, crise en Centrafrique, augmentation du nombre de Casques bleus tués sur le terrain... Le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix fait le point pour Jeune Afrique.

Avec 71 membres de l'ONU tués dans l'exercice de leurs fonctions en 2017, les casques bleus ont connu l'année la plus meurtrière de leur histoire. 2018 ne s'annonce pas beaucoup plus calme. Les soldats de la paix vont notamment être sollicités lors de deux élections présidentielles sensibles : au Mali en juillet et en RDC en décembre. De passage à Paris, lundi 4 juin, le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix, le Français Jean-Pierre Lacroix, a répondu aux questions de *Jeune Afrique*.



Photo/MONUSCO Michael Ali

Notre état d'esprit n'est pas de deviner les intentions de tel ou tel acteur

Jeune Afrique : Quel rôle la Monusco va-t-elle jouer lors des élections en RDC, pour l'instant prévues en décembre prochain ?

Jean-Pierre Lacroix : Les élections sont d'abord la responsabilité des Congolais. Notre rôle est de les appuyer. Nous sommes là pour aider à ce que le processus puisse se dérouler dans de bonnes conditions, avec notamment un contexte d'expression la plus libre et démocratique possible.

Nous allons faire ce que nous pouvons sur le plan de la logistique, comme l'avons déjà fait lors du processus d'enregistrement des électeurs.

Ce soutien logistique sera-t-il conditionné au respect de certains critères par les autorités congolaises ?

Nous n'avons pas l'habitude de poser des conditions. Notre état d'esprit n'est pas de deviner les intentions de tel ou tel acteur. Notre mission est de servir le peuple congolais et nous pensons que ce processus électoral est un événement majeur susceptible de ramener la concorde et d'apaiser le pays.



UN PHOTO/MARCO DORMINO

Pour l'instant, la participation des pays du nord est trop faible [à la Minusma]

Au Mali, le mandat de la Minusma doit être renouvelé dans les prochaines semaines. Doit-il être juridiquement renforcé ?

Je crois que le mandat de la Minusma est suffisamment robuste. Ce n'est pas une opération d'imposition de la paix, ni de contre-terrorisme, même si les conditions sont difficiles. L'enjeu est plutôt de renforcer les capacités de la Minusma en matière d'équipement, d'entraînement et d'état d'esprit. Sur place, nous avons engagé la mise en œuvre d'un plan d'action. Nous avons bon espoir que cela amène des résultats.

Attendez-vous des renforts d'États européens ?

Nous souhaitons plus de participation des États européens dans le maintien de la paix en général. Pour l'instant, la participation des pays du nord est trop faible.

Au sujet de la Minusma, il est toutefois essentiel de continuer à engager les parties à mettre en œuvre des accords de paix. Le secrétaire général [Antonio Guterres, ndlr] lors de sa récente visite au Mali a noté des évolutions encourageantes et nous incitons tout le monde à poursuivre dans cette voie.

Les tensions semblent se renforcer à l'approche de la présidentielle malienne. Une manifestation a été réprimée samedi 2 juin. Cette campagne fait-elle peser un risque sur la stabilité du pays ?

Là aussi, il est très important que cette élection se déroule dans les meilleures conditions possibles. A la suite des événements de samedi, le secrétaire général a appelé chacun à l'apaisement et à faire le nécessaire pour que la liberté d'expression soit garantie. Nous sommes prêts à aider pour favoriser la liberté et la transparence.



UN/MINUSCA – Igor Rugwiza

Nous sommes en colère contre ceux qui ont manipulés [les jeunes du PK5 à Bangui]

Un avocat français, Juan Branco, a vu son contrat rompu avec la Minusca, après avoir accusé les soldats de la mission d'avoir massacré des civils à Bangui le 10 avril. Qu'en est-il de cette affaire ?

J'étais avec Smaïl Chergui, le commissaire paix et sécurité de l'Union africaine, sur place lorsque ces événements tragiques se sont produits. Cette opération a été faite à la demande des habitants du [quartier] PK5, qui demandaient qu'on les libère de l'emprise de chefs de gang qui les terrorisaient, les rançonnaient et les faisaient souffrir.

Après des mois à essayer de régler ce problème de manière pacifique, la Minusca est effectivement intervenue. Il y a eu, c'est vrai, des affrontements très durs. Un Casque bleu a été tué et beaucoup d'autres ont été blessés.

Du côté de ces jeunes, qui souvent ont été armés et manipulés, il y a aussi eu, hélas, des morts que nous regrettons. Nous sommes en colère contre ceux qui les ont manipulés. Nous sommes là pour protéger la population. Nous protégeons des dizaines voire des centaines de milliers de Centrafricains, sans aucune distinction de confession.

2017 a l'année la plus meurtrière de l'histoire des Casques bleus. Y a-t-il un rejet global de vos forces sur le continent ?

Diminuer le nombre de victimes est une priorité pour nous. Nous mettons actuellement en œuvre un plan d'action fondé sur les recommandations du rapport du général [brésilien Carlos Alberto dos Santos] Cruz. Nous travaillons sur l'entraînement, l'équipement, l'évaluation de la performance, le traitement des victimes et des blessés... Je crois que cela crée un nouvel état d'esprit dans nos missions, même s'il est encore tôt pour juger.

Dans leur majorité, les populations savent que nous sommes là pour les protéger et les servir. C'est vrai aussi que, dès lors que nous sommes déployés, il y a des attentes extrêmement fortes, souvent en décalage avec nos moyens.

D'où l'importance de faire progresser les processus politiques pour que des solutions soient trouvés. Une mission de maintien de la paix ne peut durer éternellement. Sinon, il y a le risque que s'installe un sentiment d'usure et peut-être de déception.

OTAN

Les quatre "30" de l'Otan dans le cadre de la nouvelle "Readiness Initiative"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 07.06.2018 Par Philippe Chapleau



L'Otan qui veut disposer des "*right forces in the right place at the right time*" (les bonnes forces au bon endroit et au bon moment) se prépare à lancer sa "*Readiness Initiative*" ou la règle des "quatre trente".

D'ici à 2020, l'Alliance veut :

- 30 bataillons mécanisés
- 30 escadrons d'avions de combat
- 30 navires de guerre
- 30 jours ou moins pour les déployer.

Cette "*Readiness Initiative*" a été présentée le 6 juin, par le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg. Lire son propos [ici](#). Il n'a pas précisé toutefois les contributions individuelles des 29 membres.

Stoltenberg s'exprimait en amont de la réunion des ministres de la défense de l'Otan de ce jeudi et de demain vendredi 8 juin à Bruxelles (cette réunion ministérielle qui sera suivie d'une réunion de la Coalition contre Daech, sera la dernière étape de préparation du sommet de Bruxelles des 11 et 12 juillet 2018).

Il a aussi confirmé l'implantation :

- à Norfolk du *Joint Force Command for the Atlantic*
- à Ulm de l'*Enabling Command* (voir mon précédent post [ici](#)).

Otan : Le général Lanata nommé à la tête du Commandement Allié Transformation

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Otan par Laurent Lagneau Le 07-06-2018



Depuis 2009 et le retour de la France au sein du commandement militaire intégré de l'Otan, le poste de commandant suprême allié Transformation (SACT) revient systématiquement à un ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air (CEMAA).

Pour rappel, le Commandement Allié Transformation (ACT), basé à Norfolk [États-Unis] est l'un des deux commandements stratégiques de l'Otan, l'autre étant le Commandement Allié Opérations (ACO), traditionnellement dirigé par un général américain.

Aussi, après les généraux Stéphane Abrial, Jean-Claude Palomeros et Denis Mercier, c'est donc sans surprise que le général André Lanata prendra prochainement la direction de Norfolk en qualité de nouveau SACT. L'annonce de sa nomination à ce poste a été faite ce 7 juin, lors du point presse hebdomadaire du ministère des Armées.

Fils d'un ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air [le général Vincent Lanata, ndlr], le général André Lanata, 57 ans en octobre prochain, est passé par l'École de l'Air (promotion 1981) avant d'entamer sa carrière de pilote de chasse à l'escadron 1/33 « Belfort », alors doté de Mirage F1CR.

Commandant de l'escadron de chasse 2/3 « Champagne » en 1996, le général Lanata a ensuite occupé différents postes à l'État-major des armées [EMA]. Il a en outre participé à de nombreuses opérations extérieures (Tchad, Irak, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, etc).

Après avoir commandé la base aérienne 188 de Djibouti, il a été affecté pendant un temps au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, avant de devenir l'adjoint au sous-chef d'état-major « Opérations » puis sous-chef d'état-major « Plans » à l'EMA.

En juin 2015, il a été nommé chef d'état-major de l'armée de l'Air pour succéder au général Denis Mercier, alors désigné pour devenir le prochain SACT. Depuis, et au-delà de la participation intense de l'armée de l'Air aux opérations extérieures (Barkhane, Chammal), le général Lanata a eu à préparer la Revue stratégique, le projet de Loi de programmation militaire 2019-2025 ainsi que le programme SCAF [Système de combat aérien futur].

À Norfolk, la mission du général Lanata sera de conduire la transformation des structures, forces, capacités et doctrines militaires de l'Otan.

Pour le moment, on ignore qui sera le prochain CEMAA, si ce n'est que le nom du général Olivier Taprest, l'actuel major général de l'armée de l'Air (MGAA) circule avec insistance. Mais dans ce domaine, mieux vaut se garder de faire des pronostics.

Les différends commerciaux entre Alliés risquent d'avoir des « conséquences délétères » sur l'Otan

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie, Otan par Laurent Lagneau Le 07-06-2018



La décision du président des États-Unis, Donald Trump, de faire sortir son pays de l'accord relatif au programme nucléaire iranien n'est pas sans conséquence pour l'Union européenne (UE). En effet, si une entreprise veut continuer à libeller ses échanges en dollars et/ou continuer ses activités sur le territoire américain, elle doit se retirer d'Iran. Faute de quoi, elle s'exposerait à des sanctions.

C'est ainsi que plusieurs groupes industriels du Vieux Continent ont annoncé leur retrait du marché iranien, le dernier en date étant Peugeot SA, qui vend pourtant plus de 450.000 voitures en Iran chaque année. Pourtant, l'Union européenne, qui dit souhaiter le maintien de l'accord sur le nucléaire, a décidé, le 18 mai, de faire appel à une loi dite de « blocage » datant de 1996 (et oubliée depuis) afin de « neutraliser les effets extraterritoriaux des sanctions américaines. » Ce texte, jamais utilisé, avait été adopté pour contourner l'embargo américain imposé à Cuba.

Mais tel n'est pas le seul sujet de fâcherie entre les États-Unis et l'UE, dont 22 des membres appartiennent aussi à l'Otan. Le 31 mai, l'administration Trump a décidé de taxer plus lourdement les importations américaines d'acier et d'aluminium en provenance de l'Europe, du Canada et du Mexique, conformément, d'ailleurs, à ce qu'avait précédemment annoncé le chef de la Maison Blanche.

« Notre industrie a été la cible depuis des années, depuis des décennies même, d'attaques commerciales déloyales. Et ç'a provoqué chez nous la fermeture d'usines, de hauts fourneaux, le licenciement de millions de travailleurs, avec des communautés décimées. Eh bien, ça, ça va s'arrêter », avait en effet affirmé M. Trump, via Twitter, le 1er mars.

Pour justifier cette mesure, Washington a invoqué l'article 232 de la loi sur l'expansion commerciale de 1963, laquelle autorise les autorités américaines à prendre les dispositions nécessaires pour limiter les importations de certains produits en cas de menace sur la sécurité intérieure. Le coup est habile car cela permet de contourner les règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Évidemment, cette décision américaine a suscité l'indignation des dirigeants européens et canadiens. Au niveau de l'UE, les exportations d'acier et d'aluminium en direction des États-Unis représentent 6 milliards d'euros environ. Et l'Allemagne, l'Italie et la France (à hauteur de 398 millions d'euros) sont les trois principaux pays exportateurs. Pour répondre à Washington, la

Commission européenne envisage de taxer des produits américains pour 2,8 milliards d'euros. Il s'agit du maximum pour éviter les foudres de l'OMC.

S'agissant du Canada, le coup est plus rude puisque ce pays exporte 90% de sa production d'acier vers les États-Unis. D'où le commentaire acerbe fait par le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, lors du dernier forum « Shangri-La Dialogue ». « Je vais me faire entendre. Considérer le Canada comme un risque pour la sécurité nationale [américaine] à cause de l'acier est plus que ridicule », a-t-il dit.

Reste que ces désaccords majeurs entre les États-Unis et leurs alliés risquent de peser sur l'Otan. « Tant que les problèmes perdurent, je me dois d'en limiter les conséquences délétères sur l'Alliance », a ainsi affirmé, le 6 juin, son secrétaire général, Jens Stoltenberg, à la veille d'une réunion des ministres de la Défense des pays membres, en vue de préparer le sommet de Bruxelles, qui se tiendra les 11 et 12 juillet prochains.

« Il y a des désaccords majeurs sur des questions importantes, mais il est important de poursuivre et de renforcer le partenariat en matière de sécurité », a ensuite ajouté M. Stoltenberg. « Il est important de ne pas affaiblir le lien transatlantique », a-t-il poursuivi. « Je ne dis pas que ces problèmes ne sont pas importants. Je ne veux pas minimiser mon niveau de préoccupation [...] Mais je pense possible de gérer les désaccords sans miner l'Alliance », a-t-il encore insisté.

De son côté, dans l'avion qui l'emmenait à Bruxelles, le chef du Pentagone, James Mattis, s'est voulu rassurant. « Les guerres commerciales ont un effet sur les relations sécuritaires », a-t-il admis. « Mais à l'heure actuelle, ce n'est pas ce que je constate et je pense qu'il est encore prématuré d'appeler ça une guerre commerciale parce que [...] les choses vont évoluer », a-t-il dit, sans plus de précisions.

Cela étant, ces désaccords ne remettent pas en cause l'engagement militaire américain au sein de l'Otan.

« Le président Trump a un message clair sur le commerce, mais il a aussi un message clair sur l'engagement américain en Europe », a souligné M. Stoltenberg, qui a rencontré le chef de la Maison Blanche le 17 mai dernier.

« Il y a plus de troupes américaines en Europe, avec une brigade blindée, un groupement tactique mené par les Américains avec des troupes en Pologne. Il y a plus d'équipements américains prépositionnés, plus de financements pour l'initiative américaine de dissuasion en Europe. En dépit de divergences majeures, le lien transatlantique n'est pas affaibli », a encore fait valoir le secrétaire général de l'Otan.

En outre, les États-Unis vont soumettre une initiative qui, appelée « 4x30 », vise à mettre à la disposition de l'Otan, d'ici 2020, 30 bataillons mécanisés, 30 escadrons et 30 navires de combats, prêts à être déployés dans un délai de 30 jours. « Il s'agit d'établir une culture de la préparation et nous avons besoin de cela parce que comme nous avons un environnement de sécurité plus imprévisible, nous devons être préparés pour l'imprévu », a commenté M. Stoltenberg.

L'Otan salue la volonté de l'Allemagne de porter ses dépenses militaires à 1,5% du PIB d'ici 2025

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Otan par Laurent Lagneau Le 08-06-2018



Mécontente du plan triennal budgétaire concocté par le social-démocrate Olaf Scholz, son homologue aux Finances, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen a engagé un

bras de fer afin d'obtenir la hausse des crédits qu'elle exigeait pour financer les énormes besoins de la Bundeswehr, dont l'état de préparation est jugé préoccupant.

Et, visiblement, Mme von der Leyen est en passe d'avoir gain de cause. Le 14 mai, pour la première fois depuis 6 ans, la chancelière allemande, Angela Merkel, a participé à la conférence annuelle de la Bundeswehr. Et, à cette occasion, elle a réaffirmé l'objectif de porter les dépenses militaires du pays à 2% du PIB, conformément à l'engagement pris par Berlin lors du sommet de l'Otan organisé à Newport, en septembre 2014. Toutefois, elle s'est gardé de donner une échéance pour y arriver.

« L'objectif des 2% [du PIB] n'est pas un 'fétiche' », a déclaré Mme Merkel. « Les missions de la Bundeswehr rend ce montant nécessaire à l'avenir. Il en va également de la crédibilité de l'Allemagne », a-t-elle ajouté, en rappelant, au passage, que durant la Guerre Froide, le budget militaire allemand était équivalent à 2,3% du PIB.

En outre, Mme Merkel a justifié cet effort en évoquant la situation internationale, et en particulier la Syrie. « Le conflit syrien a atteint des proportions telles qu'une comparaison avec la guerre de Trente Ans en Europe n'est presque pas présomptueuse », a-t-elle estimé. La paix de Westphalie ayant été négociée entre 1641 et 1648 aux Congrès de Münster et d'Osnabrück, la chancelière allemande pense que, « de ce processus, on peut encore apprendre beaucoup aujourd'hui pour la solution des conflits. »

Actuellement, les crédits alloués à la Bundeswehr représentent 1,24% du PIB. Et ce niveau devrait être maintenu en 2019 si le plan budgétaire d'Olaf Scholz reste en l'état. Or, Mme Merkel a annoncé un niveau plus ambitieux étant que, finalement, le budget militaire allemand serait porté à 1,5% du PIB d'ici 2025. Soit à environ 50 milliards d'euros.

« Au sommet de l'Otan, à Bruxelles, nous montrerons que nous voulons atteindre une part des dépenses de défense de 1,5% du PIB d'ici 2025 », a ensuite confirmé Mme von der Leyen, qui a également promis une réforme du processus d'approvisionnement de la Bundeswehr, lequel explique, en partie, l'état dans lequel se trouve cette dernière.

« La tâche la plus exigeante de la Bundeswehr est la défense du pays et de l'Alliance [atlantique] », a ensuite souligné Mme von der Leyen. Or, a-t-elle continué, cette « tâche a été négligée au cours des 25 dernières années en faveur des missions étrangères. Aussi, il y a là un « beaucoup de retards à combler. »

Pour autant, l'objectif affiché est largement en-deçà de l'objectif des 2% du PIB auquel Berlin a souscrit en septembre 2014. Toutefois, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a salué un « pas qui va dans la bonne direction. »

« Je me réjouis du fait que l'Allemagne a arrêté les coupes et commencé à augmenter [ses dépenses militaires], et a annoncé des plans pour les augmenter de 80% sur une décennie », s'est en effet félicité M. Stoltenberg.

« Les dépenses de défense des alliés européens et du Canada ont augmenté de 3,8% depuis le début de l'année 2018, ce qui signifie qu'ils ont dépensé 87 milliards de dollars [depuis 2015] », a par ailleurs fait valoir l'ancien Premier ministre norvégien. « Je ne dis pas que cela suffit mais ce sont des résultats prometteurs », a-t-il dit.

« Nous ne devons pas oublier d'où vient l'Allemagne. Les inversions de tendance se sont installées, la Bundeswehr se développe à nouveau, elle est en cours de modernisation », a, de son côté, rappelé Mme von der Leyen. Concrètement, le budget de la Bundeswehr devrait passer de 38,5 milliards d'euros en 2018 à 41,5 milliards en 2019.

À Kaliningrad, les Russes regardent vers l'Ouest

Accueil Europe Russie <https://www.ouest-france.fr/> Kaliningrad. De notre correspondant Paul Gogo. Publié le 05/06/2018 à 06h12



Les habitants de Kaliningrad sont aux premières loges quand les relations se tendent entre Moscou et l'Europe | Paul Gogo - Ouest France

Dans cette enclave russe nichée entre la Pologne et les pays Baltes, les habitants sont aux premières loges quand les relations se tendent entre Moscou et l'Europe.

« **Je n'ai jamais mis les pieds en Russie, à Moscou ou Saint-Pétersbourg** », explique Julia, employée de 32 ans. La Russie, elle y vit pourtant, à Kaliningrad, cette enclave russe de 200 km² entre la Lituanie et la Pologne. Mais d'aucuns ici font un distinguo entre le petit territoire, l'ancienne Königsberg allemande rattachée à l'URSS en 1946, et le reste de la Russie.



L'enclave de Kaliningrad se situe entre la Pologne et la Lituanie | Paul Gogo - Ouest France

Cette région ultra-militarisée de près d'un million d'habitants a longtemps été fermée, mystérieuse. « **Les choses ont changé. Aujourd'hui, la population augmente, des entreprises investissent, les étrangers sont les bienvenus** », explique Vadim Khlebnikov, rédacteur en chef adjoint du média indépendant *Novyi Kaliningrad*.

70 % des gens ont un visa Schengen

Pour autant, certains lieux sont déconseillés aux étrangers, notamment la proximité des installations de l'armée, employeur numéro un de cette région. La flotte de la Baltique y a son siège, des missiles Iskander y sont déployés face à la présence de troupes de l'Otan en Europe de l'Est.

Le début, hier, des manœuvres *Saber Strike* en Pologne et dans les pays Baltes, impliquant 18 000 soldats de l'Alliance atlantique jusqu'au 13 juin, est suivi de près. « **Le moindre regain de tension se ressent d'abord chez nous** », souligne Vadim Khlebnikov. « **Cela ne nous inquiète pas**, acquiesce Olga, employée de bureau de 33ans. **Mais nous subissons les conséquences plus qu'à Moscou.** »



Le centre de la ville | Paul Gogo - Ouest France

Près de 70 % des habitants ont un visa Schengen dans leur passeport, délivrés par les consulats lituanien, allemand ou polonais installés à Kaliningrad. **« Les récentes tensions internationales rendent l'obtention plus compliquée, mais nous continuons à en recevoir »**, explique le journaliste.

Résultat, l'embargo de la Russie sur les produits européens est très facilement contourné par les locaux comme par les supermarchés qui proposent quantité de produits allemands. Côté tourisme, le port de Gdansk en Pologne ou Berlin attirent les habitants de l'enclave plus que la capitale russe.

Propagande stérile

Depuis quelques années, les médias d'État s'inquiètent d'une influence de l'Allemagne qui lorgnerait son ancien territoire.

Un centre culturel allemand, qualifié d'agent de l'étranger, a été fermé par les autorités en 2016.

«Le Kremlin s'inquiète parce que la propagande antieuropéenne ne fonctionne pas ici, puisque nous sommes en Europe et que nous voyons qu'il s'agit de mensonges. Pour autant, il n'y a pas de séparatisme, constate Vadim Khlebnikov. Être attaché à la Russie n'empêche pas d'aimer l'Europe, d'apprécier son esprit, ses libertés. Cela ne semble pas incompatible ici. »

SANTÉ

CANCER

Contre le cancer, l'aube d'une ère sans chimiothérapie

Actualité Sciences & Environnement Par Le figaro.fr Publié le 03/06/2018 à 21:49



Les traitements hormonaux pourraient remplacer la chimiothérapie dans la majorité des cas de cancer du sein. Eric Gaillard/REUTERS

Selon de récentes études, 70% des femmes ayant un cancer du sein pourraient éviter la chimiothérapie et ses très lourds effets secondaires.

C'est une avancée majeure: de nombreux patients frappés par un cancer du sein ou du poumon pourraient éviter la chimiothérapie et ses terribles effets secondaires, selon des études présentées ce dimanche à la grande conférence annuelle sur le cancer à Chicago (ASCO), et qui devraient bouleverser la façon dont cette affection est soignée.

La première bonne nouvelle concerne les femmes ayant eu un cancer du sein. Jusqu'à 70% d'entre elles peuvent éviter la chimiothérapie, en fonction des résultats d'un test génétique existant, et se contenter des médicaments hormonaux habituellement prescrits après une opération pour retirer la tumeur.

Concernant les cancers du poumon, des études annoncent une prochaine ère où les patients verront leur tumeur analysée génétiquement. Si certaines mutations sont détectées, un médicament ciblant spécifiquement la tumeur pourra être prescrit. Autrement, le patient pourra dans la majorité des cas recevoir un traitement d'un nouveau type et en plein essor, l'immunothérapie.

La majorité des patients éviterait donc les nausées, perte de cheveux et autres maux provoqués par la très toxique chimiothérapie. En quelques mois, grâce à une succession d'essais cliniques,

c'est tout le modèle de traitement du cancer du poumon qui a été bouleversé, un changement «extraordinaire», selon un spécialiste sur place.

Actuellement, de nombreuses femmes subissent de la chimiothérapie après l'opération chirurgicale d'ablation de la tumeur, en plus de médicaments d'hormonothérapie, afin d'empêcher le retour éventuel du cancer. Mais une étude internationale conduite auprès de 10.000 femmes a conclu que le niveau justifiant le recours à la chimiothérapie pouvait être relevé sans risque.

Depuis des années, un test génétique réalisé sur la tumeur permettait de prédire la probabilité de récurrence. Ce test donne un score, entre 0 et 100. Jusqu'à présent, la chimiothérapie était conseillée au-dessus de 25. En dessous de 10, elle ne l'était pas. Ce qui posait un dilemme aux femmes situées dans la zone grise, entre 11 et 25. L'étude a montré que pour ces femmes-là, après neuf ans de suivi, la chimiothérapie n'apportait rien.

Cela «aura un impact énorme sur les médecins et les patients», dit une coauteure de l'étude, Kathy Albain, cancérologue à l'hôpital Loyola Medicine de Chicago. «Nous allons faire reculer les thérapies toxiques». Rien qu'aux États-Unis, 65.000 femmes pourraient en profiter par an. «Toute femme de moins de 75 ans avec un cancer du sein de stade initial doit faire le test et parler des résultats» avec son médecin, dit l'auteur principal, le docteur Joseph Sparano, du centre médical Montefiore Medical à New York.

Pour le type le plus commun de cancer du poumon, c'est l'immunothérapie qui offre un espoir immense. Les laboratoires pharmaceutiques se livrent une concurrence féroce dans ce champ. À la conférence, une étude a fait du bruit sur le Keytruda, ou pembrolizumab, sur lequel l'Américain Merck, connu sous le nom de MSD à l'étranger, a tout misé. Il se prend par voie intraveineuse, toutes les trois semaines, et est devenu le best-seller du laboratoire, notamment contre les mélanomes et les cancers du poumon.

Moins d'effets secondaires graves

Les médicaments d'immunothérapie aident le système immunitaire du patient à faire ce qu'il est censé faire: détecter et attaquer la tumeur. La méthode ne fonctionne pas contre tous les types de cancers et peut provoquer de graves effets secondaires, parfois au point que les patients cessent le traitement.

Pour le dernier essai clinique, financé par MSD, les chercheurs ont comparé l'efficacité de la prise seule de Keytruda à la chimiothérapie (l'effet de la combinaison des deux protocoles a été étudié séparément, et montre de bons résultats dans certains cas). Les patients soignés d'abord par le pembrolizumab ont vécu quatre à huit mois de plus que ceux qui n'ont reçu que de la chimiothérapie. Surtout, ils ont été moins nombreux à subir des effets secondaires graves (18% contre 41%).

«Notre étude montre que le pembrolizumab est meilleur que la chimiothérapie pour deux tiers des gens qui ont le type de cancer de poumon le plus fréquent», dit l'auteur principal de l'essai, le cancérologue Gilberto Lopes, du centre hospitalier universitaire de Miami. Les chercheurs notent avec insistance que de nombreux essais restent à accomplir. Aucun ne s'avance à dire que la chimiothérapie disparaîtra pour tous les cancers. Mais l'optimisme était de mise. «Nous sommes en train de quitter l'ère où la seule solution (...) était la chimiothérapie», s'est réjoui John Heymach, cancérologue au centre MD Anderson au Texas.

DENGUE

368 nouveaux cas en une semaine

actu Réunion par www.ipreunion.com le 6 juin 2018 à 18:56



photo RB imaz press reunion

Ce mercredi 6 juin, la préfecture a communiqué les données relevées du 21 au 27 mai concernant l'épidémie de dengue : 368 nouveaux cas ont été diagnostiqués. Au total, depuis le début de l'année 2018, ce sont 4292 cas de dengue qui ont été signalés.

L'épidémie n'épargne aucune zone de l'île.

Dans l'ouest :

Saint-Paul (2328 cas, soit 55 % des cas déclarés)

Le Port (388 cas)

Saint-Leu (269 cas)

La Possession (273 cas)

Dans le sud :

Saint Pierre (452 cas, soit 11 % des cas déclarés)

Saint Louis (117 cas)

Les autres communes où des cas ont été identifiés en 2018 sont les suivantes :

Saint-Denis (91 cas)

Le Tampon (68 cas)

L'Etang-Salé (52cas)

Saint- Joseph (34 cas)

Les Avirons (24 cas)

Trois-Bassins (24 cas)

Petite Ile (11 cas)

Saint-André (8 cas)

Depuis le début de l'année, 82 cas de dengue ont été hospitalisés (dont 10 personnes pour dengue sévère). La moyenne d'âge de ces cas hospitalisés est de 50 ans.

Aussi, la préfecture en profite pour rappeler qu'une "mobilisation collective est attendue durant l'hiver austral".

"Une mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire (autorités sanitaires, communes et intercommunalités, population) est requise pour arrêter la circulation du virus de la dengue durant l'hiver austral. Car en effet, une persistance du virus pendant l'hiver nous exposerait au risque d'une épidémie de plus grande ampleur au cours de l'été prochain."

Les représentants de l'Etat veulent également renforcer les mesures de lutte contre les moustiques :

"Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions coordonnées dans les quartiers les plus touchés, un premier arrêté préfectoral portant exécution de mesures de salubrité générale et de lutte contre les moustiques est en vigueur depuis le 21 mars 2018 sur les communes les plus touchées de Saint-Paul, Saint-Pierre, Le Tampon, La Possession, Saint-Leu et Le Port. Compte tenu de la menace épidémique importante, le préfet de la Réunion a décidé le 28 mai d'élargir la portée de cet arrêté à l'ensemble des communes du Nord, de l'Ouest et du Sud de l'île.

Cet arrêté prévoit :

- Le renforcement des mesures de lutte individuelle par chaque propriétaire / occupant, obligation d'éliminer, sur les terrains placés sous leur responsabilité, tout objet ou situation susceptible de favoriser la rétention d'eau et le développement de larves de moustiques, et notamment :
 - Les réceptacles d'eau stagnante tels que les piscines non entretenues, les bacs d'agrément, les abreuvoirs domestiques, les bacs à eau, etc.
 - Les encombrants, carcasses de voitures et pneus.
 - Les détritiques ménagers, domestiques ou végétaux.
- L'autorisation pour les acteurs mobilisés, outre l'ARS Océan Indien et les communes déjà autorisées, (intercommunalités, associations mandatées, SDIS) de pénétrer dans les propriétés privées afin d'y mener des actions de sensibilisation, d'élimination de gîtes larvaires et de traitements insecticides.
- La possibilité pour les maires de procéder en cas de refus ou d'absence du propriétaire à une mise en demeure pour intervention immédiate et réalisation des mesures de lutte aux frais des personnes défaillantes.

"C'est maintenant qu'il faut agir ! La mobilisation de tous est nécessaire pour lutter contre l'épidémie de dengue." indique la préfecture avant de rappeler les recommandations à la population :

"En se protégeant des piqûres de moustiques au quotidien, on se préserve de la maladie et évite ainsi de devenir à son tour contaminant en participant au cycle de propagation de la maladie dans son entourage. En éliminant régulièrement tout ce qui peut contenir de l'eau autour de son habitation, on peut véritablement diminuer les densités de moustiques et ainsi limiter le risque épidémique pour soi mais aussi, pour l'ensemble de la population de son quartier."

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>

ANTI-TERRORISME

Nouveau marché antiterroriste : le Forensic

<https://www.ttu.fr/> 6 juin 2018 atégories Stratégie et politique



Dans le cadre des opérations antiterroristes, les forces spéciales ont très vite compris l'intérêt d'élargir leur recrutement pour se doter de compétences techniques avancées, et notamment dans le domaine du Forensic.

L'exploitation des traces numériques laissées sur les téléphones, les cartes mémoires, les disques durs saisis lors des opérations a permis de reconstituer des réseaux entiers allant du combattant au financier, voire jusqu'à certains donneurs d'ordres issus des services spéciaux.

Mais depuis plusieurs mois, de nouvelles contre-mesures s'échangent sur les forums djihadistes pour tenir en échec les investigateurs. Après avoir tenté par stéganographie de dissimuler des documents dans des fichiers image ou son, des techniques plus élaborées ont vu le jour.

La première famille de parades consiste à dissimuler des informations dans les fichiers systèmes de Windows, qui sont supposés ne pas pouvoir être modifiés, et qui précisément pour cette raison ne sont pas analysés par la plupart des outils automatiques de Forensic. Evoquons les fichiers HPA (Host Protected Area) ou encore DCA (Document Content Architecture).

Une autre méthode baptisée «Hash» consiste non plus à crypter les documents qui sont immédiatement détectés et décryptés par des outils dédiés, mais à transformer des chaînes de caractères en chaînes plus courtes et à les dispatcher sur l'intégralité du disque dur. Si cette technique est bien maîtrisée, seule une analyse physique des données peut en venir à bout... à condition de disposer du temps nécessaire.

Les méthodes de contre-Forensic deviennent de plus en plus populaires car, au-delà du domaine du terrorisme, elles constituent une source de revenus extrêmement lucrative pour les hackers qui se mettent au service des réseaux criminels, et aussi pour ceux qui cherchent à dissimuler les traces de leurs intrusions. Mais réciproquement, un nouveau marché tant de produits que de services semble donc émerger au profit cette fois des forces de sécurité.

EN FRANCE

Un nouveau plan de lutte contre le terrorisme va s'intéresser aux jihadistes bientôt libérés de prison

<http://www.opex360.com/> Posté dans Sécurité, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 05-06-2018



Loi du 21 décembre 2012 visant à renforcer les sanctions contre les ressortissants français ayant participé à des actions terroristes à l'étranger, plan de lutte contre les filières terroristes annoncé en avril 2014, Loi du 13 novembre 2014 visant à renforcer les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme, Loi sur le renseignement du 24 juillet 2015, visant à donner plus de latitude en matière d'écoutes, plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme présenté le 9 mai 2016, Loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, puis Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme et, enfin, plan contre la radicalisation jihadiste proposé par le Premier ministre, Édouard Philippe, en février dernier...

Depuis six ans, les gouvernements successifs ont constamment renforcé l'arsenal législatif contre le terrorisme à mesure que la menace prenait de l'ampleur. Car, à ces lois et plans, il faut ajouter les mesures prises avant et après les attentats du 11 septembre 2001 (dispositions de la loi LOPPSI 2, création du délit de financement d'une entreprise terroriste, garde à vue prolongée jusqu'à 6 jours, contrôle des communications, etc), les évolutions du plan Vigipirate ou encore certains articles des Loi de programmation militaire (LPM).

Seulement, entre son annonce, son vote et sa promulgation, une loi tarde toujours à produire ses effets. Ainsi, le Soufan Group estimait à 1.910 le nombre de ressortissants français (ou résidents en France) à avoir le fait le voyage au Levant pour rejoindre les rangs de l'État islamique. Sans compter les 20.000 personnes inscrites dans le Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT).

Mais la question de ces ressortissants français partis au Levant et revenus en France [ou ayant l'intention de revenir] pose non pas un problème mais une vraie menace. D'ailleurs, le procureur de Paris, François Mollins, a mis en garde contre « toute naïveté » dans cette affaire. « Je n'ai pas perçu véritablement de regret dans ce que j'ai entendu » et « on est face à des gens qui sont plus déçus que repentis », a-t-il dit en évoquant des auditions de jihadistes sur le retour.

Selon une étude publiée récemment par le Centre d'analyse du terrorisme, le Parquet de Paris traitait, au 15 mai 2018, 513 dossiers liés aux filières irako-syriennes impliquant 1.620 individus (il y avait 10 dossiers en 2012...).

« Entre 2014 et 2017, 238 personnes en lien avec les filières syro-irakiennes ont été jugées dans le cadre de 76 procès devant le tribunal correctionnel, la Cour d'assises spécialement composée ou le tribunal pour enfants, dont 209 hommes, 19 femmes et 10 mineurs pour une moyenne d'âge de 24 ans et demi », précise cette étude [\[.pdf\]](#).

Sachant que « pour l'ensemble du contentieux syro-irakien, la moyenne de peine prononcée est de 6 ans et 6 mois, la moyenne de peine effective de 5 ans et 2 mois » et que « 83 revenants » (74 hommes, 5 femmes et 4 mineurs) ont été condamnés à des peines d'une durée moyenne de « 7 ans et un mois », le CAT estime que « 65% des individus jugés auront purgé leur peine d'ici 2020. »

« On court un risque majeur qui est celui de voir sortir de prison à l'issue de leur peine des gens qui ne seront pas du tout repentis, qui risquent même d'être encore plus endurcis compte tenu de leur séjour en prison », a commenté François Mollins, le 28 mai. Et d'ajouter : « Il faudra qu'on se parle beaucoup plus pour s'assurer qu'ils sont surveillés comme il faut, donc cela nécessite un travail de fond (entre) l'administration pénitentiaire, les services de renseignements, les préfetures, les acteurs judiciaires et le parquet. »

D'où un nouveau plan de lutte contre le terrorisme, appelé PACT, que présentera M. Philippe dans le courant du mois de juin. Selon l'Elysée, il s'agira de réunir « un ensemble de mesures et de dispositions » et non pas d'accorder des moyens supplémentaires.

D'après RTL, une de ces dispositions visera à créer une cellule spécialisée qui, hébergée au sein de l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste [UCLAT], aura la mission de suivre sur le long terme les individus condamnés pour terrorisme et libérés après avoir purgé leur peine. Mais aussi ceux qui se sont radicalisés en prison. Ce qui ferait, en tout, 450 personnes à suivre en 2019. Quant aux « sortants » en situation irrégulière, ils devraient être expulsés.

« Autour de la table, les principaux services de renseignement, avec au premier rang, le renseignement pénitentiaire. C'est ce service qui préviendra en amont de chaque sortie à venir et qui fournira un profil, une évaluation de la dangerosité basée sur les observations, et le comportement en détention », explique RTL.

Par ailleurs, ce PACT s'intéressera également au « bas du spectre », c'est à dire aux terroristes issus de la petite et moyenne délinquance passés à l'acte alors qu'ils ne sont jamais partis combattre au Levant ou ailleurs. Il est aussi question de faire évoluer les modalités de surveillance entre les différents services concernés et aussi de permettre un « échange » entre les préfets et les maires au sujet des fichés S.

« Il ne s'agit pas de donner aux maires l'accès aux fichiers ou des listes de noms mais de les sensibiliser sur certains employés municipaux, sur certaines associations qu'ils subventionneraient », a expliqué, d'après La Croix, la cellule de coordination nationale du renseignement et de lutte contre le terrorisme (CNRLT) dirigée, à l'Elysée, par Pierre de Bousquet de Florian.

Depuis le Sahel, « pas d'agenda de projection d'attentat en Europe », estime l'Elysée

<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> 05 Juin 2018 à 11h19 Par Jean-Dominique Merchet

L'une des grandes justifications des opérations contre-terroristes françaises dans la Bande saharo-sahélienne (BSS) serait d'éviter les attentats sur le territoire national. Que ne l'a-t-on entendu depuis 2013 ! Sauf que, nous explique aujourd'hui une source très bien informée à l'Elysée (qui s'est récemment rendu sur place) il y a en matière de terrorisme « très peu de liens entre la BSS et le territoire national » et « pas d'agenda de projection d'attentats en Europe ». Il s'agit donc d'un conflit régionalisé, entre acteurs locaux, sans véritable risque pour la sécurité des Français, « à part les Occidentaux présents sur place », explique notre interlocuteur. La situation est, à cet égard, radicalement différente de celle qui prévalait, voire prévaut toujours, en Syrie-Irak. Là, les réseaux sont les mêmes que ceux qui commettent des attentats en Europe.

La même source constate qu'en BSS, « l'intensité des attaques (terroristes) a diminué », sauf dans le cas de Boko Haram, au Nigeria et Cameroun. « Cela s'est un peu calmé, pour le moment ».

Les opérations militaires françaises menées dans le Nord du Mali, notamment par les forces spéciales, en février ont abouti à « la neutralisation d'une bonne partie des états-majors et des responsables opérationnels » des groupes armés terroristes (GAT), selon la terminologie officielle. « Ça calme », estime notre interlocuteur. En réponse à cette opération française, les GAT ont mené, début mars, une action contre l'état-major de l'armée burkinabé et l'ambassade de France à Ouagadougou. Selon notre source, « sur renseignement des services français, les Burkinabés ont depuis lors neutralisé ceux qui étaient à l'origine de l'attaque ».

Financement et départ en Syrie : trois femmes arrêtées à Toulouse

Actualité Grand Sud Haute-Garonne Toulouse <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 06/06/2018 à 07:59, Mis à jour le 06/06/2018 à 08:00 Terrorisme Jean Cohadon



Les policiers de la SDAT travaillent sur ce dossier depuis plusieurs semaines./ Photo DDM

Les enquêteurs de la sous-division antiterroriste de la police judiciaire ont interpellés trois sœurs hier à Muret et Toulouse. Elles sont soupçonnées de financement du terrorisme et au moins pour l'une d'elles, de s'être rendue en Syrie.

«Nous avons trop longtemps négligé le rôle des femmes dans le jihad. Leurs missions dépassent largement le simple accompagnement du combattant ou la maternité. Dans la mouvance jihadiste, certaines femmes peuvent être très actives...» Cette confidence d'un policier éclaire l'arrestation, hier matin à Muret et Toulouse, de trois femmes. Trois sœurs âgées de 53 et 51 ans et 47 ans.

Les policiers de l'antenne Raid de Toulouse sont intervenus pour les maîtriser en toute sécurité hier matin avenue Crampel, rue de Kiev au cœur de La Reynerie à Toulouse et dans le centre de Muret. Depuis plusieurs semaines, les policiers de la SDAT, la sous-division antiterroriste de la police judiciaire, travaillent sur le profil de ces suspects qui auraient été remarqués lors d'un voyage en Syrie via la Turquie mais, surtout, à travers des transferts d'argent à destination des zones de guerre.

Des financements issus du deal ?

Quelques heures après leur arrestation hier matin, a été confirmée de source judiciaire l'ouverture d'une enquête préliminaire pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle». Un chef de poursuite qui viserait «des départs sur zone», donc de déplacements vers la zone irako-syrienne. Autre motivation de ce travail, toujours de source judiciaire, le financement du terrorisme. En effet, ces femmes sont soupçonnées d'avoir envoyé de l'argent notamment en Syrie et en Turquie. Quelle somme ? À quelle fréquence ? À qui ? Et en récupérant les fonds comment ?

Des questions importantes pour comprendre le financement du terrorisme qui se nourrit à la fois du support des fidèles les plus extrémistes mais qui sait également «motiver» les membres du banditisme, et notamment les individus impliqués dans le trafic de drogue pour qu'ils soutiennent «la cause». «Dans les enquêtes, notamment à travers les écoutes, on entend beaucoup de choses à ce sujet, glisse un policier. Cela ne fait pas forcément des dealers des soutiens du jihad mais c'est aussi une manière pour eux d'éviter les ennuis ...» Des soupçons de financement à travers des braquages existent également.

Est-ce que ces trois femmes participaient à un système de collecte élargi, c'est l'une des questions qui intéressent les spécialistes de l'antiterrorisme.

Une première

Placées en garde à vue au commissariat central, les trois femmes répondent depuis hier aux questions des policiers. Des interrogatoires qui vont se répéter avant, peut-être, un transfert vers Paris et le parquet antiterroriste si les éléments de charge sont suffisants.

Hier matin, les enquêteurs ont passé de longues heures dans les logements des trois femmes pour réaliser des perquisitions complètes et essayer de réunir des éléments de preuve. Téléphones et ordinateurs ont bien sûr été saisis et feront l'objet d'expertises poussées même si les affaires récentes ont montré que les candidats au jihad savaient éviter les pièges et les progrès de la police scientifique.

À Toulouse, ces arrestations de trois femmes constituent une première. Jusqu'à présent, seule Souad Merah avait été entendue à plusieurs reprises par les enquêteurs dans le cadre de l'instruction sur les meurtres de son jeune frère. Depuis, après avoir voulu rejoindre son mari en Syrie en 2013, elle s'est réfugiée en Algérie échappant aux questions gênantes.

Une terre très radicalisée

Depuis 2012 et les attentats de Montauban et Toulouse qui ont révélé à la France la radicalisation de certains de ses enfants, la Haute-Garonne demeure parmi les départements français où la question du jihad reste la plus prégnante. Et l'effondrement de l'État islamiste en Syrie n'a rien réglé, bien au contraire, puisqu'il faut aussi surveiller les retours possibles d'individus partis combattre en Syrie.

En Haute-Garonne, plus de 250 personnes font l'objet d'une surveillance attentive des services, que ce soit la direction générale du renseignement intérieur, les renseignements territoriaux, la police judiciaire ou la gendarmerie. Des hommes et des femmes aux profils très divers dont il est parfois très délicat, comme l'ont montré les derniers attentats notamment celui de Trèbes, dans l'Aude, de mesurer la capacité de passage à l'acte. «C'est toute la difficulté de ces missions, confie un spécialiste. Le spectre est très large, le tamis petit mais les services n'ont pas le droit à l'erreur.»

Un Irakien ayant le statut de réfugié en France soupçonné d'être un cadre de l'État islamique

<http://www.opex360.com/> Posté dans Renseignement, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 08-06-2018



Un ressortissant irakien d'une trentaine d'année, ayant obtenu le statut de réfugié en France avant de s'installer à Lisieux, a été interpellé par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et mis en examen par le parquet de Paris.

Arrivé à Calais au cours de l'été 2016 au milieu d'autres migrants, après être passé par la Turquie, la Grèce, la Slovaquie, la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne, l'homme en question – Ahmed H. – avait obtenu auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides [Ofpra] une carte de résident valable pendant 10 ans.

Cependant, en septembre 2017, la DGSI a commencé à s'intéresser au profil d'Ahmed H., lequel a d'ailleurs fait l'objet d'une « fiche rouge » d'Interpol en février 2018. En effet, un temps donné

pour mort, cet individu était alors recherché par les autorités irakiennes en raison de ses activités au sein de l'État islamique (EI ou Daesh) : il aurait été « l'administrateur » de la province de Samarra pour le compte de l'organisation jihadiste.

Mais ce n'est pas tout : Ahmed H. est également soupçonné d'avoir pris part au massacre du camp militaire de Speicher, près de Tikrit. En juin 2014, des recrues chiites de l'armée irakienne avaient été capturées et assassinées une par une. Au total, environ 1.700 personnes tombèrent sous les balles des assassins de Daesh en deux jours.

Évidemment, Ahmed H. a perdu son statut de réfugié en même temps que sa mise en examen et son incarcération. Et les chefs d'accusation retenus contre lui se passent de commentaires : « assassinat en relation avec une entreprise criminelle », « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste criminelle », « crimes de guerre par atteinte à la vie », « crimes de guerre par traitement inhumain ou dégradant », « crimes de guerre par usage de méthodes ou de moyens de combat prohibés » et « participation à un groupe en vue de commettre des crimes de guerre ».

Cependant, selon Europe1, Ahmed H. se serait tenu à carreau depuis son arrivée en France, sa surveillance n'ayant pas permis d'établir s'il a eu des contacts avec l'EI ou s'il préparait une attaque terroriste.

Reste que ce cas n'est isolé. En septembre 2017, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel révélait que des combattants du groupe Liwa Owais al-Qarni, proche de la mouvance jihadiste, avaient trouvé refuge en Allemagne.

L'un de ses cadres, Ahmad A.-A, fut même arrêté par police criminelle d'État (LKA) dans la Saxe. « Environ 30 autres membres du groupe qui vivent également en Allemagne n'ont pas encore été identifiés ou trouvés. Certains [...] sont tout simplement inconnus des autorités », écrivait l'hebdomadaire à l'époque.

Et il n'est pas exclu qu'il y ait d'autres cas similaires. En effet, le ministère allemand de l'Intérieur vérifie actuellement les identités de 18.000 migrants ayant obtenu le statut de réfugié auprès de l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF). Et cela, sans vérifications préalables.

En juillet 2017, le quotidien britannique The Guardian s'était fait l'écho de l'existence d'une liste d'Interpol contenant les données de 173 membres de l'EI, suspectés d'avoir été entraînés pour mener des actions terroristes en Europe. Plus récemment, le même journal a révélé que, toujours d'après Interpol, une cinquantaine de jihadistes venaient de débarquer en Sicile après avoir suivi la route des migrants en Méditerranée centrale.

À L'ÉTRANGER

Contre-terrorisme : L'usage des drones s'est intensifié durant la première année de mandat de M. Trump

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 08-06-2018



À partir du moment où Barack Obama fut investi président des États-Unis, le nombre de frappes réalisées par des drones américains contre les réseaux terroristes augmenta significativement. Selon un bilan donné par la Direction nationale du renseignement américain [DNI] en juillet 2016,

ces raids auraient permis d'éliminer 2.581 jihadistes. Quant aux « victimes collatérales », la même source avait évalué leur nombre entre 64 et 116.

Mais, visiblement, le président Trump a accentué cette tendance. Cela étant, il est compliqué de déterminer si les raids ayant visé des groupes terroristes ont été réalisés par des drones ou, plus classiquement, par des chasseurs-bombardiers.

Reste que, selon Stimson Center [\[.pdf\]](#), « le président Trump a autorisé au moins 80 frappes au Pakistan, au Yémen et en Somalie lors de sa première année au pouvoir, à un rythme qui risque de surpasser celui de ses deux prédécesseurs. » Et d'ajouter que cela « dénote peut-être d'une plus grande volonté d'avoir recours à la force létale. »

Le bilan donné par le Stimson Center semble sous-évalué. D'après The Long War Journal, les forces américaines ont en effet réalisé 125 frappes au Yémen, contre al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et la branche yéménite de l'État islamique. Toutefois, ce bilan ne précise pas quels moyens ont été utilisés pour mener ces raids.

Lors sa première année passée dans le bureau ovale, le président Obama avait autorisé 53 frappes ciblées. Au total, il a donné son feu vert à 550 reprises en huit années de mandat. Avant de quitter la Maison Blanche, il avait signé un décret afin d'encadrer plus étroitement l'usage des drones.

Mais son successeur s'en est affranchi, en allant jusqu'à donner plus de latitude aux chefs militaires sur le terrain (ou du moins au plus près des opérations) de décider de l'opportunité ou non d'une frappe impliquant un drone [généralement, un MQ-9 Reaper].

Quoi qu'il en soit, le rythme des frappes a baissé en intensité au Yémen depuis le début de l'année. Entre janvier et mai, 28 ont été effectuées. En revanche, il reste soutenu en Somalie, où les jihadistes Shebab ont été visés à 16 reprises, le dernier raid en date (le 4 juin) ayant fait 27 tués dans leurs rangs. L'an passé, 31 frappes y avaient été réalisées, dont 4 contre la branche somalienne de l'EI.

Enfin, l'on compte également 3 frappes effectuées en Libye, la plus récente ayant visé, le 6 juin, un groupe jihadiste près de Bani Wali (4 terroristes tués). En Afghanistan, le compte est plus compliqué à faire. En mars, au moins 20 du mouvement taleb pakistanais auraient été tués par un drone américain dans la province de Kunar. Mais plusieurs frappes ont été réalisées par l'aviation américaine lors de l'attaque de la ville de Farah City par les talibans afghans, en mai dernier.

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Points de situation des opérations du 1er au 7 juin

Mise à jour : 07/06/2018

OTAN – enhanced Forward Presence

EXERCICES OTAN : *FLAMING THUNDER* ET *SABER STRIKE*

Du 14 au 25 mai 2018, le contingent français déployé en Lituanie dans le cadre de la mission de présence avancée de l'OTAN a participé à un exercice multinational majeur d'artillerie à tir réel : *Flaming Thunder*.

Au total, 29 missions de tirs ont été réalisées au cours de l'exercice dont l'objectif était l'entraînement aux procédures OTAN d'appui feu.

Le contingent français est maintenant engagé dans l'exercice OTAN *Saber Strike* réunissant 18 000 hommes de 19 pays.

FORCES ARMEES EN GUYANE – POLICE DES PECHEES

INTERCEPTION DE DEUX BATIMENTS EN SITUATION DE PECHE ILLEGALE

Le 5 juin, une opération de police de pêche menée en Guyane a permis l'interception de deux bâtiments étrangers en situation de pêche illicite dans les eaux territoriales françaises. L'opération était conduite par deux patrouilleurs légers guyanais, une vedette côtière de surveillance maritime et un Fennec des forces armées en Guyane.

Après avoir opposé une résistance violente aux équipes de visite des patrouilleurs légers guyanais, les deux bâtiments interceptés ont été déroutés vers le port du Larivot.

L'opération a permis de saisir 25 km de filets, 6 tonnes de poisson et plusieurs kilos de vessies natatoires.

Depuis le début de l'année, les opérations de police des pêches menées en Guyane ont entraîné le contrôle de 67 navires, parmi lesquels sept ont été déroutés, permettant la saisie de 77 km de filets.

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THEATRE

Sur le théâtre irako-syrien, l'activité majeure demeure l'offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie.

- Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie

En Syrie, les forces démocratiques syriennes conduisent actuellement l'offensive finale contre les dernières poches de Daech présentes au nord-est de la Syrie.

Cette offensive finale a été préparée avec soin par la Coalition qui a fourni un effort conséquent pour affiner le renseignement sur le dispositif de Daech et préparer le terrain pour les forces engagées au sol.

Dans ce cadre, le nombre de frappes menées par la Coalition en mai a augmenté de 123 % par rapport à son niveau du mois d'avril.

L'offensive est coordonnée avec les forces de sécurité irakiennes qui ont augmenté leur présence le long de la frontière irako-syrienne pour empêcher toute fuite de terroristes des zones de combat vers l'Irak.

- Poursuite des actions de sécurisation en Irak

En Irak, l'action des forces de sécurité irakiennes se poursuit sur un rythme élevé, notamment dans l'Anbar et les monts Hamrim, mais aussi plus au nord en Ninive, et plus à l'ouest dans le désert de Jazirah.

ACTIVITE DE LA FORCE

- Task Force Monsabert : poursuite de l'accompagnement de la 6^e division irakienne

Cette semaine, trois nouvelles formations ont débuté : une séquence d'entraînement au profit de compagnies commandos irakiennes, une instruction armement et une instruction à la lutte contre les engins explosifs improvisés.

- La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate

La Task Force Wagram demeure engagée en appui de l'offensive menée contre Daech dans la vallée de l'Euphrate.

Depuis le lancement de l'offensive le 1^{er} mai, elle a réalisé 111 missions de tirs dont 16 pour la semaine écoulée (bilan du 30 mai au 5 juin inclus).

Depuis le début de son engagement, elle a réalisé 1770 missions de tirs.

- Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations

Sur la semaine écoulée, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 20 sorties aériennes en appui des forces locales engagées au sol (bilan du 30 mai au 5 juin inclus), essentiellement des

missions de recueil de renseignements et de reconnaissance aérienne. Aucune frappe n'a été réalisée.

Bilan total de l'action du pilier appui aérien depuis le 19/09/14 :

8115 sorties / 1450 frappes / 2241 objectifs neutralisés.

BARKHANE

APPRECIATION DE SITUATION

- Situation sécuritaire

La situation sécuritaire au Mali a été marquée cette semaine par des tirs de mortiers contre l'emprise partagée entre la MINUSMA et Barkhane à Kidal. Ces tirs n'ont pas fait de victime et n'ont causé que des dégâts matériels légers. Plusieurs accrochages entre des groupes armés terroristes et des forces armées maliennes accompagnées de groupes d'autodéfense locaux ont également eu lieu à proximité de la frontière avec le Niger.

ACTIVITE DE LA FORCE

- Poursuite des opérations dans la zone des trois frontières...

La Force Barkhane poursuit son effort dans la région des trois frontières au côté des forces armées maliennes et en coordination avec les forces armées nigériennes.

Les opérations se concentrent toujours dans les régions d'Ansongo, de Ménaka et d'In Delimane, zone stratégique par son positionnement à la frontière de trois pays.

Les opérations menées cette semaine n'ont pas donné lieu à des contacts avec les groupes armés terroristes qui continuent d'éviter l'affrontement direct avec Barkhane.

- ... tout en poursuivant ses actions au profit de la population locale

Depuis le 3 mai, Barkhane participe à la réfection d'une laiterie de Ménaka au profit d'une association de femme.

L'objectif est d'équiper la laiterie en panneaux photovoltaïques afin d'assurer son autonomie électrique.

Douze panneaux solaires ont été financés par Barkhane. Leur installation est supervisée par les forces armées maliennes.

- Des efforts qui s'accompagnent d'une implication croissante des forces armées maliennes dans la zone

Les forces armées maliennes accentuent leur effort dans la sécurisation de la région de trois frontières. Elles intensifient notamment leurs opérations autour de la route nationale 20, sur l'axe Ansongo-Ménaka, contribuant ainsi à la lutte contre les groupes armés terroristes, à la sécurité de la région et à leur acceptation par les populations locales.

- o Des forces armées maliennes de plus en plus nombreuses dans la zone

Depuis novembre dernier et le lancement des opérations de Barkhane dans la zone, une compagnie supplémentaire des forces armées maliennes (FAMa) et une section de la garde nationale sont arrivées dans la région.

Cette augmentation du nombre des forces de sécurité maliennes a été facilitée par les nombreux travaux d'infrastructures réalisés par Barkhane dans la zone : construction d'un camp militaire à In Delimane, réhabilitation du centre opération du poste FAMa d'Ansongo, rénovation des pistes aviation à In Kismane et Ménaka et valorisation du dispositif de sécurité de la ville de Ménaka par l'aménagement de check-points et de chicanes.

Tous ces travaux permettent de mettre en place les conditions matérielles et logistiques nécessaires à l'installation durable des forces de sécurité maliennes dans la zone.

A In Delimane, une compagnie d'une centaine de soldats FAMA est désormais en place dans le camp achevé en avril dernier. C'est une avancée notable même si leur présence doit encore être pérennisée.

- o Des forces de sécurité mieux formées, mais aussi plus autonomes et plus entreprenantes

Barkhane conduit des actions de formation spécifiques afin d'élargir le champ de compétence des forces armées maliennes déployées à ses côtés. Ces formations traitent par exemple des domaines de la lutte contre les engins explosifs improvisés et des procédures d'appui feu aérien.

Ce sont d'ailleurs les forces armées maliennes qui ont assuré en autonomie la sécurisation de la visite du Premier ministre malien à Ménaka le 9 mai dernier. Depuis, elles assurent seules la sécurité de la ville, patrouillant de jour comme de nuit, et armant les check-points.

A In Delimane, la compagnie récemment arrivée sur le nouveau camp prend peu à peu la mesure de son environnement, conduisant des patrouilles dans sa zone de responsabilité et participant aux réunions sécuritaires locales.

- o Une intégration croissante entre forces armées maliennes et forces françaises

La confiance réciproque et l'interopérabilité qui se sont construites au fil des opérations conjointes permettent une intégration de plus en plus importante entre les forces armées maliennes et la force Barkhane. Le mois dernier, une section française a été intégrée pendant trois semaines au sein d'une compagnie malienne.

- Sorties air hebdomadaires (bilan du 30 mai au 5 juin inclus)

33 sorties chasse / 22 sorties RAV ISR / 42 sorties transport.

Total : 97 sorties (97 la semaine dernière).

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

IRAK (CHAMMAL)

Chammal : le C-130J se pose pour la première fois sur la base aérienne projetée en Jordanie

Mise à jour : 04/06/2018

Le 21 mai 2018, la base aérienne projetée (BAP) a accueilli pour la première fois le C-130J Super Hercules français, cinq mois après son entrée en service dans l'armée de l'air, le temps d'une escale avant son redécollage pour Djibouti.



Ce C-130J, de l'escadron de transport 2/61 « Franche-Comté » a effectué le trajet Orléans – base aérienne projetée, sans escale, en 6 heures de vol, à une vitesse moyenne de 320 nœuds.

À son bord, une trentaine de passagers, ainsi que du fret aéronautique et du matériel technique au profit de la BAP immédiatement déchargés par le détachement de transit interarmées aérien.

Cet aéronef est le premier C-130J réceptionné par l'armée de l'air. Il a quitté la BAP dès le lendemain matin pour rejoindre Djibouti afin d'y réaliser une expérimentation pour valider ses capacités d'atterrissage sur terrain sommaire, de jour comme de nuit, et travailler à la définition des procédures de vol sous JVN, les jumelles de vision nocturne.

Le C-130J, possédant une charge offerte maximale d'environ 19 tonnes, permet à l'armée de l'air de réaliser de nombreuses missions en métropole et en opération. Son allonge lui permet dans une même mission une liaison inter-théâtres, entre deux opérations, ou intrathéâtre, à l'intérieur d'un même théâtre où les militaires sont dispersés.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Chammal : les canons de la Task Force Wagram engagés pour éliminer les dernières emprises de Daesh

Mise à jour : 07/06/2018

Depuis le 1^{er} mai, la Task Force Wagram et la Task Force américaine Thunder sont engagées dans une opération d'envergure visant à éliminer les dernières poches de Daesh dans la vallée de l'Euphrate.



Les artilleurs de l'opération Chammal poursuivent donc leur action contre Daech en appuyant les troupes au sol dans la profondeur afin de cloisonner l'ennemi. Depuis le début de l'opération, ils ont réalisé 113 missions de tir effectuées sur demande de la coalition et en accord avec l'état-major irakien. Les coups de canons français ont permis de détruire des positions de Daech et ainsi d'aider à la libération de plus de 30 km² de terrain.

De jour comme de nuit, et dans des conditions climatiques difficiles, les artilleurs de la Task Force Wagram mettent en application leurs savoir-faire pour réaliser les missions d'appui-feu. Ces missions viennent compléter l'action menée au sol par les forces démocratiques syriennes et les forces de sécurité irakiennes positionnées le long de la frontière, privant l'ennemi de sa liberté de circulation et d'action.

Avec une portée de près de 40km, les canons Caesar possèdent des caractéristiques permettant de fournir en permanence des appuis et de délivrer des tirs dans un délai très rapide afin d'obtenir des effets divers : tirs de destruction, de barrage ou d'interdiction visant à empêcher ou gêner les réactions ennemies, tirs d'éclairage ou création de rideaux fumigènes temporaires au profit des troupes amies.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

LIBAN (DAMAN)

Daman : exercice de prise en charge de blessés

Mise à jour : 04/06/2018

Du 23 au 26 mai 2018, les Casques bleus de l'opération Daman ont réalisé des entraînements de prise en charge de blessés sur le camp de Dayr Kifa. L'équipe médicale et l'escadron de reconnaissance et d'intervention (ERI) de la *Force Commander Reserve* (FCR), armés par le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, ont déroulé plusieurs scénarios de réaction immédiate simulant des incidents nécessitant la prise en charge de blessés.



Ces différents scénarios ont permis de réviser et de mettre en application les fondamentaux du sauvetage au combat de niveau 1 pour les légionnaires de l'ERI, tout en testant la transition entre les différents niveaux de prise en charge par l'équipe médicale. Chaque après-midi, au moins 3 blessés fictifs étaient grimés avant de recevoir les premiers secours par leurs camarades puis d'être évacués par l'équipe médicale.

Cette phase d'entraînement a permis de contrôler la réactivité de l'ensemble des unités impliquées, la bonne mise en application des techniques de sauvetage au combat par les légionnaires, mais également la bonne coordination entre infirmiers français et finlandais.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Daman : visite d'une délégation des affaires étrangères

Mise à jour : 06/06/2018

Le 23 mai 2018, M. Jean-Marc Sere-Charlet, adjoint à la direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la francophonie du ministère des Affaires étrangères, et M. Olivier Landour, chef de service de la direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) accompagnés d'une délégation de l'ambassade de France au Liban, ont rendu visite aux militaires de l'opération Daman.



Ils ont ainsi pu découvrir les moyens de la *force commander reserve* (FCR), ses matériels, ses spécialités ainsi que ses missions et apprécier l'intégration de la compagnie finlandaise en son

sein. Alors que se déroulaient deux entraînements conjoints sur le camp de Dayr Kifa, ils ont également pu apprécier le haut niveau de coopération entre la France et les forces armées libanaises, la majorité de ces actions d'entraînement ayant lieu au sein de la FCR.

Cette visite fut l'occasion de leur présenter concrètement ce théâtre sensible et l'engagement déterminé des 700 soldats français engagés au sein de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Daman : entraînement conjoint des chefs de patrouille de reconnaissance français et libanais

Mise à jour : 07/06/2018

Du 14 au 18 mai 2018, l'escadron de reconnaissance et d'intervention de la *force commander reserve* (FCR) de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), a organisé un entraînement conjoint avec des chefs de patrouille de reconnaissance du 5^e régiment d'intervention des forces armées libanaises.



Pendant une semaine, huit officiers et sous-officiers libanais ont révisé et mis en application, conjointement avec les légionnaires, les actes élémentaires des patrouilles d'éclairage débarquées ou sous-blindage. De la préparation des missions jusqu'aux conduites à tenir en cas d'incident, l'entraînement a été riche et intense.

L'escadron de reconnaissance et d'intervention de la FCR accompagne quotidiennement les forces armées libanaises engagées dans leurs missions de contrôle du Sud-Liban au travers de patrouilles à pied ou en véhicule. L'objectif est de partager avec ces forces armées aguerries certains savoir-faire et développer ainsi des procédures communes.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

AUTRES OPÉRATIONS

Mission LYNX

Lynx : exercice multinational d'artillerie Flaming Thunder

Mise à jour : 07/06/2018

Du 14 au 25 mai 2018, le contingent français *Lynx* a participé à la campagne de tirs multinationale *Flaming Thunder* sur le camp de Pabradė en Lituanie. L'objectif était d'entraîner les différentes nations à la maîtrise des procédures OTAN en matière d'appui feu.



Depuis une position avancée, 16 équipes d'observation française, canadienne, américaine, allemande, lituanienne, néerlandaise, polonaise, croate et lettone, co-localisées, ont identifié des objectifs à traiter et ont émis des demandes de tirs en utilisant le format *Call for fire* de l'OTAN. Le coordonnateur appui feu a alors désigné la section de tir la plus adaptée, en fonction de son vecteur, pour traiter l'objectif.

Ainsi parallèlement, les *Panzer Haubitze 2000* allemands, les *M777* américains et canadiens, les *105 HM2* et mortiers 81 mm lituaniens, les mortiers 81 et 82 mm croates, les mortiers 81 mm hollandais, les 152 mm *SpGH DANA* polonais et les mortiers 81 mm français ont effectué leurs tirs en fonction des éléments transmis par les équipes d'observation.

L'objectif était de faire tirer, dans les plus brefs délais, les sections de tir dans un scénario où il fallait regagner la supériorité des feux sur l'adversaire.

Au terme de l'exercice, l'équipe d'observation et de coordination française commandée par le lieutenant Yohan a conduit 29 missions de tirs. La section appui du sous-groupement tactique interarmes *Lynx* a, quant à elle, tiré une centaine d'obus de mortiers.

Il s'agissait de l'exercice majeur d'artillerie à tirs réels de l'OTAN pour 2018. Cet exercice a illustré le haut niveau d'interopérabilité entre les nations participant à la mission *eFP*.

Décidée par les chefs d'État et de gouvernement au sommet de Varsovie en 2016, la Posture de présence avancée renforcée de l'OTAN (enhanced Forward Presence ou eFP) permet aux Alliés de déployer, en nombre limité, des forces militaires dans les pays baltes et en Pologne. Cet engagement non permanent vise à renforcer encore la posture de défense de l'Alliance par un dispositif dissuasif, à caractère purement défensif, selon une planification validée collectivement. Dans ce cadre, la France engage en Lituanie en 2018 un dispositif articulé autour de 300 militaires français et d'un S-GTIA composé de 4 chars Leclerc et de 9 VBCI. Cette mission Lynx est intégrée au sein d'un bataillon commandé par l'Allemagne.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Lynx : exercice multinational de prise en charge médicale

Mise à jour : 08/06/2018

Les 28 et 29 mai, les équipes médicales française, allemande et néerlandaise ont participé à un exercice d'entraînement à la prise en charge médicale de blessés sur le camp de Pabradė en Lituanie, en vue du soutien réel de l'exercice *Saber Strike 18*. L'objectif était de travailler les procédures OTAN dans un cadre multinational.



Les équipes ont principalement travaillé sur leur capacité à communiquer entre elles et sur leur efficacité dans l'exécution de la mission sanitaire. Elles ont été confrontées à plusieurs cas concrets, sous l'œil expert d'observateurs néerlandais et allemands.

La dernière mise en situation a permis aux trois équipes multinationales de travailler ensemble au travers d'un exercice MASCAL (*Massive Casualties*). Un appel radio a signalé un accident de la route dans lequel deux véhicules étaient impliqués. Une première équipe a alors été déclenchée pour se rendre sur les lieux. Le médecin et l'infirmier ont effectué un premier triage et ont priorisé les blessés. Face à l'ampleur de la situation, une seconde équipe a été envoyée en renfort. Français, Allemands et Néerlandais se sont donc coordonnés pour gérer la situation. Les blessés ont ensuite été évacués par un *BOXER SAN* allemand et un *VAB SAN* français.

Une fois la mission terminée, les observateurs ont réuni tous les participants pour un débriefing complet qui s'est révélé positif puisque les équipes ont parfaitement réussi à communiquer entre elles en utilisant les procédures OTAN, ce qui a facilité la prise en charge et l'évacuation des blessés.

Décidée par les chefs d'État et de gouvernement au sommet de Varsovie en 2016, la Posture de présence avancée renforcée de l'OTAN (enhanced Forward Presence ou eFP) permet aux Alliés de déployer, en nombre limité, des forces militaires dans les pays baltes et en Pologne. Cet engagement non permanent vise à renforcer encore la posture de défense de l'Alliance par un dispositif dissuasif, à caractère purement défensif, selon une planification validée collectivement. Dans ce cadre, la France engage en Lituanie en 2018 un dispositif articulé autour de 300 militaires français et d'un S-GTIA composé de 4 chars Leclerc et de 13 VBCI. Cette mission Lynx est intégrée au sein d'un bataillon commandé par l'Allemagne.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Otan

Otan : innovation et transformation

<https://www.ttu.fr/> 5 juin 2018 Catégories Actualité des forces



L'innovation, un thème décidément central cette année, est au cœur du fonctionnement et du travail du Commandement Allié Transformation (ACT) de Norfolk (Etats-Unis). Son patron, le général Denis Mercier, quittera bientôt son poste (et l'armée de l'Air le 13 septembre), laissant un

commandement profondément rénové. De passage en France, il s'exprimait cette semaine sur le sujet lors d'un atelier organisé par le Forum Hippocampe, après un échange sur l'innovation avec la députée LREM Aurore Bergé.

Un chantier entamé il y a un an et demi, lorsque les deux grands commandements de l'Otan (ACT et le Commandement Allié Opérations – ACO) se sont vus poser la question de leur niveau d'adaptation aux nouvelles menaces et à la grande complexité du contexte international reconnus lors du sommet de Varsovie. Après un état des lieux, les deux commandeurs ont alors lancé un grand chantier de rénovation visant à clarifier les rôles de chacun en traitant les incohérences et duplications éventuelles. Son plan final de mise en œuvre sera délivré fin avril et devrait être approuvé en juin par le Conseil des ministres (Bruxelles).

En substance, l'ACT, aujourd'hui défini comme «Warfare Development Command», est chargé de la préparation de l'avenir, laissant l'ACO – «Warfighting Command» – en charge de l'ensemble du spectre des capacités opérationnelles actuelles. Le commandement du général américain Curtis Scaparrotti pourra ainsi se réapproprier pleinement certaines capacités, comme la planification, le ciblage ou le cyber, qui ont, ces dernières années, parfois été marginalisées au profit des seules capacités expéditionnaires.

Une clarification des rôles qui aura aussi permis de simplifier les relations entre la gouvernance de l'Alliance et son management, Bruxelles pouvant désormais facilement identifier et dialoguer avec le commandement en charge de tel ou tel dossier ou question précise.

Parallèlement, cela aura aussi permis aux deux commandements d'accroître leurs synergies et de mieux travailler ensemble. Par exemple sur des problématiques «multi-domaines» comme les bulles d'interdiction (A2/AD), avec un document devant bientôt être délivré aux Etats membres et prenant en compte l'ensemble des dimensions du problème (logistique, cyber, segment spatial...) à partir d'hypothèses simples.

Pour le général Mercier, qui définit l'ACT comme une structure visant à créer des «autoroutes de l'information», il est indispensable d'adopter une approche centrée sur la donnée : les futures capacités seront ainsi des objets connectés et le premier chantier à lancer doit être celui du réseau devant les relier. C'est par exemple le cas avec les futurs systèmes de surveillance et de contrôle (Awacs), qui doivent d'abord poser la question du choix d'architecture du flux de données, avant celle de la ou des plateformes, qu'elles soient pilotées ou non.

C'est aussi cette approche, essentielle à l'interopérabilité des moyens entre alliés, que prône le général Mercier dans le programme de futur avion de combat franco-allemand, estimant qu'il est important, pour ne pas reproduire les erreurs du programme F-35, que Français et Allemands travaillent étroitement en amont avec l'Alliance, en exprimant leurs besoins opérationnels pour que l'ACT puisse les intégrer et les transformer en normes Otan.

Dans le cadre du Federated Mission Networking (FMN), ce processus normatif fonctionne en spirales : des premières briques jusqu'aux architectures les plus complexes, chaque étape implique un échange continu avec les Etats membres (consultations, validations, expérimentations...). C'est cette logique incrémentale qui a été expérimentée dans l'Enhanced Forward Presence (bataillons déployés en Pologne et dans les pays Baltes), l'ACT demandant dans un premier temps à chaque Nation d'être compatible en termes de communications avec ses alliés.

A propos d'interopérabilité, le général Mercier estime qu'elle pose souvent plus de problèmes sur les plans politiques que du point de vue strictement technique : ainsi, en matière de coordination des feux, le processus de numérisation ne posera pas de problèmes insurmontables, le véritable défi étant d'obtenir un niveau de confiance suffisant entre alliés pour que les différentes armées acceptent de déléguer certaines fonctions (ciblage, feu...) à leurs partenaires.... Ce qui implique suffisamment de communalités en matière d'appréciation des menaces, de règles d'engagement et de niveau de compréhension. Un problème qui ne manquera pas de se poser en matière de futurs systèmes militaires autonomes...

Enfin, le général Mercier laissera aussi un commandement de Norfolk mieux intégré au microcosme américain des think tanks et des centres d'innovation, malgré un déficit général de visibilité de l'Otan aux Etats-Unis. L'ACT a ainsi été intégré, via des mécanismes de dialogue et d'échanges, au plan d'innovation «IA et interface homme-machine» du Strategic Capability Office du Pentagone. Une première encourageante alors que les plans précédents s'étaient faits sans aucune consultation avec les alliés.

Mission de police du ciel au Monténégro

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de combat Actualité Défense 8 juin 2018 | Par Justine BOQUET



Des Eurofighter italiens participent à la protection de l'espace aérien du Monténégro. © NATO

Le 5 juin, la mission de police du ciel au-dessus du Monténégro a débuté, un an jour pour jour après son adhésion à l'OTAN.

La mission de l'OTAN « Air Policing » au Monténégro, conduite par l'Italie et la Grèce, vise à sécuriser l'espace aérien du pays. A cette occasion, l'Aeronautica Militare a mobilisé deux Eurofighter Typhoon et la force aérienne hellénique deux F-16. Les appareils resteront stationnés sur leurs bases aériennes respectives, en alerte, et interviendront en cas d'intrusion. Dans ce cadre, un exercice d'interception a été mené le premier jour de la mission, le 5 juin.

La conduite de cette mission vise à faire face aux lacunes capacitaires du Monténégro qui ne possède pas de flotte d'avions de combat. Malgré tout, « le Monténégro contribue à la sécurité de l'Alliance en fournissant des troupes à l'OTAN pour la mission de formation en Afghanistan et en soutenant financièrement les forces de sécurité afghanes. En signe de solidarité, l'Italie et la Grèce aideront à protéger l'espace aérien Monténégrin », rapporte l'OTAN.

Le Monténégro n'est pas le seul pays à bénéficier de la mission de police du ciel de l'OTAN afin de sécuriser son espace aérien. Les Etats Baltes (Lituanie, Lettonie et Estonie) accueillent actuellement des appareils espagnols, portugais et français. De même, la Slovénie voit son ciel protégé par la Hongrie et l'Italie. Rome participe également à la mission d'Air Policing en Albanie, avec le soutien de la Grèce.

Les pays d'Europe de l'Est demandent à l'Otan de déployer plus de moyens navals et aériens sur son flanc oriental

<http://www.opex360.com/> Posté dans Otan par Laurent Lagneau Le 09-06-2018



Photo : armée de l'Air

Dans un contexte marqué par la décision des États-Unis de surtaxer leurs importations d'acier et d'aluminium, au risque de déclencher une « guerre » commerciale entre Alliés, la réunion, à Bruxelles, des ministres de la Défense des pays membres de l'Otan s'est déroulé dans un climat plus apaisé que celui du sommet du G7, qui se tient actuellement à Québec.

Pourtant, le chef du Pentagone, James Mattis, était attendu de pied ferme par certains de ses homologues, à commencer par le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, dont le pays est sans doute le plus durement touché par la mesure prise par Washington. Finalement, ce dernier est « resté très poli », a confié l'un des participants à cette réunion, selon l'AFP. « Jim Mattis est très apprécié par les Alliés », a-t-on indiqué de même source.

« Le climat a été au travail et à la concentration sur les sujets qui sont les nôtres », a d'ailleurs confirmé Florence Parly, la ministre française des Armées. Et plusieurs dossiers ont connu quelques avancées, avant le prochain sommet de l'Otan, qui se tiendra à Bruxelles, en juillet.

Ainsi, les Alliés ont adopté l'initiative américain « 4x30 », qui, afin de faire face à une éventuelle agression russe, vise à déployer en Europe, dans un délais de 30 jours, 30 bataillons mécanisés, 30 escadrons de chasse et 30 navires de combat.

Le sujet de la mobilité sur le Vieux Continent a également été abordé. « Il est essentiel de pouvoir déplacer sans retards des troupes à travers l'Atlantique et au sein de l'Europe, afin de pouvoir avoir les forces appropriées au bon endroit au bon moment », a souligné Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan. Ce dossier fait par ailleurs l'objet d'une coopération étroite avec l'Union européenne [UE], qui a prévu d'allouer 6,5 milliards d'euros dans son projet de budget 2020-27 pour financer son plan d'action visant à améliorer la mobilité militaire au sein de ses frontières.

Ces mesures viendront d'ajouter à celles décidées lors du sommet de l'Otan organisé à Varsovie, en juillet 2016. À l'époque, il fut décidé de renforcer le flanc oriental de l'Alliance avec la mise en place d'une « présence avancée » dans les pays baltes et la Pologne, avec le déploiement de quatre bataillons multinationaux ainsi que d'une « présence avancée adaptée » dans la région de la mer Noire, avec une brigade multinationale.

Pour autant, pour les pays du flanc oriental de l'Otan, qui font partie du « B9 » [c'est à dire les « 9 de Bucarest », dont la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la République Tchèque], il faudrait aller encore plus loin. Réunis à Varsovie, le 8 juin, ils ont en effet dit souhaiter que la « présence renforcée » de l'Alliance, essentiellement terrestre, soit élargie aux composantes navales et aériennes.

Les pays du B9 sont « d'accord qu'il serait nécessaire » de renforcer la présence de l'Otan « par une composante navale et une composante aérienne », pour « parvenir à un spectre complet », a ainsi affirmé Andrzej Duda, le président polonais.

Insistant sur l'importance de la mer Noire (« parce que c'est là que nous vivons », a-t-il dit), le président roumain, Klaus Iohannis, est allé dans le sens de son homologue polonais en plaidant pour une « approche intégrale du flanc orientale » de l'Otan.

« Tant que nous sommes unis, nous sommes forts. Si nous découpons le flanc oriental en morceaux séparés, ce sera plus difficile », a fait valoir M. Iohannis.

Par ailleurs, les dirigeants du B9 ont, dans une déclaration commune, appelé à l'Alliance à préparer une réponse à la menace dite « hybride », dont l'Ukraine a fait les frais au moment de l'annexion de la Crimée par la Russie. Un récent rapport de l'Assemblée parlementaire de l'Otan avait plaidé pour que cette menace fasse l'objet d'un « article 5 bis » afin de baisser le seuil qui déclencherait l'activation de la clause de défense collective entre les Alliés.

« Le sommet de l'Otan en 2018 doit encore renforcer l'unité de l'Alliance et – dans l'esprit du principe des 360 degrés – donner une réponse intégrale aux menaces actuelles, dont la menace hybride, auxquelles sont confrontés les Alliés », est-il affirmé dans cette déclaration finale, qui défend également une approche alliant dissuasion et dialogue à l'égard de la Russie.

Opérations Ponctuelles

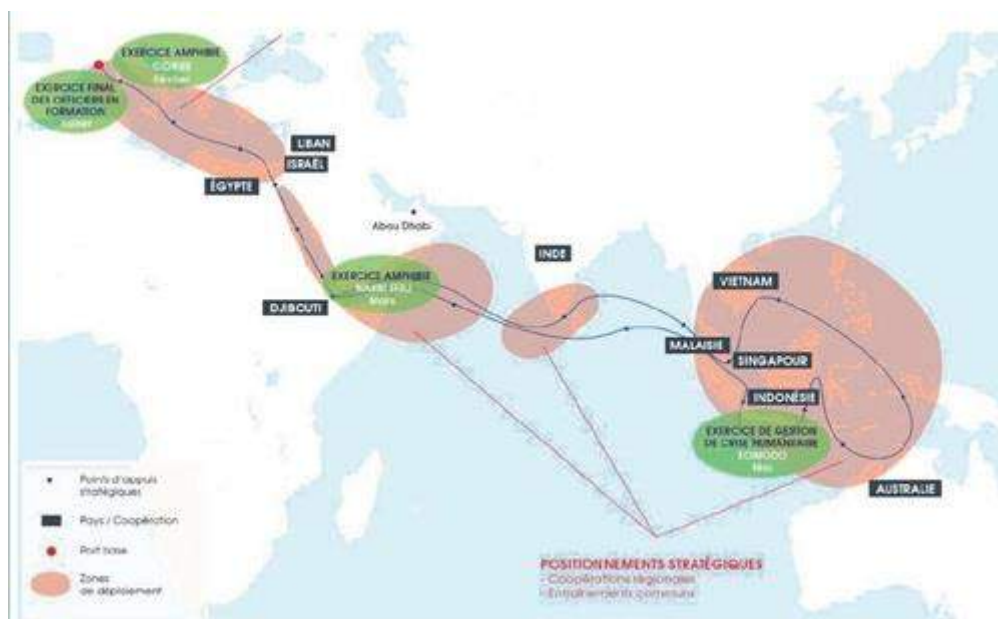
Mission Jeanne d'Arc 2018

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Partie de Toulon le 26 février, la mission Jeanne d'Arc 2018 a traversé la zone Méditerranée et la zone Moyen-Orient Afrique avant de rejoindre l'océan Pacifique. Les officiers de l'École d'application des officiers de marine (EAOM) effectuent jusqu'au 20 juillet leur premier déploiement opérationnel de longue durée, à bord d'un groupe composé du Bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude* et de la Frégate type La Fayette (FLF) *Surcouf*.



Au-delà de l'attachement de la France au principe de la liberté de navigation et de sa contribution à la sécurité des espaces maritimes, assurées régulièrement par nos forces navales affectées dans cette zone, la mission Jeanne d'Arc permet également de valoriser le haut niveau d'interopérabilité interarmées et interalliée. C'est notamment le cas avec le Royaume-Uni, puisqu'un détachement d'hélicoptères de la *Royal Navy* est embarqué à bord du BPC *Dixmude*. Ces moyens viennent renforcer les capacités « porte hélicoptères d'assaut » du BPC et permettent un véritable partage de savoir-faire dans le domaine amphibie. Ce déploiement, qui confirme l'intensification de la **coopération maritime franco-britannique** et le haut niveau d'intégration des forces armées, s'inscrit dans la montée en puissance de la *Combined Joint Expeditionary Force* (CJEF), sanctuarisée par le traité de Lancaster House. Le BPC *Tonnerre* manœuvre par ailleurs actuellement en Atlantique avec treize autres bâtiments de guerre, dans la cadre de l'exercice interalliés et interarmées franco-britannique Catamaran 2018, qui vise à atteindre la pleine capacité opérationnelle de la CJEF en 2020.



La mission Jeanne d'Arc est un outil de connaissance et d'anticipation. Elle permet également de valoriser la **qualité des relations entretenues par la France avec ses partenaires stratégiques régionaux**. Une grande partie du déploiement s'est en effet déroulée dans la région Indo-Pacifique, zone cruciale pour la France et ses intérêts stratégiques. Les escales de la mission

permettent des échanges à différents niveaux en soutien à la diplomatie de la France, et des exercices conjoints renforcent les liens opérationnels. La France a ainsi participé à l'exercice bilatéral *Varuna* avec l'Inde, et l'exercice multilatéral *Komodo* organisé par l'Indonésie, auquel 43 pays ont participé.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

SAHEL (BARKHANE)

Barkhane : à Fort Diffa, le détachement français participe à la formation de jeunes recrues nigériennes

Mise à jour : 04/06/2018

D'avril à mai 2018, le détachement français stationné à Fort Diffa au Niger a mis en œuvre un détachement d'instruction opérationnelle au profit de jeunes soldats nigériens incorporés au sein de la 521^e compagnie de commandement d'appui et de soutien (CCAS).



Différents domaines ont été enseignés au cours de cette formation : actes réflexes du combattant, instruction sur le tir de combat, combat en zone urbaine et secourisme au combat. À l'issue de chaque période d'instruction, des ateliers pratiques de restitution ont été mis en place.

La 521^e CCAS, divisée pour l'occasion en 2 groupes de 124 soldats chacun, a ainsi pu bénéficier du partage des savoir-faire tactiques et techniques du détachement français. Afin de contrôler les acquis et d'officialiser la fin de l'instruction, un exercice de synthèse parcourant l'ensemble des domaines enseignés a été réalisé. Il a permis d'apprécier les progrès faits par les soldats nigériens, de mettre en avant leur dynamisme, leur motivation et leurs qualités de combattant.

Cet échange franco-nigérien aura permis de consolider le partenariat entre les deux troupes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane : formation des forces armées maliennes à l'appui feu hélicoptère

Mise à jour : 05/06/2018

Dans le cadre de la montée en puissance des forces armées partenaires, le groupement tactique désert aérocombat (GTD-A) de la force Barkhane a réalisé le 18 et 19 mai à Gao, une formation au profit des forces armées maliennes (FAMa) sur les procédures de la demande d'appui feu hélicoptère (AFH).



Plusieurs commandants d'escadrilles d'hélicoptères de reconnaissance et d'attaque ont formé au total 10 spécialistes maliens aux manœuvres et aux procédures de demande d'appui feu entre une troupe au sol et des hélicoptères. La bonne maîtrise de ces procédures garantit une bonne coordination entre les hélicoptères et les unités au contact d'un éventuel ennemi. Après un drill sur les messages radio et les procédures qui leur ont été apprises, les Maliens ont pu voir en direct les effets de leurs demandes, les hélicoptères du GTD-A effectuant des passes de tir canon sur des objectifs dument désignés pour l'exercice. L'objectif de cette formation était de développer des réflexes, tant chez les FAMa que chez les pilotes de Barkhane, par une connaissance affinée des spécificités de l'aérocombat.

Cette instruction au profit des cadres de l'armée malienne est devenue une constante du partenariat entre les deux forces. L'an dernier, le GTD-A avait déjà dispensé cette même instruction. L'appui mutuel entre les deux forces est devenu essentiel, les hélicoptères de Barkhane œuvrant très fréquemment avec les FAMa déployées sur leurs bases et sur le terrain en opération.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane : formation tactique d'un régiment malien de Tessalit

Mise à jour : 06/06/2018

Un détachement d'instruction opérationnel du groupement tactique désert blindé infanterie Lyautey a formé durant près de 4 mois le détachement du 71^e régiment mixte des forces armées maliennes (FAMa) basé à Tessalit. Outre la formation tactique, l'instruction a porté sur le développement de procédures communes entre les unités maliennes et la force Barkhane, afin de faciliter et renforcer l'intégration entre les deux forces.



Pendant plus de 4 mois, les militaires maliens de Tessalit ont été formés dans de nombreux domaines comme le combat de groupe, les techniques de lutte contre les engins explosifs improvisés, le secourisme ou encore le tir.

La présence à Tessalit de nombreux experts de la force Barkhane dans les spécialités du génie, de l'artillerie et du secourisme a permis d'apporter une réelle plus-value à ce partage des connaissances. Le détachement FAMa a ainsi pu consolider ses fondamentaux en matière d'artillerie et travailler les procédures interarmes, pour apprendre à combiner des effets sur le terrain.

Toutes les instructions étaient suivies d'une mise en pratique, visant à développer des réflexes chez les partenaires maliens. En parallèle, un effort a été fait pour intégrer les FAMa dans les missions de sécurisation de zone aux côtés de la force Barkhane.

Cette formation a permis de consolider les savoir-faire indispensables à l'autonomisation des FAMa et de mettre en place des procédures favorisant les actions communes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane : don de livres à l'institut de formation des maîtres de Gao

Mise à jour : 07/06/2018

Dans le cadre des actions civilo-militaires, les forces armées maliennes (FAMa) et la force Barkhane travaillent ensemble pour améliorer le quotidien des populations de Gao. Cette action passe notamment par la formation des futurs enseignants et la scolarisation des enfants maliens. Dans ce cadre, une remise de livres a été réalisée par les FAMa au profit de l'institut de formation des maîtres de Gao le 29 mai.



Durant le mois de mai, la force Barkhane a reçu de métropole trois cartons de romans et de revues scientifiques à destination des futurs enseignants. L'équipe civilo-militaire malienne du sergent-chef Mathieu s'est chargée d'organiser la distribution de ces livres aux élèves de l'institut, à l'occasion d'une remise solennelle.

Le sergent-chef Mathieu s'est ensuite adressé à ces derniers, insistant sur la nécessité de lire et de maîtriser la langue de leur pays. En diversifiant et en élargissant leurs lectures, les futurs enseignants seront à même d'acquérir de nouvelles connaissances et d'élargir leurs compétences, qu'ils pourront transmettre aux élèves auxquels ils enseigneront.

Les responsables des deux forces ont été vivement remerciés par le responsable de l'établissement.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane : échange avec la force conjointe G5 Sahel à Niamey

Mise à jour : 08/06/2018

Le 25 mai 2018, une délégation du poste de commandement fuseau centre de la force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) a rendu visite à la base aérienne projetée de Niamey dans le cadre du partenariat entre la force Barkhane et la FC-G5S.



Le colonel-major Nya, chef d'état-major du poste de commandement fuseau centre, accompagné d'une délégation de militaires, a été accueilli par le colonel Gauthier commandant la base aérienne projetée et représentant du COMANFOR à Niamey.

Après une mise en perspective des capacités et des missions de la base aérienne projetée, une présentation de l'ensemble des moyens aéronautiques assurée par les commandants des détachements drone, chasse et de transport opérationnel, leur a permis de découvrir les possibilités de soutien et d'appui aérien que la force Barkhane peut fournir dans le cadre de son partenariat opérationnel avec la FC-G5S. Au terme de ce tour d'horizon capacitaire, une visite de ces détachements leur a offert une vision claire des moyens de haute technologie dont dispose la force Barkhane dans le domaine aéronautique.

Le chef de la délégation du poste de commandement fuseau centre FC-G5S a remercié la force Barkhane pour son accueil en soulignant l'importance du partenariat opérationnel des deux forces. Le colonel-major Nya a dit y voir un excellent cadre de coopération à venir : « *pour atteindre ses ambitions, le potentiel de la FC-G5S a besoin de l'appui de la force Barkhane* ».

Riche en échanges, cette visite contribue à la consolidation du lien entre la force Barkhane et la FC-G5S. Elle illustre le partenariat dans leur lutte commune contre les groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne. Dans les prochaines semaines, le poste de commandement fuseau centre envisage d'accueillir, à son tour, une délégation de la base aérienne projetée de Niamey pour permettre aux officiers de la force Barkhane de découvrir de l'intérieur la force conjointe du G5 Sahel.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

8 – MISSINT

14 JUILLET

Défilé : tout se confirme, rien ne se transforme

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le défilé aérien répétait hier sa première sonnette, la reconnaissance des axes, confirmant les informations parues sur ce blog et le twitter associé. Les Mirage 2000N du **2/4 La Fayette** seront bien mis en valeur pour leur dernier passage sur les Champs-Élysées. Le MRTT Phénix défilera pour la première fois, devant un bloc de Mirage 2000D de Barkhane. L'appareil, manié par un équipage mixte Airbus/armée de l'air, décollera directement d'Espagne, puisqu'il n'est toujours pas livré à l'armée de l'air.

Un M346 singapourien survolera aussi l'avenue : de quoi faire résonner la présence des militaires de ce pays (depuis plus de 20 ans en France) qui sera aussi, avec le Japon, l'invité d'honneur.

L'Allemagne prêtera aussi un de ses Atlas.

Au moins un Reaper de l'escadron de drones **1/33 Belfort** sera aussi sur le pont pour, comme l'an dernier, veiller au grain dans le cadre du dispositif particulier de sûreté aérienne. Un de ses petits frères pourrait aussi voler le 14 juillet : la garantie ne sera connue que le 15 juin, car pour faire voler deux drones, il faut en avoir deux, et donc, en faire revenir un de Barkhane.

Qui pourrait très bien s'en suffire : dans tous les cas, le potentiel technique des Reaper n'est pas suffisamment utilisé sur place, ce drone ne manquera pas.

Chez les avions à hélices, notons la présence de **l'équipe de voltige de l'armée de l'air** qui fête ses 50 ans cette année, ou de PC-6.

Au sol, chez les défilants, deux bases aériennes, Cognac et Villacoublay.

Dans l'après-midi du 14 juillet, les services du GMP achèvent aussi de travailler sur un rendez-vous entre les militaires du défilé et les Français et touristes. Un rendez-vous qui nécessite, on l'imagine, un peu de sécurité.

SERVICE NATIONAL

Service national universel : 15 organisations de jeunesse ébranlent le projet

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> AFP agence Mis à jour le 03/06/2018 à 13:48 Publié le 03/06/2018 à 10:35



Dans une tribune publiée par *Le journal du dimanche*, un collectif rassemblant un large panel de mouvements de jeunesse fustige les «incohérences» et le caractère «contraignant» du projet de service national universel du gouvernement.

«Nous ne voulons pas d'un service national obligatoire». Dans *Le journal du dimanche* de ce dimanche 3 juin, quinze organisations de jeunesse s'opposent frontalement à la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de créer un service national universel et obligatoire. Le collectif fustige notamment les «incohérences» et le caractère «contraignant» du projet de service national universel du gouvernement, ainsi que sa logique «démagogique».

La tribune d'une demi-page réunit des mouvements aussi divers que des syndicats étudiants - Fage, Unef - et lycéens - SGL, UNL -, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), le MAG Jeunes LGBT ou encore Jets d'encre, une association qui promeut les journaux réalisés par les jeunes, et Animafac, un réseau national d'associations étudiantes.

«Cadre obligatoire, rigide et contraignant»

Un groupe de travail mandaté par l'Élysée a récemment remis ses propositions sur ce nouveau service national universel (SNU), promesse de campagne d'Emmanuel Macron. Il pourrait prendre la forme d'un mois obligatoire entre 15 et 18 ans (comprenant notamment des activités sportives, un apprentissage des gestes de premiers secours, etc.) suivi d'une phase d'engagement citoyen de «trois à six mois avant 25 ans».

Les ultimes arbitrages sont attendus dans les prochaines semaines mais les signataires de la tribune dénoncent d'ores-et-déjà l'idée d'un service «obligatoire». «Ce projet souffre d'un premier décalage majeur entre d'un côté la volonté des jeunes qui [...] font le choix de s'engager de façon souple et diverse [...] et, de l'autre, le cadre obligatoire, rigide et contraignant que le projet semble faire émerger».

«La mixité sociale ne se décrète pas»

«La mixité sociale ne se décrète pas, elle se construit en même temps que le citoyen en devenir, à l'école de la République» et «c'est au sein de celle-ci que tout peut être fait pour offrir à toute la possibilité de s'engager», estiment les signataires, qui rappellent que «de nombreuses initiatives portées par l'Éducation nationale et les associations offrent des solutions adaptées aux réalités».

Les quinze organisations suggèrent plutôt au gouvernement de consacrer son investissement «à l'accompagnement des jeunes en difficulté, à la prévention des risques, au passage du Code de la route, à des formations sur l'égalité femmes-hommes, sur les enjeux climatiques, sur la découverte d'autres cultures, etc.». Avant de conclure: «Renforçons la confiance des jeunes envers une nation capable d'orienter sans imposer et de conseiller sans contraindre!».

La jeunesse bientôt «consultée»?

Sur BFMTV, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a regretté un «procès d'attention» et a appelé les signataires à «éviter la discorde sur un tel sujet, qui peut être un très beau sujet d'unité nationale, qui permettra d'avoir dans le futur un creuset républicain retrouvé».

Assurant qu'il y aurait une «consultation de la jeunesse sur le sujet», le ministre a proposé aux quinze organisations de «dialoguer au cours des prochaines semaines et des prochains mois».

La fronde monte contre le service national obligatoire

Actualités Actu France Société <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 04/06/2018 à 07:50, Mis à jour le 04/06/2018 à 12:01 Société – Polémique Guillaume Atchouel



Photo AFP

Le Service national Universel (SNU) est une promesse de campagne d'Emmanuel Macron maintes fois repoussée et souvent critiquée, notamment par les militaires. Mais, cette fois, il semble bien que le Président veuille que les choses avancent puisqu'il vient de mandater un groupe de travail, dirigé par le général Ménaouin. Ce groupe lui avait conseillé de consulter la jeunesse, par l'intermédiaire de syndicats et d'associations, avant d'arrêter les grandes lignes du SNU qui sera obligatoire et d'une durée d'un mois.

Quatorze organisations de jeunesse n'ont pas tardé à lui faire part de leur position sur la question dans une tribune publiée hier dans *Le JDD*. Dans leur écrit, elles mitraillent «les incohérences et les décalages» de cette proposition. Ces organisations dénoncent surtout «le caractère obligatoire, rigide et contraignant que le projet semble faire émerger».

«S'engager, c'est surtout choisir considèrent-elles. Faire le choix de s'engager, de donner du temps à une cause ou à un projet, c'est aussi faire le choix de se trouver et de se construire, en s'assurant en tant qu'individu et en tant que citoyen. Choisir l'engagement est tout aussi important, si ce n'est plus, que l'engagement lui-même. C'est ce choix qui donne tout son sens à l'expérience citoyenne qu'est l'engagement, car il matérialise le libre arbitre» soutiennent ces organisations. De plus, le financement du SNU fait polémique. Il en coûterait 1,7 milliard d'euros par an, selon un récent rapport. Une enveloppe à laquelle il faut rajouter la construction de lieux

d'hébergement. Emmanuel Macron a décidé de laisser passer l'été avant de rendre ses arbitrages.

9 – Défense de par le Monde

Surprise, surprise ! La Suède rappelle 22 000 réservistes de la Home Guard

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 06.06.2018 Par Philippe Chapleau



C'est une première depuis 1975: 40 bataillons de la Home Guard ont été rappelés mardi soir pour un déploiement express ce mercredi, jour férié en Suède (c'est la Fête nationale).

Ces 40 bataillons de la *Hemvärnet* regroupent 20 000 hommes et femmes et l'état-major espère que la moitié d'entre eux répondront à l'appel et pourront être déployés dès ce mercredi matin. Le CEMA suédois, le général Micael Bydén, compte beaucoup sur cet exercice surprise pour tester les capacités des réservistes et celles de la logistique qui a commencé à équiper et armer les troupes dès mardi soir.



La Home Guard est responsable de la défense du territoire et de la protection des infrastructures essentielles au bon fonctionnement des institutions, de façon à libérer les troupes d'active pour un déploiement le long de la frontière.

Ce rappel massif de réservistes intervient après la distribution d'un livret intitulé "En cas de crise ou de guerre, détaillant les mesures à prendre en cas de guerre ou catastrophe naturelle. Lire **ici** un article sur ce livret.

Il s'inscrit aussi dans un large effort de remilitarisation du pays face aux menaces extérieures. Stockholm avait ainsi annoncé début mars le rétablissement du service militaire dès cet été, sept ans après l'avoir supprimé, et l'état-major des armées avait redéployé des forces sur l'île de Gotland, avant-poste exposé en cas de conflit dans la Baltique. Lire mon post **ici** et le communiqué officiel **ici**.

Le Gotland Regiment a d'ailleurs été formellement recréé le 25 mai:



La Suède convoque 22.000 réservistes pour un exercice d'une ampleur inédite depuis 1975

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe par Laurent Lagneau Le 06-06-2018



Photos : Ministère suédois de la Défense

Depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014, les pays scandinaves, dont la Suède, parlent d'une situation sécuritaire « sensiblement dégradée » dans leur environnement proche, notamment en raison d'une intensification de l'activité militaire russe.

Ainsi, la Baltique pourrait être une zone de confrontation dans le cas où les États baltes et la Pologne seraient déstabilisés par la Russie. D'où la décision de la Suède de remilitariser l'île stratégique de Gotland, en y réactivant un régiment. Et cela d'autant plus que les forces russes ont déployés une bulle A2AD [ndlr, Anti-Access Area-Denial] » dans l'enclave de Kaliningrad.

Riche en ressources naturelles et susceptible, avec le changement climatique annoncé, de devenir le carrefour de nouvelles routes maritimes, la région du Grand Nord est une autre région stratégique, qui plus est déclarée « prioritaire » par la Russie. D'où ses activités militaires près de la Norvège et ses intimidations à l'égard du Danemark.

Mais pas seulement car la Suède et la Finlande ont ainsi signalé, à plusieurs reprises, plusieurs incidents aériens et navals impliquant les forces russes.

En décembre, un rapport d'étape, rédigé par un « forum de consultation » réunissant des députés du Riksdag, a ainsi estimé que la Suède pouvait faire l'objet d'une attaque militaire, sans pour autant précisé quel pays pourrait être l'assaillant.

Ce document a conforté les orientations prises par Stockholm dans le domaine de la défense. Orientations se traduisant par des hausses régulières des dépenses militaires suédoises, la recherche de coopérations militaires (avec le Royaume-Uni, les États-Unis et la Finlande), le retour de conscription (qui avait été supprimée en 2010) ou encore par la reprise en main d'une industrie de l'armement qui avait été délaissée après la fin de la Guerre Froide.

Ce nouveau contexte sécuritaire a également motivé le retour du concept de « défense totale », qui vise à faire en sorte que le pays puisse continuer à fonctionner dans des conditions perturbées, avec une très grande synergie entre les forces armées, les services de sécurité civile et le secteur privé.



Photos : Ministère suédois de la Défense

Signe qu'elle prend très au sérieux une telle menace d'attaque, la Suède a renoué avec des pratiques qui n'avaient plus cours depuis des années, avec l'organisation de manœuvres militaires d'une ampleur inédite, la diffusion, comme dans les années 1960, d'un livret intitulé « En cas de

crise ou de guerre » ou encore la simulation, par le Riksdag, d'un état de guerre. Ce qui ne s'était plus vu depuis 1997.

Un autre signe vient d'être donné par Stockholm. En effet, alors qu'elle célèbre sa fête nationale, en ce 6 juin, la Suède a rappelé 22.000 réservistes de la Hemvärnet [« Garde intérieure », ndlr] pour un exercice à la fois impromptu et... inédit depuis plus de 40 ans.

Cet exercice, organisé à l'échelle nationale, vise à tester la mobilisation de cette Garde intérieure, chargée de tâches de surveillance, de défense et de logistique.

« Notre mission est de renforcer la défense de la Suède et d'améliorer nos capacités opérationnelles [...]. Nous mettons ici à l'épreuve la chaîne de mobilisation pour environ la moitié de notre organisation, ce que nous n'avons pas fait depuis 1975 », a expliqué le général Micael Bydén, le chef d'état-major des forces armées suédoises. « Les missions de protection et de surveillance de la réserve sont cruciales pour permettre au reste des forces armées de défendre la Suède », a-t-il ajouté.

La Hemvärnet doit ainsi mobiliser 40 bataillons sur l'ensemble du territoire suédois, soit jusqu'à 22.000 réservistes. Leurs missions de protection et de surveillance sont « essentielles pour que les forces armées puissent défendre la Suède », explique un journal suédois, qui précise que « les soldats seront vus dans tout le pays, c'est à dire dans les ports, les aéroports, les rues et les places. »

Améliorer la sécurité de l'espace aérien balte

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Systèmes 6 juin 2018 | Par Justine BOQUET



Les Mirage 2000-5 français participent à la 47ème rotation de la Baltic Air Policing. © Armée de l'air

Un rapport sur la défense de l'espace aérien balte a été publié par le Centre International de Défense et de Sécurité.

Le ministère de la Défense estonien a présenté les conclusions d'une étude menée sur les capacités de défense aérienne des pays baltes. Réalisé par le Centre International de Défense et de Sécurité (International Centre for Defence and Security), ce rapport donne des pistes pour améliorer la sécurité de l'espace aérien balte.

Les auteurs de l'étude ont étudié la défense aérienne des pays baltes en considérant les trois Etats comme un ensemble. « La coopération entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie est importante, tout comme la coopération réalisée avec les alliés dans le cadre de l'OTAN », précise le Ministère de la Défense estonien. En effet, au regard des moyens détenus par les trois Etats baltes et du montant de leurs investissements de défense, leur coopération est désormais indispensable pour acquérir un ensemble de systèmes cohérent.

Le rapport rappelle ainsi que les trois Etats baltes ont déjà réalisé ces dernières années des investissements importants dans leur défense. « Des ressources considérables ont été investies dans le développement des bases aériennes d'Amari, de Lielvarde et de Siauliai, ainsi que dans les technologies radar, les senseurs, les systèmes de communication et la formation du personnel ». Cependant, ces efforts ne doivent pas être interrompus et la coopération des Etats doit permettre d'identifier des chantiers prioritaires. Parmi les pistes identifiées pour améliorer la défense aérienne de l'espace balte, le rapport suggère qu'un effort soit porté sur les moyens de communication et de gestion des données. Une « harmonisation des systèmes de défense aérien

à courte et moyenne portée » doit également être réalisée afin d'établir un ensemble cohérent. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie doivent essayer autant que possible de mettre en commun leurs ressources pour établir une défense aérienne crédible.

En raison de leur proximité géographique, la coopération et les échanges d'informations avec la Finlande et la Suède doivent également être renforcés.

Enfin, les Etats baltes ne pouvant assurer seuls la protection et la défense de leur espace aérien, les auteurs du rapport saluent le rôle joué par les alliés de l'OTAN à travers la mission de police du ciel. Cependant, ils estiment qu'il faudrait aller plus loin en mettant en place des missions de défense aérienne. Des exercices plus récurrents doivent également être conduits, mobilisant notamment des avions de chasse alliés, afin de faire face aux lacunes des Etats baltes dans ce domaine. Rappelons qu'ils ne détiennent pas d'avions de combat.

Belgique et Pays-Bas lancent l'achat de 16 bâtiments dont 4 frégates

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 09.06.2018 Par Philippe Chapleau

La Belgique et les Pays-Bas ont donné jeudi le coup d'envoi à l'achat en commun de seize navires militaires - deux frégates et six navires de lutte contre les mines pour chaque pays - pour un montant total de plus de quatre milliards d'euros, avec des livraisons des nouveaux bâtiments attendues à partir de 2023 et jusqu'à la fin de la prochaine décennie.

Selon l'agence *Belga*, "les Pays-Bas assureront la direction du programme des nouvelles frégates, alors que la Belgique prendra en charge la construction de douze nouveaux navires de lutte contre les mines pour les deux pays. La Belgique et les Pays-Bas ont chacun prévu de consacrer un montant d'environ un milliard d'euros à chaque contrat."

Les nouvelles frégates doivent remplacer quatre bâtiments multirôles - ou "M-fregatten" - entrées en service au début des années 1990 et dont la Belgique a racheté deux exemplaires aux Pays-Bas en décembre 2005 pour 230 millions d'euros, le *Leopold 1* et le *Louise-Marie*.

Les nouvelles "plate-formes" de lutte contre les mines (MCM en jargon militaire) remplaceront pour leur part les chasseurs de mines tripartites (CMT) construits à l'époque en coopération par la France, la Belgique et les Pays-Bas) dont la Marine belge possède encore cinq exemplaires et le vénérable navire de commandement et de soutien logistique *Godetia*.

L'annonce a été faite en marge de la réunion de l'Otan par les ministres de la Défense belge et néerlandais, Steven Vandeput et Ank Bijleveld, qui ont signé deux Memorandums d'entente (MoU) qui "donnent le coup d'envoi" à la procédure d'achat de ces navires.

Par ailleurs, toujours en marge de ce sommet ministériel, la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas ont conclu un accord pour créer un commandement conjoint destiné à chapeauter leurs unités de forces spéciales. Ce Composite Special Operations Component Command (C-SOCC) qui devra être pleinement opérationnel en 2021, comptera 125 militaires.

10 – Nos Forces Armées

Au profit des blessés des armées: un concert Unisson, le 10 juin, à Brest

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 03.06.2018 Par Philippe Chapleau

Un Concert Unisson au profit des blessés des armées et des familles des militaires morts en service sera donné le dimanche 10 juin 2018 à 17h, à l'auditorium du conservatoire à rayonnement régional de Brest métropole.

La Musique des Transmissions de Rennes, avec la participation du Band Jo Sax, proposera une prestation artistique originale : « Le Bal des tranchées, de la Grande Guerre aux années folles », thématique s'inscrivant dans le cadre du centenaire de la Première guerre mondiale.

Cette soirée permettra de récolter des fonds au profit de trois associations : Terre fraternité pour l'armée de Terre, l'ADOSM pour la Marine nationale, la FOSA pour l'armée de l'Air.

En 2017, le budget « exécuté » des Armées aura finalement été de 33,5 milliards d'euros

<http://www.opex360.com/> Posté dans Politique de défense par Laurent Lagneau Le 04-06-2018



Sur le plan budgétaire, l'année 2017 aura été mouvementée pour les Armées. La loi de finances initiale prévoyait d'octroyer à la mission « Défense » 32,7 milliards d'euros, soit environ 600 millions de plus par rapport à 2016, avec une provision pour les surcoûts liés aux opérations extérieures inchangée, à 450 millions.

L'annonce, en juillet, d'une coupe de 850 millions d'euros (dont 643 millions pour financer les surcoûts OPEX) dans les crédits alloués aux Armées mit le feu aux poudres, avec la démission (inédite) de leur chef d'état-major, en l'occurrence celle du général Pierre de Villiers. Or, à l'époque, Bercy avait déjà gelé 2,7 milliards d'euros...

Après cet épisode fâcheux, Florence Parly, la ministre des Armées, obtint un premier dégel de 1,2 milliard d'euros, ce qui permit de calmer un peu les esprits. Puis, en novembre, elle gagna un autre bras de fer en réussissant à décrocher près de 400 millions d'euros, au « nom de l'effort national de défense » pour couvrir, via un financement interministériel, le solde des surcoûts OPEX et OPINT [opérations intérieures], le montant relatifs à ces dernières ayant fortement augmenté en raison, notamment, de l'intervention aux Antilles après le passage de l'ouragan Irma.

À quelques jours de la fin de l'année 2017, Mme Parly gagna un autre arbitrage, en obtenant le déblocage de 700 millions euros de crédits que le ministère de l'Action et des Comptes publics gardait jusqu'alors sous le coude. Cette somme a été dépensée en 48 heures (cependant, on ignore toujours à quoi ont servi 156 millions).

Finalement, et selon les chiffres donnés par le ministère des Armées **[.pdf]**, le budget exécuté de la mission Défense en 2017 s'est élevé exactement à 33,5 milliards d'euros, soit un montant supérieur de 800 millions d'euros par rapport à celui inscrit par la Loi de finance initiale.

Lors d'une audition devant la commission des Finances, à l'Assemblée nationale, dans le cadre du « printemps de l'évaluation », Mme Parly a parlé « d'ouvertures de crédits qui sont intervenues » en cours d'exercice, notamment après la coupe de 850 millions d'euros décidées en juillet. En outre, elle a précisé que le report de charges est resté stable en 2017, à 3,1 milliards d'euros, mais qu'il aura toutefois vocation à augmenter au cours des prochaines années, compte tenu des engagements pris en matière d'équipements.

Par ailleurs, la masse salariale du ministère des Armées a été maîtrisée, ce qui n'est pas forcément un bon signe. En effet, cela s'explique par l'apparition d'un « sous-effectif », c'est à dire que le recrutement prévu n'a pas été réalisé dans sa totalité, ce qui peut poser des problèmes, à terme, dans des spécialités « pointues ».

Reste que le coup de rabot de l'été dernier n'a pas été sans conséquences, même si le ministère des Armées a veillé à ce qu'elles soient « sans impact physique immédiat ».

Les prix Schoendoerffer à Dorothée Olliéric

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Elle a fait le doublé et elle le mérite : la journaliste de France 2 **Dorothée Olliéric** a obtenu les deux prix Schoendoerffer attribués hier pour un sujet vidéo court et un long.

Elle parcourt la terre depuis plus de 20 ans, souvent au contact des forces françaises, et cette baroudeuse née dans la presse quotidienne régionale, une des rares qui a pu aussi couvrir la présence des forces spéciales françaises sur un théâtre, sait à chaque fois creuser son trou pas très loin des militaires, pour amener le téléspectateur de France 2 pas très loin de l'action.

Les deux prix d'hier le rappellent, celle-ci peut être à Barkhane, avec le **RMT**, ou sur le territoire national, avec le **2^e REP**.

Ceux qui connaissent Dorothée ne seront pas surpris par le fait qu'elle a tenu à associer à ces prix son JRI, le journaliste reporter d'images qui l'accompagne quasi-fidèlement partout. Mais aussi, et ce n'était pas commun, hier, quelques-uns des marsouins dont elle avait partagé le quotidien dans les sables de Barkhane. Le CDU, le chef de section, l'offcom, mais aussi "Master 2", un caporal qui manie la Minimi.

Une façon comme une autre de rappeler que sans journalistes, il est difficile de restituer l'action des armées, un basique pourtant régulièrement oublié. Mais que sans militaires, il n'y a pas non plus de sujets humains (un autre basique). Un bel hommage, aux militaires, et à celle qui le couvrent, en tout état de cause.

Catamaran 2018: la force amphibie débarquera à Quiberon

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 07.06.2018 Par Philippe Chapleau



Après une première phase dans le secteur de La Rochelle et de l'île de Ré, l'exercice franco-britannique *Catamaran 2018* va entamer sa seconde phase dans le Morbihan. La force amphibie y opérera entre le 7 et le 13 juin (date du rembarquement des troupes et des véhicules).

Contrairement à ce que j'ai écrit dans un récent post, la zone de débarquement ne se situe pas à Suscinio (commune de Sarzeau) mais sur le site du Fort Neuf, à Quiberon (photos Marine nationale).

Comme l'a précisé la préfecture du Morbihan le 6 juin, "pour des raisons de sécurité, l'accès au site du Fort Neuf sera règlementé à la circulation et à la déambulation, du jeudi 7 au samedi 9 juin, puis le 13 juin pour le rembarquement, en conformité avec les arrêtés municipaux pris à cet effet".



Par ailleurs, "cette Force incluant des véhicules militaires tactiques et blindés sur roues, l'attention des usagers est appelée à la plus grande prudence sur l'ensemble des axes couvrant une large portion centrale du département, comprise entre Quiberon, Auray, St-Jean-Brévelay, Monterrein,

Saint-Congard et Vannes. Entre le 8 et le 13 juin il sera probable de croiser des véhicules tactiques ou blindés au gabarit parfois imposant, notamment sur les itinéraires du réseau secondaire."

Le tiercé du Challenge Damien Boiteux

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 8 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Chaque année, les tireurs d'élite des unités dépendant du **commandement des opérations spéciales** et des forces spéciales de l'Intérieur se confrontent amicalement au challenge **Damien Boiteux**, du nom du premier mort de l'opération Barkhane, un pilote d'hélicoptère Gazelle de la Task Force **Sabre** (1).

Traditionnellement, ce challenge est aussi l'occasion d'échanger des retours d'expérience, et de voir qui, ces jours-là, est le meilleur dans une série de tirs (statiques, dynamiques), réalisés depuis une Gazelle, sans personne qui vous tire dessus (ce qui arrive en opérations). Le tir air-sol est très régulièrement utilisé au Sahel dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Pour cette édition 2018, le **1^{er} RPIMa** laisse son trône longtemps incontesté au profit du **Commando de Montfort**. Sur la deuxième marche du podium, les tireurs bayonnais et sur la troisième, une fois n'est pas coutume, le **RAID** réussit à placer ses fines gâchettes.

(1) Damien Boiteux faisait partie d'un des deux équipes de Gazelle envoyés contenir le convoi djihadiste venu du nord Mali pour envahir le sud, le 11 janvier 2013. Il fut aussi le premier mort en opérations du **4^e RHFS**.

a) – Armée de Terre

Un peloton du 1^{er} Régiment de Chasseurs défend les couleurs françaises au Strong Europe Tank Challenge

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 04-06-2018



L'an passé, un peloton de chars Leclerc du 501^e Régiment de chars de combat (RCC) avait échoué au pied du podium du Strong Europe Tank Challenge, terminant ainsi derrière les équipages autrichiens (Leopard 2A4), allemands (Leopard 2A6) et américains (Abrams M1A2 SEP).

Le Strong Europe Tank Challenge est une compétition amicale qui, remise au goût du jour en 2016, est organisée conjointement par la Bundeswehr et le 7th Army Training Command à Grafenwoehr [Allemagne], afin de permettre le partage d'expérience, de tactiques et de procédure entre les participants. L'un des objectifs est de renforcer l'interopérabilité entre les participants.

Une douzaine d'épreuves sont au programme. Et, évidemment, elles sont en majorité représentatives des savoir-faire que doit maîtriser un peloton de chars de combat : manœuvres défensives et offensives, réaction à une attaque chimique et aux engins explosifs improvisés, identification et engagement de cibles, parcours d'obstacles, recueils d'informations, etc.

En 2017, le 501^e RCC fit valoir que « sur les épreuves propres aux chars, le Leclerc avait surclassé les autres chars de l'Otan » et que les « pays engagés étaient unanimes sur ce constat. » Qu'en sera-t-il pour l'édition 2018 de cette compétition, qui vient de commencer ?



Arrivée du peloton de chars Leclerc du 1^{er} régiment de chasseurs au [7th Army Training Command](#) pour la participation au Strong Europe Tank Challenge.

Les équipages commencent les préparatifs pour la compétition qui débutera le 4 juin !

Au premier plan, le char "LTN de Lattre de Tassigny". Les Chasseurs ont, ce jour, une pensée particulière pour ce lieutenant du 1^{er} Chasseurs, mort à la tête de son escadron à proximité de Ninh Binh (Indochine) le 30 mai 1951.

[Armée de Terre #SETC](#)

Cette fois, c'est le 1^{er} Régiment de Chasseurs (Rch) qui a été sollicité pour envoyer un de ses pelotons en Allemagne (4 chars et un « spare »). Ce dernier s'est préparé « pendant plusieurs mois » pour être fin prêt à se mesurer aux équipages allemands, américains, britanniques, suédois, ukrainiens et polonais.

Pour cette compétition, l'armée ukrainienne a envoyé des chars T-84 UD, dont elle ne dispose que d'une dizaine d'exemplaires, à la place des T-64BM qui firent le déplacement à Grafenwoehr. Par ailleurs, un peloton du « Queen's Royal Hussars », doté de Challenger 2, aura à défendre les couleurs britanniques.

Comme l'an passé, le Leclerc devra se confronter aux Leopard 2 (Allemagne, Pologne, Autriche et Suède, dont le Stridsvagn 122 est une déclinaison du char de Krauss-Maffei Wegmann) et aux Abrams M1 de l'US Army.

SCORPION : 1^{er} bâtiment livré à Bourges

Mise à jour : 05/06/2018

SCORPION est un programme complexe ayant des impacts dans tous les domaines, en particulier dans celui de l'infrastructure qu'il convient d'adapter à l'accueil des nouveaux équipements (JAGUAR et GRIFFON entre autres). Aujourd'hui aux écoles militaires de Bourges, le premier bâtiment dédié à la formation à la maintenance est inauguré. Une étape de plus avant la livraison du premier pôle en régiment opérationnel en 2019.



Après une longue phase de conception, d'expérimentation par la simulation et de diffusion des premiers documents de doctrine, l'inauguration ce jour du premier bâtiment SCORPION donne, comme l'affirme le général Barrera, major général de l'armée de Terre, « le « top » de la transformation SCORPION dans l'armée de Terre ». Objectif : être opérationnel avant l'arrivée des premiers équipements. Dans ce cadre, l'infrastructure liée **bénéficie d'une priorité financière et calendaire**.

Pour permettre la maintenance des équipements et l'instruction liée, le nouveau pôle « SCORPION – engins blindé » de Bourges se compose de **plusieurs bâtiments dédiés à la formation (salles de cours et de simulation, bureaux...) ou au stockage (hangar).**

- Suite à cette livraison à Bourges, l'ambitieux programme infrastructure SCORPION permettra dans les mois à venir :
- l'accueil des nouveaux équipements (110 JAGUAR et 800 GRIFFON) dans 44 formations de l'armée de Terre ;
- la formation du personnel dans les écoles ;
- la maintenance dans les régiments ;
- la mise en œuvre des nouvelles capacités du ravitaillement, de l'entretien courant jusqu'à la simulation ou encore le stockage multi techniques en garnison et en camps ;
- l'expérimentation, l'entraînement et l'expertise avec la « force d'expertise du combat SCORPION » (FECS) installée à Mailly ou le programme « capacité de renseignement électromagnétique spatiale » (CERES - premier système opérationnel des forces armées dédié au renseignement d'origine électromagnétique) à Lunéville.

Prochaine étape concernant SCORPION : la **livraison en 2019 du premier bâtiment en régiment opérationnel** ; le 3^e RIMa sera la première unité à être dotée de l'infrastructure et des véhicules.

Tout savoir sur le programme SCORPION <https://www.defense.gouv.fr/terre/equipements/a-venir/programme-scorpion/le-programme-scorpion>

Droits : scorpion, bourges, maintenance

Le premier bâtiment destiné aux véhicules « Scorpion » a été inauguré aux Écoles militaires de Bourges

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 05-06-2018



Photo : archive

Le « top » de la transformation SCORPION a été donné sur le site des Écoles militaires de Bourges (EMB), où sont réunis l'école du Train, l'école du Matériel et le Centre de formation logistique. En effet, le premier bâtiment destiné à accueillir les futurs véhicules de la Force opérationnelle terrestre issus de ce programme y a été inauguré par le général Bernard Barrera, le major général de l'armée de Terre, ce 5 juin.

L'arrivée des Griffon et autres Jaguar suppose des infrastructures spécifiques pour assurer leur maintenance. Aussi ont-elles bénéficié d'investissements importants et d'une « priorité calendaire ».

Le pôle « SCORPION – engins blindé » inauguré à Bourges compte plusieurs bâtiments, lesquels abritent des salles de cours et de simulation, des bureaux ainsi que des hangars. Sa raison d'être sera de former les spécialistes qui auront à assurer la maintenance des nouveaux matériels dans les régiments.

« Suite à cette livraison à Bourges, l'ambitieux programme infrastructure SCORPION permettra dans les mois à venir : l'accueil des nouveaux équipements [...], la formation du personnel dans les écoles, la maintenance dans les régiments, la mise en œuvre des nouvelles capacités du ravitaillement, de l'entretien courant jusqu'à la simulation ou encore le stockage multi techniques en garnison et en camps », explique l'armée de Terre.



« On pense rapidement aux différents ateliers NTI1 et NTI2, aux stations carburant ou aux aires de remisage... mais il ne faut pas oublier les besoins en matière d’instruction et de perception », avait expliqué, en juin 2017, l’ingénieur en chef de 2e classe (IC2) « Bruno », officier programme infrastructure Scorpion.

D’un montant d’environ 370 millions d’euros, le coût de l’étape 1 de ce programme d’infrastructure « SCORPION » a été limité grâce à la mutualisation d’infrastructures existantes (c’est d’ailleurs le cas à Bourges). « La plupart des ateliers multi-techniques et les stations d’entretien existantes dans les régiments seront adaptés aux Griffon et aux Jaguar », indique l’armée de Terre. Aussi, ajoute-t-elle, « seulement 26 % des infrastructures Scorpion seront neuves. La majorité fera l’objet d’une adaptation ou d’une rénovation légère (57 %) ou d’une réhabilitation plus lourde (17%). »

Le premier bâtiment « SCORPION » destiné à une unité opérationnelle sera inauguré en 2019, au quartier Foch-Delestraint, qui abrite le 3e Régiment d’Infanterie de Marine (RIMa).

À Lyon, un militaire du 28e Régiment de Transmissions a sauvé un enfant suspendu à un balcon

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 06-06-2018



Alors qu’il était en quartier libre entre deux patrouilles « Sentinelle », le caporal « Steven », du 28^e Régiment de Transmissions (RT), basé à Issoire, s’est porté au secours d’un enfant âgé de 18 mois, accroché à un balcon du premier étage d’un immeuble situé dans le 7^e arrondissement de Lyon.

Quand il a vu le bambin suspendu à trois mètres du sol, le militaire n’a pas hésité une seule seconde. Il a d’abord franchi le mur d’enceinte de la résidence puis a atteint le balcon.

« J’ai couru pendant que d’autres témoins appelaient les secours. J’ai pu monter sur un muret et j’ai attrapé le petit garçon. Il ne pleurait pas, mais était tétanisé. J’ai eu du mal à le décrocher », a raconté le caporal au quotidien Le Progrès.

Ayant échappé à la vigilance de ses parents, l’enfant avait franchi un espace de la grille du balcon pour récupérer une chaussette. D’où la position dans laquelle le militaire du 28^e RT l’a trouvé.

Après avoir été remercié par les parents, le militaire s’est rapidement « éclipsé, en toute discrétion », rapporte le journal La Montagne. Sans doute qu’il recevra la médaille d’honneur pour acte de courage et de dévouement, qui « récompense toute personne qui, au péril de sa vie, se porte au secours d’une ou plusieurs personnes en danger de mort. »

Cette affaire rappelle celle de Mamadou Gassama, ce jeune malien en situation irrégulière qui, le 26 mai, a grimpé plusieurs étages d’un immeuble pour sauver un jeune garçon également suspendu à un balcon. Reçu à l’Élysée après son exploit, il obtenu un carte de séjour de 10 ans, délivrée par la préfecture de Seine-Saint-Denis. Puis, comme il le souhaitait, il effectuera un

service civique de 10 mois à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP), avant éventuellement de s'y engager, quand il aura la nationalité française.

Ensuite, le général Jean-Claude Gallet, le commandant de la BSPP, a accueilli Mamadou Gassama à la caserne de Champerret, dans le XVII^e arrondissement de Paris. « Mamadou a risqué sa vie pour sauver un jeune français de 4 ans mais je rappellerai également que 21 jeunes français sont morts au combat, au Mali, pour préserver la liberté du peuple malien », a-t-il tenu à souligner.



[Pompiers de Paris](#)

✓ [@PompiersParis](#)

Extrait vidéo de la rencontre entre le général Gallet commandant la BSPP et M.

[#MamoudouGassama](#) 🇲🇱

[20:33 - 29 mai 2018](#)

Dorothee Olliéric, lauréate du prix Schoendoerffer 2018

Mise à jour : 06/06/2018

Hier soir s'est tenue la cérémonie de remise du prix cinématographique et audiovisuel de l'armée de Terre - Pierre Schoendoerffer à l'hôtel national des Invalides. Particularité de cette 6e édition : le jury a choisi de récompenser Dorothee Olliéric, journaliste et grand reporter à France télévisions, à la fois pour les formats court et long.



Chaque année, le prix Pierre Schoendoerffer distingue deux œuvres cinématographiques ou audiovisuelles grand public, en langue française, mettant en valeur l'engagement contemporain ou la vie des soldats de l'armée de Terre. Un prix est ainsi attribué au format long (type documentaire ou cinématographique) et au format court (type reportage d'actualité). Comme l'a souligné le général Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre, dans son allocution : « *Nous [les membres du jury] avons été frappés cette année par la **très grande variété des sujets dont l'armée de Terre était l'objet** : entraînement, engagement en opérations extérieures ou sur le territoire national, coopération, blessures, équipements et innovation... Il faut **se réjouir que les enjeux de Défense soient très présents dans le paysage audiovisuel** ».*

Barkhane et le territoire national primés

Après délibérations, le jury a choisi de **doublement récompenser Dorothee Olliéric**, grand reporter à France télévisions, dans les catégories formats long et court. Le sujet long primé, **Les soldats du désert**, constitue une véritable immersion au contact des soldats français de la force Barkhane. « *Nous avons voulu montrer cette mission au quotidien, avec les conditions de vie des hommes et des femmes sur le terrain avec le capitaine Cédric, le lieutenant Morgan, le 1^{re} classe Charlie ou encore Cécile l'auxiliaire de santé* » du régiment de marche du Tchad a expliqué Dorothee Olliéric dans son discours.

En parallèle, le format court récompensé, **Les soldats de Sentinelle**, porte quant à lui sur les militaires déployés sur l'opération du même nom. « 8 jours après les attentats de la gare Saint-Charles à Marseille, nous avons voulu faire le point sur l'opération Sentinelle. Qui sont les militaires que nous avons l'habitude de voir patrouiller dans les rues de Paris ou de province ? » a expliqué la lauréate.

Pour Hélène Risacher, membre du jury et journaliste à France télévisions : « *Dorothée Olliéric fait son travail, tout près des soldats, mais pas fascinée ni hypnotisée par eux. Au plus juste pour partager leur mission, la filmer, la raconter au grand public. Comme le faisait Pierre Schoendoerffer* ».



Tout savoir sur le prix Schoendoerffer <https://www.defense.gouv.fr/web-documentaire/prix-schoendoerffer-2018/index.html>

Droits : Armée de Terre 2017

Le Centre militaire de formation professionnelle de Fontenay le Comte a 60 ans

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 07.06.2018 Par Philippe Chapleau

A l'occasion des 60 ans du Centre militaire de formation professionnelle (CMFP), Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, se rendra vendredi au centre de reconversion implanté depuis 1958 à Fontenay-le-Comte.

Le CMFP dispose d'une offre de services pour les militaires en reconversion : ateliers bilan orientation, remise à niveau scolaire, stages de formation professionnelle, et il propose d'accéder à des titres professionnels (de CAP/BEP à Bac+2) ou à des qualifications permettant un accès à l'emploi dans les meilleurs délais. En 2017, le CMFP a accueilli 1 569 militaires engagés dans un parcours de transition professionnelle, dont 717 en formation professionnelle, 191 en stage de remise à niveau et 661 en bilan d'orientation.

La semaine dernière cet article sur une mission moins bien connue du CMFP a été publié a été publié dans nos colonnes (cliquer sur l'image pour l'agrandir):

Le centre aide les soldats blessés à se reconstruire

À Fontenay-le-Comte, en plus de la formation professionnelle, le centre militaire agit en faveur de ceux qui souffrent de blessures et parfois de syndromes post-traumatiques.



Au CMFP de Fontenay-le-Comte, le lieutenant-colonel Ronan Lahuc, Cédric et Laurent posent à côté d'un ginkgo biloba, seul arbre qui ait survécu à Hiroshima.

Reportage

Cédric a laissé son treillis pour toujours. Le 11 juin, il va repartir de Fontenay-le-Comte, en Vendée, avec son diplôme de technicien études en bâtiments.

Pour commencer une nouvelle vie loin de ce mois de février 2013. Loin de ce jour, où son véhicule a explosé « sur IED, un engin explosif improvisé », explique-t-il.

Un « sas de transition »

C'était au Mali, pendant l'opération Serval. « J'ai été blessé dans le dos. Plusieurs vertèbres ont été touchées. » Le pilote du caporal-chef a été gravement brûlé. « Il hurlait à la mort ». Plus jamais Cédric n'oubliera.

« Avant, je me sentais invulnérable, raconte le militaire aux 15 ans de service, aujourd'hui la foule m'opprime. Je ne supporte pas d'avoir des gens dans le dos. Je fuis les

centres commerciaux. Je vais faire mes courses au moment où je sais qu'il n'y aura presque personne. »

Cette attaque, qui a eu lieu il y a cinq ans, a changé sa vie : « Rapatrié à Tessalit, je suis pris en charge à Paris. Avec mes proches, qui n'imaginent pas ce que je ressens, je me protège et je deviens un autre. Je deviens agressif. »

Cédric assume ses troubles post-traumatiques. Il a repris confiance. Après être retourné en Côte d'Ivoire en 2014, il a décidé en 2015 de quitter l'armée. Pour un travail adapté à son corps blessé : « Je ne peux quasiment pas me plier. Je ne peux pas soulever mon enfant de sept mois », confie-t-il.

« Il fait partie des militaires qui portent les stigmates de leur engagement au service de notre pays », constate le lieutenant-colonel Ronan Lahuc, le chef de corps du CMFP (centre militaire de formation profes-

sionnelle). À l'occasion des 60 ans de cette institution unique en France, Ronan Lahuc tient à mettre en avant « la mission de sas de transition offerte aux militaires des trois armées qui repartent dans le civil ».

Un « conseiller facteur humain »

La formation professionnelle assure « à plus de 83 % des anciens soldats un emploi dans les six mois ». Mais le CMFP joue aussi un rôle « d'interface avec les blessés ». À l'assistante sociale, deux psychologues (un militaire et un civil) et au professeur de sport adapté, s'est ajouté un poste de « conseiller facteur humain ou le CFH », « l'électron libre de centre ».

Il est occupé depuis septembre par l'adjudant-chef, Laurent. « On peut m'appeler discrètement et mon bureau est à part », précise le sous-officier. Il est « à l'écoute ». Grâce à son

vécu et sa sensibilité, il arrive à détecter le mal-être compliqué à avouer chez certains militaires traumatisés.

Ce n'est pas le cas de tous. Mais ceux-là, « il n'est pas question de les abandonner », insiste le chef de corps. L'armée doit leur rendre la force de « vivre dignement après avoir quitté le service actif ».

Michèle BESSON.

Vendredi 8 juin, 60^e anniversaire du Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte, 11 h 15, inauguration d'un bâtiment au profit des blessés par la secrétaire d'État aux armées, 14 h, défilé et aubade des musiques militaires, rue de la République, 20 h concert cantatif au profit des blessés des armées avec le bagad de Lann-Bihoué et la fanfare de la 9^e Bma à l'espace Cassin. 15 €, - de 12 ans 5 €. Réservation au 02 51 69 44 99.

En mémoire de l'ADC Stéphane Grenier

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Une trentaine de dragons parachutistes du **13^e RDP** étaient réunis en fin d'après-midi dans une petite commune française afin d'entretenir la mémoire de leur frères d'armes **Stéphane Grenier** (sa biographie à relire ici), tué en Syrie en septembre dernier. Un nom de rue lui a été donné, mais ne mentionne qu'une mort "en opex".

Sous les casques et les cagoules, les dragons restaient manifestement marqués par cette perte d'un chef d'équipe de recherche (ER) manifestement hors normes. Un orateur anonyme a évoqué "un chef d'équipe à part", "une trempe d'hommes dont le seul contact vous rassure".

"L'Adjudant-chef Grenier est tombé au cœur du sanctuaire djihadiste. Le risque, le danger, Stéphane les connaissait" a-t-il poursuivi, en présence de sa compagne et de sa petite fille, venues assister en famille à cette cérémonie.

Le saut qui devait réunir cette famille et le régiment n'a pu se tenir ce jour, du fait d'un plafond assez bas, ce sera manifestement partie remise.

Comme c'est de coutume chez les paras, la cérémonie, intense et intime, s'est terminée par la prière du para, chantée, voix des anciens et des actifs mêlées.

(merci à GP)

Un peloton allemand remporte l'édition 2018 du Strong Europe Tank Challenge avec ses chars Leopard 2A6

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 09-06-2018



Au regard des résultats obtenus lors des premières épreuves de l'édition 2018 du « Strong Europe Tank Challenge », une compétition « amicale » organisée depuis deux ans à Grafenwoehr [Allemagne], l'on pouvait espérer que le peloton (4 chars Leclerc) engagé par le 1^{er} Régiment de Chasseurs (RCh) allait au moins décrocher une place sur le podium.

Finalement, le peloton français s'est laissé distancer... En effet, l'unité du Panzerbataillon 393 [Leopard 2A6] de la Bundeswehr a terminé à la première place tandis que les équipages suédois [char Stridsvagn-122, une déclinaison du Leopard 2, ndlr] et autrichiens [Leopard 2A4] ont complété le podium.

« Je mentirais si je vous dis que nous ne voulions pas gagner, mais je pense que les autres équipes sont très fortes, donc ça a été difficile », a commenté le sergent allemand Matis Hantke. Cette victoire du peloton du Panzerbataillon 393 ne pouvait pas mieux tomber puisqu'elle coïncide avec la journée de la Bundeswehr, organisée ce 9 juin.

Le peloton de 2^e Brigade blindée de l'US Army, dont le classement final n'a pas été précisé dans le communiqué annonçant les résultats [comme celui des autres participants], aura au moins eu la satisfaction de remporter l'épreuve de tir avec ses chars M1A2 SEP « Abrams ».

En 2016, cette compétition, qui venait alors d'être remise au goût du jour, avait déjà été remportée par un équipage allemand. L'année suivante, un peloton autrichien s'était distingué en terminant à la première place (tandis que les cavaliers français du 501^e Régiment de chars de combat échouaient au pied du podium).

Pour leur première participation au Strong Europe Tank Challenge, les équipages suédois ont donc fait plus forte impression que leurs homologues britanniques [un peloton du Queen's Royal Hussars, doté de Challenger 2, ndlr], pour qui c'était la première apparition dans cette compétition.

Cette année, 13 épreuves étaient au programme du Strong Europe Tank Challenge, comme l'identification de véhicules, le tir offensif et défensif, les manœuvres de précision, parcours d'obstacles, réaction à une attaque chimique, tracter un blindé touché, etc... Certaines, « débarquées », sont susceptibles de pénaliser les équipages français par rapport à leurs concurrents : il faut trois hommes pour mettre en œuvre un Leclerc (ou un T-84 ukrainien) contre 4 pour un Leopard 2, un Challenger 2 ou un Abrams.

« L'aspect le plus important de notre entraînement à tous les niveaux, qu'il s'agisse d'un exercice ou d'une compétition comme celle-ci, est de développer l'interopérabilité », a expliqué le colonel américain W. Clark Lindner, du 7th Army Training Command. « Être capable de travailler ensemble pour comprendre comment les uns et les autres exploitent les particularités de chaque plate-forme est d'une importance cruciale pour le développement de l'alliance et de ses relations clés avec certains pays partenaires », a-t-il souligné.

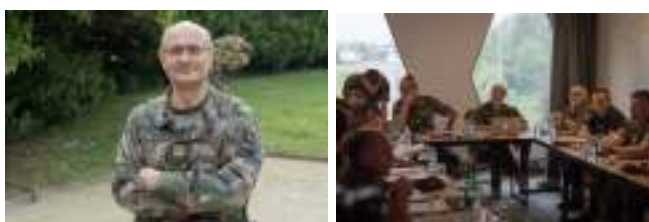
Pour le moment, le 1^{er} RCh n'a pas encore communiqué sur les résultats obtenus par le peloton qu'il avait engagé. Mais l'an passé, l'armée de Terre avait tenu à souligner la valeur du char Leclerc, qui avait « surclassé » ses concurrents. « Puissant, rapide et agile. Ce sont les trois mots qui reviennent dans la bouche de toutes les autres nations participantes », fit-elle valoir à l'époque.

« Réguliers, ils brillent particulièrement sur le tir offensif. Sur le pas de tir, quatre Leclerc progressent en ligne afin de détruire l'ennemi. Un problème technique empêche le dernier char de tirer. Les Français réalisent un score impressionnant avec seulement trois engins blindés, dépassant d'autres nations présentes avec leurs quatre véhicules », avait aussi expliqué l'armée de Terre, en déplorant le « manque de chance » du peloton du 501^e RCC sur certains épreuves.

Colonel Legrand : « Représentant la réalité du terrain, la concertation dispose d'une forte légitimité politique »

Mise à jour : 07/06/2018

La 59^e session nationale du conseil de la fonction militaire-Terre (CFM -T) se tient toute la semaine à Paris. Deux thème majeurs font l'objet de discussions poussées : le suivi des blessés et le ressenti du « Plan famille ». Pour chacun, des pistes d'amélioration ou de réflexion sont en cours, présentées ce soir au chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT). En attendant, le secrétaire général du conseil nous explique la nécessité d'une concertation crédible au sein de l'armée de Terre.



1 - Mon colonel, en quoi consiste la concertation de l'armée de Terre ?

C'est un dispositif institutionnel de **dialogue interne entre des représentants légitimes de la communauté militaire et le commandement**. Selon le code de la défense, chaque niveau de la chaîne de commandement est chargé de veiller aux intérêts de ses subordonnés. Dès lors, **la concertation vient en appui du commandement** dans une démarche déterminée et constructive, concourant à la promotion de la condition militaire.

Articulée autour du conseil de la fonction militaire Terre (CFM-T), la concertation dans l'armée de Terre s'ancre localement au niveau du corps avec les commissions participatives (CPC). Elle est relayée au niveau zonal lors de journées zonales semestrielles (les JZT) et au niveau national par les travaux du CFM-T, organe de conseil du chef d'état-major de l'armée de Terre qui nourrit aussi l'instance ministérielle interarmées qu'est le conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM).

Constitué de 260 membres tirés au sort dans différentes catégories de grade, de statut et de profils d'emploi, **le CFM-T représente l'ensemble des Terriens**, qu'ils servent ou non au sein de l'armée de Terre. Il se réunit périodiquement en plénière (65 membres) mais œuvre aussi en permanence en réseau, de façon très réactive.

2 - Les travaux sont-ils suivis des faits ?

La concertation est le haut-parleur de l'armée de Terre qui **restitue fidèlement les préoccupations et les attentes des militaires** relevant statutairement de l'armée de Terre, quels que soient leur ancienneté, grade ou affectation d'emploi.

Qu'il soit militaire du rang, sous-officier, officier affecté dans un régiment des forces, dans un groupement de soutien encore au sein des hôpitaux militaires ou du ministère de l'Intérieur, **la concertation permet de dire les choses directement au CEMAT, sans filtre intermédiaire**.

Représentant la réalité du terrain, elle dispose d'une forte légitimité politique. Si elle n'obtient rien directement par elle-même, elle constitue pour le commandement un appui souvent déterminant et peut le guider dans certains choix.

Elle a ainsi contribué à faire déboucher récemment de multiples dossiers : création de l'indemnité d'absence cumulée (IAC), extension de l'indemnité pour sujétion d'alerte

opérationnelle (AOPER), non-fiscalisation des primes Sentinelle, dons de jours de permissions pour enfant malade, entre autres.

3 - Quels sont les points d'attention actuels des membres du CFMT ?

Depuis janvier dernier, le dispositif de concertation Terre a travaillé en particulier **trois sujets majeurs** :

- La **perception du plan famille** tout d'abord.

Il s'agit de faire part du ressenti et des attentes des militaires, en complément des indicateurs de suivi de mise en œuvre de ce plan. Il s'agit par exemple de proposer des adaptations concrètes comme une meilleure prise en compte de la situation familiale, l'éloignement géographique ou encore la création de mesures complémentaires telles le maintien d'un conseil juridique de proximité ou de garde-meubles militaires.

- La **prise en compte des blessés** ensuite, qu'il s'agisse de blessés en opérations extérieures, sur le territoire national, en service ou hors service.

Le but est ici d'éviter que des blessés ne soient oubliés au bord du chemin et de pousser à une **meilleure reconnaissance des engagements** sur le territoire national, mais aussi de faciliter le maintien du lien avec la formation d'origine.

- La **poursuite de la rénovation de la concertation**, entreprise en 2016, enfin.

L'objectif est de rendre le dispositif encore plus robuste et légitime en s'appuyant davantage sur le travail en réseau.

Par ailleurs, le CFM-T réfléchit déjà aux **questions de la réforme des retraites** ou de la **nouvelle politique de rémunération des militaires** (NPRM), pour faire valoir la juste reconnaissance de la spécificité militaire.

Droits : Armée de Terre 2017

1re édition du concours d'éloquence du ministère des Armées : victoire pour Saint-Cyr

Mise à jour : 08/06/2018

Mercredi 6 juin, l'élève d'officier d'active Emma des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan a remporté le Prix de l'éloquence Georges-Clemenceau aux Invalides. Organisée par le ministère des Armées et présidée par Florence Parly, cette compétition montre toute l'importance de la maîtrise de l'art oratoire pour les futurs chefs militaires.

Pour cette première édition, sept candidats issus de grandes écoles militaires et civiles (HEC, Polytechnique, etc.) se sont affrontés. Comme l'expliquait le ministère, « *tous les sujets étaient tirés de citations de George Clemenceau, en hommage au « Père la Victoire » pour le centenaire de la Grande Guerre.* »

L'aspirant Emma, grande gagnante de la soirée et sélectionnée parmi de nombreux élèves-officiers, a remporté la compétition avec le sujet : « Quand on est jeune, c'est pour la vie. »

Aux écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, **l'expression orale fait en effet pleinement partie du cursus. Les élèves y sont très fréquemment mis en situation d'intervention en public**, que ce soit pour commander une section sur le terrain ou pour exposer et soutenir un travail de recherche.

Retrouvez la prestation de l'élève officier d'active Emma ci-dessous :



Article publié sur le site internet du ministère des Armées :

A l'occasion du premier concours d'éloquence – Prix Georges Clemenceau – organisé par le ministère des Armées, le lieutenant-colonel Boute, directeur de l'enseignement CDEC (centre de doctrine d'enseignement du commandement) / EMSST (enseignement militaire supérieur scientifique et technique), professeur affilié HEC Paris), explique l'intérêt pour le ministère d'un tel évènement.

1 : Après la Sorbonne, HEC, ou encore Sciences Po, c'est au tour du ministère des Armées de lancer son propre concours d'éloquence. Pour quelles raisons ?

La question est avant tout de savoir pourquoi nous avons attendu si longtemps avant d'organiser un concours d'éloquence au sein du ministère des Armées.

Il est, en effet, plus que temps de montrer que l'expression « La Grande Muette » ne correspond plus à la réalité. Le militaire peut s'exprimer comme tout citoyen et il le fait bien, en respectant évidemment la discrétion que requiert la spécificité de son métier. Certains ont pris la plume avec succès ces dernières années, d'autres continueront à prendre la parole.

Dans les grandes écoles françaises, outre les finalistes de ces concours que nous retrouvons sous les feux de la rampe, il est encourageant de voir qu'avec les années, de plus en plus d'étudiants osent se dévoiler en s'inscrivant à des cours d'art oratoire ou aux premiers tours des concours d'éloquence.

2 : En quoi l'art oratoire est-il important pour les futurs officiers ?

L'éloquence, c'est la capacité à convaincre, émouvoir et ainsi toucher son interlocuteur. Il faut pouvoir sélectionner, prioriser et correctement exprimer ses arguments pour pouvoir être convaincant. L'officier, tout au long de sa carrière, aura à convaincre ses interlocuteurs militaires et civils. La parole, utilisée à bon escient, est une arme exceptionnelle, qu'il convient de valoriser. S'exprimer, notamment en public, nécessite un apprentissage, des techniques et un entraînement régulier. Si on ne naît pas marathonnien, on ne s'improvisera pas non plus spécialiste de l'éloquence.

3 : La prise de parole en public est un exercice que pratiquent peu les Français au cours de leurs études. Comment l'enseignement militaire y remédie-t-il en vue de préparer au mieux ses cadres ?

Les différents concours militaires, à chaque étape de la carrière, octroient une place essentielle à l'oral, ce qui est un bon point de départ. De plus, de nombreux professeurs dans les organismes de formation militaires, conscients de l'importance de l'éloquence, ont intégré des cours d'art oratoire, de négociation ou de communication dans les parcours de formation qu'ils encadrent. L'erreur serait de considérer que la parole est innée et de négliger les techniques de travail spécifiques pour maîtriser l'exercice. Il est important également de toujours continuer à se former, ce qui se fait dans le cadre de l'enseignement militaire supérieur des 2^e et 3^e degrés.

4 : si vous aviez des conseils à donner aux participants de cette première édition, quels seraient-ils ?

Qu'ils soient eux-mêmes, avec l'impertinence de leur âge, l'humour qu'ils devront garder tout au long de leur carrière, la fierté d'être officier et la sincérité de leur personnalité. Si en plus, ils arrivent à jouer de la richesse de notre belle langue française, à s'appuyer sur leur culture et à créer un univers poétique, non seulement ils convaincront le jury et l'auditoire, mais ils retireront également la satisfaction gratifiante et le plaisir spontané d'avoir participé au tout premier concours d'éloquence du ministère des Armées.

Auteur : La Rédaction – Direction : DICOD Droits : Armée de Terre 2017

b) – Marine Nationale

Montluçon, nouveau port d'attache de la frégate *Auvergne*

Mise à jour : 04/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Les 25 et 26 mai 2018, une délégation de l'équipage de la frégate multi-missions (FREMM) *Auvergne* s'est rendue à Montluçon pour officialiser le parrainage de l'unité avec la commune auvergnate.



Le déplacement s'est organisé en deux temps. Le premier étant dédié à la création de liens entre la ville marraine et son unité filleule puis le second consacrant ce parrainage par une cérémonie.

Echanges avec des lycéens

Les marins ont d'abord investi les lycées Paul Constans et Sainte-Louise de Marillac, aux côtés du Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) de Clermont-Ferrand, pour une matinée d'échanges. Les lycées et la frégate ont signé un premier partenariat de deux ans, qui vise à accompagner une classe dans chaque établissement. Aujourd'hui élèves de Seconde, les futurs Première puis Terminale pourront ainsi suivre le bâtiment au cours de leur scolarité dans le cadre de projets pédagogiques.



La PMM de Vichy-Cusset présente à la cérémonie militaire

Le second temps de ce déplacement consistait en la célébration de ce nouveau parrainage, notamment célébré au cours d'une cérémonie militaire valorisant le lien armées-jeunesse, avec la présence des deux classes partenaires et de la préparation marine (PMM) de Vichy-Cusset, jumelée à la frégate. Au cours de cette cérémonie, le capitaine de vaisseau Breitel, commandant la FREMM *Auvergne*, a rappelé l'importance des échanges entre la Marine et la jeunesse.

Signature d'une charte de parrainage

Frédéric Laporte, maire de Montluçon, et le CV Breitel ont signé la charte de parrainage unissant la ville et la frégate pour la durée du service actif de *l'Auvergne* dans les salons d'honneur de l'hôtel de ville.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Marine nationale contre British Army: ballon oval et choc féminin à Cherbourg le 9 juin

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 05.06.2018 Par Philippe Chapleau



Cherbourg accueille, dans le cadre des commémorations du D-Day, le challenge *Violette Szabo*.

Il s'agit d'un match international de rugby féminin entre la *British Army* et la Marine nationale qui aura lieu au stade Maurice-Postaire. Le coup d'envoi sera donné à 15h30, après une aubade musicale par la Musique de la Flotte et le bagad de Lann-Bihoué. Entrée gratuite.

En amont du match, Geneviève Darrieussecq, qui préside le challenge, tiendra un temps commémoratif avec les portes drapeaux et les anciens combattants au stade Postaire de Cherbourg.

Le programme :

13h30 : Ouverture du stade au public

14h15-15h : Aubade par la Musique de la Flotte

15h00 : Discours de Madame la Secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq - temps commémoratif avec les anciens combattants

15h25 : Entrée des joueuses sur le terrain au son des binious du bagad de Lann-Bihoué

15h30 : Hymnes joués par la Musique de la Flotte

15h30 : Coup d'envoi du match par Madame Tania Szabo

15h50 / 15h55 : Mi-temps : Aubade des sonneurs du Bagad de Lann-Bihoué

17h15/17h30 : Fin du match, remise des trophées sur le terrain

La Marine nationale s'associe à 42, Thales et Matrice pour le Hackathon 2018

Mise à jour : 04/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Du 5 au 7 juin 2018, le deuxième "Hackathon" Marine nationale est organisé à l'école de développement informatique 42 à Paris par la Marine nationale, 42, l'association Matrice et le groupe Thales.



Pendant trois jours, dans le cadre du programme Matrice, une cinquantaine d'étudiants provenant de différentes écoles se regrouperont en plusieurs équipes et s'affronteront afin de développer un outil collaboratif de partage destiné à nourrir un cloud de situation maritime entre les usagers de la mer.

A l'issue de ces trois jours, un jury se réunira et élira une équipe gagnante. Cette équipe se verra proposer :

- soit un stage de six mois au Centre d'expertise des programmes navals (CEPN) à Toulon afin de développer son projet, dans une perspective de soutien à l'innovation dans la marine ;
- soit un stage de six mois au sein de l'entreprise Thales.

Enfin, les lauréats auront également l'opportunité d'embarquer à bord d'une unité de la marine nationale.

Un hackathon, c'est quoi ?

Le terme « hackathon » provient de la contraction entre « hacker » et « marathon ». Il s'agit d'une rencontre de développeurs qui se réunissent pour faire de la programmation informatique collaborative. Il s'agit d'un processus créatif fréquemment utilisé dans le domaine de l'innovation numérique.

A propos de l'innovation dans la Marine

Avec l'émergence des nouvelles technologies, l'innovation ne semble plus avoir de limite. Des inventions qui, vingt ans en arrière, n'auraient relevé que de la fiction, sont aujourd'hui à portée de

main. Des innovations conduites par des entités en pointe du monde de la Défense et de la Marine (mais aussi des initiatives individuelles) permettent d'élaborer des outils ou des systèmes au service des opérations d'aujourd'hui et de demain.

Pour naviguer plus loin Cols Bleus consacré à l'innovation dans la Marine.
<http://www.colsbleus.fr/articles/8802>

Retour sur le Hackathon 2017 Lancement du Hackathon 2017
<http://www.colsbleus.fr/articles/9594>

Remise des prix <http://www.colsbleus.fr/articles/9611>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Les stagiaires de la PMM d'Evian et du Chablais brevetés

Mise à jour : 06/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le 3 juin 2018, la remise des brevets aux stagiaires de la Préparation militaire Marine (PMM) d'Evian s'est tenue à Amphion-les-Bains (Haute-Savoie). Après une année scolaire de formation, les jeunes stagiaires, émus et fiers, ont reçu des mains des autorités militaires et civiles présentes, les diplômes et insignes traduisant leur réussite.



Le capitaine de frégate (R) Pierre Laurent, assistant départemental pour la Marine en Haute-Savoie, a lu le message de félicitations adressé aux jeunes stagiaires par le capitaine de vaisseau Thomas Fraïoli, commandant la frégate de défense aérienne (FDA) *Forbin* qui parraine les PMM d'Annecy et d'Evian.

Les jeunes matelots, désormais brevetés, incarnent l'engagement citoyen et la devise de la Marine « Honneur, Patrie, Valeur et Discipline ».

A propos des PMM

Encadrées par des réservistes issus du monde civil ou militaire, les préparations militaires Marine réparties sur le territoire national contribuent au renforcement du lien armées-nation et à la sensibilisation des jeunes à la citoyenneté et aux enjeux de la Défense.

Chaque année, grâce aux PMM, près de 2500 jeunes âgés de 16 à 21 ans découvrent le métier de marin et consolident parfois leur souhait de s'engager. Un investissement sur l'avenir, pour les jeunes comme pour la Marine.



En savoir plus sur la réserve <http://www.etremarin.fr/pmm>

Découvrez quelques portraits de réservistes

Rencontre avec Lorenzo, jeune réserviste calédonien <http://www.colsbleus.fr/articles/9060>

Rencontre avec Bérénice, réserviste fusilier marin
https://www.youtube.com/watch?v=gRx_RVgqxiQ&t=11s

Rencontre avec Grégoire, guetteur sémaphorique
<https://www.youtube.com/watch?v=7Zs0IMLL4PM>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La BAN de Lann-Bihoué ouvre ses portes le dimanche 10 juin

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 08.06.2018 Par Philippe Chapleau

Lu dans nos éditions du Morbihan cet article consacré à la base de Lann-Bihoué qui ouvre ses portes de 10h à 19h:

Tu la voyais pas comme ça, Lann-Bihoué ?

On connaît le bagad, peut-être un peu moins la base aéronautique navale (Ban) implantée dans le pays de Lorient. Ça tombe bien : les marins du ciel ouvrent leurs portes dimanche 10 juin.

Pourquoi ? Comment ?

C'est quoi, la base de Lann-Bihoué ?

Avec Landivisiau et Lanvéoc-Poulmic, Lann-Bihoué est l'une des trois bases implantées en région Atlantique, qui dépendent de la Marine nationale. Elle s'étend sur trois communes : Plomélour, Quéven et Guidel. Sa superficie de plus de 800 ha et sa circonférence de 21 km en font l'une des plus grandes bases aériennes militaires de France.

Lann-Bihoué est une petite ville. Plus de 2 000 permanents y travaillent, dont environ 400 civils. La première version de la BAN remonte à 1940. Le site est occupé pendant la guerre par les Allemands, qui voient bien évidemment dans sa situation géographique un enjeu stratégique. Après la libération de la Poche de Lorient le 10 mai 1945, la base est, un temps, le lieu de garde des prisonniers allemands. La Marine récupère le terrain en 1946.

Quelles sont ses missions ?

La BAN assure le soutien opérationnel, technique et logistique des avions affectés sur la base ou détachés sur les bateaux. Grâce à la présence en ses murs de l'École du personnel volant, elle forme et entraîne également le personnel navigant. La base, qui dispose d'un centre d'expertise de patrouille de surveillance et d'intervention maritime, assure enfin le fonctionnement de l'aérodrome ci-

vil et contrôle la zone aérienne. En 2017, environ 14 000 heures de vol ont été effectuées par les différents équipages.

Qui et que trouve-t-on sur la base ?

Plus d'une cinquantaine de métiers. On pense aux pilotes bien sûr, mais il y a aussi des militaires et des civils chargés de la maintenance des avions, des agents de restauration, des pompiers, des fusiliers marins maîtres chiens, des électrotechniciens, des fauconniers, etc. Lann-Bihoué compte cinq flottilles : la 4F (équipée d'Hawkeye, guet aérien), les 21F et 23F (équipées d'Atlantique 2, patrouille maritime), la 24F (équipée de Falcon 50, surveillance maritime) et la 28F (équipée de Xingu, soutien aux forces). En fonction de leurs champs d'action, elles sont déployées là où la France est engagée (Syrie, Irak, Mali...) ou interviennent pour des missions de surveillance et sauvetage.

Pourquoi une journée « portes ouvertes » ?

« Parce que l'attente de la population est forte ! », répond le capitaine de vaisseau Éric Janicot, commandant de la BAN. La dernière journée « portes ouvertes » remonte à 2012 ; elle avait attiré 25 000 personnes, désireuses d'en savoir plus sur les « marins du ciel ».

Dimanche, 30 000 à 35 000 personnes sont attendues sur le site. Pour la Marine nationale, elle ne s'en



La base aéronautique navale de Lann-Bihoué fonctionne 365 jours par an, 24 h sur 24. Parmi ses flottilles, la 24F et ses Falcon 50 et la 21F et ses ATL 2 (photo).

cache d'ailleurs pas, cette opération est aussi l'occasion d'attirer des jeunes. La « Royale » recrute.

Que va-t-on voir ?

Dimanche, la base est ouverte de 10 h à 19 h. De 10 h 30 à 12 h, démonstrations de la compagnie cynophile des fusiliers marins de Lann-Bihoué. Présentations des missions, du matériel et des compétences des marins pompiers. Exhibitions des rapaces de la fauconnerie. À compter de 13 h, évolutions des avions anciens et récents. Présentation et exhibition de la Patrouille de France. Nombreuses zones d'exposition : ailes anciennes et avions récents, voi-

tures anciennes, maquettes, aéromodélisme, patchs, drones, trésors des salles de tradition de la base. Stands spécifiques : Marine nationale, aéronautique navale, Festival intercal-tique, Cité de la voile, SNSM, etc.

Comment on y entre ?

En montrant patte blanche ! Il faut absolument se munir de sa carte d'identité ou de son passeport. L'entrée est gratuite ; les animaux sont interdits. Navette en bus depuis le parking Carrefour K2 à Lorient. Le stationnement des camping-cars se fait sur le parking Leroy Merlin (Quéven).

Catherine JAUEN.

Un 6 juin dans le sillage de Geneviève Darrieussecq

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 6 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Geneviève Darrieussecq était dans le secteur Sword aujourd'hui (mes photos sur le twitter @defense137 pour les commémorations du 6 juin. Elle a pu s'immerger une bonne heure dans la culture des fusiliers marins et commandos marine, dont c'était ce matin la cérémonie de tradition. Le QMF49 a été baptisé du nom d'Augustin Hubert, et les jeunes de la préparation militaire marin (PMM) Kieffer ont reçu leurs badges, sous les yeux de représentants du Commando Kieffer.

12 commandos marine ont reçu le Graal, leur béret vert, venant récompenser des semaines d'effort pendant le STAC. Néanmoins, leur a-t-on rappelé, le plus dur n'est pas de le gagner, mais de le conserver.

Geneviève Darrieussecq a ensuite migré pour Ranville, et sa première cérémonie internationale de l'après-midi, dans un cimetière militaire où sont essentiellement enterrés des paras (et quelques aviateurs) britanniques, ainsi que quelques Français du 1^{er} BFMC.

Le troisième et dernier moment de la journée était sur l'ancienne batterie allemande de Merville, avec là aussi un fort contenu international, pour ce 74^e anniversaire du débarquement. L'Ambassadeur britannique a remercié les Français et particulièrement les Normands, d'aussi "bien veiller" sur les morts britanniques. L'attaché de défense norvégienne, lui, a rappelé que les relations franco-norvégiennes s'étaient tissées à un moment difficile de l'histoire, à Narvik, et que c'est dans de tels moments qu'on découvre ses (vrais) amis.

La secrétaire d'Etat, pour sa part, n'a pas évoqué de programme particulier pour la prochaine échéance normande, le 75^e anniversaire, se concentrant déjà sur son prochain gros dossier, le 11 novembre. Il reste encore du temps pour s'y mettre.

Fin de la mission de guerre des mines Open Spirit 18

Mise à jour : 07/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Du 14 au 24 mai 2018, les chasseurs de mines (CMT) *Croix du Sud* et *Eridan* ont participé à Open Spirit 18, entraînement multinational annuel de localisation et de contre-minage d'engins historiques au large des pays baltes. L'édition 2018 organisée par la marine estonienne a permis de localiser plus de 75 mines, dont 72 ont été contreminées.



La *Croix du Sud* et l'*Eridan* ont réalisé à eux deux, en 11 jours, 60 interventions par plongeurs, 47 interventions par poisson auto-propulsé (PAP), et 14 contre-minages. Malgré des conditions de chasse particulièrement difficiles, notamment en termes de visibilité sous-marine, la performance des deux CMT français a été saluée par les organisateurs, particulièrement pour la découverte de 2 mines TEKA par la *Croix du Sud*. C'est la première fois qu'un chasseur de mines français localise ce très rare type de mine allemande de la Première Guerre mondiale.

L'*Eridan*, qui effectuait sa dernière mission de guerre des mines avant son désarmement, a pu clore son tableau de chasse en y inscrivant 5 mines allemandes de la Seconde Guerre mondiale type LMB et 2 torpilles. En tout, les deux chasseurs ont contre-miné l'équivalent de 5300 kg TNT.

La *Croix du Sud* rentre à Brest afin d'y conduire un arrêt technique tandis que l'*Eridan* effectuera sa toute dernière escale à Rouen afin de célébrer les 37 ans de parrainage avec la ville du Pecq-sur-seine.

A propos de guerre des mines

La France possède dans le domaine de guerre des mines une expertise reconnue qui joue un rôle majeur pour la crédibilité de la dissuasion, la sûreté de nos approvisionnements tant dans nos approches que lors des transits ainsi que pour notre capacité d'intervention. La guerre des mines est une capacité majeure de la Marine nationale car elle participe à l'ensemble des missions de la Marine. Les unités de guerre des mines sont chargées de la sécurisation des chenaux utilisés par les SNLE lors de leurs transits entre leur base de Brest et la haute mer. Elles doivent également en cas de menace particularisée, être en mesure de maintenir l'accès à un port d'intérêt vital et se tenir prêtes à assurer le libre accès aux ports alliés. Elles ont en outre, vocation à être projetées au sein d'une force navale nationale ou interalliée lorsque les opérations se déroulent à proximité de côtes plus sensibles au risque « mines ».

Pour tout savoir sur les étapes d'un contre minage <http://www.colsbleus.fr/exemplaires/7434>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Coopération franco portugaise pour le Beautemps-Beaupré

Mise à jour : 07/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Reprenant la mer après une escale à Porto, le (BHO) *Beautemps-Beaupré* a conduit le 3 juin 2018 un entraînement conjoint avec la corvette *Jacinto Candido*. A tour de rôle, chaque unité a envoyé son équipe de visite sur l'autre bâtiment pour s'entraîner aux enquêtes de pavillon.



Pour le *Beautemps-Beaupré*, habitué à travailler seul, c'était l'occasion de bénéficier d'une rare opportunité pour entretenir son savoir-faire dans ce domaine.

La fluidité avec laquelle s'est enchaîné l'exercice, de la table d'ordre à l'envoi de l'équipe de visite à bord, témoigne de l'interopérabilité entre les deux marines. Cette action contribue à donner corps à cette coopération bilatérale.

Pour naviguer plus loin :

L'hydrographie et l'océanographie <http://www.colsbleus.fr/exemplaires/8903>

Présentation du BHO Beutemps-Beaupré
<https://www.youtube.com/watch?v=Vq9QzCJUzos&t=3s>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Hackathon Marine 2018 : Remise de prix

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le Hackathon organisé par la Marine nationale, 42, Matrice et Thales s'est terminé, jeudi 7 juin 2018. Pendant trois jours, une cinquantaine d'étudiants provenant de différentes écoles se sont affrontés afin de développer un outil collaboratif de partage destiné à nourrir un *cloud* de situation maritime entre tous les usagers de la mer.

Les différentes équipes ont présenté aujourd'hui leur projet devant un jury composé d'une quinzaine de personnes, regroupant des représentants du ministère des Armées, de Thales, de 42, du ministère de l'Intérieur et de l'entreprise Safran. Ce jury a choisi de récompenser trois équipes qui se sont particulièrement illustrées par la créativité de leur projet et par leur capacité à innover. Le jury a choisi de récompenser des projets innovants et originaux, dans l'esprit souhaité par la Marine, 42, Matrice et Thales. Les deux premiers projets gagnants s'intitulent « Sea Trust » et « Prevision ». SeaTrust vise à développer une relation de confiance avec de nouveaux publics en s'inspirant du dispositif de contrôle naval volontaire. Prévision propose une solution originale pour prévenir et gérer les risques dans les zones contigües.

Le vice-amiral Beaussant, président de la Commission permanente des programmes et essais (CPPE), a remis leurs prix aux trois lauréats. Les deux premières équipes auront la possibilité de développer leurs projets dans le cadre d'un stage qui sera effectué soit au Centre d'expertise des programmes navals (CEPN) à Toulon, soit au sein de l'entreprise Thales. En effet, le CEPN expérimente les matériels les plus innovants afin de garantir le haut niveau technologique de la Marine de demain. En complément, les trois équipes gagnantes ont également remporté une immersion au sein d'une unité de la marine pendant plusieurs jours.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Signature d'un partenariat entre le porte-avions et la Fondation Charles De Gaulle

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine



Le 6 juin 2018, le porte-avions a reçu à son bord Jacques Godfrain, Président de la Fondation Charles de Gaulle. Il était accompagné d'une délégation d'invités de la Fondation dans le but de concrétiser une relation déjà ancienne par la signature d'une convention de partenariat entre le porte-avions et la Fondation.

Héritier de l'esprit de la Libération, le porte-avions a à cœur la transmission des valeurs de courage, de dépassement et d'amour de son pays portées par l'Ordre. Chaque marin arrivant sur le porte-avions se voit ainsi remettre la fourragère de l'Ordre de la Libération et expliquer son sens et l'engagement particulier qu'elle implique.

La convention de partenariat qui lie désormais les deux parties a été signée.



Porteur du nom du général, chef militaire, chef d'État et père de la dissuasion, le porte-avions se trouve naturellement un vecteur idéal pour transmettre à ses nombreux visiteurs français et étrangers l'héritage du général.

Le partenariat se décline selon trois axes :

- Témoigner auprès des marins des liens ténus entre Charles de Gaulle et la Marine en s'appuyant sur au moins un événement annuel alternativement organisé par la Fondation et par le porte-avions ;
- Faire rayonner les valeurs et l'esprit du général de Gaulle par l'organisation d'événements mémoriels et l'exposition d'objets, emblèmes, insignes de représentation ;
- Exposer les ouvrages écrits par le général ou à son sujet ainsi que les photos le représentant dans un contexte maritime.

Par ces moyens, le partenariat vise à promouvoir les idées visionnaires et les valeurs défendues par le général de Gaulle dans cet esprit de conquête et de victoire qui lui est propre.



Une statue représentant le général a été transférée à bord à l'occasion de la signature, marquant l'engagement du porte-avions à se faire l'ambassadeur de ses valeurs auprès de ses hôtes.

A l'heure où les rangs des Compagnons de la Libération et des proches du général s'éclaircissent, il paraît important de rappeler, par des actions concrètes, que si son œuvre a toute sa place dans les lieux de mémoire, elle reste vivante grâce à ceux qui vivent au quotidien les idéaux et les valeurs qui furent les siennes : la liberté, pour laquelle les marins du porte-avions se battent en opérations, l'égalité, qu'ils vivent au quotidien à bord parce qu'ils sont tous « dans le même bateau » et la fraternité, qu'ils appellent l'esprit d'équipage. « Etre inerte, c'est être battu », telle est la devise du porte-avions.



Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Le Primauguet commémore les opérations de Narvik

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Au cours de son escale à Narvik, l'équipage de la frégate anti-sous-marine (FASM) *Primauguet* a rendu un hommage aux militaires français ayant combattu en Norvège durant la Seconde Guerre Mondiale et notamment au cours des opérations de Narvik.



Les combats, qui se sont déroulés entre le 10 avril et le 8 juin 1940, ont fait appel à une importante flotte alliée ainsi qu'un corps expéditionnaire composé d'éléments de trois nations (France, Royaume-Uni et Pologne). Cette bataille est considérée comme la première victoire Alliée de la Seconde Guerre Mondiale.

La commémoration solennelle, dans le carré français du cimetière militaire de Narvik, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de France en Norvège et de représentants de l'armée norvégienne. Elle a été l'occasion d'un dépôt de gerbes sur le monument en l'honneur des militaires tombés lors des combats.



La participation d'associations locales et de représentants norvégiens a permis d'évoquer les fondements du lien si particulier qui unit les forces armées des deux États.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Semaine explosive pour le GPD Manche !

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

A la suite de la découverte d'un bloc de défense sur la plage de Wissant (62), une opération de neutralisation et de destruction a été conduite le 31 mai 2018 par le Groupe de plongeurs-démineurs (GPD) de la Marine nationale, affecté à Cherbourg. Cette opération a mobilisé de nombreux moyens humains et matériels, sous la coordination de la sous-préfecture d'Arras.



Sécurisation côté mer et côté terre

L'opération a débuté le 31 mai côté mer avec l'évacuation de tout individu dans un périmètre de 300 mètres autour du bloc de défense. Côté terre, une zone de confinement dans un rayon de 1200 mètres a été appliquée aux habitants de la commune de Wissant dès 6 heures du matin pour permettre le bon déroulement de la mission. Les derniers survols de l'hélicoptère de la Gendarmerie nationale basé à Arras et les patrouilles successives des forces de l'ordre dans la ville ont permis de donner le feu vert aux opérations menées par le GPD.

Plusieurs étapes pour un bon déroulement de la mission

Les six marins du GPD, accompagnés d'une infirmière, ont débuté à 6h30 par une opération de merlonnage (construction d'un banc de sable autour du bloc de défense pour limiter les projections d'éclats dues à l'explosion à venir). Dans un second temps, les marins ont procédé à l'extraction du bloc de défense de la souille (une bêche d'eau enfouie jusqu'à 1,50 mètres de profondeur). Une fois le bloc mis à jour, il a été déplacé pour être disposé à l'intérieur du merlon. Les marins ont ensuite déposé des charges explosives pour fragmenter le bloc et laisser apparaître les munitions contenues dans le béton.

A 9h30, le feu vert de l'explosion est donné par le sous-préfet d'Arras, présent au PC Opérations. La détonation survient à 9h35. 12 kg équivalent TNT ont été nécessaires à la destruction totale de ces engins explosifs.

Les « missions route » sont le quotidien du GPD Manche : ils parcourent les côtes de la façade Manche et mer du Nord tous les quinze jours afin de procéder à des opérations de contre minage d'engins explosifs découverts très régulièrement sur les côtes. Dans la semaine, une mine anti-personnel « bondissante » a été détruite sur la plage d'Octeville-sur-mer, ainsi qu'un obus de 75 mm. Un obus français de 270 mm a été également contreminé.

A l'issue de cette opération à Wissant, le GPD s'est rendu à Omaha Beach pour relocaliser un engin. La semaine s'est clôturée par une réunion en sous-préfecture de Caen pour préparer une intervention prochaine sur une bombe britannique de 1000 livres.

Tout au long de l'année, le GPD Manche effectue des missions de neutralisation d'engins historiques en mer et sur les plages de la façade maritime Manche-mer du Nord. Son action est renforcée par la présence de chasseurs de mines basés à Brest qui opèrent régulièrement en Manche pour sécuriser les approches de certains ports, mais aussi pour neutraliser des engins découverts par des tiers (plongeurs, pêcheurs...).

En 2017, 637 engins historiques ont été détruits, soit 27 494 kg équivalent TNT. Ces chiffres élevés traduisent la pérennité de ce long travail d'assainissement des fonds marins et littoraux mené par les plongeurs-démineurs de la Marine nationale.



A propos du GPD Manche

La Marine nationale est responsable de la neutralisation des engins explosifs découverts en mer et sur l'estran (partie du rivage soumise au balancement des marées). Ces opérations sont conduites par le groupement des plongeurs-démineurs (GPD) de la Manche et de la mer du Nord. Le GPD Manche intervient entre la baie du Mont-Saint Michel et la frontière franco-belge (870 km de côtes), ainsi qu'en Manche mer du Nord, c'est-à-dire au large des côtes françaises et près du littoral, jusqu'à la limite « haute » de la laisse de mer par une marée de coefficient 120.

Le GPD Manche est composé d'une trentaine d'hommes et de femmes, plongeurs-démineurs, infirmiers hyperbaristes et médecin de plongée. Ils interviennent jusqu'à une profondeur de 80 mètres grâce à différents gaz et travaillent, souvent dans l'urgence, dans un environnement parfois hostile et dangereux et dans des conditions éprouvantes : froid, manque de visibilité, courants.

Placés sous l'autorité du Préfet maritime et dans le cadre de l'action de l'Etat en mer (AEM), le groupement de plongeurs-démineurs de la Manche et de la mer du Nord intervient dans des opérations aussi variées que la neutralisation d'engins explosifs et la destruction de munitions historiques.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

c) – Armée de l'Air

L'armée de l'Air étrenne son premier C-130J Hercules en Jordanie et à Djibouti

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 04-06-2018



Le C-130J se pose pour la première fois sur la BAP H5 (c) armée de l'Air

Livré à l'Escadron de Transport 2/61 « Franche-Comté » en décembre dernier, le premier des quatre C-130J commandés par l'armée de l'Air a effectué une première mission en Jordanie puis à Djibouti le 21 mai.

Pour cette mission, l'appareil a d'abord transporté une trentaine de passagers ainsi que du matériel technique en Jordanie, où est implantée la base aérienne projetée (BAP) H5, laquelle est un élément important de la force Chammal. Ce vol, sans escale, a duré 6 heures, à une vitesse moyenne de 320 nœuds (presque 600 km/h).

Puis, le lendemain, le C-130J Hercules a décollé de Jordanie pour rejoindre la base aérienne 188 de Djibouti. Là, il s'est agi de valider ses capacités d'atterrissage sur terrain sommaire, de jour comme de nuit, et de définir les procédures de vol avec les jumelles de vision nocturne (JVN).

« Le C-130J, possédant une charge offerte maximale d'environ 19 tonnes, permet à l'armée de l'air de réaliser de nombreuses missions en métropole et en opération. Son allonge lui permet dans une même mission une liaison inter-théâtres, entre deux opérations, ou intrathéâtre, à l'intérieur d'un même théâtre où les militaires sont dispersés », rappelle l'armée de l'Air.

Un second C-130J devrait être livré très prochainement. Le mois dernier, il a été rapporté qu'il venait de réaliser son premier vol depuis le site de Lockheed-Martin à Marietta [Géorgie]. Les deux suivants, qui seront notamment en mesure de ravitailler les hélicoptères en vol [d'où leur désignation « KC-160J »], sont attendus pour 2019.

Avec le retrait des Transall C-160, ces 4 C-130J et les 14 C-130H rénovés constitueront la seule capacité de transport médian entre l'A400M et le Casa CN-235. Qui plus est, et dans l'attente que les capacités tactiques de l'avion d'Airbus soient au point, ils permettront de garantir la mobilité des unités relevant du Commandement des opérations spéciales (COS).

Deux E-3F déployés à Évreux

Mise à jour : 04/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Du 14 au 18 mai 2018, la 36^e escadre de commandement et de conduite aéroportée d'Avord a déployé deux E-3F (ou Awacs) sur la base aérienne 105 d'Évreux, en raison de la modernisation du centre d'opérations des services de la circulation aérienne sur leur base mère.



Deux Awacs sur un même tarmac à Évreux. L'enjeu de leur présence était de maintenir l'alerte de posture permanente de sureté. Les contrôleurs tactiques de l'escadron de détection et de contrôle mobile (EDCM) ont accueilli leurs homologues de l'Awacs. Si ces deux unités partagent une mission et une culture commune de commandement et conduite tactique (déploiement et mise en œuvre de moyens de surveillance et de communication), leurs capacités sont complémentaires et leurs déploiements communs inhabituels.

Cette semaine a permis aux unités d'échanger sur les méthodes de travail, les pratiques, mais aussi sur la formation. Les personnels de l'escadron de détection et de contrôle aéroporté (EDCA) ont assisté aux missions depuis le centre de détection et de contrôle déployable. Ceux de l'EDCM ont visité et volé à bord de l'Awacs.

Ce croisement d'unités est l'occasion pour chacune d'entre elles de partager la culture du C2 (commandement et conduite) tactique et le souci de la réussite de la mission.

Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

« APROC 2018 » : les hélicoptères Fennec répondent présents

Mise à jour : 04/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Du 22 mai au 7 juin 2018, un détachement de Fennec s'est rendu aux Pays-Bas pour l'édition 2018 de l'exercice « APROC », rendez-vous annuel de formation des équipages d'hélicoptères européens aux bases du sauvetage au combat.



Deux Fennec de l'escadron d'hélicoptères 5/67 « Alpillès » de la base aérienne 115 d'Orange sont déployés sur la base aérienne de Gilze-Rijen aux Pays-Bas. Les pilotes, les mécaniciens, les techniciens réseaux, les officiers renseignement et les commandos parachutistes de l'air n°30 forment un détachement d'environ 50 aviateurs. La Marine nationale, qui met en œuvre un NH90, complète le dispositif français.

L'exercice interallié « APROC 2018 » (*Air Centric Personnel Recovery Operatives Course* - stage opérationnel dédié à la recherche du personnel par les airs) a pour objectif d'appliquer les principes de planification et d'exécution d'une mission de récupération de personnels isolés en milieu hostile.

Les Fennec prennent place au milieu des mythiques Chinook et Apache hollandais, des Blackhawk suédois, des MI-24 polonais et des EH101 Merlin italiens ou anglais.

Pour le Fennec, deux versions ont été retenues: l'une avec deux commandos spécialisés dans le tir embarqué appui feu air-sol, l'autre équipé d'un canon mitrailleur. Les équipages assurent ainsi la protection de la patrouille dans laquelle ils sont intégrés, notamment la couverture des hélicoptères de récupération.



Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

Un Rafale s'est posé en urgence à Rodez après avoir percuté un oiseau

Actualité Grand Sud Aveyron Rodez <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 05/06/2018 à 12:08, Mis à jour le 05/06/2018 à 14:51 Insolite



L'avion est susceptible de rester quelques jours à Rodez avant de pouvoir redécoller. / Photo DDM

Un Rafale s'est posé en urgence ce lundi, en fin d'après-midi, sur l'aéroport de Rodez. L'avion de chasse aurait percuté un oiseau en plein vol, ce qui aurait causé des dégâts hydrauliques. Le pilote a dû trouver la piste d'atterrissage la plus proche, selon les procédures de sécurité. Le Rafale a donc dû atterrir sur l'aéroport de Rodez, afin d'être réparé au plus vite, dès le lendemain. L'avion est susceptible de rester sur le tarmac plusieurs jours, avant de pouvoir redécoller.

L'Armée de l'Air s'exerce en Asie du Sud-Est

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de combat Actualité Avions de transport Actualité Défense 7 juin 2018 | Par Justine BOQUET



Les aéronefs français passeront par les EAU avant de rentrer en France. © Ministère des Armées

A l'issue de l'exercice Pitch Black, l'Armée de l'Air française conduira la mission Pegase, de projection d'un dispositif aérien d'Envergure en Asie du Sud-Est. Six aéronefs seront mobilisés à cette occasion.

Le jeudi 7 juin, le général de corps aérien Patrick Charaix a présenté les objectifs de l'exercice Pitch Black et de la mission Pegase. Ainsi, pendant trois semaines, « du 27 juillet au 17 août, l'armée de l'air participe à l'exercice biennal « Pitch Black » en Australie avec trois Rafale en provenance de métropole et un Casa des Forces armées de Nouvelle Calédonie (FANC) », explique le Ministère des Armées.

Organisé à l'initiative de la Royal Australian Air Force (RAAF), cet exercice réunit 16 Etats, parmi lesquels l'Allemagne, le Canada, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande... Au total, 140 aéronefs participeront à cette nouvelle édition de Pitch Black, qui « vise à entraîner les équipages à la mission d'entrée en premier face à un Etat-puissance », ajoute le MinArm. Avec une telle mobilisation, l'objectif est également de renforcer l'interopérabilité des forces et de consolider les alliances existantes.

Suite à cet exercice, dans le cadre du retour des aéronefs français vers la métropole, la mission Pegase sera conduite. Ainsi du 19 août au 4 septembre, trois Rafale B, un C135FR, un A400M et un A310 participeront à cette mission. Ils seront accompagnés de 90 aviateurs et emporteront 40 tonnes de lot technique et de fret.

Au cours de cette période, des escales seront effectuées en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et en Inde de façon « à approfondir nos relations avec nos principaux pays partenaires », rapporte le Ministère des Armées. Et ce avant d'ajouter que Pegase « permet de maintenir en condition opérationnelle les aviateurs pour se déployer n'importe où dans le monde et de valoriser les capacités aériennes de projection de puissance de la France et l'industrie aéronautique de Défense ».

Les essais de ravitaillement en vol du Rafale par un A400M Atlas sont « concluants »

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 08-06-2018



En décembre dernier, Airbus a annoncé qu'un avion A400M « Atlas » avait été en mesure de ravitailler en vol six F/A-18 Hornet de l'Ejército del aire au cours d'une seule mission. Au total, 11,6 tonnes de carburant furent délivrées, via une perche centrale [HDU – Hose Drum Unit] et deux nacelles fixées sous voilure.

Six mois plus tard, la Direction générale de l'armement [DGA] « Essais en vol » a annoncé avoir effectué des essais « concluants » ayant consisté à vérifier la capacité de l'A400M de ravitailler des Rafale en vol. Et cela, avec l'appui du Centre d'expertise aérienne militaire (CEAM)

Pour rappel, l'armée de l'Air a reçu son premiers A400M capable de ravitailler des avions de combat en vol [le MSN 62, ndlr] en novembre 2017.

« Au cours de ces essais, le ravitaillement du Rafale par l'A400M dans tout le domaine de vol (altitude, vitesse) y compris dans les modes dits dégradés de l'aéronef (panne simulée d'un moteur et des commandes de vol), a été évalué. Les essais ont été réalisés de jour et de nuit, y compris avec jumelles de vision nocturne, dans plusieurs configurations Rafale (aéronef léger, centré arrière et à fort indice de trainée) », explique la DGA.

Ces essais concluants permettront à la DGA d'autoriser très prochainement l'A400M à ravitailler en vol des Rafale. Une campagne similaire est prévue en 2019 pour, cette fois, valider cette capacité de l'avion d'Airbus pour les Mirage 2000.

Désormais, indique la DGA, l'armée de l'Air « examine les conditions de la mise en service dans un contexte opérationnel de cette nouvelle capacité, en mettant en place les moyens de sa mise en œuvre (procédures, soutien technique, formation...). » Ainsi, l'A400M pourra soulager les avions ravitailleurs C-135FR/KC-135 sur les théâtres extérieurs.

En configuration « ravitailleur », l'A400M peut emporter 63.500 litres de carburants, voire 78.000 litres grâce à deux réservoirs supplémentaires.

Mais la DGA a également annoncé que l'A400M serait bientôt en mesure de ravitailler en vol des hélicoptères. Ce qui n'est pas le cas actuellement étant donné que, étant obligé de voler à une vitesse comprise entre 200 et 240 km/h pour délivrer du carburant à des voilures tournantes, l'appareil génère trop de turbulences dans sillage.

Cela fait plusieurs mois que les ingénieurs d'Airbus tentent de trouver une solution. Et ils l'ont sans doute trouvée. « Une prochaine version de nacelle spécifique permettra [à l'A400M] de ravitailler les hélicoptères », a en effet indiqué la DGA.

Des Rafale bientôt déployés dans la région Indo-Pacifique

<http://www.opex360.com/> Posté dans Asie-Pacifique, Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 08-06-2018



Comme l'a encore récemment rappelé Florence Parly, la ministre des Armées, à l'occasion du forum Shangri-la Dialogue, la région Asie-Pacifique (ou « Indo-Pacifique, comme il est désormais convenu de dire) est stratégique non seulement pour la France mais aussi pour la sécurité internationale.

Prolifération nucléaire, avec notamment la Corée du Nord, terrorisme, avec le développement de cellules liées à l'État islamique en Asie du Sud-Est, en particulier dans le sud des Philippines et en Indonésie, tensions en mer de Chine méridionale avec une remise en cause du droit maritime international, différends territoriaux, et conséquences du changement climatique... Tels sont les enjeux qui exigent, du point de vue de Paris, une coopération accrue dans cette partie du monde.

En outre, la France y est présente, avec ses départements et territoires d'outre-Mer (soit 1,5 millions d'habitants). Sa zone économique exclusive s'y étend sur 9 millions de km² et elle y compte 200.000 expatriés dans les pays de la région. Sur le plan économique, en 2017, la zone Indo-Pacifique représente 33,7% de ses exportations hors Union européenne (14% au total, et hors équipements militaires) et 41% de ses importations hors UE (17%).

En 2014, ayant fait le constat que, malgré des intérêts évidents, la France négligeait alors la région Asie-Pacifique, un rapport du Sénat avait établi une feuille de route pour y rétablir l'influence française. Et il préconisait une présence « régulière et visible » de la Marine nationale dans cette zone. D'où l'envoi, quasiment chaque année, de la mission « Jeanne d'Arc » dans les eaux d'Asie et d'Océanie.

Depuis ce rapport, la France a confirmé des partenariats déjà anciens (comme avec l'Inde) et approfondi ses relations, en particulier dans le domaine de la défense, avec le Japon et l'Australie (le contrat attribué à DCNS pour la livraison de 12 sous-marins y contribue largement). Mais c'est aussi le cas la Malaisie, Singapour, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie et le Vietnam. Et, évidemment, les États-Unis.

Par ailleurs, un autre rapport, publié quasiment au même moment, mais cette fois par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), avait estimé que la « France devait être capable d'agir militairement » dans la région Indo-Pacifique pour faire « face à une menace pouvant affecter sa sécurité. »



Et c'est probablement sous cet angle qu'il faut considérer la mission PEGASE 2018. Cette dernière consistera à déployer 90 aviateurs de diverses spécialités (dont des fusiliers commandos de l'Air), 3 Rafale de la base aérienne 104 d'al-Dhafra [Émirats arabes unies], un avion ravitailleur C-135FR et un Airbus A-310 dans la région Indo-Pacifique. Un Casa CN-235 des forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) complètera ce dispositif.

En effet, dans un premier temps, l'armée de l'Air prendra part à l'exercice biennuel Pitch Black, organisé du 27 juillet au 17 août par la Royal Australian Air Force (RAAF). L'ampleur de ces manœuvres est importante puisque 400 aéronefs, venant de 16 pays différents, y sont attendus.

« Les équipages s'entraîneront à la mission d'entrée en premier face à un État-puissance. Cet exercice multinational contribue à la préparation opérationnelle des équipages de l'armée de l'Air et renforce la coopération militaire avec les États participants, notamment Singapour, la Thaïlande, l'Indonésie, l'Inde et la Malaisie », fait-on valoir au ministère des Armées.

Pourquoi cette mission s'appellera-t-elle PEGASE? Tout simplement parce qu'il n'est nullement question du cheval ailé de la mythologie grecque mais de l'acronyme de « Projection d'un dispositif aérien d'Envergure en Asie du Sud-Est. » Projection qui sera conduite du 19 août au 4 septembre.

Il s'agit ainsi de « renforcer aussi la présence de la France dans cette zone d'intérêt stratégique et de valoriser les capacités aériennes de projection de puissance française », explique le ministère des Armées.

Visite du général Rony Lobjoit à Cognac

Mise à jour : 07/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Lundi 28 mai 2018, la base aérienne 709 «Commandant Ménard » de Cognac-Châteaubernard a eu l'honneur d'accueillir le général de corps aérien Rony Lobjoit, directeur des ressources humaines de l'Armée de l'air (DRHAA).



Après avoir reçu les honneurs militaires, le général Lobjoit s'est rendu à l'escadron de surveillance de la circulation aérienne pour assister à une présentation de la base aérienne par le commandant de la base, le colonel Vincent Coste.

Le général Lobjoit était accompagné d'une délégation de la DRHAA composée de M^{me} Saintoyant, conseillère du personnel civil, du colonel Devanlay, chef du bureau de gestion administrative, du colonel Chêne, chef du bureau de recrutement de l'Armée de l'air, du lieutenant-colonel Marc D'Oria, assistant militaire du DRHAA, et du capitaine Dunesme, chargé de communication.^[1]^[SEP]

Au programme de la journée : deux tables rondes animées par le DRHAA : l'une avec un échantillon représentatif du personnel militaire, l'autre avec le personnel civil de la base, en présence des représentants syndicaux. Des sujets comme la carrière des militaires, la fidélisation, les notations et le recrutement ont été abordés. La journée s'est poursuivie avec plusieurs visites, dont celle de l'école de pilotage de l'armée de l'air et un passage au poste de commandement de l'escadron de protection, en présence de la brigade de la gendarmerie de l'air.



La délégation s'est ensuite rendue à l'escadron de drones 1/33 « Belfort » pour y découvrir le Reaper, ses cockpits, les missions de l'unité et ses enjeux. Les drones MALE (moyenne altitude

longue endurance) sont des outils essentiels et structurants pour la conduite des opérations militaires. Ils offrent la persistance locale de la surveillance aérienne en opérant à grandes distances, sur de très longues durées et en transmettant en temps réel au centre les données recueillies et analysées par l'équipage.

Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

Les Hawk du 100 Squadron de la RAF dans le ciel français

Mise à jour : 07/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Du 24 mai au 8 juin 2018, les pilotes du *100 Squadron* de la *Royal Air Force* (RAF) étaient aux côtés des Alphajet de l'escadron d'entraînement 3/8 « Côte-d'Or » sur la base aérienne 120 de Cazaux. Ils avaient, en effet, traversé la Manche au départ de Leeming, en Angleterre, pour participer à un entraînement commun destiné à renforcer l'interopérabilité des armées de l'air française et britannique.

Par le lieutenant Lise Moricet



En écho à la cérémonie du 25 mai dernier célébrant le centenaire de la naissance de la RAF, qui s'est déroulée dans la cour d'honneur de l'hôtel national des Invalides à Paris en présence des chefs d'état-major des deux armées, quatre Hawk et sept pilotes britanniques sont venus jouer les « *aggressors* » face aux aviateurs français.

Escadron multirôle, le 3/8 « Côte-d'Or » est dédié à l'entraînement au combat des unités opérationnelles et au soutien des forces. Le *100 Squadron* est amené à réaliser le même panel de missions que son homologue français. Confronter les méthodes de travail, s'entraîner ensemble et entretenir les liens entre les deux nations, tel est le but de la venue des Britanniques. En entraînement, 70% des missions des Alphajet de Cazaux sont de type défense aérienne, notamment au profit des Rafale de la 30^e escadre de chasse de Mont-de-Marsan. Ainsi, les Alphajet ont pour objectif d'obliger les adversaires à pratiquer certaines tactiques. Leur objectif n'est pas de gagner mais d'apporter une plus-value à une mission. Pendant près de 15 jours, les Hawk et les Alphajet jouent aussi les rôles de plastrons transfrontaliers lors de missions de police du ciel, ou encore de *close air support* (CAS - appui aérien rapproché) lors d'entraînements de JTAC (joint terminal attack controller) du centre de formation à l'appui aérien de Nancy ou des commandos parachutistes de l'air n° 10 et n° 30. « *Les Hawk possèdent des caractéristiques quasi similaires à celles des Alphajet, ce qui rend le travail tactique très intéressant* », précise le capitaine Mikaël, chef des opérations au sein de l'escadron.



Retrouvez un reportage complet sur l'échange franco-britannique dans le prochain numéro d'*Air actualités* (n°714 du mois d'août-septembre 2018).

Stage de reconstruction par le sport des blessés de guerre à Saintes

Mise à jour : 07/06/2018 – Direction : Armée de l'air

L'école d'enseignement technique de l'Armée de l'air (EETAA) 722 de Saintes a accueilli un stage de reconstruction par le sport du 27 mai au 1^{er} juin 2018. Ce stage, qui est une première pour l'Armée de l'air, avait pour but de favoriser la reconstruction physique et psychique par le sport de neuf aviateurs blessés.



Après l'accueil officiel par le colonel Hervé Lardy, commandant de l'EETAA 722, les blessés ont débuté ce stage par un réveil musculaire. Le deuxième jour, les stagiaires ont découvert plusieurs activités sportives : basket fauteuil, baptême de plongée, parcours aquatique, waterpolo ou encore *touch rugby*.

Le mercredi était consacré à l'échange. Dans la matinée, le sergent Jonathan, gravement blessé lors de l'explosion d'une grenade à Djibouti en 2013, a partagé son expérience. À cette occasion, le colonel Éric Beaudru, adjoint au chef d'état-major du commandant des forces aériennes, a souligné toute la symbolique de ce genre de stage au sein de l'école de Saintes : « *L'attachement institutionnel commence en faisant comprendre à nos jeunes que l'Armée de l'air est une grande famille.* »

Lors de cette intervention, les témoignages et les vidéos projetées ont suscité des moments d'intense émotion. L'assistance a ainsi pu prendre conscience du caractère exceptionnel des parcours de ces hommes et découvert les différents services ou associations qui contribuent à leur reconstruction.



Après ces échanges forts, un raid multisport était organisé par les moniteurs de sport encadrants et le service de sport de l'école. Dix élèves techniciens encadrés par un stagiaire blessé se sont affrontés dans plusieurs activités : course d'orientation, parcours de motricité avec mémorisation, parcours d'obstacles, biathlon, parcours basket fauteuil et tir à la sarbacane. Une remise de coupes a eu lieu le soir même au cours d'un dîner.

Le dernier jour, malgré une météo instable, les stagiaires ont effectué un vol à l'escadron d'initiation au vol à voile avant de clore la semaine par un moment convivial avec les élèves techniciens.

Les stagiaires sont repartis de Saintes heureux d'avoir participé à ce premier stage de reconstruction par le sport, dont ils ont reconnu les bienfaits : « *Mieux qu'une thérapie, ces rencontres entre blessés sont très importantes pour nous.* »



Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

Le CEMAA à Bruges pour une rencontre de l'EAG

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Le général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air, s'est rendu à Bruges les 05 et 06 juin 2018 dans le cadre de la rencontre de l'*European Air Group* (EAG).



Créé à l'origine en 1995 dans un cadre franco-britannique, l'*European Air Group* (EAG - groupe aérien européen) regroupe aujourd'hui sept armées de l'air (française, allemande, britannique, italienne, espagnole, néerlandaise et belge), qui travaillent ensemble pour améliorer leur interopérabilité. L'EAG mène des études, développe des projets et des initiatives destinés à faire évoluer l'interopérabilité entre les pays membres du groupe. Cela a donné lieu, par exemple, à la création du commandement européen aérien de transport et du centre européen de rétablissement du personnel.

Le général Lanata a parlé de la vision de l'armée de l'air française et des bénéfices de cette interopérabilité, indispensable à la réalisation de missions communes. Il a pu échanger avec ses homologues allemand, britannique, italien, espagnol, néerlandais et belge. Cette réunion a été l'occasion pour les chefs d'état-major de faire la connaissance du nouveau CEMAA allemand, le lieutenant général Ingo Gerhartz, et de présenter le futur chef d'état-major de l'EAG, le colonel Hervé Lahille, qui opérera depuis la base britannique de *High Wycombe*.

L'EAG, qui célèbre cette année son 20^e anniversaire, confirme sa volonté de poursuivre ses réflexions pour faire progresser l'interopérabilité des armées de l'air des pays membres. La prochaine édition sera organisée au Royaume-Uni en 2019.

Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

Les volleyeuses françaises à la 3^e place au championnat du monde militaire

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Les équipes de France militaires féminine et masculine de volley étaient à Edmonton, au Canada, pour disputer le championnat du monde militaire du 28 mai au 4 juin 2018. L'équipe féminine française a remporté la médaille de bronze, les hommes ont terminé à la 5^e place.



Dès la première journée de championnat, les femmes affrontaient les grandes favorites : les Chinoises. Même si les Françaises se sont finalement inclinées, elles n'ont rien lâché, remontant au score jusqu'au 3^e set (25/8, 25/13, 28/26). Les hommes quant à eux rencontraient l'équipe du Brésil. Ils ont su la faire douter à plusieurs reprises, mais ont finalement été battus.

La deuxième journée a souri aux Françaises qui se sont imposées face aux Américaines au terme d'un long match en cinq sets. Les hommes, en revanche, ont eu plus de mal. Ils ont perdu face aux Allemands, alors que les deux équipes étaient au coude à coude sur les quinze premiers points.

Les troisième et quatrième journées ont été synonymes de victoires pour les hommes qui ont gagné contre les États-Unis, puis contre les Pays-Bas et ont terminé à la 3^e place de leur poule. Lors de la cinquième journée, l'équipe féminine, jusque-là victorieuse, a eu moins de chance face aux Brésiliennes, qui l'a battue en demi-finale.

L'équipe féminine est néanmoins rentrée du championnat du monde militaire avec la médaille de bronze, après avoir remporté le match qui l'opposait aux Allemandes (25/23, 25/22, 17/25, 25/17). L'équipe masculine, qui a aussi remporté son match face aux États-Unis (25/14, 25/14, 25/21), accède à la 5^e place du classement général.



Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

Un deuxième C-130J pour Orléans-Bricy

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Armée de l'air

Arrivant directement de l'usine *Lockheed Martin* à Marietta aux États-Unis, le 2^e C-130J destiné à l'Armée de l'air s'est posé sur la base aérienne 123 Orléans-Bricy jeudi 7 juin 2018, peu après 17h00. Le 61-PP (immatriculation de l'aéronef avec PP pour Papa Papa) est, comme son prédécesseur, un avion tactique pur carène longue, sans capacité de ravitaillement en vol. Il arrive à l'escadron de transport 2/61 « Franche-Comté » quelques jours seulement après la déclaration de la première capacité opérationnelle (PCO) logistique de l'aéronef qui ouvre le champ à son emploi opérationnel.



Conçu pour réaliser de nombreuses missions en métropole et en opérations, le C-130J est destiné à assurer des missions de protection, d'intervention et de soutien logistique. Le C-130J Super Hercules est une version profondément remaniée du C-130H. L'Armée de l'air avait besoin d'un avion de transport tactique médian, entre le Casa et l'A400M Atlas. Le C-130J présente ainsi une capacité de transport médian supérieure à celle du C-130H (13 à 15 t), qui se situe entre celle de l'A400M Atlas (37 t) et celle du Casa (5 t). La complémentarité des vecteurs (allonge et coût d'exploitation) et de leurs capacités de transport (charge offerte et dimensions de la soute) permet d'optimiser leur emploi, la gestion des flottes et d'adapter la manœuvre au besoin des forces.

«L'arrivée du C-130J offre à l'Armée de l'air de nouvelles capacités opérationnelles, expliquait le lieutenant-colonel Stéphane Séry, commandant l'escadron de transport 2/61 « Franche-Comté » au lendemain de l'arrivée du premier exemplaire de l'aéronef destiné à l'Armée de l'air. *L'un des atouts les plus marquants du C-130J par rapport au C-130H est la visualisation globale de l'environnement de la mission qu'il offre à l'équipage.*»



Dans une interview donnée au magazine *Air & Cosmos* le 2 mars 2018, le général Laurent Marboeuf précisait que « le choix du C-130J tient à la logique de complémentarité des aéronefs nécessaires à la mobilité et à la projection des forces armées. » Cet avion ouvre de nouvelles perspectives au transport aérien militaire. Le capitaine Romain, pilote sur C-130J, constate que l'appareil « apporte une avionique renouvelée, plus de puissance sur ses moteurs avec une plus grande capacité de chargement ». La plus grande différence avec son prédécesseur reste néanmoins le format de l'équipage, composé de deux pilotes et d'un soutier, quand le C-130H nécessitait deux personnes supplémentaires. En 2019, on attend également la livraison de la version KC-130J, qui apportera une nouvelle capacité à l'Armée de l'air : la possibilité de ravitailler en vol des hélicoptères. La prochaine étape pour nos deux C-130J : l'emploi tactique début 2019.



Sources : Armée de l'air Droits : ©Armée de l'air

d) – Gendarmerie Nationale

Memorial Day des Marines au bois de Belleau : surveiller, contrôler, renseigner

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 30 mai 2018 - Par Angéline Gagneraud



Dimanche 27 mai, à Bois Belleau, dans le cadre des commémorations du Memorial Day, la compagnie de Château-Thierry a déployé son dispositif de sécurité. - © MiDicom – J. Rocha

Le Memorial Day, jour du souvenir aux États-Unis, célèbre chaque dernier dimanche de mai la mémoire de tous les Américains qui périrent lors de faits militaires. Dimanche 27 mai, à Bois Belleau, dans le cadre des commémorations, la compagnie de gendarmerie départementale de Château-Thierry a déployé son dispositif de sécurité.

Cette année, 5 500 visiteurs se sont rassemblés pour célébrer le centenaire de la bataille du bois de Belleau (02). Parmi eux, des Marines venus nombreux, pour beaucoup accompagnés de leurs familles. Également présentes, des autorités civiles et militaires, françaises, américaines et allemandes, entourées de délégations des armées américaines et allemandes.

La cérémonie a été ponctuée de nombreux discours et témoignages soulignant l'engagement des troupes en 1918 et les alliances fraternelles qui perdurent depuis le dernier conflit mondial. Les hommages ont été vibrants, au son des trois hymnes nationaux : la Marseillaise, Das Deutschlandlied et Star Spangled Banner. À cet instant, pas un seul Marines ne bouge, la tête baissée en signe de recueillement.

Les Marines s'illustrent au bois de Belleau en 1918

« Peu d'endroits ont autant de sens pour les Marines [...] Plus de 2 200 Marines américains, soldats français et américains, ont donné leurs vies sur ces terres, comme l'a fait un nombre similaire de leurs ennemis allemands [...] », prononce le général d'armée Robert B. Neller, commandant le corps des Marines des États-Unis d'Amérique.

La bataille du bois de Belleau, en juin 1918, représente le premier engagement des troupes américaines aux côtés des alliés. Depuis la *guerre de Sécession*, elle détient le triste record du nombre de soldats américains tués dans une seule bataille jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Au cours de ce combat qui dura une vingtaine de jours, le corps des Marines s'est particulièrement illustré. Cette bataille est devenue un symbole fort : celui au cours duquel il a démontré sa valeur. Cet événement fonde sa réputation. C'est pourquoi ce centenaire revêt un souvenir spécial et que les militaires de ce corps d'élite sont venus en nombre à Belleau.

La gendarmerie de Château-Thierry sécurise cette commémoration

Organisée au cimetière du bois de Belleau, cette commémoration a nécessité l'engagement de 70 militaires de la Compagnie de gendarmerie départementale (CGD) de Château-Thierry renforcée par des équipes de la CGD de Soissons et des réservistes. Ces derniers forment la compagnie de réserve territoriale et sont régulièrement engagés sur la circonscription de Château-Thierry. Ils sont ainsi fidélisés sur ce territoire et habitués à ce type de missions.

« Ce dispositif de sécurité est rodé depuis des années. Les seuls ajustements concernent principalement les abords du site. Je souhaite une prise en compte des enceintes du cimetière et un contrôle effectué en hauteur afin d'éviter toute intrusion venue de l'extérieur », résume le chef d'escadron Jean-Charles Houël, commandant la CDG de Château-Thierry et chef de dispositif pour sa zone de compétence, lors du briefing matinal.



Le type de visiteurs, pour beaucoup des militaires américains et allemands, est en effet sensible. Les services de renseignements de la police et de la gendarmerie sont également engagés dans le cadre des commémorations afin de renseigner en cas de besoin. La veille, ils ont vérifié les listes de réservation des gradins, ainsi que les identités des partenaires extérieurs et de la presse.

Principales autorités présentes lors des commémorations :

- France : Madame Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées ; général de division Vincent Guionie, sous chef de l'état-major de l'armée de Terre française ;
- États-Unis : général d'armée Robert B. Neller, commandant le corps des Marines des États-Unis d'Amérique ; Madame Jamie McCourt, ambassadrice des États-Unis en France ;
- Allemagne : général de corps d'armée Carsten Jacobson, commandant des capacités opérationnelles et chef d'état-major adjoint de l'armée de terre allemande ;
- Gendarmerie nationale : général Didier Fortin, commandant la région de gendarmerie de Picardie et le groupement de la gendarmerie départementale de la Somme.

En savoir plus :

Plus de 30 000 soldats américains perdirent la vie lors de la Première Guerre mondiale. Ils sont enterrés en France, dans l'un des 26 cimetières gérés par l'agence gouvernementale fédérale des États-Unis : l'ABMC, l'American Battle Monuments Commission.

Une bougie de plus pour le Cnisag et le PGHM de Chamonix-Mont-Blanc !

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 31 mai 2018 - Par la capitaine Gaëlle Pupin



Jeudi 31 mai, à l'occasion d'une cérémonie célébrant simultanément les 60 ans du Peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) de Chamonix et les 30 ans du Centre national d'instruction de ski et d'alpinisme de la gendarmerie (Cnisag), le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a rendu hommage au secours en montagne en présence du directeur général de la gendarmerie nationale.

Sur la place du Mont-Blanc de Chamonix, en présence des partenaires professionnels et associatifs, le ministre de l'Intérieur et le général Lizurey ont présidé la cérémonie d'anniversaire du PGHM et du centre d'instruction.

Monsieur Gérard Collomb a tout d'abord tenu à rendre hommage à « ceux que la montagne a emportés », faisant notamment référence à l'adjudant-chef Sébastien Thomas, dont le nom a été choisi par la promotion 2018 du brevet secouriste montagne.

Mettant à l'honneur le PGHM de Chamonix en le qualifiant d'un « des centres de secours en montagne le plus important du monde », il a tenu à saluer chaque corps de métier des « gendarmes-secouristes », affirmant que « l'addition de ces excellences permet d'atteindre l'exceptionnel ». À ces personnels, il a associé l'ensemble des instructeurs du Cnisag, « qui leur assurent une formation au plus haut niveau ».

Le PGHM a ensuite réalisé une démonstration dynamique de secours à personnes, au rocher de Gaillard, avec le concours d'un hélicoptère.

Enfin, dans la salle municipale de Chamonix, le directeur général a mis à l'honneur l'engagement et le haut niveau d'expertise de ces deux unités, soulignant le fait qu'elles « représentent l'incarnation montagnarde de l'esprit qui anime l'ensemble de la gendarmerie : un esprit de dévouement et de service ; une volonté de protéger la vie ; une totale abnégation qui se manifeste par une multitude d'actions qui, pour être quotidiennes, n'en sont pas moins extraordinaires. »

La gendarmerie, lauréate au Prix Armées-Jeunesse 2018

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 1 juin 2018 - Par la Rédaction



Le 30 mai, au sein de l'École militaire à Paris, s'est déroulée la cérémonie de remise du Prix Armées-Jeunesse. Cette année, deux prix sont décernés à la gendarmerie : le "Prix Armées-Jeunesse" à la communauté de brigades de Port-Jérôme-Sur-Seine (76) et le "Prix Armées et citoyenneté" au groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne (53).

Le Prix Armées-Jeunesse, qui se décline en 7 catégories, récompense des formations militaires qui ont initié et mené, hors de leurs missions habituelles et en partenariat avec les jeunes ou une organisation civile chargée de la jeunesse, une action visant à développer les liens entre la jeunesse et les armées, pouvant être citée en exemple et reconduite.

Pour cette édition, 30 dossiers ont été présentés par des unités des armées, des directions et des services de métropole comme d'outre-mer dont 7 par la gendarmerie.

Le "Prix Armées-Jeunesse" a été remis par le contrôleur général des Armées Eric Lucas, directeur du cabinet de Madame Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, à la communauté de brigades de Port-Jérôme-Sur-Seine pour la réalisation d'une enquête fictive (actes de police technique et scientifique, recherches par une équipe cynophile, interpellation d'un potentiel auteur, auditions, exploitation du téléphone portable, perquisition...), avec la participation de collégiens.



La communauté de brigades de Port-Jérôme-sur-Seine est lauréate du prix Armées-Jeunesse - © Florian Meizaud

Le "Prix Armées et citoyenneté", quant à lui, a été décerné au groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne pour son action en matière de prévention éducative à destination des plus jeunes. Le groupement a réalisé un jeu de cartes relatif à la prévention des violences intrafamiliales (notamment les violences faites aux femmes) afin d'interroger le jeune public sur les préjugés concernant la place des femmes.

Les officiers de la gendarmerie auront une obligation de « mobilité » dans une autre administration, voire dans le privé

<http://www.opex360.com/> Posté dans Gendarmerie par Laurent Lagneau Le 03-06-2018



En 2011, le général Jean-Yves Saffray avait expliqué le rôle de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale [EOGN] dont il était à l'époque le directeur.

« L'EOGN est avant tout une école militaire dont la vocation est de former des chefs militaires droits et loyaux, pouvant témoigner des qualités professionnelles et humaines que l'on est en droit d'attendre d'un technicien et d'un meneur d'hommes. Une école militaire dont l'ambition est de façonner des officiers qui sauront faire preuve, en toutes circonstances, de fermeté mais aussi de bienveillance à l'égard de leurs subordonnés. Des officiers aptes à les comprendre et qui ne tarderont pas à les conquérir par l'exemple et leur conception précise du sens du devoir », avait-il affirmé dans les colonnes du périodique « Le Trèfle » [édité par la Société d'entraide des élèves et anciens élèves de l'EOGN, ndlr].

Et le général Saffray de résumer : « En un mot, c'est une école militaire qui pour vocation de doter ces officiers du charisme, de ce petit 'supplément d'âme' nécessaire pour guider leurs subordonnés vers les vertus nécessaires, leur communiquer leur force morale, les préparer aux épreuves. »

Visiblement, ce « supplément d'âme » n'est pas suffisant pour le général Richard Lizurey, le directeur de la Gendarmerie nationale. Sans doute s'inspire-t-il du maréchal Lyautey, qui disait : « Celui qui n'est que militaire n'est qu'un mauvais militaire, celui qui n'est que professeur n'est qu'un mauvais professeur, celui qui n'est qu'industriel n'est qu'un mauvais industriel. L'homme complet, celui qui veut remplir sa pleine destinée et être digne de mener des hommes, être un chef en un mot, celui-là doit avoir ses lanternes ouvertes sur tout ce qui fait l'honneur de l'humanité. »

En effet, d'après les propos tenus par son adjoint, le général Christian Rodriguez, lors d'une réunion de l'UNPRG, et rapportés par L'Essor, les officiers de gendarmerie seront désormais tenus de passer du temps dans une autre administration, voire dans le secteur privé.

« Le directeur général a souhaité par exemple que le parcours des officiers prévoit désormais, de façon obligatoire, une mobilité dans une autre administration, voire dans le secteur privé, pour que nous soyons davantage connus à l'extérieur et pour que nos officiers n'en reviennent que meilleurs au bercail, avec une expérience interministérielle, des contacts supplémentaires dans la société civile, des arguments nouveaux pour faire avancer la maison », a déclaré le général Rodriguez.

Cette mesure vient s'ajouter à l'appel d'offres récemment lancé afin de trouver un prestataire privé qui aura la charge de détecter les « hauts potentiels » parmi les officiers supérieurs de la gendarmerie tout en pointant les axes d'efforts que ces derniers auront à faire pour « pour l'exercice de responsabilités futures, en particulier en termes de leadership, de capacités managériales et d'expertises diverses. »

Reste qu'obliger les officiers de la gendarmerie à une « mobilité » dans le civil va à l'encontre de la tendance observée depuis plusieurs années. Car comme commander (qui suppose l'autorité) n'est pas « manager » (qui veut dire « gérer »), c'est généralement le secteur civil qui se tourne vers le monde militaire pour s'inspirer de ses valeurs et de ses méthodes. D'où, d'ailleurs, le « Partenariat Grandes Écoles » [PGE] de l'armée de Terre, qui vise à placer des étudiants (sélectionnés) en situation de commandement pour acquérir des savoir-faire dans les domaines de la stratégie et de la prise de décision. Et le tout en faisant en sorte qu'ils puissent nouer des liens avec des officiers de carrière.

Lire : Management : l'armée, un modèle à suivre ?, par Patrice Huiban et Hugues Marchat (Studyrma) et Manager en toutes lettres: Les citations commentées des plus grands penseurs au service des managers, par François Aelion (Eyrolles).

Cette mafia géorgienne qui pille la France

Actualité Société Justice <https://www.lexpress.fr/> Par Anne Vidalie, publié le 04/06/2018 à 07:30 , mis à jour à 10:30



L'étoile à huit branches, marque des voleurs de haut rang et synonyme de rejet de toute coopération.
GENDARMERIE NATIONALE

Trente-quatre "Voleurs dans la loi" sont jugés à Nancy. Plongée dans une organisation codée et ritualisée à l'extrême.

L'homme qui comparaît devant le tribunal de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à partir du 4 juin est une légende : Kakhaber Shushanashvili, 46 ans, serait l'un des chefs d'un redoutable gang criminel venu du Caucase, les Vory v zakone, ou "Voleurs dans la loi". Condamné à quinze ans de prison en Espagne l'an dernier, le Géorgien a été extradé vers la France, qui le soupçonne d'avoir commandité l'assassinat de l'un de ses compatriotes à Marseille, en 2010. Détenu à la prison des Baumettes, il est placé sous haute surveillance et cantonné à l'isolement 23 heures sur 24. "On le traite comme un monstre !" s'insurge son avocat, Silvio Rossi-Arnaud. Voilà dix jours, "Kakha" a été extrait de sa cellule phocéenne. Direction la Lorraine, où il est accusé de recel de vol en bande organisée et d'association de malfaiteurs.

Mythes et codes

Kakhaber Shushanashvili affronte les juges nancéiens en bonne compagnie. Ils sont trente-quatre dans le box vitré du tribunal, dont quatre femmes. Des Géorgiens pour la plupart, mais aussi quelques Azerbaïdjanais et Arméniens, tous membres du puissant clan de Tbilissi sur lequel règnent "Kakha" et son frère Lasha. Ce réseau de voleurs et de receleurs sévissait entre l'Alsace, la région parisienne, la côte atlantique, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse. Parmi eux figurent, outre Kakhaber, trois autres "boss" des Voleurs dans la loi: Zaza Elikashvili, Georgyi Elerdzhiya et Bidzina Bakuridze.

C'est dans les geôles soviétiques que la confrérie des Vory v zakone a forgé son mythe et ses codes. Ses membres s'engagent à ne jamais travailler, à ne pas coopérer avec la justice, à ne pas s'enrichir et à ne pas fonder de famille. En théorie du moins. Dans leur monde, les tatouages tiennent lieu de serment: une croix sur l'annulaire, pour dire "Je suis né voleur"; une rose des vents sur les genoux, signe du refus de la soumission face à l'autorité; un couteau sur l'avant-bras, promesse de représailles contre les responsables d'une éventuelle incarcération; une étoile à huit branches, marque des voleurs de haut rang et synonyme de rejet de toute coopération avec la police et le personnel pénitentiaire.

"Pourquoi on vit si on ne vole pas ?"

Les Voleurs dans la loi obéissent à une organisation quasi militaire: les hommes couronnés "vor" par leurs pairs donnent leurs ordres aux "smotryachi", les responsables régionaux, qui surveillent le travail des "chestiorki", les "pions", ces sans grade chargés d'amasser le butin à coup de larcins et de cambriolages. Depuis le milieu des années 2000, ils mettent en coupe réglée l'Europe de l'Ouest, avec un net penchant pour la Grèce, l'Espagne, l'Italie et la France.

L'enquête menée par les gendarmes de l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante, avec les policiers de la Sûreté départementale du Bas-Rhin, offre une plongée saisissante dans ce drôle d'univers. La vie des petits soldats du réseau ne fait pas rêver: presque tous toxicomanes, ils végètent officiellement grâce aux aides sociales et à quelques boulots au noir. Souvent munis de faux papiers lituaniens, ils bénéficient parfois d'un titre de séjour pour raisons médicales. Voler est leur métier. Eux disent "courir" ou à "aller aux courses". "Pourquoi on vit si on

ne vole pas ?" s'interroge l'un d'eux sur une écoute. L'un de ses comparses se plaint même de ne pas avoir le temps d'effectuer des démarches administratives. Moyennant quoi, depuis cinq ans qu'il est en France, il ne touche toujours pas d'allocation. "Ils vivent chichement ici, mais transfèrent leur argent vers la Géorgie", pointe un bon connaisseur du dossier.

Les rois du vol à l'étalage

Les "chestiorki" sont multicartes. Ils dévalisent les particuliers, comme les boutiques de centre-ville ou les supermarchés, et dérobent tout ce qui leur tombe sous la main, des Kärcher aux bouteilles d'alcool et aux vélos. Chez Davit Irmaschvili, interpellé le 1^{er} juin 2015 comme la plupart de ses complices, les enquêteurs ont découvert plusieurs valises bourrées d'objets encore dans leurs emballages: sacs à main, bijoux, montres, lunettes de soleil, appareils photo, produits cosmétiques, vêtements, ordinateurs, alcools, parfums, chaussures etc. Leurs techniques préférées ? Le pull aux manches nouées aux extrémités pour y glisser des marchandises et le sac doublé d'aluminium qui évite de déclencher les alarmes. Parfois, la commande du receleur est précise : il veut tel alcool ou tel parfum.



Arrestation Boulevard Alexandre III à Cannes de ressortissants géorgiens. PATRICE LAPOIRIE - SEBASTIEN BOTELLA / PHOTOPQR / NICE MATIN / MAXPPP

Certes, les "pions" se font régulièrement prendre, comme en témoignent leurs casiers judiciaires émaillés de petites condamnations. La sévérité accrue de la justice française vis-à-vis des cambrioleurs les inquiète, d'ailleurs: "Avant, on était tout de suite relâché, ou bien la peine de prison ne dépassait pas deux mois, alors que maintenant, elle peut aller jusqu'à un an", se lamente l'un d'entre eux, écouté par les enquêteurs. Aux fric-frac, ils préfèrent désormais les vols à l'étalage, moins lourdement punis. "Le système est fondé sur une délinquance sérieuse peu spectaculaire qui leur permet de rester sous les radars, mais qui rapporte beaucoup", analyse un gendarme.

Un considérable trésor de guerre

Derrière les barreaux, ils peuvent compter sur la solidarité des "frères": l'"obschak", la caisse commune alimentée par un prélèvement de 20% sur le produit des vols, assure le soutien aux détenus, finance la logistique de l'organisation, rémunère les cadres voire, dit-on, quelques politiciens géorgiens. "Amassé dans toutes les villes où les Vory v zakone sont implantés, ce considérable trésor de guerre remonte jusqu'aux patrons de la confrérie", précise un enquêteur.

La vie des responsables régionaux, les "smotryachi", n'est pas un long fleuve tranquille. A Strasbourg, le Géorgien Zurab Papuashvili, alias "Bututa", 59 ans, le responsable local, a des semaines chargées. Il jongle entre une cinquantaine de voleurs à superviser, les détenus à assister et l'"obschak" à collecter et gérer, les comptes à rendre à son chef, le Vor Bidzina Bakuridze. A "Bututa" d'arbitrer les conflits, aussi. Quitte à faire appel aux "grands frères" ou "frères aînés", les Vory, en cas de difficulté. Il s'y résigne quand une querelle menace de dégénérer entre deux voleurs, Otar et Irakli, qui se disputent une montre à 18 000 euros. L'affaire est jugée suffisamment sérieuse pour que Zaza Elikashvili, 44 ans, un Vor installé à La Rochelle, participe à la réunion d'arbitrage convoquée à Strasbourg le 28 juillet 2014. Deux voitures se relaient pour convoyer l'illustre visiteur de la Charente-Maritime jusqu'à l'Alsace. Irakli, jugé coupable, s'en tire avec une bonne raclée infligée par ses compères "gannabi" (voleurs).

Les honneurs rendus aux Vory

Pendant son séjour strasbourgeois, Zaza est traité avec les honneurs dus à son rang. Ses hôtes se mettent en quatre pour lui fournir hébergement, nourriture, tabac et même drogue. Ils lui offrent

également bijoux, parfums et vêtements pour sa femme et sa fille. A l'occasion du baptême de son fils, ses troupes sont priées de rafler autant de bouteilles d'alcool que possible et de fournir la viande pour les 150 invités, dont six Vors. Signe de son rang élevé dans la hiérarchie des Voleurs, Zaza reçoit des virements d'argent en provenance d'Allemagne, du Portugal, d'Italie, d'Espagne et même du Canada.

Son collègue Georgyi Elerdzhiya, qui vit en Grèce, se fait expédier des stupéfiants et des espèces par ses subordonnés strasbourgeois. A la fin de mars 2015, il s'installe avec sa famille dans la capitale alsacienne, où il souhaite se faire soigner. "Bututa" et ses "chestiorki" se décarcassent alors pour lui rendre la vie plus douce. Ils lui dénichent un logement, le meublent et poussent même la prévenance jusqu'à remplir le frigo. Mais Nana, la femme de "Gia", n'est pas satisfaite. "Gia dit qu'il faut, ou bien changer l'appartement, ou arranger celui-là, parce que ça ne plaît pas à Nana", râle un voleur. Comme leurs subordonnés, les Vors respectent scrupuleusement la tradition d'entraide de leur confrérie. Lorsque Zaza se sent menacé par un ex comparse, "Kakha" Shushanashvili lui fournit des hommes de mains. Quand "Khaka" est incarcéré, Zaza organise une collecte de fonds et fait parvenir de l'argent à son épouse.

Nier, ne rien lâcher

Face aux policiers et aux gendarmes, les Voleurs dans la loi s'expriment uniquement en géorgien et n'hésitent pas à menacer les interprètes. Ils nient tout. Ne lâchent rien et ont réponse à tout. Les tatouages arborés par certains ? Des fantaisies sans signification particulière. La déférence témoignée par les "pions" aux Vors ? Le respect dû aux anciens. Les cadeaux et les transferts d'argent ? La solidarité entre membres de la communauté géorgienne. La mafia des Vory v Zakone ? Un "mythe", un "fantasme". "Ils ont compris qu'ils risquaient gros en avouant faire partie de ce gang", souligne une source proche de l'enquête. Kakhaber Shushanashvili, lui, ne nie pas son appartenance à la confrérie, selon son avocat, Silvio Rossi-Arnaud. "C'est une communauté d'hommes, avec les symboles et l'organisation qui lui sont propres, soutient-il. Rien ne prouve qu'il s'agit d'une organisation criminelle." Il devra en convaincre les juges de Nancy...

La couverture mobile, talon d'Achille de NeoGend?

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 4 juin 2018 A la une, Opérationnel G.T.



Illustration (SD/L'Essonr).

Sans réseau mobile, rien ne va plus. Pour la Gendarmerie, avec le déploiement des terminaux NeoGend (tablettes et smartphone), la qualité des télécommunications mobiles est devenue un enjeu stratégique. Pas étonnant donc d'apprendre, au détour du rapport de la mission d'information sur les enjeux de la numérisation des armées, publié ce vendredi 1^{er} juin, que la Gendarmerie s'intéresse de près aux travaux en cours des opérateurs de télécommunications.

Pourquoi une telle attention ? Parce que, relèvent les rapporteurs, les députés Olivier Becht (UDI, Haut-Rhin) et Thomas Gassilloud (LREM, Rhône), *"un des freins à la numérisation des procédures de la Gendarmerie nationale peut tenir aux problèmes de couverture numérique du territoire"*.

Un nouveau plan lancé en janvier va ainsi intéresser de près la Gendarmerie. Le gouvernement, l'Autorité de régulation des communications électronique et des postes (Arcep), et les opérateurs mobiles viennent de s'engager pour une *"couverture mobile de qualité"* sur 5.000 zones prioritaires. 2.000 d'entre elles concernent les zones les plus habitées, les 3.000 restantes à des zones habitées, touristiques ou de montagne.

"Si la Gendarmerie n'a pas de pouvoir d'injonction sur les opérateurs pour améliorer la couverture du territoire, elle entretient un dialogue avec eux et plaide en faveur de l'extension des zones dans

lesquelles les opérateurs peuvent s'associer pour couvrir le territoire, soulignent les rapporteurs de la mission d'information sur les enjeux de la numérisation des armées. En outre, elle plaide en faveur d'une couverture de zones plus larges que les seuls centres-bourgs des zones rurales." A charge pour les gendarmes de faire entendre leur voix sur un sujet désormais crucial.

La nouvelle caserne du groupement du Var prend le nom du gendarme Duchatel, héros de la résistance

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 4 juin 2018 A la une, L'actualité PACA, Vie des personnels D.C.



Le général Lévêque, à gauche, coupe le ruban avec les filles du gendarme Duchatel, du préfet et du député Masson, ancien gendarme (Photo D.C/L'Esson)

La caserne qui accueille le groupement de Gendarmerie du Var à la Valette-du-Var depuis fin 2015 a enfin été officiellement inaugurée.

Ce vendredi 1^{er} juin, cette très belle caserne située dans la zone commerciale de la Valette -du-Var a été en effet inaugurée lors d'une cérémonie présidée par le préfet Jean-Luc Videlaïne et le général de corps d'armée Marc Lévêque, commandant de la région de Gendarmerie Paca et la Gendarmerie pour la zone de sécurité sud et organisée par le colonel Christophe Hermann, commandant du groupement.

Cette caserne de 3000 m² regroupant six unités auparavant réparties sur 3 casernes dans Toulon et qui accueille 120 logements a pris le nom du gendarme François Duchatel, un gendarme héros de la résistance. Le souvenir de ce héros a plané sur la cérémonie d'autant que ses deux filles, visiblement émues, étaient présentes soixante-quatorze ans!

Isabelle et Monique étaient âgées de 8 mois et de 3 ans lorsque leur père a perdu la vie.

Pour le général Lévêque, *"François Duchatel incarne l'esprit français de résistance, il incarne les valeurs de la gendarmerie"*.

Le maréchal des logis Nicolas Moulin, de la brigade de Pierrefeu-du-Var et président de l'ACSPMG (association des collectionneurs pour la sauvegarde du patrimoine de la maréchaussée à la Gendarmerie) a lu la biographie du gendarme Duchatel réalisée avec la collaboration du colonel (ER) François Yvernât, ancien commandant adjoint du groupement du Var et passionné d'histoire.

Fusillé au garde-à-vous!



L'affiche officielle réalisée par l'ACSPMG

Né en 1916 à Nantes, il était mécanicien à la Valette-du-Var lorsqu'il s'est engagé volontairement en 1937 au 24^{ème} bataillon de chasseurs alpins de Villefranche-sur-Mer. Il a servi ensuite en Tunisie dans les Spahis puis au sein du 4^{ème} régiment de chasseurs d'Afrique avant d'intégrer en 1942 l'école de Gendarmerie de Pamiers.

C'est à sa sortie d'école qu'il a rejoint le Var à la brigade d'Aups puis dans la foulée l'armée secrète.

Nommé sous-lieutenant dans les FFI en 1944, il été obligé de quitter sa caserne en raison de ses activités dans la résistance et a rallié le maquis Vallier, stationné dans le massif du plan de Canjuers.

Le 12 juin 1944, alors qu'il montait dans un camion de l'armée secrète ravitaillant le maquis, il est tombé dans une embuscade tendue par les miliciens et la gestapo en représailles à un guet-apens tendu par les FTP du camp Robert à des Allemands et ayant fait trois morts.

Parmi les occupants du camion, seul le gendarme Bouet parvient à prendre la fuite. Donadini essaye de fuir mais est arrêté avec une grenade dans la main. Dans la cabine du camion, Duchatel et Ernest Millet ne peuvent s'enfuir. Ernest est tué d'une balle en pleine figure tandis que François Duchatel, après avoir épuisé les munitions de son revolver, est fusillé sur le champ au garde à vous par la Milice".

Les miliciens ont laissé son corps et celui du conducteur du véhicule Ernest Millet "dehors au soleil toute la journée avec un écriteau portant la mention "C'est ainsi que meurent les traîtres de la France".

Une stèle portant son nom et celui d'Ernest Millet est érigée à la sortie du village d'Aups (Var), route de Vérignon (D 957)

Le corps du gendarme Duchatel a été transféré le 10 mars 1951 au cimetière militaire de la Valette avec les honneurs militaires.

Il est décoré de la croix de chevalier de la légion d'honneur avec citation à l'ordre de l'armée, la médaille militaire, la médaille de la résistance et la croix de guerre avec palme.



74^e anniversaire du Débarquement en Normandie

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 5 juin 2018 - Par la Rédaction



Pendant quelques jours, Carentan-les-Marais, Utah Beach, Sainte-Mère-Église ou encore Sainte-Marie-du-Mont ont vécu au rythme des festivités du 74^e anniversaire du Débarquement en Normandie. Comme chaque année, le groupement de gendarmerie départementale de la Manche avait mis en place un important dispositif de sécurisation. Retour en images.

De nombreux gendarmes d'active et de la réserve opérationnelle ont assuré le bon déroulement des divers événements du week-end : cérémonies, reconstitution de camps militaires, marches historiques, bourses militaires, exposition et défilés de véhicules militaires. Sans oublier les parachutages historiques comme celui de la Fièvre, dimanche 3 juin, au cours duquel plus de 500 militaires américains, français, allemands et roumains, ainsi qu'une centaine de civils ont sauté en parachute.

Dans le cadre de leurs missions de sécurisation du public, les gendarmes départementaux ont bénéficié du précieux concours d'un détachement de l'escadron de gendarmerie mobile de Cherbourg et d'une escouade de cavaliers de la garde républicaine. La gendarmerie des transports aériens et la gendarmerie de l'Air avaient également projeté sur place plusieurs militaires afin d'apporter leur expertise au groupement.



Un nouveau logiciel intensifie la lutte contre la cybercriminalité

Actualité Grand Sud Lot-et-Garonne <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 05/06/2018 à 03:48, Mis à jour le 05/06/2018 à 07:52 Sécurité - Section recherches et «La Mouette» C.St.-P.



Visite des spécialistes de cybercriminalité de Bordeaux au siège de «La Mouette» hier. / Photo Morad Cherchari.

«La Mouette» a financé en début d'année un logiciel pointu pour faire remonter sur le disque dur de suspect des fichiers de pédopornographie. Un gain d'efficacité pour le groupe cybercriminalité de la SR.

La section de recherches de la gendarmerie de Bordeaux compétente en Gironde, Dordogne et en Lot-et-Garonne, s'est dotée d'un logiciel redoutable de fabrication américaine de lutte contre la cybercriminalité. Un équipement de pointe financé par l'association «La Mouette». La chasse contre les pédocriminels s'est intensifiée.

«C'est en décembre dernier que la présidente Annie Gourgue est venue rendre visite au groupe de cybercriminalité de la SR de Bordeaux et elle a été effarée de constater le volume d'enquêtes au quotidien et sur un écran central, le nombre de personne suspectées d'être connectées. 1 000 personnes par jour en moyenne qui fréquentent des sites de pédopornographie ou soupçonnées de détenir et/ou diffuser des images de mineurs», révèle le lieutenant Jean-Philippe Halm, chef du groupe de cybercriminalité au sein de la SR de Bordeaux. Un groupe constitué de cinq enquêteurs qui traquent la pédopornographie infantile, la corruption de mineurs, le chantage à la sexcam... Trop peu de moyens humains pour s'atteler à un phénomène qui a pris une sacrée ampleur avec l'essor tentaculaire des nouvelles technologies. Jusque-là, la SR opérait une surveillance du réseau «peer-to-peer» qui regroupe et mutualise des sites de partage en ligne. «Mais l'objectif quand on arrive à identifier une cible et récupérer un ordinateur, c'est de retrouver l'ensemble des fichiers contenant les images. Nos techniciens geek doivent alors cliquer sur chaque image pour remonter le fil».

Une déperdition de temps résolue depuis janvier et le financement du logiciel baptisé «Forensic Explorer» courant aux USA. En France, seule la SR de Bordeaux est équipée, à l'exception du centre de lutte contre les criminalités numériques de Pontoise. Une innovation qui permet de copier l'ordinateur de la personne interpellée «comme si vous étiez chez elle, d'obtenir tous les fichiers d'images et de procéder à une analyse complète du disque dur. En créant un PC virtuel, tous les fichiers s'affichent. Avant, nous pouvions passer au travers de choses qu'on ne voyait pas, de fichiers cachés. C'est un gain de temps et d'efficacité», souligne le lieutenant qui mesure le fait que la cyberdélinquance s'adapte aux nouvelles techniques, en brouillant les pistes avec des serveurs «VPN» de protection des données reliés à d'autres pays. «Cette contribution est vraiment positive. Nous nous constituons systématiquement partie civile dans les procès de cybercriminalité. Les dommages et intérêts servent à créer les 18 salles Mélanie d'audition de mineurs, mais aussi à donner les moyens aux professionnels de mener la traque sur internet», a indiqué Annie Gourgue.

«Ce logiciel est le plus performant en éléments criminalistiques à partir des disques durs récupérés. C'est un logiciel de virtualisation des données qui permet un accès direct aux fichiers originels».

La célérité est surtout obtenue dans le temps de la garde à vue : «48 heures, c'est à la fois long et court. Il faut ramener le plus d'éléments pertinents au juge d'instruction, réunir des preuves pour sortir des gens dangereux du circuit».

Avant, l'ordinateur du mis en cause était saisi et son analyse prenait plus de temps.

Depuis la mise en service du logiciel, quatre dossiers ont été bouclés et deux sont en cours. Il a servi à étayer aussi le dossier à charge contre un Tonneinçais jugé le 15 juin en correctionnelle pour des faits de pédopornographie. «La finalité est de lever aussi le sentiment d'impunité du cybercriminel derrière son écran», précise le capitaine Thierry Contardo, chef de la division délinquance économique et financière et numérique à la SR de Bordeaux.

Le logiciel peut s'intéresser aux autres infractions de la division en les matérialisant.

De 1000 à 8500 images

Les mineur(e)s victimes sur les photos partent du bébé jusqu'à 14-15 ans, des filles et des garçons de tout âge. Le profil des cyberdélinquants est polymorphe. Toutes les classes sociales sont concernées et pas que les milieux frustes et carencés. Des hommes qui écument les sites de rencontres, agissent à couvert ou découvert. Tous les cas de figure sont observés au travers d'images insoutenables pour les gendarmes soumis à des cellules psychologiques pour surmonter ces visions. «Parfois on tombe sur des fichiers de 8 500 photos, mais il n'est pas rare quand on identifie un auteur de découvrir jusqu'à 1 000 fichiers en moyenne». Des suspects qui téléchargent, diffusent et tentent de passer à l'acte pour certains en «appâtant» des enfants.

Perceval, la plateforme de signalement des fraudes à la carte bancaire, officiellement lancée

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 6 juin 2018 A la une, Société



La gendarme Karine Beguin, chef du département Atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données du C3N, devant une démonstration de Perceval (Crédit photo: GT/L'Essor).

Le ministre de l'Intérieur vient d'annoncer l'ouverture officielle de la plateforme Perceval de signalement des fraudes à la carte bancaire. Développé par le service central du renseignement criminel de la Gendarmerie et par le service des technologies et des systèmes d'information de la

sécurité intérieure (STSI2), ce téléservice est désormais accessible à l'adresse suivante : <https://service-public.fr>.

Le nouveau service doit simplifier les démarches des victimes et apporter aux services d'enquête *"une vue plus complète du phénomène de fraude à la carte bancaire"*, estimé à 250 millions d'euros par an. Il doit ainsi améliorer *"l'efficacité des investigations et la détection des fraudes de grande ampleur"* et permettre l'adressage *"de messages de prévention ciblés"*.



Sur ce site, *"la victime est guidée dans une démarche simple, où elle pourra renseigner les éléments utiles à partir de ses documents bancaires, précise Place Beauvau. A l'issue, la victime reçoit automatiquement un récépissé qu'elle pourra adresser à sa banque à l'appui d'une demande de remboursement."* Une deuxième plateforme, Thésée, développée elle par la Police nationale, devrait elle aussi prochainement simplifier le dépôt de plainte en ligne pour des escroqueries.

Les quatre enseignements de l'opération de maintien de l'ordre à Notre-Dame-des-Landes

Accueil / A la une / 8 juin 2018 A la une, Opérationnel Gabriel Thierry



A Notre-Dame-des-Landes (Photo/GF/PressPepper).



La zad en 2012 (Crédit photo/Non à l'aéroport Notre-Dame-des-Landes).

A peine quelques semaines après les dernières opérations d'envergure à Notre-Dame-des-Landes, c'est déjà l'heure du bilan. Un premier retour d'expérience devrait être prochainement diffusé dans la Gendarmerie, sous la forme d'une note opérationnelle, a-t-on appris en marge d'un déplacement du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, au centre national d'entraînement des forces de la Gendarmerie de Saint-Astier (CNEFG), ce vendredi 8 juin.

Cette note opérationnelle portera sur le maintien de l'ordre et les enseignements tirés par l'Arme à l'issue des opérations menées à Bure (Meuse) et à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). C'est surtout cette dernière opération, qui s'est soldée par deux périodes d'activité intense, en avril et en mai, qui a été décortiquée. Elle s'est soldée par 108 blessés chez les gendarmes. (liste ci-dessous) Côté manifestants, plusieurs blessés sont à déplorer dont Maxime, un étudiant gravement blessé à la main en ramassant une grenade.

Le bilan de la Gendarmerie 211 barricades (la plupart enflammées et piégées avec des bouteilles de gaz) ont été réduites par les véhicules blindés du 9 avril au 31 mai; 108 militaires blessés, 54 interpellations ayant conduit à 41 condamnations pénales ou poursuites en cours.; 129 procédures ont été diligentées ; 800 engins incendiaires, 50kg d'artifices ou d'engins explosifs, et un drone adverse (intercepté en plein vol par les brouilleurs de la Gendarmerie lire-ci dessous) ont fait l'objet de saisies judiciaires.

Une préparation poussée



Barricades constituées de bouteilles de gaz à Notre Dame des Landes Gendarmes mobiles à Notre-Dame-des-Landes (Photo d'illustration Gendarmerie Nationale)

Dès l'annonce de l'abandon du projet d'aéroport, en janvier, par le gouvernement, l'Intérieur a commencé à travailler avec d'autres ministères sur les aspects juridiques d'une future opération. En tout, 97 squats, parfois situés sur plusieurs parcelles du cadastre, sont recensés. Ce travail juridique très fin va être, explique-t-on Place Beauvau, *"un élément important dans la réussite de la manœuvre"*. En effet, on estime à l'Intérieur qu'une des raisons de l'échec de l'opération d'évacuation César, en 2012, à Notre-Dame-des-Landes, réside dans l'absence de destruction des squats. La future déconstruction des habitats illégaux est au contraire en 2018 considérée comme essentielle.

Les unités de Gendarmerie mobile engagées bénéficient toutes, avant l'intervention, d'un rappel en matière d'usage de la force, sous la forme d'un stage d'une demi-journée ou d'une journée. Pendant que l'Intérieur se prépare à l'intervention, une partie des opposants, satisfaits de leur victoire, baisse les armes. C'est ce qui explique, souligne-t-on à l'Intérieur, pourquoi un certain nombre d'armes repérées auparavant par la Gendarmerie, comme une catapulte improvisée, n'ont finalement pas été utilisées par des zadistes. Néanmoins, les gendarmes ont été victimes

d'embuscades et d'attaque avec des jets d'acide, des cocktails molotov ou des bombes artisanales!

Des moyens spéciaux



Véhicules blindés à roues de la Gendarmerie (Crédit photo: MG/ L'ESSOR).

Lanceur d'eau de la Police nationale, véhicule blindé à roues de la Gendarmerie (VBRG), chiens... L'institution a mis tous les moyens de son côté pour réussir son opération. Le lanceur d'eau utilisé à Nantes le 14 avril a ainsi permis, explique-t-on Place Beauvau, de maintenir à distance les manifestants, une manifestation jugée alors *"sensible"*. Pour autant, la Gendarmerie n'envisage pas d'acquérir un tel engin, misant au contraire sur une mutualisation au cas par cas des neufs lanceurs d'eau de la Police nationale.

L'apport des quatre véhicules blindés à roues de la Gendarmerie, mobilisés sur réquisition du Premier ministre, a quant à lui été jugé *"déterminant"*. La Place Beauvau a compté en tout près de 200 barricades, certaines en feu, d'autres piégées par des bouteilles de gaz, qui ont pu être déblayées plus aisément avec ce type d'engin. Enfin, des maîtres-chiens ont été mobilisés, une présence qui s'est révélée efficace. *"Leur effet dissuasif est nettement supérieur à celle d'un gendarme mobile"* et a permis d'apaiser la situation sur le terrain, commente-t-on Place Beauvau. Leur présence dans le maintien de l'ordre devrait prochainement être intégrée dans la doctrine de la Gendarmerie.

Une action de police judiciaire ciblée

D'importants moyens vidéos et photos ont été mis en œuvre à Notre-Dame-des-Landes : drones, hélicoptères, caméras et caméras-piétons sont déployés pour apporter des éléments de preuve à des poursuites judiciaires. Outre ce dispositif technique, près de 200 officiers de police judiciaire venus de toute la France sont engagés, sous la supervision des procureurs des deux parquets compétents, Nantes et Saint-Nazaire, *"présents en personne durant les opérations"*, salue-t-on au ministère de l'Intérieur.

Le résultat ? Des interpellations ciblées qui ont donné judiciairement des résultats. La Gendarmerie compte désormais engager de manière systématique deux officiers de police judiciaire par escadron de gendarmerie mobile lors d'opérations de maintien de l'ordre. L'Intérieur et la Justice vont de leur côté mettre en place un groupe de travail chargé de plancher sur la judiciarisation en matière de maintien de l'ordre.



Photo d'illustration.

Un premier drone intercepté lors d'une opération

L'action de la Gendarmerie à Notre-Dame-des-Landes a été l'occasion d'une première, celle d'une interception d'un drone pendant une opération de maintien de l'ordre. Ce dernier, repéré sur la

zone d'opérations malgré un arrêté d'interdiction de survol, a été neutralisé avec un brouilleur anti-drone. Cet appareil, qui ressemble à une sorte de fusil muni d'une antenne, a permis d'interrompre la liaison radio entre le drone et son pilote. L'engin volant s'est alors stabilisé jusqu'à l'extinction de sa batterie.

e) – Service de Santé

Le SSA présent au salon Eurosatory

Mise à jour : 06/06/2018 – Direction : DCSSA <https://www.defense.gouv.fr/sante/>

Retrouvez le service de santé des armées à la 26^e édition du salon Eurosatory qui aura lieu du 11 au 15 juin 2018 au parc des expositions de Paris Nord – Villepinte.

Parmi les établissements du SSA, seront présents : le centre épidémiologique et de santé publique des armées (CESPA), le centre de transfusion sanguine (CTSA), l'institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) et la direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DASPA). Venez à notre rencontre sur le stand du Ministère des armées pour rencontrer les experts du SSA en matière d'innovation.



f) – Renseignement

Espionnage en France: l'Elysée reconnaît l'activisme des services étrangers

<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> 05 Juin 2018 à 10h58 Par Jean-Dominique Merchet

(Article de l'Opinion)

L'Elysée le reconnaît : les services de renseignement ont désormais « un peu de grain à moudre » avec le contre-espionnage. Même si le terrorisme est toujours la priorité - Matignon doit d'ailleurs présenter ce mois-ci un énième Plan d'action contre le terrorisme (PACT) - l'action des puissances étrangères contre les intérêts français suscite un regain de préoccupation au sommet de l'Etat. Fin mai, on apprenait ainsi que deux anciens agents de la DGSE étaient en détention provisoire, suspectés d'avoir livré des informations secrètes à la Chine. D'autres affaires, impliquant la Russie, Israël, voire les Etats-Unis, n'ont pas connu la même publicité, mais en privé les responsables reconnaissent la réalité du problème.

« La Chine a toujours été un adversaire redoutable en termes de contre-espionnage », reconnaît un proche du dossier. « Pendant longtemps, ses services visaient les laboratoires, les universités et les industries, mais aujourd'hui la Chine a des intérêts tous azimuts, stratégiques, géopolitiques ou politiques ». Les services français constatent « des stratégies d'influence dans les milieux dirigeants ». « Les techniques et les méthodes » du renseignement chinois « sont extrêmement sophistiquées et difficiles à appréhender » reconnaît-on dans les milieux spécialisés. Ainsi, « ils ne traitent jamais leurs agents sur le territoire national, mais toujours en Chine ou dans des pays tiers ».

Des cyber-espions chinois auraient volé d'importantes données relatives aux capacités sous-marines de l'US Navy

<http://www.opex360.com/> Posté dans Chine, Forces navales, Renseignement par Laurent Lagneau Le 09-06-2018



L'affaire de ces deux anciens agents de la Direction générale de la sécurité extérieure [DGSE] mis en examen pour avoir communiqué des informations sensibles au renseignement chinois a récemment fait couler beaucoup d'encre.

Cette semaine, rapporte Valeurs Actuelles, la cellule de coordination nationale du renseignement et de lutte contre le terrorisme (CNRLT), de l'Élysée, a expliqué que la Chine « n'hésite plus à mener des actions offensives et à infiltrer les milieux dirigeants avec des méthodes sophistiquées et difficiles à appréhender ». Et les agents qu'elle recrute en France sont « traités » depuis des pays tiers, ce qui rend le travail du contre-espionnage plus compliqué.

Cependant, de telles affaires éclatent régulièrement aux États-Unis. Le 8 juin, Kevin Mallory, un ancien agent de la CIA âgé de 61 ans, a été reconnu coupable par un jury fédéral d'avoir transmis des informations confidentielles à un service chinois. Il risque désormais une peine d'emprisonnement à perpétuité.

Le même sort attend Ron Rockwell Hansen, un ex-employé de la Defense Intelligence Agency (DIA) qui a été arrêté cette semaine pour avoir, lui aussi, travaillé pour le compte de la Chine, en échange de la somme rondelette de 800.000 dollars. Le prix à payer pour obtenir, entre autres, des documents hautement classifiés sur la stratégie de l'US Cyber Command, chargé notamment de contrer le piratage informatique chinois.

Et dans ce domaine, la Chine passe pour être à la pointe. De nombreux rapports officiels ou établis par des sociétés de sécurité informatique ont pointé l'activité des cyber-espions de l'unité chinoise 61398. L'un d'eux, publié en 2013 par le Pentagone et transmis au Congrès accusait Pékin de « mener une campagne de collecte de renseignements contre les secteurs qui soutiennent des programmes de défense nationale aux États-Unis, dans les domaines diplomatique, économique et industriels ». Des programmes comme celui de l'avion de 5e génération F-35 avaient notamment été visés.

Et l'on ne peut s'empêcher de penser que les récents progrès réalisés par l'industrie chinoise de l'armement reposent en partie sur ces informations sensibles dérobées dans les réseaux informatiques américains. Et, malgré les mesures de protection, la moisson n'est sans doute pas finie.

Ainsi, le Washington Post a révélé, le 8 juin, que des pirates informatiques chinois avaient réussi à subtiliser 614 giga-octets de données confidentielles relatives à plusieurs programmes d'armement conduits par l'US Navy, en s'introduisant dans le système informatique d'un sous-traitant du Naval Undersea Warfare Center.

Parmi les programmes concernés, l'on trouve des capteurs, des systèmes de chiffrement et des moyens de guerre électronique utilisés par les sous-marins américains ainsi que le mystérieux projet « Sea Dragon », lancé en 2012 par le bureau spécial du Pentagone afin d'adapter les technologies militaires américaines existantes à de nouvelles applications. Pendant longtemps, il a été sous la coupe du Secret Capabilities Office.

Le vol des données relatives aux capacités de guerre électronique des sous-marins nucléaires américains, par nature très sensibles, est particulièrement embarrassante puisque cela donne à ceux qui les ont dérobées les moyens d'éventuellement les contrer.

« Les experts militaires craignent que les Chinois aient développé des moyens qui pourraient compliquer la capacité de l'US Navy à défendre les alliés des États-Unis en Asie en cas de conflit avec la Chine », souligne en effet le Washington Post.

Or, dans cette éventualité, la marine américaine compte avant tout sur ses sous-marins, qui est l'un de ses points forts par rapport à son homologue chinoise. D'autant plus que, comme l'a souligné l'amiral James Stavridis, ancien commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), la Chine disposerait désormais d'une « une idée raisonnable du niveau de connaissances » de la marine américaine sur ses différentes plate-formes [...], ce qui réduit considérablement notre marge de manoeuvre en cas de situation de combat rapproché avec des sous-marins chinois. »

Quant au projet Sea Dragon, il vise à mettre au point, à partir d'un système existant, un missile supersonique destinés à donner aux sous-marins de l'US Navy une capacité anti-navire à longue portée. « Le Pentagone a demandé ou utilisé plus de 300 millions de dollars pour le projet depuis fin 2015 et a annoncé qu'il prévoyait de commencer les essais sous-marins en septembre », écrit le quotidien américain.

De son côté, l'US Navy n'a pas souhaité commenter ces informations, son porte-parole, le capitaine de frégate Bill Speaks, ayant invoqué des « raisons de sécurité ». Toutefois, a-t-il dit, le Pentagone « s'adapte continuellement à la cybermenace. » Le souci est que ce ne sont pas les réseaux militaires qui sont en cause, mais ceux des entreprises ayant des contrats avec le département américain de la Défense.

« La plupart des cyber opérations chinoises détectées contre l'industrie se concentrent sur des entreprises du secteur de la défense ou des entreprises technologiques soutenant les réseaux gouvernementaux », avait ainsi constaté, en février, Dan Coats, le Directeur national du renseignement américain.

g) – Cybersécurité

h) – Service du commissariat des armées

i) - Service des essences des armées

Prix de l'audace 2018 : le SEA à l'honneur.

Mise à jour : 07/06/2018 <https://www.defense.gouv.fr/essences/>

Le prix de l'Audace de l'EMA remporté par Monsieur François C.

Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées a remis le Lundi 28 mai 2018, le prix de l'Audace à sept (7) innovateurs issus des trois armées, de l'état-major des armées, de la Délégation générale pour l'armement, du secrétariat général pour l'administration et de la Gendarmerie nationale.



Les personnels du SEA osent

Les personnels civils et militaires du Service des essences des armées ont déposé leurs travaux de recherche à l'EMA, pour le prix de l'audace initié par la mission innovation participative (MIP), dans sa 13^e édition. Au préalable, le SEA capitalise plusieurs décennies d'expériences dans l'exploitation et le transport des produits pétroliers au profit des 3 armées et ses différents alliés en France et en outre-mer. A cet effet, le personnel civil et militaire de cette institution ont mis en commun leur savoir-faire, pour concevoir des équipements innovants pour un usage simple et pratique dans l'exercice de leurs missions. Ainsi, les 3 entités basées respectivement à Brest, Montereau et au DSEA FFEAU ont présenté les équipements suivants :

- Le **système opérationnel de sécurité industrielle (SOSI)** conçu par le chef de projet l'OE François du dépôt d'essences marine de Brest (DEMa de BREST). Un projet d'une équipe du SEA (le LCL Benoît, le Major Sébastien et l'OE François) financé dans sa totalité (48 000 €) par la MIP, partenaire financier et technique d'innovateurs.
- Le **système de pliage adaptable pour réservoirs et cuvettes (SPARC)** conçu, fabriqué et financé par le centre de soutien logistique du service des essences des armées (CSLSEA). Un projet représenté par le Capitaine Jean-François et réalisé par l'OE Marcel, l'OE Jacques et l'ATMD Halim.
- Le système unique de recueil des informations anti-drones (SURICAD), innovation d'une équipe projet composée de l'ATC Thomas (DSEA FFEAU), du CDT Marc-Antoine (armée de l'air), de l'ADJ Jean-Christophe (gendarmerie) et M. Louis (ENSTA Paris Tech). Un projet financé à hauteur de 55 000 € par la MIP.

L'EMA a procédé à une première présélection de trois dossiers d'innovations parmi les plus méritants. Un jury de sélection s'est ensuite tenu le jeudi 1er février 2018. Ainsi, sept (7) prix, dont celui de l'EMA, ont été décerné par la Fondation Maréchal Leclerc de Hauteclocque aux innovateurs lauréats de cette cérémonie du prix de l'Audace 2018 qui s'est déroulée ce lundi 28 mai 2018 à l'Ecole du Val-de-Grâce, Paris 5^{ème}.

Le prix de l'Etat-Major des Armées a donc été décerné à l'OE François du dépôt essences Marine de Brest, pour la réalisation du SOSI.

Pour rappel, le SOSI est un dispositif capable de détecter, d'analyser et de transmettre des alertes ou des informations relatives à des risques environnementaux ou en cas d'incident technique ou de mouvement suspect dans les espaces de stockages d'hydrocarbures.



Le SEA est ainsi une nouvelle fois honoré par ses personnels après l'attribution de deux autres prix du challenge Innovation Défense de Novembre dernier.



j) - Service d'infrastructure de la défense

k) Forces Prépositionnées

FORCES ARMÉES AUX ANTILLES (FAA)

POLMAR 2018 à Fort-de-France

Mise à jour : 07/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le 31 mai 2018, l'exercice ORSEC maritime de niveau 3 annuel POLMAR 2018, ayant pour thème une pollution maritime, a été organisé dans la baie de Fort-de-France.

Dans le cadre de cet entraînement opérationnel, une fuite simulée lors d'une opération de chargement de gazole au niveau de l'appontement sur le site de la SARA (Société Anonyme de Raffinerie des Antilles) a donné lieu à l'activation du plan POLMAR de cette société. Après une maîtrise partielle de cette nappe de gazole, le Centre régional de sauvetage et de surveillance (CROSS) Antilles Guyane a été prévenu. Ce dernier a ensuite relayé l'information vers l'équipe de gestion d'intervention (EGI) POLMAR.



Cette équipe a alors donné l'ordre aux moyens antipollution de la Marine nationale situés au niveau de la base navale, dont le remorqueur portuaire côtier (RPC) *Maïto*, l'*Alouette III* de la 22S et l'embarcation de servitude antipollution (ESA), de se déployer pour circonscrire au large la pollution dans l'espace maritime.



Le niveau 3 du dispositif ORSEC maritime ayant été activé par le directeur des opérations de secours (DOS), l'équipe de gestion de crise (EGC) a quant à elle été déployée au niveau de la préfecture.



Pendant une matinée, l'ensemble des acteurs du dispositif ORSEC maritime – volet POLMAR ont été déployés avec, outre la mécanisation et l'entraînement des membres de l'EGI POLMAR, de l'EGC et des marins de la base navale de Fort-de-France, une découverte plus approfondie d'un des principaux industriels français des Antilles.

Rencontre avec le lieutenant de vaisseau Rodolphe, chef de la cellule anti-pollution de la base navale de Fort-de-France.

« Les éléments de la base navale sont déployés aujourd'hui dans le cadre d'un exercice POLMAR 2018 qui vient en appui d'un exercice de la SARA. Le scénario consiste à considérer qu'il y a eu une fuite lors d'une opération de chargement/déchargement de gasoil au niveau de l'appontement de la SARA. Cette fuite est actuellement confinée au 2/3 par les moyens de la SARA.

Nous intervenons sur les excédents de nappes de gasoil qui s'éloignent au large avec les moyens étatiques qui ont été déclenchés sur ordre du Préfet de la Martinique. Les moyens mis en place aujourd'hui sont le RPC *Maïto*, un remorqueur de la marine nationale, l'embarcation de servitude antipollution (ESA) ainsi qu'un remorqueur de la SOMARA. Un pousseur de la Marine nationale intervient aussi en 2nd rideau pour ramasser les petites nappes qui ne seraient pas récupérées par les moyens mis en place en amont. *L'Alouette III* de la 22S contribue à fournir une image aérienne de la dérive de la nappe.

Les moyens que vous voyez aujourd'hui n'ont à ce jour jamais été déployé dans la réalité. Par chance, nous n'avons pas eu en Martinique de grosses ou de petites pollutions. Nous menons des exercices de ce type très régulièrement, l'année dernière, nous avons effectué un exercice avec la centrale EDF de Bellefontaine.

Dans la même logique que pour des feux de forêt ou des incendies majeurs, les marins de la base navale mécanisent le dispositif et apprennent à travailler avec les acteurs de la Martinique afin qu'existe une vraie complémentarité des moyens de façon à intervenir efficacement si cela devait se produire dans la réalité.

Aussi, pour POLMAR 2018, nous avons mobilisé une vingtaine de marins de la base navale. »

Rencontre avec le maître principal Mickaël, commandant le RPC *Maïto* basé à Fort-de-France.

« La spécificité de ce remorqueur réside dans le fait qu'il est dévolu à différentes missions. Aujourd'hui, c'est pour une mission anti-pollution qu'il est déployé à la mer. Nous disposons en effet de la capacité de mettre en œuvre plusieurs barrages flottants. Pour cet exercice, nous avons déployé 240 mètres de barrage, notre potentiel étant de 600 mètres. Nous avons également à notre disposition ce que nous appelons des écrémeurs, c'est-à-dire des moyens d'aspiration et de récupération des nappes de pollution par hydrocarbure ou autres matières de ce genre, que ce soit des carburants légers ou lourds.

Nous pouvons travailler en moyen unique ou à deux remorqueurs comme c'est le cas aujourd'hui avec celui de la SOMARA. Aussi, en collaboration avec la base navale et sa cellule anti-pollution, le spectre des capacités auxquelles nous pouvons avoir recours est dimensionné pour faire face à ce genre de problématique, que ce soit en proche côtier mais également au large sur des pollutions à partir de pétroliers et autres bâtiments de ce type.

Pour naviguer plus loin

Antilles, lutter contre les trafics, protéger et secourir les populations
<http://www.colsbleus.fr/articles/8707>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN GUYANE (FAG)

Deux tapouilles interceptées dans une opération de police des pêches

Mise à jour : 08/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le 5 juin 2018, engagés dans la lutte contre la pêche illégale, deux patrouilleurs légers guyanais *La Résolue* et *La Confiance* et la vedette côtière de surveillance maritime *Organabo* de la gendarmerie maritime ont détecté la présence de plusieurs tapouilles en action de pêche illégale au large de la Guyane.



Après une rapide analyse de la situation, appuyée par un hélicoptère *Fennec* de la base aérienne 367, il a été décidé d'effectuer un contrôle sur l'une d'elles. À l'arrivée des équipes de visite, la tapouille suspecte a coupé ses filets et commencé à fuir vers les eaux brésiliennes, toutes proches. Malgré une forte opposition au contrôle et de nombreux actes de violence à l'encontre de l'équipe de visite (jets de projectiles, utilisation d'objets contondants et armes blanches), celle-ci est montée à bord pour procéder au contrôle.

Ensuite, le commandant de *La Résolue* a de nouveau lancé ses équipes de visite sur une seconde tapouille. L'équipage a également montré une forte opposition au contrôle en commettant des actes de violence à l'encontre de l'équipe de visite. Malgré ces obstacles, la tapouille a rapidement été sécurisée et contrôlée.

Les deux navires ont alors été déroutés vers le port du Larivot, escortés par le patrouilleur léger guyanais *La Confiance* et la vedette côtière de surveillance maritime *Organabo*. Pendant ce temps, *La Résolue* assurait la protection de l'embarcation relève filets *La Caouanne* chargée de récupérer les filets abandonnés sur place par les deux tapouilles, avant que d'autres pêcheurs ne viennent les reprendre. 25 km de filets ont ainsi pu être récupérés contenant 6 tonnes de poisson.

L'effort de lutte contre la pêche illégale s'inscrit parmi les priorités du préfet de Guyane en tant que délégué du gouvernement pour l'action de l'Etat en mer. Depuis le début de l'année, les actions conjointes des douanes, de la direction de la mer, de la gendarmerie et des forces armées en Guyane ont permis le contrôle de 67 navires parmi lesquels 7 ont été déroutés et la saisie de 77 km de filets.

Pour naviguer plus loin

La Marine nationale veille sur nos espaces maritimes

Fortes de 2 100 militaires, les Forces armées en Guyane exercent des missions de soutien de l'action de l'État et contribuent aux missions de souveraineté. À ce titre, elles garantissent la protection du territoire national, et contribuent au maintien de la sécurité dans la zone de responsabilité permanente unique Caraïbes (ZRP), à la lutte contre l'orpaillage illégal (opération Harpie), à la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan), et à la lutte contre la pêche illégale. Dans le cadre de leur mission de police des pêches, les FAG garantissent la souveraineté de la France sur les eaux placées sous sa juridiction, répondent aux engagements internationaux pris par la France dans le domaine de préservation des ressources halieutiques, et combattent les activités maritimes illicites.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE **(FANC)**

Croix du Sud 2018 : Visite de la ministre de la Défense australienne

Mise à jour : 04/06/2018 – Direction : Sirpa Marine

Organisé tous les deux ans, l'exercice « Croix du Sud » réunit les principaux partenaires de la région Pacifique. Cette année, il s'est déroulé du 13 au 25 mai 2018. La frégate de surveillance *Vendémiaire*, le bâtiment multi-missions *D'Entrecasteaux*, les patrouilleurs *La Moqueuse* et *La Glorieuse* et un *Gardian* de la flottille 25F faisaient partie des nombreux moyens engagés dans l'exercice.



Après la visite au Maritime Component Commander (MCC) à bord du *Choules*, bâtiment de la marine australienne engagé dans cet entraînement opérationnel, la ministre de la Défense australienne, Marise Payne, s'est entretenue avec le capitaine de vaisseau Jean-Louis Fournier, commandant du MCC. Ces échanges ont permis d'illustrer le déroulement de l'exercice.

Cette visite ministérielle a marqué une étape importante dans l'entraînement au sein de la région du Pacifique Sud et conforte la volonté de développer les relations franco-australiennes bien au-delà de l'exercice.

La coopération fructueuse et enrichissante entre les deux marines, menée dans un cadre multinational rassemblant les nations du Pacifique Sud a été particulièrement visible au cours de ce scénario mettant en jeu une situation sécuritaire instable.



A propos des relations franco-australiennes

Nation riveraine du Pacifique, la France a effectué cinq déploiements avec ses bâtiments au cours des deux dernières années et a fait une vingtaine d'escales en Australie. L'Australie conduit actuellement le Future Submarine Program. Naval Group a été sélectionné en 2016 pour l'intégration de la plate-forme propulsée sous l'égide d'un accord inter-gouvernemental. Cet accord inter-gouvernemental vient ancrer le partenariat stratégique entre les deux nations pour un demi-siècle.

Par ailleurs, les deux pays conduisent des missions conjointes de surveillance maritime et de police des pêches dans le Pacifique Sud dans le cadre du QUAD (*Quadrilateral Defence Talk*). De surcroît, les deux marines se coordonnent dans le cadre d'opérations de secours au profit des états insulaires (accords FRANZ). Enfin des exercices et des engagements opérationnels sont régulièrement menés conjointement.

Pour naviguer plus loin

Outre-mer, stratégie de souveraineté <http://www.colsbleus.fr/articles/9620>

Les espaces maritimes français – missions de souveraineté
<http://www.colsbleus.fr/exemplaires/10141>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

Les nouveaux auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale accueillis au Département

actu Réunion par www.ipreunion.com le 4 juin 2018 à 12:26



Photo : Bamba IHDEN

Ce dimanche 3 juin 2018, les jeunes auditeurs de l'Institut des hautes études défense nationale (IHEDN) ont rencontré Cyrille Melchior lors du gala organisé en leur honneur à la villa du Département. Ces auditeurs constituent le 107^{ème} cycle jeunes en région, qui aura regroupé au total une centaine d'auditeurs de La Réunion, mais aussi de Mayotte, des Comores, de Madagascar, de Maurice et du Mozambique.

C'est dans les magnifiques jardins de la Villa du Département que s'est déroulée ce dimanche 3 juin une soirée de gala à l'occasion de la tenue dans notre île entre le 14 mai et le 2 juin de 2 formations de l'IHEDN : le 107^{ème} cycle Jeunes et la 212^{ème} session en région, qui aura regroupé au total une centaine d'auditeurs de La Réunion, mais aussi de Mayotte, des Comores, de Madagascar, de Maurice et du Mozambique.

Après avoir accueilli ses invités civils et militaires, le Président Cyrille Melchior a félicité ces nouveaux auditeurs pour leur investissement et leur dynamisme tout au long de ces deux formations.

"C'est un grand honneur pour la Collectivité d'accueillir et de rencontrer les nouveaux auditeurs de l'IHEDN ; vous intégrez une belle et grande famille dont la mission première est de diffuser et de promouvoir l'esprit et la culture de défense au sein de la Nation. C'est une formidable mission qui vous attend et je ne peux que vous féliciter pour ce nouvel engagement" a indiqué le Président.

Cyrille Melchior a également rappelé que la Collectivité départementale menait une politique active de défense au service de La Réunion, au travers notamment du SDIS ou encore de nombreuses actions telles que la défense des publics fragiles, de la jeunesse, des agriculteurs, du patrimoine... sans oublier la défense des valeurs et des idéaux, le vivre-ensemble réunionnais.

Dans sa réponse au Président du Conseil départemental, l'administrateur en chef de 1^{ère} classe des affaires maritimes (er) Bernard Salva, président de l'Association régionale de l'IHEDN de l'océan Indien (AR 27), a remercié l'ensemble des autorités qui avaient contribué au succès de ces deux formations de haut niveau.

Il a ensuite rendu un vibrant hommage au général (2S) Alexandre Lalanne-Berdouticq, chef du bureau des sessions en région à l'IHEDN, et dont la SR 212 marque la fin d'une longue carrière au sein de cet Institut relevant du Premier ministre, et au cours de laquelle il aura formé 2 800 auditeurs.

Signature du premier protocole général entre l'armée et les pompiers

actu Réunion par www.ipreunion.com le 5 juin 2018 à 08:00



photo Charles Lebon FAZSOI et le SDIS 974

Le 4 juin 2018, les forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de La Réunion (SDIS) ont annoncé, pour la première fois, la signature d'un protocole général de partenariat. Nous publions ci-dessous le communiqué du SDIS

La signature de cette convention générale entre les FAZSOI et le SDIS 974, entraîne des obligations réciproques de la part de chacune de ces parties.

Ainsi, en vertu de ce protocole, les forces armées s'engagent notamment à promouvoir le volontariat de sapeurs-pompiers, à favoriser le développement de la politique santé/sécurité au travail, à mettre à disposition des terrains et infrastructures, ou encore à participer à la formation et l'entraînement des personnels sapeurs-pompiers.

En retour, le SDIS de la Réunion participera à la valorisation de la réserve militaire, à la formation de préventionnistes en spécialité incendie et en secours à victimes, aussi le SDIS s'engage à une participation aux exercices internes des FAZSOI.

En somme, toute une série d'engagements visant à valoriser les actions et faire évoluer ces deux corps dans leurs missions respectives, dans le cadre d'un partenariat équitable et renforcé. A savoir que le protocole général est applicable à l'ensemble des organismes du ministère des Armées et à l'ensemble du SDIS 974 basé sur le département.

FORCES FRANÇAISES EN CÔTE D'IVOIRE (FFCI)

FFCI : exercice Touraco 2018

Mise à jour : 05/06/2018

Du 11 au 18 avril 2018 s'est tenu l'exercice Touraco 2018. Orchestré par les forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI) et le 43^e bataillon d'infanterie de marine (43^e BIMA), cet exercice a offert l'opportunité d'un nouveau terrain d'entraînement en zone subtropicale pour l'armée de l'air, habituée aux terrains plus désertiques de Djibouti.



Touraco 2018 a surtout été une formidable opportunité pour les forces armées françaises en Côte d'Ivoire et les forces armées ivoiriennes de renforcer le partenariat déjà solide qui existe depuis longtemps en s'entraînant ensemble aux opérations d'aérotransport et d'aérolargage.

Les militaires français et leurs partenaires ivoiriens ont pu, au cours de l'exercice, réaliser des marquages de jour comme de nuit, s'entraîner aux techniques de poser d'assaut et se perfectionner sur la mise en place par aérolargage. De nombreux sauts ont été effectués

jusqu'aux plus petits échelons tactiques, développant ainsi l'autonomie des chefs de groupe. Ce fut également l'opportunité pour les soldats ivoiriens de profiter de l'expérience, du savoir-faire et des moyens français pour donner un cadre concret aux formations reçues, en partageant en retour leur propre connaissance du milieu.

Au bilan, 70 heures de vol, un cumul de 700 soldats transportés, 12 séances de saut pour 243 parachutistes dont 53 ivoiriens et 11 séances d'aérotransport et poser d'assaut avec 63 soldats ivoiriens de jour comme de nuit. C'est également trois terrains sommaires marqués en permanence de jour et de nuit, dont un par une équipe ivoirienne autonome.

L'exercice a été un vrai succès de partenariat et une réelle opportunité d'entraînement pour les soldats du 43^e BIMA, du 1^{er} bataillon pilote projetable (BPP), du 1^{er} bataillon de commandos parachutistes (BCP), de l'armée de l'air et des forces spéciales ivoiriennes.

Fort de ce succès, l'ambition est de renouveler Touraco en 2019, permettant ainsi d'entretenir une dynamique partenariale déjà très riche.

Créées le 1er janvier 2015, les forces françaises en Côte d'Ivoire s'inscrivent dans la continuité de l'accord de partenariat de défense de 2012 qui scelle une proximité ancienne entre la France et la Côte d'Ivoire. Les 900 militaires engagés sont chargés de soutenir les opérations dans la zone, mais aussi de mettre en œuvre une coopération militaire avec la République de Côte d'Ivoire et une coopération régionale avec les forces partenaires.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDj : réhabilitation de deux passages à gué par les sapeurs du 5^e RIAOM

Mise à jour : 06/06/2018

Suite au passage du cyclone « Sagar » à proximité de Djibouti le 19 mai 2018, des pluies diluviennes ont provoqué des inondations rarissimes pour la Corne de l'Afrique et ont fait déborder les oueds, endommageant les nombreux passages à gué des pistes djiboutiennes.



Une équipe de sapeurs du 5^e régiment interarmes d'outre-mer est intervenue sur très court préavis avec deux engins de travaux pour réhabiliter deux passages à gué dans la région de Koron et Maryam et ainsi permettre aux convois militaires comme aux véhicules civils de traverser à nouveau.

La parfaite coordination des moyens et la réactivité du personnel engagé ont permis une remise en état rapide du passage à la grande satisfaction de la population locale.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FFDj : réfection d'un centre d'accueil pour enfants

Mise à jour : 08/06/2018

Le 30 mai, le colonel Luc Penet, commandant la base aérienne 188 « colonel Massart » des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj), et madame Saada Moumin, présidente de l'association de développement et de protection de l'enfant (ADPEB), ont inauguré les travaux réalisés au profit du centre d'accueil à Djibouti.



Dans ce projet, les FFDj ont souhaité œuvrer directement au profit des enfants en améliorant leurs conditions d'accueil au sein de cette structure. Ce centre fait office de foyer d'accueil et de soutien moral et est en charge de l'éducation en proposant notamment l'enseignement de base du français et de l'anglais.

Pour mener à bien ce projet, la base aérienne 188 a réuni sous sa responsabilité des militaires des FFDj et des conjoints, ainsi que les enseignants de l'association. L'équipe a réalisé des travaux améliorant la sécurité et le confort des enfants et de l'équipe enseignante : réfection du réseau électrique vétuste et dangereux, travaux de peinture, remplacement du système d'alimentation en eau et installation de ventilateurs. La base aérienne a fourni une gazinière, un réfrigérateur ainsi qu'un lot important d'ustensiles de cuisine.

Madame Saada Moumin dont l'association a pour objectif de subvenir aux besoins d'enfants vulnérables, enfants de la rue ou provenant de familles très pauvres, a tenu à remercier les FFDj et tous les acteurs qui ont œuvré à la réalisation de ce projet, qui n'est qu'une première étape. En effet, de nouveaux travaux sont prévus pour rénover les installations sanitaires du centre.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : formation de marins togolais aux techniques d'intervention opérationnelles rapprochées

Mise à jour : 06/06/2018

Dans le cadre de la lutte contre la piraterie maritime, le détachement d'appui opérationnel « Commando » des éléments français au Sénégal (EFS) a mené une action de formation « techniques d'intervention opérationnelles rapprochées » au profit des forces de la marine nationale togolaise du 6 au 19 mai 2018.



Trente-quatre fusiliers commandos ont participé à cette formation qui avait pour objectif principal de renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles face à des individus hostiles.

Encadré par 6 instructeurs, le stage a débuté par des tests d'évaluation. Puis, durant deux semaines, les stagiaires ont découvert et acquis les techniques de frappe et de mise au sol à un rythme soutenu malgré la chaleur.

Une deuxième phase pratique a ensuite mis l'accent sur le côté opérationnel de la formation avec la fouille de véhicules et la maîtrise d'individus en espace confiné.

Au terme du programme, une synthèse technique et un test d'agressivité ont mis en avant l'excellent niveau atteint par l'ensemble des militaires togolais.

Créés le 1^{er} août 2011, suite au traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, d'appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et de contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

I) Réserves

m) D.G.A.

Essais concluants pour la capacité de l'A400M à ravitailler en vol le Rafale

Mise à jour : 08/06/2018 <https://www.defense.gouv.fr/dga/>

L'A400M, avion de transport tactique à allonge stratégique, est capable de ravitailler en vol plusieurs types d'aéronefs, dont les chasseurs.



Le ravitaillement est possible par deux points latéraux via une nacelle de ravitaillement fixée sous voilure – pour les chasseurs – ou bien par une unité de ravitaillement intégrée au fuselage (HDU - *Hose Drum Unit*) – pour les avions de transport et les chasseurs. Une prochaine version de nacelle spécifique permettra de ravitailler les hélicoptères. Au terme d'une campagne d'essais en vol menée par la Direction générale de l'armement (DGA) avec l'appui de l'armée de l'Air, l'A400M vient de franchir un nouveau jalon en démontrant sa capacité de ravitaillement des Rafale par les nacelles.

Au cours de ces essais, le ravitaillement du Rafale par l'A400M dans tout le domaine de vol (altitude, vitesse) y compris dans les modes dits dégradés de l'aéronef (panne simulée d'un moteur et des commandes de vol), a été évalué. Les essais ont été réalisés de jour et de nuit, y compris avec jumelles de vision nocturne, dans plusieurs configurations Rafale (aéronef léger, centré arrière et à fort indice de trainée).

DGA Essais en vol a procédé, avec le soutien du Centre d'expertise aérienne militaire (CEAM), à la réalisation de ces essais qui permettront à très court terme à la DGA, autorité technique pour les avions d'Etat, d'autoriser le Rafale à être ravitaillé sur A400M. L'armée de l'Air examine de son côté les conditions de la mise en service dans un contexte opérationnel de cette nouvelle capacité, en mettant en place les moyens de sa mise en œuvre (procédures, soutien technique, formation...). L'A400M pourra alors offrir une capacité de ravitaillement en vol de théâtre.

D'autres campagnes de ravitaillement en vol sont prévues d'ici 2019, comme celle de l'appariement du Mirage 2000 par les nacelles ou d'autres avions de transport par le point central HDU.

11 – France : Armements & Industries

Finances

AccorHotels prêt à acheter les parts de l'Etat dans Air France-KLM

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 03/06/2018, 20:15



(Crédits : Christian Hartmann)

AccorHotels étudie le rachat des parts de l'Etat dans le capital d'Air France-KLM. Le groupe hôtelier a confirmé son intérêt.

Un coup de tonnerre dans le transport aérien. Selon nos informations, le groupe hôtelier Accor est intéressé pour racheter la part de l'Etat dans Air France-KLM (14,3%). Si le projet aboutissait, ce serait l'aboutissement d'un long désengagement après l'entrée en Bourse en 1999 et la privatisation en 2004 du fait du mariage avec KLM.

"Cette fuite avant l'ouverture des marchés financiers ce lundi va permettre de tester les marchés financiers", explique une source au courant de l'opération.

Intérêt depuis de longs mois

Selon nos sources, cet intérêt n'est pas nouveau. Le groupe dirigé par Sébastien Bazin, étudie en effet cette possibilité depuis plus d'un an.

Dans un communiqué publié dimanche soir, le groupe hôtelier a confirmé son intérêt pour Air France-KLM

"AccorHotels a conduit à plusieurs reprises, au cours des dernières années, des discussions avec Air France-KLM en vue de développer notamment des projets digitaux communs et une plateforme commune de fidélisation et de services qui permettraient aux clients des deux groupes, leaders mondiaux du voyage, de bénéficier d'une offre enrichie de services autour de la mobilité à travers le monde. Ces réflexions comportaient l'éventualité d'une prise de participation minoritaire au capital d'Air France-KLM afin de conforter ce projet industriel de croissance.

AccorHotels confirme avoir repris ces réflexions qui sont à ce stade préliminaires quant à la faisabilité du projet et ses conditions de réalisation et qui feront l'objet, le moment venu, de discussions avec Air France-KLM".

Outre les synergies évidentes entre la clientèle d'Air France et celle d'Accor, le montage pourrait, selon un observateur, permettre à Accor de se protéger d'un OPA d'un groupe étranger, alors que les groupes chinois sont de plus en plus présents dans son capital.

Trois options

Avec les turbulences que traverse Air France-KLM, une fenêtre de tir s'est ouverte. Face aux difficultés de relancer Air France-KLM et face aux critiques incessantes sur le maintien de sa participation dans le groupe aérien, l'Etat pourrait en effet être tenté de couper le cordon ombilical avec Air France-KLM. Pour beaucoup, y compris pour le PDG démissionnaire, Jean-Marc Janaillac, la présence de l'Etat crée un sentiment d'invulnérabilité chez les personnels qui n'aide pas à réformer Air France.

Selon les Echos, trois options seraient à l'étude : une cession totale, une cession partielle, et enfin un échange entre les actions de l'Etat dans Air France-KLM contre des actions dans AccorHotels.

Libye et Libor : Société Générale règle ses deux litiges pour 1,3 milliard de dollars

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 04/06/2018, 9:20



« Le montant devant être payé est entièrement couvert par la provision inscrite dans les comptes [...] Ces versements n'auront donc pas d'impact sur les résultats », insiste la banque. (Crédits : Charles Platiau)

La banque française annonce avoir conclu des accords de principe avec les autorités américaines et françaises pour mettre un terme aux enquêtes sur l'affaire de soupçons de corruption en Libye

et de manipulation du taux interbancaire Libor. Le montant des transactions a été divulgué en fin de journée: 1,3 milliard de dollars, dont 250 millions d'euros pour l'Etat français.

[Article mis à jour à 19h20]

"Une question de semaines" avait répété le directeur général de la Société Générale, Frédéric Oudéa, en présentant les résultats du premier trimestre le mois dernier. La banque de La Défense annonce, ce lundi 4 juin, avoir enfin trouvé des accords transactionnels de principe avec les autorités américaines et françaises au sujet de deux litiges qui pesaient sur ses perspectives. Il s'agit de l'affaire de soupçons de corruption en Libye et du scandale de manipulation du taux interbancaire Libor (période 2005 à 2012), pour lequel plusieurs banques internationales ont déjà été condamnées.

« Société Générale est parvenu à des accords de principe avec le U.S. Department of Justice (DOJ) et la U.S. Commodity Futures Trading Commission (CFTC) mettant fin à leurs enquêtes relatives aux soumissions IBOR présentées par Société Générale (le "dossier IBOR") et avec le DOJ et le Parquet national financier français (PNF) mettant fin à leurs enquêtes relatives à certaines opérations avec des contreparties Libyennes (le "dossier Libyen") », indique la banque dans un communiqué.

Ces accords « *nécessitent une approbation judiciaire et ont été soumis aux juridictions française et américaine pour des audiences devant se tenir les 4 et 5 juin* ».

« Le montant devant être payé est **entièrement couvert** par la provision inscrite dans les comptes de Société Générale qui a été allouée aux dossiers IBOR et Libyen. Ces versements n'auront donc **pas d'impact sur les résultats** », a insisté la banque.

La Société Générale avait indiqué dans son rapport annuel qu'elle a alloué à ces deux dossiers "**environ 1 milliard en contre-valeur euro**" de provisions dans ses comptes.

Plaidé coupable dans le dossier de corruption en Libye

En fin de journée, la banque a révélé qu'elle avait accepté de payer un montant total de **1,3 milliard de dollars** au DOJ, à la CFTC et au PNF français (soit 1,1 milliard d'euros au cours actuel).

« *Aucun contrôleur indépendant (« compliance monitor ») n'a été imposé dans le cadre de ces accords* » a souligné la banque, alors que les autorités américaines ont souvent imposé ce type de mesures.

Dans le détail, la SocGen versera, dans le cadre du dossier Libor, 275 millions de dollars au ministère de la Justice américain et **475 millions de dollars à la CFTC**; et dans le dossier libyen, où elle a **plaidé coupable**, 292,8 millions de dollars à la justice américaine et 250,15 millions d'euros au Trésor public français.

Le procureur du parquet national financier, Eliane Houlette, avait annoncé lundi après-midi que la banque a accepté de payer un peu plus de **250 millions d'euros à l'Etat français** pour mettre fin aux poursuites concernant ses relations litigieuses avec le fonds souverain libyen, dans le cadre d'une procédure de convention judiciaire d'intérêt public (CJIP). Cette CJIP, qui a été validée par le président du tribunal de grande instance de Paris, est la deuxième convention de ce type conclue par le PNF après celle avec HSBC en novembre dernier, et la première conclue en accord avec la justice américaine.

La Soc Gen s'est aussi engagée à faire évaluer par la jeune Agence française anti-corruption (AFA) « *la qualité et l'effectivité des mesures de prévention de la corruption* » mises en oeuvre, pendant deux ans.

Le communiqué de la justice américaine est cinglant :

« Pendant des années, la Société Générale a miné l'intégrité des marchés mondiaux et des institutions étrangères en publiant de fausses données financières et en garantissant frauduleusement des contrats par la corruption », a déclaré le procureur général adjoint par

intérim John Cronan. « La résolution d'aujourd'hui - qui marque la première résolution coordonnée avec la France dans une affaire de corruption étrangère - envoie un message fort que la corruption transnationale et la manipulation de nos marchés seront suivies d'une réponse globale et coordonnée des forces de l'ordre. »

De son côté, la banque française a fait acte de contrition :

« Nous regrettons les manquements passés, contraires à nos valeurs et à notre éthique, qui ont conduit à ces accords. Nous sommes heureux d'avoir mis un terme à ces dossiers en coopération avec les autorités concernées et nous considérons qu'il s'agit d'une étape importante pour la banque », a déclaré Frédéric Oudéa dans un communiqué.

Violation d'embargos : dernier litige à régler

Dans le cadre de l'affaire libyenne qui portait sur des soupçons de corruption dans le cadre de transactions avec le fonds souverain libyen (Libyan Investment Authority, LIA), la banque avait conclu un accord financier de quelque 963 millions d'euros il y a un an avec la LIA.

Quant à l'affaire Libor, la Société Générale avait dû sacrifier son directeur général délégué Didier Valet, responsable des activités de marché, afin de ne pas écopier d'une amende bien supérieure.

Il lui reste un litige majeur à régler, celui de soupçons de violation des embargos américains, avec l'OFAC, l'entité du Trésor américain chargée de faire respecter les embargos (Office of Foreign Asset Control). En juin 2014, BNP Paribas a conclu un accord avec l'OFAC dans lequel elle reconnaissait avoir enfreint la réglementation sur les sanctions économiques et acceptait de payer une amende de 6,5 milliards d'euros. La Société Générale a provisionné un total de 2,3 milliards d'euros pour litiges (dont un milliard pour les deux dossiers en cours de règlement).

« Après ces paiements, le solde de la provision pour litiges s'élèvera à environ 1,2 milliard en contre-valeur euro » a précisé la banque lundi soir.

L'action Société Générale a gagné 0,73% ce lundi à la Bourse de Paris. Elle a été également portée par les rumeurs de discussions de rapprochement avec la banque italienne UniCredit.

ÉDITORIAL. La dette, une bombe à retardement

Accueil Réflexion Editorial <https://www.ouest-france.fr/> Jeanne-Emmanuelle Hutin. Modifié le 05/06/2018 à 09h45 Publié le 05/06/2018 à 06h58



« Depuis des années, on glisse la dette sous le tapis. On remet au lendemain le désendettement du pays, ce qui le rend vulnérable aux crises financières » | Gaëlle Courty - Ouest France

2 218 milliards : voilà le montant de la dette française arrêtée en 2017 par l'Insee. Un boulet qui représente aujourd'hui 97 % du produit intérieur brut (PIB). Le déficit public s'établit quant à lui à 2,6 % du PIB en 2017.

Chaque Français se réveille le matin avec 33 000 € de dette sur les épaules.

C'est le poids de la dette publique de la France qui ne cesse d'augmenter. Elle approche la somme astronomique de 2,2 mille milliards d'euros, mille milliards de plus qu'il y a dix ans ! Elle représente presque toute la richesse produite en un an, 97 %. On dépense plus pour rembourser ses intérêts, 41,2 milliards, que pour la Défense ou la Cohésion des territoires. C'est le 4^e poste du budget de l'État.

Depuis des années, on glisse la dette sous le tapis. On remet au lendemain le désendettement du pays, ce qui le rend vulnérable aux crises financières. Or, des signes inquiétants apparaissent : « **Il nous faut anticiper d'où viendra la prochaine crise** », alertait la directrice du Fonds

monétaire internationale Christine Lagarde. En Europe, on craint que la remontée des taux d'intérêt en Italie ne se propage.

Si cela se produisait, la dette ne serait plus seulement une bombe à retardement mais une grenade dégoupillée : « **Nous sommes dans une situation [...] aussi explosive que celle de 2007, avec des États dont les finances publiques sont plus dégradées dans un contexte [...] plus fragile** », observe le chercheur Gaël Giraud dans *Libération*.

La France n'est pas à l'abri. La hausse des taux d'intérêt alourdirait la charge de la dette. Il faudrait dépenser davantage pour la rembourser au lieu de mieux soigner, éduquer... Et augmenter les impôts, ce qui freinerait l'activité économique. « **Nous devons nous débarrasser de cette dette qui est un poison pour l'économie française** », expliquait le ministre des Finances Bruno Le Maire.

Lucidité et responsabilité

La France est sortie de la zone rouge des déficits. Mais la dette n'est pas stabilisée, déclarait Didier Migaud, président de la Cour des comptes. Réformer l'État et baisser les dépenses publiques sont nécessaires. Car la France vit au-dessus de ses moyens. Elle s'endette non d'abord pour investir mais pour « **faire tourner la maison France** »(1) en laissant la facture aux jeunes générations !

Pourtant, depuis longtemps, tout le monde sait qu'il faut réformer et moins dépenser (2). Mais l'immobilisme l'a toujours emporté sur l'action. Aujourd'hui, de très nombreux Français seraient favorables à la baisse des dépenses publiques (3). Elle représente 56,4 % de la richesse produite. Bien plus qu'en Allemagne, 43,6 %, où l'on est largement aussi bien soigné et éduqué... Il est donc temps d'agir en profondeur et non de se reposer sur l'embellie économique.

Le gouvernement va présenter une réforme, Action publique 2022, cherchant aussi à rendre plus efficace la dépense publique. Espérons que les mesures soient à la hauteur des enjeux à long terme. Trop d'occasions ont été manquées. Il serait dangereux d'attendre encore.

Voilà ce que nous devrions tous entendre en pensant aux jeunes générations qui nous espèrent solidaires et responsables. Préparons leur avenir, pour être dignes de ceux qui ont reconstruit la France après-guerre.

Voilà ce que nous devrions méditer alors que des grèves causent des pertes considérables. Voilà ce qui devrait nous rassembler pour que se lève une génération de bâtisseurs confiants dans l'avenir. Souhaitons que, de toute part, la lucidité et la responsabilité l'emportent sur l'égoïsme et la démagogie, pour l'honneur de la France, son indépendance et sa souveraineté.

(1) *L'Échéance*, François de Closets ;

(2) *État modeste, État moderne*, M. Crozier, 1987 ;(4) Sondage Elabe du 3 mai.

Industries

Station F, immersion dans le plus grand incubateur du monde

<http://madame.lefigaro.fr/> Par Vanessa Zocchetti | Le 04 juin 2018



Station F compte 34 000 mètres carrés d'espaces, ouverts 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. On trouve, réparties sur 3 étages, les zones Create (pour travailler), Share (pour échanger) et Chill (pour se détendre). Sandrine Roudeix

Nous sommes allés prendre le pouls de l'immense campus pour start-up, lancé il y a un an à Paris par Xavier Niel. Inédit, cet écosystème sert d'accélérateur à ceux qui inventent le monde de demain. Visite guidée et témoignages.

Un an après son inauguration, Station F est sur les rails. Les trois mille postes de travail de la plus grande pépinière de start-up au monde sont occupés par d'heureux entrepreneurs. Ils bénéficient ici de programmes d'accompagnement maison ou conduits par une trentaine de partenaires prestigieux (Facebook, Google, Vente Privée, LVMH). En ce lundi matin de printemps, dans l'ancienne Halle Freyssinet, bâtiment ferroviaire construit à la fin des années 1920 dans le XIII^e arrondissement de Paris et réhabilité par l'architecte star Jean-Michel Wilmotte, tout est calme. Car un début de semaine n'en est jamais vraiment un, l'incubateur étant ouvert sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. C'est peut-être pour cela que l'endroit, trois étages de métal et de verre articulés autour d'une immense nef de lumière, aux airs de galerie futuriste, a été pensé comme un essaim aux multiples maisons alvéoles. Canapés en bois brut par-ci, kilims délavés par-là, cuisines ouvertes et design, ici, on vit et cela se voit. Cela s'entend aussi, le bruit d'un percolateur ou d'une bouilloire électrique faisant soudain irruption dans une conversation entre deux open spaces, une partie de baby-foot improvisée ou le silence d'un cours de yoga.

Bienvenue dans le Share, première partie de Station F, ouverte au public autorisé. Pour y accéder, partenaires, clients et autres contacts devront franchir le sas d'accueil, scanner leur code QR devant un lecteur optique, qui préviendra directement par e-mail leur hôte. Ils seront installés dans des salles de réunion, niches de verre suspendues aux étages, façon conteneurs. Autour d'eux sont rassemblés les bureaux de la French tech, plus de trente services publics (La Poste, le Trésor public...), des fonds d'investissement, un makerspace, un amphithéâtre... On distingue au loin une sculpture de Jeff Koons. Et un étrange automate - œuvre de Murakami issue de la collection de Xavier Niel, propriétaire du lieu, qui a ajouté sa touche personnelle à la déco...

La vie à portée de main



PROJET. À la tête de Cocolis, Eliette Vincent a intégré le Moove Lab, accélérateur de start-up liées à la mobilité.
Photo Sandrine Roudeix

Eliette Vincent, 38 ans, est à la tête de Cocolis, l'entreprise de covoiturage de colis qu'elle a créée en 2015 avec son compagnon, Julien Lardé. Elle a intégré à l'automne et pour six mois le Moove Lab de Station F, accélérateur de start-up liées à la mobilité. Elle vient de l'apprendre : elle pourra rester un semestre supplémentaire. Une aubaine car, au sein de ce programme, Eliette et Julien bénéficient d'un coaching et aucun loyer ne leur est demandé. Ils sont installés dans l'espace Create, la deuxième et très secrète partie de Station F. Sur les différents niveaux, des plateaux de travail gérés par les différents incubateurs. L'ambiance est studieuse : seules les équipes des start-up et quelques heureux élus ont le droit d'entrer dans cette zone. Eliette et Julien peuvent se concentrer à 2 000 % sur leur *to do list* vertigineuse. Améliorer les fonctionnalités du site, développer leur communauté d'ores et déjà forte de 75 000 membres, booster leur chiffre d'affaires déjà multiplié par 10 entre 2016 et 2017, recruter et lever des fonds, voilà le programme des prochaines semaines. Le tout, avec deux enfants en bas âge... «Nous les déposons chez la nounou le matin et, ensuite, direction Station F, détaille Eliette. Mais nous ne courons plus partout.» Ce point parlera certainement aux mères qui lisent cet article. «Au début de Cocolis, poursuit la jeune femme, installés dans une autre pépinière, nous passions beaucoup de temps à essayer de contacter les interlocuteurs administratifs, financiers. Ici, l'Urssaf, les impôts, etc. ont des permanences. Autre côté pratique : les cuisines entre chaque espace pour réchauffer des plats, faire sa vaisselle. Parfois, nous allons voir ce que proposent les food trucks à l'extérieur.

Nous partons à tour de rôle à 17 heures pour aller chercher les enfants. L'autre reste jusqu'à 19 h 30. Et nous retravaillons ensuite le soir et un peu le week-end à la maison.»

Les bonnes connexions



FOCUS. La salle de créativité est un espace ludique et coloré, où les équipes des start-up viennent échanger et peuvent faire figurer symboliquement leur création sur un mur de Lego. Photo Sandrine Roudeix

Emeric Caramico, 36 ans, diplômé de l'Isep, école d'ingénieurs du numérique, et de l'Essec, a développé seul son site, Bonjour Ingrid. Ce Kayak (site comparatif de voyages) tourné vers la mode répertorie grâce à un algorithme, selon des critères de tailles, de pointures, de goûts, de marques, les meilleures affaires en matière de vêtements et de chaussures. En octobre dernier, il s'est associé à un développeur pour créer une appli et il a recruté deux stagiaires spécialisés dans l'innovation. Et verse 195 euros par poste de travail à Station F, une contribution très raisonnable. «Nous sommes au cœur d'un immense réseau, notamment d'investisseurs. Un vrai plus pour moi, qui démarre une levée de fonds. Rien n'est imposé. Pour étendre ses relations, il suffit, par exemple, de participer aux apéros mensuels qui permettent de tisser de nombreux liens.» Il apprécie aussi les conférences données par des experts internationaux sur des sujets aussi variés que le changement climatique ou l'intelligence artificielle.

Comment intégrer Station F ?

Pour postuler au Moove Lab, il faut présenter un dossier, puis passer un oral.

Pour candidater au Founders Program, il faut remplir un formulaire en ligne en anglais. Les candidats retenus doivent ensuite se soumettre à un entretien vidéo, toujours en anglais. Les dossiers sont alors transmis à 100 entrepreneurs issus de 21 pays. Taux de sélection : 6 %.

Station F propose depuis peu le Fighters Program pour ceux qui n'ont pas grandi dans un environnement privilégié : soit un an gratuit au sein de Station. Mêmes conditions de sélection que pour le Founders Program.

Horaires sur mesure



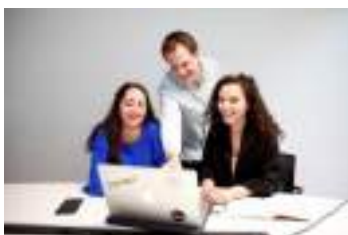
DUO CRÉATIF; Au sein du Founders Program, Marie Herteloup et Sophie Cornay développent leur site Reporthair. Photo Sandrine Roudeix

Père d'un petit garçon et d'une toute petite Rose née le 5 mai dernier, Emeric ne peut plus passer ses soirées à Station F. Ses journées sont organisées de façon optimale. Réunions et rendez-vous sont calés en début de matinée. Puis commence un tunnel de travail de neuf heures. «Dans les start-up, tout le monde fait tout. Pour être efficace, j'ai adopté la technique de la tomate. Je me concentre sur un dossier par tranches de vingt minutes, puis je prends cinq minutes pour checker les e-mails et passer les coups de fil.»

Sophie Cornay, 29 ans, s'astreint, elle aussi, à un nouveau rythme depuis la naissance de Romy en novembre dernier. Avec sa belle-sœur Marie Herteloup, elles ont développé Reporthair, un site de coiffure sur mesure et à domicile, qui a vu le jour fin 2016. Hébergées à Station F depuis juillet 2017, Marie et Sophie font partie des 40 % de femmes du Founders Program. Leur entreprise fonctionne grâce aux commissions prélevées sur les prestations de leurs coiffeurs indépendants

et elles sont désormais salariées. Entourées de trois stagiaires, elles comptent passer très prochainement à une phase de recrutement. Mais toujours sur des fonds propres, pour préserver l'âme de Reporthair basée sur le contact, l'écoute, bien loin d'une stratégie totalement digitale. Alors pourquoi avoir intégré un lieu où la plupart des conversations tournent autour du nombre de millions que l'on compte lever ? « Nous avons beaucoup travaillé chez nous, dans les cafés. Quand nous avons entendu parler de Station F, il nous a semblé que c'était là que nous devions être, car c'est un écosystème stimulant qui permet de se dépasser. » Elles y ont trouvé l'équilibre. « Je rentre vers 18 h 30 et, une fois à la maison, je fais en sorte de ne pas penser à mes dossiers », explique Marie. « Et s'il m'arrive de partir vers 23 heures, renchérit Sophie, je relativise car de nombreuses personnes sont encore en réunion ! »

Parlez-vous Station F ?



STRATÉGIE. Emeric Caramico prépare une levée de fonds pour son site Bonjour Ingrid. Photo Sandrine Roudeix

Les horaires à rallonge ne font pas peur à Donia Souad Amamra, 25 ans, diplômée de Sciences Po, cofondatrice avec Loubna Ksibi et Youssef Oudahman de Meet My Mama. Ce traiteur permet à des femmes réfugiées qui ont eu une expérience dans la cuisine de vivre de leur savoir-faire. La start-up a gagné en septembre dernier le concours French Tech Diversité. Le prix ? 57 000 euros, dont 12 000 destinés à financer le Founders Program. Donia arrive à Station F à 8 h 30. Elle vit encore chez son père, en banlieue parisienne, en attendant de pouvoir se salarier, d'ici à la fin de l'été. Meet My Mama remporte un franc succès qu'il faut apprendre à gérer : les propositions culinaires concoctées comme des voyages par une trentaine de mamas venues du monde entier - le chiffre ne cesse de grossir - ont déjà séduit plus de cent cinquante entreprises. Meet My Mama a ainsi organisé quatre cents événements depuis sa création en 2017. « Nous apprenons tous les jours, assure Donia, notamment grâce à des outils comme la Guild (*une réunion mensuelle de start-up d'un même plateau, dans le jargon Founders Program, NDLR*). » « On y parle de ses succès et de ses erreurs, explique Marie Herteloup. Ce partage d'expériences est très constructif. » Le Slack, sorte de tchat interne, fait aussi partie des atouts de Station F. Tout comme les Perks, ces avantages négociés pour toutes les start-up présentes et qui permettent d'avoir des remises chez des avocats, des experts-comptables...

Le séjour à Station F aura une fin : le Founders Program n'est pas adapté aux structures qui prennent de l'ampleur. Au-delà de quinze personnes, mieux vaut trouver ses propres locaux. Eliette et Julien devront, eux, abandonner leur plateau à la fin de l'année. Ils ne craignent pas ce déménagement. « Notre objectif était de créer une entreprise qui puisse s'adapter à n'importe quel environnement, conclut Eliette. Après Station F, nous pensons partir travailler en province. Nous rêvons d'un potager. » Du campus à la campagne, à l'ère du 3.0 peu importe le terrain, la fertilité se transporte avec soi...

Station F s'associe avec BFM TV pour créer Foundation, une série documentaire immersive qui suit les résidents du campus. foundation-thedoc.com

Le transport aérien confronté à la hausse du pétrole et des salaires (IATA)

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski, à Sydney | 04/06/2018, 7:01



(Crédits : (c) Copyright Thomson Reuters 2013. Check for restrictions at: <http://about.reuters.com/fulllegal.asp>)

Avec une prévision de bénéfice cumulé de 33,8 milliards de dollars pour 2018, les compagnies aériennes continuent d'afficher des résultats financiers solides. Néanmoins, ces prévisions réalisées par l'association internationale du transport aérien (IATA) sont en recul de 12,7% par rapport aux prévisions précédentes. Ce recul s'explique par l'accélération de la hausse des coûts liée à la hausse du prix du carburant, et aux tensions sur le marché du travail de certaines catégories de personnels comme les pilotes, qui entraînent une augmentation des rémunérations.

C'est le plus gros défi à relever pour le transport aérien. Si elles continuent d'afficher des bénéfices élevés, les compagnies aériennes sont, en effet, confrontées aujourd'hui à une hausse de leurs coûts, essentiellement du prix du carburant, de la masse salariale et des infrastructures aéroportuaires et des services de navigation aérienne. Observée l'an dernier, cette augmentation s'accélère fortement aujourd'hui. Au point de pousser l'association internationale du transport aérien (IATA) à réviser à la baisse ses prévisions de résultats financiers pour l'année 2018.

Des profits qui devraient être 12,7% moins élevés

Dévoilées ce lundi 4 juin à Sydney lors de l'assemblée générale de l'IATA, les dernières prévisions tablent en effet sur un bénéfice net de 33,8 milliards de dollars, contre 38,4 milliards cette année. Soit un recul de 12,7%, qui résulte d'une *"accélération des coûts unitaires de 5,2% cette année, contre 1,2% l'an dernier"*, a précisé IATA. Cette flambée des coûts est essentiellement liée à la hausse de la facture carburant et de celle des rémunérations.

Avec un prix moyen du baril de Brent de 70 dollars attendu cette année, et non plus de 60 dollars prévu en début d'année, la facture carburant devrait en effet grimper de 27,5% par rapport à 2017. À cela s'ajoutent les hausses de rémunérations en raison de fortes tensions sur le marché du travail, notamment chez les pilotes, a indiqué IATA.

Comme c'est le cas à Air France, ces demandes salariales font suite à la publication par un grand nombre de compagnies de bénéfices records. Depuis deux ans, la hausse des coûts salariaux et du prix du kérosène représentent 80% de l'augmentation des coûts prévus cette année, expliqué Brian Pearce, le chef économiste de l'IATA, lors de l'assemblée générale de l'association qui se tient à Sydney jusqu'à mardi.

La demande est extrêmement dynamique

Pour autant, porté par une croissance économique mondiale dynamique (+3,2% attendue en 2018), le dynamisme de la demande, tant en volume qu'en termes de prix, compense en partie cette hausse des coûts. Les recettes unitaires devraient augmenter de 4,2% en 2018, mais pas suffisamment pour absorber la hausse de 5,2% des coûts unitaires. La croissance du trafic reste exceptionnelle. Même s'il devrait moins progresser en 2018 qu'en 2017 (+8,1%), le trafic aérien mondial devrait néanmoins encore augmenter de 7%. Cette hausse de volume s'accompagne par une hausse de prix moyen du billet qui devrait augmenter de 3,2% après avoir baissé de 0,8% l'an dernier. Dans le même temps, la reprise *"inattendue"* du cargo ne se dément pas. Après une chute de 9,7% l'an dernier, la demande de transport de marchandises devrait progresser de 4% cette année.

L'Europe se porte bien

Les disparités géographiques restent néanmoins très fortes.

« Quasiment la moitié des bénéfices du secteur du transport aérien sont réalisés en Amérique du Nord. L'objectif est que l'ensemble du secteur soit en bonne santé financière », a déclaré Alexandre de Juniac, le directeur général de l'IATA.

Certes, avec des bénéfices de 15 milliards de dollars, les compagnies américaines gagneront 3,4 milliards de moins que prévu. Mais elles resteront encore les championnes de la rentabilité avec une marge brute de 9,9%.

Avec une marge brute de 6,4% et 8,6 milliards de dollars de bénéfices cumulés, les compagnies européennes arrivent derrière.

« Les compagnies européennes se rapprochent lentement des performances des compagnies américaines », explique Brian Pearce.

Pour autant, les transporteurs européens bénéficient de couverture carburant efficaces alors que leurs consœurs américaines et asiatiques sont très peu couvertes. Surtout, l'écart de performance s'explique par des taux d'occupation des avions supérieurs aux États-Unis. Ce meilleur contrôle des capacités s'explique par la concentration du secteur outre-Atlantique, alors que le ciel européen est plus fragmenté.

Pas d'éclaircie pour les compagnies africaines

Les compagnies européennes devraient dépasser les transporteurs d'Asie-Pacifique, lesquelles devraient dégager un profit cumulé de 8,2 milliards et une marge brute de 4,9%. Les compagnies du Golfe et d'Amérique du Sud devraient quant à elles afficher respectivement un bénéfice de 1,3 milliard et 900 millions de dollars. Une performance de taille pour les transporteurs sud-américains dont beaucoup se trouvaient en difficulté ces derniers temps. En revanche les compagnies africaines ne voient toujours pas la sortie du tunnel. Comme c'est le cas depuis sept ans, elles ne bénéficient pas de cet environnement mondial favorable. Collectivement, elles devraient une nouvelle fois perdre 100 millions d'euros.

Coup dur pour Airbus : les premiers A380 vendus en pièces détachées

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 05/06/2018, 16:24



(Crédits : PASCAL ROSSIGNOL)

La société d'investissement allemande Dr. Peters Group, a annoncé mardi qu'elle vendrait en pièces détachées deux Airbus A380, faute d'avoir réussi à leur trouver un repreneur lorsque Singapore Airlines les lui a rendus.

Le coup est très dur pour Airbus, tant sur le plan symbolique que sur celui des affaires. Onze ans seulement après leur mise en service en 2007 et 2008, les deux premiers Airbus A380 livrés à Singapore Airlines vont être vendus... en pièces détachées. Comme de vulgaires vieux coucous qui ne peuvent plus voler mais qui trouvent toujours un acheteur pour les revendre de cette façon-là ! Dr. Peters Group, une société allemande d'investissement qui avait repris les deux premiers exemplaires loués dix ans plus tôt par Singapore Airlines a annoncé mardi qu'elle allait les vendre en pièces détachées, faute d'avoir réussi à leur trouver un repreneur.

"Après de longues et intenses négociations avec diverses compagnies aériennes telles que British Airways, HiFly et IranAir, Peters Group a décidé de vendre les pièces de l'avion et recommandera cette approche à ses investisseurs", écrit l'entreprise dans un communiqué envoyé à Reuters.

Un marché de l'occasion difficile

"Psychologiquement, ce n'est pas bon pour Airbus mais c'est un très gros appareil avec un marché de l'occasion très réduit", dit Howard Wheeldon, spécialiste du secteur aéronautique.

Ce qui ne peut que dissuader davantage les compagnies aériennes d'acheter de nouveaux appareils, même si l'A380 est plébiscité par les passagers, notamment pour son calme dans la cabine.

Retour de lease

Cette décision traduit les difficultés de cet avion à trouver une deuxième vie sur le marché de l'occasion. Elle intervient alors que les retours de lease des premiers appareils mis en service il y a moins d'une dizaine d'années, vont arriver de manière massive au cours des prochaines années. Recaser les A380 sur le marché de l'occasion ne sera pas une mince affaire. Beaucoup d'experts doutent depuis longtemps de l'existence d'un marché de l'occasion pour cet appareil. En raison notamment des coûts élevés de la reconfiguration des cabines. En effet la plupart des A380 sur le marché aujourd'hui sont configurés de manière luxueuse, avec un très haut niveau de confort. En particulier ceux de Singapore Airlines ou d'Emirates.

Pas sûr en effet que beaucoup de compagnies soient intéressées par des suites en première classe ou un bar à l'arrière du pont supérieur comme celui qui existe sur les exemplaires d'Emirates. Le coût de la reconfiguration peut en effet en dissuader plus d'un ou les pousser à obtenir de la part des entreprises de leasing des prix encore plus bas. Ce scepticisme sur l'existence d'un marché de l'occasion pour cet avion s'ajoute à d'autres inconvénients qui expliquent la faiblesse des ventes (331 ventes en moins de 18 ans). D'une manière générale, les performances de l'avion, au regard de sa taille, sont jugées par les compagnies moins optimales que celles, par exemple, du Boeing 777-300 ER et demain du B777X et de l'A350-1000.

Airbus assure qu'il y a un marché

Pour autant, Airbus ne désespère pas et pense que son très gros porteur finira par prouver sa pertinence alors que l'essor du tourisme et de la demande de voyages à travers le monde risque de provoquer une saturation des aéroports internationaux.

"Nous ne pouvons pas commenter la décision de Dr Peters, qui est le propriétaire des appareils", a dit un porte-parole d'Airbus. "Nous restons confiants dans le marché d'occasion de l'A380 et dans le potentiel d'élargissement de la base d'exploitants."

Leurs moteurs ont d'ores et déjà retirés et rendus à leur fabricant Rolls-Royce comme pièces de rechange. La société américaine VAS Aero Service sera chargée de l'extraction et de la vente des différentes pièces.

Si le sort réservé à ces A380 risque d'embarrasser Airbus et de peiner les 3.800 employés travaillant sur cet appareil, les versions plus récentes du très gros porteur pourraient ne pas être aussi vulnérables. Un modèle d'avion tend à s'améliorer au fur et à mesure de son développement et Singapore Airlines a ainsi récemment commandé de nouveaux A380.

L'Euroflir 410 bientôt qualifiée

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Systèmes 4 juin 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



L'Euroflir 410 équipera le Patroller. © Safran

La boule optronique Euroflir 410 de Safran est actuellement en cours de qualification. La production en série des premiers systèmes destinés au Patroller va pouvoir prochainement débuter.

A l'occasion des 70 ans de son site de Massy, Safran Electronics & Defense a fait le point sur ses activités. Le site s'oriente autour de trois poles : les calculateurs, l'électronique embarquée et l'optronique. Dans ce domaine, le dernier né de la gamme Safran est l'Euroflir 410 qui équipera le futur système de drone tactique de l'armée de Terre, le Patroller.

L'Euroflir 410 a été dévoilée l'an dernier à l'occasion du salon du Bourget. Il s'agit d'un système regroupant 11 capteurs. Un équipement qui selon Safran n'a pas de concurrent en terme de performances et de compacité. Safran a révélé que l'Euroflir 410 est actuellement en cours de qualification. La production en série du système devrait donc prochainement débuter sur le site de Safran à Dijon. 14 Euroflir 410 doivent être produites pour les Patroller commandés pour l'armée de Terre et qui doivent être livrés à partir de 2019.

L'Euroflir 410 a également été sélectionné en 2017 par l'agence de l'OTAN en charge du programme NH90, la NAHEMA, et par Airbus Helicopters. Le système de Safran sera donc proposé sur l'hélicoptère européen pour des machines neuves ou des programmes de modernisation. Ce système devrait équiper notamment les NH90 destinés aux forces spéciales françaises.

Safran-Massy a 70 ans

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 4 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

L'établissement de Safran à Massy soufflait aujourd'hui ses 70 bougies. A l'origine l'usine historique de la société de fabrication d'instruments de mesures (SFIM), c'est devenu aujourd'hui un des joyaux de Safran Electronics and Defense, salué par le président **Martin Sion** venu remercier ses troupes pour leur "engagement" et leur "savoir-faire".

Le show-room local dévoile un peu les produits stars de la maison, de la JIM-LR à l'AASM en passant par les calculateurs embarqués, moins visibles mais essentiels aux moteurs LEAP ou au TP400 de l'Atlas.

Tous les clignotants de cette partie du groupe semblent plutôt de la bonne couleur, avec des embauches (250 l'an dernier, essentiellement pour régénérer la pyramide des âges) mais aussi quelques sujets de vigilance ou de préoccupation.

Le premier est le Patroller, dont le calendrier a quelque peu glissé. Comme son directeur général de groupe, Martin Sion évoque les difficultés de Stemme, qui fabrique la cellule du drone. Des personnels "de la direction technique et de la direction industrielle" auraient été envoyés en Autriche aider le petit avionneur à tenir la cadence pour alimenter l'usine française qui transforme les motoplans en drones. Difficile, pourtant, de plaider l'effet de surprise, vu l'antériorité du contrat... Est-ce vraiment le seul problème, pas sûr, mais le président maintient sa date de livraison : 2019.

Autre sujet de préoccupation est dans la navigation inertielle, sa spécialité historique. Safran s'y est fait tailler des croupières par un bien plus petit et surtout moins cher que lui, Ixblue, qui a logé ses centrales sur les frégates de taille intermédiaire, mais aussi sur bien d'autres plateformes navales. Le même Ixblue qui ne cache pas non plus ses ambitions dans le domaine terrestre. La riposte de Martin Sion ne devrait pas tarder, sauf à perdre définitivement les positions sur ce marché.

Enfin, le dernier concerne le marché australien, sur lequel de très gros packages sont à décrocher auprès de l'Américain Lockheed Martin, retenu comme maître d'œuvre du système d'armes des 12 sous-marins sélectionnés en France. Certes, Safran a une implantation industrielle locale. Certes, un de ses top managers fut d'origine australienne. Des facteurs qui ne seront pas forcément déterminants pour Lockheed Martin.

Bientôt plus de mordant pour les Cougar et Caracal

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 6 juin 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



Les Caracal pourront être équipés du SH-20 et du M3M. © Armée de Terre

Airbus Helicopters avance sur l'intégration du canon de 20 mm sur Caracal et des mitrailleuses de 12,7 mm sur Cougar et Caracal.

Les hélicoptères de l'armée de l'Air et de l'armée de Terre vont prochainement gagner en mordant avec l'intégration de nouveaux armements.

Le canon de 20 mm en sabord SH-20 est désormais qualifié sur **Caracal** a annoncé **Airbus Helicopters**. 15 kits ont été livrés au premier semestre 2018 pour équiper les 18 appareils en services au sein de l'escadron "Pyrénées" de l'armée de l'Air et du 4e Régiment d'Hélicoptères des Forces Spéciales de l'armée de Terre. Airbus Helicopters a également travaillé sur les filtres d'entrée d'airs des appareils afin de protéger les moteurs mis à rude épreuve au Sahel ainsi que sur la protection des pare brises. Aujourd'hui toute la flotte a été "retrofittée".

Le programme de retrofit des **Cougar** a aussi bien avancé. Il reste quatre machines à moderniser. La mitrailleuse de 12,7 mm M3M devrait être qualifiée sur le Cougar d'ici la fin de l'année 2018. Elle est déjà qualifiée sur Caracal depuis 2017. Les parties fixes permettant de monter le M3M ont été installées sur l'intégralité des Cougars et Caracal français annonce Airbus Helicopters. 18 kits mobiles doivent être livrés d'ici fin 2018.

STX France seul à la barre pour assurer la maintenance des frégates de surveillance de type « Floréal »

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales, Industrie par Laurent Lagneau Le 06-06-2018



F

Depuis 2012, le maintien en condition opérationnelle (MCO) des six frégates de surveillance de type « Floréal », basées outre-Mer, était assuré par un tandem constitué par STX France et Naval Group. Or, ce ne sera plus le cas pour les six prochaines années.

En effet, STX France s'est vu notifier, le 29 mai dernier, par le Service de soutien de la flotte [SSF], un contrat d'une valeur de 114 millions d'euros pour l'entretien de ces six frégates. Lors de cet appel d'offres, Naval Group avait souhaité tenter sa chance seul.

« C'est notre premier contrat de cette valeur en 2018 », s'est réjoui Alain Crouzols, directeur de l'unité Services de STX France, dans les colonnes du quotidien Ouest France. « Nous allons assurer la maintenance préventive, c'est-à-dire anticiper ce qui doit être réparé durant les arrêts techniques. Et être en mesure d'intervenir immédiatement s'il y a une défaillance matérielle lors d'une mission », a-t-il expliqué. Au total, ce marché concernera entre 20 et 25 techniciens et ingénieurs.

Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un nouveau revers pour Naval Group, qui, ces dernières années, a perdu les contrats de MCO relatifs au bâtiment d'essais et de mesures Monge et aux cinq frégates légères furtives de type La Fayette, au profit du chantier naval de Saint-Nazaire.

Cela étant, Naval Group et STX France sont encore tous les deux impliqués dans le MCO des trois Bâtiments de projection et de commandement (BPC) Mistral.



Les frégates de surveillance de type Floréal ont été construites au début des années 1990 par les Chantiers de l'Atlantique (désormais STX France). Très sollicités pour des missions de surveillance des pêches et de lutte contre les trafics, ces navires resteront en service au moins jusqu'en 2025, la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-25 n'ayant pas prévu leur remplacement.

Par ailleurs, conformément à un accord intergouvernemental signé en février dernier, 50% du capital de STX France a été racheté par l'italien Fincantieri, tandis que Naval Group y a pris une participation de 10%. Cette opération est le point de départ d'un rapprochement entre les deux spécialistes de la construction navale militaire, à l'image de ce qu'ont fait, dans le secteur automobile, Renault et Nissan.

Seulement, avec la nouvelle coalition gouvernementale en Italie, il n'est pas certain que cet accord au sujet de STX France soit maintenu. « La vraie question, [...] c'est de savoir si nos amis italiens, avec le nouveau gouvernement qui va être en place, vont maintenir cet accord intergouvernemental », a en effet déclaré Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, ce 6 juin.

« Je souhaite prendre contact dans les prochains jours avec le nouveau ministre du développement économique italien Luigi di Maio pour m'assurer que ce beau projet industriel, naval, franco-italien, va jusqu'au bout et garantit les emplois, le savoir-faire et l'activité de ce fleuron que sont les Chantiers de l'Atlantique », a ajouté M. Le Maire.

Vaylon : chronique d'une PME française

<https://www.ttu.fr/> 8 juin 2018 Catégories Industrie et matériels



La PME Vaylon présentera, lors du prochain Salon Eurosatory (du 11 au 15 juin), son buggy volant Pegase, dont le premier prototype démonstrateur P0 avait été acheté par la DGA pour les forces spéciales. Il s'agira cette fois d'une version avancée, baptisée Pegase MKII Evolved, dotée d'une nouvelle voile améliorant la charge utile, la manœuvrabilité et la finesse (distance franchissable avec le parapente, moteurs arrêtés) ainsi que d'un nouveau palonnier aux pieds permettant également d'augmenter sa manœuvrabilité.

Le buggy volant de Vaylon est désormais «Channel proven», après avoir réussi une traversée de la Manche en 30 minutes le 14 juin dernier. Vaylon proposera également une famille de paramoteurs décollage à pieds militarisés (R Furtive) d'un poids de 30 kg permettant l'entraînement des futurs pilotes du Pegase, mais qui peuvent aussi avoir un grand intérêt opérationnel pour les forces spéciales et conventionnelles. Cependant l'industrialisation de ces solutions nécessite qu'elles soient qualifiées et donc certifiables par les autorités de tutelle.

Pour mener à bien la qualification de ces deux produits innovants qui se ferait en étroite collaboration avec l'autorité de tutelle et les unités combattantes, Vaylon s'est associée avec Sopemea (groupe Apave), spécialisée dans l'accompagnement à la définition des référentiels applicables (routier, aéronautique et Défense), la rédaction des plans de qualification et la réalisation des essais. Sopemea pourra par ailleurs s'appuyer plus largement sur les filiales aéronautiques d'Apave : Apave Aeroservices et OSAC.

Par ailleurs, Vaylon a été très récemment primée au salon Vivatech (25 mai) par Airbus Development, dans le cadre de son appel à l'innovation aux start-up françaises. L'avionneur va ainsi soutenir et financer un projet dans lequel Vaylon fournira une plateforme accueillant une nouvelle motorisation hybride/électrique conçue par Turbotech : une turbine diesel alimentera des batteries tampons alimentant elles-mêmes des moteurs électriques.

Thales propose de l'IA pour le pod Reco NG

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Systèmes 7 juin 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



L'IA pourrait optimiser l'emploi du pod Reco NG © Ministère des armées

Dans le cadre du standard F4 du Rafale, Thales propose d'employer l'intelligence artificielle pour améliorer les performances du pod Reco NG.

Thales propose d'utiliser l'intelligence artificielle pour changer la façon d'employer le pod **Reco NG** du Rafale. Le Reco NG est utilisé pour réaliser des photos hautes définitions d'un théâtre d'opération. Ce système peut couvrir 3 000 km² de terrain en une heure. Mais l'analyse des données à posteriori nécessite un important travail de la part des interprétateurs images des armées. Il faut en effet une heure à un spécialiste pour analyser l'équivalent de 10 km² de terrain explique Thales. Il faut en conséquence un délais de plusieurs heures après le retour de mission du chasseur avant que les données ne puissent être exploitées.

Thales a développé des algorithmes spécifiques aux missions militaires qui pourraient permettre au système de reconnaître lui-même en direct des éléments d'intérêt. Pour apprendre au pod à identifier ces éléments qui intéressent les militaires, les équipes de Thales ont créé deux millions d'images synthétiques reproduisant des zones géographiques, des contextes, des situations météo très divers. Les capacités de discernement du système ont ensuite été confrontées à 10 000 images réelles avec des résultats très positifs annonce Thales.

Cette innovation pourrait changer les profils des missions de reconnaissance du Rafale. Pour l'heure les plans de vols de ce type de missions sont définis à l'avance, le pilote devant orienter son appareil et le pod en fonction des zones d'intérêt qui lui ont été indiquées. L'innovation proposée par Thales permettrait de faire remonter en temps réel vers le pilotes la présence d'éléments intéressants. Ce dernier pourrait ainsi réorienter sa mission en cours de vol. Le premier tri en temps réel pourrait aussi permettre d'optimiser la bande passante des liaisons de données en n'envoyant vers les centres de commandement que des images à priori intéressantes.

Physiquement l'intégration de l'IA sur le pod Reco NG se traduirait par l'ajout d'un processeur. Thales a développé des circuits adaptés offrant les capacités de calcul adaptées tout en limitant la consommation de puissance (20 watt).

Le standard F4 du Rafale est en cours de définition. Les armées, la DGA et les industriels échangent et négocient actuellement à propos des innovations qui seront apportées au Rafale dans le cadre de ce programme dont le lancement est prévu cette année.

8,3 Mds d'€ de livraisons à l'export de matériels de guerre en 2017

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 07.06.2018 Par Philippe Chapleau

Selon le bulletin de l'Observatoire économique de la Défense n° 107, la France a livré à l'international en 2017 des matériels de guerre et matériels assimilés (MG) pour une valeur totale de 8,3 milliards d'euros, comme en 2016:

Figure 1 : Evolution annuelle des échanges de matériels de guerre

	2015	2016	2017
Exportations matériels de guerre (M€)	7 269	8 295	8 298
Taux de croissance (%)	18,6	14,1	0,0
Importations de matériels de guerre (M€)	1 663	1 711	2 188
Taux de croissance (%)	-2,6	2,9	27,9
Solde commercial (M€)	5 606	6 584	6 111
Variation (M€)	1 183	978	-474
Taux de couverture (%)	437	485	379
Solde commercial des échanges*	-45 103	-48 339	-62 263

* Echanges FAB-FAB y compris matériel militaire et estimations des données sous le seuil d'estimation, données brutes en millions d'euros, estimées des données tardives.

Source : DGDDI - retraitements OED.

Ces matériels ont contribué positivement à hauteur de 6,1 milliards d'euros au solde commercial de la France en 2017. Les entreprises de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) ont exporté 92,6 milliards d'euros de marchandises civiles et militaires en 2017, soit 19,6 % des exportations totales de la France.

Les exportations françaises de MG sont orientées, en 2017, à 21,5 % vers l'Union européenne et de manière égalitaire, respectivement à 21 % vers le Proche et Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique. Seules deux zones, le Proche et Moyen-Orient (+4,3 points) et les Amériques (+1,3 point) contribuent à la croissance des exportations de MG entre 2016 et 2017:

Figure 4 : Montants des exportations de matériels de guerre par zone géographique

M€ courants, points et %

Zones géographiques	2015	2016	2017	Contributions à la croissance 2016-2017 (points,%)
Afrique	1 411	1 732	1 709	-0,28
Amériques	899	1 006	1 118	1,35
Asie	2 004	1 862	1 703	-1,91
UE-28	1 476	1 881	1 784	-1,16
Europe hors UE-28	347	403	262	-1,70
Proche et Moyen Orient	1 129	1 362	1 722	4,34
Autres	3	50	0	-0,59
Total	7 269	8 295	8 298	0,04

La catégorie " Autres " désigne des pays non identifiés, certaines îles ou des approvisionnements avec des pays tiers.

Champ : livraisons de matériels de guerre.

Source : DGDDI - retraitements OED.

Parmi les segments en croissance, figurent les ventes d'appareils de radiodétection et de radiosondage (+35,3 %), d'avions et autres véhicules aériens (+ 8,8 %) et de chars et d'automobiles blindés de combat (+14,1 %) :

Figure 5 : Montants des exportations de matériels de guerre par produit

M€ courants, points et %

NC2 *	Libellé	2015	2016	2017	Contributions à la croissance 2016-2017 (points,%)
88	Avions et autres véhicules aériens	1 715	2 071	2 253	2,2
85	Appareils de radiodétection et de radiosondage (radars), ...	932	1 119	1 513	4,8
84	Turboréacteurs, turbopropulseurs, ...	1 425	1 497	1 435	-0,8
93	Armes et munitions	1 173	1 413	1 333	-1,0
87	Chars et automobiles blindés de combat	382	498	568	0,8
90	Instruments d'optique, de photographie, de mesure, de contrôle ou de précision	562	566	563	-0,0
89	Navires de guerre	893	943	400	-6,5
XX	Autres matériels	188	188	233	0,5
	Total	7 269	8 295	8 298	0,04

* Nomenclature combinée NC2 par produit.

Champ : livraisons de matériels de guerre.

Source : DGDDI - retraitements OED.

Thales va lancer une première offre de « Cloud de Défense » pour les forces armées

<http://www.opex360.com/> Posté dans Technologie par Laurent Lagneau Le 07-06-2018



Pour faire simple, le « Cloud [computing] » est un ensemble de services informatiques (applications, par exemple) fournis par différents prestataires et disponibles, via Internet, en permanence depuis n'importe quel type de terminal. Ce qui suppose à la fois des capacités importantes de stockage et de calcul. Cette technologie, qui n'est pas nouvelle, a l'avantage d'être économique tout en étant

très pratique pour les utilisateurs. Du moins est-ce vrai pour le secteur civil. Car, pour les forces armées, il en va autrement, étant donné qu'elles n'ont pas les mêmes contraintes.

« Les solutions de cloud déjà utilisées pour des applications civiles ne sont pas adaptées aux besoins des forces armées. Elles exigent une bande passante illimitée dont les forces armées ne disposent pas sur le terrain », fait ainsi valoir Thales.

D'où la solution « souveraine » que le groupe français entend proposer aux forces armées. Appelée « Nexium Defence Cloud », cette solution pourra « fonctionner dans un contexte contraint » en offrant aux militaires une « totale autonomie sur les théâtres d'opérations. »

D'autant plus que l'on se dirige vers un champ de bataille « hyper-connecté ». Et cela va générer des masses de données sans cesse plus importantes à collecter, traiter et échanger en temps réel.

« La mise en réseau des plateformes et des hommes suppose une infrastructure de partage de données de plus en plus complexe à mesure que croissent le volume des informations à partager et le nombre de plateformes, de centres de commandement et d'hommes qui y sont connectés. Dans la lignée des programmes en cours, c'est vers une sorte de 'cloud de combat' – on parle aussi de 'cloud tactique' ou de 'cloud de théâtre' – que paraît s'acheminer l'architecture de ces systèmes d'information », ont ainsi résumé les députés Thomas Gassilloud et Olivier Becht, dans leur récent rapport sur la numérisation des armées.

La solution « Nexium Defence Cloud » que présentera Thales lors du prochain salon Eurosatory, se veut être « résiliente » afin de « permettre aux forces de rester connectées en permanence depuis n'importe quel terminal leur offrant une totale autonomie. » Elle leur offrira un « accès privatif aux données, adapté aux contraintes spécifiques des infrastructures militaires du centre de commandement au théâtre d'opérations. »



Quant à la sécurité des connexions et des données, Thales s'est appuyé sur sa filiale américaine Vormetric, qui est le leader mondial en matière de chiffrement, ainsi que sur ses compétences internes en matière de cybersécurité.

« Nexium Defence Cloud est une solution à la fois globale et modulaire. Elle propose une vaste palette de configurations : depuis des infrastructures de très haute capacité pour les quartiers généraux, facilement extensibles, jusqu'à des box tout-en-un, pour transformer en quelques heures un camp projeté en nouveau nœud du cloud. Cette interconnexion effectuée facilement au sein d'organismes et d'états-majors ad hoc renforce l'efficacité des missions en toute sécurité. Le déploiement, la configuration et la mise à jour des équipements et des applicatifs peuvent être préparés et mis en œuvre à distance pour permettre aux forces armées de se concentrer sur la conduite des opérations », assure Thales.

En clair, cette solution promet une remontée plus rapide des informations du terrain vers les états-majors, ce qui entraînera une prise de décision accélérée et donc une plus grande réactivité opérationnelle.

« Thales met au profit des forces armées toute son expertise en matière de systèmes d'information et de télécommunications interopérables et sécurisés conjuguée à sa maîtrise des technologies clés du digital que sont la Connectivité et l'internet des objets, le Big Data, l'Intelligence Artificielle et la Cybersécurité », fait valoir Marc Darmon, Directeur Général Adjoint de Thales, Systèmes d'information et de Communication sécurisés.

Et ce dernier d'expliquer : « Avec Nexium Defence Cloud, Thales apporte aux forces armées une nouvelle arme numérique pour leur permettre de prendre des décisions rapides et efficaces en temps réel dans les moments décisifs. »

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Généralités

"Avec Trump, le mercantilisme devient la règle au détriment du multilatéralisme"

Économie Internationale <https://www.latribune.fr/> Par Grégoire Normand | 02/06/2018, 8:47



Cette décision met fin à deux mois d'exemptions accordées à ces trois partenaires de Washington par le président Donald Trump afin d'encourager des discussions plus générales sur les échanges commerciaux. Elle relance les craintes d'une guerre commerciale. (Crédits : Reuters/Yves Herman)

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi l'instauration de droits de douane de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium importés aux Etats-Unis par l'Union européenne, le Canada et le Mexique à compter du 1er juin. Pour La Tribune, Corinne Vadcar, analyste senior en commerce international à la CCI Paris Ile-de-France, revient sur les conséquences de cette décision sur le commerce mondial.

Les taxes américaines sur l'acier et l'aluminium sont entrées en vigueur vendredi avec le risque de déclencher une guerre commerciale. La décision américaine met fin à deux mois d'exemptions accordées à l'Union européenne, le Canada et le Mexique. Pour *La Tribune*, Corinne Vadcar, analyste senior à la CCI Paris Ile-de-France revient sur les enjeux de cette décision.

LA TRIBUNE - Quelles pourraient être les conséquences directes des décisions de Donald Trump sur le commerce international ?

CORINNE VADCAR - A court terme, la première conséquence est que l'Union européenne vient de déposer un recours auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La seconde conséquence est que la Commission européenne pourrait aussi mettre en place des taxes supplémentaires sur certains produits comme les Harley-Davidson, le bourbon, les produits agricoles ou des produits issus de l'industrie sidérurgique. Dans tous les cas, la décision américaine est à replacer dans un contexte politique qui est la perspective des élections de mi-mandat en novembre prochain.

A moyen terme, la guerre commerciale pourrait avoir un impact structurel et géographique sur le commerce mondial. L'expérience du passé permet de se faire une idée. Sous le mandat de George Bush fils, des entreprises américaines ont parfois importé des produits qui contenaient de l'acier au lieu d'importer des matériaux bruts, ce qui leur permettait d'échapper aux surtaxes sur l'acier. Par ailleurs, les entreprises européennes, notamment allemandes, qui exportent de l'acier outre-Atlantique, pourraient rechercher d'autres marchés. Dans tous les cas, les mesures douanières américaines et les contre-mesures européennes devraient entraîner une réorganisation des flux de commerce ("trade diversion").

A plus long terme, la croissance du commerce international pourrait ralentir. L'attitude américaine va à l'encontre des règles de l'OMC. Cette situation peut clairement générer de l'incertitude et de l'attentisme des deux côtés de l'Atlantique. Les Etats-Unis étant le premier partenaire commercial

de l'Union européenne, on peut supposer qu'il va y avoir, à un moment donné, une baisse des échanges entre les deux puissances économiques.

Dans quelle mesure le pouvoir d'achat des Européens et les entreprises européennes pourraient-ils être touchés ?

En ce qui concerne les produits américains qui seraient ciblés par les Européens, il devrait y avoir peu d'impact sur le consommateur. Il ne s'agit pas de produits stratégiques et les Européens ont la possibilité de se reporter sur d'autres produits.

En revanche, il pourrait y avoir des conséquences indirectes via le ralentissement de l'activité des entreprises dans les secteurs liés aux produits soumis aux taxes américaines et européennes. Au regard du volume d'échanges d'aluminium et d'acier entre les États-Unis et l'Europe, il faut, cependant, relativiser ces conséquences. Du côté de l'industrie automobile, l'enquête actuellement menée aux États-Unis pourrait, en revanche, avoir un impact plus significatif si elle aboutit d'ici à quelques temps.

Que pensez-vous des ripostes annoncées par l'Europe ou le Canada ?

Les ripostes européennes s'inscrivent avant tout dans un cadre légal, celui de l'OMC. Elles sont la réponse aux mesures unilatérales de Donald Trump, décidées au nom de la sécurité nationale et considérées comme abusives par Bruxelles. Le fait de vouloir entamer une procédure pour régler un différend devant l'OMC est une démarche qui respecte la légalité. Les mesures de rétorsion de l'Union européenne s'inscrivent dans le respect des règles juridiques du multilatéralisme commercial.

A court terme, il y a peu de chances que Donald Trump revienne sur sa décision sachant qu'il y a la perspective des élections. Mais qui sait ? Il y a quelques jours, le président américain est venu au secours du fabricant chinois de téléphonie ZTE alors que celui-ci était menacé par les sanctions américaines.

L'administration Trump est-elle favorable au libre-échange malgré ces différentes décisions ?

L'administration américaine est favorable au libre-échange dans la mesure où celui-ci est gagnant pour les États-Unis. Pendant des années, on a vu se construire un système international qui allait dans le sens de l'intérêt collectif. Avec leur dernière décision, les Américains s'éloignent de cette construction. Les États-Unis ne veulent plus d'un jeu gagnant/gagnant mais d'un jeu gagnant/perdant pour réduire leur déficit commercial.

Les États-Unis prennent-ils vraiment des risques vis-à-vis des règles de l'OMC ?

Les risques sont limités dans la mesure où les procédures pour régler les différends à l'OMC sont très longues. Il apparaît que le chef d'État américain veut passer outre les règles du multilatéralisme. Avec la politique commerciale de Donald Trump, le mercantilisme devient la règle au détriment du multilatéralisme, ce qui pourrait accentuer les déséquilibres sur la scène internationale. On est dans des jeux de puissance de la part de la Chine et des États-Unis qui peuvent refermer l'âge d'or du multilatéralisme comme garant de la stabilité mondiale.

Industries

Voiture électrique : peut-on enfin y croire ?

Entreprises & Finance Industrie Automobile <https://www.latribune.fr/> Par Nabil Bourassi | 06/06/2018, 6:15



(Crédits : iStock)

Encore moquée il y a peu, la voiture électrique s'est imposée comme la technologie de rupture la plus prometteuse du secteur. Si la Chine a pris de l'avance, l'Europe s'organise. Enjeu : sauver son industrie automobile...

C'était samedi 19 mai. Le monde entier avait les yeux rivés sur cette Jaguar Type E. C'est à bord de ce cabriolet de 1968 aux lignes très british qu'après la cérémonie Harry emmena Meghan, son épouse de quelques minutes. La monarchie britannique est attachée aux traditions, elle n'en reste pas moins attentive aux changements d'époque. Le prince Harry a donc fait reconvertir cette Jaguar avec une propulsion électrique. La publicité est immense pour la marque automobile britannique engagée depuis deux ans dans une gamme électrique. En réalité, le choix des jeunes mariés sonne la consécration d'une nouvelle ère de l'industrie automobile.

Un virage qui était pourtant très loin d'être évident il y a encore trois ans... Les constructeurs qui intégraient des voitures 100% électriques se comptaient alors sur les doigts d'une main et les investissements dans les infrastructures relevaient davantage de l'incantation. Bref, personne ou presque ne pariait sur la voiture électrique, c'est tout juste si les constructeurs consentaient à envisager des voitures hybrides, forcés en cela par les objectifs de réduction de CO2. En effet, l'Europe impose que les constructeurs réduisent leurs émissions moyennes à 95 grammes de CO2 à horizon 2021. Pour atteindre une telle moyenne, il suffisait d'intégrer quelques modèles hybrides dans la gamme et le tour était joué.

Autonomie : de 150 km à 450 km

Sauf qu'entre-temps, l'affaire Volkswagen a créé un puissant électrochoc, tant dans l'opinion publique que chez les constructeurs eux-mêmes. Les vœux pieux ne pouvaient plus suffire pour se racheter une virginité auprès d'une opinion publique trompée. La rupture technologique devenait la seule solution. C'est tout naturellement qu'ils se sont alors tournés vers la voiture électrique.

« *Le scandale Volkswagen a fait faire un bond en avant, mais il y avait aussi la fusée Tesla* », raconte Jean-Patrick Teyssaire, président d'Electric-Road, un forum autour de la voiture électrique qui aura lieu à Nantes les 18 et 19 juin.

La voiture électrique élaborée par Elon Musk est alors vue comme la voiture la plus branchée du moment, et les vedettes d'Hollywood se l'arrachent. Le Sud-Africain installé en Californie a montré que la voiture électrique pouvait être un produit de luxe autant qu'un catalyseur de performance, là où les constructeurs historiques ne faisaient que pointer ses limites technologiques.

Des limites ? Il est vrai qu'avec une autonomie souvent réduite à 150 km, la voiture électrique ne faisait pas rêver... Sauf que, depuis, et c'est probablement la deuxième évolution de ces dernières années, le triumvirat Leaf (Nissan) - Zoé (Renault) - i3 (BMW) est passé à une autonomie entre 300 km et 400 km. Autrement dit, la voiture électrique devient intéressante pour un usage urbain et extra-urbain. Le regard sur la voiture électrique n'est plus le même.

Les budgets des constructeurs et l'impulsion de l'État

Les constructeurs qui, jadis, moquaient cette technologie, se sont subitement convertis. Et, pour compenser leur retard, ils ont déployé les grands moyens. Le groupe Volkswagen a promis une enveloppe de 20 milliards d'euros pour équiper ses marques de pas moins de 80 modèles 100% électrique d'ici à 2025.

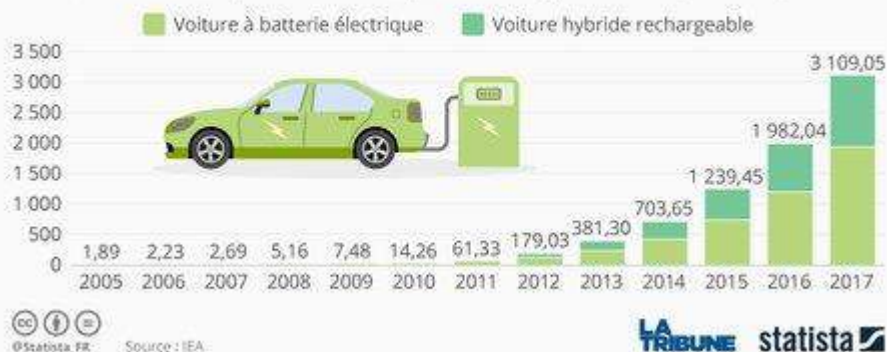
De son côté, Mercedes a carrément lancé un label dédié à l'électrique. Près de dix modèles sous la marque EQ seront ainsi déployés par la marque premium allemande d'ici à 2022.

De son côté, BMW a décidé que l'i3 ne suffirait pas à répondre à la demande. Le groupe munichois a donc annoncé une stratégie "*produit*" plus étoffée avec 12 modèles entièrement électriques d'ici à 2025, avec des autonomies d'environ 700 km. Car les marques premium doivent courir derrière Tesla, ses 500 km d'autonomie et sa puissance de feu qui permet de faire du 0 à 100 km/h en moins de 3,5 secondes.

Chez les généralistes, c'est également la course. Même PSA l'a compris, et ce, malgré les réticences de son boss, Carlos Tavares. Pour l'heure, le groupe automobile français privilégie la technologie hybride (80% de la gamme sera électrifiée à horizon 2022), mais il y aura bien des voitures 100% électriques dans la gamme, dès cette année pour la marque DS, qui présentera un nouveau modèle au salon de Paris.

La voiture électrique gagne du terrain

Stock de voitures électriques dans le monde, par année et type de moteur (en milliers)



[Crédit : Statista*. Source : Agence internationale de l'énergie, AIE]

Mais toutes ces initiatives seraient vaines sans l'impulsion de la puissance publique. Dès la loi de transition énergétique en 2015, le gouvernement français a mis en place de nouveaux leviers pour développer la voiture électrique. Il a allégé les restrictions pour l'installation de bornes dans les copropriétés. Ces dernières n'ont plus le droit de s'y opposer. Les nouvelles constructions doivent également prévoir l'infrastructure qui permettra d'installer des bornes. Les pouvoirs publics ont aussi institué le statut d'opérateur national d'infrastructure de recharge, en vertu duquel les entreprises retenues sont exonérées de la redevance d'exploitation du territoire. Résultat, la France détient un des meilleurs taux d'équipements en bornes électriques d'Europe, selon l'Association française pour le développement de la voiture électrique (Avere), avec 23.000 points de recharge accessibles.

Des millions d'emplois en jeu

Mais la voiture électrique ne recouvre pas seulement un défi environnemental qui serait relevé à coups de lois et d'investissement en infrastructures. Elle est aussi et surtout un enjeu industriel aussi important que le sera la voiture autonome dans les dix prochaines années. En septembre dernier, Carlos Tavares, Pdg de PSA, mettait en garde contre le retard pris par les Européens en la matière :

« Qui aujourd'hui est en train de se soucier de traiter de la question des mobilités propres dans leur globalité ? Quelles solutions pour la fabrication et le recyclage des batteries, l'exploitation mais également l'approvisionnement en terres rares, la nature de la production d'électricité... », s'était-il interrogé devant un parterre de journalistes réunis au Salon automobile de Francfort.

Selon lui, 37% de la valeur d'une voiture réside dans la chaîne de traction thermique. Si celle-ci devait disparaître au profit d'une technologie maîtrisée par l'Asie, c'est autant d'emplois (des centaines de milliers, voire des millions) et de valeur ajoutée qui disparaîtraient d'Europe.

À Bruxelles, on a bien tenté de lancer un "Airbus" des batteries, mais les candidats ne se bousculent pas à la porte. Bosch a calculé qu'une telle usine coûterait la bagatelle de 18 milliards d'euros. Las, l'équipementier automobile craint que ce projet finisse comme l'industrie éolienne : des surcapacités peu compétitives face à la filière chinoise. Un risque d'autant plus grand que la batterie est appelée à voir son prix baisser significativement dans les prochaines années. D'après une étude Bloomberg News Energy Finance, le prix du kilowattheure pourrait tomber à 70 dollars en 2030, contre 208 aujourd'hui et 800 en 2011. Or les Asiatiques ont déjà une longueur d'avance avec des installations de production déjà opérationnelles et déjà en partie amorties. La baisse des prix rendra moins évidente cet amortissement.

La Chine donne le "la"

Il est vrai que la Chine est probablement l'un des pays qui a été le plus en pointe dans l'aide à cette technologie. Avec les restrictions dans certaines grandes agglomérations, les marques chinoises ont très tôt cherché à se doter d'une gamme de voitures électriques. En 2017, les ventes ont augmenté de 71% en Chine avec 600.000 immatriculations, soit pas moins de la moitié des ventes mondiales. C'est certes seulement 3,3% du marché national, mais déjà deux fois plus que la part de marché en France (1,24%), et six fois plus que l'année précédente. Et ce sont les marques locales qui contrôlent ce marché à 96% !

Pas étonnant que le premier constructeur de voitures électriques du monde soit un chinois. BYD prévoit d'ailleurs de débarquer en Europe. Il a signé avec le royaume du Maroc un projet de trois usines à Tanger pour des véhicules électriques mais également des batteries, afin de desservir l'Europe. Et pour bien contrôler cette filière, les autorités chinoises ont totalement verrouillé les approvisionnements de cobalt, dont la République démocratique du Congo est un des producteurs quasi exclusifs dans le monde. En matière de batteries électriques, l'avantage reste néanmoins aux sud-coréens LG et Samsung, qui contrôlent en grande partie ce marché.

En France, le gouvernement a décidé de lancer sa propre stratégie. Lors d'un comité stratégique de filière réuni le 22 mai à Bercy, les constructeurs et équipementiers se sont mis d'accord avec le gouvernement sur une feuille de route. Celle-ci doit préparer l'industrie automobile française à la transformation majeure en cours dans le monde, que ce soit sur le véhicule autonome ou sur la voiture électrique. L'objectif est de booster le marché de l'électrique en France (des ventes et un parc multipliés par cinq d'ici à 2022) afin de consolider un marché domestique puissant. Les ventes passeraient alors de 31.000 voitures par an à environ 150.000 en 2022. Pour respecter l'objectif de 1 borne pour 10 voitures électriques, le gouvernement prévoit de porter le nombre de bornes publiques à 100.000 en 2022. Certes, ce chiffre fera baisser le ratio actuel, mais le nombre de bornes sera cinq fois plus élevé. En outre, l'Avere estime que dans 85% des cas, la recharge s'effectue dans la sphère privée (entreprise ou domicile). D'autant que ces objectifs ne prennent pas en compte les voitures hybrides rechargeables, qui sont aussi amenées à se brancher à une borne.



[Porsche va lancer la Mission E, sa première voiture 100% électrique. Elle pourrait accueillir la technologie de la recharge par induction. Crédit : DR]

Les promesses de la batterie solide

Pour les Européens, il est impératif de reprendre la main sur la R&D, et la batterie solide pourrait être une opportunité de relocaliser le centre de gravité technologique en Europe. Cette technologie promet de résoudre toutes les insuffisances de la batterie classique : autonomie doublée, temps de charge qui se compte en quelques minutes, durée de vie rallongée. « *Elle n'a que des avantages* », s'enthousiasme Jean-Patrick Teyssaire, qui ajoute : « *Dans trois ans, elle est sur le marché.* » Toyota vise une mise en service de cette batterie nouvelle génération pour 2025, tandis que Fisker (le Tesla hollandais) a annoncé avoir mis au point une batterie solide d'une **autonomie de 800 km pour une minute de charge**.

Autant dire que la voiture électrique passerait alors dans une autre dimension. Si la batterie solide tient ses promesses, elle ringardiserait les voitures thermiques, hybrides et neutraliserait la voiture à hydrogène dans l'œuf.

Faudra-t-il construire 14 centrales nucléaires supplémentaires ?

Il y a un dernier aspect que la puissance publique devra résoudre, c'est celui de l'infrastructure électrique. Si l'Allemagne produit une grande partie de son électricité par des énergies fossiles et carbonées (40%), la voiture électrique pourra difficilement se justifier. Que n'a-t-on pas lu à ce sujet... D'après certains, il faudrait construire 14 centrales nucléaires supplémentaires pour que le réseau supporte un parc totalement électrifié. Pour l'Avere, ces chiffres relèvent du fantasme absolu. *« D'après le bilan prévisionnel de RTE pour 2030, les perspectives de ventes de voitures électriques n'auront aucun impact sur la production d'électricité »*, rappelle Marie Castelli, secrétaire générale de l'Avere.

« L'enjeu du développement de la voiture électrique est corrélé au développement des énergies renouvelables, explique-t-elle. Le problème de cette énergie, c'est son intermittence : le réseau absorbe mal cette production erratique. La solution, c'est donc le stockage de cette production par une batterie capable alors de réinjecter cette énergie dans le réseau au bon rythme. La voiture électrique peut parfaitement tenir ce rôle en gérant les pics de consommation, mais également de production, comme celle des éoliennes, qui trouvent très peu de débouchés la nuit. »

La charge par induction

Pour Jean-Patrick Teyssaire, l'enjeu infrastructurel de la voiture électrique pourrait être devant nous.

« Les ingénieurs travaillent sur une infrastructure de recharge par induction [...], une solution adéquate pour les taxis qui stationnent, mais l'induction pourrait permettre la recharge dynamique, certaines marques travaillent dessus, comme Porsche et sa fameuse Mission E. »

Ainsi, la voiture électrique pourrait non seulement permettre à l'industrie automobile de se racheter une virginité, mais elle pourrait également réenchanter un secteur jusqu'ici coupable de tous les maux. L'avenir dira si l'automobile parviendra de nouveau à faire rêver... Un rêve à plusieurs dizaines de milliards d'euros d'investissements pour les constructeurs !

(*) Un graphique de notre partenaire **Statista**.

EN CHIFFRES

1,24% : c'est la part de marché de la voiture électrique en France au premier trimestre

31.000 : c'est le nombre de voitures électriques vendues en France en 2017

50% : c'est la part des voitures électriques vendues en Chine par rapport aux ventes mondiales

70 dollars : c'est le prix du kilowattheure des batteries électriques attendu en 2030, contre 208 dollars aujourd'hui et 800 dollars en 2011

Auto électrique : le jeu des 100.000 bornes

Opinions Éditos Par Philippe Mabilie | 06/06/2018, 6:18



Le gouvernement veut multiplier par cinq d'ici à 2022 la taille du parc, les ventes annuelles et le nombre de bornes de recharges publiques disponibles. La France a tout intérêt à accélérer dans l'électrique parce que c'est, avec le véhicule autonome, l'enjeu d'une bataille mondiale dont dépend le sort de nombreux emplois. (Crédits : Lucy Nicholson)

La civilisation automobile, fondée sur le moteur à combustion thermique, a juste un petit défaut : elle est en train d'asphyxier nos villes, de congestionner nos poumons et nos routes. Minée par des scandales comme l'affaire Volkswagen, qui a détruit la confiance des consommateurs, l'industrie auto est condamnée à se remettre en cause pour participer à la lutte contre le réchauffement climatique. La solution est connue : il faut passer à l'électricité, en mode TGV.

L'industrie automobile a été la grande affaire industrielle du XXe siècle, source de libération individuelle et de progrès technologiques incessants. Louis Renault construit seul sa Type A en 1898. Dix ans plus tard, l'Amérique industrialise la Ford T. Cent ans plus tard, Elon Musk présente au public sa Tesla Model S, une berline familiale haut de gamme et 100% électrique, dont les ventes ont franchi les 200.000 exemplaires malgré un prix « *insane* », comme le mode de conduite de même nom qui permet à l'engin de passer de 0 à 100 km/h en 3,2 secondes.

D'un siècle à l'autre, le parc automobile mondial a dépassé le milliard de véhicules en circulation en 2010 ; il devrait encore doubler à la fin de la décennie, à raison de bientôt 100 millions de ventes par an, tous types de véhicules confondus. Le chiffre paraît gigantesque et il l'est, même si on le rapporte à une population mondiale qui comptera bientôt 7 milliards d'âmes. Cette civilisation automobile, fondée sur le moteur à combustion thermique, a juste un petit défaut : elle est en train d'asphyxier nos villes, de congestionner nos poumons et nos routes. Minée par des scandales comme l'affaire Volkswagen, qui a détruit la confiance des consommateurs, l'industrie auto est condamnée à se remettre en cause pour participer à la lutte contre le réchauffement climatique. La solution est connue : il faut passer à l'électricité, en mode TGV.

Bonne nouvelle, les tendances sont encourageantes. En 2017, selon l'Agence internationale de l'énergie, il s'est vendu dans le monde 1,1 million de véhicules 100 % électriques ou hybrides rechargeables, soit une croissance de 57 %. Plus de la moitié, soit 580.000 unités, ont été achetées en Chine, qui représente à elle seule 40 % d'un parc mondial de 3,1 millions d'unités. En France, 25 000 véhicules 100 % électriques et 12.000 hybrides rechargeables ont été vendus l'an dernier. Avec 120.000 unités, notre pays peut se féliciter d'avoir le plus important parc « zéro émission » en Europe.

Les incitations publiques sont cruciales

La performance est pourtant médiocre si l'on regarde les chiffres en valeur relative. Le bon élève de l'Europe est plutôt la Norvège, où la motorisation électrique représente désormais 39 % du marché. Bien sûr, la Norvège est un « petit pays » (en nombre d'habitants), bien servi par l'accès à une électricité hydraulique abondante et bon marché. Difficile de la comparer à la Chine, où l'électrique ne pèse encore que 2,2 % du parc total, comme le démontre la pollution endémique de ses grandes métropoles. Mais pour parvenir à ce résultat, la Norvège a employé des recettes dont la France pourrait utilement s'inspirer : la voiture électrique y est exemptée de taxes à l'importation et de TVA, et son heureux propriétaire bénéficie de la gratuité des péages autoroutiers et peut rouler sur les voies réservées aux bus. L'ambition d'Oslo est de parvenir à 100 % de ventes de véhicules électriques dès 2025. Cinq ans avant l'échéance de 2030 fixée par Anne Hidalgo pour l'interdiction de circulation de véhicules thermiques à Paris (dès 2024 pour les diesels)... Nicolas Hulot a évoqué pour sa part 2040 pour la disparition totale du moteur thermique en France.

Les incitations publiques sont cruciales pour faire basculer le marché vers le 100 % électrique. Les opinions sont plutôt favorables, mais de trop nombreux obstacles freinent la marche vers le zéro carbone. Avec une autonomie réelle de 200 à 300 km, la voiture électrique est celle des « trajets du quotidien », mais n'est pas adaptée à un usage familial sur longue distance. La peur de la panne est encore bien présente, et le prix, malgré les primes à l'achat, reste le principal obstacle à une adoption par les ménages les plus modestes, pas prêts à payer 25 smic pour un véhicule pas assez autonome.

Passer de 23.000 à plus de 100.000 bornes accessibles

Cependant, avec l'arrivée de nouveaux modèles, les constructeurs promettent des progrès spectaculaires en 2019. Le gouvernement veut multiplier par cinq d'ici à 2022 la taille du parc, les ventes annuelles et le nombre de bornes de recharges publiques disponibles : cela veut dire passer de 23 000 à plus de 100 000 bornes accessibles, pour éviter le deuxième péril qui guette l'« électromobiliste », celui de la queue à la borne.

Dernière pièce de l'équation, la défense de l'industrie nationale. La France a tout intérêt à accélérer dans l'électrique parce que c'est, avec le véhicule autonome, l'enjeu d'une bataille mondiale dont dépend le sort de nombreux emplois. Le remplacement progressif du parc

automobile mondial représente des dizaines de millions de voitures et un marché de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Avec le passage d'une technologie à l'autre, il est crucial pour l'Union européenne de ne pas dépendre de l'étranger pour la fabrication des batteries. Sinon, nos constructeurs seront condamnés à devenir de simples assembleurs qui auront vu s'échapper la valeur ajoutée. Et nous roulerons en électrique, certes, mais en électrique chinois...

13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)

Colloques

"Gestion de crise et adaptation de la réponse des services de l'Etat": pompiers et policiers invitent à la réflexion

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 05.06.2018 Par Philippe Chapleau



La BSPP et la préfecture de la police de Paris sont à l'initiative d'un colloque qui porte sur la gestion de crise et l'adaptation de la réponse des services de l'Etat et de l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile.

Il est organisé le 12 juin au Palais de la découverte.

Ce colloque s'adresse aux universitaires, français et étrangers (La Sorbonne, Harvard, New-York, Tokyo, Singapour) traitant de la gestion de crise, aux acteurs institutionnels (pompiers de Paris, New York, Singapour et Tokyo) et aux grands opérateurs privés confrontés à l'aléa.

Il s'organisera autour de deux tables rondes (1 par ½ journée), dont les problématiques sont dans le programme ci-dessous :

8h30 : Arrivée des intervenants et des auditeurs

8h45 : Ouverture par le préfet de Police

9h15 : Table ronde: Aux prises avec une chute des réseaux

12h : Fin de session

12h15 / 14h15 : Déjeuner à l'atelier Renault

14h30 : Table ronde : La crise-rupture dans le temps long

16h15 : Reprise du colloque

17h : Conclusion et clôture

Renseignements et inscriptions : cab.secretariat@pompiersparis.fr

Tél : 01 47 54 68 05

L'héroïsme sera le thème de la 2^e édition de "A la croisée des Mondes" à l'Ecole militaire, le 28 juin

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 09.06.2018 Par Philippe Chapleau



Les élèves de l'École de Guerre clôturent leur année de formation et de réflexion par un colloque original, tant dans la forme que dans le contenu.

Cet évènement baptisé "À la Croisée des Mondes" avait réuni l'an passé de nombreuses personnalités civiles et militaires sur le sujet "L'art d'aimer ses Hommes, une réflexion sur les notions d'autorité, de reconnaissance et d'engagement". Ainsi, l'édition 2017 avait permis à nos officiers de croiser leurs regards, témoignages et réflexions avec le Chef d'État-Major de la Marine Nationale, le Grand Rabbín de France, les auteurs et philosophes Patrice Franceschi, Charles Pépin, ou l'explorateur Sylvain Tesson.

Toujours en partenariat avec The Boson Project, la deuxième édition d'À la Croisée des Mondes aura lieu le 28 juin prochain après-midi à l'École Militaire. Le thème retenu en septembre dernier est l'Héroïsme.

Un site web dédié à cet événement est ouvert; il est accessible **ici**
<https://alacroiseedesmondes.org/> . Il permet de s'inscrire **ici**
<https://alacroiseedesmondes.org/inscriptions-2/>

Conférences

Conférence « Espace et Défense » le 8 juin à la Cité de l'espace de Toulouse

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Espace Actualité Conférences Actualité Défense 4 juin 2018
| Par Pierre-François Mouriaux



Visuel de la manifestation © AACE

Les Amis de la Cité de l'espace de Toulouse et l'Association amicale des anciens du Cnes organisent le 8 juin à partir de 18h30 une rencontre-débat à la Cité de l'espace intitulée « Espace et Défense ».

Les intervenants.

Le Général Henry de Roquefeuil est conseiller militaire du président du Cnes. Il est notamment en charge de la coordination de l'équipe Défense du Cnes, qui associe la DGA, l'État-Major des armées et le Cnes.

Didier Alary est ingénieur chez Airbus Defence and Space. Il dirige l'équipe concepts avancés et a participé à plusieurs programmes de satellites.

Didier Le Boulc'h est ingénieur chez Thales Alenia Space. Il est actuellement vice-président Stratégie Solutions de Télécommunications.

Présentation de la soirée.

La soirée sera articulée en deux parties : une présentation du Général Henry de Roquefeuil sur « Espace et Défense », puis un débat avec Didier Alary, Henry de Roquefeuil et Didier Le Boulc'h, intitulé « Satellites civils et militaires : vers de nouvelles frontières ? »

Depuis la Seconde Guerre mondiale et les débuts de la conquête spatiale en pleine Guerre froide, espace et défense sont deux sujets intimement liés, mais rarement abordés à l'occasion de conférences ouvertes au grand public.

« Espace et Défense » : le point de vue de l'utilisateur militaire

Les armées françaises sont de très anciennes et très importantes utilisatrices de l'espace. Leurs besoins n'ont cessé de croître du fait de la multiplicité des opérations, de l'évolution de leurs systèmes d'armes et de l'apparition de nouvelles menaces. Lanceurs, satellites d'observation ou de renseignement, télécommunications sécurisées avec les théâtres d'opérations, systèmes de localisation et de navigation, écoute électronique ou alerte avancée : toutes les technologies spatiales sont utilisées par les armées et de plus en plus de pays cherchent à acquérir leur autonomie en matière d'espace. Apparaissent également de nouvelles menaces concernant directement les systèmes spatiaux en orbite : interférences, cyber-attaques voire armes antisatellites...

Le Général de corps aérien Henry de Roquefeuil fera un tour d'horizon complet des missions remplies par les systèmes spatiaux.

Le débat : le point de vue des industriels et un échange avec le public.

Le progrès de la technologie a permis d'améliorer la performance des satellites commerciaux de manière spectaculaire. Après Spot et Hélios, Pléiades constitue le premier exemple de satellite dual, utilisé à la fois par les militaires et les civils. Au-delà de l'observation de la Terre, cette convergence existe aussi dans le domaine des télécommunications ou de la navigation.

Jusqu'où cette tendance peut-elle aller ? Verrons-nous un jour disparaître cette frontière entre les deux catégories de systèmes. Quels sont les moteurs ou les freins à cette évolution ? Certaines missions resteront-elles strictement à l'usage de la défense ?

Renseignements pratiques.

Entrée libre dans la limite des places disponibles.

Accueil des participants à partir de 18h. La conférence commencera à 18h30.

Inscription avant le 6 juin au soir auprès du secrétariat de l'association des amis de la Cité de l'espace : [secretariat\(at\)amis-cite-espace.org](mailto:secretariat(at)amis-cite-espace.org)

Expositions

"Le ciel en guerre", c'est avec le SHD à partir du 28 mai

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 06.06.2018 Par Philippe Chapleau



Le SHD propose une nouvelle exposition sur son site de Vincennes: "1914-1918 Le ciel en guerre", du 28 mai au 16 septembre 2018.

À la veille de la Première Guerre mondiale, développer l'aviation et l'aérostation devient incontournable et impératif chez tous les belligérants. En France, tant les militaires de l'Armée (de terre) que ceux de la Marine nationale cherchent à se doter de moyens adéquats. Ils développent chacun, suivant leurs besoins, leurs moyens et surtout selon leur culture des usages, des traditions et des solutions techniques qui leurs sont propres.

L'exposition est l'occasion de mettre en perspective ces deux histoires parallèles pour en distinguer les convergences mais aussi les particularités.

Une première visite commentée est organisée le vendredi 15 juin à 14h. Inscription à l'adresse suivante : shd-vincennes-valorisation.chef.fct@intradef.gouv.fr

Salons

Des dems à Eurosatory

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 4 juin 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Ce blog et le twitter associé l'avaient révélé il y a quelques mois : les présentations dynamiques d'Eurosatory vont compter cette année des invités de marque, en plus des habituelles présentations industrielles. Le 12 juin, le **RAID** doit réaliser deux séquences, avec, l'après-midi, des commandos des forces spéciales françaises. Une table ronde présentant les missions et enjeux des forces spéciales est aussi organisée pendant le salon (sur invitation uniquement) avec la présence du GCOS, le vice-amiral **Laurent Isnard**.

Le 13 matin, c'est l'armée de terre qui ouvre le bal, avec, l'après-midi, une présentation inter-services associant la chaîne d'intervention de la préfecture de police : **compagnie spéciale d'intervention, BRI-BAC, BSPP**.

A deux reprises le 14 juin, c'est le **GIGN** qui sera à l'œuvre.

Pour l'heure, le contenu de ces présentations n'est pas connu, mais ce blog vous tiendra au courant en continu, pendant le salon, via le twitter **@defense137**.

Rappel : des nouveautés d'eurosatory sont présentées dans le dernier RAIDS.



Top 14 : Castres champion !

<https://www.sudouest.fr/> A La Une Rugby Publié le 02/06/2018 à 22h43. Mis à jour à 23h26 par SudOuest.fr.



Et un cinquième Brennus pour Castres ! CHRISTOPHE SIMON AFP

Vainqueurs 29–13 face à des Montpelliérains ultra-favoris, les Castrais ont réussi leur finale pour s'adjuger le cinquième titre de leur histoire

Comme à Toulouse, comme face au Racing, le Castres Olympique a déjoué les pronostics en finale pour s'offrir son cinquième Bouclier de Brennus, face à Montpellier. **Héroïques en défense**, réalistes en attaque, les hommes de Christophe Urios ont réussi **le match parfait pour vaincre le rouleau compresseur du Top 14**, l'équipe qui semblait promise à la victoire finale.

C'est la première fois qu'un sixième de saison régulière remporte le titre.

Sans noms ronflants mais avec un paquet de joueurs confirmés, dont l'arrière béarnais Julien Dumora auteur d'un essai splendide peu avant la pause, le CO a gagné en jouant, en imposant son rythme, en n'hésitant pas à faire preuve de malice, tout en profitant de la maladresse des buteurs montpelliérains. Et même dans le combat, la puissance adverse n'a pas suffi, face à la vaillance tarnaise. Une chose est sûre, **c'est en équipe, avec un E majuscule, que Castres est devenu champion de France.**



Julien Dumora a marqué l'essai castrais juste avant la mi-temps Crédit photo : FRANCOIS GUILLOT AFP

Le CO a mené au score pendant toute la partie, dans le sillage de son buteur argentin Benjamin Urdapilleta, impeccable de bout en bout. A la mi-temps, l'outsider menait 19–6 et s'attendait à souffrir au cours des dernières 40 minutes. Mais même le carton jaune infligé au deuxième ligne Loïc Jacquet, même l'essai de pénalité logique sifflé en faveur des Montpelliérains n'a fait douter des Tarnais au plan de jeu suivi à la lettre. Le dernier essai, signé Sitiveni Mafi à quatre minutes du terme de la rencontre est venu comme une cerise sur un assez incroyable gâteau.

14 – Livres & Publications

Publications

Raids 383: petite mise en bouche avant Eurosatory

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 03.06.2018 Par Philippe Chapleau



Raids 383 (juin, 7,50€) est désormais dans les kiosques.

Au programme: un dossier copieux consacré à Eurosatory, le salon international de Défense et de Sécurité terrestres et aéroterrestres qui se tient du 10 au 14 juin. A lire: "Quand industriels, DGA et Armée de terre marchent au même pas" et aussi l'article de Jean-Marc Tanguy sur les "avant-premières françaises".

A lire aussi du même auteur l'article "Urgences opérations pour le Sahel" sur la bonne (et moins) bonne fortune de certains programmes lancés dans le cadre de la lutte contre les IED.

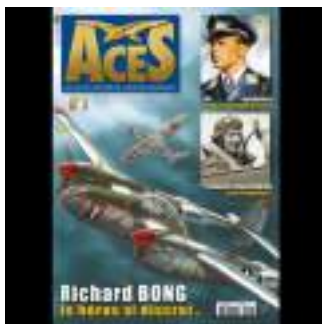
Toujours dans cette livraison :

- Les évolutions de l'infanterie britannique (1^{re} partie)
- Les forces terrestres kazakhes
- Une expo: "Les Agents de l'ombre"
- Kolwezi, il y a 40 ans (2^e partie)

et les rubriques habituelles sur les matériels et les contrats d'armement

AceS n° 7 fait la part belle au P-38 Lightning

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 08.06.2018 Par Philippe Chapleau



AceS, la revue des as de l'histoire de l'aviation mondiale, vient de publier son n° 7.

Au sommaire :

- Richard "Bing" Bong, le héros si discret
- Les *P-38 Lightning* dans le Pacifique
- "Marge" le *P-38J* de Dick Bong
- Les premiers *Spitfire* à moteur Griffon
- Jacques Andrieux, Jaco le Magnifique
- Helmut Wick, un As optimiste ?
- Actualités et bibliographie

- Courrier des lecteurs d'AceS
- Nouveautés maquettes

J'ai particulièrement aimé les articles qui traitent du P-38 (45 pages au total), un avion qui m'a toujours impressionné.



15 – Société

Julien Wosnitza, 24 ans, pense que le monde va s'effondrer et son pessimisme n'est pas à prendre à la légère

<https://www.huffingtonpost.fr/> C'EST LA VIE 01/06/2018 18:35 CEST | Actualisé 01/06/2018 19:08 CEST Par Jeanne Massé

Ce jeune Français ne voit aucune solution pour sauver la planète.



© Agence Anne & Arnaud Julien Wosnitza a 24 ans et prévoit la fin du monde, mais il le dit avec le sourire.

ENVIRONNEMENT - Le monde va s'effondrer. Pas dans cent ans, pas dans vingt ans, mais très, très bientôt. C'est l'intime conviction de Julien Wosnitza, Français de 24 ans, après de nombreuses études et missions de terrain avec l'association Sea Sheperd. Cet ancien étudiant banquier, devenu collapsologue, a sorti le 16 mai l'ouvrage "Pourquoi le monde va s'effondrer" aux éditions Les Liens qui Libèrent, et intervient ce samedi 2 juin au festival We Love Green. La collapsologie, du verbe "collapse", "s'effondrer" en anglais, étudie l'effondrement de la société industrielle actuelle.

Que les festivaliers se rassurent: le jeune homme n'a rien d'un scientifique désabusé et déprimant. Interviewé par *Le HuffPost* en marge de l'événement, c'est presque avec entrain que Julien Wosnitza annonce la fin du monde pour 2030. "On s'arrête à cette date car il y a, globalement, un consensus scientifique au niveau de la biodiversité. Si on y ajoute les questions géopolitiques, c'est même avant 2030, et si on prend en compte les enjeux géopolitiques et financiers... Alors là, je dirai même avant 2020", avance, pragmatique, le Mosellan.

La fin de l'open bar

De sa courte expérience de banquier en alternance, Julien tire l'idée que la finance est complètement "hors-sol". "Elle utilise les ressources de la planète comme un open-bar, en considérant qu'il y en aura toujours assez, mais sans réaliser que le barman va finir par être à court de mojito", résume-t-il avec humour. La découverte du film "Cowspiracy" un documentaire américain montrant l'étendue du désastre écologique créé par l'élevage industriel de bétail, achève de le convaincre. "Le lendemain j'ai jeté toute la viande de mon frigo, et je suis devenu végétarien", raconte-t-il.

Il quitte des études de commerce prometteuses, pour rejoindre l'équipe de Sea Shepherd, ONG fondée en 1977 par le Canadien Paul Watson (qui signe la préface de son livre), une association attachée à la protection des océans et de ses espèces. Il y réalise deux missions de quatre, puis six mois.

"J'étais de plus en plus convaincu que la seule solution, c'était d'agir au quotidien. Toute la journée sur le bateau, on voit des braconniers et on ramasse des dizaines de dauphins et baleines mortes. Ça vous fait prendre conscience que le crash de la biodiversité est bien là. Les lions, éléphants et girafes sauvages auront disparu d'ici 2050... en réalité, l'effondrement a déjà commencé" - Julien Wosnitza

D'après le collapsologue, les désastres sont multiples et les solutions devraient toutes s'emboîter pour que l'on puisse sauver la planète... si tant est qu'une vraie politique de changement soit un jour mise en œuvre. "Il n'y a pas un problème urgent à régler, pas une solution à trouver. Il faut tout changer, et il faudrait appliquer au moins 500 solutions en même temps pour s'en sortir", estime le jeune pessimiste. Son livre se veut comme un résumé factuel, simple et illustré. Il vient compléter l'ouvrage "Comment tout peut s'effondrer", best-seller de Pablo Sevigne, qui signe d'ailleurs sa postface.

Le végétalisme comme arme

Pour ne pas sombrer dans le survivalisme et la dépression pure et simple, Julien Wosnitza a opté pour des solutions concrètes: s'engager au quotidien (il lance l'opération Wings of The Ocean, un voilier pour lutter contre la pollution plastique des océans), et adopter le végétalisme, c'est à dire ne plus consommer aucun produit d'origine animale (lait, fromage, cuir...). "Être végétalien, c'est déjà une action de dingue, à sa petite échelle c'est incroyable la différence que cela peut faire", affirme-t-il. L'élevage bovin par exemple, représente l'une des plus grosses émissions de méthane au monde: une vache produisant 30 litres de lait par jour va émettre près de 150 kilos par an de ce gaz à effet de serre 25 fois plus puissant que le CO2.

"1% de vegans en France, ça ne va pas changer grand-chose. Mais il suffit qu'un peu de moins de 5% de la population soit militante, et intransigente, c'est à dire bienveillante mais sans faire de concessions, pour que 50% de la population finisse par être aussi convaincu. C'est ce qui s'est passé pour les suffragettes et le droit de vote des femmes!", affirme-t-il.

Faut-il continuer à croire en la technologie?

Pour Julien Wosnitza et à l'image de nombre de ses confrères collapsologues, il n'y aura pas de technologie miracle pour sauver une planète qu'ils voient au bord du gouffre. "Voir les éoliennes comme renouveau de l'énergie, c'est oublier qu'elles demandent elles-mêmes l'intervention de matériaux fossiles pour leur création", prend-il comme exemple.

Pourtant, les opposants à la collapsologie sont nombreux, et ils voient dans la technologie le salut de l'homme. C'est notamment le cas de Rémi Sussan, journaliste spécialisé dans les nouvelles technologies qui signe une série d'articles intitulés "Contre l'effondrement: de la place pour l'optimisme?". Sur le site InternetActu.net, il donne la parole à de nombreux auteurs et chercheurs qui tentent de relativiser ces théories pessimistes, sans tomber dans le climato-scepticisme.

Julien Wosnitza ne manque pas de bons mots pour leur répondre. "Emmanuel Macron a dit qu'il ne fallait pas écouter les "Cassandra", comme cette prophétesse de la mythologie grecque qui avait prédit un grand malheur si l'on faisait entrer le Cheval de Troie dans la ville. Sauf que

Cassandra avait raison!", conclut-il. S'il refuse l'appellation "lanceur d'alerte", Julien Wostniza ne pourra pas dire qu'il ne nous avait pas prévenus.

Sciences

Les cyclones ralentissent et ce n'est pas rassurant

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Climat jeudi 7 juin 2018



À cause du réchauffement climatique, les cyclones se déplacent moins vite. Ils restent plus longtemps au même endroit et font donc plus de dégâts, expliquent les scientifiques.

Suivant la zone où ils ont lieu, on les appelle typhons, ouragans ou cyclones, mais tous recouvrent la même réalité : des phénomènes météo tourbillonnaires accompagnés de vents supérieurs à 112 km/h, selon Météo France. Ces géants aériens tant redoutés devraient causer de plus en plus de dégâts et de pluies diluviennes, selon une étude publiée ce mercredi dans la revue scientifique internationale *Nature*.

James Kossin, chercheur spécialiste des cyclones tropicaux à l'université du Wisconsin, livre des conclusions qui ne vont pas rassurer les habitants des Tropiques : après avoir épluché les données sur les cyclones, sur 68 ans, de 1949 à 2016, il en conclut que leur vitesse de déplacement a chuté de 10 %. Encore plus préoccupant, leur vitesse a pu décroître de 20 à 30 % au-dessus de certaines terres de l'Atlantique, du Pacifique Nord, et de l'Australie : Un cyclone plus lent reste plus longtemps sur place, et cause donc d'autant plus de dégâts.

Des zones dévastées



En 2005, le terrible Ouragan Katrina avait causé 1 836 morts, et des centaines de milliers de déplacés. (Photo : Marianne Todd / AFP)

Des conclusions qui font écho aux conséquences de l'ouragan Katrina, en 2005 (près d'un million de déplacés, 1 836 morts, notamment à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane), ou de Harvey (des vents de 215 km/h au-dessus du Texas). En plus des morts, des blessés et des déplacés, les dégâts de ces deux phénomènes ont été estimés à plusieurs centaines de milliards de dollars. Deux exemples parmi des dizaines d'autres (comme Irma, à Saint-Martin, en septembre 2017) des ravages dont sont capables les ouragans.

« Alors que l'atmosphère se réchauffe, la circulation atmosphérique change, pose James Kossin. Ces changements varient selon la région et la période de l'année, mais il existe des preuves que le réchauffement causé par l'homme affaiblit la circulation tropicale estivale. » Autre conséquence du réchauffement, la capacité de l'air à se charger en vapeur d'eau, jusqu'à saturation, augmente... ce qui induit des précipitations plus importantes.



Le 13 février 2018, les îles Tonga, dans le Pacifique, subissaient les conséquences du cyclone le plus dévastateur de leur histoire. (Photo : John Pulu / Tagata Pasifika / AFP)

Pluies et inondations

Christina Patricola, chercheuse en sciences environnementales à Berkeley (Californie), a elle aussi publié un article dans *Nature*, ce mercredi : **« Les cyclones tropicaux sont parmi les désastres les plus mortels et les plus coûteux. Ils causent des destructions, non seulement par leurs vents forts, mais aussi à cause des inondations et coulées de boues, associées aux tempêtes et fortes pluies. »**

Si elle souligne l'importance de l'environnement autour des cyclones, et le fait que l'atmosphère qui les environne a des conséquences sur leur vitesse de déplacement, elle pose un léger bémol sur l'étude de James Kossin : **« Selon la thermodynamique, quand l'atmosphère se réchauffe de 1° C, elle peut contenir 7% d'humidité supplémentaire. Mais nous manquons de statistiques robustes s'agissant des pluies sur les zones touchées par les cyclones. Ceci étant, si nous obtenons des résultats similaires en analysant des sources de données supplémentaires... alors ces tendances à la hausse des pluies pourront être considérées comme solides. »**

Autrement dit, si les conclusions de James Kossin sont exactes, et que l'homme continue à provoquer le réchauffement de sa planète, alors il faut s'attendre à des cyclones de plus en plus meurtriers, accompagnés de pluies et coulées de boues de plus en plus dévastatrices.

Sur Mars, le mystère du méthane

Actualité Sciences <https://www.lexpress.fr/> Par Bruno D. Cot, publié le 08/06/2018 à 12:54 , mis à jour à 13:06



A la surface de Mars, Curiosity continue son épopée scientifique. REUTERS/NASA/JPL-Caltech/MSSS/Handout
REUTERS/NASA/JPL-Caltech/MSSS/Handout

Il gambade à la surface de la Planète rouge depuis 2012. L'astromobile Curiosity vient enfin de livrer de nouveaux résultats

Avec une parfaite maîtrise de la mise en scène médiatique, l'Agence spatiale américaine (Nasa) vient d'annoncer les résultats d'observations faites par le robot Curiosity à la surface de Mars depuis 2012. Le premier, publié dans la revue *Science* du 8 juin, est la détection de molécules organiques anciennes prélevées dans le cratère Gale grâce à l'instrument SAM (Sample analysis at Mars). Elles confirment l'existence de "briques" essentielles (avec l'eau) à l'apparition de la vie, il y a trois milliards d'années lorsque la Planète rouge était une soeur de la Terre.

Le second résultat, toujours publié dans la revue *Science*, porte sur la détection de traces de méthane dans l'atmosphère martienne. Une énigme qui divise les scientifiques depuis de nombreuses années. Sur Terre, ce gaz joue un rôle essentiel dans de nombreux processus

biologiques. L'éclairage de François Forget, spécialiste des climats planétaires au laboratoire de météorologie dynamique (Insu/CNRS).

L'Express : Voilà une quinzaine d'années que la présence de méthane dans l'atmosphère de Mars a été détectée. En quoi cette nouvelle étude change-t-elle la donne ?

François Forget : Les premières détections ont eu lieu en effet au début des années 2000 depuis la Terre ou grâce à la sonde Mars Express (2003). Mais ces mesures sont longtemps restées controversées parce qu'il s'agissait de volutes soudaines. Idem en juin 2013, lorsque Curiosity a effectué ses premières observations sur le sujet. Là, les Américains mettent en avant une présence moins erratique, une sorte de "fond" de méthane, car Curiosity a pu cumuler trois années martiennes d'observations continues si bien que l'on dispose désormais d'une réelle connaissance du cycle du méthane.

Coïncide-t-il avec vos modèles numériques de l'atmosphère martienne ?

Oui en termes de saisonnalité, moins en termes de quantité. Ces dernières sont très faibles, de l'ordre de 0,4 partie par milliard (ppm) en moyenne, mais surtout, le rover a observé des variations du simple au triple avec un pic en été. Enfin, ce méthane a une durée de vie dans l'atmosphère très courte que nous ne pouvons expliquer. S'il y a bien des libérations de gros panaches tous les trois ans, la présence de ce gaz dans l'atmosphère devrait être bien plus importante. Certains spécialistes ont avancé l'idée d'une électrochimie dans l'atmosphère où les tornades de poussières violentes se chargeraient en électricité et détruiraient le méthane. Mais il s'agit d'une hypothèse très théorique.

Finalement ces études rendent plus complexe encore l'origine du méthane martien. D'où peut-il provenir ?

L'une des hypothèses est la dégradation de matière organique apportée par des micrométéorites sous l'effet des ultraviolets. Mais les auteurs de l'étude doutent de plus en plus d'un tel scénario parce qu'il ne colle pas avec l'amplitude des observations de Curiosity. Ils restent cependant assez évasifs sur le sujet et ainsi nous invitent, nous les spécialistes, à retravailler nos modèles. L'autre explication couramment avancée est le stockage du méthane sous la surface de Mars dans de la glace d'eau, appelée "clathrate". C'est un processus que l'on observe sur Terre, notamment avec le permafrost arctique qui en libère régulièrement. Cela pourrait mieux coïncider avec le cycle des saisons observées sur Mars. Enfin, il y a l'origine biologique qui voudrait que ce méthane soit fabriqué par des bactéries vivantes mais cachées dans le sous-sol. Si elle fait beaucoup fantasmer le public et même si elle ne peut être totalement écartée, elle laisse les scientifiques sceptiques.

Océan Indien

Mayotte : un séisme de magnitude 5 ressenti

"L'activité sismique reste toujours anormale" selon la préfecture

<http://www.ipreunion.com/> Publié le 3 juin à 11h22 / Actualisé le 3 juin à 11h22



Ce dimanche 3 juin, aux alentours de 6h, un séisme d'une magnitude de 4,6 a été ressenti par la population mahoraise. Puis, trois heures plus tard, à 9h23, c'est un tremblement de magnitude 5 qui a secoué l'île aux parfums. Pour rappel, les tremblements de terre ont commencé le vendredi 11 mai. Selon la préfecture de Mayotte qui a communiqué dans la

foulée, cette "activité sismique qui perdure reste toujours anormale". Voici son communiqué de presse :

" Un séisme évalué à 5 par les centres de mesures internationaux a été ressenti ce matin à 9h13 à Mayotte. **L'activité sismique reste toujours anormale et perdure**, y compris dans la plage de magnitude des séismes pouvant être ressentis à Mayotte. L'essai est donc toujours en cours.

Le Préfet rappelle à l'ensemble de la population de prendre en compte et de respecter les **consignes de sécurité** éditées par la préfecture.

Il est rappelé qu'en cas de séisme :

- si l'on se trouve en intérieur, il convient de : se protéger sous une table ou le long d'un mur porteur et de s'éloigner des fenêtres ;
- si l'on se trouve à l'extérieur, il convient de s'éloigner le plus possible des éléments pouvant s'effondrer : bâtiments, ponts, corniches et réseaux électriques."

Quelques heures plus tôt, à 6h25 ce dimanche 3 juin, c'était un séisme de **magnitude 4,6** qui avait secoué la terre de Mayotte.



[Préfet de Mayotte](#)

✓ [@Prefet976](#)

[@Prefet976](#) Une nouvelle secousse estimée à 4.6 par les centres de mesures internationaux a été ressentie à Mayotte à 06h25

[07:49 - 3 juin 2018](#)

Selon Comores Info, **les habitants sont "épuisés"**. Regardez :



[Comores infos @comoresinfos](#)

Une nouvelle secousse ce matin à Mayotte, les habitants sont épuisés <http://dlvr.it/QW17BJ>

[11:04 - 3 juin 2018](#)

Une baleine meurt après avoir avalé 80 sacs en plastique

Accueil Environnement <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Publié le 02/06/2018 à 14h10



Une baleine, un jeune mâle, est morte d'avoir ingurgité des sacs en plastique. | Photo d'illustration REUTERS/David Loh

Dans le sud de la Thaïlande, une baleine n'a pu être sauvée malgré une tentative. Elle aurait ingurgité plus de 80 sacs en plastique.

Une baleine, un jeune mâle, a été retrouvée très mal en point à proximité de la frontière avec la Malaisie, en Thaïlande, a précisé le ministère de la Marine et des ressources côtières sur sa page Facebook ce samedi. Une équipe de vétérinaires a essayé de la sauver « **mais finalement la baleine est morte** » vendredi après-midi, poursuit le message.

Selon l'autopsie, l'animal avait dans l'estomac 80 sacs en plastique qui pesaient environ huit kilos, a souligné le ministère. La baleine avait vomi cinq sacs en plastique durant l'opération de secours.

Les sacs l'ont empêché de se nourrir

Ces sacs ont empêché le mammifère de se nourrir de tout autre aliment nutritif, selon Thon Thamrongnawasawat, biologiste et conférencier à l'université de Kasetsart, à Bangkok.

La Thaïlande est l'un des pays qui consomme le plus de sacs en plastique au monde, causant chaque année la mort de centaines de créatures marines qui vivent près des plages fréquentées du pays. Au moins 300 animaux marins dont des baleines, des tortues de mer et des dauphins meurent chaque année dans les eaux thaïlandaises après avoir ingurgité du plastique, a précisé Thon Thamrongnawasawat.

Pas de panique, le Piton de la Fournaise ne va pas exploser

actu Réunion par www.ipreunion.com le 6 juin 2018 à 03:00



photo imaz press

Trois éruptions depuis le début de l'année 2018. Le Piton de La Fournaise est un volcan très actif. D'autres volcans dans le monde se sont aussi réveillés cette année. Des volcans bien moins sages que notre Piton local. Le "Volcan de Fuego" au Guatemala a fait 25 morts et 4500 évacués. À Hawaï le Kilauea a fait aussi beaucoup de dégâts. Ce genre de scénario catastrophe et meurtrier est-il envisageable à La Réunion ? Annick Peltier, de l'Observatoire du volcan l'assure "le schéma volcanique de notre piton est très différent. Pour que cela se produise il faudrait que certaines conditions soient réunies, mais ce n'est pas impossible".

Le Guatemala souffre actuellement des dégâts causés par un volcan explosif le "Volcan de Fuego", comprenez "volcan de feu". Ce volcan porte bien son nom car il a littéralement enflammé une partie du pays. Ses coulées de laves visqueuses et les projections de cendres ont causé la mort d'au moins 25 personnes.

Lire à ce propos : Guatemala, les recherches se poursuivent après l'éruption qui a fait 25 morts

Ces volcans très dangereux dont fait partie le Volcan de Fuego se trouvent sur ce qu'on appelle "la ceinture de feu du Pacifique". C'est une zone de rencontre entre deux plaques terrestres qui est à l'origine de la présence de nombreux volcans de type explosif alignés sur 40 000 kilomètres.

- Notre volcan est situé sur un point chaud -

Avec une activité volcanique aussi intense, on pourrait se demander si le même genre de scénarios catastrophes que connaît le Guatemala pourrait se produire chez nous. "Le contexte réunionnais est complètement différent" assure Annick Peltier, directrice de l'Observatoire volcanologique de La Réunion.

En effet, contrairement aux volcans explosifs qui sont situés à un endroit où deux plaques sont en subduction, c'est-à-dire qui glissent l'une sous l'autre, "le Piton de la Fournaise est un volcan de type point chaud, il se situe en milieu de plaque" explique Annick Peltier.

Et cela fait toute la différence. Notre volcan, de par sa situation en milieu de plaque a une activité "plus tranquille" que ceux situés à la jointure de deux plaques.

Cette situation géographique a des conséquences sur le type de magma qui est produit et qui s'écoule lors des éruptions. Pour les volcans de type "Volcan de Fuego", sa position en jointure de plaque donne au magma une texture visqueuse. "Ce magma dérive de la fonte d'une partie du manteau terrestre lorsqu'une plaque passe sous une autre, c'est pourquoi il est visqueux" explique la directrice de l'Observatoire. Si ces éruptions sont explosives et provoquent autant de projections "c'est parce qu'un magma visqueux nécessite plus de pression pour sortir". La pression donne lieu à des éruptions très impressionnantes avec de gros nuages de cendres toxiques et des projections meurtrières.

Lire aussi : Hawaï : explosion du volcan Kilauea, les habitants appelés à évacuer

Lire aussi : Fumées acides à Hawaï avec les laves du Kilauea qui atteignent l'océan

Le magma du Piton de la Fournaise ne résulte pas du mouvement de subduction. "Le magma du Piton de la Fournaise est produit différemment, il résulte de la fonte d'une partie du manteau au niveau du noyau terrestre, plus en profondeur", précise Annick Peltier. C'est ce qui explique qu'il n'est pas visqueux. Il peut sortir plus facilement de la chambre magmatique. "C'est pourquoi on a des éruptions volcaniques sous forme de fontaines et coulées de laves" détaille-t-elle. Ce magma n'a pas besoin d'autant de pression que le Volcan de Fuego pour être évacué, il n'y a donc pas d'explosion.

Lire aussi : Nos premières images du Piton de la Fournaise

- Des éruptions explosives se sont pourtant déjà produites –

Même si le type de volcanisme du Piton de la Fournaise n'est pas explosif, notre île a déjà connu des éruptions explosives. Ce fût le cas... il ya deux cents mille ans. Le Piton des Neiges, le volcan qui a donné naissance à l'île de La Réunion a connu des phases explosives avec "des coulées pyroclastiques". "Les coulées pyroclastiques se caractérisent par un matériel rocheux et cendrex qui dévale les pentes durant les phases explosives" explique Annick Peltier. Elle assure que ces phases explosives étaient "exceptionnelles".

En 1860, le Piton de La Fournaise a aussi connu une phase explosive. Les archives relatent une éruption durant laquelle "des blocs rocheux ont été projetés au niveau du Dolomieu et des cendres sont retombées jusqu'à Saint-Benoît mais sans causer de dégâts" raconte Annick Peltier. Cette éruption explosive s'est produite à cause de la rencontre entre "la roche en fusion et la nappe phréatique" explique-t-elle.

Plus récemment, en 1961, une autre éruption explosive a eu lieu. "La phase explosive de cette éruption reste anecdotique", commente la directrice de l'Observatoire du volcan. Il s'agissait d'une "petite projection à l'intérieur de l'enclos au niveau du cratère Dolomieu".

- Pour que le Piton de la Fournaise explose il faudrait que ...-

Le dynamisme géologique dans lequel s'inscrit notre volcan nous met à l'abris des éruptions explosives mais pour autant, il n'est pas impossible qu'une telle éruption se produise. Si certaines conditions sont réunies, le Piton de la Fournaise peut tout à fait connaître des phases explosives.

Lors d'une éruption volcanique, "le système hydrothermale (nappe phréatique NDLR) a tendance à aller sur les côtés et laisse passer le magma, il n'y a donc pas d'interaction" expose Annick Peltier. "Si on a une remontée très rapide du magma depuis la chambre magmatique, alors la nappe phréatique n'a pas le temps de s'évacuer et risque d'entrer en interaction avec le magma". Cette interaction entre le magma et l'eau produirait une explosion. En effet, "l'interaction avec l'eau fragmente le magma et le rend explosif".

Un autre contexte pourrait provoquer une éruption explosive du Piton de la Fournaise, "le refroidissement du magma dans la chambre magmatique". "Si le volcan stocke du magma et qu'il reste longtemps dans la chambre magmatique, il refroidit et se cristallise" explique Annick Pelletier "il sera plus visqueux et dense et il sortira de manière explosive" poursuit-elle. En effet, le refroidissement du magma en chambre magmatique "produit des gaz qui peuvent faire augmenter la pression et provoquer une explosion".

Ce ne sont, bien sûr, que des suppositions car "ce n'est pas le type de dynamisme du Piton de la Fournaise" rassure la directrice de l'Observatoire du volcan. Et tant mieux !

Océan Pacifique

Il va nager 8 800 km du Japon aux États-Unis

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Défi jeudi 7 juin 2018



8 800 kilomètres. C'est la distance qui sépare Choshi au Japon de San Francisco aux États-Unis, et que le Français Benoît Lecomte va tenter d'accomplir à la nage à travers le Pacifique, vingt ans après sa traversée célèbre de l'Atlantique. Le but ? Sensibiliser sur la pollution de l'océan par les déchets de plastique.

« Pour moi la nage c'est une forme d'expression. Il y a toujours une raison derrière. » La raison, vingt ans après, reste toujours la même pour Benoît Lecomte. L'architecte de métier, 51 ans, se lance un nouveau défi, vingt ans après sa traversée de l'Atlantique en 1998.

Il avait été le premier homme à le faire à la force de son corps. C'était pour la lutte contre le cancer, à l'époque. Cette fois-ci, ce sera le Pacifique, du Choshi (Japon) à San Francisco (États-Unis). Une traversée avec pour objectif principal : alerter sur la pollution des océans, envahis de plastiques.



Benoît Lecomte va avaler plus de 8 000 kilomètres à la nage. (Photo : Lifeproof)

Parti mardi, il devrait mettre entre six et huit mois pour atteindre la côte américaine. Pour un tel défi, le Français se prépare depuis sept ans. Préparation physique et mentale acharnée, une profession mise de côté... **« Le mental est beaucoup plus important que le physique »**, explique-t-il.

Il a fallu de la patience, aussi. Les départs pour cette aventure ont fréquemment été repoussés, faute de sponsors. Parce que Benoît avait déjà annoncé son défi dès 2016. **« Un tigre en cage »**, a-t-il raconté, pour évoquer cette situation.

Une équipe de huit personnes pour l'accompagner



La famille de Benoît Lecomte était présente pour son départ du Japon. (Photo : Martin Bureau / AFP)

Pour ce nouveau pari fou, le Français s'est entouré d'une équipe de huit personnes. Ils suivront Benoît à bord du voilier *Discoverer*. Son équipe, dont deux médecins font partie, sera chargée de le surveiller... mais pas que. Elle en profitera pour effectuer des prélèvements d'eau dans l'océan. Elle fixera aussi de petites balises sur les gros débris afin d'en suivre la trajectoire. Les données collectées serviront pour plusieurs institutions scientifiques américaines.

L'Américain d'adoption (il vit aux États-Unis depuis ses 23 ans) portera en outre à la cheville un capteur destiné à repérer les traces de radioactivité issues de la catastrophe de Fukushima. L'aventurier du grand large bénéficiera du système de suivi cardiaque des explorateurs de l'espace, celui de la Nasa, afin de déterminer si l'activité physique intense provoque des lésions au cœur.

Traversée du « continent de plastique »

Sur les 8 800 kilomètres, il traversera la partie nord de ce que l'on surnomme le « continent de plastique ». Il s'agit en fait plutôt d'une « soupe », formée par l'accumulation de petites particules en suspension dans l'eau, de minuscules bouts de plastique désagrége par le soleil et l'eau de mer.



Le Français va traverser une zone surnommée le « continent de plastique ». (Photo : CC0 Domaine public)

Cette « soupe » de débris s'étire, selon une étude récente, sur une surface équivalente à trois fois la France. **« Quand j'étais petit et que je me promenais avec mon père le long de la plage, je ne voyais pas de plastique ou quasiment pas, mais maintenant chaque fois que j'y vais avec mes enfants, j'en vois partout, regrette Benoît Lecomte. Tout s'est passé en une trentaine ou une quarantaine d'années. [...] Qu'est-ce que ça va être pour mes enfants ? »**

« C'est un problème énorme et aussi un problème que nous pouvons résoudre parce que nous l'avons créé, poursuit Ben Lecomte, résolument positif. Les plastiques à usage unique par exemple, si nous cessons de les utiliser, cela fera une immense différence. »

Et les requins, comme celui dont il avait vu l'aileron tourner autour de lui pendant cinq jours dans l'Atlantique, en a-t-il peur ? **« C'est sûr qu'on a le cœur qui commence à battre. Ils sont très curieux et ne sont pas là pour manger les humains, affirme le nageur. Ce serait vraiment dommage qu'on ne voie pas de requins ! Ils sont très importants pour l'écosystème. »** Il portera un bracelet magnétique pour les éloigner. Au cas où.

Insolite

Une voiturette sans permis contrôlée avec... neuf adolescents à bord près de Lyon

Actualités Insolite <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 04/06/2018 à 10:01, Mis à jour le 04/06/2018 à 10:08



Les adolescents étaient montés à neuf dans un véhicule sans permis de ce type./ Wikimedia Commons, Mr. Choppers

Comment étaient-ils tous entrés ? Dans le Rhône, les gendarmes ont contrôlé une voiturette avec neuf adolescents à bord, entassés dans l'habitacle, a fait savoir ce dimanche la gendarmerie sur les réseaux sociaux.

Alors qu'elle était en poste de contrôle samedi soir à Irigny, dans la banlieue sud de Lyon, la Brigade motorisée de Brignais a procédé aux signes réglementaires, afin de contrôler une voiture sans permis.

"Les gendarmes remarquent que la voiturette a du mal à s'arrêter et pour cause, neuf adolescents sont entassés à l'intérieur !", racontent les militaires du Rhône sur leurs pages Twitter et Facebook.

Partis "chercher des glaces", "trois des adolescents sont assis à l'avant et six autres ont pris place dans le coffre !", détaillent-ils.

"Après un bon savon des parents", venus récupérer leur progéniture, les adolescents ont ensuite regagné leurs domiciles, "sans les glaces qui elles, avaient fondu, mais avec quelques prunes !", s'amuse encore les gendarmes. Ils précisent avoir procédé à une "verbalisation pédagogique", avec deux contraventions.



[app-facebook](#)

Gendarmerie du Rhône

[il y a 20 heures](#)



ON PEUT MONTER À 2 MAIS PAS À 9 !

Et pourtant! C'est ce qu'on pu constater les motards 🏍️ de la Brigade motorisée de BRIGNAIS hier soir !

En poste de contrôle sur la commune d'IRIGNY, ces derniers aperçoivent une voiture sans permis, ils procèdent aux signes réglementaires afin de contrôler le véhicule 🚗.

Les Gendarmes remarquent que la voiturette a du mal à s'arrêter et pour cause, neuf adolescents sont entassés à l'intérieur ! Partis chercher des glaces 🍦, trois sont à l'avant et six autres ont pris place dans le coffre!

Les militaires ont directement prévenus les parents qui se sont empressés de venir chercher leurs enfants sur place.

Après un bon savon des parents ils ont pu regagner leur domicile, sans les glaces qui elles, avaient fondues, mais avec quelques prunes! 📧

En effet les Gendarmes ont procédé à une verbalisation plus pédagogique qu'autre chose puisque seules deux contraventions de 4^{ème} classe ont été relevées sur les sept qui ont été constatées.

On a une petite idée de ce à quoi leur servira leur argent de poche à venir 🙄

16 – Vie de l'UOROI

Projet de voyage au Vietnam UOROI en octobre 2019

L'UOROI envisage d'organiser un voyage au Vietnam en octobre 2019. Ce voyage d'une durée de 13 jours aurait le programme suivant :

Jour 01 : Hanoi arrivée Installation après-midi libre, dîner de bienvenue

Jour 02 : Visite de Hanoi

Jour 03 : Hanoi Lang Son via Bac Giang (150 km

Jour 04 : Lang Son - Dong Dang - la R C 4, Na Sam, That Khe, Donk Khe, Cao Bang. Nuit à Cao Bang.

Jour 05 : Retour à Hanoi par Thai Nouyen. Nuit à Hanoi.

Jour 06 : Hanoi Dien Bien Phu par voie aérienne. Visite du Site de la Bataille de Dien Bien Phu. Nuit à Dien Bien Phu.

Jour 07 : Retour à Hanoi par voie aérienne. Connexion pour rejoindre Ho Chi Minh ville par voie aérienne. Nuit à Ho Chi Minh Ville.

Jour 08 et Jour 09 : Visite Ho Chi Minh ville avec guide Francophone.

Jour 10 : Déplacement par voir Routière ou par Ferry avec Guide Francophone vers Vung Tau. Visite de Vung Tau et ses alentours. Nuit à Vung Tau.

Jour 11 : Retour à Ho Chi Minh ville. Nuit à Ho Chi Minh ville.

Jour 12 : Transfert à l'aéroport pour Vol Ho Chi Minh ville - Bangkok.

Les tarifs étant fonction de l'effectif participant, ne peuvent être fixés pour le moment.

Les membres de l'UOROI et des associations membres de l'Entente Patriotique de La Réunion intéressés par ce voyage sont priés de se faire connaître auprès du COL ® Dominique BERTRAND avant le 1^{er} septembre 2018.

